



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552624_0041

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

Contribution à l'Étude de deux Réformes Judiciaires

AU XVIII^e SIÈCLE

LE CONSEIL SUPÉRIEUR

ET

LE GRAND BAILLIAGE DE LYON

(1771-1774. 1788)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

PAR

Paul METZGER

Agrégé de l'Université.



LYON

A. REY, IMPRIMEUR-ÉDITEUR DE L'UNIVERSITÉ

4, RUE GENTIL, 4

1913

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

MM. THALLER, *, I. , professeur honoraire.

AUDIBERT, *, I. , professeur honoraire.

FLURER, , I. , professeur de Droit civil.

GARRAUD, I. , , professeur de Droit criminel, correspondant de l'Institut.

APPLETON (Charles), I. , professeur de Droit romain.

COHENDY, O. *, I. , , professeur de Droit commercial.

PIC, I. , professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), I. , professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. , professeur d'Histoire générale du Droit français.

BOUVIER, I. , professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, I. , professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.

JOSSERAND, I. , professeur de Droit civil, assesseur du Doyen.

BROUILHET, I. , professeur d'Economie politique.

HUVELIN, I. , professeur de Droit romain.

LÉVY, I. , professeur de Droit civil.

GONNARD, I. , professeur d'Histoire des Doctrines Economiques et d'Economie politique.

BOUVIER-BANGILLON, I. , professeur de Procédure civile.

BECQ (J.), I. , secrétaire.

JURY DE LA THÈSE

MM. LAMEIRE, professeur *Président.*

LAMBERT, professeur

LÉVY-SCHNEIDER, chargé de cours à la
Faculté des Lettres.

} *Assesseurs.*

PRÉFACE

« C'est seulement par des études précises, minutieuses et bien documentées, que l'histoire administrative de l'Ancien Régime pourra faire de nouveaux progrès¹. » Ce conseil, donné par un des hommes qui ont fait le plus pour cette histoire administrative, j'ai essayé de le suivre en apportant une contribution lyonnaise à l'étude de deux tentatives de réforme judiciaire au xviii^e siècle. La réunion de deux sujets n'est ni fortuite, ni destinée à grossir un volume qu'on trouvera déjà trop long en considération de sa portée. Etudier sur tel ou tel point du territoire un Conseil Supérieur ou un Grand Bailliage c'est faire une œuvre utile, mais qui court le risque d'être réduite aux proportions d'un travail d'histoire locale et peut-être anecdotique. Rapprocher les deux tentatives, moins pour montrer ce en quoi elles diffèrent², sujet bien technique, que ce par quoi elles se rapprochent, c'est contribuer à dégager une pensée commune chez les réformateurs gouvernementaux du xviii^e siècle dans l'ordre judiciaire, c'est aussi mettre en lumière les tendances permanentes de la magistrature d'alors

¹ Sagnac. De la méthode dans l'étude des institutions de l'Ancien Régime (*Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, t. VI, p. 21).

² Je m'attacherai cependant à montrer, dans la seconde partie, en quoi l'attitude de l'opinion et peut-être même des magistrats en 1788 différa de celle de 1771.

et les obstacles auxquels toute tentative limitée se heurtait à la fin de l'Ancien Régime, en 1788 plus encore qu'en 1771.

Quant à l'intérêt que peut présenter ce travail, il paraît multiple. Il devrait être d'abord une utile contribution à l'histoire du XVIII^e siècle lyonnais, dont on peut dire qu'il constitue la période la plus mal connue dans l'histoire moderne de la ville : or, le Grand Bailliage et surtout le Conseil Supérieur ont été mêlés à presque tous les événements locaux d'alors qui procèdent eux-mêmes, comme on le voit très vite, de quelques causes générales et permanentes. On peut ainsi à propos d'eux éclairer des coins obscurs et plus encore marquer des problèmes qui se posent aux historiens locaux¹.

C'est d'autre part une tentative dont la rareté fera peut-être excuser les insuffisances pour étudier dans son fonctionnement journalier, sa procédure, sa jurisprudence, son esprit et ses aspirations un tribunal provincial, celui « de la seconde ville du Royaume » — étude un peu resserrée peut-être, mais dont l'utilité pourra apparaître quand, avec d'autres semblables, elle servira à une étude historique et surtout juridique de la pratique judiciaire, variée et incertaine parfois jusqu'à l'anarchie, distinguée de l'uniformité majestueuse et mensongère des édits et des ordonnances.

A un point de vue plus spécialement historique, c'est ici le dégrossissement de matériaux pour une étude des « coups d'Etat » Maupeou et Lamoignon et de leurs suites. Deux ouvrages d'un grand mérite leur ont déjà été consacrés². Il semble cependant qu'on puisse leur reprocher d'avoir

¹ J'ai cru faciliter l'utilisation à ce point de vue de mon travail en insérant dans la table alphabétique non seulement les noms de personnes, mais avec un choix inévitablement un peu arbitraire, les mentions d'institutions ou d'événements locaux dignes d'être étudiés pour eux-mêmes.

² Flammermont, *le Chancelier Maupeou*. — Marion, *le Garde des Sceaux Lamoignon*....

trop exclusivement, surtout le premier dont le sujet est plus vaste, envisagé le côté politique de l'affaire, dont il ne faudrait pas oublier qu'elle se présenta d'abord comme une réforme judiciaire. Puis on pourrait dire que ces synthèses utiles, et même indispensables, pour guider des travaux de détail comme celui-ci, doivent à leur tour être reprises à l'aide de ces travaux de détail. On reconnaît, et on reconnaîtra chaque jour davantage, que l'histoire dite générale, surtout pour l'Ancien Régime, doit être remaniée, sur certains points entièrement refaite, avec les résultats fournis par l'histoire locale, relevée du discrédit que lui avaient parfois valu — je ne dis pas mérité — des erreurs dans la méthode ou des étroitesse dans le point de vue.

Mais j'avoue volontiers que deux sources d'intérêt me sont plus que toute autre apparues au cours de ce travail et m'ont soutenu dans des recherches trop souvent vaines ou aventurées. Il m'a semblé qu'on pouvait vérifier ici, malgré l'étendue limitée du sujet, deux vérités qui devraient sans cesse obséder l'historien de l'Ancien Régime finissant ou de l'aube révolutionnaire.

La première est que toute tentative de réforme partielle était, vers la fin de l'Ancien Régime, condamnée à l'avance. Non seulement l'inextricable fouillis que formaient alors la société et les institutions françaises empêchait tout travail de régularisation et d'éclaircissement sur un point spécial, mais les traditions étaient si fortes dans les classes privilégiées et le personnel gouvernemental que les agents mêmes de la réforme étaient les premiers à la fausser et à la compromettre. M. Marion, avec sa clairvoyance soutenue par une haine quasi personnelle des Parlementaires, a montré la valeur de la tentative de Lamoignon, considérée au point de vue de nos institutions judiciaires et de nos lois. Pareille estime semble due à

plus juste titre à l'œuvre de Maupeou, moins hâtive, moins évidemment entachée de préoccupations politiques. Or l'une comme l'autre échoua, et ne pouvait pas ne pas échouer : l'étude d'une des parties de cette œuvre qui réussit d'abord le plus facilement doit montrer quelques causes de cet échec. Ici, comme pour Machault, pour Turgot ou pour Saint-Germain, on doit dire que les réparations étaient impossibles, il fallait une démolition. Ainsi se manifeste l'injustice de Taine qui, ayant critiqué, souvent bien superficiellement, l'Ancien Régime qu'il connaissait peu, condamnait le radicalisme du Nouveau qu'il étudiait mal.

Il faudrait dire : le prétendu radicalisme car — et c'est la dernière vérité que j'aimerais que cette étude contribuât à établir — Taine s'est encore trompé, malgré la divination de Tocqueville, sur les sources de l'œuvre révolutionnaire. Il faut, on le sait aujourd'hui, les chercher dans les institutions et les textes législatifs ou administratifs d'Ancien Régime et, plus encore, dans les projets de réforme qui hantaient non pas tant les philosophes, trop éloignés de la pratique, que les administrateurs éclairés et les Français qui par profession touchaient de près aux choses publiques. A étudier le fonctionnement d'une institution quelconque, l'idée que s'en faisaient les meilleurs de ses agents et les critiques qu'exposaient ceux qui la connaissaient bien, on est étonné de retrouver les discussions, les projets, les créations et jusqu'au langage de la Révolution. Aussi on peut dire que l'étude précise, fût-elle fragmentaire, d'une institution d'Ancien Régime est la préface aussi indispensable que souvent négligée à l'étude de l'institution révolutionnaire correspondante. M. Marion a eu raison de montrer combien les édits de mai 1788 annoncent de près la législation de la Constituante ; il faudrait en dire autant de l'œuvre de Maupeou ; mais ce qu'il faudrait dire surtout, c'est que les pra-

ticiens, à qui nous sommes surtout redevables de l'œuvre judiciaire de la Constituante, la moins critiquable et la plus solide de toutes, s'inspiraient, consciemment ou non, des idées et des réalisations mises au jour en 1771 et en 1788, procédant elles-mêmes d'un long passé, dont les origines remontent au moins aux grandes ordonnances du xvi^e siècle. Ce travail pourrait donc être envisagé comme une préparation nécessaire à des recherches sur la réorganisation de la justice par l'Assemblée Constituante.

*
* *

Si ce n'était point paraître trop ambitieux et prêter à un modeste travail universitaire une importance à laquelle il ne saurait en aucune façon prétendre, je dirais enfin qu'en le poursuivant j'ai rêvé parfois de donner un exemple, même imparfait, de ce que pourrait produire l'alliance intime des études historiques et juridiques¹. Plus d'une fois, dans les ouvrages d'historiens les plus justement réputés, j'ai relevé des inexactitudes causées par la connaissance insuffisante du droit. Plus souvent encore, j'ai eu conscience de confier à mes maîtres de la Faculté de Droit des élèves dont l'ignorance historique faisait craindre qu'ils ne tirent un médiocre profit de leurs leçons. Il est sans doute bon que des travaux entrepris avec quelque pratique de deux disciplines proches et souvent réputées étrangères viennent parfois les unir, quand ce ne serait que dans une critique commune.

La plus courante est d'être taxé d'historien par les juristes ou de juriste par les historiens ; il arrive qu'on subisse à la fois les deux, ce que je souhaiterais. A défaut de cette rencontre, je préférerais la seconde : je me suis en effet efforcé

¹ « Il faut, dit Montesquieu, éclairer les lois par l'histoire et l'histoire par les lois. »

non pas d'oublier ma première, et essentielle, éducation scientifique, mais de la mettre au service de l'« esprit juridique », dont il n'est pas sûr qu'il ne perde pas quelquefois à l'ignorer. Entraîné par le sujet à noter de près l'opinion contemporaine sur les réformes, à retrouver la personnalité de ceux qui en furent les principaux agents — ce qui est proprement historique — j'ai essayé sans cesse de considérer l'institution en soi et dans ses rapports avec les institutions voisines, d'examiner de près ses rouages, son fonctionnement, ses lois et la matière sur laquelle elle agit — ce qui est plus spécialement juridique. Que je n'y sois pas toujours arrivé, c'est certain ; que j'y aie tâché, c'est ce que je voudrais qu'il apparaisse ; en tout cas j'ai conscience — et c'est personnellement le meilleur bénéfice que j'ai tiré de ce travail — d'avoir souvent pensé en juriste sur des événements historiques.

*
* *

Après cette difficulté profonde, inhérente à tout sujet de cet ordre, il resterait à faire valoir les difficultés, nombreuses et par instants rebutantes, qui furent propres à ce sujet : absence d'ouvrages antérieurs pouvant guider même par leurs erreurs, dispersion des documents sans grande facilité de savoir où ils sont, insuffisance ou absence d'instruments bibliographiques, d'inventaires détaillés ou même des répertoires les plus sommaires, indications fausses ou vagues entraînant des recherches condamnées d'avance, longues séances aboutissant à des procès-verbaux de carence, état déplorable de certains fonds ou illisibilité de certains grimoires, il y aurait là matière à fournir des circonstances atténuantes.

Je préfère dire que ces difficultés auraient été impossibles à surmonter sans l'assistance unanime et constante de tous ceux auxquels je me suis adressé : d'abord mes deux maîtres, sans

qui cette thèse ne serait pas, M. Lameire, professeur à la Faculté de Droit et M. Lévy-Schneider, professeur à la Faculté des Lettres de l'Université de Lyon ; puis les directeurs de nombreux dépôts, leurs adjoints et leurs employés : ceux de Lyon à qui je dois infiniment, M. Guigue, des Archives départementales, M. Cantinelli, de la Bibliothèque municipale, MM. Rochex et Bouliou, des Archives municipales, MM. les Archivistes des Archives nationales, de Bourg, Mâcon, Saint-Etienne et Dijon, le bibliothécaire de Saint-Etienne, l'archiviste des Hospices de la ville de Lyon auquel m'avait présenté M. Caillemer, le greffier de Trévoux sur la recommandation de M. le Procureur général Loubat et de M. l'Avocat général Gros, MM. les Bâtonniers Millevoje et Flachaire de Roustan, qui m'ont volontiers ouvert la bibliothèque de l'ordre des avocats, enfin des amis dont certains ont été de véritables collaborateurs, MM. R. Anchel et P. Simon, sans parler d'un certain nombre d'autres personnes dont j'omets les noms de peur qu'on finisse par croire qu'il n'y a plus rien de moi dans ce travail, ce qui ne serait pas exact.

BIBLIOGRAPHIE

Note préliminaire.

- I. Manuscrits : 1° Archives nationales; 2° Archives du département du Rhône; 3° Archives de la ville de Lyon; 4° Archives diverses; 5° Bibliothèques.
- II. Imprimés antérieurs à 1800 : 1° avant 1771 et ensemble de la période; 2° 1771; 3° 1772; 4° 1773; 5° 1774 et postérieurement.
- III. Imprimés postérieurs à 1800.
- IV. Documents relatifs au seul Grand Bailliage : 1° manuscrits; 2° imprimés.

NOTE PRÉLIMINAIRE

Si l'on peut parfois douter de l'utilité de certaines bibliographies aux apparences ambitieuses, c'est sans doute dans une étude comme celle-ci, où, sauf pour une série des Archives nationales, les documents sont à peu près toujours fragmentaires et dispersés, de sorte que leur liste ne donne ni l'idée des recherches très étendues nécessaires pour les rassembler, ni le moyen de les compléter, car ils n'ont en général pas de suivants, ni l'envie d'en contrôler l'usage, car on verra vite qu'on en a tiré, avec les précautions ordinaires, tout ce qu'ils pouvaient donner, ni enfin, ce qui est probablement la justification de ces lourds appareils, l'instrument jusque là inexistant qui facilitera un travail du même ordre, les textes étant la plupart du temps en quelque sorte spécifiques. L'utilité d'une pareille bibliographie est donc médiocre.

Je me suis cependant décidé à la donner aussi complète que

possible dans le triple but de satisfaire à une coutume universitaire ayant force de loi, d'éviter un reproche qu'on fait trop souvent aux thèses de droit, enfin de donner pour des études analogues une direction générale, dont les erreurs que j'ai faites en cours de route m'ont montré l'utilité.

La nature même de cette bibliographie explique qu'elle ne comporte aucune préface critique d'ensemble. En général ce travail est moins nécessaire dans une étude historico-juridique que dans une pure étude historique, les textes portant en eux-mêmes leur marque d'authenticité, leur sens précis, leur autorité et leur portée, et les personnalités passant au second plan. Ici, il est absolument inutile, puisque, sauf quelques documents de polémique, on n'a affaire qu'à des textes officiels, ne relevant d'aucune diplomatie et, ou faciles, ou radicalement impossibles à contrôler, ainsi qu'on le verra dans le détail.

Quant au plan général de cette bibliographie, il est suffisamment conforme à la vulgate pour qu'il soit inutile de le justifier.

Peu de choses à dire sur la première partie. J'ai suivi, pour les Archives nationales, l'ordre alphabétique des séries; il est indispensable de noter que les documents essentiels sont dans X^{1b}, en particulier X^{1b} 9765 à 9769, auxquels il faudra toujours recourir pour tout ce qui touche au Conseil Supérieur. La pauvreté de la série E, si regrettable, ne vient pas d'une négligence, mais de l'état actuel de cette série, qui ne pourra être pratiquement utilisée qu'avec un inventaire détaillé de chacune de ses collections parallèles; des recherches fort aimablement facilitées ne m'ont donné à peu près aucun résultat. De même plus d'une cote de l'inventaire sommaire qu'on attendrait de voir utilisée ici a été consultée sans succès.

Les autres dépôts d'Archives utilisés sont connus; quelques notes à leur place suffiront. Il y a seulement à signaler l'état déplorable des Archives judiciaires de Lyon, auquel est en grande partie imputable la pauvreté de l'étude sur le Grand

Bailliage ; leur triste histoire, éclatante condamnation des dépôts isolés et non surveillés, a été écrite et utilisée ici. Leur classement sommaire, œuvre très méritoire, est actuellement achevé et peut être suivi dans les *Comptes rendus des sessions du Conseil général du Rhône*, deuxième session ordinaire de 1896, p. 552 et *id.* 1897, p. 546. Il ne peut être question d'en attendre présentement l'inventaire, même sommaire ; d'où l'absence de cotes dans cette partie de mon répertoire. J'ai enfin le regret d'être obligé d'ajouter que beaucoup de documents existants restent inaccessibles, parce qu'ils sont la propriété de familles également décidées à ne pas les utiliser et à n'en rien communiquer.

Pour la deuxième partie, il y aurait à en défendre l'étendue et le classement. Il ne faut d'abord pas se faire d'illusion sur son étendue en quelque sorte linéaire : la principale source reste X^{1b} 9765 et suivants. Ici on a affaire à des documents en général courts, parfois d'intérêt indirect ou médiocre, dont le titre suffit souvent à indiquer le contenu. Un assez grand nombre d'entre eux (mais non pas tous, il s'en faut) se trouvent en manuscrit, en particulier, à leur date, dans les séries des Archives nationales. Je les ai cependant notés ici, non pas pour augmenter une liste dont je sens mieux que personne toute la vanité, mais d'abord parce que des nécessités pratiques m'ont obligé à les utiliser de préférence (je me suis assuré qu'ils ont été collationnés et imprimés avec beaucoup de soin), puis parce qu'étant en majeure partie à la Bibliothèque municipale de Lyon, ils rendront moins illusoire le contrôle de ce travail par des Lyonnais qu'il intéresse spécialement et indiqueront à beaucoup de chercheurs qui les ignorent l'étendue des ressources locales.

Quant au classement, je n'ai pas cru devoir suivre l'ordre des chapitres, ce qui m'aurait amené à reproduire ici, dans un ordre sensiblement analogue, les notes mises au bas des pages. J'ai préféré donner une certaine idée de l'existence et de l'activité du Conseil Supérieur en suivant un ordre aussi

rigoureusement que possible chronologique ; j'ai fait, pour l'année 1771, une exception, qu'explique la multiplicité des acteurs et des théâtres : en matière de bibliographie spéciale, il faut faire céder devant le bon sens la recherche implacable de la symétrie qui se justifie dans les « Manuels » bibliographiques.

Enfin, dans la troisième partie, dont la pauvreté sera peut-être une justification de ce travail, j'ai suivi l'ordre alphabétique des auteurs pour les ouvrages et chronologique pour les articles de revues. On remarquera la présence de certains textes qu'on aurait attendus dans la section précédente. Pour couper court à toute hésitation ou discussion au sujet des choix, des corrections, des notes, etc..., dus aux éditeurs, je me suis réfugié dans le critérium tout objectif de la date d'impression.

Il reste à dire que je n'ai pas fait deux bibliographies correspondant aux deux parties de mon étude. Il est peu probable que quelqu'un reprenne la question du Grand Bailliage ou quelque autre connexe. Une partie des documents utilisés l'avait déjà été pour le Conseil Supérieur ; je ne les ai point répétés. Je me suis contenté de placer dans une dernière section les documents qui n'ont servi que pour le Grand Bailliage.

I

1° Archives nationales.

E 3.701. Inv. de la corresp. de M. Bertin, 1772-3.

KK 1.114. Mém. sur la Généralité de Lyon, 1762.

O¹ 563, 4, 5. Secrétariat d'Etat de la Maison du Roi. Demandes reçues et décisions prises, 1771-2-3.

V¹ 622, 3, 4, 5, 6. Lettres écrites au Chancelier, 1771 et seq.

V⁶ 1.245. Conseil privé. Enregistr. des affaires jugées, 1774.

X² 859, 60, 61, 62, 63, 72, 76. Registres criminels, janvier 1775-décembre 1779.

X^{4b} 9.758. C. S. de Lyon. Reg. des présentations des demandeurs, 1773.

— 9.759. C. S. de L. Reg. des présentations des défendeurs, 1773. — 9.760. C. S. de L. Reg. pour l'enregistrement des édits..., 1771-4. — 9.761. C. S. de L. Reg. de l'Edit de création... et des provisions..., 1771-4. — 9.762. C. S. de L. Reg. des prov. de procureurs et huissiers, 1771-4. — 9.763. C. S. de L. Reg. p. l'enreg. des prov. des officiers du ressort, 1771-4. — 9.765. C. S. de L. Civil, mars 1771-avril 1772. — 9.766. C. S. de L. Civil, mai 1772-février 1773. — 9.767. C. S. de L. Civil, mars 1773-décembre 1773. — 9.768. C. S. de L. Civil, janvier 1774-juillet 1774. — 9.769. C. S. de L. Civil, août 1774-mai 1775. — 9.770, 1. C. S. de L. Lettres de Chancellerie, 1771-4. — 9.772. C. S. de L. Plumitif, 1771-4. — 9.773, 4. C. S. de L. Présentations et Reg. des édits, déclarations, 1771-4. X^{2b} 1.502. C. S. de Lyon. Criminel, 1771-4. Z^{1a} 888. Arrêts des C. S. en matière d'aides, 1771-4.

2° Archives départementales du Rhône.

B 5. Reg. d'enreg. des Edits., 1762-86.

C 6. Papiers de l'intendance.

Sans cote. Sénéchaussée de Lyon. Ordre public, 1769-71, 1772-74, 1775-77. — Reg. des édits, déclarations..., 1770-71. — Enreg. des provisions de conseillers..., 1772-90. — Aud. en dernier ressort. — Sénéch. criminelle (liasses) et Procédures, 1771-4. — Sénéch. d'Ainay. Civil. Criminel (liasses), 1771-4.

Présidial. Reg. des aud.

Dépôt des déclarations d'Evaluations d'offices...

C. S. Etat des arrêts rendus..., 1771-3.

Bailliage de Beaujolais. Sentences de la Chambre, 1770-5. — Plaidés d'audience, 1771. — Ordonnances de l'Hôtel, 1770-1. — Plaintes et procéd. crim., 1771-6. — Criminel. Procédures rapportées en causes d'appel, 1771-5.

3° Archives municipales de Lyon.

AA 59. Lettres originales de..., 1699-1788.

131, 2. Lettres du Consulat..., 1760-73, 1773-77.

BB 337, 8, 9, 40, 1, 2. Actes consulaires, 1769-70-1-2-3-4.

363. Reg. contenant des copies de requêtes et mém. adressés par le Consulat, 1772-82.

365. Délib. de l'ass. des notables (minutes), 1765-74. — 366. Délib. de l'ass. des notables (reg.), 1766-89.

[Vermorel] Histoire et statistique des voies publiques..., 2 vol. ms., in-4°.

4° **Archives diverses.**

Arch. mun. Villefranche, BB. 11. Délib. de la municipalité.

Arch. dép. Ain. C 516. Intendance de Dombes, Administration générale, 1762-1776. — 533. Int. de D., Justice et offices, 1730-1785. — 534. Int. de D., Notaires, 1771-1773. — 541. Int. de D., Réunion de la Dombes, etc., 1775-1785. — 542. Int. de D., Sénéchaussée de Dombes, 1772-1783. — 909. Etats provinciaux, 1454-1789.

Arch. dép. Saône-et-Loire. C 493. Etats du Mâconnais. Procès-verbaux. — C 748. Et. du Mâc. Correspondance.

Arch. mun. Mâcon. BB 213, 4, 5. Délibérations de la municipalité.

Arch. dép. Côte-d'Or. B² 86. Parlement de Dombes. Reg. d'enregistrement..., 1762-1771. — 87. Parl. de D. Reg. de transcription..., 1731-1771. — 91. Parl. de D. Plumitif d'audience, 1765-1771.

Arch. dép. Loire. B 72. Sénéchaussée de Montbrison. Audiencier. — B. 2 157, 9 (?). Sén. de Montbrison. Enregistrement des édits...

Arch. de la Charité (Lyon). A 2. Privilèges, 1719-1771. — E 75. Administration..., 1772-1778.

5° **Bibliothèques.**

Bibl. Nationale. Collection Joly de Fleury. 1.036. L. P. laissées en souffrance... — 1.094. Intendants... — 2.111. Conseils Supérieurs. — 2.173. Sièges de Justice en province.

B. M. mss. 805-6, abbé Duret. Nouvelles générales et en particulier de Lyon, t. II et III.

Fonds Coste ms. 1.072. Chansons et Noëls.

II

1° **Avant 1771 et ensemble de la période.**

Arrêt de la Cour de Parl. qui supprime un imprimé..., envoyé... par les officiers de la Cour des Monnaies... de Lyon. Paris, 1763, 113.627¹. — L. P... sur l'arrêt du C. d'Etat... qui casse et annule les Jug. . de la C. des M. de L... Paris, 1770, 113.330. — Ar. de la Cour de Parl... rendu sur la requête des off. de la C. des M... Paris, 1770, 113.329. — Mém. pour les prévôt des marchands et échevins... Lyon, 1770, 119.300.

¹ Les cotes sans lettre sont celles de la Bibl. munic. de Lyon. Les formats non indiqués sont in-4°.

Almanachs de la ville de Lyon, 1771-1774. Lyon..., in-12. — *Affiches de Lyon*, 1771-2. — *Gazette de France*. — *Gazette de Leyde*.

Journal historique de la Révolution... Londres, 1774-6, 7 vol. in-12, 377.004. — *Maupeouana...*, 5 vol. in-12, 304.426. — *Maupeouana...*, 2 vol. in-12, B. N. Lb38/1281.

2° 1771.

Edit du Roi portant création des C. S., février, 125.389. — E. du R. concernant l'évaluation des offices, février, 123.889. — Ar. du C. d'E. pour que les gages des off. du C. S. soient... payés, février, 322.766. — E. du R. conc. les C. S., mars, 125.394. — Règl. pour la Police int. du Palais, mars, 125.400. — Procès-verbal... (du) lit de justice... (du) 13 avril, 125.346. Déclar. du R. qui fixe les droits à percevoir par les Greffiers des C. S., mai, 113.332. — L. P. du R. portant règl. pour le C. S., juin, 125.401. — L. P. du R. qui ordonnent... que les off. des C. S... ne pourront être traduits..., août, 125.397. — E. du R. portant réunion des offices de procureurs..., août, 125.404. — E. du R. portant prorog. des 2 vingtièmes..., novembre, 124.083. — Ar. du C. S. de L. qui condamne C. P..., mai, 117.724. — Ar. du C. S. de L. portant règl. pour les prisons, août, 125.403. — Ar. du C. S. de L. qui cond(amne) B. S..., décembre, 113.361. — Recueil d'arrêts relatifs aux agents de change de . Lyon, 113.771.

Déclar. des avocats près la C. des M..., in-12, B. N. Lb38/1146 — E. du R. portant suppr. de la C. des M..., août, 125.366.

E. du R. p. suppr. d'Offices et règl. pour la Sénéch..., de L., septembre, 125.405. — Ar. du C. S. qui homologue... une sentence... (de) la Sénéch... portant règl..., décembre, 125.406.

Pr. V. de la séance... au Parl. de Dombes, octobre, 125.364. — E. du R. portant suppr. du Parl. de Dombes, 125 365.

Lettre écrite à Mgr le duc d'Orléans par les off. du B. de Beaujolais, in-12, B. N. Lb38/1135. — Ar. du C. S. qui ord(onne) qu'un imprimé..., mai, 125.399. — Réclamations des Bailliages..., in-12, B. N. Lb38/1234. — Recueil des réclamations, 2 vol. in-8, B. N. Lb38/1256. — E. du R. portant réunion de la Sénéch. de Villefranche..., juin, 125.402.

E. du R. portant suppr. du Siège présidial de Mâcon..., juin, 125.377. — Déclar. du R. qui maintient plusieurs off. de... Mâcon..., juillet, 118.366. — L. P. du R. qui renvoient au Présid. de L... les matières... portées au S. Pr. de M., août, 123.376. — E. du R. portant rétabliss. du Prés. de Mâcon, 125.378.

E. du R. portant suppr. du b. de Chauffour..., avril, 125.375. — E. du

R. portant suppr... de Châtellenies, 125.374. — Sonyer du Lac. *Observ. sur l'état... des tribunaux .. du Forez*, Paris, 1781, in-12, 355.066.

3^o 1772.

Janv. Ar. du C. S. qui cond. 3 libelles, 113.363. — L. P. du R. conc. l'admin. des Collèges..., 125.409. — Ar. du C. S. qui fait défenses à tous Gardes... aux .. portes de cette ville..., 125.407. — Ar. du C. S. qui ord... que les contribuables aux Tailles..., 125.408. — L. P. portant réunion de l'office de Receveur... des consignations .. de Lyon..., 113.333. — E. du R. p. création d'une Sénéchaussée à Trévoux, 125.379.

Février Extr. du reg. du C. S. (règlement pour les aud.), 118.392. — Mém. pour P. R., 369.264. — Ar. du C. S... portant déf. aux maîtres verriers..., 114.091. — E. du R. (relatif) aux Juges-Gardes de la Monnaie de L., 113.448.

Mars Ar. du C. S. portant règlement pour la taxe des dépens, 351.267. — Ar. du C. S. qui ord. le séquestre... des biens de M. G. de R., 118.394. — Ar. du C. S. qui commit à la charge de recev. des consignations en Dombes, 118.393. — L. P. du R. pour le siège de Dombes, 118.390. — L. P. du R. en fav. des off. de la C. des Monnaies de L., 118.395.

Avril Ar. du C. S. qui ord. le dépôt... des minutes des notaires, 116.773. — L. P. du R. portant règl. pour la Sénéch. de L., 118.397.

Mai Ar. du C. S. qui cond. M. G. de R., 118.364. — L. P. du R. portant règl. pour l'exerc. des Greffes des C. S., 125.410. — Ar. du C. d'E. et L. P... qui autorisent le Prévôt des marchands... à régir les octrois, 125.422.

Juin L. P. du R. qui ord. que les appels des jug. rendus en la Sénéch. de L..., 118.401. — Ar. du C. S. qui ord... la remise... des reg. de baptêmes..., 125.411. — Ar. du C. S. qui ord... que les protocoles... des notaires... de Dombes..., 118.400.

Juillet Ar. du C. S. qui cond. P. A. D..., 113.336. — Ar. du C. S. qui cond. C. L., 113.335. — Sent. de la Sénéch... de L. confirmée par ar. du C. S... portant suppr. d'un mém..., 113.362. — Précis pour P. D. curé de Monteraux en Dombes, 115.009.

Août Précis pour D^{lle} G., 369.722. — Précis pour s. D. de la M., 369.274. — Ar. du C. S. qui défend le port d'armes, 116.781. — Ar. du C. S. qui ord. que les Jurés-Gardes... des communautés..., 116.785. — L. P. du R. portant que les off... (du) Parl. de Dombes, 118.402.

Sept. Ar. du C. d'E. qui, sans avoir égard à celui du C. S. de L... (communautés), 125.412. — L. P. du R. qui... ord. que les Bourgeois de la v. de L. ne seront exempts..., 125.423.

Oct. L. P. du R. qui ord... d'expédier de nouvelles quittances... (Sénéch.), 113.367.

Déc. Ar. du C. d'E. qui fixe les droits de marc d'or... (C. S.), 116.789.

? Mém... p(our)... 5 marchands confituriers..., 355.471. — Mém. p. M^e G., 113.702. — Mém... p. J. J. H., 369.275. — Mém... p. les prieurs... de Saint-André-le-Bas, de Vienne..., 369.267. — Mém. p. les syndics... de la Grande Fabrique..., 109.691 *bis*. — Mém. au Conseil (St M.) petit in-f^o, 23.210. — Précis p. D^{lle} E. B., 369.270. — Pr. p. M^e L. L., 369.271. — Pr. p. s. C. P., 355.293. — Pr... p. M. A. P., 355.516. — Pr. p. la comm. des tireurs et affineurs d'or.... 369.266

4^e 1773.

Avril. L. P. du R. . concernant la v. de L. (enreg.), 118.822.

Mai. Ar. du C. S. qui cond. un imprimé..., 113.368. — Ar. du C. S. qui... en ce qui concerne les reg. de baptêmes..., 118.417.

Juillet. L. P. du R. qui ord. la reconstruction des prisons de L..., 118.424.

Août. Ar. du C. S. qui interdit G. B., 118.422. — Ar. du C. d'E. concernant la liquid. des dettes de la commun. des tireurs d'or..., 118.419.

Sept. Ar. du C. S. qui cond. P. R..., 113.505 *bis*. — Ar. du C. S. qui supprime un imprimé..., 113.369.

Nov. Mém. p. M^e F. G..., curé de la paroisse de Matour, 355.597.

Déc. Précis des observ. du C. S... — E. du R. qui supprime la châtellenie de Néronde..., 118.428.

? Extrait des titres produits par MM. de T., 114.989. — Interrogatoire de M. B. in-16, 353.306. — Mém... p. s. P. E. C., 369.278. — Mém. des jurés gardes..., 369.279. — Pr. p. les commun. et habitants de Saint-Trivier..., 114.988. — Pr. p. le s. M..., 355.526. — Requête au R. p. les syndics de tous les corps de commerce de.., L., 112.266.

5^e 1774 et postérieurement.

Janv. Ar. du C. S. portant régl. p. la comm. des tailleurs d'habits..., 114.094. — Ar. du C. S. portant régl. p. la régie des droits sur les cuirs, 117.626. — Ar. du C. S. portant régl. pour les greniers à sel, 118.425.

Févr. E. du R. portant suppr. de... châtellenies dans le Forez..., 119.308.

Mars. E. du R. portant création d'un second office d'avocat général au C. S., 123.981. — Ar. du C. S. qui ord. la suppr. d'un mém..., 118.429.

Mai. Ar. du C. S. qui maintient le comte de Lillebonne..., Bibl. Saint-Etienne, 732/22.

Juin. Ar. du C. S. concernant les glaneurs, 124.175. — Ar. du C. S. concernant les officiers des greniers à sel, 112.276.

Août. Ar. du C. S. concernant l'entrée des raisins dans la v. de L., 112.277.

Nov. Pr. v. de ce qui s'est passé au Lit de Justice..., 124.200. — Lettre de l'Hermite Jean, 352.946.

Déc. Disc. prononcé par M. Gaët de Lancin..., 351.271.

? Mém. p. s. F. F., 114.808. — Mém. p. J. J., 355.486. — Mém. p. M^e O. M., 114.822. — Mém. p. D. J. S., 118.037. — Mém. sur une accus. de piquage d'once..., 109.708. — Observ. p. les créanciers de P. T., 109.941. Plaidoyer p. s. Catherin Game, in-12, 356.974 *bis*. — Pl. p. J. M. J. veuve de M. Game, in-12, 363.792. — Lettre écrite à M. Servan..., in-12, 363.791. — Pr. p. le s. Ch., in-12, 356.974. — Pl. p. dem. C. A., in-12, 363.793. — Req. d'ampliation au R... p. G. B... B. N. Fm, 3.443 4^e. — Tarif des droits des huissiers, in-12, 113.740.

Post. Ar. de la Cour de Parl... en faveur de M^e B..., avril 1775, 113.715. — Pr. de la req... pour A. B. G., 1775, 355.513. — Mém. p. d. R. du T., 369.263. — Très humbles... représent... des officiers de la Sénéch... de L. 1777, 366.469. — Mém. p. le prévôt des marchands... contre J. E. L., 1780, 355.510.

III ¹

F. Ardascheff, *les Intendants de province sous Louis XVI* (2^e vol. de l'éd. russe) trad. Jousserandot, Paris, 1909, in-8^o.

A. Bernard, *Histoire du Forez*, Montbrison, 1835, 2 vol. grand in-12.

Bréghot du Lut et Péricaud aîné, *Catalogue des Lyonnais...*, Lyon-Paris, 1839, in-8^o.

A. Brette, *Atlas des bailliages...*, Paris, 1904, in-f^o.

H. Carré, *la Fin des Parlements*, Paris, 1912, in-8^o.

Clerjon et Morin, *Histoire de Lyon*, t. VI, Lyon, 1837, grand in-8^o.

E. Dagier, *Histoire chronologique de l'Hôpital général... de Lyon*, Lyon, 1830, 2 vol. in-8^o.

¹ J'ai omis de parti pris les ouvrages généraux d'histoire, de droit et de jurisprudence ancienne que j'ai été amené à consulter ou à citer, et même les ouvrages d'histoire lyonnaise qui n'apportent aucun document ou renseignement intéressant.

J.-B. Dumas, *Histoire de l'Académie de Lyon*, Lyon, 1839, 2 vol. in-8°.

E. Everat, *la Sénéchaussée d'Auvergne... au XVIII^e siècle*, Paris, 1885, in-8°.

E. Fayard, *Etudes sur les anciennes juridictions lyonnaises*, Paris-Lyon, 1867, in-8°.

J. Flammermont, *le Chancelier Maupeou et les Parlements*, Paris, 1883, in-8°.

J.-B. Galley, *l'Election de Saint-Etienne à la fin de l'Ancien Régime*, Saint-Etienne, 1903, in-8°.

J. Godart, *l'Ouvrier en soie...*, Lyon, 1899, in-8°.

Le Griel, *le Conseil Supérieur de Clermont-Ferrand*, Paris, 1908, in-8°.

Hardy, *Mes Loisirs* (Ed. Vitrac et Tourneux, t. I), Paris, 1912, in-8°.

Lambert d'Herbigny, *Mémoire sur le Gouvernement de Lyon* (Ed. Chavanne), Lyon, 1902, in-8°.

H. de Jouvenel, *l'Assemblée de la Noblesse de la Sénéchaussée de Lyon en 1789*, Lyon, 1907, in-4°.

M. Marion, *la Bretagne et le duc d'Aiguillon*, Paris, 1898, in-8°.

A. Metzger et J. Vaesen, *Lyon en 1791*, Lyon, 1883, in-12.

Monfalcon, *le Livre d'or du Lyonnais...*, Lyon, 1866, in-8°.

L. Niepce, *la Magistrature lyonnaise de 1771 à 1883*, Lyon-Paris, 1885, in-8°.

A. Péricaud, *les Gouverneurs de Lyon*, 2^e éd., Lyon, 1887, in-8°.

[Péricaud], *Tablettes chronologiques...*, 1751-1789, Lyon, 1832, in-8°.

W. Poidebard, J. Baudrier, L. Galle, *Armorial des bibliophiles du Lyonnais...*, Lyon, 1907, in-4°.

A. Pondeveaux, *le Cahier de Lyon pour les Etats Généraux de 1614*, Lyon, 1910, in-8°.

E. Révérend du Mesnil, *Armorial historique de Bresse...*, Lyon, 1872, in-4°.

F. de la Roche la Carelle, *Histoire du Beaujolais*, Lyon, 1853, 2 vol. in-8°.

P. de Saint-V[ictor], *Exil en Beaujolais de Lamoignon...*, Lyon, 1883, in-8°.

E. Séligman, *la Justice en France pendant la Révolution*, Paris, 1901, in-8°.

Servan, *Œuvres choisies* (éd. X. de Portets), Paris, 1822, 5 vol. in-8°.

Vaesen, *la Juridiction commerciale à Lyon sous l'Ancien Régime...*, Lyon, 1879, grand in-8°.

M. Wahl, *les Premières années de la Révolution à Lyon*, Paris, 1894, in-8°.

La Magistrature lyonnaise en 1776, Montbrison, 1898, in-12.

Revue du Lyonnais. — 1^{re} série, t. XVI, 1842, p. 356, P. B [œuf de Limas], les Procureurs de Villefranche... — 2^e, II, 1851, 279 et V, 1853, 11, Morel de Voleine, Petite chronique lyonnaise. — 2^e, V, 1852, 279, abbé Jolibois, Histoire de la ville... de Trévoux. — 3^e, III, 1867, 231, Morel de Voleine, de Combles. — 4^e, VII, 1879, 24, Vingtrinier, le Théâtre à Lyon au XVIII^e siècle. — 5^e, XII, 1891, 15, Notes de l'abbé Ranchon... publ. par l'abbé Duplain. — 5^e, XII, 1891, 368, Puitspelu, Fragments en patois lyonnais. — 5^e XVI, 1893, 245, A. Grand, Une œuvre de bienfaisance à Lyon au XVIII^e siècle.

Revue du Siècle, XIV, 1910, p. 575, Lettre de Claret de la Tourette publ. par H. Duval.

Revue d'Histoire de Lyon, XI, 1912, nov.-déc., P. Metzger, Notes et documents pour... l'Hist. de L. au XVIII^e siècle.

Nouvelle Revue historique de droit français et étranger, 1895-1896, E. Laurain, *Essai sur les présidiaux*.

Moniteur judiciaire de Lyon, 1870 et 3, Bellin, *Documents pour servir à l'histoire judiciaire de Lyon...*

IV

1^o Manuscrits (pour 1788).

A. N. O⁴578. Secrétariat d'Etat de la Maison du Roi. Demandes reçues, 1788.

Arch. dép. Rhône. Présidial : Jugements en dernier ressort, 1787-1790. — Plum[itif] de l'aud[ience]. — Plum. de l'aud. Appels du Forez, 1787-1789.

Sénéchaussée : Plum. de l'aud., 1788. — Reg. des aud. en dernier ressort, 1785-1790. — Sentences définitives de la Chambre, l[iasse]. — Sentences par défaut de la Chambre, l. — Plum. des ordonnances rendues par MM. les Conseillers., l. — Plum. de l'Hôtel, 1788. — Sénéch. d'Ainay. Civil, 1788, l. — Sénéch. criminelle. Plum. de l'aud. 1786-1790. — Requêtes et ordonnances aux fins d'enregistrement de prov[isions]..., l. — Enregistrement des prov. d'offices... — Reg. des prov. des procureurs... — Juridiction du Comté, 1788, l.

Arch. mun. Lyon AA 63, 79, 80, 81. Lettres originales.

— 158. Lettres adressées par le Corps consulaire, 1782-1788.

Arch. mun. Lyon BB 348. Actes consulaires, 1786-1790.

— 362. Reg. des arrêtés du Consulat, 1782-1789.

— 439. Portefeuille, L. P., arrêts du Conseil..., 1309-1789.

— Inv. Chappe, FFxx, 23... Pièces diverses.

Arch. dép. Loire, C 39. Papiers de la Commiss. interm. du Département de Montbrison, 1788-1789.

Bibl. Nat., coll. Joly de Fleury, mss 1099 et 1100. Enregistrement des édits..., 1788.

Bibl. mun. Saint-Etienne, ms 108. Recueil factice sur les événements de 1788.

2° Imprimés (pour 1788).

Observations... (pour) la défense du Lieut. Gén. de la Sénéch... de Lyon, 1777. — Mém. pour les s. de L. de Th..., 1781, 355.564.

1787, Observ. de la Ch. de commerce de... L. sur. le Timbre, 351.355. — Repr. des off. de la Sénéch... de L..., 8°, B. N., Lb. 39/448. Ar. de la Sénéch... du 7 sept. Arch. mun. FF. xx. 23-25.

Journal de Lyon et des provinces de la Généralité, t. V, 1788.

1788, Arrêté de la Sénéch..., 23 mai... 8°, BN. Lb 39/564. — Protes-tations de MM. Rougnard... 8°, 362.701. — Arrêté du B[ureau] des F[inances]..., 8°, 112.448. — Pr. v. de la séance tenue... au B. des Fin., in-12, 112.450. — Protest. du B. des Fin..., in-12, 112.449. — Lettre des officiers de Villefranche..., in-12, 114.837. — L. P. du R., suppr. les vacances du G. B., Arch. mun., FF xx, 23-25. — Jug. (du) G. B... par lequel J. G... est cond., 113.472.

Récit de ce qui s'est passé au G. B. de L... le 3 octobre 1788, 350.504. — Réfl. sur l'établ. du G. B. à L..., 363.060. — Le G. B. de L., comédie..., 363.000.

1789, Lettre écrite par un curé... sur l'établissement d'une Cour souve-raine à L., 350.503. — Pr. v. des ass... des trois ordres..., mars-avril, suivis des cahiers..., 362.710.

A. Brette, *Recueil de documents relatifs à la convocation des E. G. de 1789*, Paris, 1894-1904, 3 vol., in-4°.

E. Caillemer, *l'Enseignement du droit à Lyon avant 1875 (le Deuxième Centenaire de l'Académie de Lyon, p. 252)*.

G. Guigue, *Cahier des doléances de... Belleville (Cons. général du Rhône, 2^e session ord., 1896, p. 548)*.

G. Guigue, *Procès-verbaux... de l'Assemblée provinciale de la Géné-ralité de Lyon...*, Trévoux, 1898, in-8°.

H. de Jouvencel, *l'Assemblée de la noblesse du Bailliage de Forez en 1789*, Lyon, 1911, in-4°.

M. Marion, *le Garde des sceaux Lamoignon et la réforme judiciaire de 1788*, Paris, 1905, in-8°.

M^{me} Roland, *Lettres* publ. par Cl. Perroud (t. III), Paris, 1902, in-4°.

Ch.-E. Seeger, *Essai sur les grands Bailliages établis en 1788 en Normandie*, Caen, 1911, in-8°.

Archives historiques et statistiques du dép. du Rhône, XII, p. 26, Boissy d'Anglas, Notice sur... Barou du Soleil... p. 429, Pièces sur Barou du Soleil.

Mém. de la Société littéraire... de Lyon, 1867, p. 87 Brouchoud, *Notice sur les Archives judiciaires de Lyon*.

Revue du Lyonnais, 4^e, VI, 1878, 19, Cahier des plaintes... du Tiers.... de la Ville et Sénéch. de Lyon. — 5^e VIII, 1889, 154, Morel de Voleine, Petite chronique lyonnaise. — 5^e, XII, 1891, 224, Notes de l'abbé Ranchon. ., publ. par l'abbé Duplain.

Revue d'Histoire de Lyon, III, 1904, J. Fayard, les Cahiers des paysans beaujolais. — VIII, 1909, 325, L. Lévêque, l'Assemblée provinciale de la Généralité de Lyon. — X, 1911, 281, M. Riollot, le Journal d'un curé de campagne, 1768-1790.

Contribution à l'Étude de deux Réformes Judiciaires
au XVIII^e siècle

LE CONSEIL SUPÉRIEUR
ET
LE GRAND BAILLIAGE DE LYON
(1771-1774, 1788)

CHAPITRE PREMIER

L'INSTALLATION DU CONSEIL SUPÉRIEUR ET LE PERSONNEL

I. La Justice à Lyon vers 1770. — II. Les querelles. — III. Les demandes et projets antérieurs pour un Parlement. — IV. Le coup d'Etat Maupeou. — V. Lyon et l'édit de Février. — VI. La constitution et l'installation du Conseil Supérieur. — VII. Le personnel; caractères généraux. — VIII. Les membres du C. S.

I

Aux environs de 1770, Lyon était depuis longtemps, et sans conteste, la « seconde ville du royaume ». Elle l'était, non seulement par le chiffre de sa population, mais encore par son importance économique : « ville de commerce et de manufactures », elle était le grand marché et entrepôt des soies grèges, le grand fabricant et vendeur des soies ouvrées; par sa situation géographique et ses traditions séculaires, elle était l'intermédiaire obligé, dans ses foires, ses banques, ses transactions journalières, entre des pays étrangers et des régions différentes. Dans l'unité de la France royale elle faisait un peu figure économiquement et, à s'en tenir aux apparences, politi-

quement, d'une de ces républiques italiennes dont les gens d'affaires constituaient l'aristocratie.

Elle était, d'autre part, éloignée de Paris. La route, encore qu'elle fût une des plus fréquentées du royaume, était longue et difficile. Le voyage était coûteux et plus encore l'était le séjour dans la capitale, odieux à l'esprit d'économie et à l'orgueil lyonnais.

Enfin, en bornant, si l'on peut dire, son horizon administratif au Rhône, au delà duquel, dès la Guillotière, commençait le Dauphiné, et à la Saône dont la rive gauche était à peine échancrée par le minuscule territoire du Franc-Lyonnais, Lyon était le centre de pays importants et parfois d'accès malaisé¹ : le Lyonnais avec ses villages nombreux, ses cultures variées, ses petites industries paysannes; le Beaujolais, terre d'apanage, avec ses industries paysannes, ses bois, ses champs et ses vignes, dont les bourgeois lyonnais aimaient à posséder quelqu'une; le Forez, avec ses montagnes encore presque sauvages, sa riche plaine de Feurs et Montbrison, son industrieux district de Roanne, terre ducal, où l'on tissait déjà beaucoup et, regardant à la fois le Rhône et la Loire, le pays de Jarez, la région de Saint-Etienne et Saint-Chamond, une des plus pauvres de la contrée, qui ne savait pas encore l'importance qu'allait lui donner « le charbon de pierre ». Logiquement une partie de la vallée du Rhône avec Vienne, qui avait un instant pensé être la rivale commerciale de Lyon et jusqu'à Valence, véritable « porte du Midi », une partie du Bas-Vivarais et des pays de l'Ardèche, pays de cultures pauvres et de riches châtaigneraies, la Dombes, plateau caillouteux, fiévreux, semé d'étangs, le Mâconnais, aux beaux vignobles, hésitant entre la Bourgogne et le Beaujolais, auraient dû dépendre de Lyon.

¹ Deux documents, sur lesquels nous reviendrons, sont indispensables, et suffisants, pour faire connaître la région lyonnaise d'alors, avec une précision et une pénétration que beaucoup d'études de géographie régionale pourraient maintenant leur envier, les mémoires de deux Intendants : d'Herbigny, 1697, et La Michodière, 1762.

Cependant, malgré son importance économique entraînant une grande activité juridique, malgré son éloignement de Paris et l'attraction exercée sur des régions mal partagées, Lyon, au point de vue judiciaire, venait après Grenoble, Pau, ou même Perpignan, et, n'étaient une Cour des Monnaies plus décorative qu'utile, l'illustre Tribunal de la Conservation et de minuscules petites juridictions spéciales, plus multipliées peut-être ici qu'ailleurs, ne se distinguait en rien des nombreuses villes possédant une « Sénéchaussée et Siège Présidial » : Lyon était simplement un Présidial, le plus lointain avec Riom de ceux ressortissant au Parlement de Paris.

Comme toute chose sous l'Ancien Régime, l'organisation des tribunaux lyonnais était infiniment complexe et confuse. Relevons seulement quelques traits : l'étude de détail serait extrêmement longue et, vu l'état des archives, aujourd'hui impossible. Tout d'abord, les juridictions sont très nombreuses¹. Il y a les juridictions de droit commun ou au moins à large compétence ; écartons-les un instant : on aperçoit alors les nombreuses, encombrantes et vaines petites juridictions — pour la police : « Bureau de la Santé », « Police », « Voierie » exercées ou réclamées par le Consulat² ; — pour les métiers : « Juridiction des arts et métiers », celle-ci importante, au Consulat, et d'autres infimes pour « les mouleurs ... de bois », la marque des toiles... — pour les finances, « Bureau des Finances » comptant de nombreux « Trésoriers » dont beaucoup portent de grands noms, « Election », « Douane », « Eaux et Forêts », « Juridiction des Gabelles », etc... ; — enfin, comme partout, juridiction de l'Intendant qui empiète sur tout, juridiction militaire, moins importante qu'ailleurs dans une ville qui se

¹ On peut consulter avec une certaine sécurité Fayard, *Etudes sur les anciennes juridictions lyonnaises* ; avec plus de défiance, quoiqu'il soit plus récent et copie souvent Fayard, Niepce, *la Magistrature lyonnaise de 1771 à 1883* ; de préférence à tout, les Almanachs de la Ville de Lyon.

² Courbis, dans *la Municipalité lyonnaise sous l'Ancien Régime*, compte douze juridictions appartenant au Consulat.

défie beaucoup des troupes royales, juridictions ecclésiastiques, nombreuses et puissantes dans le Siège de la Primatie des Gaules, justices séculières des domaines ecclésiastiques comme celle de l'abbaye d'Ainay qui est unie à la Sénéchaussée ou celle de MM. les Comtes de Lyon qui revendique jalousement son indépendance et, aux portes mêmes de la ville, juridictions seigneuriales comme celle de Cuire et de la Croix-Rousse ou celle du faubourg de la Guillotière qui, quoique en Dauphiné, dépend, à certains égards, de Lyon.

Puis, ces juridictions ont une compétence également mal définie *ratione personæ, materiæ et loci*. C'est un fouillis dans lequel personne ne se reconnaît, ni ne cherche à se reconnaître. Un des traits qui frappent le plus dans l'étude des institutions judiciaires de l'Ancien Régime, c'est qu'à part quelques têtes pensantes, le public, avant la rédaction des Cahiers de 1789, semble trouver cette anarchie naturelle, une partie en profitant, la grande masse se résignant. Cette confusion n'est pas spéciale aux petites juridictions : elle existe également pour les plus considérables, dont on peut distinguer quatre à Lyon : la Prévôté, la Conservation, la Cour des Monnaies, la Sénéchaussée et Siège Présidial.

Rien à dire de la Prévôté et parce qu'elle n'offre ici rien de particulier et parce qu'elle ne sera pas touchée par la réforme, le Conseil Supérieur ayant paru, à Lyon, quasiment l'ignorer, malgré les nombreuses occasions de conflit avec une juridiction dont la compétence est particulièrement mal fixée.

La Conservation, dont l'histoire a été utilement résumée par Vaesen¹, intimement liée au Consulat, reviendra en scène avec lui. Rappelons seulement que c'était une juridiction commerciale, une des plus actives et des plus célèbres du monde entier. Son personnel était composé de marchands et de gradués, à peu près complètement indépendant de l'Administra-

¹ Vaesen, la Juridiction commerciale de Lyon sous l'Ancien Régime (*Société Littéraire... de Lyon, Mémoires, 1877-1878*).

tion royale ; sa compétence, restreinte d'abord aux affaires traitées dans les foires, s'était progressivement étendue ; ses arrêts, fondés surtout sur l'usage et l'équité, ne pouvaient être frappés d'appel que devant le Parlement de Paris qui les respectait le plus souvent ; sa jurisprudence était renommée, de sorte qu'on faisait venir devant elle beaucoup d'affaires qui souffraient peut-être moins qu'ailleurs des longueurs ordinaires de la justice. L'agent royal par excellence, un intendant, La Michodière, venait, dans un mémoire officiel¹, de la défendre contre les critiques qu'en avait faites un de ses prédécesseurs, d'Herbigny.

Restent la Cour des Monnaies et la Sénéchaussée et Siège Présidial qui, en fait, ne formaient qu'une Cour. Nous n'avons pas à faire ici l'histoire de ces juridictions ; il suffit de rappeler que la Cour des Monnaies, établie en 1705, peut-être pour dédommager les Lyonnais du refus d'un Parlement par une façon de Cour souveraine², avait été, sur la demande des membres de la Sénéchaussée, « unie et incorporée à ce tribunal³ ». Cette réunion donna quelque activité aux magistrats qui en auraient manqué à la seule Cour des Monnaies⁴. Elle donna aussi, et cette remarque est importante pour la suite, « un nouveau lustre » à la Sénéchaussée⁵ devenue « Tribunal souverain par le fait des Monnaies », bien qu'elle fût « déjà composée de plusieurs familles nobles et anciennes qui méritent, à

¹ A. N. KK. 1114.

² Ce serait une question à discuter de savoir si elle l'était vraiment. Ses membres pensaient que oui, et cela seul importe ici.

³ Cette affaire est nettement exposée par La Michodière, *loc. cit.*, 117, dont nous nous servons encore pour ce qui suit. L. M... commet cependant une erreur en donnant la date de 1704 ; l'édit est d'avril 1705, comme on peut le voir dans l'exemplaire imprimé de la Bibliothèque de Lyon 113.338 qui porte la mention manuscrite « collationné à l'original ».

⁴ Le peu qui reste de son activité aux A. N. et aux Arch. dép. Rhône permet de penser ainsi.

⁵ Elle était déjà privilégiée en tant que Présidial : depuis 1705, il prononçait en dernier ressort jusqu'à 500 l. ; aussi le Tribunal refusa de se joindre aux autres Présidiaux lors de leurs réclamations de 1764 (Laurain, in *Nouv. Rev. Histor. de Droit...*, 1895, p. 546).

tous égards, la considération dont elles sont en possession dans la seconde ville du royaume ». Cela n'avait pas laissé d'ailleurs de créer aux magistrats une situation juridique au moins singulière : le Lieutenant Général était en même temps Premier Président, les Lieutenants Criminel et Particuliers en général Présidents, etc. Mais, si le Parlement de Paris avait consenti à exempter du serment, dont ils n'étaient pas tenus comme membres de la Cour des Monnaies, les magistrats lyonnais qui le lui devaient comme membres de la Sénéchaussée, il semble qu'au moins dans certains cas les finances des deux offices conjoints étaient distinguées ; le Sénéchal qui, s'il était là, marcherait en tête de la Sénéchaussée « n'a aucune entrée, rang ni séance à la Cour des Monnaies ».

Enfin, si les deux, ou plus exactement les trois cours — Cour des Monnaies, Présidial, Sénéchaussée — ont naturellement des compétences différentes, au sujet desquelles il n'y a rien à dire de particulier, elles conservent des ressorts différents ; la Cour des Monnaies a, dit La Michodière, « pour ressort toute la partie du Royaume au-delà de la Loire ». Le Présidial reçoit les appels des Juridictions royales du Lyonnais, Forez et Beaujolais, coïncidant ainsi à peu près — chose merveilleuse — avec la Généralité de Lyon. La Sénéchaussée « est le premier degré de Juridiction royale » pour le « petit gouvernement » du Lyonnais¹.

Cette union n'empêchait pas à notre époque de se faire sentir, ici comme partout ailleurs², la baisse de la valeur d'estimation des offices. La Michodière note mélancoliquement, en 1762³ : « Les charges de la Sénéchaussée sont fort diminuées depuis le temps de M. d'Herbigny. Celle de Lieutenant Crimi-

¹ Voir in Brette, *Atlas des Bailliages...* la carte n° 11 (Généralité de Lyon), qui dispense de tout commentaire.

² H. Carré in E. Lavis, *Histoire de France...*, IX, 1, 188, et les textes cités en note. H. Carré, *la Fin des Parlements*, p. 6-7 etc... et, pour un siège voisin, Laurain, *loc. cit.*, 1895, p. 535.

³ *Loc. cit.*, 124, in f.

nel était estimée, en 1697, de la valeur de 120.000 livres et présentement, malgré la réunion d'un office de Président en la Cour des Monnaies et la plus grande valeur de l'argent, elle ne vaut pas 80.000 livres : elle est vacante depuis cinq ans sans qu'on ait offert cette somme. » Les choses s'étaient cependant arrangées, car, en 1770, la Cour paraît au complet. C'était une majestueuse compagnie qui devait faire bonne figure aux cérémonies où on la conviait.

En tête aurait dû marcher le Sénéchal, Charles de Masso de la Ferrière; mais ce « lieutenant-général des armées du roi », étranger aux choses judiciaires, jouissait des avantages et des profits de la charge à Paris. En son absence, la compagnie était conduite par le Lieutenant-Général, premier président. Barthélemi-Léonard Pupil de Myons, qui avait succédé à son père en 1764. Puis venaient 4 présidents, dont 3 avaient des offices de lieutenants en la Sénéchaussée, 2 chevaliers et 2 conseillers d'honneur, 28 conseillers laïcs, dont le doyen Jean-Pierre Perrin, avait son office depuis 1713, et 1 conseiller clerc. Il y avait aussi des présidents, conseillers d'honneur et conseillers honoraires. Les Gens du Roi comprenaient 1 avocat-général, 1 procureur-général avec ses 4 substituts. Enfin, arrivaient les auxiliaires, greffiers, secrétaires, les huissiers au nombre de 36, les avocats, de 58; les procureurs, de 59; le personnel de la Prévôté générale des Monnaies, les officiers de la Monnaie et, grands écrivassiers et faiseurs de frais, les nombreux officiers de la Chancellerie près la Cour des Monnaies.

Telle était, dans ses très grandes lignes dont quelques-unes se préciseront dans la suite, l'organisation judiciaire à Lyon avec ses nombreux petits tribunaux, sa grande cour de commerce toute municipale, son tribunal royal aux aspects multiples, au personnel nombreux, actif, considéré — moins cependant que l'aristocratie échevinale à laquelle il est d'ailleurs étroitement uni —, quelquefois remuant et bruyant en l'absence — ce qui est le trait capital — du Parlement souhaité, refusé et nécessaire.

II

Cette absence d'une cour supérieure, universellement respectée, cette coexistence de tribunaux mal séparés les uns des autres, ce rapprochement d'une magistrature propriétaire de ses offices et d'une aristocratie bourgeoise assez fermée, toutes deux riches, ambitieuses, susceptibles et provocantes, devaient amener — achevant de caractériser le Lyon judiciaire d'alors — des querelles qui ne sont d'ailleurs que quelques-unes de celles qui font de la ville un véritable champ clos. De ces querelles, je retiens quelques épisodes qui serviront à comprendre certaines aventures du Conseil Supérieur.

C'est avec le Consulat que la Sénéchaussée a surtout à batailler. Il y a, à la base de toutes ces querelles, comme il y aura plus tard à la base de la longue et âpre lutte entre le Consulat et le C. S., des raisons de deux ordres différents : raisons de vanité, raisons d'intérêt. Le Consulat et la Sénéchaussée se disputent la préséance ; le Consulat veut échapper au contrôle que la Sénéchaussée, travaillant à la fois pour elle et pour le pouvoir central¹, prétend exercer sur lui.

En 1758, si la querelle éclata sur une question de préséance et de présidence d'assemblée, au fond était la question du contrôle de l'administration financière. « Il est temps, dit le Procureur du Roi à la Sénéchaussée, de rendre à la Sénéchaussée l'inspection que la loi lui donne sur l'administration des deniers communs... Il est temps d'apprendre à la ville de Lyon l'état de ses affaires, en instruisant de la vérité ses juges actuels..., (il faut qu'il n'y ait) point d'affaires majeures qui ne soient décidées par les notables assemblés sous l'inspection de la justice : la plus grande exactitude dans le rendement des

¹ Laurain, *loc. cit.*, 1895, p. 524, dit d'excellentes choses, peut-être un peu optimistes, sur cette question.

comptes, en présence des juges, la plus grande liberté dans les opinions, et le bon ordre sera rétabli¹. »

L'expulsion des Jésuites vint réconcilier Consulat et Sénéchaussée; mais, en 1763, l'affaire recommença sous le même prétexte et pour la même raison. Le roi intervint, plutôt favorable au Consulat; le Parlement de Paris également, plutôt favorable à la Sénéchaussée; il eut le dernier mot et donna l'avantage au Tribunal par un arrêt du 26 juillet 1763. Mais le Consulat gagna la revanche par les Lettres Patentes du 31 août 1764, réduisant le contrôle judiciaire, surtout par voie de prétérition, ce qui permettra au Lieutenant Général de prétendre que les L. P. de 1764 n'ont pas abrogé l'arrêt de 1763².

En 1769, en effet, reprise des hostilités avec, semble-t-il, plus d'ampleur. L'enjeu en valait la peine : juridiquement, il faut déterminer la valeur respective de l'arrêt et des L. P.; au fond, il s'agit de la préséance, du contrôle, de l'autonomie de l'administration et des juridictions municipales, de la police, exactement les objets du litige prochain entre le Consulat et le Conseil Supérieur. Le Lieutenant Général de Myons était un personnage ambitieux, querelleur, qui finit par se brouiller avec tout le monde. Pour l'instant, secondé par le Procureur du Roi, il entreprit contre le Consulat une guerre en règle, dont une délibération consulaire du 3 février 1770 et un mémoire imprimé vers la même époque nous permettent de reconstituer les principaux épisodes³. De Myons commença, selon la coutume, par une guerre de chicanes et d'empiétements. Puis, il s'adressa au Parlement de Paris, sans doute pour obtenir l'exécution de l'arrêt de 1763. Le Parlement se montra favorable à la requête, car un échevin, Guillin, personnage entre-

¹ Clerjon et Morin, *Histoire de Lyon*, VI, 357-360. Cf. Charléty, *Bibliographie de l'histoire de Lyon*, n^{os} 2569 et 2570.

² Clerjon et Morin, *ibid.*, VI, 374-401.

³ A. M., BB 338 et « Mémoire pour les Prévôt des marchands et échevins de la Ville de Lyon, dans l'instance pendante en la Cour de Parlement... (B. M., 119.300, en particulier p. 6 et seq.).

prenant et processif, alla à Paris et en août 1769 s'efforça, avec succès, de faire remettre le procès après la Saint-Martin; à ce moment, le Consulat paraissait compter sur les dissensions entre de Myons et sa propre cour, sur la faveur du Parlement (ce qui me paraît de style) et, plus sérieusement, sur « le Conseil de Sa Majesté, qui paraît disposé à fixer d'une manière irrévocable les droits du Consulat dans l'Assemblée des Notables ». En novembre, Guillin, toujours à Paris, cherchait à obtenir des Lettres Patentes favorables au Consulat : c'était le moment de la lutte sans merci entre le Gouvernement et le Parlement, des premières intrigues de Maupeou-Terray contre Choiseul; on avait autre chose à faire à Versailles¹. De plus, Guillin, très susceptible, crut avoir à se plaindre de ses collègues et revint furieux. Le 18 janvier 1770, un arrêt du Parlement fut sans doute — car je ne l'ai pas eu entre les mains — favorable aux prétentions de de Myons. Il fallait aviser. Le 3 février, le prévôt des marchands et les quatre échevins se réunirent; on apaisa Guillin et on prit d'importantes décisions. On fit d'abord, dans ce style incorrect et peu clair, qui est malheureusement trop souvent celui de l'Echevinage, des réserves sur les L. P. de 1764 qui, avantageuses par certains côtés, avaient été d'autre part la source de nombreuses difficultés. Puis on en vint au Lieutenant Général et au Procureur du Roi qui, en se fondant sur l'arrêt de 1763, « prétendent... présider aux Assemblées des Notables et n'ont cessé par des protestations ou des actes judiciaires de troubler ou suspendre les délibérations les plus importantes ». Et les griefs s'accumulent. « C'est de la même manière que, méconnaissant l'autorité que S. M. a attribuée au Consulat par la réunion qu'elle y a faite du commandement, ils cherchent à s'emparer de toutes les fonctions qui lui appartiennent soit à ce titre, soit comme juges de la police des arts et métiers, soit enfin comme

¹ Au même moment, par arrêt du 21 août, le Parlement fait remporter une victoire à la Sénéchaussée dans une autre contestation (B. M., 113.329).

propriétaires et titulaires des offices de Lieutenant Général, Procureur du Roi et Commissaires de police de la ville de Lyon ». D'où une « sorte d'anarchie » entravant tous les efforts du Consulat par « le choc des contreforces ». Enfin, dans un style de plus en plus incorrect, les échevins dénombrent une fois de plus les prétentions de la Sénéchaussée, voulant faire ressortir devant elle les appels des sentences consulaires qu'elle estime rendues par des « juges subalternes », assignant devant elle pour rendre ses comptes le Receveur de la ville, et réclamant « la police, qui appartient de tout temps au Consulat, et à l'occasion de laquelle ils payèrent (entendez : le Consulat paya) en 1700 une finance de 180.000 livres ». Une affaire d'hôpitaux vint se greffer là-dessus, qui devait amener la perte de de Myons. Un mémoire consulaire exposa avec une merveilleuse clarté les deux points de vue et les griefs réciproques. Le Consulat faisait un curieux tableau de Lyon où, concluait-il, il y a de « l'égalité ». Les fonctions éminentes sont naturellement les municipales, mais qui sont lourdes et onéreuses. « Les officiers de justice tiennent sans doute aussi un rang considérable; l'importance de leurs fonctions exige le respect et la reconnaissance, mais les titres de leurs offices ne donnent aucun droit d'inspection; ce n'est point par là qu'ils sont appelés à l'administration publique, c'est à raison de leurs qualités et de leurs vertus; c'est, en un mot, comme citoyens recommandables. » Le corps judiciaire, répondant par l'organe de de Myons, critiquait violemment le corps municipal, « espèce d'administration plus républicaine, d'une part, et, de l'autre, plus despotique encore que républicaine », et exposait que « la ville renferme deux autorités rivales et jalouses, dont la juridiction se touche en une infinité de points et tend sans cesse à se confondre, deux autorités dont les limites ne sont pas marquées d'une manière invariable et qui peuvent impunément chercher à s'accroître aux dépens l'une de l'autre », constatation impartiale et exacte que le Lieutenant Général complétait par celle-ci, peut-être plus discutable : « Le Consu-

lat, qui dispose de la ville et des revenus, a toutes les facilités possibles de les lancer contre le chef d'une Compagnie isolée, qui ne se soutient que par la force des lois. » « Il n'y a point, répondait le Corps municipal, d'autorités rivales dans la ville; celle de la Sénéchaussée se borne à régler les différents des particuliers, suivant les lois et les coutumes; nous jugeons aussi les affaires du commerce, nous réglons la police, nous faisons exécuter les ordres du Roi, mais, les uns et les autres, nous sommes soumis à la même autorité, à l'autorité supérieure, à la seule qui existe, car nous n'en sommes que les agents. » Ainsi, par un singulier retour des choses, le Lieutenant Général, qui de l'offensive est passé à la défensive, reconnaît l'existence d'une zone de contact mal définie que l'on peut se disputer avec une égale bonne foi, tandis que les défenseurs traditionnels de l'autonomie municipale en appellent à l'autorité gouvernementale dont ils se disent les agents. Simple affaire de tactique dans la lutte entre des vanités et des égoïsmes, qui rend sceptique dans l'étude des théories de droit public sous l'Ancien Régime. Le conflit continua; le 20 août, Guillin, qui devait repartir pour Paris, fut chargé, entre autres affaires, de suivre la querelle entre le Consulat et de Myons. Mais le moment était singulièrement mal choisi : ministère et Parlement avaient autre chose à faire que de s'occuper des affaires lyonnaises. Au début de l'année suivante, rien n'était encore réglé, quand éclata la « révolution Maupeou ».

Cette lutte nous intéresse ici parce qu'elle contribue à expliquer l'indifférence de l'opinion lyonnaise lors de la réforme judiciaire défavorable aux anciens tribunaux, et qu'elle fait connaître par avance les raisons, les arguments, parfois même les formules qu'on retrouvera au temps du C. S. Elle peint aussi l'humeur également querelleuse de l'Echevinage et de la Magistrature.

Celle-ci en avait, d'ailleurs, fait preuve en maintes occasions. En 1763, à la suite de l'affaire des collègues, elle était entrée

en conflit avec le Roi, le Parlement et l'Archevêque, ce qui lui avait valu un arrêt outrageux du Parlement¹, aggravé encore par les paroles du Procureur Général : « ... Si... dans des affaires aussi importantes (les officiers de la Sénéchaussée) avaient été arrêtés par des doutes, des scrupules qu'il était peut-être au-dessus d'eux de peser et d'approfondir, ils avaient la voie ouverte pour consulter vos lumières et implorer votre autorité, sans se porter à des actes si contraires à la soumission qu'ils doivent aux volontés souveraines que vous leur avez fait connaître, etc... » — arrêt et réquisitoire dont la Sénéchaussée se souviendra peut-être en 1771. Une autre fois ce sont des remontrances au Parlement au sujet d'affaires financières², une querelle avec l'Intendant³, des conflits avec le Commandant⁴, souvent des difficultés intérieures, dont la plus retentissante fut la guerre ouverte entre une partie du tribunal et son président Pupil de Myons⁵. Ce personnage, autoritaire et ambitieux, eut un conflit interminable avec le Bureau de l'Hôtel-Dieu, dont la Cour des Monnaies se mêla avec une telle vivacité que dix-sept conseillers écrivaient, le 5 mars 1770 : « M. de Myons est un esprit inquiet et turbulent, etc... », et le citaient devant eux pour se défendre; de Myons n'étant pas venu, arrêt injurieux du 7; la mêlée fut alors inextricable, car j'ai retrouvé jusqu'à quatre querelles simultanées. Des Lettres Patentes du 30 avril vinrent éclaircir la situation en rappelant rudement au devoir les magistrats lyonnais, que le Parlement, après toute une procédure, condamna explicitement le 30 août. A la mi-octobre, la Cour dut

¹ Arrêt de la Cour de Parlement qui supprime... (B. M. 113.627).

² B. N., coll. Joly de Fleury, ms. 1094 f^{os} 2-7.

³ *Ibid.*, f^{os} 172-207 et surtout 264.

⁴ Bellin, *Moniteur Judiciaire de Lyon*, 25 janvier 1870.

⁵ Je résume très rapidement cette affaire d'après Lettres Patentes... du 30 avril 1770 (B. M., 113.330); Arch. dép. Rhône, Sénéchaussée. Ordre public 1769-1771 et Registre des édits, déclarations.. févr. 1770-sept. 1771; Fayard, *op. cit.*, p. 51 et seq.; Bellin, *loc. cit.* et *ibid.*, 4 août 1870; Dagier, *Histoire chronologique de l'Hôpital Général*, II, p. 171-234, très partial, mais donnant des détails et des citations.

se soumettre; mais Pupil de Myons, singulièrement diminué, parti à Paris, d'où il ne répondit même plus aux lettres qu'on lui adressait.

Ainsi, à la veille de la tourmente, la Cour des Monnaies était entrée plus ou moins en lutte avec toutes les autorités de la ville, s'était déchirée elle-même : accidents ordinaires dans un régime dont un historien s'étonne seulement qu'il n'ait pas comporté encore plus de conflits; ici, de plus, conséquence de la situation particulière de la Cour lyonnaise, trop importante pour se contenter d'un rôle subalterne, trop faible pour faire prévaloir son autorité.

III

Cette situation aurait gagné au moins en netteté si Lyon avait obtenu le Parlement longtemps rêvé. La première requête signalée est de 1462¹. Il y en a ensuite toute une série au xvi^e siècle, ce qui s'explique, car on est alors dans la période la plus mouvementée et la plus originale de l'histoire lyonnaise. Requêtes en 1527, 1531, 1554. Celle-ci développe trois ordres d'arguments : le premier, qui restera l'essentiel, est l'éloignement de la Cour Supérieure d'autant plus sensible qu'est plus grande l'importance des tribunaux de la ville ; le second, particulièrement curieux et qu'on se gardera bien de faire valoir dans la suite, est l'autorité qu'aurait un Parlement pour défendre auprès du roi « la vérité des affaires qui surviennent journellement à la ville... » et « le soubstenement des libertés, franchises et droits des foires de ladite ville² » ; enfin, après avoir, comme on le fera si souvent dans d'autres villes au cours du xviii^e siècle, indiqué les avantages pécuniaires pour

¹ Nous suivons dans cette énumération Vaesen, *op. cit.*, qui cite très précisément les pièces des Archives municipales qu'il a consultées.

² Cf. pour cette revendication et pour tout un programme très intéressant de réformes judiciaires A. Pondeveaux, *le Cahier de Lyon aux E.G. de 1614*, p. 35-59.

la localité, on évoquait l'« honneur et réputation » dont elle bénéficierait. Il y eut encore une requête en 1575, des demandes dans les cahiers de 1576 et 1588 et dans ceux pour les Etats Généraux de 1614. On comprend qu'ici s'arrêtent ces demandes : avec la nouvelle constitution municipale de la ville, l'ensemble de la population n'a pour ainsi dire aucune voix au chapitre, la toute petite aristocratie consulaire ne tient pas à voir s'élever en face d'elle une autorité rivale, le roi qui en fait a deux agents, l'intendant et le prévôt des marchands, ne se soucie pas de mettre à Lyon des faiseurs de remontrances.

Nous verrons plus tard sous quels arguments le Consulat cacha ses très égoïstes répugnances contre l'établissement à Lyon d'une Cour Supérieure quelle qu'elle fût. Dès le début du XVIII^e siècle, il eut à les faire valoir, remporta la victoire, n'ayant trouvé un contradicteur que quelque soixante ans après¹.

Il est à peu près certain que, vers 1704, il fut question d'établir à Lyon un Parlement. L'Echevinage lyonnais trouva un porte-paroles dans le gouverneur, le maréchal de Villeroy — son pensionné et son complice — qui représenta « que l'établissement d'un Parlement dans cette ville ferait grand tort au commerce en détournant les familles de négociants dans cet état ». Cette considération l'emporta, car le roi, dans le préambule de l'Edit de création de la Cour des Monnaies de juin 1704, écrivait ce passage que le Consulat reprendra plus d'une fois de 1771 à 1774 : « Nous n'avons jamais voulu dans les besoins les plus pressants entendre les propositions d'établir à Lyon aucunes de nos Cours Supérieures de Parlement, Chambre des Comptes, ni Cour des Aides, quelque secours que nous eussions eu lieu d'en attendre et quelque apparente utilité que nos sujets eussent pu en recevoir par une plus prompte expédition de la

¹ Les faits sont rappelés et les arguments exposés dans Arch. mun., BB 363, Mémoire sans date envoyé à Bertin et dans Arch. nat., KK. 1114, dans l'exposé de La Michodière,

justice qui leur aurait été rendue sur les lieux, dans la crainte que les familles des principaux marchands et négociants, tentées d'entrer dans les charges, ne méprisassent insensiblement le commerce et n'y causassent dans la suite un préjudice très important... »

Personne ne répondit alors. Plus tard, quelqu'un fit la réponse qui convenait et réunit les arguments les plus forts pour l'établissement d'une Cour Supérieure à Lyon, dont il est curieux qu'on n'ait pas songé à se servir en 1771. Ce défenseur des vrais intérêts lyonnais fut un administrateur royal, l'intendant La Michodière dans son Mémoire de 1762. Le commerce de Lyon n'a, d'après lui, rien à risquer de l'établissement d'un Parlement : témoin Rouen¹ et Bordeaux. « Les négociants devenus riches élèvent leurs enfants dans un état différent du leur... » Cela est particulièrement vrai à Lyon où le commerce proprement dit est médiocre et où « il n'y a pas une famille de fabriquants riches dont les enfants suivent la même profession ». Loin de porter un coup au négoce, un Parlement l'aurait donc servi en diminuant les frais. Mais on a laissé passer le bon moment, « le Parlement de Paris ne souffrirait pas aujourd'hui une distraction de ressort » ; on pourra cependant mettre à profit la réunion de la Dombes à la Couronne, unir le Parlement de Dombes à la Cour des Monnaies et créer ainsi un nouveau Parlement en indemnisant les parties lésées.

Telle était la situation en 1770 : une ville populeuse, active, éloignée de son centre judiciaire, elle-même centre d'un pays important — de nombreux tribunaux à l'organisation et aux rapports plutôt anarchiques, dont le principal a eu, encore

¹ Un rapprochement piquant : dans l'édit de suppression du Parlement de Rouen (septembre 1771), Maupeou dit : « La situation de la ville de Rouen et le génie de ses habitants semblaient ne l'avoir destinée qu'à être une place de commerce. La réunion de toutes les Cours Souveraines dans son sein n'a pu qu'arrêter les progrès de l'industrie et altérer cet esprit qui l'anime et l'encourage. »

récemment, à se plaindre du Parlement de Paris — un Parlement souhaitable pour des raisons de commodité et d'ordre, autrefois réclamé unanimement, maintenant redouté par l'égoïsme échevinal, mais jugé possible et désirable par un spectateur impartial.

IV

C'est alors, au début de 1771, qu'éclata le « coup d'Etat Maupeou ». Il appartient à l'histoire générale et a été étudié, dans le livre connu et déjà cité de Flammermont. On rappellera ici seulement ce qui est indispensable pour comprendre ce qui se passa à Lyon.

Ce qu'il importe d'abord de remarquer, c'est que cet événement peut être envisagé à un triple point de vue : c'est une passe dans les luttes qui occupent et déshonorent la Cour de Louis XV, c'est un épisode du combat incessant ouvert par les malheureuses mesures du 2-15 septembre 1715¹ entre la Royauté et les Parlements, lutte dans laquelle la Royauté était souvent dans le cas de légitime défense et pêchait plutôt par excès de faiblesse²; — c'est enfin un essai, et un des plus heureux, pour cette réforme de la justice que réclamait dès 1610 le président Du Refuge³ et qui ne sera définitivement réalisée que par l'Assemblée Constituante.

On sait comment, aux environs de 1763, un peu dans toute la France, l'opposition parlementaire, détournée par l'affaire des Jésuites, reprit plus violente. En même temps commençait en Bretagne l'affaire d'Aiguillon. Les Parlements en profitèrent; le roi retrouva de l'énergie lors de la séance de la « Flagella-

¹ Lavissee, *Histoire de France*, VIII, 2, p. 14.

² Cf., par exemple, Flammermont et Tourneux, *Remontrances du Parlement de Paris au XVIII^e siècle*, Paris, 1888-1898 (Collection des documents inédits), 3 vol. in-4°.

³ Dans son *Traité de la Réformation de la Justice*, qui fut longtemps attribué au chancelier de l'Hospital et imprimé avec ses œuvres,

tion » (3 mars 1766), puis céda. En 1768, Maupeou, Premier Président du Parlement de Paris, devint Chancelier, sans qu'on sût d'abord si c'était pour calmer ou mater le Tribunal. Pour l'instant, il s'occupa de lutter contre Choiseul qui était au reste en train de se perdre par son aventureuse politique étrangère ; à la fin de 1769, Maupeou faisait mettre aux Finances l'abbé Terray ; à la fin de 1770, Choiseul était disgracié ; il devait être plus tard remplacé par d'Aiguillon, ce qui acheva le triumpvirat. Mais dès avant, un coup droit avait été porté au Parlement. A propos de l'affaire de Bretagne, Maupeou l'avait menacé le 3 septembre, il prépara l'attaque dans le courant de novembre et frappa le 3 décembre par un édit qui fut enregistré en Lit de justice le 7. Cet édit ¹, la plus forte réponse qu'on pût faire aux insoutenables prétentions parlementaires, est un des documents capitaux pour le droit public de la Royauté. Contrairement à l'historien de Maupeou, je ne crois pas que c'était une simple provocation qu'on comptait voir relevée par le Parlement : c'était l'affirmation énergique, précise et juste, mais tardive, des droits de la Royauté opposée aux théories politiques et aux pratiques, dont aucune agitation postérieure n'a dépassé l'illégalité, des Parlements de France et surtout du Parlement de Paris.

Celui-ci continua la lutte, discutant l'édit qu'il avait enregistré et, une fois de plus, déclara la grève à un moment particulièrement critique, plaçant le Gouvernement entre une désastreuse capitulation et un coup d'Etat. Il choisit ce dernier parti, mais, contrairement encore à l'opinion de Flammermont, je pense que, par des mesures dilatoires (lettres de jussion, etc.) et des négociations secrètes, il essaya d'éviter l'inévitable. Il n'y parvint pas : dans la nuit du 19 au 20 janvier 1771, les membres du Parlement de Paris étaient sommés de reprendre l'exercice de leurs fonctions. Refus presque général, manifestations, déclaration de vacances des offices, exil.

¹ Le texte est reproduit intégralement par Flammermont, *op. cit.*, p. 116,

Une des raisons qui me font croire que Maupeou avait cherché, de bonne foi, un accommodement, est qu'il était mis maintenant, par la précipitation des événements, dans une situation embarrassante ; pour avoir voulu arrêter une grève de juges, il se trouvait sans Parlement. Il s'adressa aux Conseillers d'Etat ; mais ceux-ci se heurtèrent à la difficulté de remplir à la fois deux offices différents et par certains côtés opposés, à une grève sinon de plaideurs au moins d'auxiliaires de la Justice, enfin aux protestations des Parlements de province. C'est alors, pour en finir avec cette situation provisoire et intolérable, que Maupeou, tout en préparant la réorganisation du Parlement de Paris, pensa au démembrement de son ressort, dont il avait été parlé, dans le triple but, semble-t-il, d'enlever, quoi qu'il arrive, de son importance à cette Cour, de la reconstituer plus facilement avec un moindre nombre de membres, de réaliser une réforme urgente et heureuse dans l'administration de la Justice. Vers le 10 février, le Chancelier mandait à Paris les intendants intéressés. Le 23, il publiait au Palais l'édit de création des Conseils Supérieurs.

V

Maupeou prononça, avant de donner lecture de l'édit, un discours assez remarquable dans lequel il critiquait la vénalité, l'étendue du ressort et les embarras créés jusqu'ici aux Seigneurs hauts-justiciers. Puis on lut l'édit de création dont le préambule condamnait les Officiers du Parlement de Paris, rappelait les hésitations du Roi et reprenait les thèmes de l'allocution précédente. Enfin vint l'édit ¹ « perpétuel et irrévocable », comprenant quinze articles : dix sur les Conseils Supérieurs, trois sur les Procureurs de Paris, deux sur les Seigneurs hauts-justiciers.

¹ L'analyse est dans Flammermont, *op. cit.*, p. 277-282. Le texte peut être consulté dans un exemplaire d'origine lyonnaise, Bibl. mun., 125,389.

Retenons seulement ce qui, dans cet édit général, concernait spécialement le C. S. de Lyon. A la suite de l'édit étaient, en effet, énumérés les bailliages ressortissant aux différents Conseils Supérieurs : Blois en avait 29, Clermont-Ferrand 16, Châlons et Poitiers 14, Arras 13 ¹; Lyon n'en avait que 7 : « Bourg-Argental, Charlieu, Mâcon, Montbrison, Roanne, Saint-Etienne, Villefranche ».

Géographiquement ² le ressort est petit : il comprend la Généralité de Lyon, qui comprenait elle-même « les trois petits gouvernements de Lyonnais, Forez et Beaujolais » et le Mâconnais, qui faisait partie de la Généralité de Dijon, mais ressortissait jusqu'ici au Parlement de Paris. D'autre part, le nombre des juridictions du second ordre est inexact : on ne cite pas la « Sénéchaussée et Siège Présidial de Lyon », peut-être par inadvertance, peut-être parce qu'étant unie à la Cour des Monnaies non encore supprimée, dont une partie des membres était en même temps au C. S., ses rapports avec la nouvelle Cour étaient délicats à déterminer ; mais on cite comme trois tribunaux distincts Montbrison, Saint-Etienne et Roanne qui n'en forment qu'un, les deux derniers étant réunis à Montbrison, et on commet une véritable erreur sur Charlieu que l'*Almanach de Lyon* donne comme une simple châellenie royale. Il y avait donc cinq tribunaux. On peut faire remarquer qu'une de ces juridictions est très petite, celle de Bourg-Argental, et qu'une est dans une situation spéciale, le bailliage de Villefranche, plus communément appelé « de Beaujolais » qui était sur un apanage du duc d'Orléans. Le ressort devait s'agrandir de la Dombes. Dès maintenant, il était fort bien constitué de trois petites provinces habituées à vivre ensemble et d'une quatrième intimement liée au Beaujolais par la nature géographique, les productions et les façons de vivre. Quant au choix de Lyon, tout ce qui

¹ Bayeux, qui fut créé le 28 septembre, en avait 17.

² Pour les cartes, nous renvoyons de nouveau à Brette, *Atlas* cité, cartes 11 (Généralité de Lyon) et 26 (Gén. de Dijon),

a été dit plus haut dispense de le justifier ou même de l'expliquer.

VI

On voudrait savoir, et on ignore, quand l'édit de février fut connu à Lyon et comment il y fut reçu : il n'y a pas, sauf un journal d'annonces, de presse locale ; ni lettres, ni mémoires d'origine lyonnaise n'ont été publiés ; les documents privés, qui, très vraisemblablement, existent, sont jalousement gardés. Pareillement on ignore si l'Intendant avait pressenti les futurs Conseillers, ou pu seulement donner au Chancelier des indications utiles.

Ennemis et amis de la réforme avaient de suite essayé d'agir sur ceux qu'on pourrait proposer. A l'auteur de la « Lettre aux officiers de justice ¹ » qui, bien qu'elle se donne comme antérieure à l'édit, lui est certainement postérieure, mais de peu, Voltaire lui-même se chargea de répondre, d'ailleurs d'une façon plate et peu topique ². A Lyon, les polémiques parlementaires paraissent avoir eu peu de succès, pour les raisons que nous avons indiquées, sans doute aussi, étant donné ce que nous savons du personnage, de son habileté et de sa popularité à Lyon, grâce à une campagne discrète de l'Intendant.

Voici tout ce que nous savons. On se décida vite pour la nomination de de Flesselles au poste de Premier Président, choix qui n'a rien d'étonnant, car on retrouve pareil cumul non seulement dans d'autres Conseils Supérieurs, mais encore à maintes reprises dans des Conseils Souverains ou des Parlements. Autant que je puis me retrouver au milieu de

¹ Lettre aux Officiers de Justice des provinces, sur le danger du projet de créer des Conseils Souverains dans le ressort du Parlement de Paris (B. N., Lb 38/1105).

² Sentiments des six Conseils établis par le Roi, et de tous les bons citoyens (B. N., Lb. 38/1109).

dates contradictoires, il me semble que Flesselles, après avoir prêté serment entre les mains du Chancelier, fut présenté au Roi le 24 février¹ en même temps que trois nouveaux Premiers Présidents. Mais sa commission ne fut signée que le 1^{er} mars² ; elle commençait par des éloges qui n'étaient pas entièrement de style : « ...persuadé que nous sommes, qu'il en remplira les fonctions avec le même zèle que nous lui avons reconnu dans les différentes places que nous lui avons confiées et dans l'exercice desquelles il a acquis notre estime et celle du public .. » ; la formule de nomination était extrêmement longue ; enfin venait, manifestation non inutile, une ordonnance de paiement de ses gages adressée aux « Conseillers, Présidents, Trésoriers de France et Généraux de nos Finances à Lyon » et à la Cour des Comptes de Paris.

Le Premier Président agit avec rapidité. S'il faut en croire le rédacteur du *Journal Historique*³, qui commet d'ailleurs deux inexactitudes de détail, une première tentative auprès des membres de la Cour des Monnaies aurait échoué⁴ ; puis ils auraient cédé « par la crainte de voir leur Cour supprimée » et par celle des suites, qu'on leur fit valoir, de leur querelle, encore pendante, avec Pupil de Myons. Les officiers de Riom⁵, informés par un Lyonnais, précisèrent : les premiers accep-

¹ La date est formellement donnée par la *Gazette de France*, 1^{er} mars, et le *Journal historique de la Révolution...* (B. M., 377.004, I, p. 166).

² La date est non moins formellement donnée dans A. N., X^{1b} 9761. On y ajoute que Fl. avait prêté serment à Maupeou le 2 mars ; ce serment serait une répétition de celui du 24, à moins qu'il n'y ait là une addition de style du rédacteur, bureaucrate épris de régularité, ce que je serais porté à croire, car ainsi Fl. aurait pu rentrer à Lyon à temps pour préparer la séance du 11 mars. De Chazerat, le Premier de Clermont, prêta serment le 28 février ou le 1^{er} mars, et ne fut présenté qu'ensuite au Roi ; pour lui non plus la question de date n'est pas claire (cf. Everat, *la Sénéchaussée d'Auvergne*, p. 158, où l'on parle du 29 février 1771 !).

³ *Op. cit.*, I, p. 154.

⁴ D'après un bruit qui parvint à Riom, les premières personnes — ce sont certainement des magistrats — consultées auraient refusé (Everat, *op. cit.*, p. 359).

⁵ Everat, *op. cit.*, p. 230.

tants auraient été les dix-sept magistrats qui avaient rendu l'arrêt contre de Myons, poussés par Pulligneu, qui aurait été à Paris, ce qui est exact, et en serait revenu avec pleins pouvoirs. « Ainsi, ils ont été déterminés, tant, comme les officiers de Villefranche le disent dans leur lettre du 6 mars à Mgr. le duc d'Orléans, par le désir de se venger des mortifications que leur conduite leur a quelquefois méritées de la part du Parlement de Paris, que par la crainte d'en éprouver de nouvelles. » De même, l'auteur de la *Lettre aux officiers de justice...* prétendit¹ qu'à Lyon, comme dans d'autres endroits, les magistrats avaient d'abord refusé, l'Intendant acceptant seul, « par crainte de perdre sa place ». L'historien, peu bienveillant, de Maupeou² dit, au contraire, malheureusement sans citer ses sources, que les membres de la Cour des Monnaies ayant eu « des démêlés avec le Parlement de Paris et encore l'année précédente³... ne firent pas de difficultés pour accepter les propositions de l'Intendant ». D'après ce que nous avons dit et ce qui se passa dans la suite, nous sommes porté à admettre cette version : ce qui tendrait à la prouver c'est que, dès le 6, on savait à Villefranche que les magistrats de Lyon accepteraient⁴.

En tout cas les choses se passèrent le mieux du monde, de l'avis de tous, amis et ennemis⁵, lors de la cérémonie d'installation, qui, après avoir été peut-être annoncée prématurément à Paris, eut lieu dès le 11 mars. Voici comment, d'après l'article de la gazette, qui est d'autant plus certainement un communiqué officiel que les *Affiches de Lyon* publient d'ordinaire très peu de nouvelles. Le lundi, 11 mars, les magistrats du C. S. se réunirent à l'hôtel de l'Intendant et en

¹ *Op. cit.*, p. 7, note.

² Flammermont, *op. cit.*, p. 299.

³ Il s'agit des affaires de 1763 et 1770.

⁴ Cf. *infra* p. 83.

⁵ Affiches de Lyon, n° 10, 13 mars 1771; *Journal Historique...*, I, 155 Hardy (*Journal*, I, 232, cité par Flammermont, *op. cit.*, 299).

sortirent à 9 heures et demie. « Les rues, les ponts et les places qu'ils ont parcourus dans leur trajet étaient bordés des deux côtés d'une haie formée par la milice bourgeoise en uniforme. Depuis plusieurs jours, elle avait demandé à M. le Commandant la permission de monter en parade le jour de l'installation du C. S., afin de donner à S. M. une démonstration de joie par rapport à l'avantage que la ville de Lyon acquiert par l'établissement de ce Conseil. » La Maréchaussée gardait le Palais « pour la décence de la cérémonie », peut-être aussi par prudence ou souci de la mise en scène. Les magistrats « qui avaient, dit Hardy, déjà osé prendre la robe rouge comme les magistrats du Parlement » y arrivèrent ; Flesselles reçut leurs serments et fit enregistrer l'édit de création ¹. Puis on alla entendre dans la chapelle du Palais une messe célébrée par le clergé de l'église Sainte-Croix, précédée du *Veni Creator* et suivie de l'*Exaudiat* et des prières pour le roi. On reprit séance, en présence des avocats et procureurs en grand nombre et « d'une foule innombrable de personnes de tous états ». A la requête de l'Avocat général on lut l'édit de création et on reçut le serment des avocats et procureurs qui « tous, sans exception, l'ont prêté en la manière accoutumée » et, ajoute Hardy, furieux mais reproduisant fidèlement des lettres de correspondants lyonnais, « non en vertu d'ordres, mais de leur propre mouvement ». Enfin les magistrats reconduisirent solennellement le Premier Président en son hôtel et se séparèrent. « Tout s'est passé avec dignité, et sans autre éclat que celui de la joie publique. Dès la veille de l'installation du C. S., le Corps de ville (M. le Prévôt des marchands en tête) est venu complimenter M. le Premier Président dans les termes les plus expressifs de la satisfaction générale des citoyens sur l'établissement du Tribunal ; les autres corps ont suivi cet exemple et ont pris jour pour rendre les mêmes

¹ Cet enregistrement est mentionné dans X^{1b} 9.761. On enregistra pareillement les lettres de provisions de Flesselles.

honneurs à M. le Premier Président et à M. le Procureur Général, hier 12. »

Ainsi donc, si les factieux du Parlement avaient cru trouver à Lyon un appui dans la magistrature, la basoche, les autorités locales ou la population, ils étaient cruellement détrompés. Ils cherchèrent à se consoler en disant comme le rédacteur du *Journal Historique*... : « La vérité est que ce Conseil déplaît assez, et que les applaudissements qui ont paru accompagner son installation étaient des compliments mendiés » ; ou plus simplement, en écrivant comme le bon libraire Hardy, ami dévoué des parlementaires, que cela « faisait bien peu d'honneur aux habitants de cette ville, connus d'ailleurs, depuis qu'elle existe, pour ne s'être jamais montrés du beau côté dans toutes les circonstances délicates ». Quant au Gouvernement, il fut rapidement informé de l'heureux succès de l'entreprise : le Secrétaire d'Etat de la Maison du Roi recevait, le 20 mars, deux lettres de La Verpillère, prévôt des marchands de Lyon, et de Jolyclerc, substitut du P. G. au C. S., qui, employant le même terme, disaient que l'installation avait causé « beaucoup de joie », avis dont le ministre les remercia le lendemain⁴.

Ainsi les motifs que pouvaient avoir la Ville et la Magistrature de Lyon de désirer une Cour Supérieure, sans doute habilement utilisés par l'Intendant, avaient agi : rapidement, et sans efforts apparents, le C. S. de « la seconde ville du Royaume » était recruté et installé.

VII

Il était composé de la façon suivante : J. de Flesselles, premier président ; J.-B. Charrier de la Roche, second président ; J.-B. Sabot de Pizay, troisième président ; J.-C. Yon de Jonage, J.-B. Agniel de la Vernouse, B. Desfours de Grange-

⁴ A. N., O¹ 563, f^o 101.

blanche, D.-A. Berthelon de Brosse, J.-B. de Nervo, L. Bourlier de Parigny, J.-P. Coupplier, R.-M.-V. Fourgon de Maisonforte, F.-J.-M. de Jussieu de Montluel, J.-M. Ranvier de Bellegarde, P.-G. Clérico de Janzé, B.-M. Robin d'Orliénas, H. Graugnard, C. Berthaud de Taluyers, P. Archimbaud, C. Dervieu de Goiffieu, C.-A. de Gérando, L. Mayeuvre de Champvieux, conseillers ; F.-Z.-S. Palerne de Savy, avocat général ; D.-A. Pulligneu, procureur général ; J. Jolyclerc et H. Varenard, substitués¹. Tous sauf Jolyclerc étaient membres de la Cour des Monnaies. Ils firent enregistrer², en même temps que leurs provisions, des « lettres de compatibilité » entre leurs anciennes et leurs nouvelles fonctions. Quelques jours après, on eut un nouveau conseiller C.-J. de Combles d'Anton ; en novembre, L. Basset ; en 1774, P.-M. de Harenc, en remplacement de Mayeuvre de Champvieux, devenu second avocat général.

Pourquoi a-t-on choisi ces magistrats de préférence à d'autres ? quel était leur esprit ? c'est ce qu'il est à peu près impossible de dire avec précision, faute de documents privés. Voici ce que je peux avancer avec certitude. Tous les membres du C. S. appartiennent à la haute bourgeoisie lyonnaise, ont donc des liens étroits avec l'Echevinage, étant souvent fils ou petits-fils d'échevins ; presque tous sont nobles, soit de noblesse échevinale, soit de noblesse obtenue dans des charges de justice ou finance, soit de noblesse acquise avec une terre noble achetée dans la région, aucun n'est sûrement de vieille noblesse ; cependant un certain nombre, ce qui n'a rien d'étonnant à Lyon, sont apparentés à des commerçants ; la plupart, sinon tous, sont au moins aisés, quelques-uns sont riches, avec les divers éléments de richesse courants à Lyon, meubles et argenterie, immeubles à la ville et, moins importants, à la campagne, créances souvent nombreuses, souvent

¹ La composition du C. S. de Clermont est la même sauf le nombre des Conseillers : 25 au lieu de 18.

² A. N., X^{1b} 9.761.

aussi compromises dans des faillites. Ils sont fréquemment alliés entre eux, ces alliances continuèrent naturellement pendant et après la période du C. S. Ils sont aussi alliés à des membres du clergé, en particulier à certains chapitres, comme celui d'Ainay. Leur âge est très variable : Yon de Jonage est un vieillard, il n'y eut pas de dispense d'âge, mais quelques uns n'ont pas trente ans. Nous retrouverons, d'ailleurs très fragmentaires, quelques indications sur leur caractère individuel ; comme traits communs on peut signaler un esprit de corps d'autant plus naturel qu'ils étaient déjà collègues depuis longtemps, une certaine hauteur, peut-être exagérée par leurs ennemis, un grand sérieux, de l'application et de solides connaissances. Leurs tendances juridiques ressortiront de l'exposé suivant ; leurs idées politiques sont celles de fidèles sujets de la Royauté ; leurs idées religieuses sont celles de leur monde : on a dit souvent, alors et depuis, que les C. S. avaient été créés et composés sous l'influence des Jésuites ; à Lyon, malgré l'assertion gratuite des pamphlétaires, je n'en ai pas trouvé la moindre trace, au contraire : le C. S. eut toujours d'excellentes relations avec l'archevêque très gallican, Malvin de Montazet, il eut des liens de parenté, d'amitié ou d'éducation avec de futurs constitutionnels comme Louis Charrier de la Roche et les deux Jolyclerc, avec les Oratoriens de Juilly et même avec des personnages marquants de la future Petite Eglise de Lyon ; il fut plein d'attention pour les successeurs¹ des Jésuites dans les collèges et de désinvolture à l'égard des proscrits. Ce fut en somme une Cour honorable, sans grande originalité, très bourgeoise, très lyonnaise, très gouvernementale, sans doute plutôt gallicane.

¹ Or ces successeurs — les Oratoriens — étaient activement partisans des C. S., comme en témoignent les curieuses lettres écrites par des Pères et citées par Everat, *op. cit.*, p. 221. Il est vrai qu'on écrit vers ce temps : « ... Aujourd'hui que les Oratoriens sont presque Jésuites... » (*ibid.*, p. 237), mais ce n'est là qu'une boutade d'un Parlementaire exilé.

VIII

On peut maintenant passer en revue ces personnages¹. Je ne crois pas qu'il y ait eu, comme dans les Parlements, un petit nombre de gens actifs, voire remuants, faisant la besogne des autres. Mais, légalement et en fait, l'activité et l'influence furent inégales ; on doit détacher deux personnages, le Premier Président et le Procureur Général.

Jacques de Flesselles était né probablement vers 1730 d'une famille originaire de Picardie et comptant des nobles dès le xvi^e siècle. Apparenté à des Magistrats et des Conseillers d'Etat, marié à la fille d'un Intendant, veuve d'un Président au Parlement de Paris, il fut successivement Conseiller au Parlement de Paris, Maître des requêtes au Conseil d'Etat, Président au Grand Conseil, Intendant de Moulins et de Rennes. Il fit là une expérience qui devait lui servir à Lyon. Il fut mêlé à l'affaire d'Aiguillon², joua d'abord le rôle de conciliateur en agissant personnellement auprès des magistrats, mais, devant la violence de l'opposition, se montra énergique ; il manœuvra assez habilement jusqu'au jour où un échec dans le projet de faire rentrer les « démis » le fit éloigner d'une province « où il avait d'ailleurs rendu au gouvernement de réels services ». Il y avait fait preuve à la fois de souplesse et de fermeté, avait appris à connaître les ressorts secrets du Gouvernement et de la Magistrature. Il arriva ainsi à Lyon, à la fin de 1767, bien armé. Il y apportait, il est vrai, les rancunes du monde parlementaire : un pamphlétaire³ lui dénia plus tard

¹ Les principales sources sont, outre celles citées dans le cours de cette étude : Bréghot du Lut et Péricaud, *Catalogue des Lyonnais...* ; *Biographie Michaud* ; Robert et Cougny, *Dict. des Parlementaires* ; Poidebard, Baudrier et Galle, *Armorial des Bibliophiles...* ; de Jouvencel, *l'Assemblée de la noblesse de la Sénéchaussée de Lyon en 1789* ; J.-B. Dumas, *Histoire de l'Académie de Lyon* ; Ardascheff, Wahl. *op. cit.*, Reg. de l'époque impériale aux Arch. dép. Rhône, etc...

² M. Marion, *la Bretagne et le duc d'Aiguillon...*, 1898, *passim*.

³ *Moupeouana*, II, p. 95-96 et V, p. 36, (B. M., 304.426).

tout esprit et talent, en fit un espion, un fripon et un pied plat, lui fabriqua une généalogie aussi injurieuse que fantaisiste et le déclara « le valet des Jésuites », alors que, comme Maître des requêtes, il avait fait un rapport très peu favorable à l'ordre. En réalité c'était un esprit ouvert, vif, précis, comme il ressort de quelques fragments subsistants de sa correspondance. C'était un homme éclairé, membre de l'Académie de Lyon, où il prit la parole, faisant jouer dans son château de Longchêne, près de Saint-Genis-Laval, le *Pygmalion* de J.-J. Rousseau¹ ; un homme aimable, bienfaisant et obligeant, auquel un contemporain² reproche seulement « une très grande mollesse de mœurs et une extrême faiblesse pour les flatteurs ». Comme beaucoup d'Intendants, il s'était attaché à sa généralité, protégeait l'industrie lyonnaise, fondant un prix pour la teinture en noir et, dit-on, n'appliquant qu'à regret les édits de Turgot. Il sut montrer tout son doigté lors de la réforme Maupeou et dans ses relations avec le Consulat. C'était en somme un excellent administrateur avec, peut-être, plus de souplesse que de fermeté, un parfait homme du monde, sympathique et éclairé. Aussi il fut très aimé à Lyon, au point qu'en 1783 une pétition demanda son maintien ; il alla cependant à Paris où, placé dans un poste et dans un temps qui dépassaient ses forces, il devint la déplorable victime de la fureur populaire : prévôt des marchands, il fut massacré le 14 juillet 1789.

Il est certain qu'absorbé par les soins divers de sa fonction, il ne put pas s'occuper journellement du tribunal. Le personnage le plus actif, le véritable moteur, celui dont la figure apparaît le mieux, fut le P. G. Dominique-Antoine Pulligneu. Il descendait³ d'une famille de marchands, veloutiers ou tireurs d'or, qui acquirent une seigneurie près de Miribel.

¹ Vingtrinier, le Théâtre à Lyon au XVIII^e siècle (*Revue du Lyonnais*, 4^e série, IV, 1879, p. 24).

² Abbé Guillon de Montléon, *Mémoires pour servir...*, 1834, II, p. 332 et seq.

³ Voir aussi Révérend du Mesnil, *Armorial historique de Bresse...*, 1872, p. 543.

Son père, qui n'était d'abord ¹ que marchand, devint ensuite Conseiller Secrétaire du Roi, Juge-Garde en la Monnaie de Lyon, etc. ; c'était un homme pieux, membre de la Compagnie des Pénitents de la Miséricorde, et s'intéressant au sort des humbles ². Son fils, Dominique-Antoine, fut également Juge de la Primatie de Lyon, tandis que sa femme fut Dame quêteuse dans la « Société des Personnes charitables de la paroisse de Saint-Pierre et Saint-Saturnin ³ ». Il entra à la Cour des Monnaies à vingt-trois ans, en 1752, paraît y avoir été fort estimé de ses collègues ; on ⁴ prétendit plus tard qu'il sollicitait, vers 1770, une commission qui l'aurait mis à la tête de la police ; en février 1771, il partit pour Paris ⁵, en revint Procureur Général et contribua peut-être à la formation du C. S. Il fit preuve dès lors d'une très grande activité, intervenant dans presque toutes les affaires sauf en temps de vacations, laissant souvent des conclusions écrites. Fort soucieux d'ailleurs de ses intérêts personnels, il montra un esprit précis et bien nourri, une parfaite clarté dans la pensée et le langage, beaucoup de fermeté qui alla peut-être jusqu'à l'autoritarisme ; il fut évidemment le meilleur représentant de cette tendance un peu envahissante et tyrannique qu'on reprocha au C. S. ; encore paraît-il presque toujours poussé uniquement par le souci de l'intérêt général. Je puis bien dire qu'il m'a laissé l'excellente impression d'un magistrat instruit, droit, énergique, soucieux de la dignité de ses subordonnés, de l'exercice régulier et prompt de la justice, de l'ordre dans son ressort. Poursuivi par des haines tenaces après 1774, il paraît n'en avoir pas sérieusement souffert, devint en 1775 Premier Président de la Cour des Aides de Montauban, obtint

¹ Arch. Charité, B. 391.

² *Ibid.*, Inventaire, III, 357.

³ A. Grand, Une œuvre de bienfaisance... (*Revue du Lyonnais*, 5^e série, t. XVI, 1893, p. 245).

⁴ *Journal Historique*..., I, 154.

⁵ Arch. dép. Rhône, Sénéch. Ainay, Civil, 1771, 16 février.

en 1780 une pension de 4.000 l. « en considération de ses services dans la place de P. G. au C. S., ci-devant établi à Lyon¹ » et paraît n'avoir joué aucun rôle pendant la Révolution, ni à Montauban, ni à Lyon, car je n'ai pas pu ressaisir sa trace.

On peut aller beaucoup plus rapidement sur les autres membres de la Cour dont la personnalité apparaît moins nettement. Des deux Présidents, Charrier de la Roche est le plus connu : issu d'une vieille famille d'Auvergne, il comptait parmi ses aïeux toute une série d'officiers importants et d'Echevins ; son père avait été Président à la Cour des Monnaies. Lui-même fut Président dès 1755, épousa la fille d'un autre Président, joua un rôle particulièrement actif au C. S., où ce fut presque toujours lui qui remplaça Flesselles. Il tenait au monde du clergé par son frère Louis, du chapitre d'Ainay, gallican fervent, disgrâcié plus tard par M. de Marbeuf, très influent et très aimé, dont on connaît le rôle après 1789 ; il fut Juge de la Primatie et membre du Bureau charitable, cette sorte d'assistance judiciaire patronnée par l'autorité ecclésiastique. A en juger par ce que nous savons sur ses deux frères, il était riche. Rentré dans la vie privée après 1774, il fut guillotiné le 9 nivôse an II. Sabot de Pizay était pareillement d'une famille fort considérée, comptant des Echevins et des membres de la Cour des Monnaies ; il paraît avoir eu une vie tranquille et assez peu active, accidentée surtout par ses trois mariages, dont le dernier fut contracté en l'an IX, où il avait quatre-vingts ans.

Parmi les Conseillers, Yon de Jonage avait quatre-vingt-cinq ans et était Conseiller depuis 1715 ; on comprend qu'il ne paraisse avoir joué aucun rôle, on avait dû tenir à lui parce qu'il était de bonne famille et riche. Desfours de Grangeblanche était d'extraction plus humble, étant le fils d'un drapier, mais était riche ; il ne le resta pas et laissa à sa mort des dettes consi-

¹ Cf. *infra*, ch. x, II.

dérables, ayant dépensé sa fortune dans des constructions, dans les plaisirs et, pour une faible part, dans sa bibliothèque ; le piquant est que de cet épicurien, qui fut d'ailleurs un Magistrat assidu, sortit le janséniste ardent qui fut un des principaux chefs de la Petite Eglise¹. Berthelon de Brosse eut une vie plus tranquille, s'occupant d'œuvres religieuses, charitables et littéraires, cherchant à l'Académie une distraction à ses chagrins domestiques et à ses maladies. De Nervo qui semble être d'une famille de robe et riche, était le beau-frère de Mayeuvre de Champvieux. Bourlier de Parigny descendait d'un Trésorier de France et d'une de Lacroix-Laval ; il appartenait donc à la meilleure bourgeoisie lyonnaise ; il fut guillotiné ainsi que son fils en l'an II. Fourgon de Maisonforte subit le même sort, il était né d'une de Combles, épousa la fille de son collègue, Robin d'Orliénas, et maria une de ses filles au neveu, je crois, de Clérico de Janzé ; c'est tout à fait le système d'alliance des familles parlementaires. De Jussieu de Montluel, membre de l'Académie de Lyon, était le fils d'un Conseiller à la Cour des Monnaies ; il fut lui-même une des lumières de cette Cour, ayant fait un ouvrage de droit quasi célèbre ; il maria son fils à la fille de son collègue Archimbaud. Partisan des réformes au début de la Révolution, il devait bientôt faire preuve de zèle royaliste, mais échappa à la tourmente. Ravier de Bellegarde, qui s'occupa sérieusement au C. S. des questions de travaux publics, descendait d'Echevins et de Magistrats ; non marié, ce qui est une exception, il fut guillotiné presque en même temps que son frère, en janvier 1794. Pareil sort tragique était réservé à Clérico de Janzé, qui mourut le même jour que ses deux fils. Robin d'Orliénas est d'une famille aux alliances nombreuses avec des familles de la Cour, comme celle de Fourgon de la Maisonforte. Graugnard, le Conseiller-clerc, était prêtre du diocèse d'Embrun, docteur de Sorbonne, chanoine de Saint-Paul ; on devait souvent le

¹ Latreille, *la Petite Eglise de Lyon*, 1911.

mettre à contribution, de sorte qu'on lui adjoignit plus tard un second Conseiller-clerc, de Harenc, prêtre lyonnais, issu d'une famille noble, comptant des officiers. Berthaud de Taluyers était fils d'un Conseiller à la Cour des Monnaies, membre de l'Académie de Lyon, et d'une Robin d'Orliénas et frère d'un Conseiller à la Sénéchaussée; en 1772, il épousa une Fulchiron, fille d'une des riches familles échevinales. Dervieu de Goiffieu, petit parent des Dervieu qui jouèrent un rôle actif pendant la Révolution, épousa en 1772 la fille d'un teinturier, ce qui fut la source de plaisanteries peu spirituelles. De Gérando était pareillement apparenté à un architecte de la ville de Lyon. Mayeuvre de Champvieux¹ était fils et neveu d'anciens négociants; membre de l'Académie de Lyon, c'était un bon juriste, aimant l'étude, les arts qu'il protégea utilement dans la suite, et les voyages; il se montra magistrat zélé, érudit et humain; il se maria avec la fille de Rigod de Terrebasse, Trésorier de France et spéculateur, admiratrice de Lavater, en relations avec M^{me} Roland², qui lui apporta une assez grande fortune, mais l'abandonna pour suivre un officier; il se remaria et, après avoir joué un rôle important et honorable sous la Révolution, comme membre du Département et député aux Cinq-Cents, exerça plusieurs fonctions sous l'Empire et mourut en 1813; ce fut un des magistrats les plus marquants et les plus justement estimés du C. S. Tout différent fut de Combles³, d'une famille aux prétentions nobiliaires exagérées, enrichie dans la passementerie, magistrat amateur, mystificateur célèbre, s'attaquant au propre frère du Roi, esprit facile, d'une grivoiserie souvent rebutante, au demeurant joyeux vivant, ce qui lui valut de nombreuses amitiés, parmi lesquelles celle de Flesselles. Enfin Basset représente l'homme ambitieux, intrigant, énergique; il était d'une famille qui s'était élevée peu à

¹ Cf. Revoil, *Eloge de M. de Ch...*, (B. M., 362.773).

² *Lettres de M^{me} Roland*, éd. Perroud, II, p. 22.

³ Cf. Notes mss, à la fin d'un exemplaire de Caquière (B. M., fonds Mestre).

peu dans des offices plus importants à chaque génération ; son père, frère d'un Jésuite, Président à la Cour des Monnaies, était marié à la fille d'un autre Président, Claret de la Tourette ; lui-même épousa la fille d'un Echevin et d'une Clérico de Janzé ; il était apparenté à des familles du haut commerce ; sa parenté avec le Président Basset, du Parlement Maupeou, d'origine lyonnaise, est plus douteuse. J'ignore pourquoi il entra au C.S. après coup ; étant donné sa conduite en 1787 et 1788, je serais porté à croire que, d'abord écarté, il sut se faire ouvrir la porte ; il ne semble pas y avoir joué un rôle très important ; il devait prendre sa revanche en 1788-1789¹.

Au Parquet, l'Avocat général Palerne de Savy est surtout connu comme maire de Lyon ; ici la personnalité de Pulligneu le laissa un peu dans l'ombre. Issu d'une vieille et bonne famille du Forez, fils d'un Trésorier de France, il se montra dans la suite désireux de jouer un rôle, soit en 1788 au Grand Bailliage, soit après 1789 ; je ne crois pas qu'il faille l'imaginer selon le portrait haineux qu'en a fait M^{me} Roland² ; l'appréciation modérée et en somme bienveillante de Wahl³ me paraît beaucoup plus juste ; en tout cas, à la fin de l'Ancien Régime, il était fort estimé à Lyon. Le Substitut, Jacques Jolyclerc, aurait pu être plus discuté ; sans doute c'était un juriste de valeur, ancien professeur à l'Ecole de Droit de Lyon⁴, mais il me paraît, dans ses réquisitoires, prononcés en vacations, un peu dépourvu de ménagements et de discrétion, de sorte que, très souvent, il ne fut pas suivi et s'attira même des désagréments ; fils d'un officier de Saint-Jean-de-Losne, lui-même un instant échevin, il eut deux frères prêtres : l'un, Nicolas, botaniste de valeur, fut grand-vicaire de Lamourette et, plus tard, professeur d'histoire naturelle à l'Ecole Centrale de la Corrèze⁵ ; l'autre,

¹ Cf. *infra*, ch. XI-XIV.

² *Lettres*, éd. Perroud, II, p. 159.

³ *Op. cit.*, p. 139.

⁴ Caillemer, *l'Enseignement du droit à Lyon...*

⁵ Quérard, *la France Littéraire*,

chanoine de Saint-Paul, fut curé constitutionnel de Saint-Nizier ; le magistrat avait donc de qui tenir quand il fit montre, à plusieurs reprises, dans l'exercice de sa charge, de sentiments gallicans : ce n'est encore pas lui qui avait été choisi par les Jésuites. Quant à son collègue Varenard, ce paraît avoir été un personnage médiocre et effacé, fort soucieux de ses intérêts matériels.

On voit en résumé que Flesselles n'avait eu aucune peine à recruter un personnel éprouvé, appartenant aux meilleures classes de la population, en général riche, sérieux et instruit, avec un homme d'action, Pulligneu et, sans médiocrités trop avérées, quelques hommes qui, dès ce moment, ou un peu plus tard, devaient montrer une réelle valeur, comme Charrier de la Roche, de Jussieu, Mayeuvre de Champvieux, Palerne de Savy, Basset ou Jolyclerc.

CHAPITRE II

LE CONSEIL SUPÉRIEUR ET LES JURIDICTIONS INFÉRIEURES LES OPPOSITIONS

I. Les Cours inférieures du Ressort. — II. L'attitude des cours de Lyon et de la Dombes. — III. Le Bailliage de Montbrison. — IV. Le Bailliage de Mâcon. — V. Le Bailliage de Villefranche. — VI. Les Justices seigneuriales.

I

Avant d'étudier l'activité propre du Conseil Supérieur, il importe de voir comment il fut accueilli par les Cours inférieures, l'opinion et le Consulat, et comment il se comporta envers eux.

On sait, en effet, qu'il y avait au ^{xviii}^e siècle un grand sentiment de solidarité dans le monde judiciaire : les Parlements combinaient leurs efforts dans leur lutte contre ce qu'ils nommaient « le despotisme ministériel ». Derrière eux, fiers d'être soumis à un corps puissant, riche, brillant, savant et querelleur, qui, en général, leur laissait une grande liberté, venaient les tribunaux du second ordre. Ils appuyaient volontiers les Parlements par communauté d'esprit, quelquefois par liens de famille, toujours par intérêt et, plus souvent qu'il n'apparaissait, par peur.

En 1771, quand le Parlement de Paris fut frappé, ceux de province protestèrent avec violence, refusèrent de reconnaître les Conseils Supérieurs et les mirent en quelque sorte en

interdit¹, ce qui était d'ailleurs parfaitement illégal sans être nouveau, pareille attitude ayant été prise quelque temps avant vis-à-vis des remplaçants des Parlementaires de Pau et du « Bailliage d'Aiguillon ». Je n'ai pas rencontré, pour ce qui est de Lyon, d'affaires où les justiciables aient souffert, par exemple à propos de pareatis, de cette situation singulière qui cessa avec la réforme des Cours de province.

Les Cours inférieures ne pouvaient pas manquer une si belle occasion de sortir de l'ombre où elles vivaient d'habitude ; de plus, comme la majorité ne crut pas pendant longtemps à la persévérance du Roi, elles jugèrent parfois que les menaces du Gouvernement étaient moins à craindre que la colère des Parlementaires rentrés. Il y eut donc une série de manifestations gênantes pour le ministre et les Conseils Supérieurs². On fut très loin du nombre et de la violence des manifestations de 1788 ; mais dans certains endroits, à Paris d'abord avec le Châtelet et dans certains ressorts de province comme celui de Châlons, il y eut de réelles difficultés.

Allait-il en être de même dans celui de Lyon ? On a vu quels étaient les principaux tribunaux à Lyon : — Cour des Monnaies, Sénéchaussée et Siège Présidial, Conservation. Dans le ressort, en dehors des Juridictions financières ou spéciales et des Justices seigneuriales, fort nombreuses et, semble-t-il, assez peu importantes, il y avait les deux Cours du Forez, Bourg-Argental et Montbrison, celle de Villefranche³ et celle de Mâcon. Il y avait aussi, très actives, la Justice Prévôtale dont nous avons dit un mot : Maréchaussée générale à Lyon, trois Lieutenances à Lyon, Montbrison et Roanne. Mais ces Justices ne

¹ L'arrêt le plus complet à cet égard est celui du Parlement de Toulouse, in Flammermont, *op. cit.*, p. 308.

² Cf. par exemple celles que cite Flammermont, *ibid.*, p. 302-306 et 402-405, On en trouve un certain nombre dans *le Recueil des réclamations, remontrances, etc.*, Londres, 1773, 2 vol. in-8°.

³ Pour ces trois cours, les renseignements sont avant tout ceux des Almanachs de Lyon, en particulier celui de 1771,

jouèrent alors aucun rôle. Les deux Cours du Forez¹ étaient de très inégale importance. A Bourg-Argental, dans un petit canton montagneux et pauvre comprenant vingt paroisses foréziennes du bassin du Rhône et trois de celui de la Loire, il y avait un Bailliage, qui aurait dû s'appeler réellement « Lieutenance de Bailliage ». C'est un bon type de ces survivances judiciaires conservées à cause du mauvais état des chemins de montagne. Comme personnel: un Lieutenant Général civil et criminel, Pupil de Sablon, qui était en même temps subdélégué de l'Intendant, un Lieutenant Particulier, un Avocat et Procureur du Roi, deux Conseillers. C'était, on le voit, un personnel réduit et qui devait être assez peu occupé bien qu'il jugeât aussi en première instance pour la Baronnie royale d'Argental. Disons de suite qu'il ne paraît avoir joué aucun rôle actif: son éloignement, sa médiocrité et la présence à sa tête de l'agent de l'Intendant suffisent à expliquer le fait. En tout cas, je n'ai pas trouvé mention d'une opposition quelconque dans les papiers du C. S. Quant à ceux du Bailliage lui-même, s'ils sont, paraît-il, aux Archives départementales de la Loire, ils n'y sont ni inventoriés, ni classés, ni visibles.

A Montbrison, dans la plaine, plus riche et plus peuplée, avec, comme dépendances, au nord le bassin de Roanne, au sud-est le pays de Jarez, se trouvait une Cour assez considérable que l'Almanach appelle « Chambre domaniale, Bailliage du pays, comté et ressort du Forez, Sénéchaussée de Roanne et de Saint-Etienne réunies et exercées à Montbrison ». Son histoire et ses attributions sont compliquées, car elle eut selon les époques plus ou moins de rivaux dans le voisinage et, selon les cas, une compétence en première instance ou en

¹ Outre les Almanachs de Lyon, on a consulté Sonyer du Lac, *Observations sur l'état ancien et actuel des Tribunaux de Justice de la province de Forez* (B. M., 355.066) et J.-B. Galley, *l'Election de Saint-Etienne à la fin de l'Ancien Régime* (B. M., 126.491), et — pour Montbrison — les inventaires des Archives de la Loire.

appel, « par concurrence » ou « par prévention ¹ ». C'était une juridiction importante dont le ressort allait être encore accru par la suppression du Bailliage de Chaufour que l'Almanach de 1771 annonce comme réalisée, qui en réalité était suspendue de la façon que nous dirons plus tard.

Le Bailliage comptait, en 1771, un Grand Bailli et Sénéchal d'épée, l'ancien Ministre Peyrenc de Moras, marquis de Saint-Priest, qui mourut alors; un Lieutenant Général, Antoine Durand Demeaux, qui était en même temps Lieutenant de Police de la ville de Montbrison, trois autres Lieutenants, quinze Conseillers, appartenant, pour la plupart, à des familles nobles de la région, un « Avocat du Roi au Présidial, subsistant au Bailliage », Roux de la Plagne, qui, cette année même, devint Subdélégué de l'Intendant; un Procureur du Roi et un Avocat qui était Sonyer du Lac, à qui nous devons les plus précieux renseignements sur les tribunaux et les coutumes du Forez. A cause de l'enchevêtrement et de l'instabilité des ressorts dans cette province, le tribunal avait eu de nombreuses difficultés qui le rendaient moins indépendant qu'on aurait pu croire; qu'on ajoute la présence au Parquet de l'agent de l'Intendant: cette Cour encore n'était pas très dangereuse.

En dehors de la Généralité de Lyon, on venait de rattacher le « Bailliage et Présidial de Mâcon ». Je n'en ai trouvé la composition complète que pour 1762², mais elle avait vraisemblablement peu varié. Il y avait un « Grand Bailli d'épée du Mâconnais », ici comme ailleurs personnage représentatif et généralement absent; deux Présidents, qui avaient peut-être disparu, un Lieutenant Général, trois autres Lieutenants, dix Conseillers, les magistrats ayant en majorité des noms moins sonores qu'à Montbrison; deux Avocats et un Procureur du Roi. A en juger par la fréquence des séances, le nombre des Avocats, vingt-sept, dont un était Maire, et des Procureurs, la Cour

¹ Voir une bonne définition dans Galley, *op. cit.*, p. 510.

² *Almanach nouveau de la ville de Mâcon pour...*, 1762 (Bibl. de Mâcon, 13.081, p. 47 et seq.).

devait être très active, ce qui n'a rien de surprenant dans ce pays de circulation facile et dans l'ensemble assez riche. Jusqu'alors, cette Cour, rattachée directement au Parlement de Paris, sur le territoire de la Généralité de Dijon, n'avait rien eu de commun avec Lyon ; il était donc difficile de savoir quelle attitude elle allait prendre.

Nous avons réservé pour la fin, à cause de sa situation particulière et du rôle actif qu'il allait jouer, le Bailliage de Villefranche, plus communément appelé « Bailliage de Beaujolais¹ ». Ancienne Cour des sires de Beaujeu, il était devenu « Bailliage royal et prévôté de Villefranche » en 1532. En 1771, la situation se trouvait compliquée du fait qu'on était sur un apanage, et sur un apanage appartenant à un des Princes du sang les plus compromis avec les Parlementaires, le duc d'Orléans. « Les officiers du Bailliage, dit en effet l'Almanach, ceux de la Maîtrise des Eaux et Forêts, les Notaires et les Procureurs sont pourvus par le Roi sur la présentation de M. le duc d'Orléans ; les Greffes appartiennent à ce Prince. »

Bien qu'à ma connaissance la question n'ait pas été étudiée complètement, je puis affirmer (et je me propose d'en donner un jour la preuve) que pour les apanages, en général, et celui du duc d'Orléans, en particulier, l'apanagiste n'avait qu'un droit de présentation, le Roi ayant le plein exercice de l'institution. Il en avait été autrement jadis : dès le xvr^e siècle, au moins, grâce au subterfuge des « exemptions et cas royaux », les juges de l'apanage rendaient la justice au nom du Roi ; et ce fut précisément la condition mise à la restitution du Beaujolais par François II à Louis de Montpensier. La doctrine est unanime, de Loiseau à Garran de Coulon et de du Vaucel à Dupin ; le Roi et le Parlement de Paris sont d'accord ; vers l'époque qui nous intéresse, l'édit de février 1771 sur l'évaluation des offices,

¹ Avec l'Almanach de Lyon et les sources que nous citerons plus tard, on peut consulter F. de la Roche Lacarelle, *Histoire du Beaujolais*, II, p. 231, 233, 273, et Louvet, *Histoire du Beaujolais*, éd. Galle et Guigue, I, p. 73 et seq.

Joly de Fleury critiquant des remontrances de l'élection de Chartres, les édits de constitution des apanages du comte de Provence et du comte d'Artois montrent que la pratique n'a pas changé. Que les magistrats de Villefranche aient essayé de s'abriter derrière le Duc contre le Roi, que le Duc se soit un instant prêté à ce jeu, que le Roi même n'ait pas revendiqué avec assez de netteté ses droits, cela n'a rien d'étonnant. Ce que je dois dire, c'est que la question n'aurait pas dû se poser.

Le « Grand Bailli d'épée de Beaujolais », qui ne joua aucun rôle, était Alexis Noyel de Belleroche, qui était en même temps « Lieutenant du Roi de la ville et communauté de Villefranche ». Le Lieutenant Général était, depuis 1770, Guérin de la Colonge, qui avait succédé à Benoît Jacquet de la Colonge, qui ne devait pas être son père : le Lieutenant Général était fils de « noble Jean Guérin de la Colonge » et de la fille d'un Echevin de Lyon, sœur d'Imbert-Colomès, un des derniers Echevins de Lyon et un des personnages les plus actifs de la contre-révolution lyonnaise, qui se trouvait ainsi son oncle¹ ; il avait un frère aîné Conseiller à la Cour des Monnaies de Lyon depuis 1765. Il reprit ses fonctions après la tourmente et, en cette qualité, présida l'Assemblée des trois Ordres en 1789.

Le Lieutenant Particulier qui, comme syndic de la Compagnie, jouera un rôle très actif, était, depuis 1766, Benoît Vaivolet qui, plus tard, entraîné par son goût pour la botanique, devait se retirer dans sa propriété de Saint-Lager-en-Beaujolais, herboriser, constituer une bibliothèque botanique, dont il légua une partie à la Société Linnéenne, et, après avoir été un instant menacé par la Révolution, mourir dans sa propriété, en 1828, à quatre-vingt-quatorze ans. Il y avait encore un Lieutenant Particulier assesseur criminel, Claude-

¹ De Jouvencel, *l'Assemblée de la noblesse de la Sénéchaussée de Lyon*, p. 557.

² De la Roche Lacarelle, *op. cit.*, p. 369, donne ses armes ; on trouve celles de quelques autres membres dans le même ouvrage et dans Poidebard, Baudrier et Galle, *Armorial des Bibliophiles lyonnais*.

François Cusin de Jasseron, qui avait cet office depuis 1747, et paraît avoir été âgé ou souffrant.

Sur quatre offices de Conseillers qu'il semble y avoir, deux seulement étaient occupés par Clerjon du Carri et dom Roland de la Platière¹. On sait que celui-ci était le frère aîné du Ministre girondin, fils d'un Conseiller au Bailliage. Chanoine à Villefranche, il devint, en 1756, Conseiller-Clerc; il vivait alors avec sa mère et son frère, menant un assez grand train de maison, après avoir liquidé la situation laissée par son père et vendu le domaine de la Platière. Démissionnaire en 1771, réintégré en 1775, il obtint l'honorariat en 1778. D'abord opposé au mariage de son frère, il se réconcilia avec la jeune femme, se querella avec son cadet à partir de 1789, se réconcilia de nouveau et chercha à défendre les intérêts du girondin persécuté. Il lui en coûta la vie : cet homme de bien, fier de sa charge, un peu vaniteux, un peu entêté, peut-être un peu grondeur et ennemi des nouveautés, mais dévoué à sa famille, fut guillotiné le 2 nivôse an II (22 décembre 1793).

Au Parquet, Châtelain Dessertines, qui descendait peut-être d'un ancien Procureur du Roi et avait un frère chanoine, qui joua un certain rôle dans les affaires municipales de Villefranche, était Avocat du Roi, ce qui ne l'empêcha pas de suivre les Conseillers dans leur résistance. Le Procureur, au contraire, Benoît Vermorel, sur lequel je regrette de n'avoir pu trouver aucun renseignement, se sépara d'eux et remplit fidèlement les devoirs de sa charge, qu'il occupait depuis 1762. On dut lui en manifester du ressentiment, car, réintégré en 1775, il fut remplacé en 1776 par l'Avocat du Roi. Tel était le personnel restreint, mais actif, décidé jusqu'à tenir courageusement tête aux seigneurs justiciers, au duc d'Orléans et aux Administrations royales, ce qui le rendait populaire², éclairé

¹ Perroud, éd. des *Lettres de M^{me} Roland* (Collection des documents inédits, II, p. 567).

² J. Fayard, les *Cahiers des paysans beaujolais* (*Rev. d'Hist. de Lyon*, III, 1904, p. 478 et seq.).

(quatre membres appartenaient à l'Académie de Villefranche dont le duc d'Orléans était protecteur), estimé dans la petite ville, embellie encore aujourd'hui par ses hôtels, qui allait faire au Conseil Supérieur une résistance tenace et quitter le siège plutôt que de céder.

Il reste à dire qu'on aurait une idée tout à fait fausse de l'état judiciaire du ressort si, à côté de ces grandes Cours et de ces officiers en vue on n'imaginait pas la multitude de juridictions secondaires, surtout fiscales, royales et seigneuriales, et la foule des magistrats de moindre importance et des auxiliaires de la justice. L'énumération de toutes les juridictions serait fastidieuse et peut-être bien impossible. Mais il ne faut pas oublier que, pour ne citer qu'un exemple, il y avait dans le Forez une infinité de sièges subalternes, qui sont, pour des raisons que M. Galley a très bien analysées, dans un changement perpétuel¹. Les sièges royaux seuls, sur lesquels nous reviendrons, qui étaient au nombre de trente au moment de la réunion du Forez à la couronne, étaient encore neuf en 1789 et sensiblement plus nombreux en 1771. Quant aux officiers inférieurs et aux auxiliaires de la justice, nous avons, en dehors de la longue énumération de l'Almanach (dans l'appendice), un curieux document qui en montre le nombre et la médiocre importance. En février 1771, le Roi donna un « Edit concernant l'évaluation des offices² », qui renferme, surtout dans le préambule, un véritable fragment de cours de droit public sur la nature des offices. En vertu de cet Edit, on remit un certain nombre d'évaluations d'offices qui furent consignées dans un petit « Registre de dépôt des déclarations d'évaluations d'offices, en exécution de l'Edit de février 1771³ ». Il y a là un jour curieux jeté sur ce petit monde d'officiers qui, souvent, se plaignent du prix, des droits qu'il a fallu ou qu'il faut payer, du peu de bénéfices, des immixtions, etc... Ils

¹ Galley, *op. cit.*, p. 514 et seq.

² B. M., 123.889.

³ Arch. dép. du Rhône, sans cote.

nous apprennent, par exemple, que, parmi les charges de Notaires, celles de Lyon valent 12.000 livres, quelques-unes 1.200, presque toutes 1.000, celle de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or 630; que la charge de Second Huissier au Bureau des Finances vaut 2.000 livres, la même charge à la Gabelle 1.000, ainsi que celle des Huissiers audienciers à la Sénéchaussée; tandis que pour 800 livres, on a une charge de Sergent Royal à Saint-Laurent-du-Chamousset. Dans l'ensemble, on peut dire qu'il y a quelques charges assez chères, aucune ne dépassant celles des « Enquêteurs et Commissaires examinateurs, créés à Lyon à l'instar du Châtelet de Paris », 15.000 livres chacune, celles de la Sénéchaussée de Lyon n'étant presque toutes estimées que 10.000 livres¹, mais que la plupart sont de prix modique : on se rattrapait sur la quantité.

C'était donc un nombre considérable de juges, auxiliaires, praticiens, etc..., groupés autour des sièges de Lyon, Montbrison, Mâcon et Villefranche, ou parsemés dans les plus petites localités, en général d'état médiocre, mais ayant l'esprit de corps, qu'une résistance énergique et habile aurait pu entraîner, comme il arriva pendant un temps à Paris en 1771 et dans maints endroits en 1788, paralysant toute la vie judiciaire du pays. Il n'en fut rien; il n'y eut qu'une résistance sérieuse : celle du Bailliage de Villefranche, et encore fut-elle toute passive.

II

Il aurait fallu, avant tout, que Lyon donnât l'exemple. Or, nous avons dit pourquoi Lyon et, à Lyon, une bonne partie des magistrats devaient voir l'événement d'un œil favorable. La plupart des tribunaux de la ville étaient des juridictions financières, donc, au moins jusqu'à la suppression de la Cour

¹ *Ibid.*, Sénéchaussée, Ordre public, 1772-1774, à la date du 19 décembre 1772.

des Aides, en dehors du débat; la Conservation n'était, pour ainsi dire, pas autonome et suivit l'Hôtel de Ville. Restait la Cour des Monnaies qui dut se sentir menacée. Mais, avant toute chose, il faut remarquer qu'une partie de ses membres, sans l'avoir encore abandonnée, était entrée au C. S., de sorte que l'opposition des exclus qui, au fond, devaient être furieux, tout en désirant être conservés dans la Sénéchaussée, ce qui devait les rendre prudents, était paralysée par les élus. L'opposition, si opposition il y eut, fut silencieuse, ou renfermée dans les salons et les correspondances. Sans doute on dit à Paris¹ que la Cour s'était élevée avec indignation contre le C. S., mais le fait me paraît très douteux, étant donné les bons rapports qu'elle entretenait jusqu'au bout avec le Premier Président du Conseil². J'ignore de même à quoi peuvent faire allusion les historiens de Lyon³, en disant que la Cour avait « adhéré au Parlement de Paris », ce qui fut cause de sa suppression, assertion bien peu vraisemblable étant donné les rapports plutôt désagréables que les deux Cours venaient d'avoir⁴. Ce que je sais⁵, c'est que le 27 mars 1771, c'est-à-dire deux semaines après l'installation du C. S., la Cour, dérogeant à l'usage, continua pour un an dans le poste de confiance de Syndic Pulligneu, qui venait d'être nommé Procureur Général du nouveau Tribunal, et l'autorisa à emprunter 3.000 livres. C'était là marquer peu d'hostilité au C. S. dans la personne de son magistrat le plus marquant après le Premier Président.

A s'en tenir aux textes, il y eut une vigoureuse protestation des avocats⁶. Ils y expliquaient leur « refus de faire les fonctions

¹ *Journal Historique...*, I, 192. Le rédacteur se trompe d'ailleurs manifestement en annonçant à la date du 24 mars la suppression de la Cour des Monnaies.

² Cf. *infra*, ch. III, III.

³ Clerjon et Morin, *op. cit.*, VI, p. 405, répétés par Fayard, *op. cit.*, p. 61.

⁴ Cf. *supra*, p. 35, et les assertions contraires des pamphlétaires.

⁵ Bellin, *Moniteur Judic. de Lyon*, 14 juillet 1870.

⁶ Déclaration des Avocats près la Cour des Monnaies..., B. N., Lh 38/1146.

près le Conseil Supérieur. » Ils invoquaient, après avoir protesté de leur fidélité au Roi, leur serment et les « lois inviolables du Royaume », à savoir celle de l'inamovibilité des offices et de la nécessité de l'enregistrement. Suivaient de verbeux développements. Enfin, repoussant « les terreurs qu'on voudrait (leur) inspirer et la lâche insinuation de l'intérêt personnel », ils protestaient ne pouvoir reconnaître le C. S. « sans prévarication ni parjure », etc... Mais jusqu'à ce que j'aie trouvé un document lyonnais authentifiant celui-ci, je mets en doute son origine; l'indication du lieu d'impression n'est pas une preuve, la déclaration n'est qu'un tissu de banalités que pouvait écrire n'importe où le premier pamphlétaire venu; rien dans les pièces officielles, d'où qu'elles viennent, n'y fait allusion; le compte rendu de la cérémonie d'installation note la présence et le serment des avocats, que Hardy¹ reconnaît lui-même; leur résistance, si elle avait eu lieu, aurait été bien courte, car il y eut des affaires plaidées bientôt et je n'ai pas relevé dans les Almanachs de changements notables dans le tableau de l'Ordre pour 1771 et pour 1772. J'ajoute qu'en 1774 Gaïet de Lancin, dans sa violente harangue² contre le C. S., ne rappela pas une résistance dont il aurait été utile alors de se glorifier. Il semble donc que la Cour des Monnaies, Sénéchaussée et Siège Présidial, ne fit aucune opposition. Les autres tribunaux lyonnais imitant son silence, c'était déjà un grand souci de moins pour la nouvelle Cour.

Une Cour voisine qui, à la vérité, n'était pas du ressort, aurait pu la gêner, soit par solidarité avec le Parlement de Paris, soit par crainte d'être absorbée par le nouveau tribunal, le Parlement de Dombes siégeant à Trévoux. Mais précisément, peut-être, parce qu'il se sentait menacé, surveillé d'ailleurs par son Premier Président, qui était, en même temps, Intendant de la Province, il paraît bien qu'il ne dit rien : il se tut et fit bien, ce qui, d'ailleurs, ne devait pas le sauver.

¹ I, 232.

² Cf. *infra*, ch. x, III a.

III

Des Cours du Forez, nous l'avons dit, la seule qui aurait pu faire de l'opposition était celle de Montbrison. En fait, elle sembla partir bruyamment en guerre, et s'arrêta court.

Conformément à l'arrêt d'enregistrement de l'édit de février, rendu par le C. S. le jour même de son installation, le P. G. envoya l'édit à Montbrison. On prit le temps de réfléchir. Enfin, le 10 avril, la Cour se réunit dans la Chambre du Conseil ¹. Les gens du Roi firent part de la réception du paquet qui « leur a été envoyé de Lyon, par M. de Pulligneu, qui s'annonce Procureur Général de Sa Majesté au Conseil Supérieur de Lyon », protestèrent contre la procédure employée, renouvelèrent l'expression de la fidélité du Siège au Parlement de Paris et finirent en laissant l'édit, « la rigueur de leur ministère leur imposant la triste nécessité de nous le présenter, pour être délibéré suivant notre prudence ». Cet appel, mal dissimulé, à la résistance, signé des trois membres du Parquet, fut entendu, car on rendit, sur-le-champ, un arrêté : « La Chambre... considérant que l'édit présenté est illégal en ce que, à la forme de l'ordonnance du 2 octobre 1467, il n'a pas été vérifié par le Parlement, qui est le conseil nécessaire du Roi, par où la loi se vérifie, le ministre essentiel du Royaume par lequel la chose publique et policée est entretenue et l'unique organe par lequel elle se promulgue, que la Chambre n'en peut connaître d'autres à la forme de l'arrêt de 1756 enregistré en ce Siège ; considérant que ledit édit n'a pas été adressé et présenté en la manière et avec les formes jusques à ce jour usitées ; que cependant le caractère de la loi pour la formation et la publicité des volontés du monarque est inaltérable et ne peut souffrir la moindre atteinte ; considérant enfin que la religion du serment lie les

¹ Le procès-verbal est reproduit par Sonyer du Lac, *op. cit.*, p. 72.

officiers de Sa Majesté à observer les lois, les ordonnances de son Royaume, et les arrêts de règlement de la Cour ; a déclaré et déclare unanimement que, dans l'état, elle ne peut obtempérer à l'édit présenté par les gens du Roi. » La forme de l'arrêté était un peu redondante et parfois peu claire, mais le ton était énergique : les théories habituelles se retrouvaient sur le rôle politique du Parlement, agent obligatoire pour la promulgation, la transmission, l'application et le contrôle des volontés royales. Tout le monde le signa, y compris, au greffe, un peu après, un Conseiller qui n'avait « pu se rendre à l'invitation de la Compagnie, par suite d'une infirmité de goutte ».

A Lyon, le P. G. prit, lui aussi, le temps de réfléchir, ou, serais-je plutôt porté à croire d'après ce qui suivit, de négocier. Il attendait sans doute aussi les différentes réponses, pour agir sur plusieurs points à la fois, comme on verra qu'il fit. Le 27 mai seulement, il résuma au C. S. l'arrêt de Montbrison¹ et le jugea en ces termes hautains et menaçants : « Il n'est point de témérité plus grande de la part d'un tribunal inférieur que de s'arroger le droit de vérifier des édits du Roi (doctrine héritée directement des Parlements) ; que de tenter de mettre en opposition l'autorité du Roi et celle des magistrats, et, sous ce prétexte insidieux, de méconnaître celle du souverain et de la loi. L'intérêt personnel déguisé sous l'appareil d'un faux patriotisme se décèle dans la conduite de ces officiers. Non seulement ils se refusent au bien inestimable que le souverain a daigné faire à leur Province, mais ils la privent dès à présent de celui dont ils sont comptables envers elle en affectant de ralentir l'instruction et le jugement des procès. » Il était difficile de dire plus sobrement et plus fortement leur fait aux tenants des Parlementaires. Seule la dernière imputation, qui est habituelle en pareil cas, est peut-être lancée un peu à la légère, comme nous verrons qu'il

¹ Toutes les pièces qui suivent sont aux A. N., Xth 9.765.

arriva alors. Dans l'audiencier de la Cour, il n'y a aucune interruption de mars à juin 1771 ; l'activité est normale ¹.

Le P. G. concluait que, trois jours après signification, le Bailliage devait enregistrer et publier l'édit et envoyer au greffe du C. S. « l'arrêté du 12 avril ² ». Sur le rapport du Conseiller J.-B. de Nervo, le Conseil rendit, le lendemain, un arrêté conforme. Le surlendemain, 29 mai — on voit qu'on ne perdait plus de temps — l'arrêt était signifié par un Huissier de Lyon au Bailliage. Celui-ci ne répondit rien. Le délai écoulé, le 3 juin, le P. G. reprit la parole. Sa harangue fut ferme et assez habile, peut-être un peu raide, mais je crois fort qu'il connaissait les dispositions médiocrement combattives des officiers de Montbrison et voulait achever de les déterminer. Devant le non-enregistrement par les officiers, « la Cour, dit-il, serait dans le cas d'employer la sévérité de la justice pour les y contraindre ; mais les marques de fidélité au Roi et de zèle pour son service que les officiers de ce Siègre lui ont données précédemment en différents temps font présumer encore que leur résistance à sa volonté dans les circonstances présentes cédera bientôt à l'obligation que leur devoir leur impose et envers Sa Majesté et envers les supérieurs qu'elle leur a ordonné de reconnaître et envers les justiciables du ressort de leur juridiction ». Le Procureur requérait que, le lendemain de la signification, les officiers devront procéder à l'enregistrement pur et simple « sous peine (le passage est souligné) d'être réputés persévèrement réfractaires à la volonté du Roi, clairement manifestée dans son édit de février dernier et dans les autres subséquents qu'ils ont refusé d'enregistrer, et de se rendre personnellement responsables envers S. M. et envers les justiciables du retard des jugements crimi-

¹ Arch. dép. Loire, B¹ 72.

² N'ayant pas eu le document entre les mains, je ne puis pas dire si c'est Pulligneu ou Souyer du Lac qui se trompe. La chose est de peu d'importance et ne doit pas étonner : ces petites inexactitudes sont fréquentes, sans qu'on en découvre toujours la cause.

nels et civils pendant en leur siège ». De plus, dans trois jours, le Greffier criminel devait envoyer un extrait des procédures criminelles non jugées et le Geôlier une copie des écrous et recommandations des prisonniers détenus, à peine de 1.000 livres d'amende, et dans huit jours les Procureurs envoyer le nombre des procès pendants et les noms des parties. On voit le but visé : contrôler l'activité des juges rebelles et, au besoin, les déconsidérer en faisant connaître les effets et les victimes de leur mauvaise volonté.

Le lendemain, sur rapport de de Nervo, fut rendu un arrêt conforme sauf deux petites modifications bien intéressantes : le délai laissé au Bailliage était porté d'un jour à trois jours francs¹ et le passage sur les Procureurs supprimé. Le Conseil, plus opportuniste que son Procureur, voulait atténuer ce que l'injonction avait de comminatoire et ne pas se brouiller avec les auxiliaires de la justice dont l'opposition venait de causer tant de difficultés à Paris². Le 6, un exploit d'Huissier signifia l'arrêt au Bailliage, au Greffier, parlant à un commis « qui n'a voulu se nommer », et au Geôlier, parlant à sa femme « trouvée entre les deux guichets desdites prisons, qui a dit que son mari était à la campagne, sommée de signer a refusé ».

Le Conseil Supérieur avait brûlé les ponts. Qu'allait faire le Bailliage ? Sonyer du Lac, son Avocat du Roi, dit fièrement³ : « Le Bailliage de Forez, toujours fidèle à son Roi, attaché inviolablement aux lois de l'Etat, a manifesté ses intentions à l'occasion de l'édit de février 1771, qui créait des Conseils Supérieurs : deux arrêts de la Commission établie à Lyon, des

¹ On peut même remarquer que cette modification fut faite au dernier moment, sans doute sur la proposition d'un membre à l'esprit conciliant, car dans la minute et dans l'expédition sur parchemin la formule du P. G. est barrée et on a mis en surcharge : « Trois jours à compter de celui... » On me pardonnera cette minutie, puisque, en l'absence d'autres documents, elle jette un jour sur la vie intérieure du C. S. que nous aurions tant d'intérêt à connaître.

² Voir par exemple Flammermont, *op. cit.*, p. 265 et 266.

³ Sonyer du Lac, *op. cit.*, p. 71.

28 mai et 14 juin ¹ suivants, signifiés aux officiers du Bailliage, n'auraient jamais pu leur faire méconnaître leurs légitimes supérieurs et violer des devoirs aussi sacrés. » Puis, il cite la délibération du 10 avril et arrête là son histoire du Bailliage. En vérité cette discrétion et ce conditionnel, sont un chef-d'œuvre. Le samedi 8 juin, en effet, c'est-à-dire sans attendre l'ultime délai, le Bailliage se réunit, sous la présidence du Lieutenant Particulier J.-G. Roux de la Plagne (qui ne doit pas être le subdélégué, mais son parent), en l'absence, opportune, du Lieutenant Général ². Le Procureur du Roi requit purement et simplement la lecture, publication et enregistrement des édits du Roi qui étaient au nombre de six, dont le premier était celui de février, un des autres celui de suppression du Bailliage de Chauffour qui devait plaire aux Conseillers dont elle arrondissait le ressort. Quelqu'un, pour faire voir sans doute que les magistrats étaient forcés, dit que les gens du Roi devaient prendre des conclusions (ce qui, d'après ce que j'ai vu ailleurs, me paraît irrégulier ou au moins exorbitant de la coutume). Les gens du Roi requièrent. On décida sans désespérer que, faisant droit sur leurs réquisitions « et rendant droit définitivement sur notre arrêté (ce qui ne veut proprement rien dire), pour donner de plus en plus des marques de notre respect, de notre soumission et de notre fidélité au service du Roi, il sera procédé à la lecture etc... ». Il y avait loin, on le voit, de cette attitude à l'intransigeance à laquelle aurait voulu faire croire plus tard Sonyer du Lac. Les six édits furent transcrits au registre spécial ³ sans aucune réserve avec une simple mention d'enregistrement à la fin du dernier. A ne voir que ce registre, on croirait simplement à un retard, le délai entre la date de

¹ Ici l'erreur de S. du L. est manifeste.

² Arch. dép. Loire, B 72, f° 52. Il devait se découvrir davantage en 1788, cf. *infra*, ch. XII, II.

³ Arch. dép. Loire, B 2.157 (*sic*). Il y a certainement une erreur de cote sur le registre, ou plutôt le reste d'une ancienne classification.

l'édit et celle de l'enregistrement étant, d'après les habitudes du Sièges, évidemment anormal : l'édit de rétablissement des Parlements, enregistré au Parlement de Paris le 12 novembre 1774, le fut à Montbrison le 3 décembre.

IV

A Mâcon, les choses allèrent plus loin qu'à Montbrison, moins loin qu'à Villefranche : les officiers furent frappés, la ville même le fut, par la suppression momentanée du Présidial ; puis, comme toujours, le Roi céda, le Présidial fut rétabli, mais les magistrats exclus le restèrent. Malheureusement nous sommes moins bien renseignés ici que pour Montbrison, n'ayant aucune pièce émanant du siège¹.

Dès le 23 mars, les magistrats, appuyés, apparut-il dans la suite, par l'opinion publique et très vraisemblablement mécontents de se voir soumis à une ville qu'ils considéraient jusque là comme étrangère à eux et qu'ils jalousaient, prirent un arrêté dont nous ignorons la teneur, mais qui contenait certainement un refus d'enregistrer. Le 27 mai, en même temps que du Bailliage de Montbrison, le P. G. s'occupa d'eux. Ils « ont envoyé, dit-il, (l'édit) à la Chambre et ont dit depuis qu'ils ne pouvaient l'ordonner sans violer leur serment ». Et, reprenant ses assertions favorites avec ironie, « c'est la première fois, continuait-il, que les officiers d'un tribunal inférieur ont cru pouvoir délibérer sur un édit et refuser de l'enregistrer ; il n'est pas moins étrange de les voir fonder leur désobéissance envers le Roi sur le serment qu'ils ont prêté..., de lui être fidèles et soumis. Cette conduite aussi téméraire qu'inconséquente de la part du Bailliage de Mâcon est d'autant plus répréhensible qu'elle a produit le plus fâcheux effet dans son ressort » : il s'agit ici encore de l'accusation

¹ La principale source reste A. N., X^{1b} 9.765.

d'avoir suspendu la justice. Suivaient les mêmes conclusions que pour Montbrison. Les choses allèrent du même pas. Le 28, sur rapport de de Nervo, arrêt conforme ; le 29, signification d'huissier, qui s'est transporté en chaise de poste, à un commis greffier qui refuse de signer. Le 3 juin, même réquisitoire du P. G. que pour Montbrison ; le 4, arrêt avec les mêmes modifications conciliatrices ; le 6, signification au commis greffier, qui cette fois consent à signer, et au géolier.

Mais les choses n'allèrent plus comme à Montbrison ; les magistrats, qui, membres d'un Présidial, se considéraient sans doute comme de plus grands personnages et qui étaient peut-être excités à la résistance par le Parlement voisin de Dijon, tinrent bon et ne répondirent pas. Le châtement ne se fit pas attendre. Le même mois, probablement, d'après les délais ordinaires, du 15 au 20, le Roi rendait à Marly un édit « portant suppression du Siège présidial de Mâcon, attribution des matières présidiales au Conseil Supérieur de Lyon ; suppression du Siège de l'élection de Mâcon et union au Bailliage de la même ville ; suppression des officiers du Bailliage de Mâcon et création de nouveaux offices¹ ». L'union du Présidial de Mâcon au C. S., qui allait contre le but prétendu de rapprocher les tribunaux des justiciables, décelait la pensée de vengeance, la suppression des officiers du Bailliage frappait les officiers rebelles, celle de l'Election, inspirée par la même politique que celle du Grand Conseil, était destinée à fournir des membres au tribunal régénéré. L'édit ne mettait d'ailleurs en avant que des considérations d'utilité publique. L'établissement des C. S., disait-il, « rend une partie des Présidiaux qui se trouvent dans l'étendue de leur ressort moins utile et nous donne les moyens d'augmenter l'importance de ceux qui sont conservés en supprimant quelques uns des plus voisins de nos C. S..., étant instruit d'ailleurs de la médiocrité des fonctions du Siège de l'élection de la dite ville... et de la

¹ B. M., 125.377.

multiplicité des privilèges que produit dans ladite ville le trop grand nombre d'offices de judicature, etc. ». On ne fut pas dupe de cette sollicitude : « Les motifs donnés, dit le rédacteur du *Journal Historique*..., sont toujours le bien public, l'extinction des privilèges trop multiples, etc. ; mais les véritables sont les refus constants de certains des officiers de reconnaître le Conseil Supérieur de Lyon¹. »

L'édit fut enregistré au Parlement le 26 juin, au C. S. le 6 juillet. De cette affaire encore, le C. S. sortait vainqueur. Mais, cette fois, ce n'était plus par la soumission volontaire de ses adversaires : il avait dû les supprimer en acceptant — pour le moins — le secours du pouvoir central. Il restait à appliquer l'édit, ce qui se fit aisément, et à reconstituer le Bailliage. Mais je ne m'occupe dans ce chapitre que de la période en quelque sorte héroïque des rapports entre le Conseil et les juridictions inférieures. Dans un autre chapitre, on verra comment on procéda à la réorganisation de la Cour de Mâcon et quels furent ses rapports avec ses supérieurs de Lyon.

V

La lutte fut encore plus grave et l'exécution plus complète à Villefranche, où le Bailliage disparut complètement de 1771 à 1775. Nous avons vu quel était le « statut » un peu spécial du Bailliage de Beaujolais² et quelle situation ses membres occupaient dans la petite ville, allongée autour de sa vieille église, telle qu'on la retrouve encore aujourd'hui dans certains quartiers, ville de commerce et d'agriculture, en somme assez riche, dont les officiers de justice et les habitants exerçant des professions libérales constituaient, comme on le voit dans les Assemblées des notables, la seule aristocratie, et dont on

¹ Flammermont, *op. cit.*, p. 345 et seq.

² On peut comparer sa résistance avec celle d'Aigueperse et de Guéret, également terres du duc d'Orléans (Everat, *op. cit.*, p. 172 et 207).

retrouve la vie tranquille et un peu potinière à travers les lettres de M^{me} Roland, ville fière de l'autonomie qu'elle avait eue, de la situation théoriquement plus indépendante qu'aurait pu lui valoir sa qualité d'apanage, de la protection d'un Prince du sang, et jalouse de Lyon.

La situation, de plus, n'y était pas entière : le Bailliage avait déjà pris parti¹.

Quand, après la scène connue de la nuit du 20 au 21 janvier 1771, les membres du Parlement de Paris furent dispersés, de préférence dans de lointains et désagréables lieux d'exil², trois d'entre eux furent envoyés dans notre région, le président de Lamoignon, l'abbé de Marzac et Camus de Pontcarré. Lamoignon vint à Thizy. Je crains que Flammermont, sur le seul vu des sources d'origine parlementaire, n'ait un peu dramatisé la situation en représentant Thizy comme « un petit bourg, bâti sur la pointe d'une montagne, pour ainsi dire inabordable pendant tout l'hiver ». Ils y trouvèrent une maison confortable, celle des Roland³, qu'ils louèrent. Lamoignon s'y occupa, selon la mode du temps, de questions agricoles. Thizy, à la limite du Forez et du Beaujolais, un peu plus près de Roanne que de Villefranche, devint un véritable but de pèlerinage pour la nombreuse noblesse des environs qui y trouvait des réceptions si brillantes que le prix des denrées augmenta au voisinage de ces malheureux exilés⁴. Les deux autres étaient dans de petites villes : de Marzac à Beaujeu, où

¹ Les principales sources, auxquelles nous ne renverrons plus dans le détail, sont : A. N., X^{4b} 9.765 ; Arch. mun. Villefranche, BB 11 ; P. de St.-V[ictor], *Exil en Beaujolais de Lamoignon...* (B. M. 320.304). P. de St.-V. s'est servi du Registre original du Bailliage, qu'il avait acheté à la vente La Roche Lacarelle, en novembre 1867, au catalogue de laquelle il figure, sous le numéro 535, sans qu'on sache comment il était venu là. Il n'est dit nulle part si P. de St.-V. a publié intégralement le registre ; j'ai voulu m'en assurer ; une respectueuse démarche n'a reçu aucune réponse.

² Flammermont, *op. cit.*, p. 217 et 218.

³ *Lettres de M^{me} Roland*, éd. Perroud, II, p. 568.

⁴ Au reste, grâce à des intrigues féminines, L. ne resta pas longtemps en Beaujolais (Marion, *op. cit.*, p. 10).

il fut bien accueilli par les nobles d'alentour ; de Pontcarré à Belleville, dans une province où il avait des parents, près de nobles amis et du fief de Jasseron, demeure de Cusin, le Lieutenant Particulier du Bailliage qui dut ainsi se trouver directement en relation avec lui. Dès le 29 janvier 1771, en l'absence de Cusin et Roland, indisposés, Vaivolet annonça l'exil et l'on décida une députation vers les Parlementaires « pour leur faire au nom de la Compagnie hommage de respects, d'attendrissements et de services ». Vers Lamoignon allèrent Clerjon et Vaivolet, qui durent ensuite, avec Vermorel, visiter de Pontcarré, pendant que Guérin de la Colonge et Châtelain Dessertines allaient auprès de de Marzac. Les frais furent pris sur la bourse commune.

Les esprits étaient donc déjà excités, les positions prises, quand parut l'édit de février. Il pouvait y avoir ici, sinon un réel danger, au moins une grave source de complications et d'ennuis si, avec la complicité morale et l'appui actif, quoique secret, du duc d'Orléans, le Bailliage était soutenu par la ville et la Municipalité dont les rapports avec le Gouvernement n'étaient pas complètement définis¹. Il aurait pu y avoir une agitation désagréable, des manifestations violentes, une petite guerre plus ou moins prolongée comme on en vit ailleurs en 1788. Heureusement, le duc d'Orléans montra une prudence dont on se demande si c'est de la soumission, de l'indécision ou de la lâcheté, et la Municipalité ne bougea pas. C'est qu'ici, comme à Lyon, elle avait eu, dans des circonstances parfois amusantes, maille à partir avec le Bailliage. Il y avait eu sans doute des froissements d'amour-propre lors de la désignation des candidats aux fonctions municipales et du choix qui était fait par le Gouvernement. Il y eut conflit ouvert sur un incident futile né à propos du collège et d'un véritable monopole

¹ Ils l'étaient par l'édit de 1764 sur les Municipalités, l'article 8 de celui de 1765, concernant les apanages du duc d'Orléans. Il y eut des Lettres Patentes spéciales pour l'application de l'édit de 1764 aux terres de d'Orléans.

universitaire que la Municipalité soutient et auquel le Bailliage paraît opposé. Au fond, ici comme à Lyon, c'est la question de la suprématie de l'un ou l'autre corps et de l'exercice de la police qui est en jeu. L'affaire commença à l'Assemblée des notables du 11 septembre 1767; on engagea une instance au Parlement. Après la séance du 19 juillet 1768 où l'on prit une résolution assez vive dans les termes, la rupture fut sans doute complète, car, à une séance d'élection, le 15 décembre suivant, il n'y a personne du Bailliage. Les choses durent pourtant s'arranger, mais bientôt naquit un nouvel incident. En 1769, le maire désigné ayant refusé, on annonça, à la séance du 14 février, la désignation de Micollier, ancien Avocat du Roi au Bailliage, académicien de Villefranche et subdélégué de l'Intendant, ce qui montre quelles formes subtiles pouvait prendre l'ingérence administrative et ce qui explique certains événements ultérieurs. Mais aussitôt, un incident fut soulevé par des membres du Bailliage, en apparence au sujet des registres Municipaux, en réalité au sujet des délibérations prises jadis sur l'affaire des collèges. L'Assemblée se rangea du côté de la Municipalité; la discussion dut être vive, comme en témoigne la réserve dont Jacquet de la Colonge fit suivre sa signature. Le 21 mars, Micollier fit connaître la sentence du Parlement, en somme peu favorable à la Ville, qui payait les dépens et devait soumettre ses titres à la Cour. L'Assemblée ne parut pas découragée; encore une fois l'irascible Jacquet de la Colonge consigna sur le registre l'expression de son mécontentement que le Maire, à son tour, fit suivre de cette formule énergique : « Rien n'est moins vrai que l'assertion ci-dessus. » Le 2 mai, l'Assemblée maintint ses prétentions avec la même intransigeance. Je ne sais pas comment l'affaire se termina, mais elle avait certainement contribué à aigrir les esprits, bien que, d'après les présences et le fait qu'on proposa deux fois, d'ailleurs inutilement, comme Echevin, Clerjon, Conseiller au Bailliage, il semble qu'un certain apaisement se soit produit.

C'était donc à un tribunal orgueilleux, imbu des théories parlementaires et, nous le verrons, de l'esprit local, jaloux de ses prérogatives au point d'en disputer vivement avec la majorité de ses concitoyens que l'édit de février était envoyé. Tout de suite, le Gouvernement trouva dans la place un allié qui devait lui rester fidèle. Vermorel, Procureur du Roi, écrivait le 4 mars à Joly de Fleury¹ : « Monseigneur, J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, datée du 27 février dernier. Toujours disposé à me conformer aux ordres de Sa Majesté et à les faire exécuter avec soumission et respect, je crois ne pas y contrevenir en vous témoignant la douleur la plus vive dont je suis pénétré, de me voir privé d'un des principaux avantages de ma place : j'avais l'honneur de correspondre avec vous, et on me l'interdit ; veuillez donc, Mgr, me dédommager de cette perte par la continuation de votre amitié et de votre protection ». Il y avait sans doute là l'expression d'un regret qu'on peut croire sincère, mais aussi l'assurance d'une soumission qui ne devait pas se démentir.

Vermorel eut l'occasion de la montrer dès le surlendemain, 6 mars. On lut au Bailliage l'édit de février qui avait été apporté de Paris. Enflammés par leurs relations avec les exilés, les magistrats prirent une décision au moins singulière et qui laisserait supposer des idées peu claires sur leurs rapports avec le Gouvernement d'une part, le Seigneur apanagiste de l'autre : ils arrêterent « qu'avant que l'édit... soit présenté à l'audience pour être publié et enregistré, il serait écrit à Son Altesse Sérénissime », au sujet par conséquent d'un acte royal qui ne leur avait pas encore été communiqué officiellement. Cette lettre eut un grand succès et fut imprimée seule ou dans des recueils. Elle contient surtout les ordinaires théories et protestations des amis des Parlements, mais commence et finit par deux paragraphes intéressants, l'un à cause d'une affirmation très discutable sur les droits de l'apanagiste, l'autre parce qu'en

¹ B. N., coll. Joly de Fleury, ms. 2111, f° 89.

formulant une opinion injurieuse sur les magistrats de Lyon, elle rendait la conciliation bien difficile. « Notre Tribunal, Monseigneur, est juge naturel de votre domaine de Beaujolais. Toutes les contestations relatives aux droits utiles et de souveraineté de V. A. S. et à ceux de ses fermiers dans cette Baronnie sont portés par devant nous. » Cette constatation devrait entraîner celle que le Duc n'est qu'un justiciable devant le Bailliage royal, donc est obligé d'accepter les modifications de ressort ou de procédure apportées par l'autorité supérieure. Au contraire, devant le changement dans le lieu des appels, les officiers de Villefranche affirment : « Nous croirions manquer à notre devoir et à notre attachement respectueux pour les intérêts de V. A. S., si nous ordonnions la promulgation et l'exécution d'une loi qui lui prescrit de nouveaux juges souverains, sans être auparavant instruits si V. A. S. consent à les reconnaître et veut se soumettre à leurs décisions. » C'était donc, en ce qui concerne ses droits comme apanagiste, faire le duc d'Orléans juge des lois royales. C'était peut-être là la théorie du Duc qu'il exprimait dans un mémoire du début de 1772 : « L'apanage, disait-il¹, est une portion du Domaine de la Couronne, cédée par le Roi, comme administrateur de l'Etat, pour la subsistance des enfants puînés du souverain, et de leur postérité masculine... La Couronne ne s'y réserve que la foi et hommage lige, la souveraineté et la réversion, dans les cas de l'extinction de la ligne masculine du prince apanagé. » Il est vrai qu'on pouvait discuter sur les limites de cette souveraineté dans l'apanage, que le Prince considérait comme l'acquit d'une dette, celle que le Roi a contractée du fait de la renonciation des puînés à des avantages antérieurs. En tout cas ce n'était pas là la théorie des juristes royaux, ni celle qui avait prévalu dans la pratique. A la fin, on attaquait directement les magistrats lyonnais : « La jalousie qui subsiste depuis longtemps entre les officiers de Lyon et notre Compagnie, les diffi-

¹ *Journal Historique*, II, p. 48.

cultés multipliées que nous avons eues¹ ne nous présenteraient que des désagréments, que des humiliations auxquelles les officiers de V. A. S. ne doivent pas être exposés... Que des officiers jaloux d'une attribution souveraine osent accepter, recherchent même peut-être avec ardeur dans les dépouilles du premier Parlement du Royaume le moyen de se venger des mortifications que leur conduite leur a quelquefois méritées de la part de ce Sénat respectable...», eux offraient leur démission, démarche peu logique étant donné le début de la lettre. Tous signèrent la lettre et la délibération, « à l'exception du Procureur du Roi qui n'a voulu signer ».

Il n'est pas sûr que le duc d'Orléans fut enchanté d'avoir été ainsi mis en cause par ses trop fidèles sujets. Il leur écrivit le 12 une lettre, qu'on lut le 16, assez embarrassée, dans laquelle il refusait provisoirement leurs démissions. Les officiers, sachant qu'on allait requérir l'enregistrement de l'édit à l'audience suivante, (il avait été envoyé dès le 13 par Pulligneu à Vermorel) remirent leur réponse au 19, et, après avoir protesté à nouveau de leurs sentiments de fidélité au Parlement et de la « crainte de voir les privilèges de leur Province méconnus et anéantis », (formule qui annonce celles de 1788) se séparèrent, le Procureur, ainsi qu'il arrivera souvent dans la suite, continuant à refuser sa signature.

Le 18, le Procureur du Roi « exact à exécuter les ordres du nouveau Tribunal » présenta l'édit. Mais il laissa requérir l'Avocat du Roi, dont les paroles, absentes de la publication de P. de St. V., nous ont été conservées dans les papiers du Conseil Supérieur « ... Revêtu d'un double ministère dont les devoirs nous sont également sacrés, nous devons aux volontés de Sa Majesté, au nom de laquelle la justice se rend en ce Tribunal, la plus parfaite obéissance ; officiers de S. A. S. Mgr le duc d'Orléans de qui nous sommes redevables de nos offices, nous

¹ Il est fait allusion sans doute à des conflits, surtout de compétence, comme celui terminé en 1750 que rapporte le mémoire ms. de Trolieu de la Vaupierre. (Bibl. de Roanne).

devons veiller à ses intérêts et ne souffrir jamais rien qui puisse y porter atteinte .. » On le voit, c'est toujours la même tactique : opposer les droits du Roi et ceux du Duc, confondre le droit de présentation de l'apanagiste avec un droit d'institution et ses intérêts comme propriétaire, dont le Bailliage est juge, avec ses droits comme seigneur, dont le Bailliage serait gardien. Il y a un triple sophisme dans ces prétentions que le P. G. du Parlement de Paris qualifiait d'erronées¹ et celui du C. S. de Lyon d'absurdes². Mais l'Avocat du Roi allait encore plus loin et, comme on commençait à faire alors, comme on fit bien davantage en 1788, invoquait le droit historique : la transaction du 27 novembre 1560 entre François II et Louis de Montpensier, confirmée le 17 décembre 1560 par Charles IX, sans citer bien entendu la phrase à laquelle j'ai fait allusion³, mais une autre, que la Province et la Justice seraient restituées « en telle intégrité, droits et état qu'elles étaient lorsque feue dame Reine de France et Charles de Bourbon en jouissaient ». Il faisait remarquer que pour le Beaujolais on avait en général dérogé aux édits concernant la Justice et concluait qu'on devait avant tout informer le Duc et son Conseil des changements opérés, conclusions auxquelles l'arrêt pris aussitôt se conforma.

Le même jour, sauf le Procureur, les magistrats passèrent à nouveau leur démission par devant notaire. Le lendemain, ils rédigèrent une lettre au Duc, un mémoire, malheureusement non publié, sur ce que la création a de contraire aux intérêts du Duc et de la Province « qui regarde comme son plus glorieux avantage celui d'appartenir à titre de patrimoine au plus auguste des Princes » et une lettre à l'abbé de Breteuil, Chancelier du Duc. On chargea Clerjon et Vaivolet de porter à Paris la démission « aux conditions que les frais de leur voyage,

¹ Lettre à l'élection de Chartres, 23 mai 1771, in *Journal Historique*, I, 368.

² Arrêt du Conseil Supérieur qui ordonne qu'un imprimé portant pour titre *Copie de la lettre écrite par MM. les officiers du Bailliage du Beaujolais...*, 28 mai 1771 (B. M., 125399).

³ Cf. *supra*, p. 63.

séjour et députation leur seront remboursés par la Compagnie et seront supportés par tous Messieurs les délibérants ainsi et dans la proportion qui sera réglée au retour desdits députés ; ont été ces derniers autorisés de faire tout ce qui conviendra, soit pour l'intérêt du Tribunal et de S. A., soit pour le maintien et la conservation des privilèges de la Province ».

Le surlendemain 21, les deux députés partirent en poste à quatre heures du matin et arrivèrent à Paris le 24 à six heures du soir. Dès le 25, ils conférèrent avec trois agents du Duc et furent présentés à onze heures et demie à Son Altesse elle-même qui, contèrent naïvement les officiers, « d'abord se proposa de les recevoir dans tout son appareil... ; des réflexions de son Conseil sur les circonstances du temps et sur la précaution que les députés avaient prise de garder l'incognito à Paris et d'y être sous des noms empruntés pour moins s'exposer à la violence, engagèrent ce Prince bienfaisant à les dispenser de tout cérémonial, à leur donner dans le moment audience, quoiqu'ils fussent en épée et dans leurs habits bourgeois ». Les révoltés étaient, on le voit, fort prudents. Ils se contentèrent de s'enorgueillir « de la sensation extraordinaire qu'avait faite à Paris la démarche du Bailliage de Beaujolais qui avait le mérite de s'être déterminé le premier ». Quant au Duc, tranchant une question très obscure, il accepta leurs démissions et leur fit dans la suite délivrer un extrait des registres de son Conseil en date du 26 mars, qui confirmait l'acceptation, avec cette réserve prudente et à dessein obscure, « à condition, par lesdits sieurs, de continuer l'exercice de leurs fonctions jusqu'à l'installation des officiers qui y seront nommés par mondit Seigneur et pouvoir par le Roi pour leur succéder ». Les députés repartirent ; le 2 avril ils rendirent compte de leur mission et se firent rembourser les 625 l. 4 s. qu'elle avait coûtées.

Jusqu'à présent tout avait bien été. Les notables, il est vrai, n'avaient pas paru soupçonner dans leurs délibérations que leur Bailliage défendît les droits de la Province, mais le C. S. n'avait pas bougé. Les choses allaient changer, après une der-

nière tentative de conciliation. Dans la première quinzaine de mai, Vermorel reçut de Pulligneu une lettre relevant simplement le défaut d'enregistrement et accordant un nouveau délai de huitaine à l'expiration duquel « la résistance ou la négligence de votre tribunal à exécuter ce qui lui a été prescrit doivent l'exposer à des désagréments que je désire lui éviter ». Le 13 mai, la lettre connue, le Bailliage prit l'attitude dont il ne devait plus se départir : il avait démissionné, il n'avait donc plus pouvoir pour enregistrer. Ce qui était doublement sophistique : car, d'une part, il devait continuer ses fonctions, sans qu'on ait distingué les unes des autres, jusqu'au remplacement et d'autre part, il est hors de doute que le Duc n'avait pas qualité pour accepter la démission d'officiers qu'il ne faisait que présenter. Il semble qu'il l'ait reconnu, d'où ses lenteurs qui devaient causer aux officiers de Villefranche tant d'embarras et finalement leur perte. Le même jour, pendant que Vermorel promettait de transmettre à Pulligneu la réponse intégrale, ils écrivirent à Breteuil de se hâter. Les pauvres gens paraissent maintenant désireux avant tout de sortir de toutes ces affaires et se vengent de leurs ennuis sur leurs confrères de Lyon qu'ils accusent des pires noirceurs : ils reprochent à Pulligneu d'avoir écrit sa lettre le jour même où ils étaient à Lyon pour les fêtes du mariage du comte de Provence et d'avoir profité des vacances pour ne la leur faire connaître que « dans un temps où l'on avait soin de faire publier dans Lyon et dans toute la Province que l'enregistrement du Châtelet était volontaire ». Quant aux membres du C. S., ils tiennent « publiquement des propos qui décèlent tout le volume d'humeur qu'ils conservent contre notre Tribunal. Ils sont décidés à tous les procédés que la vengeance et l'étourderie même peuvent se permettre ».

Les pseudo-démissionnaires avaient raison de vouloir rentrer dans la vie privée : l'orage allait éclater. Le même jour où il dénonçait Montbrison et Mâcon, le 27 mai, le P. G. requit contre le Bailliage de Villefranche qui s'était arrogé « le

droit qu'aucun tribunal inférieur n'a jamais eu, ni prétendu avoir, de délibérer sur les édits et arrêts ». Le délai passé, « leur résistance s'étant soutenue devient obstination ». Mêmes conclusions, avec en plus l'envoi à la Cour de la délibération du 18 mars, mêmes décision et procédure que pour les autres Bailliages. Le 29, signification au greffier qui refusa de signer. Mais comme le Bailliage de Villefranche avait eu l'imprudence de rendre publique son opposition, les choses devinrent plus graves pour lui. Probablement, le même jour 27, le P. G. requit contre l'imprimé reproduisant la lettre du 6 mars qu'il critiquait fort habilement, en feignant de la considérer comme apocryphe. « La forme de cet écrit, l'époque à laquelle on l'a placé, l'indécence des personnalités que l'auteur s'est permis d'y insérer, l'absurdité des prétentions qu'il y a données aux officiers du Bailliage de Beaujolais, tout concourt à éloigner d'eux le soupçon d'avoir mis au jour une production aussi peu réfléchie, et de l'avoir rendue publique. » Il requit donc que l'écrit soit brûlé « comme attentatoire à l'autorité royale et injurieux à la magistrature ». Ainsi fut ordonné le lendemain et exécuté le même jour.

C'était un outrage sanglant ; les officiers de Villefranche, entrant dans les vues du P. G., feignirent de l'ignorer. Mais il leur fallut délibérer sur la signification du 29, et ils le firent le 1^{er} juin, avec quelques discussions dont témoignent les ratures et corrections de la minute et avec un embarras qui se lit à travers la nouveauté ou l'obscurité non exemptes de contradictions de leurs arguments. Vaivolet, qui paraît le personnage le plus actif et le plus déterminé, peut-être parce que, comme l'avenir le montra, il ne tenait pas à sa charge, avait fait la convocation et résuma avec un peu d'ironie l'arrêt en quatre points ; les magistrats décidèrent de répondre, en réservant les droits et intérêts du Duc et de la Province et « l'essence et nature des officiers du Bailliage de Beaujolais », pour tenir au courant le public. Sur le premier point, jouant sur les mots, ils déclarèrent n'avoir pas délibéré sur l'édit de février — ce

qui était inexact, et, ce qui était un argument nouveau, qui me paraît d'ailleurs non dépourvu de valeur ¹, — en avoir référé au Duc, « pensant que la baronnie était comprise dans les paieries réservées au Parlement de Paris ». Sur le second point, ils donnèrent sur le droit d'enregistrement des tribunaux inférieurs une des rares théories qu'on trouve sur ce sujet, fondée sur la distinction des intérêts généraux sur lesquels ils n'ont rien à dire, et des intérêts et droits propres au siège au sujet desquels ils ont le droit de remontrance. « Nous n'ignorons pas que l'enregistrement dans les sièges inférieurs n'est point un examen, une vérification, mais seulement la voie légale de la promulgation des lois reçues ; acte qui soumet les juges à les exécuter et faire exécuter, à moins qu'ils n'aient des motifs suffisants d'éclaircir et de représenter ce qui pourrait s'y trouver de contraire aux intérêts légitimes de leurs sièges, à l'état de leurs offices et aux droits des propriétaires de leur Justice ». Sur les questions de fait, ils produisirent une défense sans intérêt d'où il ressort seulement que les délibérations étaient tenues secrètes et que le Procureur du Roi ne recevait pour ainsi dire que des communiqués. Enfin, affirmant qu'ils avaient continué à rendre la justice, ils répétèrent qu'ils ne pouvaient pas enregistrer, ayant démissionné, et menacèrent, si on voulait les contraindre, de « rentrer dans la classe des personnes privées, sans que l'on puisse imputer notre cessation à aucune mauvaise volonté ni autre motif répréhensible ». La copie de la délibération fut envoyée à Pulligneu. Le 24, le greffier de Villefranche remit, en personne, à celui de Lyon copie du « jugement du 18 mars » et de la délibération du 1^{er} juin.

La résistance s'exaspérait : on en venait à des menaces de grève. Mais Pulligneu, qui avait en somme montré de la

¹ Cf. Edit d'apanage de la maison d'Orléans de mars 1661, *in fine* (A. N., ADx 1^a). Il est vrai, comme le remarque Laurain (*loc. cit.*, 1895, p. 772), que la paire d'Orléans était de celles qui, avant 1771, relevaient des Bailliages et Présidiaux.

patience, était à bout et pouvait d'ailleurs difficilement admettre semblable révolte. Le 3 juin, dans un réquisitoire vigoureux, il fit une critique presque toujours justifiée des assertions du Bailliage et opposa à ses théories de droit public celles du Gouvernement. Reprenant les affirmations sur les deux pouvoirs, royal et seigneurial, et les intérêts particuliers de la Province, l'homme du Roi repoussait avec une dédaigneuse ironie l'usage qui en avait été fait. « Après avoir tenté par leur sentence du 18 mars, qui admet les conclusions de l'Avocat du Roi, de compromettre la puissance royale avec celle qu'ils doivent aussi respecter, ils essaient dans leur procès-verbal du 1^{er} juin de les mettre en opposition formelle l'une à l'autre. Aucune contradiction n'est assez importante pour tempérer leur prétendu zèle patriotique. Leur aveuglement est tel qu'ils croient servir leur Province en défendant contre elle des privilèges nuisibles à ses intérêts, et qu'on les voit passer de contradictions en contradictions sensibles sans qu'ils en soient frappés ». Pareillement le Procureur repoussait la distinction spécieuse entre les cas où un tribunal peut ou non faire des remontrances. « Ils conviennent de leur incapacité légale pour délibérer sur les édits ; mais ils supposent des cas d'exception où les sièges inférieurs ont le droit d'éclaircir et de représenter, et ils se placent modestement dans un de ces cas imaginaires qui répugnent autant à la raison qu'au droit public de la France. » Le P. G. passait rapidement sur quelques points de détail, en particulier sur la question de la paierie qu'en définitive il esquivait. Il en venait ainsi à celle de la démission : elle n'est pas valable puisqu'elle n'est pas acceptée par le Roi, « parce que c'est de Sa Majesté qu'ils ont reçu leurs titres d'offices ». Et, d'ailleurs, il y a une contradiction entre cette démission qui empêche l'enregistrement et n'empêche pas l'exercice de la justice. Ou plutôt son simulacre, car le Procureur lance ici encore la grave accusation de quasi-suspension de leur ministère. « Il est notoire que, s'ils se présentent au Palais, c'est uniquement pour ordonner le renvoi

de toutes les causes de quelque importance, qu'ils ne font aucune instruction des procès criminels et qu'ils laissent les prisonniers languir dans les fers. » Et ce serait bien pire dans l'avenir puisqu' « ils terminent par des protestations d'une hardiesse sans exemple. Ils déclarent qu'au premier acte d'autorité qu'ils désignent du nom de violence, ils cesseront entièrement leurs fonctions. Ainsi donc la Province de Beaujolais est menacée de n'avoir plus de juges royaux en exercice si les supérieurs que Sa Majesté leur a donnés dans l'ordre judiciaire veulent les contraindre à obéir au Roi, et ce sont ces mêmes juges qui leur en font la menace pour justifier, disent-ils, leur conduite devant leurs concitoyens ». Le réquisitoire finissait alors sur cette menace : « C'en est trop, ce tableau révolte et il n'est plus possible de suspendre l'exercice de l'autorité dont la Cour est comptable envers Sa Majesté pour ramener au devoir les officiers de justice qui s'en écartent aussi essentiellement. »

J'ai essayé de vérifier la grave accusation du P. G. Je crois pouvoir dire qu'il y eut peut-être activité normale pour certains genres d'affaires, ralentissement sensible pour d'autres, enfin pour certains, et précisément les plus importants, arrêté presque complet. Au civil, en effet¹, les « Plaidés d'audience », classés mois par mois, ne marquent, sauf les vacances de Pâques, aucun ralentissement jusqu'à la mi-juin. Les « Ordonnances de l'Hôtel » sont peu nombreuses de mars à juin ; il est vrai qu'en 1770 le nombre varie sensiblement d'un mois à l'autre. Les « Sentences de la Chambre », qui concernent en général des affaires importantes avec des arrêts extrêmement longs et des frais dépassant souvent 200 livres, sont assez nombreuses en 1770 ; en 1771 il y en a une, d'ailleurs médiocre, le 23 janvier, et c'est tout. Au criminel, dans les liasses des « Plaintes et procédures », il y a jusqu'au bout et

¹ Chaque genre d'affaires cité se rapporte à une liasse sous le même titre aux Arch. dép. du Rhône.

d'une façon qui paraît régulière, des dossiers importants, ce qui permet de croire que l'instruction au moins ne fut pas arrêtée, quoiqu'il y ait ralentissement aux « Enquêtes », que je distingue mal des pièces précédentes. Mais, pour les « Procédures rapportées et causes d'appel », il y a peu d'affaires en 1771 ; sur une on vérifie un reproche de Pulligneu, qui avait blâmé l'attitude du Bailliage à propos d'un refus qu'il aurait opposé le 27 mai à des Lettres Patentes lui attribuant la connaissance et poursuite d'un crime grave : il y a en effet une affaire de vol remontant à l'année précédente et pour laquelle il me semble qu'on avait hésité entre la Maréchaussée de Roanne et le Bailliage de Villefranche : d'où des longueurs que veut arrêter une intervention royale évoquant l'affaire et la renvoyant à Villefranche par Lettres Patentes du 14 avril 1771, enregistrées au Parlement de Paris le 20 et au C. S. de Lyon le 16 mai ; elles ne le sont à Villefranche qu'après un premier refus et une seconde présentation ordonnée par la Cour de Lyon, le 17 juin, jour où le Bailliage se soumit, de sorte que le Procureur du Roi n'eut que le temps de prononcer son réquisitoire le 27 et qu'en définitive l'affaire ne fut terminée que le 4 septembre par une sentence rapidement confirmée par arrêt du C. S. du 20.

Il semble donc, qu'outre des déclarations intolérables dans le fond et dans la forme, le Bailliage de Villefranche était encore coupable d'une grève partielle de magistrats. C'est ce qui explique les conclusions énergiques que le P. G. prit par écrit : le Bailliage devait enregistrer purement et simplement, sinon « les Lieutenant Général Civil et Criminel, Lieutenant Particulier (le troisième Lieutenant, Cusin de Jasseron, avait été absent pour cause de maladie et n'avait passigné), Conseillers et Avocat du Roi audit Siège seront, en vertu de l'arrêt qui interviendra, et sans qu'il soit besoin d'autre, contraints solidairement à payer entre les mains du Receveur des consignations en cette ville, la somme de 300 livres par chaque jour de retard, jusqu'à l'enregistrement pur et simple ci-dessus ordonné ; pour être le produit de

cette condamnation appliqué moitié au soulagement des prisonniers détenus dans les prisons du Beaujolais, moitié au soulagement des malheureux plaideurs dont les procès y languissent par la faute desdits officiers ». L'idée de l'amende n'était pas de Pulligneu ; le bruit, paraît-il, en courait déjà depuis quelque temps à Paris¹. En tout cas, le Conseil Supérieur de Clermont avait menacé les Tribunaux récalcitrants d'une amende de la même valeur, et cela dès le 13 mai² ; mais, moins patient que celui de Lyon, il était aussi moins spirituel, se contentant d'attribuer les amendes au Trésor. Les conclusions du P. G. se terminèrent par les injonctions que nous avons déjà vues au Greffier criminel et au Geôlier, cette fois sous le délai de trois jours et aux Procureurs sous celui de huit. Le 4, sur le rapport d'Agniel de la Vernouse, le C. S. rendit un arrêt conforme sur la première partie ; mais toujours conciliant, il laissa huit jours au Greffier et au Geôlier et ne parla pas des Procureurs.

Le 5 et le 6, l'arrêt fut signifié aux intéressés qu'on prévint qu'ils seraient astreints au paiement « par toute voie judiciaire, saisie et vente de leurs meubles et effets, et même par saisie réelle de leurs immeubles si le cas y échéait ». S'il faut en croire les officiers du Bailliage — le procès-verbal de l'Huissier n'en parlant pas naturellement — il y aurait eu un petit incident comique. L'Huissier, n'étant arrivé qu'à 6 heures du soir, dut remettre au lendemain les significations individuelles et fit demander « s'il pouvait coucher tranquillement et en sûreté dans la ville » ; on le rassura. Le lendemain, la signification aurait été faite par un Huissier avec un assistant et deux cavaliers de la Maréchaussée armés, ce dont l'Exempt Sponde s'excusa sur ce que l'Huissier « lui ayant remis hier au soir, sur les 8 heures, des ordres à cet effet, signés de M. Pulligneu, il n'avait pas pu en faire politesse à aucun de messieurs, attendu

¹ *Journal Historique*, I, p. 378.

² Le Griel, *le Conseil supérieur de Clermont*, p. 197, et Everat, *op. cit.*, p. 180.

qu'il était trop tard ». On observa que ce procédé maladroit aurait pu amener quelque tumulte si les magistrats « n'avaient tous témoigné la plus grande tranquillité¹ » et on s'étonna de l'omission de Cusin qui, comme son absence, avait peut-être des causes secrètes. Le 8, en présence seulement de de la Colonge, Roland et Clerjon, qui paraissent fort perplexes, Vaivolet dit qu'il voulait réitérer « entre les mains du Roi et de Monseigneur son Chancelier (ce qui est en effet plus correct) sa démission » ; il demanda à la Compagnie de le dégager de la fonction de Syndic ; on accepta et on se sépara.

Si l'on en croyait la publication de P. de St.-V., ce serait là le dernier épisode de la résistance du Bailliage. Il y eut en réalité une suite, et bien inattendue : le Bailliage se soumit ; Vaivolet, l'âme de la résistance, dans une pièce dont l'authenticité ne peut pas être mise en doute, car deux recueils inspirés par les ennemis du Chancelier l'insérèrent², raconte les faits suivants. Le 17 juin — et c'est le même jour qu'on reprit une affaire criminelle pendante³, ce qui est une nouvelle preuve de l'exactitude des faits — il se rendit à la Chambre pour continuer ses fonctions et y trouva seulement Roland et Clerjon. L'Avocat du Roi communiqua à nouveau les arrêts du C. S. ; après une énergique protestation de Vaivolet, les deux autres marquèrent qu'ils étaient décidés à procéder en l'audience du jour à l'enregistrement. A l'audience, l'Avocat du Roi conclut en ce sens, Vaivolet se retira pour rédiger sa protestation et apprit qu'en son absence on avait enregistré. Il

¹ Je ne sais pas ce qu'il faut penser de cet incident, n'en ayant trouvé aucune trace ni dans les pièces remises à l'huissier, ni dans son procès-verbal. En tout cas, le Tribunal se faisait des illusions sur la profondeur de l'attachement qu'avait pour lui la population, ainsi que la suite le montra.

² Protestations de M. Vaivolet, lieutenant particulier au Bailliage de Beaujolais... in *Réclamations des Bailliages... de province contre les édits de décembre 1770*, etc. (B. N., Lb³⁸/1234, p. 109), et *Recueil des réclamations, remontrances...* (B. N., Lb³⁸/1256, I, 2^e partie, p. 148). Le premier recueil et la protestation de V. furent signalés dans le *Journal Historique*, II, p. 184 et 194, à la date du 9 octobre 1771.

³ Cf. *supra*, p. 91.

rédigea alors une longue protestation en sept points, très vigoureuse, qui répondait une fois de plus aux accusations du P. G. Dans le premier paragraphe, il affirma encore que sa seule lettre de démission envoyée au Duc était opérante, sur ce motif peu acceptable « que la nomination faite en ma faveur par Mgr. était un vrai contrat entre S. A. S. et moi... qui transmettait à ma personne l'office de Lieutenant Particulier ; que le premier effet de l'acceptation du 26 mars a été de résoudre le mandat qui faisait mon seul titre de mission de la part de Mgr... et le second, d'opérer la vacance de mondit office dans ses Parties casuelles ». Bien qu'il continuât d'affirmer sa soumission au seul duc d'Orléans dans des termes compromettants pour celui-ci, il ajouta, dans le second paragraphe, qu'il avait « par surabondance » envoyé sa démission au Roi et au Chancelier ; encore n'en avait-il pas reçu l'acceptation. Puis vinrent des protestations moins intéressantes de sa répugnance à ce changement, de son loyalisme, de la continuation de son activité judiciaire. Il en vint au sixième point à contester la légalité, en effet bien suspecte, des menaces du C. S., mais en s'appuyant surtout sur cet argument singulier, qui rouvrait toute la question du droit d'enregistrement, qu'on ne peut pas être condamné par un Tribunal qu'on n'a pas reconnu. « Vivant sous la sauvegarde des lois, je soussigné n'en connais aucune qui prononce d'amende arbitraire contre un officier qui ne reconnaît point les ordres de ses supérieurs auxquels il n'est lié par aucun serment ; il n'en est aucune qui leur donne droit de proscrire en quelque manière sa personne avec ses biens, avant qu'ils aient par un consentement formel ou tacite de sa personne acquis autorité et justice sur elle et sur son office... », cette mesure ayant été d'ailleurs aggravée par la façon dont elle a été appliquée, que Vaivolet dénonça violemment. Enfin, il termina en disant que l'enregistrement, en changeant la situation du Bailliage, lui interdisait tout exercice et en persistant dans ses sentiments. L'acte terminé vers 6 heures du soir fut déposé à 7 au greffe du Bailliage.

Cette soumission, que je crois jusqu'ici peu connue, ne servit à rien. Par vengeance contre les officiers, ou contre le Duc, ou pour montrer que les menaces n'étaient pas vaines, ou, ce qui me paraît le plus vraisemblable, parce que l'annonce de l'enregistrement arriva à la Cour quand l'édit était rendu, la « Sénéchaussée de Villefranche » fut supprimée par un édit de juin, enregistré au Parlement le 2 juillet et au Conseil Supérieur le 20¹. Le Roi, sans discuter sa valeur, usait simplement de la démission « ... étant instruit de la démission qu'ont faite les officiers de la Sénéchaussée de Villefranche de leurs offices et étant nécessaire de pourvoir à l'administration de la Justice dans le ressort de ladite Sénéchaussée, il nous a paru conforme aux vues que nous avons pour la diminution des privilèges qu'entraîne la multiplicité des offices de judicature, de supprimer totalement ladite Sénéchaussée et de la réunir à celle de la ville de Lyon. » Suivaient quatre articles sur la suppression — la réunion à la Sénéchaussée de Lyon — le transport du greffe à Lyon — la liquidation des offices. J'ai été curieux de voir quels avaient été les derniers instants du Bailliage. Au civil, il y eut des plaidés d'audience jusqu'au 18 juin, des ordonnances de l'hôtel des 11, 20, 21, 22 juin, signées de la Colonge, ce qui prouve que son absence le 17 était voulue ; du 27, signée Clerjon, puis du 19 juillet, signée « Pierre Domartin, avocat en Parlement et Bailliage de Beaujolais, faisant pour et en l'absence de Mss. les Officiers dudit Bailliage », ce qui prouve qu'ils avaient cessé leurs fonctions avant même l'enregistrement à Lyon de l'édit de réunion. Au criminel, les derniers actes sont le réquisitoire du 21 juin dont nous avons parlé et qui n'eut pas de suite, et une plainte du 17 juillet ; de sorte qu'il apparaît bien qu'en fait la justice criminelle fut pendant quelque temps interrompue à Villefranche.

Ainsi le Bailliage de Beaujolais disparaissait, victime de la

¹ Edit portant réunion de la Sénéchaussée de Villefranche à celle de Lyon.. (Bibl. mun. Lyon, 125402).

résistance sophistique et trop longue à laquelle il s'était laissé entraîner, victime peut-être de la vengeance des Lyonnais, victime à coup sûr de l'abandon de ceux dont il avait prétendu défendre les intérêts : le duc d'Orléans et la province de Beaujolais. L'attitude du Prince fut piteuse, laissant ses serviteurs entrer dans l'impasse, puis, craignant peut-être d'être trop compromis, les regardant se perdre sans une défense, sans un conseil ; dans le Beaujolais nous ne savons pas que pendant la crise personne, noble, tribunal ou municipalité, ait parlé pour eux ; à Villefranche, au moment où le Bailliage était condamné, le 2 juillet, une Assemblée des notables, où aucun de ses membres n'assista, se réunit, s'occupa de travaux publics et n'eut pas un mot pour eux. Il devait y avoir autant de dégoût pour cet abandon que de lassitude dans la capitulation finale de tous, sauf de l'énergique Vaivolet, soutenu, comme son illustre confrère de Lyon, Claret Fleurieu de la Tourette, par l'amour de la botanique.

Il n'y avait plus qu'à liquider l'affaire. On attendit quelque temps et, le 8 août, la Sénéchaussée de Lyon entendit le Procureur du Roi demandant un transport à Villefranche pour inventaire du greffe¹ ; le 17 arrêt conforme. Le 18, transport ; le 19, le Greffier, Barrot, fit une timide protestation sur la nécessité d'un inventaire préalable et finit en demandant que, s'il était fait plus tard, à Lyon, on le dispense de dérangement. Perret, doyen de la Sénéchaussée de Lyon, fit un récolement rapide du greffe, où l'on ne trouve pas trace du registre utilisé par P. de St.-V. qui, comme il arriva souvent, avait été mis à l'abri par un membre du tribunal. Un menuisier fit deux caisses qui coûtèrent 16 livres, plus 40 sols pour les cordes et la cire d'Espagne dont un ferblantier fit des scellés moyennant 3 l. 3 s. Le Greffier fut chargé de les faire enlever. Perret alla à la prison, où il trouva douze prisonniers dont sept durent être trans-

¹ Les pièces utilisées sont aux Arch. dép. du Rhône : Sénéchaussée de Lyon. Ordre public, 1769-1771.

portés à Lyon. L'opération coûta en tout 185 l. 13 s., dont 76 l. 10 s. pour les frais de voyage de Perret et du Substitut « n'entendant ni l'un ni l'autre exiger aucune vacation ». Sans que le duc d'Orléans ait fait une protestation (il était cependant propriétaire du greffe), les papiers furent transportés à Lyon quelque temps après. Leur transfert, s'il faut en croire une tradition orale¹ qui me paraît un peu suspecte, donna lieu à une scène plaisante. Au moment de l'enlèvement des caisses, serait arrivée par la porte d'Anse une cavalcade de gens bien mis qui « s'avancent à petits pas, saluent gracieusement les dames et jettent à pleines mains des dragées dans la rue ». On reconnut les Procureurs de Lyon qui célébraient de cette façon leur accroissement de ressort; alors les Procureurs, Huissiers, Clercs, Sergents entrèrent au greffe, saisirent tous les objets qui pouvaient servir de projectiles, mais virent, quand ils sortirent, les Lyonnais se sauver en les narguant. S'il y a un fait vrai à la base de cette historiette, il s'agit sans doute d'une farce de quelques Clercs ou autres membres de la Basoche en partie de plaisir. D'ailleurs, on ne se pressa pas à Lyon : il fallut des réclamations de plaideurs et un réquisitoire du Procureur du Roi, le 16 octobre, pour faire décider, le 21, l'inventaire. On fit venir le malheureux Barrot, qu'on indemnisa d'ailleurs largement; le 7 toute la journée et la matinée du 8, on fit l'inventaire.

Il serait intéressant de savoir comment cette victoire un peu trop complète fut accueillie par ceux qu'elle touchait, la Municipalité et la population de Villefranche, les Officiers de l'ancien Bailliage et de l'Election, la Sénéchaussée de Lyon. La Municipalité de Villefranche, longtemps muette, finit, l'événement terminé, par faire entendre des plaintes dont on peut presque mettre en doute la sincérité. Le 11 août, elle réunit

¹ B[œuf] de Limas, les Procureurs de Villefranche et leurs Confrères de Lyon, in *Revue du Lyonnais*, 1^{re} série, XVI, 1842, p. 356, qui tenait peut-être l'anecdote d'un magistrat de l'Election, Maurice Duret de l'Etang.

une Assemblée générale des notables. Le Maire rappela en quelques mots brefs le préjudice causé par la suppression du Bailliage et fit un mémoire adressé au duc d'Orléans, dont l'envoi fut décidé. Il était intéressant plus encore par ce qu'il ne disait pas que parce qu'il disait. Il accumulait, en effet, les plaintes emphatiques, vagues et banales sur le départ imminent de plus de quarante chefs de maison qui en faisaient vivre deux cents autres, sur l'éloignement de la justice entraînant des frais et une sécurité moindre, sur la gêne pour les habitants de la campagne qui apportaient leurs denrées et ceux de la montagne qui apportaient leur toile, en même temps qu'ils venaient s'occuper de leurs affaires ; mais on ne disait rien contre Lyon, sinon que « le voisinage d'une grande ville est si absorbant pour une petite ! » ; ni contre le gouvernement, sinon que la suppression du seul Siègè d'une province « paraît directement contradictoire avec ses vues actuelles » ; on ne parlait pas des droits du Beaujolais, ni même de ceux du Prince : « Si nous n'osons vous parler, Mgr, de vos droits et de votre intérêt blessés dans cette résolution, c'est qu'il ne nous appartient pas de discuter, c'est que vous êtes trop grand pour n'être pas au-dessus de ces considérations. » C'était presque un désaveu de la campagne menée par le Bailliage. Au reste, on paraissait au moins aussi soucieux de recueillir son héritage. Le Maire fit en effet remarquer que la suppression du Bailliage, auquel appartenait la Police (on en avait discuté naguère), faisait régner une sorte d'anarchie et plongeait la ville et la province dans une confusion « de laquelle il est intéressant de les sortir ». En conséquence, la Municipalité, qui avait déjà réglé le prix du pain, demanda à l'Assemblée — qui ne paraît guère posséder ce droit — de lui confier l'exercice provisoire de la Police ; l'Assemblée « se croyant autorisée dans la fâcheuse circonstance où (l'on) se trouve d'invoquer les dispositions de l'Ordonnance de Moulins qui, en son article 72, ordonnait que tous les ans il serait élu des bourgeois de chaque ville pour veiller à la Police », chargea provisoirement de ce soin le Maire et subsidiaire-

ment un Echevin. Je n'ai pu, à mon grand regret, savoir ce que, malgré l'autorité d'une Grande Ordonnance dont les fonctionnaires royaux n'aimaient pas beaucoup le rappel, l'Intendant pensa de cette délégation par une Assemblée des notables d'un pouvoir qu'elle ne possédait pas elle-même ; j'ignore également ce que répondit le Duc, ni même s'il répondit, quoiqu'on ait envoyé à un de ses principaux Conseillers, comme étrennes, « une poche des plus beaux marrons qu' (on pourra) trouver ». Ce qu'il y a de sûr, c'est que ni la Municipalité, ni les notables n'insistèrent. On ne dit pas un mot du Bailliage, ni en 1772, ni en 1773, on ne proposa même pas un de ses anciens membres comme Echevin ou comme Conseiller de ville. A la fin de novembre 1773, on en reparla à propos de l'édit mettant à la charge des villes les logements des tribunaux. On s'adressa au Duc et, après s'être lamenté brièvement sur les pertes subies du fait de la suppression du Bailliage, on demanda l'autorisation de loger l'Election au Palais, où il y aurait d'ailleurs de la place pour deux Cours. Au début de l'année suivante, dans une Assemblée où assistèrent trois membres de l'ancien Bailliage, on lut la réponse du Duc qui, toujours pratique, laissait à la Ville les frais de mise en état et lui demandait annuellement 100 livres pour les réparations, moyennant quoi l'Election aurait son local au Palais, sans que son service puisse « jamais nuire à celui du Bailliage et autres juridictions des barons de Beaujolais ». De la part de leur Prince comme de celle de leurs concitoyens il y avait à l'égard des magistrats vaincus au moins quelque ingratitude.

La seule démarche directe que j'aie relevée en faveur du rétablissement du Bailliage est celle de son Grand Bailli d'épée, qui n'avait joué aucun rôle, sa fonction étant purement honorifique ; Noyel de Belleroche en écrivit, au début de janvier 1773, au Secrétaire d'Etat de la maison du Roi, qui lui fit répondre, le 12¹, vraisemblablement par une fin de non-recevoir.

¹ Arch. Nat., O¹565.

Les officiers du Bailliage rentrèrent dans la vie privée. J'imagine que Vaivolet, qu'on ne voit plus aux Assemblées où il était si assidu, fit de la botanique à Saint-Lager. Guérin de la Colonge dit lui-même qu'il résidait à la campagne et voyageait pour ses affaires¹; Roland et Dessertines durent rester à Villefranche², où ils avaient l'un et l'autre leur famille. Cusin de Jasseron mourut ou se retira tout à fait, car son siège était vacant à la fin de 1775³. Quant à Vermorel, il reçut la récompense de son dévouement au Roi. Il obtint le 7 juillet 1775 des Lettres Patentes « qui le conservent dans tous les honneurs, autorités, droits, exemptions et privilèges attribués à son office de Procureur du Roi audit Bailliage, comme s'il en avait rempli les fonctions pendant les vingt années requises », Lettres Patentes qui furent enregistrées au Conseil Supérieur le 10 décembre⁴.

Les autres Officiers de la ville, qui n'avaient rien fait pour leurs confrères, acceptèrent le nouvel ordre de choses et cherchèrent à s'en accommoder. Dès août 1771, un Conseiller à l'Election, qui a été empêché de se faire recevoir à la Cour des Aides, demandait au Roi des lettres de surannation pour se mettre en règle avec le C. S., héritier de la Cour des Aides dans son ressort⁵. Un Receveur des consignations obtint des Lettres Patentes spécifiant que le Roi n'avait point entendu comprendre son office dans la suppression du Bailliage, de sorte que, tout en étant réuni à celui de Lyon, la Finance en subsista⁶.

¹ Arch. mun. Villefranche, BB¹³, 7 janvier 1772.

² *Ibid.*, 4 janvier 1774.

³ *Almanach de Lyon pour 1776*.

⁴ Arch. nat., X^{1b} 9767.

⁵ Arch. nat., Z^{1a} 888.

⁶ Lettres Patentes du Roi portant réunion de l'office de Receveur général des consignations..., 24 janvier 1772 (Bibl. mun. Lyon, 113333). De même, le P. G. du C. S. s'informa, le 20 février 1772, auprès du Chancelier — qui se renseigna auprès de Flesselles — pour savoir si le Commissaire aux saisies réelles du Beaujolais pouvait, dans certains cas, continuer ses fonctions. (A. N., V¹ 623).

Quant à la Sénéchaussée de Lyon, elle s'acquitta sans bruit de ses nouvelles fonctions. Quelques pièces se sont réfugiées dans les dossiers criminels du Bailliage de Beaujolais, qui avait naturellement perdu, de 1771 à 1775, un greffe et des archives séparés. Elles n'offrent rien de particulier.

En tout cas, le Tribunal lyonnais prit son rôle au sérieux. En novembre 1771, le Procureur du Roi remontra¹ « à Monsieur le Lieutenant Général de la Sénéchaussée de Lyon, le Bailliage de Beaujolais y uni, que les officiers du ci-devant Bailliage de Villefranche étaient en usage de rendre annuellement une ordonnance sur les conclusions du ministère public pour régler le prix du blé et autres denrées, à l'effet de quoi ils se transportaient aux marchés qui se tenaient avant et après la Saint-Martin d'hiver audit Villefranche ». Pour éviter les frais, le Procureur s'était fait informer des prix tenus aux trois marchés avant et après la Saint-Martin et proposa des chiffres qui furent adoptés. C'est ainsi que les années suivantes, sans que la Municipalité de Villefranche ait paru même penser à disputer cette prérogative, les « calcabeaux de Villefranche » furent établis par Gesse de Poizieux, s'intitulant d'une façon singulière pour la circonstance « Lieutenant Général..., en cette qualité Lieutenant de Police de la ville de Villefranche, au moyen de la réunion du Bailliage de Beaujolais en ladite Sénéchaussée ». On se demande après cela ce qui pouvait bien rester de souveraineté dans le dernier état du droit à l'apanagiste sur son domaine.

VI

Puisque le C. S. était ainsi venu à bout de la résistance des Bailliages, il était trop évident qu'il ne s'arrêterait pas à celle que les Justices Seigneuriales pourraient lui opposer ; elles ne l'essayèrent même pas. Je n'ai relevé que trois manifestations :

¹ Arch. dép. du Rhône : Sénéch. Ordre public, 1769-1771.

deux, ce qui s'explique peut-être simplement par l'éloignement, dans le Mâconnais, la troisième toute proche.

Le Procureur fiscal de Tournus, de la Vaivre, écrivit le 15 mars 1771 à Joly de Fleury¹ qu'« un magistrat de Lyon, qui se dit Procureur Général dans le Conseil Supérieur de cette ville » venait de lui envoyer l'édit de février à enregistrer. Il demandait au P. G. du Parlement de Paris des ordres, « auxquels je me conformerai sans doute, quoique avec le regret le plus amer et la plus profonde douleur, si nous sommes obligés de prendre congé du Parlement... ». Ces gens n'étaient pas bien dangereux. De la protestation du juge de Matour, je sais seulement qu'elle eut lieu le 15 mai 1771².

La seule manifestation un peu vive fut celle de Charlieu, dont le P. G. rendit compte dans l'audience consacrée à l'attaque contre les récalcitrants³. Le châtelain (qui était, d'après l'Almanach, Tillard de Tigny, avocat au Parlement), se fit, quoique résidant, suppléer par un Procureur à l'audience où l'on devait enregistrer l'édit de février. Le Procureur du Roi⁴ (en réalité son Substitut, Belin Richet), requit l'enregistrement « en des termes très indécents », qui furent transcrits sur le plumitif avant l'arrêt « conçu dans une forme non moins répréhensible ». Il n'y avait pas à se gêner avec ces « officiers inférieurs de justice ». Pulligneu demanda et le tribunal ordonna que le Greffier remît l'arrêt et le réquisitoire à l'Huissier à ce commis⁵. Dès le 31, celui-ci, ayant fait « quinze grandes lieues », obtint sans peine la remise des pièces.

On put voir alors que l'indignation de Pulligneu était un peu exagérée : Richet avait seulement parlé de « l'officier pre-

¹ B. N., coll. Joly de Fleury, ms. 2111, f^{os} 85 et 86.

² *Journal Historique*, I, 378.

³ Arch. nat., X^{1b} 9765.

⁴ Il peut être intéressant de remarquer que le Procureur du Roi était secrétaire du prince de Conti à Paris, d'où peut-être l'esprit d'opposition.

⁵ Il semble même que, par une véritable vexation, le P. G. voulait que le Greffier apportât les pièces au Greffe du C. S. La Cour, comme toujours plus modérée, se contenta de la remise à l'Huissier chargé de la signification.

nant la qualité de P. G. au C. S. », et dit, qu'après hésitation, il requérait par crainte d'être accusé de désobéissance au Roi. Quant à la sentence du Juge, elle était dépourvue de tout commentaire. Pour une fois, l'irascible P. G. avait été mal renseigné; il ne désarma pas pour autant : il requit que « les termes peu réfléchis, indécemment (le mot, auquel il tient, a été ajouté par le P. G. lui-même) employés dans le susdit réquisitoire, seront rayés et biffés sur le registre où il a été inséré, et l'arrêt à intervenir y sera transcrit en marge... », le tout constaté par procès-verbal d'huissier et aux frais de Richet. Le 4 juin, le C. S. en ordonna ainsi et enjoignit même au Substitut « d'être, à l'avenir, plus respectueux envers ses supérieurs ». Il se le tint sans doute pour dit, car, en 1775, il était Procureur du Roi à Charlieu.

Ainsi, trois mois environ après son installation, le C. S. avait brisé toute résistance; aucune n'avait été bien grave, pas même celle du Bailliage de Villefranche, isolé dans sa propre ville et province. C'est pourquoi on peut peut-être trouver que le Conseil, poussé sans doute par son P. G., actif, autoritaire et vindicatif, certainement plus combattif que la Cour, fit trop vite appel à l'autorité royale, qui frappa deux tribunaux importants, l'un, d'une diminution momentanée et d'un renouvellement total, l'autre, d'une suppression définitive, quand on aurait pu, très vraisemblablement, obtenir leur soumission. Quoi qu'il en soit, le terrain était libre, l'activité du Conseil Supérieur ne devait plus rencontrer de résistance, au moins ouverte.

CHAPITRE III

LE CONSEIL SUPÉRIEUR ET LES JURIDICTIONS INFÉRIEURES

(SUITE)

LA RÉORGANISATION ET LE CONTROLE

I. La fin du Parlement de Dombes. — II. La Sénéchaussée de Trévoux. — III. La fin de la Cour des Monnaies de Lyon. — IV. La Sénéchaussée et Siège Présidial de Lyon. — V. Les Cours de justice du Forez. — VI. Le Bailliage et Siège Présidial de Mâcon. — VII. Les Justices seigneuriales.

I

Ce n'était pas tout d'avoir débarrassé le Conseil Supérieur de ses adversaires. Il fallait organiser son ressort, apporter dans le nombre, la composition et la compétence des tribunaux voisins les modifications qu'entraînaient la présence proche d'un tribunal d'appel, d'une part, d'autre part, la politique et les promesses du Gouvernement; enfin, permettre à la Cour lyonnaise d'exercer dans une certaine mesure une sorte de contrôle, analogue à celui qu'on reconnaissait communément aux Parlements. Trois questions se posaient d'abord : laisserait-on subsister tout auprès du C. S. un Parlement presque inactif, celui de Dombes? Que ferait-on de la Cour des Monnaies de Lyon qui, à moins d'un cumul de charges peu désirable, se trouverait décapitée? Comment organiserait-on à Lyon le tribunal de première instance, la Sénéchaussée, jusque-là unie à la Cour des Monnaies?

Le Parlement de Dombes, créé en 1523, ayant siégé long-

temps à Lyon, dont les magistrats préféraient le séjour, avait été transféré, en 1696, à Trévoux. C'était, dans une petite ville, une petite Cour, rendant la justice à une petite province. Seul le statut spécial de la Dombes, longtemps terre à demi étrangère et aussi la force de résistance passive, propre aux institutions d'Ancien Régime, l'avait sauvée.

Le Parlement, au complet, comptait¹ : 1 Premier Président, 2 Présidents de Chambre, 12 Conseillers, dont 2 Clercs, 3 Maîtres des Requêtes, 1 Procureur Général, 2 Avocats Généraux, 4 Secrétaires, 1 Chevalier d'Honneur. Médiocres charges, du reste : les gages du Premier étaient de 1.200 livres, ceux des Conseillers de 400 et deux minots de sel ; le casuel était médiocre, un auteur bien informé l'évalue à 65 livres ; une charge de Conseiller « à vendre par décret, le lundi 22 avril 1771, en l'audience du Parlement de Dombes, à Trévoux, sur les 10 heures du matin » est annoncée dans le journal *les Affiches de Lyon*², comme on ferait d'un fonds de commerce. « Cet office, y dit-on, donne au pourvu la noblesse, transmissible au premier degré ; les gages et émoluments qui y sont attachés produisent annuellement 600 livres. » On n'ajoutait pas que la seule Paulette était de plus de 60 livres ; aussi, je ne serais pas étonné que ce soit le même office dont on annonce pareillement la mise en vente le mois suivant. Cette modicité d'avantages n'empêchait pas les charges d'être occupées généralement par des membres de familles nobles de la Province ou des environs.

Le ressort du Parlement comptait, dit-on, 32.000 âmes, ce qui est vraisemblablement un maximum dans ce pays peu étendu et d'une densité de population très inférieure à l'actuelle. Dans le Palais, situé dans la partie haute de la ville, décoré de fresques, on travaillait peu³ : cinq mois et demi de

¹ Abbé Jolibois, Histoire de la ville et du canton de Trévoux (*Revue du Lyonnais*, 2^e série, V, 1832, p. 279 et seq.).

² N^o 15, 11 avril 1771.

³ Arch. dép. Ain, C 516.

vacances ; au Parlement proprement dit, un jour d'audience et un jour d'entrée à la Chambre par semaine, « dont il ne se trouvait pas un quart qui fût rempli par des affaires ou des jugements » ; à la Chambre des Requêtes, qui jugeait en première instance, deux entrées par semaine « et, le plus souvent, par défaut d'affaires, il en vaquait une des deux ». Parmi ses Archives, extrêmement mutilées, qui sont à Dijon, j'ai consulté son plumitif d'audience¹ : les magistrats étaient assidus, souvent douze présents ; les séances étaient relativement fréquentes, les affaires peu nombreuses. Aussi, les mauvaises langues accusaient ces messieurs de se livrer surtout à la bonne chère : on publia des « usages du Parlement », authentiques ou non, multipliant les amendes d'un dîner. On entrevoit une vie paisible, presque oisive, confortable, manquant un peu de distractions raffinées.

Parmi les membres du Parlement qui en virent la fin, un seulement mérite de nous retenir, le Premier Président Cachet de Garnerans². Il était issu d'une famille de la Bresse, anoblie dans la première moitié du xvii^e siècle, quasiment naturalisée en Dombes, ainsi qu'il se plaisait à le proclamer lui-même³ ; l'office de Premier Président était presque héréditaire dans sa famille, ses ancêtres déjà avaient des terres dans le pays, dont il parlait volontiers. Il était, d'autre part, bien apparenté : sa famille compte plusieurs personnages échevinaux à Lyon, Gravier de Vergennes, intendant d'Auch et neveu du Ministre, était son beau-frère. Lui-même fut Intendant de la Dombes de 1758 à 1782, sans qu'on ait lieu, nous le savons, de s'étonner de ce cumul ; au reste, son intendance ne l'occupait pas beaucoup ; je me suis aperçu qu'il était très souvent à Paris. La tradition veut qu'il ait été d'un naturel violent :

¹ Arch. dép. Côte-d'Or, B² 91, 13.

² Les renseignements sur ce personnage dont la source n'est pas indiquée viennent d'Ardascheff (*les Intendants de province sous Louis XVI*, passim), qui n'est d'ailleurs pas ici exempt de toute erreur.

³ *Revue d'Histoire de Lyon*, novembre-décembre 1912.

on trouve souvent rapportées l'algarade, au moins douteuse, qu'il aurait faite lors de la suppression du Parlement¹ et l'anecdote de son discours sur la modération qu'il aurait interrompu dès le début par un juron; cette réputation n'épargna même pas ses derniers instants et, quand il mourut, en 1787, on dit, à Lyon, que c'était « à la suite d'un accès de colère pour un coup de trictrac² ». J'ai eu entre les mains une partie assez importante de sa correspondance : c'est un administrateur qui connaît bien son département, méthodique, très soigneux, exact et prompt dans ses réponses, sérieux avec un grain d'humour, affable jusqu'à l'inexactitude diplomatique, paraissant posséder la confiance des ministres et de ses administrés; enfin, ce qui n'est pas tout à fait d'accord avec la légende, évidemment meilleur serviteur du Gouvernement que défenseur de la Province et en bons termes avec de Flesselles qu'il était censé avoir gravement insulté.

Comment le Chancelier fut-il amené à supprimer cette Cour désuète et pacifique, dont la personnalité même de son chef garantissait la fidélité? Le Gouvernement donna une raison, ses adversaires en répandirent une seconde, et c'est peut-être une troisième qui est exacte. L'argument gouvernemental fut la proximité du Siège de Lyon et le peu d'étendue du ressort; argument sérieux, plus valable encore pour nous que pour l'Ancien Régime, en somme acceptable. Les adversaires du Chancelier répandirent le bruit, dont l'abbé Jolibois³ se fit tardivement l'écho avec une erreur certaine, qu'il y eut là une vengeance provoquée par des manifestations du Parlement. Sans mettre en doute la possibilité du fait, je dois dire que rien dans les différents registres que j'ai consultés à Dijon⁴ n'indique la moindre trace d'une opposition

¹ Le même propos est prêté dans les mêmes circonstances au président de Brosse (Flammermont, *op. cit.*, p. 474).

² Bibl. mun. Lyon, ms. 805. *Nouvelles générales...*, par M. l'abbé Duret, II, p. 231.

³ *Loc. cit.*

⁴ Voir par exemple aux Arch. dép. Côte-d'Or, B² 86, 12 et B³ 91, 13.

ou d'un retard concerté. Reste la troisième hypothèse : le Gouvernement aurait profité de la circonstance pour détruire le dernier vestige d'une autonomie disparue en 1762 ; ce serait un exemple de la politique d'unification que la monarchie poursuivait volontiers, quand elle n'était pas dangereuse¹.

Quoi qu'il en soit, le sort du Parlement ayant été décidé à Versailles, on agit sans ménagement². Le Parlement était entré en vacances « le lendemain de N.-D. de Septembre », pour jusqu'à la « Veille de la Saint-Martin », c'est-à-dire du 9 septembre au 10 novembre. On dut le convoquer extraordinairement, car la plupart des membres étaient là le 31 octobre. Le Greffier en chef reçut, sans doute la veille, des ordres datés du 24 octobre, lui ordonnant d'être au Palais le 31, à 8 heures et demie, d'exhiber le registre au Gouverneur et à Flesselles, d'y inscrire la commission et l'édit, de dresser l'arrêt d'enregistrement pur et simple, de faire signer, « de ne point désenparer du Palais qu'ils ne lui en aient donné la permission, de faire généralement tout ce qui lui sera par eux ordonné comme si Sa Majesté le lui avait ordonné elle-même, le tout à peine de désobéissance ».

Ces précautions prises, on tint la séance qui devait être la dernière du Parlement. Entrèrent le Comte de Ruffey, « Gouverneur et Lieutenant Général, pour le Roi, de sa Principauté de Dombes », gentilhomme de la province, que l'étude des Archives du département de l'Ain m'a montré fidèle serviteur du Roi, et Flesselles « ... commissaire à ce départi ». L'intervention de Flesselles ne doit pas paraître singulière : on ne pouvait pas charger de la mission l'Intendant de Dombes et

¹ On peut remarquer que La Michodière prévoyait cette suppression dès 1762, cf. *supra*, p. 38. Il faut comparer la désinvolture présente avec les précautions prises à Douai, dans une province plus importante et plus remuante, cf. l'Edit de création d'un C. S. à Douai, in Flammermont, *op. cit.*, p. 446-7.

² Les documents utilisés pour cet épisode sont : Arch. dép. Côte-d'Or, B² 86, 12, f^o 685 et seq. qui est le plus complet ; Procès-verbal de la séance de M. le comte de Ruffey... (B. M., 125364) et Edit portant suppression du Parlement de Dombes (*ibid.*, 125365).

j'ai pareillement vu, lors des événements de 1788, des Intendants agir ainsi dans le Sud-Ouest, hors de leur généralité avec une commission spéciale. Puis entrèrent les Conseillers ; de Ruffey présenta sa commission du 24 octobre, précise et impérative, lui ordonnant de faire enregistrer « purement et simplement, sans aucune remise » et sa lettre de créance du même jour. Elles furent enregistrées, après réquisitoire du Procureur Général de Messimy « du très exprès commandement du roi ». Ruffey donna alors la parole à Flesselles. Celui-ci se leva, salua, rappela les vues supérieures du Gouvernement, escompta la soumission des magistrats à un maître dont ils éprouveront « avec reconnaissance les bienfaits », et fort habilement termina ainsi : « Vous continuerez à jouir de tous les droits et privilèges attachés à vos offices ; vous aurez sans doute à regretter de ne plus être à portée de donner des preuves de votre zèle, mais il vous restera des témoignages honorables de vos services, qui attesteront à la postérité que vous fûtes utiles à votre Roi et à votre Patrie. » Puis on lut l'édit ; le Procureur dit quelques mots ; Flesselles prononça l'enregistrement. Les portes furent ouvertes, l'édit lu publiquement ; le public se retira, suivi des membres de la Cour. Je ne sais pas à quel moment il faut placer les paroles que la tradition¹ prête à M. de Garnerans, que son premier devoir était d'obéir aux volontés de son souverain « quel que fût l'organe par lequel il lui plut de les lui faire signifier ». En tout cas, il est faux qu'il sortit en tête des Conseillers, comme on le dit, de sorte que son mot au valet, s'il a été prononcé, ce dont je doute, ne le fut que plus tard. Le procès-verbal fut, en effet, dressé et signé par de Ruffey, de Flesselles, de Garnerans et de Messimy, comme j'ai toujours vu faire en pareille circonstance. Enfin Ruffey remit au Greffier un ordre du Roi de fermer sur-le-champ les portes du greffe et de veiller à la conservation des papiers, et au concierge du Palais de n'y laisser entrer personne jusqu'à

¹ Abbé Jolibois, *loc. cit.*

nouvel ordre. Il n'y eut d'ailleurs aucune tentative de résistance ou de protestation : j'ai l'impression que tout était arrangé d'avance.

Quant à l'édit de suppression, il commençait par un préambule « ...La petite étendue de son territoire ne fournit presque aucune occupation à nos officiers et la proximité de notre C. S. de Lyon a fait évanouir l'intérêt que les peuples de la Dombes avaient à le conserver ». En six articles, on donnait des garanties aux officiers, les matières relatives au Domaine au Parlement de Paris, certaines affaires financières à la Chambre des Comptes de Paris, d'autres au Bureau des Finances de Lyon, le C. S. ayant « les matières tant civiles que criminelles, dont notredit Parlement connaissait à titre de Parlement et de Cour des Aides », et l'appel des juridictions qui ressortissaient au Parlement de Dombes. Singulière simplification, d'autant plus qu'il ne faut pas oublier que le Parlement servait en même temps de Sénéchaussée, de sorte que, une fois de plus, le C. S. allait être juge de première instance et d'appel, et cela pour les mêmes affaires ! On peut trouver dans cette série de maladresses une présomption pour le caractère politique de la suppression. En tout cas, on prit soin de rassurer les habitants de la Dombes contre une atteinte nouvelle portée à leurs privilèges ¹. Le 15 décembre, le Roi donna des Lettres Patentes ² qui promettaient très explicitement que les habitants de la Principauté seront soumis aux mêmes charges fiscales que par le passé, « ne voulant pas que nos sujets de ladite Principauté se trouvent assujettis à de nouveaux droits, impositions et contributions sans un examen particulier, et en connaissance de cause ».

Quant aux officiers, il y en avait 30 en exercice et 9 hono-

¹ Il est même remarquable qu'on attendit assez longtemps pour donner des édits qui, sur des questions diverses, assimilaient la Dombes au reste du royaume et qui furent enregistrés par le C. S. le 28 novembre 1772.

² Lettres Patentes portant que la Principauté de Dombes continuera... (B. M. 118377).

raires ; on leur donna de bonnes paroles, des satisfactions d'amour-propre..., et des promesses d'indemnisation. Deux, il est vrai, eurent tout de suite mieux, ce qui confirmerait mon hypothèse d'un concert préalable entre les exécuteurs de la volonté du Roi et les chefs du Parlement. Cachet de Garnerans ayant demandé ¹ le 16 janvier 1772 au Secrétaire d'Etat Bertin, qui s'occupait de la Dombes, que le logement qu'il avait en qualité de Premier Président lui soit conservé, il lui fut répondu, dès le 24, que le Roi le lui accordait. Quelque temps après, 26 avril, Bertin lui annonça que le Roi lui avait laissé les 2.000 livres de pension qu'il avait, et converti en pension ses 900 l. de gages ², en même temps qu'il faisait savoir à l'ancien Procureur Général Messimy que le Roi lui avait conservé la pension de 600 l. attachée à sa place.

Les autres demandèrent au moins des satisfactions platoniques. Ils sollicitèrent, par l'intermédiaire de leur ancien Président, « des Lettres Patentes semblables à celles qui ont été accordées aux officiers supprimés du Parlement de Douai ». Bertin répondit à de Garnerans de s'adresser aussi au Chancelier, ce qui fut fait au début d'août. Il résulta de tout cela que, par Lettres Patentes du 15 août ³, le Roi confirma la « marque de la satisfaction que (lui) avaient donné leur zèle et leur fidélité », c'est-à-dire les « honneurs, exemptions et privilèges attribués aux offices dont ils étaient pourvus » etc... Le Parlement de Paris, tout docile qu'il fût, trouva à critiquer dans ces Lettres. On aimerait à croire qu'il prit la défense de ses anciens confrères, injustement spoliés. En tout cas, le 29 août, Basset, un des Conseillers à la Grand'Chambre particulièrement haï des pamphlétaires, et qui fait ici un singulier métier,

¹ Cette lettre et les suivantes sont connues par l'analyse très brève qui est dans « l'Inventaire de la correspondance de M. Bertin... » (A. N., E 3701).

² Un peu plus tard (25 juillet), il remercie pour la protection que le ministre a accordée à son fils. Je ne sais d'où vient la différence avec le chiffre cité p. 106.

³ Edit portant que les officiers titulaires et honoraires... (B. M., Lyon, 118402).

avertit ¹ Bertin que le Parlement de Paris doit faire des observations sur les Lettres Patentes ; d'abord, on le rassure un peu dédaigneusement. Mais il insiste et, le 13 septembre, demande un rendez-vous pour conférer avec le ministre à ce sujet, rendez-vous qui lui est accordé. J'ignore ce qu'il en sortit ; ce qu'il y a de sûr, c'est que ces Lettres Patentes bien inoffensives ne furent enregistrées qu'après un délai anormal, le 22 décembre.

Cependant, il fallait bien en venir au côté financier de la question. Le Parlement avait des dettes, car de Garnerans écrivit un mémoire sur « les arrangements pour le paiement des arrérages dus par l'ancien Parlement de Dombes », au sujet duquel on le renvoya ² au Contrôleur Général, le 23 août. Quant aux officiers, les satisfactions verbales prodiguées par le Roi ne pouvaient pas leur suffire. Il fallait qu'on liquidât leurs offices, conformément à l'équité et à l'article XXVII de l'édit de février 1771 sur l'évaluation des offices. Ils furent compris dans la Déclaration royale du 22 mai 1773³, dont nous parlerons plus longuement à propos de la Cour des Monnaies. La finance de leurs offices, sur laquelle on leur servirait cinq pour cent d'intérêt à partir de janvier 1774, devait être remboursée grâce à un versement annuel de 160.000 livres, dont 100 par le Roi et 10 par la Dombes ; mais à l'instar de ceux du Mâconnais ⁴, les habitants de la Dombes se plaignirent et virent leur contribution ramenée à 7.000 livres par les Lettres Patentes du 22 mai 1774 enregistrées au Conseil Supérieur en juillet ⁵. Le Roi faisait volontiers des largesses aux dépens des autres. Les malheureux officiers de Dombes, en particulier, virent encore reculer l'échéance du remboursement qui ne devait primitivement

¹ A. N., E 3701.

² *Ibid.*

³ Déclaration du roi... (B. M., 125426. A. N., X^{1b} 9760 et 9767).

⁴ Cf. *infra*.

⁵ A. N., X^{1b} 9768.

arriver pour les plus favorisés que le 1^{er} janvier 1784 : ils formaient, en effet, la troisième classe du tableau général. L'office le plus cher était celui du Greffier 28.400 l., puis de l'Avocat Général 28.000 ; ceux des Conseillers variaient de 10.500 (office de Conseiller-Clerc acheté en 1761) à 25.000, la plupart dépassant 20.000 l. ; celui de Substitut n'était que de 7.000 et celui de Premier Huissier de 1.100. Au remboursement individuel était ajouté celui des finances communes 27.000 l., qu'on avait donc saisies¹. Rien ne me permet d'affirmer que le premier sou ait jamais été versé.

II

J'ai dit combien l'édit de suppression du Parlement de Dombes paraissait rédigé avec une légèreté qui ne peut s'expliquer que par le désir d'enlever tout Tribunal particulier à la Principauté, sans augmenter les attributions de la Sénéchaussée de Lyon. Les inconvénients du système ne tardèrent pas à se faire sentir et, dès la fin de 1771, on se préoccupa de réorganiser un Tribunal dans la Dombes. Je ne serais pas étonné que ce soit de Garnerans lui-même, qui ait rédigé le projet d'édit, car le 8 janvier, il dit « qu'il a reçu l'édit pour établir une Sénéchaussée à Trévoux et les observations qui ont été faites » et renvoya ces pièces avec un nouveau projet d'édit. Celui-ci fut publié le même mois, enregistré au Parlement le 22 et au Conseil Supérieur le 28² : on ne perdait pas de temps. Le Roi, oubliant ce qu'il avait ordonné naguère, disait que la suppression du Parlement de Dombes exigeait « un nouvel ordre pour l'Administration de la Justice », la disparition de la Chambre des Requêtes ayant « fait cesser tout exercice de justice », aveu peu aimable pour le Conseil Supérieur. Pour rester fidèle à la politique de simplification,

¹ A moins qu'il ne s'agisse de dettes du Parlement.

² Edit du roi portant création d'une Sénéchaussée à Trévoux (Bibl. mun., Lyon, 125379).

on annonçait la suppression des Bailliages de Thoissey et Chalamont — en réalité, leur remplacement par des Châtelaneries ¹ — et du Châtelain de Trévoux. On créait, dans cette ville, une Sénéchaussée, ressortissant au C. S. de Lyon. Le Grand Sénéchal en était Leviste de Montbriand, qui avait sollicité cette place vers la mi-janvier ². Il devait y avoir 10 officiers qui prêteraient serment à Lyon et seraient installés par un Commissaire désigné par la Cour de cette ville. L'édit n'était pas encore enregistré, qu'il y avait déjà des solliciteurs. Gémeau, qui devait être Lieutenant Général, se fit recommander par de Ruffey et écrivit lui-même pour se plaindre que de Garnerans l'eût desservi auprès du Ministre, qui répondit que Garnerans — décidément consulté sur tout — avait « au contraire, en tout temps, dit tout le bien possible » de lui.

Il ne restait plus qu'à garnir et installer le Tribunal. Dès le 23 janvier, de Flesselles demanda des ordres pour révoquer ceux donnés jadis au Greffier et au Concierge. Ils furent envoyés. Le P. G. requit, le 8 février ³, que, les Officiers de la Sénéchaussée ayant prêté serment devant le C. S., il n'y avait plus qu'à les installer ; qu'en conséquence, on désignât un Conseiller pour aller, avec son Substitut, procéder à l'installation et éventuellement recevoir les serments non prêtés, ce qui nous laisse deviner qu'il restait des vides à combler. On désigna de Nervo. Il fit diligence et, assisté de Varenard, le 11 février, s'acquitta de sa mission avec tact et adresse ; il nous en a laissé un procès-verbal détaillé ⁴. La Sénéchaussée fut, pour ce jour-là, au complet : le Lieutenant Général, 5 Conseillers, 1 Avocat et 1 Procureur du Roi, 1 Substitut, 1 Greffier. Serments, messe solennelle, retour au Palais au milieu d'une grande affluence ; Varenard fit un long discours,

¹ Ces offices furent pourvus à la requête du P. G. du C. S. (A. N., X^{1b} 9765 et 9766).

² A. N., E. 3701, ainsi que les lettres suivantes.

³ A. N., X^{1b} 9765.

⁴ Il se trouve, évidemment par erreur, à X^{1b} 9768.

étant remonté au temps où les Rois rendaient eux-mêmes la justice ; de là, il tira et exposa avec précision la théorie de la justice retenue, puis en vint à la Dombes, paraphrasa le préambule de l'édit de suppression du Parlement, rendit hommage à la soumission des habitants et, par cette transition dont je lui laisse la responsabilité, que la Dombes avait formé « des vœux pour que Sa Majesté la réunît au Conseil Supérieur de Lyon plutôt qu'à toute autre Cour », put placer un éloge intempérant de la sienne. Il parla enfin de la création de la Sénéchaussée, de la réunion à ce tribunal de l'Election et de deux Bailliages, eut des paroles aimables pour Trévoux et pour les nouveaux Magistrats, fit le rapprochement à la mode à cette époque de nouvelle faveur accordée aux dévots : « Les bons juges, comme les bons ministres de la religion, sont les plus précieux dons du Ciel ; les uns et les autres ont la première influence sur les mœurs et conséquemment sur le bonheur public » ; et termina par un portrait, à la vérité assez banal, du bon magistrat. Là-dessus, enregistrement d'édits et allocution de de Nervo, plus courte et plus fine que la précédente. Il fit l'éloge du Roi, du Gouverneur, eut un mot aimable pour la « Cour de justice respectable » qu'on avait dû supprimer et pour le « Sénat de la seconde ville du Royaume », pour le Sénéchal, les nouveaux Officiers et les anciens, et finit sur une petite mercuriale : « Ne perdez pas de vue ces deux obligations principales, soumission et fidélité à notre monarque, justice à ses sujets... » Après de nouvelles prestations de serment, la séance fut levée à 1 heure.

Le lendemain, au Greffe, de Nervo fit remplir onze caisses, « dans lesquelles, avec beaucoup de hâte et sans ordre furent jetés les registres et les minutes ¹ » ; cela montre qu'on ne s'était pas pressé d'opérer le transfert parce que, sans doute, on avait considéré la réunion au C. S. comme provisoire. On laissa, sur sa demande, quelques papiers à l'ancien Syndic et,

¹ Lettre du greffier, 10 février 1774 (Arch. dép. Ain, C. 542).

après avoir fait un procès-verbal incomplet, on ferma une armoire avec deux clefs, dont le Lieutenant Général eut une et le Procureur l'autre, ce qui devait amener de désagréables mésaventures¹. Les Commissaires firent ensuite une visite aux prisons, où le pain fut trouvé de bonne qualité, mais la paille insuffisante, n'étant renouvelée qu'une fois par mois ; les prisonniers se déclarèrent satisfaits, le geôlier moins et demanda que ses cent cinquante livres de gages fussent augmentées. Enfin, on alla à l'Hôpital où l'ancien Procureur Général reçut les Lyonnais qui installèrent le Lieutenant Général et le Procureur du Roi, membres nés du Bureau, examinèrent les registres qui étaient « dans le meilleur ordre » et les comptes, parcoururent les salles où, sur trente-quatre lits, vingt-huit étaient remplis et trouvèrent les malades et les sœurs également satisfaits. Après cela, les Commissaires purent rentrer. Tout le monde était content, on pouvait croire le Parlement oublié — il semble qu'il en était bien ainsi — et le nouveau Tribunal prêt et décidé à fonctionner régulièrement. Le C. S. s'aperçut, dans la suite, qu'il en était différemment.

On dut, d'abord, bientôt reconnaître qu'on avait, encore une fois, agi avec légèreté : il fallut « réparer une bévue² », celle de l'article II de l'édit de création qui renvoyait toutes

¹ Les papiers furent transférés à Lyon le 16 février par les soins et sous la conduite du Procureur du Roi et mis en rayons le 11 mai. Au mois de décembre 1773, on n'avait encore pas fait le tri ; comme il fallait les déplacer pour des travaux, on jugea plus commode de les renvoyer à Trévoux, d'autant plus que la salle où ils étaient renfermés était humide et pleine de rats. On dut donc garder ceux qui intéressaient le Bureau des Finances de Lyon et laisser à Trévoux le soin d'extraire ceux à envoyer au Parlement et à la Chambre des Comptes de Paris. On ne parle pas de ceux que le C. S., héritier du Parlement de Dombes, dut garder (A. N., X^{1b} 9767). En tout cas, ces tribulations, qui n'étaient pas les dernières, contribuent à expliquer le fâcheux état de ces archives (rien à Bourg ni à Lyon, peu de choses à Paris et Dijon). Le plus fort, c'est que le 10 juin 1774 on n'avait encore rien renvoyé ; on reconnut alors qu'on ne pouvait pas extraire les papiers revenant au Bureau des Finances ; on se décida à renvoyer le tout, en répartissant le contenu de la onzième caisse dans les dix autres ! Les papiers arrivèrent à Trévoux le 20 : il était temps.

² *Journal Historique...*, III, p. 106.

les causes d'appel au C. S. « Les peuples de notre pays et Principauté de Dombes, dit le préambule de Lettres Patentes du 22 mars¹, se trouveraient privés du secours que leur offre le Siège Présidial de Lyon pour les appels qui sont de nature à pouvoir y être jugés. Le recours à ce Tribunal devient néanmoins d'autant plus nécessaire que notre C. S. de Lyon, déjà saisi d'une multiplicité d'affaires, pourrait difficilement remplir nos vues, qui tendent à procurer la justice la plus prompte. » En conséquence, tous les cas présidiaux durent être relevés au Présidial de Lyon Il y eut aussi des actes royaux en souffrance qu'il fallut faire enregistrer après coup², et des mesures à prendre pour régulariser l'exercice des offices ministériels. A ce propos, la Sénéchaussée, encore toute nouvelle, montra d'une façon curieuse qu'elle entendait défendre les traditions de la Province — à laquelle une partie de ses membres était étrangère — et ne pas être une assemblée de muets³. Le C. S. ayant rendu un arrêt le 11 avril, relatif aux « protocoles et minutes des Notaires de la Principauté de Dombes, qui sont décédés, même des Notaires qui n'exercent plus les fonctions de leurs offices », la Sénéchaussée, avant d'enregistrer, fit, le 5 mai, six observations, fondées sur deux édits antérieurs et sur la pratique courante. Ce qui est à noter, c'est que, fort sagement, le C. S., naguère si impérieux vis-à-vis des tribunaux inférieurs qui lui tenaient tête, jugea cette fois « convenable d'adopter (ces représentations) en partie ». En conséquence, un arrêt du 17 juin régla le dépôt de ces minutes et protocoles à la Chambre Syndicale des Notaires, à Trévoux, sous le contrôle de la Sénéchaussée et « sans frais ».

Quant au nouveau Tribunal, qui avait commencé par solli-

¹ Lettres Patentes du Roi pour le Siège de Dombes. Bibl. mun. Lyon, 118390.

² A. N., X^{1b} 9768 à la date du 24 avril 1774.

³ Les pièces sont : Arrêt du C. S. (B. M., 118400) et A. N., X^{1b} 9766 à la date du 17 juin 1772.

citer la protection du Ministre Bertin ¹, j'aurais voulu savoir quelles avaient été son activité, sa sagesse et la confiance qu'on lui accordait, puisqu'il était le véritable filleul de notre Conseil Supérieur. Malgré l'obligeance de M. le Greffier du Tribunal Civil de Trévoux, en possession de qui sont restées ses Archives, j'ai dû renoncer à les découvrir dans des piles de papiers de toutes les époques entassés pêle-mêle dans un grenier obscur ². Tout ce que je sais, c'est que les choses n'allèrent pas toutes seules, car, un an après son installation, 19 février 1773, la Sénéchaussée reconnaissait ³ « le désordre et la confusion qui règnent aux audiences, souvent occasionnés par les débats et contestations entre les Avocats et Procureurs sur l'octroi ou le débouté des renvois demandés des causes ». Elle fit donc, pour la tenue des audiences, un règlement en douze articles, fort sage et fort précis, qui laisse supposer qu'avant régnait une aimable anarchie. Le règlement, présenté au C. S., fut homologué sans discussion.

Les difficultés devaient venir d'une autre question, celle du personnel. On avait bien trouvé des figurants pour la cérémonie d'installation ; mais bientôt, il fallut déchanter. Ce fut le jour où l'on demanda aux nouveaux Officiers les finances de leurs offices, car on sait que, par une mesure aussi illogique que malheureuse, mais trop bien d'accord avec les procédés de l'Ancien Régime, on n'avait aboli la vénalité des charges que dans les Conseils Supérieurs ⁴. En exécution d'un rôle arrêté au Conseil Royal des Finances, le 6 avril 1772, l'office de

¹ Lettre de Gémeau (L. G.), Jaquet (P. du R.) et Farbot, doyen, 14 février 1772 (A. N., E. 3701).

² Il serait à souhaiter que ces papiers soient transportés et classés à Bourg, car ils paraissent, en particulier pour l'époque révolutionnaire et impériale, renfermer des documents intéressants.

³ A. N., X^{1b} 9766.

⁴ L'exposé suivant est fait d'après un certain nombre de lettres échangées du 30 octobre 1774 au 20 novembre 1775 à propos de la réintégration des Farbot et qui sont aux Arch. dép. Ain, C. 542.

Lieutenant Général fut taxé à 7.000 l., celui de Greffier à 6.000, ceux d'Avocat et Procureur du Roi à 1.500, ceux des cinq Conseillers à 500, et celui de Substitut à 300. On voit qu'on pouvait, à bon compte, avoir une charge dans le nouveau tribunal. Or il faut croire que le placement était de valeur médiocre, ou que les gens aisés — il y en avait peu dans la Dombes — se tinrent volontairement à l'écart, car seuls le Lieutenant Général, le Greffier et deux Conseillers acquittèrent la taxe sur le pied de laquelle, dit plus tard le Greffier, « les Officiers ci-dessus ont été admis depuis au paiement du droit de centième denier, tenant lieu de l'annuel, sans qu'il leur ait été attribué aucun gage ». Aussi, on comprend que les trois autres Conseillers aient démissionnés plutôt que de payer ou se soient simplement abstenus de venir au Siège ¹. L'un d'eux, Antoine Farbot, qui avait été vingt ans Procureur et cinq ou six Avocat, prétendit, plus tard, qu'il avait démissionné à cause de ses démêlés avec le Procureur du Roi ; en réalité, quand on lui avait parlé de la note à payer, il avait répondu au Lieutenant Général « avec un ton d'humeur » qu'il préférerait démissionner. Il fallut donc se priver de lui, malgré « sa probité, ses lumières connues » ; l'affaire dut traîner, car il siégeait encore au début de 1773 ; il cessa de le faire dans la suite. Quant à son frère Martin, un instant Substitut, il quitta aussi le service, sans doute pour la même raison ; mais ce qu'il y a de piquant et montre une fois de plus ce qu'il y eut de hâtif dans la constitution des nouveaux tribunaux, c'est qu'on ne sait pas comment il y était entré : l'Intendant raconta plus tard que, sur le projet d'édit de création qui lui avait été communiqué, il n'était question ni de Substitut, ni de Martin Farbot, ignorant comment ce changement s'est glissé dans l'expédition. Le doste était tout à fait inutile ; les Avocats le virent d'un très

¹ Ce qu'il y a d'amusant c'est qu'à la fin de 1774 l'Intendant ne sait ni la valeur de la finance — il croit que c'est 1.200 l. — ni ceux qui l'ont payée (lettre du 9 novembre).

mauvais œil occupé par un Procureur non gradué, que de Garnerans estime « comme un sujet médiocre sur toutes sortes de facultés, et dont la réputation n'est jamais sortie de l'obscurité » ; enfin il ne méritait, à aucun égard, une exception à la règle d'incompatibilité entre les fonctions publiques et l'état de Procureur ou Notaire qu'il voulait qu'on violât pour lui. Ainsi la malheureuse Sénéchaussée, après un si brillant début, dut fonctionner avec un Lieutenant Général, deux Conseillers et un Procureur du Roi, car j'ai de fortes raisons de croire que l'Avocat du Roi, brouillé avec le Procureur, n'eut pas paraître souvent. Le C. S. et le Ministère fermèrent prudemment les yeux.

Il fallut cependant les rouvrir devant un scandale menaçant. Il y avait déjà eu un autre scandale, dont le nouvel ordre de justice ne pouvait être en aucune façon rendu responsable : les malversations, les escroqueries et la fuite du Receveur des Consignations en Dombes, Guillaume-Michel de Romanans¹. Le C. S. s'occupa² avec une louable célérité de ne pas laisser la place en souffrance. De Romanans ayant fui le 6 mars, le P. G. exposa, avant le 12, qu'il était important de « commettre quelqu'un à l'exercice de la charge et à la sûreté des dossiers ». Il ne s'agissait que d'un administrateur provisoire³, car je ne vois pas de quel droit la Cour aurait pourvu quelqu'un d'un office : le fait de désigner un intérimaire au lieu et place du tribunal local est déjà assez singulier. Le Procureur ne se contenta pas de demander « qu'il plût à la Cour commettre telle personne qu'il lui plaira choisir, dont l'état et la fortune puissent répondre de la solvabilité », mais encore, avec la manie de réglementation et de contrôle que nous relèverons si souvent, il détermina la forme du serment, la caution, la procédure

¹ Cf. *infra*, ch. VII, IV.

² Arrêt du C. S. qui commet... (B. M., 118393).

³ En effet, Tabariez, qui avait été commis par le C. S. sollicitait de Bertin, le 1^{er} juin, après la condamnation de Romanans, la charge de Receveur des consignations en Dombes (A. N., E. 3701).

de remise des pièces et, ce qui était sans doute une prétention peu défendable, demanda que chaque année, en janvier, fût fourni un « état abrégé de la recette et dépense entre les mains du P. G., pour être par lui requis ce que de raison ». La Cour n'hésita pas devant cette sorte de tutelle, rendit un arrêt conforme et commit à l'exercice de la charge Tabariez, Receveur des tailles à Trévoux.

Mais l'affaire vraiment grave, parce qu'elle compromettait la nouvelle magistrature, fut l'affaire Jaquet¹. Sans entrer dans les détails, bien savoureux cependant, et utiles pour faire connaître la vie et les procédés d'un magistrat dans une petite ville du XVIII^e siècle, voici ce qui intéresse plus directement notre sujet. Jaquet, né à Lons-le-Saulnier, avait été Officier du Bailliage de cette ville où il épousa la fille d'un ancien Greffier. Quand on dut former la Sénéchaussée de Trévoux, il fut, je ne sais comment, présenté par le Gouverneur de Ruffey et par de Flesselles, d'ordinaire mieux avisé, et agréé par le Chancelier. Cachet de Garnerans n'avait pas été consulté, mais, averti par le ministre Bertin, il s'informa à Lons-le-Saulnier d'où il reçut des « renseignements on ne peut pas moins favorables » sur cet homme, chez lequel on ne devait pas « admettre même la plus grosse probité ». Jaquet, cependant, vint à Trévoux, figura à la séance d'ouverture et exerça son office sans exciter pendant longtemps de plaintes formelles, bien qu'un Conseiller, qui s'était brouillé avec lui et dont le témoignage est suspect, ait prétendu plus tard qu'il encourait depuis déjà longtemps « les reproches du public, qui, de cet Officier, rejaillissaient sur le Siège entier ». D'après ce qu'on sut dans la suite, il est peu vraisemblable que des murmures ne se soient point fait entendre. Mais Jaquet s'arrangea pour que rien n'éclatât, servi par la protection de de Ruffey, dont il était devenu le familier et, il faut bien le dire, ou par l'ignorance, à laquelle je crois peu, du Premier Président et du P. G. du C. S., ou

¹ Toutes les pièces, très nombreuses, sont aux Arch. dép. Ain, C. 542.

plutôt, comme il apparut dans la suite, par leur désir d'empêcher le scandale d'éclater, de couvrir un Officier fidèle et actif et de ne pas troubler un tribunal dont on avait déjà tant de mal à assurer l'existence. Mais, à la fin de 1773, il fut impossible de maintenir plus longtemps les choses en l'état. Peut-être Jaquet, qui paraît bien en définitive avoir été un maître fripon, avait comblé la mesure; certainement, il y eut contre lui un véritable complot, qui se décèle à l'exagération même de certains griefs, complot dont l'âme fut le Subdélégué de Trévoux, Janet, homme dévoué, honnête et médiocre, qui convoitait la place, et dont, avec beaucoup plus de modération, Cachet de Garnerans, fidèle à ses préventions qui perçaient malgré les formules de politesse de la correspondance officielle, se fit l'auxiliaire. Mais à aucun moment on n'attaqua la création du C. S. et du Chancelier; à ma connaissance, même les polémistes parlementaires ne surent pas s'emparer de ce Goëzman de province, infiniment plus vulnérable que le vrai. On voulait seulement se débarrasser d'un magistrat suspect et détesté. L'attitude de ses supérieurs lyonnais n'en est que plus regrettable.

Nous connaissons les événements à partir du 7 janvier 1774 où Janet fait parvenir à l'Intendant de Dombes — dont la résidence habituelle est Paris — une véritable dénonciation. Désormais, les plaintes vont s'accumuler. On releva d'abord l'attitude du Procureur lors de la saisie et de la pose des scellés ordonnées contre une imprimerie de Trévoux à cause d'une contrefaçon, où il accusa nettement Cachet de Garnerans d'être intervenu contre l'imprimeur. Puis ce fut l'affaire la plus grave, celle de détournement d'objets confiés à la garde du Procureur : objets d'argent pris lors de la saisie opérée chez de Romanans après sa fuite et sceaux d'argent du Parlement de Dombes laissés dans l'armoire dont il a été parlé lors de l'installation de la Sénéchaussée, que Jaquet, avec la complicité difficile à nier du Lieutenant Général et celle probable du Greffier, fit fondre par un orfèvre de Trévoux, dès le 9 mars

1772 : il en tira plus de 5 marcs d'argent qui lui furent payés comptant, si j'ai bien lu une écriture très difficile, cinquante et une livres le marc¹.

Les dénonciations s'adressèrent à d'autres qu'à l'Intendant : en janvier, le P. G. de Lyon convoqua dans son cabinet le Lieutenant Général, l'orfèvre et un Procureur. Mais il me semble que dès ce moment il n'avait pas grande envie d'être éclairé et aurait préféré que l'affaire s'arrangeât ; d'ailleurs le Lieutenant Général et quelques autres, comme dit le bon orfèvre, « firent tous les cinq sens de nature pour justifier le sieur Jaquet sur cet objet comme sur bien d'autres... ». De nouvelles accusations, en effet, peut-être plus lourdes encore à nos yeux, s'accumulaient : toutes les rancunes locales se donnaient cours, réunissant, prétendit-on, jusqu'à soixante chefs d'accusation. Jaquet aurait abusé constamment de ses fonctions, se faisant donner à maintes reprises de l'argent pour arrêter des poursuites, même par une pauvre femme qui dut l'emprunter, opérant des saisies illégales et des arrestations arbitraires, extorquant des sommes relativement élevées sous prétexte d'arranger une affaire, retenant deux liards par jour aux prisonniers de Trévoux, détournant des pièces après un décès et cherchant à se les faire payer, etc. On fouilla aussi dans son passé : on réunit des griefs venant de Lons-le-Saulnier (huit chefs d'accusation de vol ou détournement), on y joignit l'histoire d'un vol commis à Paris, chez M. de Ruffey et de l'escroquerie d'une boîte d'or et d'une bague de prix chez Falconnet, clinqualier (*sic*), près du Palais-Royal, à Lyon, qui furent trouvées dans sa poche, histoire dont Falconnet et un aubergiste « battent la moutarde publiquement et le disent à tout venant ». De tout cela, et nommément des deux dernières affaires, le P. G. était informé, sans que rien ne m'ait témoigné qu'il s'en soit ému.

¹ Ce qui est, d'ailleurs, bien payé, car, vers le même temps, de la vaisselle d'argent est évaluée à Lyon sur le pied de 48 l. 10 s. le marc.

Cependant la situation de Jaquet paraissait menacée car, dès le 7 février, Janet posa sa candidature, commençant une campagne plus active qu'habile, qui devait durer longtemps et, je crois, ne pas réussir. Jaquet se défendait; il partit à Lyon avec sa femme, dut voir le P. G., porta contre ses accusateurs, au moins le bruit en courut, une plainte qui fut refusée par la Sénéchaussée et par le C. S., pendant que le Lieutenant Général et le Greffier cherchaient, avec plus de succès, à se disculper. Jaquet revint donc à Trévoux vers la mi-février, toujours impuni; le Gouverneur, maintenant renseigné — mais qui paraît un homme faible — ne lui ferma pas complètement sa porte « à cause de sa femme et de sa famille », se bornant à dire qu'il demanderait un exemple si le Chancelier ou de Flesselles lui écrivait à ce sujet; mais on ne paraissait pas désireux d'être renseigné en haut lieu. Aussi Jaquet avait beau jeu de se donner pour une victime d'« ennemis trop connus » et d'« esprits faibles », annonçant qu'il irait lui-même trouver le Chancelier.

Enfin, Flesselles s'occupa de l'affaire — pour l'étouffer. Le 26 mars, de Paris, il écrivit à Cachet de Garnerans, qu'il avait vu quelques jours avant : « Je crois, Monsieur, que vous préférerez de faire proposer indirectement à M. Jaquet de se défaire de sa charge de Procureur du Roi plutôt que d'ouvrir une correspondance vis-à-vis de lui, qui donnerait lieu à des mémoires sans fin; je suis persuadé que, puisque vous avez la bonté de vous en occuper, cela prendra incessamment la forme que nous devons tous également désirer pour le bien public. » Mais on prit les voies les plus indirectes, ou peut-être Flesselles lui-même — ce qui ne serait guère correct — en parla à Janet, qui en parla à de Ruffey, qui en parla à Gêmeau et à la femme de Jaquet, qui en parlèrent à Jaquet. A quoi Jaquet répondit qu'il irait bientôt à Paris « pour s'y faire blanchir », tout en cherchant à vendre son office, dont on lui offrait 7.500 et 8.000 l., alors qu'il n'en rapportait que 600, encore grâce à « de ces casualités multipliées qui causent

des larmes et des regrets, et même de la sensibilité aux instrummenteurs ». Fin mars, Jaquet dit lui-même « que M. de Flesselles et M. Pulligneu ont pris seuls, sous leurs bonnets, de vouloir l'obliger, par ces menaces, de quitter son office ». Nous pouvons trouver aujourd'hui que c'était manquer à leur devoir; Jaquet pensa, lui, qu'il se tirerait d'affaire à Paris, près du Chancelier, dont on se demande, d'après certains propos, s'il était au courant, et près du Contrôleur Général avec lequel il se proposait de conférer « sur les abus dans le régime de la Principauté ». Il partit donc furieux. Flesselles, toujours à Paris, en fut averti et, perdu déjà au milieu des intrigues qui s'entrecroisaient pour la succession et des mensonges universels, décida d'attendre et finit par dire qu'il ne se mêlerait de rien, pendant que Cachet de Garnerans, avec une constante politesse, donnait de bonnes paroles à tous les candidats, dont plusieurs s'autorisaient de de Ruffey. La prétendue simplification de 1771-1772 en arrivait à faire dépendre une nomination de l'influence du Gouverneur de la Dombes, de son Intendant et de celui de Lyon, en sa qualité de Président du C. S., les rapports entre ces trois personnages étant rares, presque toujours écrits (encore est-il remarquable que de Ruffey et de Garnerans ne correspondent pas directement) et sans caractère ni protocole officiels. Un homme adroit pouvait profiter de cette déplorable situation: Jaquet n'y manqua pas, écrivit de Paris à de Garnerans pour se disculper, lui annonça qu'il viendrait le voir, ne vint pas, dut voir le Chancelier, enfin mis au courant par de Flesselles, et, fin avril, publia qu'il allait rentrer à Trévoux « avec tous les honneurs de la guerre, (ayant) fait sa paix avec le Chancelier ». En fait, il se vantait: Maupeou n'était entré avec lui dans aucun détail et lui avait seulement dit de s'en retourner. Le Gouverneur le mit en quarantaine et les Officiers du siège, sans doute dès avant son voyage, lui interdirent ses fonctions, « en lui refusant les entrées du Palais jusqu'à ce qu'il se fût lavé »; mais, comme le dit plus tard Cachet de Garnerans, « il n'y a

eu aucune procédure » et il est inconcevable que tout soit resté en souffrance au C. S., dont au moins le Premier Président et le P. G. n'ignoraient rien. Aussi, tandis que Jaquet continuait à se moquer de tout le monde, on en était encore, le 1^{er} août, à intriguer auprès de de Flesselles pour une succession qu'on ne voulait pas ouvrir. Il fallut attendre la chute de Maupeou et la restauration des Parlements pour qu'on se décidât à agir. Fin octobre, le Garde des sceaux, Miromesnil, qui avait, je pense, trouvé le dossier de l'affaire, et un dossier bien incomplet, demandait à Cachet de Garnerans « à titre de confiance » ce qu'il pensait de Jaquet. L'Intendant, après avoir pris le temps de se renseigner, conclut avec une netteté dont il aurait été désirable qu'il donnât des preuves plus tôt, que Jaquet était « un de ces sujets essentiellement et habituellement mauvais, qui doivent être écartés des fonctions publiques et qui doivent être trop heureux d'être sauvés par les circonstances de la rigueur des lois ». Miromesnil répondit immédiatement qu'on dit à Jaquet de vendre son office, sans quoi le P. G. du Parlement agirait. Jaquet était à Paris, sans doute pour intriguer à nouveau ; mais, le 16 décembre, il reçut en personne une lettre de Cachet de Garnerans qui lui communiquait celle du Garde des sceaux et qui, invariablement poli, terminait en s'excusant : « Je ne puis m'empêcher de remplir les ordres supérieurs qui me sont adressés et je suis... » Ainsi finit l'affaire, ou plutôt, je crois qu'elle finit là, car je n'ai pas trouvé de suite. On pourra estimer que cette façon d'agir était bien bénigne envers un magistrat indigne. On pensera aussi qu'il est regrettable que le C. S., qui dut être fort ennuyé de cette aventure, l'ait ainsi trainée en longueur, passée sous silence dans la mesure du possible, et ait renoncé, pour des raisons que j'ignore, au rôle de surveillance et de correction qui lui incombait et dont, en d'autres occasions, il sembla volontiers se souvenir.

III

La Cour des Monnaies, malgré sa soumission, sentit dès le début son existence menacée. La situation était intenable : il avait fallu toute la hâte de voir la nouvelle création réussir sans opposition immédiate pour adopter cette combinaison étrange de la jonction à un Tribunal déjà fort compliqué d'une Cour souveraine jugeant en appel des affaires qui étaient allées en première instance à ce même Tribunal. Nous avons déjà rencontré plusieurs fois de pareilles maladresses prouvées par des exemples précis et non plus par des racontars parlementaires : c'est le sort des meilleures réformes sous l'Ancien Régime de laisser subsister ce qu'on prétend remplacer, par respect des situations acquises, peur des protestations, des intrigues, des interventions, surtout par manque d'argent, et d'agir en même temps à la hâte et comme par secousses pour mettre les oppositions en présence du fait accompli et surtout pour persuader au maître distrait, mal informé, de volonté inconsistante, que tout était vite terminé ; après, on retoucherait, si on en avait le loisir. J'aurais été curieux de savoir comment on s'était tiré de cette situation singulière, je l'ignore : d'une part, il manque les Archives de la Cour des Monnaies ; d'autre part, celles du Conseil Supérieur et de la Sénéchaussée sont également incomplètes, de sorte qu'il n'est pas sûr que le long et minutieux travail de rapprochement des audiences et des affaires donnerait un résultat ; il est rendu encore plus difficile par le fait qu'un fonds est à Paris, l'autre à Lyon ; enfin, le résultat obtenu serait forcément incomplet faute des registres de la Chambre, conservant les délibérations des deux corps, où ces questions durent être traitées et les difficultés arrangées, s'il s'en produisit. Tout ce que je peux dire, c'est que je n'en ai pas trouvé trace, de même que j'ai constaté que les enregistrements se firent tous dans

les délais normaux et sans réserves¹. Les membres du C. S. s'abstinrent de siéger au Présidial, qui dut se compléter à chaque audience avec trois ou quatre avocats, et à la Sénéchaussée, ainsi qu'on le voit par exemple dans une affaire Bertachon-Tessier (mars-mai 1771). Je crois qu'une suffisante bonne volonté se manifesta de part et d'autre et qu'on évita les dangers d'une situation qu'on reconnut vite comme provisoire.

Dès le 27 mars en effet, la Cour, « attendu les circonstances actuelles », prolongea exceptionnellement Pulligneu dans les fonctions de syndic qu'il occupait depuis le 20 mars 1769. Presque en même temps, les Officiers écrivirent au Secrétaire d'Etat de la Maison du Roi² pour lui demander sa protection, joignant copie de la lettre qu'ils avaient adressée au Chancelier. Nous n'avons malheureusement ni les lettres, ni les réponses. Tout ce que nous savons³, c'est que le Chancelier laissa « la Compagnie dans la plus grande incertitude sur son sort ». Il dut y avoir ensuite une période pénible. Enfin le 17 juin, le Président Charrier de la Roche dit qu'il était chargé par de Flesselles d'annoncer à la Cour, de la part du Chancelier, que le Roi se proposait de bientôt la supprimer. Le Président conseilla de faire une ultime démarche et, étant sans illusion, de se préoccuper aussitôt des moyens capables de sauvegarder les intérêts des membres en cas de suppression ; il termina en se plaignant d'avoir demandé en vain à Pupil de Myons, alors à Paris, une des trois clefs des Archives de la Cour. La Compagnie, véritablement peu combative, décida qu'un mémoire serait rédigé par Pulligneu, de Brosses, Palerne de Savy et Jussieu de Montluel (deux Conseillers et deux membres du Parquet du C. S.) « pour demander à S. M. la Conser-

¹ Arch. dép. Rhône : Registre d'enregistrement des édits, déclarations, etc. Sénéchaussée criminelle. Présidial.

² A. N., O⁵563 f^o 138. Stival, prévôt des monnaies, écrivit en même temps sur le même sujet.

³ Bellin, *loc. cit.*, numéro du 4 août 1870, ainsi que pour ce qui suit.

vation de la Cour des Monnaies, dont les motifs porteront sur l'intérêt de la ville de Lyon, sur celui de son commerce et sur celui de tous les Officiers de ladite Cour », et un autre par les mêmes pour « concilier les intérêts », lequel, dûment approuvé, « sera remis à M. de Flesselles... avec instance d'aider la Compagnie de ses bons offices pour le succès de ses demandes ». Quant aux Archives, si la clef n'en arrive pas, on en fera ouverture forcée dans quelques jours. Les rédacteurs ne mirent pas une hâte fébrile à accomplir leur mission : les mémoires furent envoyés au Chancelier dans les premiers jours d'août. Le 31, Jussieu de Montluel dit mélancoliquement que l'édit de suppression étant devenu public par l'envoi au P. G., « il ne s'agit pas d'y apporter aucun retard », mais seulement « de présenter sans délai à Mgr le Chancelier et à Mgr le Contrôleur Général les nouvelles observations que la lecture de cet édit fait naître soit sur les dettes que le corps a contractées, soit sur les intérêts, droits et prérogatives de tous ses membres ». Il lut un mémoire que la Compagnie approuva fort et fit envoyer aux deux ministres en chargeant Charrier « de prier M. de Flesselles... de seconder la Compagnie de ses bons offices sur le succès de ce mémoire dont deux copies lui seront remises à cet effet ».

Ce fut tout : le Roi et le Chancelier pouvaient être satisfaits des Officiers de Lyon. Pendant ce temps, à Versailles, on n'était pas resté inactif : le 25 juillet¹, le Chancelier transmettait au Contrôleur Général, pour connaître son avis, un projet de suppression de la Cour, adressé par Flesselles, abandonnant les magistrats lyonnais. L'édit de suppression, qui fut donné aux premiers jours d'août, enregistré au Parlement le 9 août et au C. S. le 5 septembre², invoquait la stabilité des monnaies, qui rendait les affaires moins nombreuses, et le besoin d'uniformité (il était vrai que la suppression des Cours des Monnaies

¹ A. N., V¹622.

² Edit du Roi portant suppression de la C. des M. de Lyon (B. M., 125366).

de province était depuis longtemps demandée). Les trois premiers articles assuraient le transfert de la juridiction, des instances pendantes et du greffe à Paris ; le quatrième conservait « dans leurs droits, usages, émoluments, privilèges et juridiction, le Prévôt général des Monnaies établi dans le ressort de ladite Cour, son Lieutenant, son Assesseur, et notre Procureur en ladite Prévôté, sauf l'appel en la Cour des Monnaies de Paris, dans tous les cas appartenant à la juridiction privative ». C'était toujours la politique des demi-mesures. L'article VII posait le principe de la liquidation des offices.

Il y eut dans la suite, tant l'incohérence était grande, une série de mesures relatives à la monnaie. La Juridiction de la Monnaie¹, créée en 1704, supprimée dans la suite, bien qu'on ait conservé deux offices de Juges-Gardes sans juridiction, retrouva, après une première demande des Juges-Gardes rejetée², une compétence par édit de février 1772³ — celle qu'elle avait avant la création de la Cour des Monnaies — et comporta trois offices nouveaux, bien entendu mis en vente, ce qui était peut-être la seule cause de leur apparition. Puis, en janvier 1773⁴, la Prévôté Générale avec tous ses officiers fut supprimée « en la forme ordinaire, dit le pamphlétaire, c'est-à-dire sans que l'Etat débourse aucune finance⁵ », et réunie à celle de Paris. On peut juger de la confusion qui régna au temps du C. S. dans la juridiction de la Monnaie, heureusement peu chargée.

Quant aux magistrats de la Cour, dont les offices avaient été supprimés, on commença, comme pour ceux de Dombes, par leur donner de bonnes paroles. Dans des Lettres Patentes de mars 1772⁶, le Roi dit : « Lorsque des motifs d'ordre public

¹ *Almanach de Lyon pour 1773*, p. 139.

² A. N., V¹ 622, 26 septembre 1771.

³ Edit du Roi portant suppression... (B. M., 113448). La Cour des Monnaies n'enregistra qu'avec des réserves.

⁴ Edit du Roi portant suppression... (B. M., 125426), t. I, p. 172.

⁵ *Journal Historique*, IV, p. 104.

⁶ Lettres Patentes du Roi en faveur des officiers... (B. M., 118395). L'amabilité est la règle : le P. G. s'y conforme dans un réquisitoire pour l'enregistre-

nous ont déterminé à supprimer... notre Cour des Monnaies... c'est avec regret que nous avons vu les officiers, distingués par leur zèle et par leur affection pour notre service, privés de leur état, et dans le cas de perdre les avantages ordinaires qui y sont attachés. » Là-dessus on les maintenait dans leurs droits, « comme s'ils avaient obtenu des Lettres de Vétérance ». Le moindre remboursement... Il fallut cependant y arriver. Le 22 mai 1773, fut publiée une « Déclaration du Roi concernant le remboursement des quittances de finances provenant de la liquidation des offices de la Cour des Monnaies de Lyon et du Parlement de Dombes supprimés¹ ». La totalité du prix des offices des deux Cours était de 1.661.694 l. 12 s. 7 d. On en paiera l'intérêt à 5 o/o à dater du 1^{er} janvier 1774 et on en assurera le paiement par une annuité de 160.000 livres, dont le Roi « vu l'état des finances » donnera 100.000 et les habitants du ressort, « exempts et non exempts, privilégiés et non privilégiés », assureront « volontiers », par reconnaissance pour les Cours défunctes et les bienfaits de la nouvelle, 60.000 l., à raison de 35.000 pour la Généralité de Lyon et le Franc-Lyonnais, 10.000 pour la Dombes et 15.000 pour le Mâconnais². Les Officiers étaient divisés en trois classes, la première comprenant les Officiers de la Cour des Monnaies entrés dans le C. S., parmi lesquels Charrier de la Roche, Président, 20.000 l., des Conseillers, depuis Yon de Jonage, le plus ancien, 13.084 l. 10 s. 6 d., jusqu'à Basset, 7.000 l. en 1768, et Mayeuvre de Champvieux, 10.762 l. 2 s. 6 d. en 1769, et Palerne de Savy, Avocat Général, 7.000 l. La deuxième classe comprenait les Officiers de la même Cour non entrés au C. S. : le Premier Président avait 160.000 l., Etienne Dugas 60.000 pour une charge de Président et 20.000 pour une autre, Barou du Soleil, Procureur du Roi, 81.000 l. pour sa charge achetée en

ment des lettres d'anoblissement d'A. Petitot, conseiller honoraire à la C. des M. (A. N., X^{1b} 9765 à la date du 9 avril 1772).

¹ B. M., 125426, t. I, p. 129 (A. N., X^{1b} 9760 et 9767).

² Cette pratique fut générale, cf. Flammermont, *op. cit.*, p. 482.

1776, le Conseiller doyen 18.322 l. 8 s. pour une charge achetée en 1713, un Chevalier d'honneur 60.200, etc. ; plus 200.176 l. pour les finances communes. La troisième classe était formée par les Officiers du Parlement de Dombes. Suivaient enfin deux tableaux des remboursements opérés de six mois en six mois, en commençant par la première classe et dans chaque classe par ordre d'ancienneté, de sorte que les premiers servis devaient l'être le 1^{er} juin 1774, les premiers des exclus du C. S. le 1^{er} janvier 1777 et les derniers Conseillers de la Dombes le 17 juillet 1788.

Après quoi, sur la réclamation des Etats du Mâconnais, on abaissa¹ leur contribution à 7.000 l., en rejetant les 8.000 sur le reste du ressort, sans indiquer de répartition, ce qui me fait croire qu'on laissa tomber cette somme, d'autant plus que, quelque temps après², la Dombes se fit, elle aussi, réduire à 7.000 l. J'ignore, faute d'avoir pu retrouver les quittances, si les remboursements se firent à leur date, et même tout simplement s'ils se firent. On dit³, mais sans apporter de preuve, que ce fut « avec de mauvais effets qui perdaient les trois quarts de leur valeur nominale ». Les deux seuls faits précis que je puisse citer sont les suivants : Barou du Soleil, le célèbre Procureur du Roi à la Sénéchaussée, écrivant⁴ le 11 mai 1780 à Joly de Fleury, P. G. du Parlement de Paris, se plaignit que des offices qui lui avaient coûté 213.447 l. n'aient été liquidés qu'à la somme de 197.600, que la liquidation soit incomplète et incertaine, au point qu'il n'espère pas un remboursement effectif. D'autre part, en 1780, Pupil de Myons obtint une pension de 6.000 l. « tant en considération de ses services... qu'à titre de dédommagement de la suppression de 5 charges⁵ ». Il est donc à craindre qu'une mesure excellente

¹ A. N., X^{1b} 9767, 21 novembre/11 décembre 1773.

² A. N., X^{1b} 9768, 22 mai/6 juillet 1774.

³ Flammermont, *op. cit.*, p. 479.

⁴ B. N., coll. Joly de Fleury, ms. 2173, f^o 12.

⁵ *Etat nominatif des pensions...*, imprimé par ordre de l'Assemblée nationale, Paris, 1789, I, p. 337.

en principe, la diminution des charges vénales, n'ait abouti à une spoliation et que la docilité des membres de la Cour des Monnaies entrés au C. S. comme le respectueux silence des autres n'aient pas trouvé leur récompense.

IV

De ces autres, quelques-uns ¹ fournirent le noyau de la Sénéchaussée et Siège Présidial, enfin séparés et de la Cour des Monnaies et du Conseil Supérieur. Dès les tout premiers jours de septembre un édit du Roi vint reconstituer le tribunal ². Il devait y avoir 4 Lieutenants Généraux ou Particuliers, 15 Conseillers, 2 Avocats du Roi, 1 Procureur du Roi, 1 Substitut. Un certain nombre de membres de l'ancienne Sénéchaussée restaient en place, sans que j'aie pu faire concorder l'édit du Roi et l'Almanach; ce qu'il y a de sûr c'est qu'on annonçait dix offices de Conseillers à pourvoir après paiement de « la finance à laquelle ils seront modérément taxés. » Cette taxe fut fixée par un arrêt du Conseil du 5 décembre 1771 à 10.000 l³. Mais, par une singularité que je ne me charge pas d'expliquer — car, en dépit de l'édit de février 1771 ⁴, on se perd dans ces ventes, remboursements etc., d'offices en quelque sorte polymorphes — ce n'est pas le Roi qui les leur vendait, mais les membres du C. S. L'article VIII, qui constitue un casse-tête — pour ne pas dire un non-sens — juridique, dit en effet. « Les Officiers de notre C. S. de Lyon,

¹ D'après différents documents, je crois qu'il y eut sept officiers de la Cour des Monnaies qui passèrent, pour un temps plus ou moins long, à la Sénéchaussée reconstituée, quinze qui restèrent sans place, le reste étant allé au Conseil Supérieur.

² Edit portant suppression d'offices, etc. (B. M., 125405).

³ Arch. dép. Rhône. Sénéchaussée. Ordre Public, 1772-1774, à la date du 19 décembre 1772.

⁴ Texte complet de cet édit capital dans l'histoire des offices, in Guyot, *Répertoire universel de jurisprudence*, XII, p. 316.

qui se trouvent pourvus d'offices en la Sénéchaussée et Siège Présidial de la même ville, seront tenus de les vendre incessamment jusqu'à concurrence de dix, pour compléter le nombre des quinze Conseillers conservés en ladite Sénéchaussée... Et pour donner à notredit Conseil de nouvelles preuves de notre bienveillance, voulons que la finance qui proviendra desdits dix offices soit payée, par égale portion, à ceux de notredit C. S. qui étaient ci-devant pourvus d'office en ladite Sénéchaussée..., en déduction du montant de la liquidation qui sera faite d'iceux¹ ». Enfin le Roi faisait des promesses — bien vagues — pour la liquidation des offices et l'acquittement des rentes et dettes de l'ancienne Cour. Plus tard² on devait régler, sur le papier, la situation fiscale assez singulière des Officiers conservés : on devait, je ne sais trop comment, opérer dans la valeur totale de leur office la ventilation entre ce qui représentait la charge à la Cour des Monnaies, qui devait être liquidé comme nous avons dit, et ce qui représentait la charge à la Sénéchaussée, dont sera délivré « un récépissé à la décharge du Trésorier des revenus casuels pour servir à payer... la finance à laquelle les offices conservés seront fixés par les rôles qui seront arrêtés au Conseil et dont le Trésorier des revenus casuels sera tenu de délivrer de nouvelles quittances ».

Il serait intéressant de bien connaître le personnel de la nouvelle Sénéchaussée, car y entrer était faire acte de soumission et peut-être de candidature au C. S. Malheureusement les renseignements, dont je ne donnerai ici que le strict nécessaire, sont encore plus fragmentaires que pour le C. S. Il m'a été d'abord impossible de savoir pourquoi les membres conservés de la Cour des Monnaies l'avaient été plutôt que d'autres, sinon par cette supposition gratuite que les autres avaient refusé

¹ En fait, cette procédure impossible à suivre fut abandonnée; les offices furent, il me semble, créés (A. N., X^{1b} 9763).

² Lettres Patentes du Roi qui ordonnent que le Trésorier, etc., 18 octobre 1772 (B. M., 113367).

cette *deminutio capitis*. Parmi les conservés, le plus remarquable était le Président Etienne Dugas¹ ; issu d'une famille illustre, qui comptait en ligne directe des Prévôts des Marchands, des Echevins, des Présidents à la Cour des Monnaies, allié aux meilleures familles lyonnaises, lettré et riche, ayant de grandes propriétés et des prétentions nobiliaires remontant au moins à Charles-Quint, Etienne Dugas avait alors quarante et un ans, était Conseiller depuis 1757, Président depuis 1765 ; il n'avait pu être retenu que par tradition de famille et amour de la magistrature, car on ne voit pas pourquoi il avait été écarté du C. S. ; il devait rester longtemps encore Lieutenant Criminel et vivre au delà de 1789. Berthaud de Lavaur, membre de l'Académie de Lyon, un des plus anciens Conseillers, ne resta que pour laisser la place à son fils cadet, Berthaud du Coin, avant la fin de 1771, pendant que son fils aîné, Berthaud de Taluyers, et son neveu, Robin d'Orliénas, entraient au C. S. Gesse de Poizieux, Conseiller d'honneur à la Cour des Monnaies, devint Conseiller à la Sénéchaussée et l'année suivante Lieutenant Général, charge dans laquelle il se montra actif et sérieux, jusqu'au jour où il trouva, comme naguère Pupil de Myons, des difficultés dans sa propre Compagnie. Laurent Basset, dont nous avons parlé et parlerons encore, ne fit que traverser la Sénéchaussée pour gagner le C. S. François Perret, qui n'était entré à la Cour qu'en 1769, devait être assez âgé, puisqu'à la Sénéchaussée il fut bientôt doyen. Avec Basset, c'est le seul des Officiers conservés non nobles. Il devait encore figurer au Grand Bailliage. Enfin Dervieu de Varey, qui venait d'entrer à la Cour très peu de temps avant la suppression, appartenait à une famille de robe annoblie au xvi^e siècle. Son grand-père avait été Echevin. Son

¹ Sur cette famille, excellent type de famille d'échevins et de magistrats, voir en particulier de Jouvencel, *op. cit.*, et Morel de Voleine, in *Revue du Lyonnais*, 3^e série, II, 1866, p. 58 et seq. Les Dugas dont parle W. Poidebard, in *Généalogie de la famille Dugas*, 1347-1835, Lyon, Mougin-Rusand, 1895, in-8°, ne me paraissent pas être les mêmes.

cousin, Dervieu de Goiffieu, était, ainsi que son beau-père, Blaise Desfours de Grangeblanche, au C. S. Son frère cadet, Dervieu du Villars, est connu dans l'histoire de la Révolution lyonnaise comme Commandant de la Garde Nationale. Lui-même fut alors Officier municipal de Lyon en mars 1790, puis membre du District de la campagne et mourut guillotiné. C'est le plus connu des membres de la Sénéchaussée avec Etienne Dugas et Barou du Soleil, le Procureur du Roi, intelligent, lettré, actif, philanthrope, riche et très estimé, dont nous parlerons longuement plus tard. En somme, l'héritage de la Cour des Monnaies était de première valeur. On n'avait guère affaire qu'à des gens de bonne famille et de bonne réputation, en général titrés, toujours riches, dont trois devaient avoir un rôle important dans l'histoire générale de Lyon.

La nouvelle Sénéchaussée était ainsi assurée de se former vite et bien, ce qui importait à l'œuvre du Chancelier et au bon fonctionnement du C. S. L'Almanach pour 1772 annonçait que tous les offices étaient « levés » et qu'il ferait paraître un supplément en janvier. C'était un peu prématuré. Le Tribunal fut en tout cas rapidement complété¹. Il y a déjà toute une série de provisions d'offices du 18 décembre 1771². Puis elles se suivent rapidement, la Cour étant au complet le 26 février 1772. Parfois les lettres de provisions sortent de la banalité ordinaire comme pour Berthaud du Coin et Sabot de Pizay de Saint Ennemond dont on fait en bons termes l'éloge du père. Le 26 juin 1772 seulement, Gesse de Poizieux devint Lieutenant-Général, après qu'on eût obtenu, sans doute avec des promesses, la retraite de l'irascible Pupil de Myons, ce qui amena une dernière nomination de Conseiller en 1773. Tous ces offices furent d'ailleurs achetés, ceux de Conseillers au prix

¹ A. N., Xth 9763 et Arch. dép. Rhône. Sénéchaussée. Enregistrement des provisions, 1772-1790.

² Elles devaient être, et furent rapidement enregistrées au C. S. et à la Sénéchaussée. Exemple : de Vaulx de Foltier, provisions du 18 décembre 1771, enreg. au C. S. le 10 janv. 1772, à la Sén. le 16.

uniforme de 10.000 l., comme on le voit dans les provisions et comme les Conseillers en témoignèrent un peu plus tard ¹, quand ils se conformèrent au grand édit de février 1771. Sans entrer dans le détail, on peut dire que tous ces nouveaux venus, certainement dans l'ensemble d'origine moins brillante que les membres de la Cour des Monnaies, étaient cependant de bonnes familles, souvent nobles, se montrèrent magistrats zélés et sérieux, plusieurs, en 1788, d'une haute indépendance. On ne leur reprocha que leur jeune âge, et il est vrai que j'en ai compté neuf qui eurent des dispenses d'âge, l'un d'eux, quoique Avocat du Roi, n'ayant que vingt-deux ans trois mois au lieu de vingt-cinq, un Conseiller n'ayant que vingt ans et demi. Mais c'était là un vice commun à toutes les Cours, y compris les Parlements. On se contenta de chanter dans un Noël de 1773², ce qui n'était pas bien méchant.

En robes détroussées
Six jeunes Conseillers
De la Sénéchaussée
Furent les députés ;

Mais un trop grand transport leur coupant la parole,
Jésus leur dit : « Petits enfants,
Pour apprendre vos compliments,
Retournez à l'école. »

C'était là un heureux résultat auquel le Premier Président du C. S. avait certainement dû contribuer et dont la Cour devait doublement se réjouir, puisqu'elle pouvait voir dans cette hâte une approbation de l'opinion éclairée et une assurance de bons rapports avec le Tribunal inférieur le plus important et le plus rapproché.

La Sénéchaussée se montra disposée à se mettre prompte-

¹ Arch. dép. Rhône. Sénéchaussée. Ordre public, 1772-1774, 19 décembre 1772.

² B. M., fonds Coste, ms. 1072; il y a une autre copie qui donne des variantes, mais sans intérêt.

ment et régulièrement au travail. Dès le 23 décembre, c'est-à-dire avec les seuls anciens Conseillers, qui prenaient ainsi le rôle nécessaire de mentors, elle élaborait un règlement¹ net, précis et bien compris, que le C. S. enregistra, chose exceptionnelle, le même jour, après un mot d'éloge du P. G. On s'aperçut après coup² qu'on avait oublié de solutionner de vieilles contestations élevées au temps de Pupil de Myons. Ce fut cette fois le Roi qui le fit par Lettres Patentes du 3 avril 1772³. L'Ancien Régime en matière de réglementation ne se piquait pas d'esprit de suite et de logique. En ajoutant un « Tarif des droits des huissiers⁴... » de 1774, c'est à cela que se réduit l'activité réglementaire de la Compagnie. Quant à son activité judiciaire, à la suivre jour par jour dans les dossiers des Archives départementales du Rhône, elle apparaît sérieuse, régulière, dépourvue d'incidents. Quelques Conseillers continuaient, ainsi qu'on le faisait auparavant, à tenir les séances de la Sénéchaussée d'Ainay, unie au Siège. Conformément aux habitudes, la Sénéchaussée avait, dans certains cas, une action parallèle à celle du C. S., sans qu'il paraisse en être résulté des difficultés. Par exemple, elle s'occupe des prisons⁵, pour y faire des visites et surtout pour y constater des troubles et des évasions, ou bien elle reçoit et installe des Officiers subalternes⁶, sans que j'aie pu voir pourquoi ils s'étaient adressés à elle de préférence. Enfin elle enregistre⁷ les édits, etc., que lui transmet le C. S., sans que j'aie relevé aucune trace d'insubordination ou seulement de retard et de mauvais vouloir.

La Sénéchaussée était d'ailleurs très jalouse de ses droits et

¹ Arrêt du C. S. qui homologue... (B. M., 125406). Le même A. N., X^{4b} 9765.

² *Journal Historique*, III, p. 151.

³ Lettres Patentes portant règlement... (B. M., 118397).

⁴ B. M., 137740.

⁵ Arch. dép. Rhône. Sénéchaussée. Ordre public, 1772-1774.

⁶ *Ibid.*, 1769-1771.

⁷ Arch. dép. Rhône. Sénéchaussée. Registre des édits, déclarations, Lettres Patentes du Roi (très mauvais état).

ne voulait pas que le voisinage du C. S. la fit tenir pour une quantité négligeable. Un Procureur, Dusurgey, s'en aperçut à ses dépens¹ : comme il avait fait afficher en juillet 1772 un placard reproduisant un arrêt du Parlement de Paris, après s'être mis en règle avec le C. S., mais sans l'être complètement avec la Sénéchaussée, l'Avocat du Roi, Millanois, le futur Constituant, requit vigoureusement contre lui, le fit comparaître et interroger avec assez de malveillance et obtint « qu'injonction soit faite à Dusurgey... de se mieux comporter à l'avenir et d'être plus circonspect, et pour cette fois l'interdit de toutes fonctions pendant quinze jours » (Millanois avait demandé un mois). Dusurgey écrivit une réplique très humble et trois jours après, sur le réquisitoire de Barou du Soleil, le Tribunal leva l'interdiction en répétant l'« injonction... de se conformer à l'avenir à l'Ordonnance, et de ne faire mettre à exécution aucun mandement de justice émané d'un tribunal hors du ressort sans prendre pareatis ». Le C. S., par son silence, admit cette prétention qui, au premier abord, étonne un peu.

Le C. S., de son côté, ne se montra pas disposé à abandonner ses droits, soutenu en général par le Chancelier. J'ai trouvé trace² de difficultés soumises par le C. S. à cette autorité au sujet de la prestation de serment, de la date de la rentrée, des retards dans le jugement des affaires criminelles. Elles paraissent postérieures à l'automne de 1773. Les choses, en effet, avaient fini par se gâter. Qu'il y ait eu des froissements d'amour-propre et des ambitions déçues, c'est infiniment vraisemblable ; qu'il y ait eu des maladresses de certains membres de la Sénéchaussée et un manque d'indulgence de la part du parquet du C. S., c'est ce qui va encore mieux apparaître. On chercha d'ailleurs à exciter la Sénéchaussée contre le C. S., et cet « on » fut le grand ennemi de la Cour, le Consulat. Au

¹ Arch. dép. Rhône. Sénéch. Ordre public, 1772-1774.

² A. N., V¹ 625.

début, quand l'entente régnait entre les deux Tribunaux, le Consulat englobait la Sénéchaussée dans sa haine : en octobre 1772¹, à propos d'un procès relatif à un entrepôt de bois de construction, où la Ville était partie, les Echevins écrivent au Prévôt des marchands, que le Lieutenant Général de la Sénéchaussée a rejeté une de leurs demandes et les a renvoyés à plaider sur le préparatoire, ce qui « annonce une intention marquée de nous traduire au C. S., qui, comme vous le savez, a vu avec peine notre ordonnance ». On lui demandait de porter l'affaire au Conseil, ce qui, je crois, ne fut pas obtenu. En octobre 1773, les rapports du Consulat et de la Sénéchaussée n'étaient pas meilleurs. Le Consulat écrivait² à Bertin et au Contrôleur Général, que les Lettres Patentes obtenues par le C. S. sur une question de bâtiments gênent les Officiers de la Sénéchaussée et « leur donnent de l'humeur et de l'inquiétude sur notre compte ; ils soupçonnent que nous avons part à ces Lettres Patentes et que c'est nous qui les avons sollicitées au préjudice d'un arrangement convenu entre eux et nous ».

Mais, quand il y eut mésintelligence entre le C. S. et la Sénéchaussée, le Consulat se sentit pris d'une sympathie toute nouvelle pour cette pauvre Sénéchaussée injustement persécutée. Dans une « Requête au Conseil » du 23 février 1774³, le Consulat, pour prouver qu'il n'était pas le seul à redouter les arrêts du C. S., racontait le fait suivant, que je ne suis pas arrivé à connaître autrement : « La Sénéchaussée, pour avoir voulu maintenir la police et la décence dans ses audiences et dans son tribunal, vient d'éprouver de la part de la Juridiction d'appel, un trait de rigueur bien fait pour l'alarmer. Le C. S. a cru devoir infirmer la sentence par laquelle on supprimait un mémoire indécent et injurieux et faire défense au Ministère public, qui en avait requis la suppression, de faire de pareils

¹ A. M., AA. 131, f° 313.

² A. M., AA. 132, f° 56.

³ *Ibid.*, BB. 363, f° 30 et seq.

réquisitoires à l'avenir et aux juges d'y statuer. » Et le Consulat ajoute que cet arrêt aurait fait beaucoup de bruit. Dans le même mémoire, emporté par la passion, le Consulat reprouvait en termes très vifs la procédure de l'affaire Game¹, blâmant le C. S. qui avait laissé malmener les Officiers de la Sénéchaussée. « Ces mêmes Officiers, pourvus légalement des charges dont ils sont revêtus et qu'ils ont achetées de ceux mêmes dont ils redoutent aujourd'hui les arrêts², ne devaient-ils pas attendre de leur part un peu plus de modération et un peu plus de justice ? »

En fait, il y eut entre les Cours deux affaires délicates, celle du juge de la Guillotière et l'affaire Game. Celle du juge de la Guillotière, qui, d'après les pièces du dossier³ — qui ne sont, il est vrai, que celles de l'accusation — aurait été un magistrat prévaricateur, naquit à la suite d'un réquisitoire violent de Millanois, prononcé le 18 juillet 1774. Le juge porta plainte au C. S., accusant l'Avocat du Roi d'être poussé par un de ses ennemis. Sur réquisitoire du P. G., le Conseil, le 27 juillet, donna acte de l'appel interjeté d'une sentence préparatoire, convoqua le juge pour l'audience du 6 août et ordonna l'apport des pièces, ce qui ne dut être fait que partiellement. D'après la suite, je crois que l'audience du 6 n'eut pas grand résultat. En tout cas, à la Sénéchaussée, le 11, Millanois parut ignorer complètement ce qui s'était dit au C. S. et, pour éviter la suspicion et aussi parce qu'il y avait eu une faute commise dans la procédure, remit le dossier qui fut inventorié huit jours après, ce qui nous fait connaître les plaintes qu'on pouvait porter contre un Magistrat et nous montre qu'on s'était adressé un instant au P. G., pour ensuite l'oublier. Le C. S. ne donna pas le temps à la Sénéchaussée de reprendre l'affaire : sur l'appel de l'accusé et du P. G., il fit une véritable évocation en cours

¹ Cf. *infra*, ch. vii, IV.

² Est-ce bien exact ? Cf. *supra*, p. 135.

³ Les pièces sont aux Arch. dép. Rhône. Sénéchaussée. Ordre public, 1772-1774, et A. N., Xth 9768.

d'instance, en ordonnant l'apport en expédition de toutes les pièces « pour ensuite être statué sur lesdits appels ce qu'il appartiendra », alors qu'il était impossible que cet arrêt ne touchât pas au fond. Le Parlement de Paris hérita de l'affaire et ordonna, le 24 janvier 1775, l'apport des pièces, cette fois, semble-t-il, en grosse, qui furent envoyées le 1^{er} février.

Mais l'incident le plus violent, un peu antérieur à celui-ci, et tel qu'il aurait été difficile dans la suite que les rapports des deux Cours n'en fussent pas pour longtemps aigris, fut celui de l'affaire Game. Je parlerai plus tard de ce procès qui, au C. S., parut être en grande partie celui de la Sénéchaussée ; on ne le cacha peut-être pas assez. Aussi, devant la Sénéchaussée spécialement convoquée, le Lieutenant Général fit, le 28 février 1774, un discours dont le début montre la violence : « Messieurs, vous êtes sans doute prévenus du motif de cette convocation, et vos oreilles, déjà frappées des bruits désavantageux que l'on a cherché à répandre sur votre compte, vous en ont fait prévoir la nécessité. Le public, qui voit avec satisfaction ses magistrats lorsqu'ils s'empressent de veiller à sa sûreté et à la conservation de ses droits, ne peut s'empêcher d'être alarmé lorsque ces mêmes magistrats lui sont peints comme des hommes stupides qui, par l'ignorance de leur devoir et des principes, tombent dans des fautes grossières, ou comme des hommes légers qui, par esprit de prévention, écartent l'évidence pour se livrer à l'arbitraire, ou enfin comme des hommes pervers qui, par méchanceté, sacrifient l'innocent sans écouter sa justification. Vous ne sauriez vous reconnaître dans ce tableau, Messieurs. Tel fut cependant celui sous lequel la Sénéchaussée et privativement certains de ses membres ont été présentés dans une audience publique du Conseil Supérieur. » Il s'agissait, comme Gesse de Poizieux l'expliqua ensuite, en citant même des lambeaux de phrases, de la plaidoirie d'un des avocats, qui avait été en effet assez vif, et à qui on reprochait, en terminant, d'avoir fait un parallèle blessant entre les magistrats du C. S. et ceux de la Sénéchaussée, ce

qui, faisait remarquer le Lieutenant Général, blessait nécessairement quelques-uns des premiers « qui ne pouvaient voir qu'avec douleur une déclamation qui ne tendait qu'à diffamer leurs plus proches parents ». Encore est-il, et la Sénéchaussée devait en être mortellement blessée, que personne de la Cour n'avait protesté. Aussi on décida de porter plainte et demander une réparation devant le C. S. par le ministère du Lieutenant Général, de députer trois membres au Premier Président et au P. G. et d'informer tout au long le Chancelier, Bertin, Flesselles, alors à Paris, et le Sénéchal de Lyon, Masso de la Ferrière ¹. Je doute fort que cette vigoureuse protestation ait eu un résultat : je n'ai rien trouvé dans les papiers du C. S., qui en aurait sans doute fait mention, ni dans ceux de la Sénéchaussée, qui aurait certainement fait grand état d'un succès. Je ne puis cependant rien affirmer, le dossier de l'affaire Game, à laquelle, il est vrai, l'incident n'importait pas directement, ayant été transféré au Parlement de Paris, où je ne suis pas arrivé à le retrouver.

En tout cas, pour des raisons que nous devinons plus que nous ne les saisissons nettement, deux incidents sans grande importance avaient aussitôt pris des proportions exagérées, ce qui créait ou décelait, entre les deux Cours, un état de tension peu favorable à leurs bons rapports. La suppression du C. S. résolut la question.

V

Dans le Forez, l'avènement du C. S. ne créa pas — car il remontait au début du xviii^e siècle — mais certainement précipita un mouvement de réformes judiciaires qui devait être fatal à nombre de petites juridictions. Après toutes les suppressions du xviii^e siècle, on peut encore en voir le nombre excessif en

¹ 15 membres de la Sénéchaussée seulement sur 22 signèrent.

1789 dans J.-B. Galley¹. « Les Officiers du Bailliage de Forez, dit l'une d'elles², demandaient depuis longtemps la suppression de ces petits sièges », et je pense que l'opinion publique était de cet avis. Il y en eut une à laquelle on ne toucha pas, malgré les vives et bien intéressantes revendications du Bailliage de Forez³, ce fut celle du Bailliage ducal de Roanne. Il est vrai qu'il se soumit volontiers au C. S., au point que les Officiers refusèrent, semble-t-il, de recevoir un nouveau Procureur Fiscal avant qu'il n'ait été reçu au C. S., ce que le Parlement de Paris ordonna et à quoi l'usufruitière pourvut sans retard⁴. On se conforma à plusieurs reprises à cette même formalité qui permit une fois au C. S. de faire une réserve, dont, faute des pièces, je ne saisis pas la portée exacte, mais qui montre au moins qu'il n'abdiquait pas un certain droit de contrôle sur cette juridiction seigneuriale. Le C. S. aimait d'ailleurs à prendre ce rôle au sérieux et, quand le marquis de Rostaing, qui était de grande famille et de bonne réputation, lui présenta sa provision d'office de Grand Bailli d'épée du Forez, une des plus hautes magistratures du ressort bien que la finance n'ait été cette fois que de 4.000 l. (pour jouir du droit de survivance), il le soumit bel et bien à l'information de « vie, mœurs, etc... » dont on dispensait souvent⁵.

La principale suppression fut celle du Bailliage de Chauffour, qui existait encore en février 1771, quoiqu'il ne figure pas sur l'édit de création du C. S., car, si l'édit était bien de septembre 1770, comme on le dit en général⁶, il fut renvoyé par Joly de Fleury⁷, le 25 février 1771, avant d'avoir été enregistré au Parlement, de sorte que le Roi en refit un nouveau⁸.

¹ *L'élection de Saint-Etienne à la fin de l'Ancien Régime* (B. M., 126491).

² Sonyer du Lac, *Observations...* (B. M., 355066), p. 14.

³ *Ibid.*, p. 35 et seq.

⁴ A. N., 9763, 16 février/5 mars 1772.

⁵ A. N., Xth 9763 et 9765.

⁶ *Almanach de Lyon pour l'année 1771*.

⁷ B. N., ms. 1036, f° 126.

⁸ Edit du Roi portant suppression... (B. M., 125375).

en avril 1771, qui fixait en même temps le nombre des Officiers du Bailliage conservés. Bientôt ce fut le tour des Châtellenies, de celle de Paillerès, réunie à Bourg-Argental¹, de cinq autres Châtellenies² « sans Officiers » qu'on réunit à celle de Feurs, réorganisée par même édit. Le nouveau Parlement eut soin d'indiquer très judicieusement dès le 13 juillet qu'il serait « pourvu à la sûreté des minutes des greffes des juridictions supprimées³ ». Le C. S., plus lent que d'habitude, ne s'en occupa, d'ailleurs très minutieusement, qu'au début de décembre⁴. Le processus de réduction continua : en décembre 1773⁵, disparut la Châtellenie de Néronde, réunie à Feurs ; en février 1774, cinq autres⁶, réunies à Saint-Galmier, qu'on réorganisa. Malgré ces simplifications, la situation resta assez compliquée dans le Forez pour que le C. S. eût encore à s'en occuper ; il le fit avec sagesse, soit en homologuant⁷ une sentence de Bourg-Argental destinée à arrêter les procédés des praticiens qui essaient, pour augmenter les frais, de détourner les plaideurs d'une juridiction enclavée dans le Vivarais de leur vrai ressort, « afin que, ajoute la Cour, ce soit chose stable et que nul n'y puisse contrevenir impunément », soit en solutionnant⁸ un conflit entre les huissiers de Saint-Etienne et ceux de Bourg-Argental.

La multiplicité même de ces petites juridictions augmentait le danger d'avoir des Officiers suspects. A plusieurs reprises, le C. S. eut son attention attirée sur certains d'entre eux : il apporta dans cette tâche de surveillance et de correction un

¹ Sonner du Lac, *op. cit.*, p. 39 et seq., où l'on pourra faire la comparaison de l'état avant 1771 et après 1774.

² Donzy, Virignieux, Sury-le-Bois, Chambéon, Marclopt et Cleppé. Edit du Roi portant suppression... (B. M., 125374).

³ *Journal Historique*, II, p. 41.

⁴ A. N., X^{1b} 9765.

⁵ Edit du Roi qui supprime la Châtellenie... (B. M., 118428).

⁶ Saint Héan, la Fouillouse, la Tour-en-Jarrest, Saint-Victor-sur-Loire, Saint-Jean-de-Bonnefont. Edit... (B. M., 119308).

⁷ A. N., X^{1b} 9766, janvier 1773.

⁸ *Ibid.*, février 1773.

soin et une énergie qui font honneur à la Cour et particulièrement à son P. G. Une fois celui-ci porté plainte¹ contre un huissier de Feurs « qui commet toutes sortes de vexations, concussions et malversations... Et comme une des principales fonctions du Ministère Public consiste à faire réprimer de tels abus si préjudiciables à la société », il demande une information à Montbrison pour que la Cour puisse statuer ; une autre fois² c'est la même demande à propos du Procureur fiscal de Couzans qui, de concert avec son père, notaire, « abuse de son ministère journallement pour son intérêt personnel ». Deux affaires peuvent nous faire pénétrer dans l'intimité de ces petites juridictions royales et nous montrer la conduite du C. S. Le Châtelain de Cervières³, dont le passé était suspect, avait excité depuis un an des plaintes quand il n'obtempéra pas à un arrêt du C. S. lui ordonnant d'apporter les pièces relatives à l'exécution du testament d'un curé, mort en laissant son bien aux pauvres. Très prudemment, le P. G. ne porta pas plainte aussitôt, parce qu'« avant de se déterminer à cet acte de rigueur, il paraît convenable de connaître s'il est des circonstances favorables audit P. pour atténuer les torts qu'on lui impute ». La Cour, plus sévère, l'interdit, faute d'avoir fourni les pièces demandées, jusqu'à nouvel ordre. Le Châtelain essaya, avec quelque négligence, de se justifier, sans y réussir d'abord ; le P. G. demanda qu'on ne laissât pas plus longtemps les deniers entre ses mains, « ce qui est intolérable à tous égards, un juge ne pouvant être dépositaire en pareil cas ». Le Châtelain comprit qu'il fallait céder ; il remit les pièces et demanda sa réintégration ; le Procureur, en réservant l'examen des comptes, conclut au renvoi de P. dans ses fonctions, ce qui fut ordonné. L'affaire de Saint-Galmier⁴ est peut-être encore plus caractéristique. Il y avait là deux

¹ A. N., X^{1b} 9765, 21 novembre 1771.

² *Ibid.*, 14 décembre.

³ A. N., X^{1b} 9767 et 9768, 10 août 1773, 18 décembre 1773, 13 mai 1774.

⁴ A. N., X^{1b} 9768, 27 janvier 1774.

Officiers, le Châtelain et le Procureur du Roi, qui, quoique beaux-frères, ne s'entendaient pas ; à propos d'une succession avec mineure, le premier voulut apposer les scellés, le second non ; l'affaire se compliqua et s'envenima, si bien que le Procureur, au jour de l'apposition, fit enlever tout le papier marqué que le Greffier avait apporté. Sur quoi, le P. G. requit avec autant de modération que de bon sens : « D'après cet exposé qui annonce au moins une division indiscutée entre des Officiers de justice, le P. G. pourrait proposer à la Cour de prendre les voies de droit pour constater de quel côté sont les torts, et faire sentir ensuite son animadversion à celui qui serait reconnu l'avoir méritée ; mais, dans l'espérance que la réflexion suffira pour le ramener à son devoir et à son honnêteté, le P. G. croit qu'il suffit de s'occuper quant à présent de l'intérêt du tiers qui se trouve compromis dans cette affaire, et que, pour prévenir une seconde scène indécente de la part des Officiers de la Châtellenie de Saint-Galmier, il convient d'en commettre d'autres pour faire l'apposition des scellés et l'inventaire dont il s'agit, lesquels paraissent indispensables. » On désigna les Officiers de Montbrison. On voit donc que dans ce lointain et montagneux comté, où l'action du Parlement de Paris devait bien difficilement se faire sentir, les justiciables n'eurent qu'à se louer de l'avènement du Conseil Supérieur.

VI

Ceux de Mâcon, au début, n'auraient pas été fondés à en faire autant. On se rappelle de quelle façon rude à l'excès on avait supprimé leur Présidial et fondu le Bailliage et l'Election, au profit des Officiers de celle-ci.

On récompensa¹ d'abord les Officiers qui avaient montré

¹ Edit du Roi qui maintient..., 31 juillet 1771 (B. M., 118366); il cite nommément 1 officier du Bailliage et 5 de l'Election, mais là il y en avait eu d'autres.

de la docilité : « N'ayant jamais manqué d'affection ni de zèle pour (le) service », ils furent maintenus dans leurs privilèges, exemptions et rangs, avec promesse de prompt liquidation pour les Officiers de l'Election passés au Bailliage ; le Roi, comme d'habitude, se déchargea de ce soin sur les Etats du Mâconnais, qui peut-être marchandèrent et, en tout cas, s'exécutèrent¹. Cela fit crier les Officiers supprimés² dont aucun ne se fit liquider, sans y avoir eu grand mérite, avouent leurs amis, la finance étant très petite ; on prétendit que les Officiers de l'Election « qui ont eu l'indignité de les remplacer » avaient été récompensés par un bon remboursement (on exagérait même ce qu'il en coûtait aux Etats) et par une modique finance ; on dit encore : « C'est le sieur Moreau, notre Evêque, qui a arrangé cela ; c'est un Conseiller ancien au Parlement qui avait toujours été suspect à sa Compagnie, et qui lève aujourd'hui le masque avec la plus grande audace. Il doit son élévation à l'épiscopat à sa trahison. » Sans admettre ces imputations contre un prélat à bien des égards remarquable, son activité et sa très grande influence permettent de croire qu'il avait eu, en effet, un rôle prépondérant, comme dans les autres affaires de la Province.

Cependant, il fallut bientôt avouer qu'on avait péché, au moins par légèreté. « Nous avons reconnu, dit le Roi dans le préambule des Lettres Patentes du 3 août 1771³, que l'objet que nous nous serions proposé de procurer à nos sujets dans l'étendue de ce Bailliage la justice la plus prompte, ne se trouverait pas rempli en attribuant à notre C. S. de Lyon la connaissance des matières présidiales qui étaient ci-devant portées au Siège de Mâcon, attendu la multiplicité d'affaires dont notre C. S. de Lyon se trouvera nécessairement saisi⁴ ». La connaissance de ces matières fut, en conséquence, renvoyée

¹ A. N., X^{1b} 9760 et 9765, 21 novembre 1771.

² *Journal Historique*, III, p. 259.

³ Lettre Patentes du Roi qui renvoient.. (B. M., 125376).

⁴ On a vu le même aveu à propos de la Dombes, cf. *supra*, p. 114.

au Présidial de Lyon. Cette demi-mesure fut presque aussitôt jugée insuffisante. En septembre, un édit ¹, pour satisfaire aux représentations des Etats du Mâconnais, rétablit le Présidial de Mâcon et l'unit au Bailliage. Cette palinodie excita les railleries ² assez spirituelles et cette fois justifiées des ennemis du Chancelier. Je ne sais pas si, comme ils le publièrent, lesdites représentations étaient « prétendues » ; il se pourrait, car je n'ai rien trouvé à ce sujet dans les procès-verbaux des Etats du Mâconnais ³. Ils ne firent pas davantage allusion à ce fait dans les remerciements, très chaleureux, qu'ils adressèrent à Maupeou ⁴ : « Les Etats du Mâconnais croiraient manquer au plus essentiel de leurs devoirs, s'ils ne profitaient du premier moment où ils sont assemblés pour vous faire de très humbles remerciements de la bonté que vous avez eue de rétablir le Présidial de Mâcon ». Et la lettre continuait sur ce ton, trahissant l'influence évidente de l'Evêque, Président des Etats.

Il s'en faut cependant que la pacification des esprits ait été complète. Il n'y a sans doute pas grand compte à tenir de l'opinion ultérieure ⁵ d'un Echevin, qui paraît pour le moins un agité. Mais en plus d'un conflit avec la Juridiction des Gabelles ⁶, le Bailliage eut avec la Municipalité des difficultés dans lesquelles le C. S. fut amené à intervenir. Comme à Lyon, et pour une raison connue, la question de la police, celle du contrôle des finances n'ayant pas paru se poser ici, Municipalité et Bailliage étaient depuis longtemps en guerre. A ma connaissance, cela remontait au moins à 1761, où la Municipalité avait rédigé ⁷ un « Mémoire... concernant les

¹ Edit du Roi... (B. M., 125378). On pourrait faire remarquer à ce propos combien on a l'air de faire peu de différence entre Edit et Lettres Patentes ; de même, tantôt on fait enregistrer à Paris, tantôt non.

² *Journal Historique*, II, p. 296.

³ Arch. dép. Saône-et-Loire, C. 493.

⁴ *Ibid.*, C. 748, 15 janvier 1772.

⁵ B. M., coll. Joly de Fleury, ms. 2173, f° 89.

⁶ A. N., V¹ 626.

⁷ Arch. mun. Mâcon, FF. 26.

entreprises et prétentions des Officiers du Bailliage... » Bien entendu, le Parlement soutint le Bailliage ; la querelle s'éternisa, malgré des interventions ministérielles. Enfin, le 31 juillet 1770, le Bailliage obtint un arrêt du Parlement¹ par lequel ses Officiers furent « maintenus dans le droit et possession d'exercer seuls la police dans toute l'étendue de la ville et faubourgs de Mâcon, avec défense aux Officiers municipaux de les y troubler et injonction de prêter main-forte pour l'exécution des ordonnances dudit Bailliage sur le fait de la police et de la publication des arrêts de la Cour ». Je pense que le ressentiment de la Municipalité explique son silence en 1771². Les bonnes relations avec le nouveau Tribunal parurent même subsister quelque temps. Mais bientôt les choses changèrent : la Municipalité s'aperçut, comme le Consulat lyonnais, qu'elle n'avait pas gagné au change et reprit la lutte contre le nouveau Bailliage ; celui-ci ne se montra pas moins combattif que l'ancien et, pour gagner plus sûrement le C. S., se présenta comme victime de l'attachement de la Municipalité aux anciens Officiers, ce qui n'est pas absolument certain. L'affaire éclata le 15 août 1772, lors de la procession pour l'accomplissement du vœu du Roi³. Le Bailliage avait invité la Municipalité à commander « le détachement des caporaux de la ville » habituel pour maintenir l'ordre ; la Municipalité défendit au sergent-major de bouger ; le Parquet, averti, requit et le Lieutenant Général ordonna l'envoi des caporaux. Refus. « Il arriva ce que les suppliants avaient prévu, la procession fut tumultueuse et le peuple n'y conserva point la décence qui convenait. » Et le Bailliage de donner au C. S. cette raison, vraie ou fausse : « L'esprit de parti est le véritable motif qui a déterminé ce refus ; les Officiers municipaux, attachés pour la plupart aux anciens Officiers du Bailliage, cherchent à mettre des entraves dans l'exercice des fonctions

¹ *Ibid.* et A. N., X^{1b} 9766, 16 septembre 1772.

² Arch. mun. Mâcon, BB. 213.

³ A. N., X^{1b} 9766.

des nouveaux magistrats que S. M. a honorés de sa confiance, et si l'on ne réprimait promptement de pareils abus, les suppliants se verraient exposés aux plus grands désagréments. » Conformément à leur requête, et, chose rare, contrairement aux conclusions du Substitut du P. G. qui avait proposé une mesure dilatoire, le C. S. en vacations rendit le 16 septembre un arrêt par lequel il « ordonne que l'arrêt du Parlement rendu... le 31 juillet 1770 sera exécuté selon sa forme et teneur ; permet au surplus aux suppliants de faire assigner en la Cour aux délais de l'Ordonnance qui bon leur semblera aux fins de leurs requêtes ». Le C. S., reprenant la politique du Parlement, s'engageait à fond du côté du Bailliage. Il fut arrêté par un obstacle auquel il ne devait guère s'attendre, le Conseil d'Etat. La Municipalité s'était en effet adressée à lui et, à la suite de débats ou d'intrigues dont je ne connais que la conclusion, obtint¹ un premier arrêt en février 1773, et, en juin, un second « qui, sans s'arrêter à l'arrêt du Parlement de Paris du 31 juillet 1770, maintient les maire et échevins de Mâcon dans l'exercice et juridiction de la police de la ville ». C'était, sans le nommer, un coup droit contre le C. S. Celui-ci, sage-ment, feignit de l'ignorer. Mais le Bailliage ne se déclara pas vaincu et, le 10 juin 1774², fit arrêter un sergent de ville sur un prétexte qui, en tout état de cause, paraît bien futile. La Municipalité, convoquée d'urgence, décida, oublieuse d'un passé récent, d'envoyer immédiatement un mémoire au P. G. du C. S. pour le prier « d'interposer son autorité pour faire rendre justice aux Officiers de police sur cette entreprise de Messieurs du Bailliage et pour prévenir celles qu'ils pourraient faire dans la suite ». Le 15, craignant que cela ne soit pas suffisant, la Municipalité arrêta unanimement « que M. le Maire serait invité à se rendre à Lyon pour faire à Nosseigneurs du

¹ Arch. mun. Mâcon, FF. 26 et FF. 52, Registre de Police où l'on voit que la juridiction de la ville est à peu près complètement arrêtée depuis le 30 juillet 1770 jusqu'à 1773 où elle reprend.

² Arch. mun. Mâcon, BB. 215 et FF. 26.

C. S. en présence de Mgr. le P. G. les justes et respectueuses représentations du Corps municipal pour qu'il leur plaise de réduire l'autorité de Messieurs du Bailliage dans les bornes qu'elle doit avoir, faire à ce sujet toutes les démarches qu'il jugera convenable, même d'intervenir dans le procès poursuivi contre ledit Bideau (le sergent arrêté) et dont il a porté l'appel au C. S., prendre fait et cause, obtenir arrêt qui autorise le Corps municipal à prendre à partie le Procureur du Roi du Bailliage et tous autres... » C'était rendre un bel hommage à l'autorité et à l'impartialité du C. S. que de le prendre comme arbitre dans une affaire où l'on avait naguère nargué ses décisions. Je ne suis pas sûr que le C. S. ait abandonné aussi facilement le Bailliage. Celui-ci s'était en effet, de son côté, adressé à lui : il obtint le 28 juin un arrêt préparatoire qui énumérait ses trois revendications, qui auraient singulièrement réduit les pouvoirs de la Municipalité. Celle-ci, devenue méfiante, au lieu de songer à se rendre à l'assignation de la Cour de Lyon, se rappela qu'une opposition du Bailliage à l'arrêt du Conseil d'Etat de juin 1773 était pendante devant cette juridiction et, « ne pouvant pas plaider en deux tribunaux sur le même objet », chargea un avocat au Conseil d'Etat d'obtenir l'évocation, mission qu'elle renouvela à son Maire partant peu après pour Paris. Le conflit, qui menaçait de s'étendre au Conseil d'Etat et au C. S., fut arrêté par la disparition de celui-ci. Le Bailliage paya les frais de la querelle, au figuré, — car la Municipalité obtint ¹, en décembre 1776 et en août 1783, des arrêts favorables à ses prétentions —, et au propre, car on lui « répéta » 2.559 l. 6 s. 6 d !

Sur l'activité du Bailliage pendant l'existence du C. S. je ne sais rien de précis, mais crois qu'il n'y a rien de particulier à signaler. Ses rapports avec la Cour de Lyon furent normaux, le C. S. recevant les appels, enregistrant les provisions des

¹ *Ibid.*, FF. 26.

Officiers avec le cérémonial ordinaire¹ et étant entraîné à enregistrer des documents officiels concernant la Bourgogne². Il y eut cependant vers la fin des difficultés³ que j'avoue n'avoir pas complètement comprises. Il semble qu'il y ait eu un conflit assez vif entre les Officiers du Bailliage et l'Avocat du Roi, d'une part, et, d'autre part, le Procureur du Roi, pour lequel le P.G. prit fait et cause, tandis que le Conseil me paraît s'être moins facilement décidé. Il n'est pas sûr qu'à la veille de sa disparition, le C.S., entraîné par la fatalité qui pousse sous l'Ancien Régime les inférieurs à éluder l'autorité de leurs supérieurs, ceux-ci à en abuser, n'allait pas, comme avec la Sénéchaussée de Lyon, voir ses rapports se gâter avec la Cour de Mâcon.

VII

Il n'est pas jusqu'aux justices seigneuriales sur lesquelles le C. S. n'ait étendu son contrôle, qui se fait ici plus étroit et plus impératif. Il s'agit, dans nos documents⁴, de questions de bâtiments : auditoire de la justice que le marquis de Simiane, comte d'Urfé, est autorisé par provision à maintenir non pas à Urfé, « qui n'est qu'un vieux château isolé situé dans un endroit escarpé et difficile », mais à Saint-Just-de-Chevalet ; prisons surtout, que les Officiers de la justice de Lafay ou le seigneur de Cuire-La Croix-Rousse devront faire construire, celui-ci dans l'espace d'un an, au lieu de continuer à se servir de prisons voisines.

On voit, en résumé, que l'établissement du C. S. a entraîné plus ou moins directement de sérieux remaniements dans les

¹ Voir, par exemple, A. N., X^{1b} 9765. Enregistrement pour Bauderon, lieutenant criminel au Bailliage de Mâcon, 14-23 décembre 1771.

² Déclaration du Roi qui fixe le contrôle des biens situés en Bourgogne, 3 février 1771, enreg. au C. S. le 27 août (B. M., 124073).

³ A. N., X^{1b} 9768, 14-15 juin 1774.

⁴ A. N., X^{1b} 9768, 28 avril 1774 et 21 janvier 1774 ; X^{1b} 9766, 31 décembre 1772.

juridictions subordonnées, les uns conséquences de sa création, comme ceux du Bailliage de Mâcon, d'autres simplement contemporains de cette création, mais procédant du même esprit, comme la suppression du Parlement de Dombes ou des châellenies du Forez, d'autres enfin faits au moins sous ses auspices, comme l'organisation de la nouvelle Sénéchaussée de Lyon ou de celle de Trévoux. On voit aussi combien ces remaniements, dont la grande majorité étaient bons en définitive, ont été parfois faits maladroitement, avec ce mélange de brusquerie et de faiblesse, d'autoritarisme ignorant et de capricieuse condescendance qu'on retrouve toujours dans l'administration de l'Ancien Régime, même à ses heures d'énergie et de semi-clairvoyance comme celles que nous traversons. On voit enfin comment le C. S. a entendu ses droits et ses devoirs vis-à-vis des Cours inférieures exactement comme avaient fait les Parlements, avec la proximité en plus, les passions politiques en moins, avec peut-être plus d'énergie, mais aussi parfois avec une coupable longanimité; en tout cas souvent avec une sorte d'indiscrétion qui n'était pas faite pour éviter des difficultés déjà tant à craindre dans la confusion subsistante.

CHAPITRE IV

LE CONSEIL SUPÉRIEUR, L'OPINION LYONNAISE ET LE CONSULAT

I. L'opinion à Lyon. — II. Le Consulat et le Tribunal de la Conservation. — III. Le conflit du Consulat et du Conseil Supérieur.

I

On voit de quel intérêt pour l'histoire du Conseil Supérieur et même pour celle de la réforme de Maupeou serait la connaissance suffisamment précise et sûre de l'opinion à l'égard de la nouvelle création dans la « seconde ville du Royaume ». Anticipant sur la conclusion de ce chapitre, je dois dire que nous ne la connaissons pour ainsi dire pas : nous n'avons presque aucun document sur l'opinion lyonnaise, nous en avons d'abondants sur l'opinion du Consulat; mais souvent — et spécialement ici — les deux n'ont pas de raison pour coïncider.

On a vu qu'au moment de sa création, de l'aveu même de ses adversaires, le C. S. avait été bien accueilli. « Je peux dire, écrit le 4 mai un Lyonnais adversaire du C.S.¹, qu'à l'exception d'un quart peut-être de la ville, on ne trouve point l'établissement du Conseil déplacé. » On peut faire la part de la nouveauté, des souvenirs cuisants laissés par les frais des procès au

¹ Cité par Everat, *op. cit.*, p. 177.

Parlement de Paris, du sentiment très lyonnais d'une victoire remportée sur la capitale enviée, victoire à la fois glorieuse et profitable ; la part aussi, si l'on veut, de l'influence personnelle d'un Intendant habile et estimé ; rien n'autorise à croire que les Lyonnais ne comprirent pas la pensée réformatrice qui inspirait en partie cette création et l'utilité profonde qu'en retireraient la ville et la région. L'ensemble des gens éclairés ne touchant ni aux irréductibles de l'ancienne magistrature, ni au Consulat — mais combien y en avait-il ? — dut se réjouir, en souhaitant plus de stabilité à cette réforme qu'à tant d'autres, comme un brave et honnête homme, ami des lumières, l'abbé Ranchon, curé de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or, qui écrit¹ : « L'an 1771, le Roi a créé à Lyon une Chambre Souveraine qui juge en dernier ressort les causes des différents particuliers ; on a craint d'abord que le Roi ne supprime cette Cour, mais, au grand désir d'un chacun, il y a apparence que cette Chambre subsistera. M. l'Intendant... est Premier Président, qui remplit dignement cette place. » L'opinion populaire échappe. On chanta ce couplet dans un Noël de 1773², celui-là même qui s'était moqué des jeunes magistrats de la Sénéchaussée.

Vêtus à la Romaine,
Trois Conseillers grêlés
De la Cour Souveraine
Furent les députés.

Il n'y a rien là de bien caractéristique ni, je crois, de bien populaire.

Quant à la haute bourgeoisie, elle dut se diviser en deux camps : celui des parents et amis des Conseillers qui, nous l'avons vu, appartenaient à peu près tous à ce monde et celui des tenants du Consulat. Jusqu'où alla la scission dans un milieu où les alliances sont entremêlées et comment se manifesta-t-elle,

¹ Notes de l'abbé Ranchon... (*Revue du Lyonnais*, 5^e série, XII, 1891, p. 151).

² B. M., fonds Coste, ms. 1072.

il ne doit pas être impossible de le savoir, mais je l'ignore. Tout au plus peut-on conjecturer une certaine malveillance à travers ce fait que les Recteurs de la Charité gardent le silence sur le C. S. ¹, aussi bien à l'occasion de la réception de Gesse de Poizieux que de la messe pour le cinquantième anniversaire du sacre de Louis XV ou des prières pour la maladie et la mort du Roi. Mais il faut dire que le Bureau d'administration tenait de très près au monde consulaire et que le même parle en ces termes au C. S. ², il est vrai pour lui demander quelque chose : « Les suppliants, aussi fidèles sujets que zélés citoyens, se sont empressés de reconnaître votre autorité et de réclamer votre protection pour les pauvres dont l'administration leur a été confiée par le choix de leurs concitoyens. » C'est peu de chose que ces témoignages fragmentaires, vagues ou contradictoires, et cependant c'est tout. Ce qui vaut mieux, c'est cette remarque, confirmée par plusieurs des chapitres suivants, que dès les premiers jours, et parfois sans nécessité immédiate, des gens appartenant à toutes les catégories de la population s'adressèrent à la Cour, semble-t-il, en toute confiance. C'est peut-être en somme la plus sûre manifestation de l'opinion générale.

II

Mais il y avait à Lyon un corps chargé, au moins théoriquement, de représenter les intérêts de la cité, le Consulat. Réorganisé par Henri IV, il n'avait pour ainsi dire pas été touché par la grande réforme municipale de 1764. Au-dessus du Corps de ville qu'on ne réunissait presque jamais et de l'Assemblée des notables qu'on réunissait rarement et pour des objets bien définis, il était chargé de la gestion des intérêts muni-

¹ Arch. Charité, E. 75.

² A. N., Xth 9765, 18 décembre 1771.

cupaux. Quoique les ouvrages qui lui ont été consacrés¹ laissent encore nombre de points à étudier, on se contentera ici de ce qui est exposé dans les histoires générales de Lyon. Le Gouverneur², alors Gabriel-Louis-François de Neufville, marquis puis duc de Villeroy, n'avait aucune action sur place ; mais la correspondance consulaire montre qu'il est auprès de la Cour un agent de transmission et d'intrigue entre les mains de la Municipalité — qui le paie. Je n'ai pas trouvé trace d'une action quelconque de son Lieutenant, Eugène de Lacroix, marquis de Castries. Sortis de la haute bourgeoisie, les quatre Echevins partagent l'autorité avec le Prévôt des Marchands dans la nomination duquel l'intervention royale se fait directement sentir. Ces quatre personnages ont à défendre leur pouvoir contre l'Intendant, les Cours de Justice, les cabales locales ; comme leur ambition est grande et leur gestion souvent non exempte de reproches, ils ont un intérêt évident à ne pas avoir auprès d'eux une autorité capable de les limiter ou de les contrôler — d'autant mieux qu'avec les intrigues silencieuses où ils excellent et l'argent des contribuables dont ils ne sont pas avares, ils sont en général assurés de la bienveillance des Ministres ou, ce qui vaut mieux, de leurs Commis.

Les Prévôts des marchands furent³, pendant la période qui nous intéresse, Charles-Jacques Le Clerc, chevalier, seigneur de la Verpillère, et bientôt Claude-Espérance, marquis de Regnaud, seigneur de Bellescize, etc., tous deux de bonne noblesse, hommes d'action et, le second surtout, combattifs ; le premier se démit, semble-t-il, volontairement et l'autre, nommé par la volonté du Roi⁴, devait avoir plus tard au sujet de sa gestion d'assez graves difficultés. Les échevins — ils

¹ Marc Guyaz, *Histoire des Institutions municipales de Lyon avant 1789*, in-12, Paris, Lyon, 1884, et S. Courbis, *la Municipalité lyonnaise sous l'Ancien Régime*, in-8°, Lyon, 1900.

² A. Péricaud, *les Gouverneurs de Lyon*, p. 33.

³ [J.-B. Monfalcon], *le Livre d'or du Lyonnais, Forez et Beaujolais* (B. M., 302722).

⁴ Voir, par exemple, A. N., O¹ 963, f^o 385.

étaient élus fin décembre pour deux ans — furent Chirat, Clavière, Audra, Bertin du Villars, Jacob, Sponton, Beuf, Prost de Royer, Chancey et Torrent. Leur personnalité — deux surtout sont remarquables : Chirat, riche et excellent homme, et Prost de Royer, le grand avocat — importe peu : il y avait vraiment un esprit échevinal.

A côté du Consulat, intimement lié à lui, partageant ses idées et ses intérêts, était le Tribunal de la Conservation¹. Tribunal antique, actif et, malgré ses défauts, très utile, de grande réputation au dehors et de bonne réputation au dedans, il avait été réorganisé, en dernier lieu, en 1655, et, pendant notre période, comprit régulièrement le Consulat, deux magistrats nommés par le Roi et quatre par le Consulat, assuré ainsi de la majorité, ces six derniers nommés pour deux ans et renouvelables chaque année par moitié. Comme toute bonne juridiction d'Ancien Régime, celle-ci comportait des obscurités, une certaine part d'arbitraire et tendait à empiéter sur ses voisines, d'où des querelles au xvii^e et au xviii^e siècle avec les Parlements de Grenoble, Toulouse, Dijon, Besançon, Aix, etc. (celui de Paris, dont elle relevait seul étant, disait-on, très bien disposé pour elle), et naturellement la Cour des Monnaies, Sénéchaussée et Siège Présidial de Lyon, dont un Président, futur Président au C. S., Charrier de la Roche, fut un jour cité à la barre. Somme toute, elle rendait de grands services aux Lyonnais et faisait leur orgueil. Il était donc à désirer pour le C. S. qu'il n'entrât point en conflit avec elle.

III

La situation, nous l'avons vu, n'était point nette pour le C. S. Héritier, dans une certaine mesure, de la Cour des Monnaies, composé d'anciens membres de ce Tribunal depuis

¹ J. Vaesen, la Juridiction Commerciale à Lyon sous l'Ancien Régime (*Société Littéraire... de Lyon*, mémoires, 1877-1878).

longtemps en guerre avec le Consulat, il lui aurait fallu une haute sérénité pour ne point être tenté de faire sentir le poids de sa nouvelle autorité. Le Consulat, de son côté, se méfiant par définition des magistrats locaux, craignait encore bien davantage un Tribunal plus proche que le Parlement de Paris et plus puissant que la Sénéchaussée. Nous avons exposé les dernières querelles de l'autorité municipale et de l'autorité judiciaire, indiqué le triple enjeu : préséance, police, contrôle financier, en un mot, autonomie du Consulat vis-à-vis de la juridiction locale. Nous avons vu aussi que, le jour de l'installation du C. S., le Consulat était venu le complimenter en termes analogues aux circonstances. Dès le surlendemain, il commençait la guerre.

Cette lutte, qui durera, sans trêve, du premier au dernier jour, a des caractères très particuliers : le premier, que nous ne la connaissons que par des sources consulaires, le registre des délibérations du C. S., s'il a existé, ayant disparu, les pièces subsistantes ne disant rien ; le second est qu'un seul des deux adversaires combat sans relâche et directement, le Consulat, tandis que la Cour paraît s'occuper très peu de lui et, sauf une circonstance très précise, ne jamais le viser directement ; le troisième, enfin, est qu'on a affaire à une lutte sourde, car je ne crois pas le C. S. aussi magnanime qu'il paraît, et je suis sûr que le Consulat joue la comédie : à en juger par les documents auxquels on serait tenté de s'en tenir, les registres de délibérations, il ne s'est rien passé : ceux du Consulat¹ sont vides, celui de l'Assemblée des Notables² présente une opportune lacune, que ne viennent combler par rien d'intéressant ce que je crois être les minutes des procès-verbaux³ ; mais tout change quand on regarde la correspondance et les mémoires rédigés : la continuité acharnée de l'effort apparaît, malgré les obscurités provenant des allusions à des faits

¹ A. M., BB. 339-342.

² *Ibid.*, BB. 366 ; malgré la pagination il y a une lacune de 1769 à 1775.

³ *Ibid.*, BB. 365.

non connus, à des omissions de dates et d'adresses pour les mémoires, d'un style difficile et incorrect. On pourrait, sans doute, ramener cette polémique à quelques traits généraux ; je préfère la suivre au jour le jour, en élaguant, car on apercevra encore assez vite son caractère de monotonie lassante, pourquoi ne pas dire le mot, de rabâchage haineux et volontairement aveugle.

Le 11 mars, le Consulat avait félicité le C. S. ; le 13, il remercia le Chancelier¹ : « L'établissement du C. S., qui vient d'être fait en cette ville, y répand la satisfaction et immortalise votre nom ; nous nous sommes empressés, dans le moment, de rendre publiquement le témoignage de la plus grande sensibilité sur ce sujet intéressant entre les mains de M. de Flesselles, Premier Président. » Il ajoutait, il est vrai : « Le désir que nous avons de concourir avec le C. S. au plus grand avantage de notre ville nous met dans le cas de présenter à V. G. trois mémoires², dont le premier intéresse particulièrement l'honneur de nos fonctions et les autres le bien du commerce de cette ville et de ses manufactures... » Il restait au moins un témoignage d'éclatante adhésion et de bonne volonté. Mais on commençait à se découvrir en écrivant le même jour à Bertin, secrétaire d'Etat de la maison du Roi³, dont on sollicitait la protection en lui envoyant les mémoires sur les fonctions du Consulat, le commerce et les manufactures « qui pourraient perdre beaucoup, si le C. S. usait, à ces différents égards, de la prééminence de son autorité... ». Enfin, toujours à la même date, on levait le masque en écrivant à Villeroy⁴ : « Monseigneur.

¹ A. M., AA, 131, f° 239. On peut remarquer que, jusqu'au bout, le Consulat distribuait annuellement 228 l. d'étrennes chez le Chancelier, tandis que, s'il supprimait, seulement en 1773, celles qu'il donnait chez les chefs du Parlement de Paris, il ne donna rien à la domesticité du C. S. (A. M., BB, 340, 341, 342).

² Que malheureusement je n'ai pas retrouvés, mais le Secrétaire d'Etat de la maison du Roi ne les a pas vus non plus (A. N., O¹563, f° 101).

³ A. M., BB, 131, f° 240.

⁴ *Ibid.*, f° 239 ; les lettres dont je ne citerai pas la provenance viennent du même registre où on les trouvera à leur date.

C'est en quelque sorte votre cause que nous venons vous supplier de protéger, puisque le Consulat doit à vos ancêtres (?) l'honneur de son état et de ses fonctions. Il a lieu de craindre d'en être privé par l'établissement d'un C. S. en cette ville, si Mgr le Chancelier n'écoute avec quelque faveur nos représentations expliquées dans les mémoires ci joints, etc... » En tout état de cause, on ne peut pas dire que le Consulat ait été attaqué le premier, ni qu'il ait montré dès le début une parfaite franchise. C'est qu'il craint pour une de ses prérogatives, la Grande Police de la ville, ou, comme il dit, qu'on désunisse « le Commandement de la Prévôté des marchands » : il s'en plaint à Flesselles à propos d'un envoi de troupes (26 mars) et plus amèrement à Bertin, Monteynard et Villeroy, en mêlant dans l'affaire le C. S.¹ (28 mars).

Mais déjà la lutte s'accroît et de telle façon qu'il nous est impossible de juger de la bonne foi des adversaires. Au début de juin, de la Verpillère, sans raisons apparentes, démissionne. Grand émoi chez les Échevins, qui, le 2 juin, demandent à Villeroy et à Bertin de le faire suppléer par Chirat en faisant valoir, mais seulement au Gouverneur, ce motif qui cache une nouvelle préoccupation : ils ne veulent pas convoquer maintenant une Assemblée des Notables « n'y ayant rien encore de réglé et de déterminé relativement à ceux qui croiraient devoir prendre séance aux assemblées et contester au Consulat le droit d'y présider. » C'est la vieille querelle avec la Sénéchaussée que le Consulat redoute. Le même mois le Chancelier, écrit à la Maison du Roi² pour se plaindre que le Consulat n'ait pas encore enregistré l'édit de création du C. S. Le Secrétaire d'Etat écrit, le 24, à Lyon. Le Consulat répond le 28 que ni la Conservation ni lui n'ont rien à se reprocher, ayant enregistré

¹ Peut-être faudrait-il rapprocher de ses craintes des difficultés au sujet de la place de Lieutenant de Police d'où le duc de Villeroy voulait (il y parvint) déloger Posuel de Vernaux et que postulaient Basset de la Marelle, Loiseau soutenu par le duc d'Orléans, Guillin de Pougelon et qu'eut finalement Prost de Royer (A. N., O¹ 563, 31 mars et O¹ 564, 20 septembre).

² A. N., O¹ 563, 24 juin.

deux édits en mars et juin; le Chancelier a d'ailleurs accusé réception de la nouvelle de cet enregistrement dans une lettre du 23 à Pulligneu; là-dessus, protestations d'obéissance et insinuations malveillantes contre ceux qui l'ont desservi. Il faut renoncer à y voir clair.

Pour achever d'exaspérer le Consulat, éclate une affaire qui menaçait dès 1770¹, celle de la suppression de quarante offices d'agents de change²; plaintes du Consulat³, qui entre en révolte ouverte, en les rétablissant, ce qui fait casser sa délibération par le Conseil d'État⁴. La résistance continua; il y eut des procès-verbaux et, à leur suite, un conflit de juridictions extrêmement curieux entre l'Intendant et le Conseil d'État d'une part, d'autre part le Consulat et le C. S. qu'on essaya de mêler dans l'affaire, mais qui, prudemment et, je crois, correctement, se récusa. Le tout aboutit à un arrêt très dur du Conseil d'État⁵ (6 février 1772) et au renvoi de l'affaire devant l'Intendant assisté d'une commission, qu'il choisit entièrement dans la Sénéchaussée. Puis, comme toujours, la royauté céda : elle avait été sollicitée par le Consulat et, je ne sais pourquoi, par un Président du C. S.⁶; elle remit⁷ les choses dans l'état ancien... en se faisant payer. Et le C. S. scella la paix⁸. Mais cette affaire avait encore échauffé les esprits. Aussi le Consulat dans une longue lettre à Prost de Grangeblanche, alors à Paris (20 juillet 1771), se montre décidé à ne rien céder sur le cérémonial lors d'un *Te Deum* et d'une procession qui approchent⁹; c'est une

¹ B. N., coll. Joly de Fleury, ms. 1036, f° 151 et seq.

² Edit du Roi..., février 1771, enreg. au C. S. le 13 juillet (B. M., 113767).

³ A. M., AA. 131, juillet et A. N., O¹ 563 *passim*.

⁴ Arrêt du Conseil d'Etat..., 6 novembre (B. M., 113768) (il y en avait déjà eu un le 27 septembre).

⁵ Arrêt du Conseil d'Etat..., 6 février 1772 (B. M., 113769).

⁶ A. N., O¹ 564, f° 113.

⁷ Déclaration du Roi..., 29 mars 1772 (B. M., 113770).

⁸ A. N., X^{4b} 9766, 12 août 1772.

⁹ Un peu plus tard, il écrira gravement « sur la question de savoir quel titre l'avocat chargé de la harangue qui se fait ordinairement le jour de la Saint-Thomas doit donner au Conseil Supérieur... » (A. N., O¹ 563, f° 386).

longue discussion protocolaire où le Consulat, après avoir proposé des subterfuges enfantins, cherche à rabaisser le C. S. au-dessous de la Cour des Monnaies et, bien entendu, de lui : « Après tout, il serait ridicule que les enfants voulussent mettre leurs pères derrière eux, car, comme vous le savez, le C. S. est en partie formé, et ce sera toujours ainsi, par des fils ou petits-fils d'Echevins. » Tout devient prétexte à récriminations, où l'on mêle avec malveillance le tribunal haï. En août, c'est au sujet d'un conflit avec le P. G. sur la question des prisons¹ ; le Consulat est, cela va sans dire, parfaitement innocent : il a renforcé le corps de garde à la première injonction, il n'est pas responsable de « l'imprudence grossière du concierge... nouvellement placé par les magistrats », il a envoyé de nouveaux renforts, il s'est entendu avec le P. G. pour l'aménagement des lieux ; pourquoi donc l'accuser, et surtout qu'on ne lui fasse pas payer les frais² !

En 1772, il y eut une détente coïncidant avec le succès remporté dans l'affaire des agents de change peut-être grâce à l'appui du C. S., avec les nouvelles préoccupations de la ville au sujet de l'affaire Morand et à l'arrivée du nouveau Prévôt des Marchands. Cette fois, ce fut le C. S. qui attaqua, en émettant peu régulièrement, au sujet de la mise en régie de l'octroi, des prétentions à un pouvoir réglementaire³. Le Consulat, menacé, partit à fond. Il écrivit le 30 juillet une longue lettre au Contrôleur Général, pour se plaindre de ce que la formule d'enregistrement paraissait autoriser un certain nombre de bourgeois à se soustraire au droit d'entrée sur les vins, ce dont ils avaient profité : sans oser, comme il l'avait fait dans une première rédaction, incriminer « un intérêt personnel », il rappelait que la Cour devait « enregistrer purement et simplement les édits... » sans pouvoir « délibérer sur iceux ou se dispenser de les exécuter ». Il écrivit en

¹ Cf. *infra*, ch. IV, IV.

² C'est cependant ce qui arriva (*ibid.*, f° 283).

³ Cf. *infra*, ch. VIII, II.

même temps à Bertin et à Nicoleau de Montriblound, son trésorier, alors à Paris, à qui, après avoir précisé le préjudice porté à la Ville, il montra la portée générale de l'affaire : « Le Consulat porte ses craintes plus loin : il regarde cette démarche du C. S. comme une entreprise faite contre notre administration, propre à lui donner des entraves perpétuelles », ce qui était probablement juste, la Cour poursuivant sous une autre forme une politique analogue à celle de la Sénéchaussée en 1758. Le Consulat le comprit, car endemandant (18 septembre) au Prévôt des Marchands de se pourvoir contre l'enregistrement, il disait : « Il faut s'attendre que, si on ne le faisait réformer, il (entendez le C. S.) en exciperait avec vigueur pour nous contraindre d'en rendre compte devant lui et nous éprouverions de beaux débats. » La veille, le Roi, « sans avoir égard à l'arrêt du C. S., » avait maintenu et précisé ses premières volontés : défaite pour le C. S., peut-être plus apparente que réelle, que le P. G. présenta élégamment comme une sorte de victoire, tout en maintenant le point de vue du Conseil¹. Au reste le Consulat ne se déclara pas encore satisfait². La Cour cependant allait essayer de prendre sa revanche et faire revivre ses anciennes prétentions au contrôle financier. En novembre 1772, le Roi donna des « Lettres Patentes en forme d'Edit³ », véritable fragment d'une législation fiscale pour Lyon. Le Parlement ne les enregistra que le 9 février 1773. Le 2 avril, le C. S. prétendait encore ne les avoir pas reçues. Même situation le 10 avril, l'Avocat Général Palerne de Savy protestant qu'il n'a rien vu et « qu'il était désagréable pour lui et pour le C. S. de voir qu'ils pouvaient être soupçonnés de retenir ces Lettres Patentes pour en différer l'enregistrement et l'exécution ». On voit à quel point on en était arrivé. En réalité les Lettres avaient

¹ Cf. *infra (ibid)*. Un rapprochement s'impose : c'est le même mois (septembre 1772) que le Roi infligea au C. S. ses deux défaites les plus retentissantes, dans l'affaire des octrois et dans celle des Communautés.

² A. N., O¹564, 31 décembre 1772.

³ Cf. *infra (ibid)*.

été envoyées par le P. G. du Parlement de Paris, le 22 mars ; on prétendit qu'elles s'étaient égarées en chemin ; on en renvoya un second exemplaire, qui arriva le 13 avril au soir, ce dont de Savy avertit le Consulat. Le 20, le C. S. procédait à l'enregistrement, en refusant au Parlement de Paris le contrôle que celui-ci avait réclamé dans son arrêt d'enregistrement et en ordonnant le dépôt au Greffe des mémoires remis sur la question entre les mains des Gens du Roi. Le Consulat vit le danger. « Il y a, écrivit-il au Prévôt des Marchands le 23 avril 1773¹, deux modifications remarquables. La première intéresse le Parlement de Paris ; c'est à lui à maintenir l'autorité dont il jouit ; nous croyons, cependant, devoir vous prier de ne pas perdre de vue que l'intérêt de la ville, l'ordre public et la tranquillité ne permettent pas que nous soyons tenus de rendre compte autrement que nous y sommes assujettis par les Lettres Patentes. Vous sentez trop quels inconvénients sans nombre il y aurait à soumettre au C. S. une administration qui ne doit être inspectée que par le Conseil du Roi. Le second article des modifications pèse sur nous directement : il semble que le C. S., recueillant les mémoires amassés par son Avocat Général, va s'occuper à faire des Représentations. Ce qui nous affecte le plus, c'est ce qui a précédé cet enregistrement ; c'est l'éclat, c'est le discours qui l'ont accompagné. Nous n'osons pas vous détailler tout ce qui nous revient ; mais vous connaissez nos concitoyens, ils sont sujets soumis et fidèles, vous pouvez être tranquille. » Je doute fort que le peuple de Lyon s'émût pour les intérêts de Messieurs du Consulat : ce n'était là qu'une ruse de guerre un peu grossière ; mais c'était bien la guerre, et sans merci. Pour une fois, le ministère ne céda pas. Aussi, le 15 mai, le Consulat se plaignit que le Contrôleur Général ne voulût pas faire casser l'enregistrement ; malgré les conseils de prudence donnés par Maupeou lui-même à Flesselles et Pulligneu, « nous ne nous trouverons pas moins sous leurs

¹ A. M., AA. 132, ainsi qu'une partie des lettres suivantes.

maines, exposés à leur fournir nos états de recettes et de dépenses. » Voilà ce qui les désespère. Et en effet le danger s'accrut pour eux : il y eut des réclamations à plusieurs reprises ; on lança, ce qui était le cauchemar des Echevins, l'idée de la convocation de l'Assemblée des Notables « ouvrage de conseils pernicieux de gens ennemis de l'ordre et de la paix ». Aussi le Consulat dramatisait la situation en écrivant, le 3 juillet, à Bertin et au Contrôleur Général : « Nous nous occupons à maintenir la paix. Le peuple n'a pris aucune part à tout ceci, quelques efforts qu'on ait faits pour l'entraîner en supposant à l'entrée des droits nouveaux sur les comestibles. » L'affaire continua. Le Consulat n'avait encore pas eu satisfaction au mois de mars 1774¹, où il rappelait avec amertume les paroles de l'Avocat Général. Je crois pouvoir avancer que les choses restèrent en état, mais que le C. S. ne poussa pas ses avantages à fond, n'ayant rien tiré des mémoires et n'ayant pas soutenu ceux qui réclamaient l'Assemblée des Notables : il y avait peut-être trop de liens de famille et d'intérêt entre les deux groupes de privilégiés. Mais le branle était donné, on obtint la convocation de l'Assemblée des Notables pour apurer les comptes, et, le 4 avril 1775, le Consulat, voulant la faire reculer, n'eut plus d'autre ressource que de s'adresser à l'Intendant, l'ancien Premier Président du C. S.

En plein milieu du conflit sur les questions financières, un autre avait éclaté, sur celle, également brûlante, des Communautés d'arts et métiers². Le 22 août 1772, le C. S. prit un arrêté qui, ordonnant le dépôt de l'état de situation de toutes les Communautés, établissait du coup un droit de contrôle ; le Consulat, titulaire de la Juridiction des arts et métiers, était directement intéressé. Le Prévôt des Marchands, alors à Paris, le consulta. Le 18 septembre, le Consulat fit une réponse embarrassée : « Nous n'avons point encore pris de parti ; il

¹ BB. 363.

² Cf. *infra*, ch. ix, I.

serait peut-être bien de consulter si le C. S. a excédé en cela les bornes de son pouvoir, car si ce Tribunal avait les mêmes attributions en fait de juridiction que les Parlements, nous nous exposerions à faire une fausse démarche en nous élevant contre l'arrêt dont il s'agit ». Le Consulat envoyait donc les pièces nécessaires. C'était d'ailleurs sagement raisonner ; mais il est curieux de constater qu'un an et demi après l'établissement du nouveau Tribunal, le corps le plus intéressé à les connaître ignore encore les limites et la nature même de son pouvoir. Il changea d'ailleurs vite d'avis, mais une autre intervention que nous ignorons — peut-être celle de l'Intendant ou de certaines Communautés lyonnaises — avait dû se produire, car quand le ministre eut reçu ¹, le 30 septembre, une lettre du Consulat se plaignant de l'arrêt, et l'eut communiquée au Contrôleur Général, celui-ci répondit qu'il envoyait à l'Intendant un arrêt de cassation du Conseil d'Etat. Cependant, avant d'en avoir la nouvelle, le 9 octobre, le Consulat écrivit au Prévôt des Marchands que les Syndics de la Grande Fabrique, dont les liens avec le Consulat sont connus, avaient réclamé contre l'arrêt et qu'il importait de « faire les derniers efforts pour en obtenir la cassation. Les différentes Communautés d'arts et métiers n'y sont pas moins intéressées que le maintien de l'autorité du Consulat sur elles. Si l'exécution de cet arrêt avait lieu, on les soustrairait peu à peu à la juridiction gratuite du Consulat et ce serait leur ruine, parce qu'elles ont en elles-mêmes ou des unes aux autres continuellement matière à procès. L'administration des Communautés se rapporte à l'administration générale et doit par conséquent appartenir au régime du ministère, et cela est tellement de règle et de principe que nous ne leur permettons ni changement dans leur règlement, ni imposition sur elles-mêmes, ni aucune autre chose qui doit être revêtue du sceau de l'autorité, que nous n'y ajoutons dans l'homologation de leur délibération cette con-

¹ A. N., O¹ 564.

dition — sous le bon plaisir du Roi et de son Conseil — ce qui les oblige de s'y pourvoir pour obtenir la confirmation de cette première autorisation. Certains du C. S. voudraient nous tenir en sous-ordre comme de simples juges de village, et nous savons qu'ils travaillent à nous donner d'autres désagréments. La cassation de ces arrêts arrêterait la jalousie d'autorité qui les anime contre le Consulat. » Nous verrons dans un chapitre ultérieur ce qu'il y avait de bien fondé dans ce texte capital pour une histoire des Communautés lyonnaises, et il y en avait beaucoup. Ici nous jugeons, par la violence même du ton, combien le Consulat dut se réjouir de sa facile victoire¹.

Les incidents ne pouvaient plus que se multiplier : à la fin d'octobre, c'est à propos de l'attitude du Lieutenant Général de la Sénéchaussée ; bientôt c'est l'affaire des Collèges. Le Bureau d'administration², où figuraient avec l'Archevêque et l'Intendant — ce dernier alors en mauvais termes avec le Consulat, comme en témoignent des lettres du 28 novembre et du 9 décembre³ — plusieurs membres du C. S., ordonna, au début de novembre, d'effacer au Collège de la Trinité une inscription du Consulat, ce qui fut exécuté sous les ordres de Charrier de la Roche père, « qui excitait les ouvriers d'y mettre toute l'activité possible ». Le Consulat se montra furieux. Il protesta à nouveau longuement le 9 février 1773. En avril, il se tint sur cette question une assemblée chez Bertin, où figurèrent l'Archevêque, l'Intendant, Pulligneu et de Montribloud, c'est-à-dire une majorité d'ennemis du Consulat, son inimitié avec l'Archevêque étant violente (lettres du 27 avril et du 15 mai) et Montribloud lui-même ayant eu à se plaindre

¹ Elle était due en grande partie à M. de Cotte, Intendant du commerce, ce qui montre par quelles voies obscures le Consulat agissait ; on sait ce qu'il en coûtait à la ville (A. M., AA. 132, 6 août 1774, au p. s.). Voir la remarque de la p. 167, n. 1.

² Cf. *infra*, ch. VIII, V.

³ Voir une autre preuve contemporaine de l'inimitié de l'Archevêque et de l'Intendant contre le Consulat, citée par Morel de Voleine (*Revue du Lyonnais*, 2^e série, II, 1851, p. 280).

de lui. J'ignore comment l'affaire se termina, bien que le 21 juin on la considérât comme près d'être jugée, ce qui ne l'empêchait pas d'être encore pendante le 22 avril 1774 ! Certainement le Consulat, dans sa colère très vive, ne dut pas épargner le C. S., dont les représentants venaient de lui montrer une si évidente malveillance.

Une autre fois, il s'agit d'une question, à la vérité assez obscure, de librairie. Fin janvier 1773, Prost de Grangeblanche écrit à Bertin ¹ que Pulligneu avait fait saisir un Almanach ². Le 22 février, le Consulat se plaint au Chancelier lui-même, feignant de ne pas pouvoir supposer d'autre raison à cette saisie que le défaut d'approbation préalable de l'inspecteur de la librairie, titre que je n'ai vu décerner que cette fois au P. G., invoquant un droit d'inspection ancien et sollicitant des explications « unique moyen de prévenir des difficultés que l'intérêt particulier de chaque corps pourrait occasionner ». C'est qu'en effet le Consulat était peut-être moins ignorant qu'il ne disait et que cette saisie pourrait bien se rattacher à la question si brûlante alors des préséances. Dans l'Almanach pour 1773 en effet, le C. S. est à la place de la Cour des Monnaies, après le Consulat, les Compagnies bourgeoises et la Maréchaussée ³, procédé dont l'éditeur sent le danger, car il écrit dans l'avertissement d'une façon un peu cavalière : « Ceux qui auront des titres ou des prétentions sur des préséances, qu'on ne leur aurait pas données, sont priés de n'en faire aucun reproche à l'éditeur de cet ouvrage, qui, de son état, ne peut décider des prétentions, ni régler les rangs de qui que ce soit . » Ce qui me confirme dans mon opinion, c'est que l'affaire fut très longue à régler, comme le montrent les lettres des 6 et 15 février. L'Almanach finit par paraître tel quel — je ne sais quand — car il figure dans les collections. Entre temps, des questions d'ar-

¹ A. N., O¹565.

² Il s'agit de l'*Almanach de Lyon* paraissant chaque année.

³ Il en fut de même en 1774. L'éditeur, bien qu'il l'eût promis plusieurs fois, ne donna jamais le tableau détaillé des Justices du ressort.

gent, dont le C. S. n'est pas responsable, mais qui contribuent à augmenter la malveillance du Consulat. C'est à propos de la reconstruction de la prison Saint-Joseph ; d'avance, la Ville entend limiter sa participation ; mais l'Intendant ne l'entend pas ainsi, il veut que la Ville achète l'emplacement de la prison pour 150.000 l., qui sans doute contribueront à en construire une nouvelle. Au reste, l'affaire me paraît bien obscure ; un règlement royal intervient et on finit, me semble-t-il, par se mettre à peu près d'accord, au moins provisoirement, et cela seulement en octobre¹.

Pendant ce temps, une querelle, qui menaçait depuis les premiers jours du C. S., finit par éclater : celle de la préséance. On avait reculé la crise autant que possible : encore au début de décembre 1772, à l'occasion du cinquantième anniversaire du sacre de Louis XV, le Consulat n'invita à sa messe que les ex-Consuls et ne se rendit pas à l'invitation des Comtes de Lyon parce que ses rivaux devaient s'y trouver. Mais il reconnaissait lui-même qu'il fallait en finir. Au début de 1773, le Consulat a trouvé sa formule définitive : faire confirmer le cérémonial antérieur, le C. S. marchant à la place qu'occupait la Cour des Monnaies, c'est-à-dire au même rang que le Consulat qui « représente ici tous les ordres des citoyens ». Sans se lasser, le Consulat continua sa campagne, envoyant une requête au Conseil du Roi, sollicitant un arrêt, revenant inlassablement sur les mêmes arguments. Le Ministère, probablement lassé, accueillait² les réclamations des deux parties et les renvoyait à l'Intendant, singulier juge en cette matière. En fait, l'Intendant fit un projet qu'il communiqua à Bertin au grand émoi du Consulat qui, le 21 juin, somma presque son avocat au Conseil, Moriceau, de se faire communiquer le

¹ A la même époque, cependant, « le Consulat délibère s'il ne fera pas élever un buste en marbre dans une des salles de l'Hôtel de Ville, à la mémoire de l'abbé Terray, pour les sacrifices qu'il a fait faire au Roi, qui n'en a rien demandé à la ville. » (Morel de Voleine, in *Revue du Lyonnais*, 5^e série, V, 1892, p. 14). C'est toujours la politique consulaire du xviii^e siècle.

² A. N., O¹ 565, f^o 56.

document « et sur le tout de vous opposer à tout changement qui pourrait avoir été proposé contre l'ancien règlement dont nous persistons à demander l'exécution dans tout son contenu ». Quant au C. S., il fit écrire par Charrier de la Roche au Chancelier¹, qui, le 20 mars, demanda l'avis de Flesselles et, le 3 avril, répondit que le C. S. pouvait envoyer ses moyens. D'où sans doute la rédaction d'une requête envoyée aussi à Bertin fin septembre ou début octobre, qui est probablement analogue au « Précis² » du 18 décembre, dont je possède le seul exemplaire que j'aie jamais rencontré. Comme c'est l'unique document de polémique que nous ayons, émané du C. S., il vaut la peine qu'on s'y arrête. Il prend d'abord de très haut les prétentions de son adversaire : point d'exemple d'une pareille égalité ; on invoque une convention entre la Cour des Monnaies et le Consulat, mais c'est l'Edit de création qu'il faut regarder, qui, dans ses articles 20 et 21, assure très nettement le premier pas à la Cour ; le C. S. n'est pas lié par « l'exemple peu décent » de la renonciation ; ce qui l'explique — et dans ce passage le jeune Tribunal est dur pour son prédécesseur et pour ses inférieurs — c'est l'union à la Sénéchaussée et Siège Présidial de la Cour des Monnaies, simple « Cour de privilège, et même la dernière des Cours de cette qualité », affaiblie encore « par l'association de deux sièges subalternes³ ». Aujourd'hui, il y a à Lyon « une Cour Souveraine, territoriale, représentante du Parlement qu'elle a remplacé dans cette ville ; une Cour qui, n'étant susceptible d'aucun pouvoir subalterne, qui, ne pouvant plus recevoir dans son sein une Sénéchaussée et un Présidial, ôte, par son caractère éminent et par cette insociabilité, tout prétexte aux Officiers municipaux pour continuer de jouir, vis-à-vis d'elle,

¹ A. N., V¹ 625.

² Précis des observations du C. S. de Lyon en réponse à la Requête présentée au C. de S. M., etc., Lyon, Valfray, 1774, in-4, 11 pages.

³ Ceci rend très douteuse, comme plusieurs autres reposant sur une généralisation hâtive, l'assertion de Laurain (*loc. cit.*, 1896, p. 323) sur la préséance constante des Présidiaux sur les Corps de ville.

de la distinction dont ils jouissaient vis-à-vis de l'ancienne Cour des Monnaies; une Cour enfin dont les Officiers municipaux dépendent aujourd'hui dans toutes leurs qualités, et comme Officiers municipaux, et comme Officiers de la Conservation, et comme Juges de Police, ce qui n'était pas à l'égard de la Cour des Monnaies ». Après cette fière déclaration, dont tous les termes devraient être commentés et souvent discutés, le C. S. achève d'accabler son rival : la loi municipale de 1764-1765 le place à la gauche de la Sénéchaussée; la qualité de Commandant du Consulat (dans la personne du Prévôt des Marchands) — ici l'argumentation est embarrassée et faible — est inopérante, parce que c'est en qualité de Corps municipal qu'il figure dans les cérémonies et non en celle de Commandant, etc., et d'ailleurs « qu'est-ce qu'un Commandement..., qui ne répugne point à l'association de trois qualités subalternes, telles que celles qu'on voit en même temps réunies dans la personne des Prévôt des Marchands et Echevins de Lyon, qui sont en même temps Officiers de la Ville, Juges de la Conservation et Juges de Police de première instance? On voit bien que ce n'est pas là un Commandement, tel qu'on le voit ailleurs, ou, ce qui est la même chose, on voit que c'est là un Commandement dont on peut et dont on doit faire abstraction dans les cérémonies publiques. » Ainsi, le C. S. repousse une prétention que « les rapports de subordination et de dépendance » du Consulat vis-à-vis de la Cour rendent « inadmissible ». Un pareil langage, justifié ou non, n'était pas fait pour apaiser les esprits¹.

Aussi, au début de 1774 — la question du cérémonial n'était pas réglée et, d'ailleurs, elle ne le fut jamais — le Consulat redoubla ses efforts, plus violents et plus continus que jamais, à propos d'une affaire dont on se demande d'abord en quoi

¹ Pour achever d'exaspérer le Consulat, les officiers de la Sénéchaussée ne s'avisent-ils pas de lui disputer, eux aussi, la préséance en s'adressant, au printemps de 1773, au Chancelier et au Ministre de la maison du Roi? (A. N., V¹ 625 et O¹ 565)

elle le regardait, celle de la désunion des Procureurs. Alors qu'on avait réuni, en août 1771¹, les offices des Procureurs au C. S. et à la Sénéchaussée en un seul corps de soixante charges, le C. S., disait-on, allait en désunir un certain nombre pour son service propre. Le Consulat partit en guerre contre ce projet, soit que, comme il le dit, il y ait vu une manœuvre de son rival pour affermir son pouvoir sur les auxiliaires de la justice, soit qu'il ait cru de son intérêt de lier partie avec la puissante Communauté des Procureurs, soit simplement qu'il jugeât l'occasion favorable pour recommencer l'éternelle lutte. Dès le 2 février, il écrivit longuement à Bertin, exposant l'affaire, invoquant l'équité qui — douloureuse ironie — « ne paraît pas permettre que l'on soit trompé sous le nom du Prince », le « bien du service », y ayant déjà, sur les soixante, « un quart très peu occupé », l'intérêt du public, « le bien de la paix, bien si précieux et si rare dans cette ville », que troubleraient les rivalités entre les Procureurs divisés, etc... Selon la coutume, on remet le véritable argument à une autre lettre, qui suit de peu la première, 14 février : à propos du projet de désunion, on rappelle « toutes les prétentions » du nouveau Tribunal... ; « il se croit en droit d'exercer la haute Police, dont diverses branches ont toujours été confiées sous vos ordres aux Prévôt des Marchands et Echevins de la ville de Lyon. Ce corps se croit également en droit d'inspecter d'autres parties de l'administration confiées pareillement aux soins du Consulat. » Voilà le véritable objet du litige ; or, « le soin de se donner des officiers qui ne connaissent d'autres supérieurs que lui-même doit nous paraître suspect et réveiller, tout à la fois, nos craintes et nos alarmes », ces officiers devant s'efforcer d'attirer au C. S. « tous les objets dont la connaissance pourrait lui être contestée ».

Puis longues, monotones et verbeuses, avec de loin en loin un renseignement précis, les plaintes emplissent le reste de la

¹ Cf. *infra*, ch. v, III.

lettre. On ne jugea pas cette démarche suffisante ; le Consulat rédigea une Requête au Conseil qui, d'après un fait qu'elle cite¹, est postérieure au 25 février, mais qui ne doit pas l'être de beaucoup, car une lettre à Bertin du 23 la reproduit avec quelques variantes, parfois bien intéressantes². A Bertin, le Consulat exposa son ennui de ce qu'un mémoire imprimé³ venait d'être envoyé à Paris par le C. S. dans le plus grand secret, démarche qu'ont trahie « quelques particuliers..., par attachement pour l'administration, par amour pour le bien public et par zèle pour l'intérêt du commerce ». Dans la Requête il exposa, une fois de plus, l'affaire de la désunion, avec des arguments connus, en insistant sur celui de l'accroissement de puissance que cette opération conférerait au S. C. et dont souffriraient tous les corps et tribunaux de la ville. Après ce très long développement, il se définit lui-même avec non moins de fierté que naguère son rival : « Le Commandement, le soin de veiller à la police, à l'approvisionnement de la ville et à la sûreté publique, l'exercice d'une partie de la voirie, l'inspection sur près de quatre-vingts Communautés d'arts et métiers, le droit de rendre la justice dans le Tribunal de la Conservation, celui d'y attirer les étrangers, tant en demandants qu'en défendants, ont été confiés à des négociants pour favoriser le commerce de cette ville et les récompenser, tout à la fois, des services qu'ils rendent dans nos Hôpitaux et des avantages qu'ils procurent à l'Etat. » On le voit, c'est plus que la rivalité de la robe et du négoce, c'est l'éternel conflit entre le pouvoir central et le pouvoir local, le C. S. reprenant tout naturellement l'attitude des Parlements, quand ils avaient près d'eux une organisation municipale puissante, comme à Toulouse ou Bordeaux, et ici d'autant plus volontiers, que son Président est l'Intendant, le Consulat

¹ La mort du condamné Peste Turenne, cf. *infra* ch. VII, IV.

² Comparer aux A. M., BB. 363, f^{os} 30 et seq. (Requête) et AA. 132, f^{os} 71 et seq. (Lettre).

³ Il doit s'agir de celui cité plus haut.

défendant moins l'autonomie municipale, définitivement oubliée, que ses intérêts de classe, qu'il identifie avec ceux de la cité. Aussi, avec quelle âpreté il relève les attaques de la Cour contre le Commandement, ses querelles avec le Lieutenant de Police¹, les mauvais effets de sa présence sur la Conservation, dont les sentences ne sont plus exécutées en dehors du ressort du C. S., ce qui amène cet argument, auquel le Consulat tenait, car il y revint plusieurs fois dans la suite : « Les étrangers pourront se refuser à comparaître devant les Juges conservateurs, puisque ce n'est que par un accord consigné dans plusieurs traités, faits entre la Couronne de France et les Princes étrangers, qu'ils se sont soumis à la Conservation ; l'on ne saurait donc sans de nouveaux traités fixer d'autres juges supérieurs que ceux qu'ils ont adoptés et qui composaient le Parlement de Paris. » Oubliant tout à fait les Procureurs, le Consulat expose un conflit juridique entre la Conservation et le C. S. sur la question de la distribution en cas de faillite, ce qui lui permet de railler l'inexpérience de la Cour en matière commerciale, qui peut devenir dangereuse, comme dans l'affaire Peste Turenne², où le Consulat n'a heureusement rien à se reprocher. On a pareillement à se plaindre, continue-t-il, de l'ingérence de la Cour dans la police des arts et métiers, qui a un fâcheux effet sur les ouvriers : « A peine reconnaissent-ils le plus léger pouvoir dans les Officiers, en qui ils avaient autrefois le plus de confiance ; chacune des sentences du Consulat est bientôt suivie d'un appel, les dettes des Communautés se multiplient, un temps précieux pour nos manufactures se perd en courses inutiles et en vaines sollicitations, l'esprit d'indépendance et d'insubordination prend tous les jours un nouvel accroissement. »

¹ Il oublie, bien entendu, de dire que depuis le départ de Posuel de Vernaux, qui lui était peut-être sympathique parce que, Président à la Cour des Monnaies, il n'était pas entré au C. S., il avait eu lui-même des démêlés avec le nouveau Lieutenant de Police, Prost de Royer.

² Cf. *infra*, ch. VII, IV.

Voilà maintenant le C. S. transformé en défenseur de la démocratie lyonnaise¹ ; l'intérêt de classe se montre bientôt à nu : il y a une requête des ouvriers de la Fabrique au Conseil demandant une augmentation des prix, « attendu l'impossibilité où ils sont de trouver dans le produit de leur travail de quoi pourvoir à leur subsistance ». C'est l'épineux conflit du tarif² qui va renaître ; le Consulat n'en veut pas ; il doit « satisfaire tous ces ouvriers sans compromettre son autorité ; il ne peut les soulager que dans le détail, en leur rendant à chacun en particulier³ la justice que l'avidité peu commune de quelques fabriquants pourrait leur refuser. » A lire J. Godart, on se prend à regretter que les intérêts ouvriers n'aient pas trouvé d'autres défenseurs que le Consulat, qui met la charité à la place de la justice ; or, c'est bien ce qu'il craint de trouver chez les Magistrats supérieurs : « N'est-il pas à craindre, qu'ignorant entièrement la manutention de la police des arts et métiers, ils ne se laissent entraîner par des considérations séduisantes au premier coup d'œil et semblables à celles que leur offrirait le malheur des temps et l'augmentation de valeur de tous les comestibles et des autres marchandises en général ? » Le Consulat revenait enfin à ses Procureurs et, de là, passait à la Sénéchaussée, sur laquelle il s'apitoyait, en particulier à propos de l'affaire Game, ce qui l'amenait à s'engager aveuglément dans une mauvaise cause, et à faire preuve d'une dureté déplorable. « Parce qu'un misérable meurt dans les cachots, etc... » Et il terminait la Requête par un dernier appel de l'affaire des Procureurs, la lettre par une dernière supplication à propos de la querelle sur la préséance.

Désormais, le Consulat va frapper à toutes les portes et répéter sans se lasser ses doléances, ses insinuations et ses vœux : au Contrôleur Général, à qui il envoie lettre et

¹ N'oublions pas que pareil avatar arriva aux très nobles Comtes de Lyon en 1744.

² Cf. J. Godart, *op. cit.*

³ Un peu plus loin on ajoute : « avec ménagement et sans éclat ».

mémoire, à Bertin dont il affecte de faire son conseiller et son protecteur attitré, à Nicoleau de Montriblond redevenu son commissionnaire, bien qu'il soit le beau-frère de deux membres du C. S., à Moriceau, son avocat au Conseil. Le 18 mars, par exemple, écrivant à Bertin, après avoir plus d'une page durant protesté de sa franchise, il finit par dévoiler toute sa pensée : « ... Nous sommes forcés de vous supplier de porter au pied du [trône ?] la prière que nous vous faisons d'obtenir de la bonté du Roi la suppression d'un Tribunal aussi nuisible au commerce que préjudiciable à l'ordre et à la tranquillité publique. » Tout simplement ! Et les griefs à la suite s'accumulent, qu'il est impossible d'exposer un à un, car ce serait faire l'histoire de la ville dans tous ses détails pendant quatre ans : affaire de la démolition d'une chapelle du Saint-Esprit, difficulté de faire exécuter les sentences de la Conservation et opposition du Parlement de Paris (celui qu'on appelle le Parlement Maupeou !) aux privilèges de ce Tribunal « sans doute parce que ces... privilèges ne sont plus sous sa sauvegarde », délivrance de prisonniers pour dettes supérieures à cinq cents livres, arrêts de défenses entravant l'exécution des sentences de la Conservation, incitation des ouvriers à « l'indocilité et l'indépendance », prétentions du C. S. à « l'exercice de la Grande Police à l'instar et à l'exemple du Parlement de Paris », mauvais vouloir et « déclamations » du ministère public, affaire des octrois, du port d'armes, de Peste Turenne et de Game. Il y aurait encore « mille traits » à citer, mais le Consulat, s'étant excusé fort à propos de ses longueurs, conclut par cette suggestion prophétique : « ... Il est facile de parer aux inconvénients qui paraissent naître de l'éloignement du ressort du Parlement de Paris, et nous croyons, à cet égard, pouvoir, sans nous compromettre, supplier S. M. de vouloir bien exécuter ce que sa bonté a bien voulu faire pressentir dans le préambule de l'édit qui porte suppression du Parlement de Rouen en y annonçant qu'Elle se propose d'augmenter dans la suite la compétence des Présidiaux et Juridictions consulaires. Rien ne

saurait donc s'opposer à la suppression du C. S. de Lyon, etc... »

Pour en arriver à un pareil ton et à une telle franchise, il fallait que le Consulat estimât le danger bien grand et qu'il se sentît sûr de solides appuis : sa correspondance donne en effet la certitude de ce qu'on n'établissait que sur des racontars parlementaires et des insinuations postérieures de Maupeou, que celui-ci non seulement ne trouva pas dans tous ses tribunaux, à commencer par le Parlement de Paris, la docilité qu'il en espérait, mais encore qu'il eut à lutter contre les intrigues de certains de ses collègues, comme Bertin, dont la complicité ressort évidemment de la correspondance consulaire, et même celui qui lui devait tout et qui lui fit tant de tort dans l'opinion, l'abbé Terray. Il fallait que les Echevins lyonnais, si prudents d'ordinaire, eussent reçu déjà des encouragements pour oser envoyer le mémoire qu'ils annoncent à Bertin le 28 mars et que je suis certain, malgré l'absence de date au registre, d'avoir retrouvé ¹. Il serait à publier en entier, car c'est la récapitulation systématique des principaux griefs du Consulat contre le C. S. En dix paragraphes, il reprend sans grand ordre, mais avec une parfaite précision, toutes les causes de mécontentement que nous avons rencontrées chemin faisant et termine par ces deux dernières, dont une au moins est entièrement nouvelle. Tout récemment, expose-t-il, « les ouvriers de la chapellerie demandèrent au Consulat une augmentation. La crainte de les voir désertir nos fabriques, la cherté des denrées et l'appréhension de maux plus considérables déterminèrent le Consulat à leur accorder provisoirement une augmentation de 2 s. 6 d. par jour. Il ordonna en même temps qu'il lui serait remis, par les maîtres et les ouvriers, des mémoires pour aviser aux moyens de faire entre les uns et les autres, sous le bon plaisir du Conseil, un règlement général. L'affaire portée par appel au C. S., le ministère public eut à s'expliquer. Le Magistrat chargé de ces fonctions déclama

¹ A. M., BB. 363, f° 44.

avec chaleur contre les Prévôt des Marchands et Echevins et alla jusqu'à dire qu'il se relâchait de la sévérité de son ministère en ne requérant pas contre le Commandant des injonctions et défenses de permettre à ces ouvriers de s'assembler à l'Hôtel de Ville, et contre le Consulat en général injonction et défense de faire sur les demandes des ouvriers aucun règlement même provisoire. Le même Magistrat requit que les Prévôt des Marchands et Echevins fussent tenus de remettre au C. S., dans les trois mois, les mémoires nécessaires pour, par la Cour, être procédé à un règlement définitif entre les maîtres et les ouvriers. Le C. S., sur ces conclusions, a ordonné, le 19 mars 1774, un délibéré sur le registre qui n'a pas encore été vidé. » Ce registre ayant disparu, j'ignore ce qu'il advint de cette affaire triplement intéressante, comme document pour l'histoire générale des ouvriers lyonnais, comme épisode de la politique sociale du Consulat et de la Cour, enfin comme conflit d'autorités en matière de haute police et plus spécialement, comme nous dirions aujourd'hui, de conciliation et arbitrage. Le dernier paragraphe reprenait des griefs spéciaux contre les attaques violentes de l'Avocat Général, Palerne de Savy, le futur Maire de Lyon. L'inimitié des deux corps était poussée si loin qu'elle s'étala pour ainsi dire publiquement dans des circonstances aussi solennelles que celles de la mort du Roi. Le 15 mai 1774¹, le Consulat décida de faire célébrer un service à l'église Saint-Pierre et Saint-Saturnin où seraient invités les différents Corps de la ville. Dans une lettre à Bertin, le 16, il annonça et expliqua cette décision : en 1715, à la mort de Louis XIV, le Consulat reçut par lettre de cachet ordre d'assister à un service célébré par les Comtes de Lyon ; maintenant, où il a des difficultés sur les préséances, il a voulu éviter tout embarras et pense que le Ministre lui épargnera de « débattre dans cette circonstance les difficultés que nous avons avec cette Compagnie (le C. S.), avec d'autant plus de raison que nous aurons déjà

¹ A. M., BB. 342.

rempli le pieux devoir qui nous rassemblerait alors ». Le C. S. flaira le piège et ne se dérangea pas, quoiqu'il eût été invité, ce que le Consulat s'empressa de constater dans le procès-verbal de la cérémonie du 17 mai.

Il était dit que jusqu'au bout des incidents les plus futiles naîtraient des conflits. Le 6 août 1774, le Consulat écrivit à son avocat, Moriceau, pour le prier de poursuivre la cassation d'un arrêt du C. S. qui, à propos de la liquidation des dettes de la Communauté des Poulailleurs-Rôtisseurs¹, a fait établir par deux Commissaires et a homologué un rôle de répartition et organisé un contrôle strict, empiètement, s'il faut l'en croire, sur les droits du Consulat et contravention à l'arrêt du Conseil d'Etat du 30 septembre 1772 ; on demandait donc le renvoi au Consulat et on conseillait à côté de l'instance ouverte le recours secret aux bons offices de M. de Cotte. Or, nous avons la chance de surprendre ici le Consulat en flagrant délit de mauvaise foi. L'affaire, qu'il a l'air de présenter comme une attaque nouvelle et en quelque sorte spontanée du C. S., était en réalité ancienne et n'était plus entière dans l'été de 1774. La Cour avait eu à s'en occuper dès le printemps, puis l'automne de 1772 et l'avait fait, comme je le montrerai facilement plus loin, avec la plus grande prudence et la plus parfaite correction ; mais elle avait annulé une délibération du Consulat ; celui-ci ne devait pas se sentir très sûr de son bon droit, car il ne dit rien ; il ne protesta pas davantage contre l'arrêt du 2 mars 1773 ordonnant l'assemblée de la Communauté devant des Commissaires ni contre cette assemblée, qui se tint le 24 avril de la même année. L'arrêt visé n'était donc que la conclusion logique d'une procédure régulière qu'on aurait dû, si elle ne l'était pas, attaquer depuis longtemps. Le Consulat n'intervint donc sans doute en août 1774 que parce qu'il sentait alors son rival menacé et cherchait à lui porter les derniers coups. En fait il fut vainqueur : un arrêt du Conseil, dont il remercia Moriceau le 17 décembre,

¹ Cf. *infra*, ch. IX, II.

cassa celui de la Cour de Lyon, qui n'existait plus à ce moment, et renvoya l'affaire devant le Consulat.

Presque en même temps que cette affaire, le Consulat en souleva une autre, au moins inattendue. Le 22 août il écrivit au Contrôleur Général et à Bertin deux lettres différentes, pour se plaindre d'une nouvelle tentative du C. S. pour s'emparer de la Grande Police: profitant de l'absence de l'Evêque suffragant, qu'on met aimablement hors de cause, il a obtenu d'un des Grands Vicaires un mandement de l'Archevêque ordonnant « des prières de quarante heures pour demander à Dieu un temps favorable aux biens de la terre ». Le Consulat critiqua la façon dont on avait pris cette mesure, son opportunité et sa légalité; d'après lui, le Tribunal, poursuivant le « dessein pernicieux... de dépriser dans toutes les occasions aux yeux du public la conduite du Prévôt des Marchands et des Echevins », a tout préparé à la hâte et en cachette, sans que le Vicaire Général ait « daigné s'informer auprès du Consulat si des circonstances politiques n'exigeaient pas quelque retardement dans une démarche de cette nature; s'il se fût conduit différemment, il eût été aisé de se concilier et l'on eût sans doute reconnu qu'un retard de quelques jours de plus ou de moins n'aurait blessé en aucune manière le zèle et la piété qui animent les auteurs de ce mandement ». Les circonstances étaient en effet mal choisies, vu l'absence d'un « cri public » pour des prières, « vu encore l'attention avec laquelle le Gouvernement a cherché dans les papiers publics à rétablir la tranquillité dans les esprits en laissant apercevoir les ressources dont le royaume est environné », vu la proximité du marché et de la foire de Montmerle, enfin celle de l'augmentation du prix du pain par le Consulat, taxé devant le peuple, qui s'attendait à une diminution, « d'une négligence irrégulière ». Mais les plus intéressants ici sont les arguments de droit: à l'argument connu sur le mal fondé des prétentions du C. S. sur la Grande Police, le Consulat ajoute cette curieuse théorie d'une sorte de mandat confié par la population à la Municipalité: « Ce ne sont point les

différents Tribunaux de Judicature qui ont qualité pour former des demandes au nom des Villes et Communautés, puisque ces Villes et Communautés ont des représentants et que ces représentants peuvent et ont seuls le droit d'agir au nom même des Corps de Judicature, étant fondés dans la procuration de tous les citoyens en général ».

Au début d'octobre, on parlait de plus en plus du rappel des anciens Parlements. Le Consulat, enhardi en apercevant la fin de ces « conjonctures funestes », s'adressa le 8 octobre au Garde des Sceaux Miromesnil dans une lettre fort plate (qu'en accompagnèrent deux sur le même ton à Bertin et à Maurepas) et lui envoya, avec une copie du mémoire récapitulatif adressé antérieurement à Bertin, un « Mémoire... sur les inconvénients qui résultent, pour le Tribunal de la Conservation et pour le commerce en général, de l'existence d'un Conseil Supérieur dans la ville de Lyon¹ ». Comme Vaesen l'a publié² correctement, sans, il est vrai, le dater ni l'accompagner des notes indispensables, je me contente de le résumer rapidement. Après une petite histoire de la Conservation et une apologie du Parlement de Paris auquel on demande à être rattaché à nouveau, on reprend les critiques habituelles : difficulté de faire exécuter les sentences de la Conservation hors du ressort du C. S., ce qui amène cet aveu que les Juges conservateurs, interrogés par les plaideurs ayant obtenu des sentences « pour apprendre d'eux-mêmes quels peuvent être les moyens à employer pour les faire mettre à exécution », répondent de prendre patience et d'attendre « un temps plus heureux où le Prince, etc... » — difficulté de les faire exécuter même dans le ressort à cause des arrêts de défenses, — incompétence à l'égard des étrangers dont les inquiétudes « redoubleraient sans doute lorsqu'ils songeraient que presque généralement tous les membres qui composent le C. S. sont nés de pères négociants,

¹ A. M., BB. 363, f° 44.

² *Loc. cit.*

et que par là même ils ne se trouvent que trop souvent intéressés à ménager la fortune des familles et l'honneur du failli, à qui ils appartiennent, et n'a-t-on pas vu en dernier lieu et à ce sujet la place justement alarmée de voir qu'un des principaux Officiers de ce Tribunal tenait de très près et par les liens du sang à un homme, à un failli, qui, au plus grand étonnement du commerce, a manqué tout à coup à ses engagements et fait perdre des sommes considérables à un nombre infini de créanciers? » — inexpérience des nouveaux magistrats en matière commerciale (grief un peu contradictoire avec le précédent) — délivrance de prisonniers pour dettes. La conclusion c'est la suppression de l'intrus et, bien qu'elle ne demande rien, l'augmentation de ses attributions en dernier ressort accordée à la Conservation. Il y eut en réalité deux mémoires envoyés à Miromesnil qui, le 17 octobre¹, répondit qu'il n'y avait rien à faire.

Cependant, peu de temps après, les vœux du Consulat étaient comblés : son ennemi disparut. Le 3 décembre, dans un style plat et amphigourique, le Consulat écrivit au Premier Président d'Aligre et au P. G. Joly de Fleury ; la Conservation également, mais avec plus de précision, car elle avait quelque chose à demander : au Premier Président de remédier au retard dans l'envoi de l'édit de rétablissement du Parlement de Paris et de travailler à « empêcher de voir les appels de nos sentences relever, dans aucun cas, ni pour aucune somme, au Présidial de cette ville » ; au P. G. d'envoyer l'édit, en faisant valoir que la Conversation a souffert longtemps et que — ce qui est faux — elle a toujours protesté.

Puis les choses reprirent leur cours ordinaire : le Consulat, laissé sans contrôle, recommença ses abus, qui recommencèrent à provoquer d'impuissantes protestations ; le Ministère, qui y trouvait son profit, recommença à le laisser faire et le Parlement de Paris, occupé ailleurs, à couvrir de son approbation la

¹ A. N., V¹ 626.

majeure partie des sentences de la Conservation ; le Consulat recommença à exercer seul la Grande Police, à dépenser, à se quereller avec les autorités rivales et à flatter celles dont il avait besoin : « Il n'est pas surprenant, écrivait-il sans pudeur, le 5 avril 1775, à l'Intendant qu'il avait naguère déchiré, que nous vous demandions une nouvelle grâce (il s'agit du recul d'une Assemblée des Notables pour l'apurement des comptes, éventualité redoutée par dessus toutes)..., vous, Monseigneur, à qui cette ville déférerait, comme nous le faisons en particulier, le titre de vrai citoyen s'il pouvait vous flatter : l'expérience qu'on y fait tous les jours de votre protection pour tout ce qui tient à la justice, à l'équité, à la douceur et aux bontés possibles dans la place que vous y occupez met dans tous nos cœurs cette expression de reconnaissance. »

Il faut bien avouer, à la fin de ce chapitre, que nous restons peu renseignés sur ce point : quelle fut à l'égard de la nouvelle création l'opinion lyonnaise ? Nous n'avons, détaillée et sûre, que celle du Consulat dont les intérêts — et partant les idées — étaient souvent distincts de ceux de la population, quand il ne leur étaient pas opposés. On pourrait penser que la mise au jour de documents privés aiderait à résoudre la question ; je me permets d'en douter : venant de personnages consulaires, de membres, d'agents ou d'amis du C. S., de tenants de l'ancienne magistrature, ils seraient également suspects ; il y a infiniment peu de chance d'en trouver émanant des autres parties de la population, les plus nombreuses, les plus importantes : Messieurs de la Fabrique écrivaient peu, en dehors de leurs livres de comptes, les petits commerçants n'en avaient pas le loisir, ni les ouvriers le moyen. L'opinion publique — car il y en avait une à Lyon — s'exprimait peu volontiers par des écrits, et surtout, elle s'intéressait presque exclusivement aux questions financières et économiques. Les Lyonnais d'alors, en dehors d'un tout petit monde qui, lui aussi, poursuivait un intérêt immédiat, mais de nature différente, étaient comme le

bon abbé Ranchon¹ dont toute l'oraison funèbre pour le C. S., qu'il avait jadis approuvé, tient dans ces lignes écrites, sans intervalles, à la date du 12 novembre 1774 : « Le roi Louis XVI, tenant son Lit de Justice, a rétabli son Parlement de Paris comme il existait autrefois ; il a aboli le C. S. établi à Lyon. Les Présidiaux jugeront jusqu'à la somme de deux mille livres. Les vins valent 18 francs l'année. La misère est grande par la cherté du pain. »

¹ *Loc. cit.*

CHAPITRE V

L'ORGANISATION, LA VIE ET L'ACTIVITÉ GÉNÉRALE DU CONSEIL SUPÉRIEUR

- I. L'organisation du Conseil Supérieur par le Gouvernement central. — II. L'organisation du Conseil Supérieur par lui-même. — III. Les auxiliaires du Conseil Supérieur (Huissiers et Procureurs). — IV. La vie et l'activité du Conseil Supérieur.

I

Nous avons vu comment on avait établi et composé le C. S. et quels rapports, bons ou mauvais, il avait entretenus avec les juridictions voisines et le Consulat lyonnais. Il est temps de voir l'histoire intérieure du Tribunal, son organisation, sa vie, son activité judiciaire ou extrajudiciaire.

L'édit de création, en dehors de la liste, erronée, des juridictions ressortissantes, ne renfermait rien de particulier à Lyon. Le Tribunal de cette ville devait, comme ailleurs, comprendre 1 Premier Président avec 6.000 l. de gages, 2 Présidents 4.000, 20 Conseillers 2.000, 1 Avocat du Roi 3.000, 1 Procureur du Roi 4.000, 2 Substituts 1.000, 1 Greffier civil et 1 criminel, 24 Procureurs et 12 Huissiers. D'autres actes royaux d'un caractère général concernèrent le C. S. : la suppression de la Cour des Aides de Paris¹ (13 avril 1771) lui

¹ Procès-verbal de ce qui s'est passé au Lit de Justice.. le 13 avril 1771 (B. M., 125346).

donna compétence pour les matières jugées en cette Cour et juridiction sur six Elections (Lyon, Mâcon, Montbrison, Roanne, Saint-Etienne, Villefranche), 21 Greniers à sel et 7 Juges des traites. Pareillement l'édit de suppression de la Table de marbre de Paris¹ lui donna (art. IV) le jugement souverain des sentences rendues par les Officiers des Eaux et Forêts et (art. V) le jugement en dernière instance des sentences seigneuriales en cette matière. Enfin la suppression du Siège général de l'Amirauté de Paris² vint lui ajouter une compétence qu'il est permis de croire ici théorique. En mars 1771, le Roi reconnut³ qu'il y avait eu des erreurs dans l'édit de février et, en même temps qu'il précisait les rapports entre les justices seigneuriales et les C. S., il ajoutait aux Cours ressortissant à celui de Lyon « la Sénéchaussée, Conservation et Consulat de Lyon », ce qui était laisser subsister au moins une autre erreur et mêler des justices municipales aux justices purement royales.

La Cour de Lyon fut naturellement touchée par les mesures communes : le 26 février, un arrêt du Conseil⁴ garantit à ses membres le paiement de leurs gages, assurés par une contribution annuelle de 63.000 l. payées par la Généralité⁵ ; on ne précisa point dans quelle mesure le Mâconnais devait contribuer et, sans pouvoir l'affirmer formellement, je crois, d'après ce que j'ai vu dans les registres des Etats, que, pour éviter toute difficulté avec eux, on ne leur demanda rien ; les Lyonnais payèrent un peu plus. Par contre, en décembre 1772, on fixa⁶ les droits de marc d'or à payer par les officiers des C. S.

¹ Edit du Roi portant suppression..., Paris, Simon, 1771, in-4, 7 pages (A. N., X^{1b} 9774).

² Edit du roi portant suppression... (B. M., 123914).

³ Edit du Roi concernant les C. S. (B. M., 125394).

⁴ Arrêt du Conseil d'Etat du Roi .. (B. M., 322766).

⁵ Un C. S. était, d'ailleurs, plus économique pour elle qu'un Parlement : pour celui de Bordeaux, on dut payer annuellement 174 700 l. de gages, sans compter 100.000 pour les remboursements (Flammermont, *op. cit.*, p. 485).

⁶ Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui fixe. . (B. M., 116789).

pour l'avenir, les premiers en étant exempts, variant de 2.268 l. à 1.026, auxquels il faut ajouter les sous par livre, au total 14 s. 4 d. Je me demande si à ce prix beaucoup de Lyonnais auraient brigué des charges si mal payées et dépourvues d'une partie des avantages ordinaires aux charges de judicature. Ils bénéficièrent, il est vrai, d'un privilège, dont il y avait de nombreux exemples, et que les Présidiaux avaient réclamé en 1764, celui d'être traduits en matière civile devant la seule Sénéchaussée du lieu de résidence de leur Cour et en matière criminelle devant cette Cour².

La composition de la Cour de Lyon provoqua une mesure particulière. Par Lettres Patentes du 22 juin 1772³, attendu que beaucoup de membres ne pouvaient pas juger en appel, parce qu'ils avaient déjà prononcé en première instance, comme membres de la Sénéchaussée, il fut décidé que « les appels des jugements rendus en la Sénéchaussée de Lyon avant l'établissement du C. S. seront jugés au nombre de sept juges seulement », dont, si cela est nécessaire, un certain nombre pourront être commis par le Président parmi les gradués : c'est ainsi que, dans un appel du 25 août 1772⁴, j'ai relevé comme juges deux membres du C. S. et cinq de la Sénéchaussée, pris parmi les membres nouveaux. Ce qui est étonnant, c'est qu'on ait attendu si longtemps pour prendre une mesure si nécessaire et d'ailleurs habituelle en pareil cas. L'activité de la Cour entraîna aussi une mesure, celle de la création⁵ d'un second office d'Avocat Général en mars 1774, bien postérieure, il est vrai, à la même création à Clermont⁶. Le préambule, intéressant, disait : « ... La justice gratuite qui se

¹ Laurain, *loc. cit.*, 1895, p. 548.

² Lettres Patentes du Roi, qui ordonnent... (B. M., 125397). L'interprétation fut, d'ailleurs, large.

³ Lettres Patentes du Roi, qui ordonnent... (B. M., 118401).

⁴ A. N., X^{1b} 9766. J'ai trouvé des dispositions analogues dans d'autres Cours et à d'autres époques.

⁵ Edit du Roi portant création... (B. M., 123981).

⁶ L. Griel, *op. cit.*, p. 52.

distribue en ce Conseil, le zèle, l'activité des magistrats qui le composent et la confiance qu'ils ont justement méritée ayant considérablement augmenté le nombre des affaires, nous avons reconnu qu'un seul Avocat pour nous devenait insuffisant, quelques efforts qu'il pût faire pour remplir nos vues ; le bien de la justice et l'expédition des affaires exigent également la création d'un second office... : nous nous y déterminons même d'autant plus volontiers que nous donnerons par là aux justiciables de ce Tribunal une nouvelle preuve de notre attention et de notre tendresse pour eux. » L'office fut donné au Conseiller Etienne Mayeuvre de Champvieux, le futur député aux Cinq-Cents. Deux mois après, il fut remplacé¹ comme Conseiller par Pierre-Marie de Harenc, « prêtre chanoine et syndic du Chapitre de Saint-Just... avocat au Conseil Supérieur », le choix d'un second Conseiller-clerc se justifiant sans doute par le nombre, en effet assez grand, d'affaires touchant à des personnes ou des biens d'Eglise portées devant la Cour. Il y eut encore un acte important d'origine centrale² touchant l'organisation du C. S. ; mais il est trop intimement lié à ceux que fit le Conseil lui-même pour qu'on puisse le séparer d'eux.

Le Gouvernement eut aussi à s'occuper des deux annexes indispensables du Tribunal, la Chancellerie et le Greffe. Avec autant de sagesse que d'énergie, le Premier Président avait dès le début, pourvu à leur exercice provisoire³. Un édit d'avril 1771⁴ créa des Chancelleries près les C. S. A Lyon, elle fut simplement « incorporée » à celle établie près la Cour des Monnaies : d'après les Almanachs, le personnel ne changea pas après la disparition de cette dernière Cour ; les officiers n'eurent pas ainsi à payer « de plus grands droits », tandis que dans les Chancelleries créées les finances variaient de 40.000 à

¹ A. N., X^{4b} 9761, 25 mai/8 juin 1774.

² Cf. *infra*, p. 196.

³ Cf. *infra*, p. 193.

⁴ Edit du Roi portant création de Chancelleries... (B. M., 125395).

600 l. Ainsi la vénalité s'introduisait par une porte dérobée dans le C. S. et, avec elle, les abus ordinaires : le tarif alphabétique, détaillé et très intéressant pour l'histoire de la procédure, qui était joint à l'édit, me semble en effet comporter des droits élevés et être animé d'un grand esprit de fiscalité, multipliant par exemple les impétrants de Lettres de Chancellerie pour augmenter — non proportionnellement, il est vrai — les droits. De même, à la suite du fameux édit portant règlement pour la procédure de février 1771¹ — qui fut enregistré à Lyon, le 4 juin — il y eut une déclaration² du 9 mai fixant les droits à percevoir par les Greffiers du C. S., complétée elle-même par un « édit... portant règlement pour la taxe des frais de voyage, séjour et retour, des droits de greffe et autres droits³ ». Ces tarifs, utiles par leur souci de précision et d'uniformisation, mériteraient d'être étudiés de près et comparés aux tarifs antérieurs; ils n'ont rien de particulier pour Lyon, ce qui me détermine à ne pas insister, en remarquant seulement qu'il m'a semblé que les droits étaient dans l'ensemble relativement modérés.

Ce qu'il y a de curieux, c'est que les offices de Greffiers restèrent plus d'un an sans autres titulaires que ceux désignés provisoirement par de Flesselles. Enfin, par Lettres Patentes⁴ du 12 mai 1772, le Roi, « étant informé que les sieurs J.-J. Tracol et A.-J. Delhorme, commis à l'exercice de ces deux places (Greffiers civil et criminel) près notre C. S. de Lyon, pour remplir leurs fonctions avec exactitude ont divisé leur service, en sorte que l'un assiste aux audiences, soit au criminel, soit au civil, et l'autre à la Chambre, de même pour le civil et le criminel, étant persuadé qu'il ne peut résulter de cet arrangement aucun inconvénient pour l'administration de la

¹ Edit du Roi portant règlement... (B. M., 125339).

² Déclaration du Roi qui fixe... (B. M., 113332).

³ Edit du Roi portant règlement... (B. M., 125342).

⁴ Lettres Patentes du Roi portant règlement pour l'exercice du Greffe... (B. M., 125410).

justice et voulant traiter favorablement ces deux Officiers, qui ont rempli avec zèle, depuis l'établissement de notre C. S. de Lyon, les fonctions de Greffiers... » nommait Tracol « Greffier de l'Audience et des Présentations », Delhorme « Greffier de la Chambre... à la charge par eux de payer dans trois mois la finance desdits offices en nos revenus casuels et de réitérer le serment qu'ils ont ci-devant prêté en notre C. S. ¹ ». Ainsi le Roi faisait sagement plier un règlement général devant un arrangement heureux pris en la Cour, ce que le P. G. souligna discrètement ², avec un mot aimable pour les deux pourvus, en requérant l'enregistrement, qui fut immédiatement suivi du serment. Si l'on ajoute les actes royaux qui, en s'occupant des juridictions inférieures, touchèrent le C. S., et le rétablissement ³ de l'office de Receveur des consignations auprès du C. S. en faveur d'un certain Mauvernay, jadis pourvu du même office auprès la Cour des Monnaies, on aura la liste, en somme brève, des interventions d'origine centrale dans l'organisation du C. S.

II

La Cour elle-même, en effet, selon les habitudes du temps, y pourvut pour une grande partie. Dès le 22 mars 1771, c'est-à-dire onze jours après son installation, le C. S. entendit son P. G. lui exposer ⁴ qu' « un des premiers objets sur lesquels le C. S. a voulu fixer son attention est la police du Palais, pour établir et assurer l'ordre qu'exigent le respect dû aux Magistrats et la dignité du ministère dont ils sont revêtus », et demander un règlement pour les jours, heures et durée des

¹ Ils avaient bien entendu des commis qui demandèrent une augmentation de leurs droits (A. N., V¹ 622).

² A. N., X^{1b} 9766, 25/26 juin 1772.

³ A. N., X^{1b} 9761, 5 septembre/16 décembre 1773. Il avait été supprimé antérieurement.

⁴ A. N., X^{1b} 9765.

audiences, qui parut peu après. Quant à lui, il requérait un règlement en neuf points, touchant la police des audiences au sens précis du mot, dont j'ignore quel fut le sort, car aux minutes il n'y a pas mention d'arrêt; cependant, comme la question ne fut pas reprise, je pense que le règlement fut appliqué. Il montre un Procureur très soucieux de maintenir l'ordre, le silence et même une certaine majesté; cela cadre fort bien avec l'idée que je me suis faite de Pulligneu, d'après ses innombrables réquisitoires; d'autre part, c'était un ensemble de précautions, dont les circonstances n'assuraient pas qu'elles seraient inutiles. Les Huissiers devaient être, les jours d'entrée, au moins deux dans le vestibule, en haut du grand escalier, pour rendre les honneurs dus aux Magistrats, conduire le Président et les Gens du Roi, rester à leur portée et défendre leur porte, n'appeler que les causes inscrites au rôle ou indiquées par le Président, faire régner l'ordre et le silence, « en employant ces mots : Paix là, faites silence ». Avant l'audience, les Procureurs devaient s'entendre entre eux « sur les faits constants du procès où ils occuperont » et, si le ministère des Gens du Roi est nécessaire, faire les communications au Parquet. A l'audience, les Avocats devaient plaider « exclusivement aux Procureurs » toute cause d'appel à la grande audience, les Avocats et les Procureurs ne prendre la parole que dans les affaires appelées par le Président et — les Procureurs placés derrière les Avocats — garder le silence pendant les plaidoiries, la délibération et le prononcé des arrêts. Le C. S. fit, le 26 mars, un règlement¹ plus général qui, sur certains points, reprend les réquisitions du P. G., sur les points importants pose des règles nouvelles sur le rapport de Commissaires, après les conclusions des Gens du Roi et « sous le bon plaisir de Sa Majesté ». Aux termes près, ici en général plus vagues, mêmes

¹ Règlement pour la police intérieure du Palais (B. M., 125400). Il faut remarquer que le C. S. de Lyon montra une louable diligence, le règlement correspondant — et d'ailleurs fort différent — du C. S. de Clermont étant seulement de décembre (Le Griel, *op. cit.*, p. 170).

prescriptions que celles du précédent réquisitoire pour la tenue des audiences. Celles-ci sont de trois sortes : petites audiences civiles (affaires sommaires et d'instruction, avec ministère facultatif de Procureurs), les mardi et jeudi de 8 h. à 9 1/2; grandes audiences civiles (avec Avocats, assistés de Procureurs), les mêmes jours de 10 à 12; audiences criminelles, les samedi de 10 à 12; les autres jours, examen des procès par écrit.

A son tour, le Roi intervint, par Lettres Patentes du 19 juin¹, moins, il me semble, pour réformer le *proprio motu* du C. S., que pour lui donner une confirmation et le compléter, restant sans doute, pour la plupart des articles, d'accord avec des habitudes locales. On peut ramener ce long et important document à six points : 1° pour le costume, les membres du Tribunal doivent avoir, hors de l'exercice de leurs fonctions, les « habits convenables aux Magistrats »; dans les audiences et cérémonies, des robes et soutanes rouges ou noires, selon les personnes et les occasions; 2° pour la présence, elle est obligatoire², sauf légitime empêchement, obligation constatée par un registre de présence³ et sanctionnée par la retenue d'une partie des gages, calculée sur le nombre annuel des jours de Palais et des jours d'absence, les présents se partageant la somme; 3° pour les vacations, les principales sont : des Rameaux à Quasimodo, de Pentecôte à la Trinité, du 25 août à la Saint-Martin, soit les ordinaires vacances judiciaires, avec une Chambre des Vacations, composée de : 1 Président, 10 Conseillers, 1 Substitut, et un droit de convocation extraordinaire au seul Premier Président⁴; 4° pour la rentrée, elle se fait le mercredi après la Saint-Martin de novembre, après une messe solennelle et un discours du Premier Président et d'un membre du Parquet, suivis, le lendemain, par une mercuriale des mêmes⁵; 5° pour

¹ Lettres Patentes du Roi portant règlement... (B. M., 125401).

² On sait que l'absentéisme était une des plaies des Parlements.

³ Je ne l'ai pas retrouvé et ignore même s'il a été tenu.

⁴ Ici encore, on voulait éviter un abus des Parlements, où les membres remuants demandaient et parfois exigeaient presque une convocation.

⁵ Cf. *infra*, p. 209. Il ne faut pas s'étonner de ne pas retrouver le texte de

les audiences, on suit le programme tracé par le C. S., avec un luxe de précision qu'il serait fastidieux de reproduire, d'autant plus que j'ignore si on a tenu un compte exact de cet emploi du temps ; 6^o pour la procédure, il y a un certain nombre d'indications qui étonnent un peu ici et qui paraissent s'inspirer de la grande ordonnance sur la procédure de février 1771, dont l'étude détaillée, qui n'a d'ailleurs rien de particulièrement lyonnais, échappe à ma compétence¹.

Cette précision, qui nous paraît presque excessive, ne suffit cependant pas, et, sur « le mémoire présenté à M. le Premier Président par le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats », le C. S. prit, le 15 février 1772, une « délibération² » qui fut lue et publiée le 18. Ce qui serait absolument déconcertant, si on n'avait pas cent exemples de semblable incohérence sous l'Ancien Régime, c'est cette façon de procéder qui fait que de trois règlements consécutifs sur les mêmes objets, le premier émane du C. S., le second du Roi, le troisième du C. S., sans que personne ne pense à protester ou seulement à s'étonner, ni le Roi, qui commence ses Lettres Patentes par un éloge du Conseil de Lyon, ni les Conseillers, qui enregistrent les Lettres Patentes sans une observation, ni de Flesselles³, Intendant avant d'être Premier Président, qui signe de sa main la délibération du 15 février, laquelle reconnaît ajouter « aux dispositions des Lettres Patentes de S. M. du 19 juin 1771 » ! Dans le dernier règlement, on précisait encore certains points de procédure, ce qui laisse croire qu'en dépit des précautions, il y avait eu des confusions ou des abus : il s'agit à peu près uniquement, en effet, dans les douze articles, de la confection des rôles — qui, affichés huit jours à l'avance, comprendront 8 causes pour les grandes audiences civiles et les audiences

ces harangues : l'habitude était de ne pas les faire imprimer (cf. Barou du Soleil, *Eloge de Prost de Royer*, B. M., 370543).

¹ Cf. Flammermont, *op. cit.*, p. 375, et l'ouvrage qu'il cite avec éloge et qui est, je pense, d'un Lyonnais, Tolozan., *Règlement du Conseil*, in-4^o, Paris, 1786.

² Délibération sur... (B. M., 118392).

³ A. N., X^{1b} 9765.

criminelles, 16 pour les petites audiences civiles, renouvelés quand la moitié des causes inscrites aura été jugée — et de l'ordre des affaires.

Enfin, le 18 mars 1772, le C. S. fit un « règlement pour la taxe des dépens ¹ ». Il apparaît, à la première lecture, qu'il fait sur certains points double emploi avec les règlements royaux de mai et juin 1771². Ici le parallélisme est trop évident pour qu'on puisse se contenter de l'explication précédente tirée de l'ordinaire incohérence. Je présume, sans pouvoir faire plus, qu'il faut faire état des oppositions connues, qui se manifestèrent contre l'édit sur la procédure et qui purent atteindre les édits complémentaires; il se peut que la « déclaration » du 9 mai 1771 n'ait pas été enregistrée de suite, car je n'ai pas retrouvé la mention de son enregistrement³; l'édit de juin ne l'a été en Parlement que le 5 septembre 1772; le C. S. de Lyon pouvait donc l'ignorer quand il fit le règlement dont il s'agit. Le C. S. ne devait pas, malgré tout, se sentir très sûr de son droit, car il invoqua une disposition de l'édit de février autorisant une fixation provisionnelle, à condition que les droits « soient inférieurs à ceux du Parlement de Paris », et une déclaration du Roi du 23 janvier 1772; il convoqua les Syndics et Anciens de la Communauté des Procureurs et rédigea un tarif en 143 articles, classés méthodiquement sous des en-têtes, et très précis; sans entrer dans le détail, on peut dire que ce tarif paraît soucieux de garantir les intérêts des plaideurs (souvent il indique les cas où la perception n'est pas autorisée) et de mettre des taxes modérées (beaucoup sont inférieures à 1 livre). Il intéressait les Procureurs, les Clercs des Rapporteurs et les Huissiers, et comprenait aussi une taxation, selon les qualités des personnages, des

¹ Arrêt du C. S. portant règlement... (B. M., 351267).

² Cf. *supra*, p. 193.

³ Ce genre de recherches est, en réalité, assez complexe pour que cette remarque n'ait pas une valeur absolue; la mention d'enregistrement a pu m'échapper par ma faute.

frais de voyage, séjour et retour; les chiffres sont modérés : par jour, un Cardinal a 18 livres et un Curé 2 l. 14 s.; un Président de la Cour 13 l. 10 s. et un Conseiller 9 l.; les moins bien partagés sont les Chirurgiens et Apothicaires de petite ville ou campagne, 1 l. 16 s., et certains particuliers 1 l. 7 s. Le P. G. taxa même¹ les Fermiers des messageries pour la conduite des prisonniers et l'apport des procédures.

III

Nous venons déjà de rencontrer, à propos de la réglementation générale, les auxiliaires de la Justice. Comme le C. S. s'occupa assez activement d'eux, il faut y revenir. Il n'y a rien à dire sur le personnel, qu'on trouve régulièrement aux Almanachs : il n'y eut pas, ni pendant, ni après, de changements notables en dehors des normaux à la suite de ventes ou de décès; le C. S. enregistrait les provisions², sans que j'aie rencontré aucune intervention plus active.

Sur les Avocats, je n'ai relevé que le fait suivant³ : le tableau était chaque année paraphé par le P. G., qui demanda même que les Avocats qui n'y étaient pas inscrits — sans doute les étrangers — ne puissent produire des mémoires qu'après censure du Bâtonnier.

Pour les Notaires, prenant les mêmes précautions qu'en Dombes⁴, la Cour ordonna⁵, le 11 avril, « le dépôt dans les greffes des minutes des Notaires ou autres Officiers publics décédés, qui se trouvent au pouvoir de gens n'ayant pas qualité pour les garder ». On allait assez loin, car en cas de non-versement, il pouvait y avoir recherches, perquisitions et saisie

¹ A. N., V¹ 622.

² A. N., X^{1b} 9762.

³ A. N., X^{1b} 9766, 10/16 février 1773 à propos de l'affaire Charézieu.

⁴ Cf. *supra*, p. 118.

⁵ Arrêt du C. S. qui ordonne... (B. M., 116773).

provisoire pour, après communication au P. G., être statué par la Cour.

Des Lettres Patentes du 6 août 1771¹ nommèrent 12 Huissiers royaux près le C. S., moyennant finances : ce furent ceux qui avaient fait « gratuitement » le service depuis le début ; après l'enregistrement du 22 avril 1772, ils purent prêter serment. En fait, cette gratuité du service d'audience n'était pas absolument complète : dès juin 1771, les Huissiers audienciers avaient adressé au C. S. une requête² où ils exposaient que « les suppliants sont des pères de famille qui ne peuvent subsister que des émoluments justes de leur état en y employant leur temps : ils ne peuvent être dédommagés de celui qu'emporte le service de l'Audience et de la Chambre où ils sont obligés d'être quatre tous les jours... qu'en jouissant exclusivement aux autres Huissiers des droits attribués par les édits et règlements aux Huissiers du Parlement et autres Cours supérieures et attachés spécialement à leur service ». Ils demandaient le monopole de certains actes, promettaient de faire bourse commune des droits ainsi perçus et d'avoir un bureau permanent au Palais. Le P. G. conclut favorablement, profitant de l'occasion pour, selon son habitude, régler les taxes, d'ailleurs avec modération, et la Cour rendit un arrêt conforme. Je n'ai pas retrouvé la trace directe de la formation d'un « Corps commun », véritable bureau syndical, comme à Clermont³, mais en fait il exista, témoin cette curieuse annonce⁴ : « L'un des Huissiers au C. S. de Lyon, trouvant une occasion très avantageuse pour entrer dans le commerce, donne avis qu'il veut vendre son office d'Huissier, audit C. S. Cet office peut rendre 7 à 800 l. par année, sans qu'on soit obligé d'exploiter, ni de faire les fonctions qu'exige l'état d'Huissier, parce que les opérations s'en font dans un

¹ A. N., X^{1b} 9763 et 9765.

² A. N., X^{1b} 9765, 14 21 juin.

³ Le Griel, *op. cit.*, p. 106.

⁴ *Affiches de Lyon*, n° 43, 23 octobre 1771.

Bureau Général, qui est au Palais Royal de Justice, dans lequel se tiennent plusieurs de ces Huissiers avec des commis, et tout le gain se met en bourse commune. Ceux qui veulent exploiter en sont les maîtres ; le produit de leurs exploits leur appartient en propre et ne fait point partie de la bourse commune ; un homme vigilant pourra gagner 12 à 1.500 l. par année, attendu les privilèges que S. M. a accordés auxdits Huissiers dans leurs Lettres Patentes ; les offices se vendront dans quelque temps 5 à 6.000 l. » Tous ne firent pas fortune d'ailleurs, car j'ai retrouvé l'acte de « saisie réelle faite sur un office d'Huissier au C. S. », le 22 janvier 1773, pour défaut de paiement de 900 l., reliquat du prix de la vente de son office fin 1768.

Les Procureurs étaient de tout autres personnages que les Huissiers. Ils formaient dans chaque centre judiciaire une Compagnie ou « Communauté » avec ses chefs élus, les Syndics, des réunions dont les résultats étaient consignés sur des registres malheureusement perdus et une bourse commune. Leur attitude combative et celle de leurs clercs, enfants terribles du Palais, dans nombre de villes parlementaires, en 1771 comme en 1788, montrèrent qu'il fallait compter avec eux. A Lyon, la Communauté était nombreuse, 60 membres, ce qui était trop, disait-on, puisque d'après le Consulat, qui n'est pas bien fixé, un tiers ou la moitié est inoccupé, mais elle comptait ¹ à sa tête un certain nombre de membres, ceux dont les noms reviennent sans cesse dans les affaires judiciaires, riches, estimés, tenant une place et jouant un rôle dans la ville. Aussi Flesselles prit ses précautions : l'avant-veille de l'installation du C. S., le 9 mars 1771, il ordonna ² aux Procureurs de continuer leurs services provisoirement « et à l'instant, les Syndics de la Communauté des Procureurs, pour ce mandés, étant comparus, nous leur avons délivré expédition par nous

¹ Cf. *Almanachs de Lyon*.

² A. N., X^{1b} 9765.

signée de la présente commission, à l'effet qu'ils aient à convoquer incessamment leurs confrères pour leur en donner connaissance et qu'ils aient à se trouver au Palais de Justice dans l'habit de leur état lundi prochain, 11 de ce mois, 9 heures du matin, pour y vaquer au fait de ladite commission ». Ce procédé un peu cavalier réussit : les Procureurs étaient là le 11 et prêtèrent serment. Je suis porté à croire qu'ils furent déterminés si promptement à l'obéissance, non seulement par naturel esprit de soumission, crainte de l'Intendant et communauté de sentiments avec la majorité de la population, mais encore par intérêt et en quelque sorte sous conditions. Il devait y avoir, en plus des Procureurs existants, 24 procureurs pour le service du C. S. Cette création aurait en définitive diminué la situation de la majorité des Procureurs alors en charge ; on dut leur promettre d'arranger l'affaire. Par un édit¹ du mois d'août en effet, le Roi « étant informé que la Communauté des Procureurs de la Sénéchaussée et Siège Présidial de... Lyon a donné sa soumission d'acquérir lesdits (24) offices et d'en consigner la finance entre les mains du Trésorier de nos revenus casuels suivant les rôles arrêtés en notre Conseil, en lui permettant toutefois d'emprunter pour se mettre en état de payer ladite finance, et voulant traiter favorablement ladite Communauté, qui d'ailleurs a mérité cette grâce par le zèle avec lequel elle a rempli jusqu'à présent le service auprès de notre C. S. depuis son établissement », autorisa la réunion des offices, l'emprunt « suivant les délibérations qui sont prises par ladite Communauté et autorisées par le C. S. de la Ville de Lyon », et la concession d'« hypothèque privilégiée et préférence aux prêteurs sur les offices créés en février ». Il est ainsi facile de reconnaître qu'il y eut, en plus d'un procédé fiscal bien connu, négociation et de présumer que l'habile et énergique Intendant en fut l'agent. Une dernière preuve d'un arrangement préalable est fournie par ce fait qu'aussitôt après l'enregistre-

¹ Edit du Roi, portant réunion... (B. M., 125404).

ment de l'édit au C. S. (17 septembre) les Procureurs adressèrent une requête ¹ à la Cour disant que « ne pouvant faire les fonctions au C. S. qu'en prêtant le serment en tel cas requis au C. S., il importe au service et à l'ordre public que lesdits Procureurs prêtent sans délai le serment prescrit par l'édit de S. M. ». Le Conseil leur fixa la date du 26 septembre à 8 heures du matin, « à la porte de la Chambre ». Ce qui eut lieu : 51 « ont, chacun séparément, prêté serment de vivre et mourir dans la religion catholique, apostolique et romaine, d'être fidèles au Roi et d'observer les arrêts de règlement du C. S. ». Les 8 absents (une charge devait être vacante) s'excusèrent dans la suite sur des affaires de famille ou des absences et prêtèrent le serment. C'était un succès si évident pour le Chancelier et ses agents, que ses ennemis ², avec moins d'exactitude dans les faits que d'ordinaire, cherchèrent à en plaisanter ; mais le résultat était acquis à la satisfaction générale des intéressés.

Pendant trois ans, l'entente régna entre la Cour et la Compagnie. Flesselles intervint ³ auprès de Bertin pour obtenir que les Procureurs et les Huissiers soient exemptés du service personnel de guet et garde, auquel le Prévôt des Marchands voulait les assujettir ; le Chancelier, auquel les intéressés s'étaient adressés directement, répondit qu'il n'y avait rien à faire ⁴. Quand un des Procureurs, Bonichon, fut poursuivi, il y eut accord, de l'aveu même de l'accusé, entre le Parquet et les mandataires de la Communauté ⁵. L'entente se rompit sur la question de la désunion des Procureurs. On se rappelle avec quelle passion et quelle énergie le Consulat entra dans la lutte ⁶. Pourquoi le C. S. avait-il soulevé la question, c'est ce que je n'ai pas découvert avec une complète certitude : y eut-il, comme le Consulat le répéta, vue ambitieuse de la

¹ A. N., X^{1b} 9765.

² *Journal Historique*..., II, p. 294.

³ A. N., O¹ 564, 16 juin 1772.

⁴ A. N., V¹ 624.

⁵ Cf. *infra*, ch. vii, IV.

⁶ Cf. *supra*, p. 176 et seq.

Cour, je ne le crois pas, car elle n'avait pas à souhaiter une soumission plus complète et pouvait craindre des oppositions sérieuses, comme en fait il arriva. Il faudrait plutôt supposer que la pratique avait montré des inconvénients dans la réunion entre les mêmes mains des affaires aux deux degrés de juridiction. Le Consulat accusa plus tard¹ le projet d'avoir été « concerté avec mystère sous la protection de M. l'Intendant et M. le P. G. ». Sauf la précision sur les personnages, je crois l'accusation fondée, car la première lettre, dans laquelle le Consulat prend en main cette affaire à laquelle il tenait tant, est du 2 février 1774, alors que, dès le 19 janvier, le projet était certainement très avancé. J'ajoute que, étant donné la promptitude des soumissions aux nouvelles charges de 18 Procureurs, il y avait eu encore une fois entente préalable entre les dirigeants du Conseil et quelques intéressés. Mais la majorité se trouvait lésée ; il y eut action officieuse : concert avec le Consulat, envoi à Paris comme agent d'un des Procureurs les plus en vue, Boscary. Il y eut aussi opposition officielle. Assez habilement, le P. G. chercha, dès l'abord, à l'étouffer : le 19 janvier, il représenta² que, « l'intérêt public sollicitant la désunion des offices des Procureurs..., l'autorité vient d'arrêter cette désunion qui doit être incessamment consommée. » Le P. G. se flattait, mais il se méfiait, car pour régler les intérêts des deux catégories de Procureurs, il proposa des conférences réduites « à un petit nombre de personnes comme commissaires nommés par la Communauté. » Le Conseil, entrant dans ses vues, décida, pour élire ces commissaires, une réunion dès le lendemain après-midi, — ce qui ne laissait pas de temps pour organiser l'opposition, — en présence du P. G. et du Conseiller-clerc Graugnard — que son état même indiquait comme conciliateur, — « sur les objets qui seront présentés par ledit Conseiller commissaire », ce qui était

¹ A. M., AA. 132, fo 78, 8 mars 1774.

² A. N., X^{1b} 9768.

déjà une précaution qu'on renforçait en faisant « défense auxdits Procureurs de prendre, hors la présence dudit Conseiller commissaire et du P. G. du Roi, aucune délibération sur lesdits objets, à peine de nullité et sous telle autre peine qu'il appartiendra ». Le lendemain, l'assemblée se réunit nombreuse, car 4 Procureurs seulement étaient absents. Graugnard fit un discours assez cavalier : « ... des vues de bien public ayant déterminé l'autorité à s'occuper de la désunion des vingt-quatre offices de Procureurs, etc..., la Cour a été instruite que le bruit qui s'est répandu de cette désunion, laquelle doit s'opérer incessamment, a occasionné une fermentation considérable parmi les membres de ladite Communauté. Si les motifs qui engagent à prononcer cette désunion n'étaient pas aussi puissants, la Cour, qui a toujours veillé aux intérêts de la Communauté des Procureurs, n'hésiterait pas à lui donner dans ce moment une nouvelle marque de bonté. La Communauté doit donc attendre avec soumission que S. M. ait expliqué ses intentions sur cette désunion et ne doit s'occuper que des différents intérêts des membres qui la composent. Elle peut proposer tels arrangements qu'elle croira convenables ; et comme ces objets ne peuvent être discutés dans une assemblée générale, la Communauté doit se borner à nommer des commissaires à l'effet de dresser un mémoire, lequel nous sera remis pour être présenté à la Cour et adressé à M. le Premier Président, actuellement à Paris ; c'est sur le choix desdits commissaires que vous avez à délibérer ». C'était parler net et demander seulement aux Procureurs, selon le mot célèbre, à quelle sauce ils voulaient être mangés. Ceux-ci ne firent pas une résistance héroïque ; l'un d'eux, Nompère, protesta respectueusement contre la désunion, demanda qu'en tout cas le nombre total des charges ne soit pas augmenté et plaça toute sa confiance « dans les bontés et la protection des Magistrats du C. S. ». La majorité l'approuva. Un autre orateur, Bertaud, parla dans le même sens, en ajoutant la demande qu'en cas de désunion la Communauté pût présenter elle-même les Procureurs

reurs pour le service du C. S. Un certain nombre l'approuvèrent. Mais, quelque modérée qu'elle fût, c'était une discussion que le P. G. prudemment s'empessa de couper : il félicita les orateurs, mais rappela que le but de la réunion était l'élection d'un petit nombre de commissaires pour faire des mémoires qui seront rapportés dans une nouvelle assemblée et utilisés « pour les intérêts de tous qui, jusqu'à présent, se peuvent considérer comme divisés ». Les Procureurs s'inclinèrent et élirent sept commissaires « en déclarant par lesdites délibérations qu'ils ont fait ladite nomination par respect, obéissance, et sans perdre l'espoir que les bons offices du C. S. et la bienfaisance de Mgr le Chancelier détourneront l'orage dont la Compagnie est menacée ».

N'ayant pas pu savoir ce qu'étaient devenus les registres de la Communauté, j'ignore ce qui se passa, mais, d'une part, je sais que les choses n'allèrent pas si vite que la Cour l'avait affirmé, et, d'autre part, je suppose qu'il dut y avoir une opposition assez vive ; car le 13 mai le P. G., après avoir rappelé les faits précédents, ajouta : « L'usage de convoquer la Communauté des Procureurs pour procéder à la nomination de ses Officiers de deux ans en deux ans provoquera incessamment une assemblée générale du corps ; et il en pourrait résulter l'inconvénient que la sagesse de la Cour avait prévu et empêché. » Le P. G. observa d'ailleurs que « la Cour n'ayant pas encore fait le règlement qui doit nécessairement avoir lieu pour cette Communauté, les mutations des Officiers et la durée de leur service en cette qualité n'ont point été fixées invariablement ». Sur cette raison obscure, et qui paraît mauvaise, il demanda qu'on sursoie à l'élection et qu'on enjoigne aux Officiers sortants de continuer leur service « à peine d'interdiction ». Ce qui fut fait le jour même. La désunion ne s'opéra pas, peut-être par crainte de complications locales, plus probablement à cause de l'opposition de certains Ministres gagnés par les Lyonnais ; on resta jusqu'au bout dans l'expectative : j'en trouve la preuve dans les paroles qu'à l'audience de rentrée

de la Sénéchaussée¹ (26 novembre 1774), l'Avocat du Roi, Millanois, prononça en présentant les nouveaux Syndics de la Communauté des Procureurs : «... l'exercice des anciens est fini depuis longtemps ; nous ignorons les raisons qui les avaient fait, contre la règle invariablement observée, continuer des fonctions qui ne devaient durer que l'espace de deux années ». Sur un point encore le C. S. avait donc vu arrêter ses projets de réforme et de contrôle par la coalition des jalousies locales et des intrigues ministérielles².

IV

Quelles furent maintenant la vie et l'activité de la Cour ? Nous connaissons mal sa vie intérieure, faute du registre où l'on dut, selon l'usage, consigner les délibérations ; nous avons quelques renseignements épars sur sa vie extérieure, en quelque sorte de représentation ; nous connaissons bien son activité.

Le C. S. fut logé au Palais de Justice, dont tous les ouvrages sur l'histoire et les antiquités lyonnaises ont convenablement parlé, et dont les reproductions ne sont pas rares. C'était d'ailleurs un bâtiment sans belle apparence ni intérêt artistique. On était en pleine période de transformation, l'Assemblée des Notables ayant décidé³, le 22 juin 1769, la reconstruction des prisons et le placement des différentes Juridictions et de leurs greffes dans l'ancien Hôtel de Fléchères. Cette circonstance, jointe aux prétentions de la Cour⁴, aux difficultés avec le Consulat que nous avons déjà vues, à celles au sujet des prisons que nous retrouverons, à des réparations et remaniements nombreux dont j'ai rencontré les mentions dis-

¹ Arch. dép. du Rhône, Sénéchaussée. Audiences en dernier ressort.

² Parlerai-je de ces autres auxiliaires, les exécuteurs de la haute justice, qui se plaignirent de la modicité de leurs salaires et des réductions qu'on leur faisait subir ? (A. N., V¹ 625).

³ A. M., BB. 366.

⁴ A. M., AA. 132, f^o 103.

persées, enfin à l'absence de plan, fait que je ne puis donner aucune précision satisfaisante sur l'aménagement intérieur, dont je suis du reste à peu près sûr que certains détails varieraient¹.

Le nouveau Tribunal n'entendait pas rester à l'écart de la vie de la cité. Flesselles, Intendant et Premier Président, le dit en excellents termes dès le 16 avril à la séance publique de l'Académie²; il parla du « zèle des citoyens de Lyon pour l'avantage et la gloire de leur Patrie ». Il observa « que tous les ordres de cette ville concourent avec ardeur à procurer le bien public; que les Tribunaux de la Magistrature... fournissent des preuves perpétuelles de cet intérêt vif et constant, etc... » Cette vie était rythmée surtout par les fêtes et cérémonies religieuses, auxquelles le sentiment général et un protocole, sur le détail duquel nous avons vu qu'on s'était ardemment disputé, exigeaient que la Cour figurât. Dès juin 1771, l'Archevêque qui, en tout état de cause, était favorable au C. S., l'invita³ à la procession de la Fête-Dieu; je suppose que la question des préséances préoccupa dès ce moment les esprits, car Flesselles écrivit au Chancelier en lui envoyant un projet de réponse; le Chancelier transmit le tout à Bertin, qui lui renvoya une réponse et le dossier; j'ignore ce qui fut décidé. On a vu que la cérémonie d'installation du Conseil avait comporté une partie religieuse. Ses séances de rentrée, suivant l'habitude séculaire, conservèrent le même caractère. Le 13 novembre 1771⁴, il fit célébrer dans l'Église de Sainte-Croix, paroisse du Palais, « avec la plus grande pompe », la messe du Saint-Esprit; dans le chœur était tout le Conseil en robes rouges, avec les Avocats et Procureurs; puis on fut au Palais

¹ On pensa, en 1772, transférer le C. S. dans la maison des Célestins, sur le quai; la combinaison échoua, cf. Morel de Voleine (*Revue du Lyonnais*, 2^e série, t. II, 1851, p. 279).

² *Affiches de Lyon*, n° 17, 24 avril 1771.

³ A. N., O¹ 563, f° 101.

⁴ *Affiches de Lyon*, n° 47, 20 novembre 1771.

où Palerne de Savy fit un discours sur l'amour de la Patrie dans une monarchie et de Flesselles un autre sur les devoirs du Magistrat ; le Premier Président reçut le serment des Avocats et Procureurs, puis réunit chez lui à dîner les membres de la Cour. La Compagnie, sur ce qu'il lui représenta, je ne sais si c'est au même moment, qu'elle avait été « le premier corps de la Magistrature supérieure » à complimenter la comtesse de Provence à son arrivée en France, décida d'être la première à fêter le rétablissement de cette princesse ; elle fit célébrer « avec la plus grande pompe » dans l'église des Cordeliers une messe en musique. « L'empressement du public, à prendre part à cette cérémonie, a égalé celui des Magistrats. » A propos de la première de ces messes, s'était produit un petit fait qui montre à quel point les susceptibilités étaient vives et combien le C. S., comme ses ennemis, était disposé à tirer parti de tous les incidents. Le jour même de la messe, le Bureau de la Charité¹ se réunit et protesta contre la quête faite, au préjudice de ses privilèges, par les Pénitents de la Miséricorde « avec un sac à la main » à la porte de l'église. Quelque temps après, la députation qui avait été envoyée au Recteur de la Compagnie des Pénitents rapporta que celui-ci avait exprimé ses regrets, disant « que, si elle a fait quêter à la porte de l'église Sainte-Croix, elle n'y a été entraînée que par un excès de zèle et par des invitations puissantes qui, ne leur ayant été faites que le lundi 11 novembre, ne leur avaient pas laissé le temps d'en faire part au Bureau... » Il semble donc qu'en cette occasion quelqu'un du C. S. ait cherché à faire pièce au Bureau de la Charité, à cause de ses liens intimes avec le Consulat, et que, pour la même raison, le Bureau se montra particulièrement jaloux de ses privilèges et fier de la satisfaction obtenue.

L'année suivante, la rentrée eut lieu le 18 novembre². Cette

¹ Arch. de la Charité, E. 74, f^{os} 191 et 203.

² *Affiches de Lyon*, n^o 48, 25 novembre 1772.

fois, messe à Saint-Jean « célébrée par MM. les Comtes de Lyon », avec lesquels la Cour paraît avoir toujours entretenu de bons rapports; au Palais, Pulligneu fit un discours sur les mœurs du Magistrat et de l'homme public, et de Flesselles sur les avantages du gouvernement français. Le surlendemain, mercuriale de Palerne de Savy sur l'honneur et de de Flesselles qui, « dans un discours aussi éloquent que patriotique, fit l'éloge de l'impartialité ». On voit que, par les sujets au moins, le C. S. ne brisa pas l'honnête tradition des discours de rentrée. Quelques jours après, 26 novembre ¹, le C. S., ainsi que le Bureau des Finances, l'Élection, la Sénéchaussée, assista, sur invitation, à une messe célébrée « dans l'Église primatiale de MM. les Chanoines-Comtes de Lyon », à l'occasion du cinquantième anniversaire du couronnement de Louis XV. Bien entendu, le Consulat n'y assista pas, de même que la Cour s'abstint des messes où étaient les Échevins ².

Les *Affiches de Lyon* ayant disparu à ce moment, je n'ai pas retrouvé le compte rendu des cérémonies où avait assisté le C. S.; les procès-verbaux d'origine municipale, les seuls que nous ayons, ne le mentionnent pas, et pour cause. La seule occasion où j'ai vu la Cour se mêler aux affaires du temps, fut la remise du droit de joyeux avènement au moment de l'avènement de Louis XVI. Le 3 juin 1774 ³, en apportant l'édit, le P. G. loua cet « acte de bienfaisance...., les assurances les plus précises de la protection du Roi pour garantir la propriété de chacun de ses sujets, les opérations économiques qu'il annonce pour parvenir au remboursement des dettes de l'État et successivement à la réduction des impôts, la remise du droit dû à Sa Majesté à cause de son avènement à la couronne.... (et) les expressions touchantes de la sensibilité du Roi sur la perte de son auguste aïeul ». Sur sa demande, la

¹ *Affiches de Lyon*, n° 40, 10 décembre et 51.

² Cf. *supra*, p. 173: la version officieuse des *Affiches de Lyon* et celle du Consulat concordent.

³ A N., X^{1b} 9768.

Cour tint une audience extraordinaire pour enregistrer l'édit séance tenante.

Quant à la vie intérieure du Conseil, la disparition de ses registres¹ nous réduit à des hypothèses : il y eut une certaine division du travail, car le nom d'un rapporteur fut très fréquemment suivi de la mention « Conseiller en cette partie », sans que je sois arrivé à dresser un tableau satisfaisant de ces spécialisations. Il y eut — il fallait s'en douter — des querelles intestines : Yon de Jonage se plaignit un jour² qu'on voulût le priver des avantages attachés au décanat. Il y eut enfin un rudiment de budget autonome, dont le P. G. s'occupa, demandant « 3.000 l. par an pour les menues nécessités du Conseil », sur lesquelles le Roi n'en accorda que 1.500, s'occupant, d'accord ou en contradiction avec Flesselles, des droits de ses propres secrétaires et, chose curieuse, « des présents que les officiers nouvellement reçus font », pratique que le Chancelier interdit.

C'est, on le voit, bien peu de choses sur la vie intérieure et publique du C. S. Nous pouvons heureusement donner dès maintenant, avec plus de précision, une idée générale de son activité. L'impression très vive que j'ai emportée d'un commerce assidu avec ses archives est que son activité fut grande, sérieuse et continue. J'ai déjà dit que cette activité avait été très générale et que, tout en rendant hommage à la vigoureuse et évidente impulsion du Premier Président et du P. G., on devait regarder l'œuvre accomplie comme commune à tous les membres de la Cour.

Les vacations, comme dans tous les Tribunaux d'alors, furent nombreuses³. En dehors de celles indiquées par les Lettres Patentes du 19 juin 1771⁴, il y eut un certain nombre de

¹ Cette disparition est la règle (cf. Laurain, *loc. cit.*, 1895, p. 363).

² Tiré, comme ce qui suit, de la correspondance de la Chancellerie (A. N., V¹ 622 et 623).

³ *Almanach de Lyon pour 1774*. La pagination à cet endroit est inexistante.

⁴ Cf. *supra*, p. 196.

jours fériés : deux en novembre (Saint-Irénée et Saint-André), un en décembre, plus, du 21 au 6 janvier inclus, etc...

Le travail commença dès le 14 ou le 15 mars¹; il se poursuivit très régulièrement jusqu'à la fin, le dernier acte que j'ai relevé étant du 17 novembre 1774. Les audiences eurent lieu aux jours fixés, le nombre des Conseillers fut toujours grand, souvent 18 ou 19 présents sur 23 Présidents et Conseillers possibles. Flesselles, malgré les préoccupations d'une Intendance comme celle de Lyon et d'assez nombreux voyages à Paris, présida fréquemment. D'après le « Registre des séances de l'audience », qui va du 10 septembre 1771 au 11 octobre 1774, et en ajoutant, d'après le plumitif civil (je n'ai pas retrouvé l'autre), au moins 47 audiences de mars à septembre, nombre certainement trop faible², la Cour aurait tenu 491 audiences, soit :

Septembre-Décembre 1771	10 aud. sans Flesselles	³ 23 avec Flesselles
1772. . . .	90 —	29 —
1773. . . .	104 —	21 —
1774. . . .	156 —	11 —
Septembre 1771 - oct. 1774	<u>360</u> —	<u>84</u>

Ce qu'on fit dans ces audiences, dont on tenait souvent deux par jour, je l'ai suivi pas à pas ; l'Administration d'alors a pris soin de nous laisser pour certaines périodes des tableaux récapitulatifs⁴. A la vérité, ils n'ont pas dû être faits dans un but purement désintéressé, quoiqu'il en ait peut-être disparu de tels avec les riches archives de la Chancellerie pendant la Révolution. Mais Maupeou eut toujours soin, pour répondre à ses détracteurs, d'avoir des statistiques à fournir au Roi.

¹ Tous les renseignements suivants viennent de A. N., X^{1b} 9772, 9773 et 9774.

² Un très grand nombre est présidé par Flesselles.

³ Elles sont presque toujours présidées par Charrier (il signe ainsi).

⁴ Arch. dép. Rhône. Conseil Supérieur, 1771-1773. Etats des arrêts rendus..., tant au civil qu'au criminel.

Dès le 1^{er} mai 1772, un ennemi¹ note que le Chancelier a demandé aux C. S. « la liste des causes jugées à chacun de ces Tribunaux... ce qui prouve aussi qu'on inquiète M. de M... sur les travaux de ces Juridictions... ». A la fin de sa carrière active, s'il faut en croire Flammermont, qui doit ici suivre Lepaige², il agissait de même. C'est probablement le travail de préparation pour un rapport de cette espèce à envoyer au Chancelier que j'ai eu la chance, grâce à l'obligeance de M. Guigue, de retrouver à Lyon. Il y a, du 14 mars aux vacances de 1771, un relevé affaire par affaire qui indique dès le début une activité soutenue et variée. Pour 1772 et 1773, il y a des tableaux par catégories d'affaires, dont malheureusement une partie seulement est en expédition, le reste ayant des chiffres surchargés ou peu clairs, les additions partielles et les totaux ne correspondant pas toujours exactement au détail. C'est donc sous quelques réserves que je donne le tableau suivant qui, quant aux chiffres, doit être très approché et, quant à la nature des affaires, fournit une bonne idée de leur variété et de leurs qualifications.

Civil

(Selon l'ordre du premier tableau conservé aux Archives départementales).

	(3)	(4)	(5)	(6)
Arrêts qui ont reçu appelant ou permis d'anticiper, et autres arrêts sur requête	76	25	54	45
— avant dire droit qui ont ordonné des informations de Commissaires... et autres procédures préa- lables	26	»	36	28
— qui ont homologué des statuts, règlements, déli- bérations de Communautés et autres actes . . .	13	2	13	15
<i>A reporter.</i>	115	27	103	88

¹ *Journal historique...*, III, 94.

² Comparer : *op. cit.*, p. 512 et p. 518, n. 1.

³ Pâques 1772-25 août 1772.

⁴ Vacances 1772.

⁵ Rentrée 1772-Pâques 1773.

⁶ Pâques 1773-25 août 1773.

	<i>Report.</i>	115	27	103	88
Arrêts qui ont ordonné l'enregistrement de Lettres Patentes impétrées par des particuliers . . .		13	2	10	8
— rendus sur la requête du Procureur Général du Roi (ou de son Substitut)		11	1	6	5
— qui ont ordonné que des procès portés par appel seraient instruits par écrit conformément à l'Edit		49	»	53	44
— rendus sur productions respectives des parties . .		19	»	»	»
— rendus par forclusion		3	»	»	»
— de réception d'Officiers		5	»	»	6
— rendus sur matières provisoires en la petite audience		61	»	43	68
— rendus par défaut à l'audience		12	16	45	32
— contradictoires rendus à la grande audience . .		120	30	130	88
— d'audience qui ont ordonné l'enregistrement d'édicts, déclarations et Lettres Patentes . . .		15	6	10	8
— rendus au rapport sur procès par écrit		»	»	28	30
— sur délibéré		»	»	5	6
— de la Compagnie		»	»	10	11
TOTAUX		<u>423</u>	<u>82</u>	<u>443</u>	<u>394</u>

Criminel.

Arrêts qui ont reçu appelant, permis d'anticiper et ordonné l'apport des charges.	45	10	33	24
— rendus sur la requête du Procureur Général . .	5	»	14	16
— d'instruction sur différents procès criminels faits en la Cour	18	»		
— qui ont prononcé des peines afflictives ou infamantes sur des procès en cause d'appel . . .	21	15	8	26
— rendus par défaut à l'audience	4	2	4	»
— contradictoires rendus à l'audience	28	3	28	32
TOTAUX	<u>121</u>	<u>30</u>	<u>91</u>	<u>98</u>
TOTAUX GÉNÉRAUX	<u>544</u>	<u>112</u>	<u>534</u>	<u>492</u>

Telle fut, résumée par des chiffres vers le milieu de son existence, l'activité du C. S. De quelles précautions il l'entoura, quelles furent ses préoccupations principales et ses tendances possibles à déterminer, c'est ce que nous verrons dans les chapitres suivants. Dès maintenant, surtout quand on a, comme j'ai dû faire, saisi directement avec quel soin toute cette besogne considérable fut conduite, on éprouve au moins du respect pour cette Cour et on est plus disposé à admettre le ton fier avec lequel nous l'avons vu parler d'elle,

CHAPITRE VI

LES AFFAIRES CIVILES

- I. L'activité, la jurisprudence et la procédure du Conseil Supérieur. — II. La défense des plaideurs. — III. Questions de compétence et de qualification. — IV. Principaux types d'affaires civiles. — V. Les appels des juridictions commerciales et forestières. — VI. Affaires féodales et ecclésiastiques. — VII. L'esprit d'entreprise du Conseil Supérieur. — VIII. La juridiction gracieuse.

I

On vient de voir, d'une façon générale, quelle avait été l'activité du C. S. et, par le tableau qui termine le chapitre précédent, quelles étaient les principales sortes d'affaires dont il avait eu à connaître; il y en aurait, pour être complet, quelques-unes à ajouter, comme des arrêts de pareatis, assez nombreux, pour permettre l'exécution dans le ressort d'arrêts rendus par des Parlements (y compris celui de Paris) ou d'autres C. S., de très nombreuses taxations de Greffiers qui se sont déplacés ou de Procureurs, etc... Je n'ai pas l'intention ici de faire une étude de procédure et de jurisprudence civiles, à propos du C. S. Dans la mesure où mes recherches et mes connaissances me permettent de l'avancer, je crois pouvoir dire qu'il n'a pas innové — ce qui, au reste, n'était pas son rôle, — qu'il a appliqué le droit écrit en usage dans la région et

pour la procédure l'édit de 1771¹. Dans quelle mesure et dans quel sens, je suis, sauf les quelques points particuliers que je toucherai plus loin, à peu près hors d'état de le dire. Je ne crois même pas que la chose soit possible : il est relativement rare de pouvoir réunir des pièces nombreuses et complètes touchant une affaire ; on n'est jamais sûr de les avoir toutes ; il faut renoncer à les rapprocher quand elles sont dans des cartons différents. Enfin, si par fortune on arrivait à grouper des ensembles satisfaisants, on n'aurait qu'un résultat bien médiocre, quand on ne les aurait pas comparés à des affaires analogues jugées par le Parlement de Paris avant 1771, par des C. S. de 1771 à 1774, et par le Parlement de Paris après 1774, travail à peu près impossible.

Je puis au moins donner deux précisions sur les sources écrites de la procédure et de la jurisprudence. Pour la procédure, c'est bien l'édit de février 1771, puisqu'un Receveur des Consignations de Bourg-Argental², qui est lésé par une de ses dispositions, se borne à prétendre qu'elle est peu claire et à invoquer des interprétations dans son sens tirées d'actes royaux et d'un arrêté du C. S. Pour la jurisprudence, c'est le droit écrit, dont certains, pour les besoins de leur cause, voudraient rétablir la pureté par le moyen du nouveau Tribunal, de sorte que, par une conséquence inattendue, cette tentative d'unification et de centralisation aurait abouti à renforcer le particularisme juridique. « Lorsque le Roi, lit-on dans un « Mémoire au Conseil »³ de 1772, pour favoriser les peuples, s'est porté, en dernier lieu, à établir les Tribunaux supérieurs, il est sans doute entré dans ses desseins de rendre à chaque

¹ On peut faire cette remarque que les appels des Sénéchaussées vont au C. S. en négligeant, semble-t-il, le degré intermédiaire des Présidiaux dans les cas où il était de règle. La question aurait besoin d'être serrée de très près ; car il serait curieux de voir un C. S. reprendre à l'égard de ces Tribunaux l'attitude traditionnelle des Parlements. Pareil reproche fut fait par un juriste éminent au C. S. de Clermont. (Everat, *op. cit.*, p. 235).

² Précis pour M. Louis L..., 1772 (B. M., 369271). J'observe qu'il n'est pas question de jugement en première instance.

³ B. M., 23210.

Province le droit de réclamer la pureté des lois sous lesquelles elle vivait et qui avaient reçu des atteintes dans des Cours qui avaient souvent allié des principes de coutume aux principes du droit écrit. Le droit romain est le droit municipal de la ville de Lyon ».

II

La Cour non seulement apporta le plus grand sérieux à ses nouvelles fonctions, mais encore sut prendre, en quelque sorte, la défense des justiciables qui en avaient alors trop souvent besoin. D'abord, la défense de leurs deniers : les dépens étaient soumis par le Procureur à un Conseiller, qui délivrait un exécutoire après les avoir vérifiés. Il est à croire que ce visa tendit moins facilement à devenir une formalité dans une Cour locale que dans une Cour lointaine comme le Parlement de Paris. Le plus souvent, le Conseiller accepte le total proposé, qui est d'ailleurs soigneusement décomposé ; une fois même (3 juin 1771), l'évaluation¹ avant la taxe est de 120 l. et après de 154 l. 19 s. 8 d., sans doute parce qu'on avait reconnu une omission. Mais, fréquemment — surtout, me semble-t-il, au début, les Procureurs ayant dû se le tenir pour dit — les chiffres sont examinés de près et rectifiés : le 14 avril 1771, le Conseiller Desfours réduit un total de 72 l. 2 s. 3 d. à 58 l. 19 s. ; je note au passage la mention de 6 l. « pour le droit de secrétaire de M. l'Avocat Général », ce qui prouverait que la fameuse critique faite à propos de l'affaire Goëzman aurait pu parfois s'appliquer à Lyon. Le Président Charrier me semble avoir une tendance à accepter les chiffres, en général vérifiés déjà par un Syndic de la Communauté des Procureurs. Mais le 3 août 1771, de Gérando réduit un total de 56 l. 15 s. 9 d. à 50 l. 4 s. 11 d., et le 8, de Taluyers en réduit un de 65 l. 6 s. 5 d.

¹ Les chiffres suivants sont empruntés aux dossiers des A. N., X^{1b} 9765-9768.

à 48 l. 8 s. 1 d., ramenant, par exemple, « un conseil » de 6 à 3 l. et « un conseil sur le désistement » de 6 l. à 0.

On sait, d'ailleurs, que seuls les Magistrats des nouveaux Parlements et des C. S. avaient dû renoncer aux épices, qui continuèrent à être perçues par les Officiers des Tribunaux inférieurs. Le Conseil, je ne sais trop pourquoi, intervint parfois dans leur fixation. C'est ainsi que, le 25 janvier 1773¹, concluant au rejet d'un appel sur une sentence d'ordre (pour une distribution de deniers) de Roanne, le P. G. ajoutait : « sauf, néanmoins, le coût des épices et des droits qui y sont taxés (dans la sentence), tant pour les Officiers que pour le Greffier de ladite Juridiction ; requérant... qu'il plaise à la Cour les fixer, en conformité de l'usage qui s'observe dans les autres Sièges du ressort, considération faite de la différence des Sièges royaux avec les Justices seigneuriales². » C'est à propos de la même Justice de Roanne que la Cour eut un jour l'occasion de faire sentir aux Officiers des Sièges inférieurs qu'elle ne les laisserait pas dépouiller les plaideurs : le 11 mars 1773³, à propos de la grosse d'une sentence d'ordre et distribution de prix, le P. G. passa au crible les comptes du Greffier et du Receveur des Consignations, « une des principales fonctions du Ministère public étant de veiller à ce que les Officiers de justice n'excèdent jamais les droits et émoluments attribués à leurs offices ». Les chiffres sont intéressants pour l'histoire de la procédure. Pour une vente d'immeubles de 119.285 l., le Receveur des Consignations doit avoir 5.964 l. 5 s., et pour une vente de meubles de 8.715 l. 10 s. 6 d., 108 l. 19 s. ; il a touché 6.410 l. 10 s., donc 337 l. 6 s. de trop, qu'il devra restituer. Le Greffier, pour 1.191 rôles 1/2, a été colloqué pour 2.313 l. 9 s., à raison de 20 s. par rôle, plus le papier timbré

¹ A. N., X^{1b} 9766.

² Dans un arrêt fort long et qui émendait la sentence malgré le P. G., il me semble que la Cour refusa ou omit de le suivre sur le terrain proposé, et ne voulut s'occuper que des droits du Greffier.

³ A. N., X^{1b} 9767.

et le droit de grosse ; mais, étant Greffier de Justice ordinaire, il n'a droit qu'à la moitié de ce qu'aurait un Greffier de Justice royale ; de plus, il a contrevenu au règlement en insérant des mentions inutiles ; sa taxe devra donc être ramenée à 1.000 l. (non compris les droits royaux) « ou à telle autre somme qu'il plaira à la Cour d'arbitrer ». La Cour suivit son Procureur ; les créanciers, inutilement colloqués, profitèrent de la rentrée et, intimidé, le Greffier s'empessa d'envoyer un reçu de 1.200 l. comprenant sans doute les droits royaux qu'il avait avancés.

Dans la plupart des affaires, la Cour chercha à s'entourer de tous les éléments d'information possibles. Nous trouverons, à propos de l'enregistrement des Lettres Patentes relatives à des travaux publics, de longues et minutieuses enquêtes faites devant un Conseiller-Commissaire ; mais ce procédé fut utilisé pour des procès civils : le Conseiller Agniel de la Vernouze ¹, par exemple, à propos d'un procès intenté par les cessionnaires du privilège des coches et diligences du Bas-Rhône, dirigea, le 22 septembre 1772, une enquête, qu'il continua de nombreux jours, malgré l'absence des intimés et de leur Procureur, contre lesquels, chaque fois, il donnait défaut. Dans une affaire D..., le 15 juin 1771 ², la Cour, plus méticuleuse que son Avocat Général, ordonna une expertise médicale. Dans une affaire d'héritage, le 15 décembre 1772 ³, le P. G. « n'empêche pour le Roi qu'il plaise à la Cour permettre aux suppliants de faire faire recherches et perquisitions par le premier Huissier requis... ; permettre, en outre, aux suppliants d'obtenir et faire publier monitoire, pour avoir révélation des faits contenus en ladite requête... ». La Cour n'osa pas aller aussi loin et renvoya l'affaire devant le premier Juge.

Il arriva même au C. S. de prendre directement la défense

¹ A. N., X^{1b} 9766.

² A. N., X^{1b} 9765.

³ A. N., X^{1b} 9766.

des plaideurs. Un jour¹, par exemple, il prit la défense d'un plaideur injustement condamné par le Juge Mage de Cluny. Le Consulat lui-même nous a appris combien on pouvait obtenir facilement, à son avis, des arrêts de défenses suspendant l'effet des sentences de la Conservation. Aussi, n'est-on pas étonné de voir des plaideurs recourir volontiers à la protection de la Cour. Un sieur Paul R...², par exemple, s'adressa à elle pour se plaindre d'une saisie, faite sur lui comme sur un étranger, par l'« amené-pied-à-pied », et d'une sentence du Présidial en dernier ressort, qui, dit-il, « a excédé son pouvoir en décidant de son état et le déclarant étranger et non domicilié », faisant ainsi du Conseil le défenseur de la liberté individuelle et des formes, dans l'espèce en matière d'état. D'aucuns même prirent soin, avec un amusant esprit particulier, de faire remarquer à la Cour qu'il lui appartenait de restreindre sa protection aux seuls justiciables du ressort : des négociants³ ayant fait emprisonner pour une dette de 11.128 l. un débiteur de Bourg-Saint-Andéol, qui espérait dans la clémence du C. S., représentèrent à celui-ci : « ... s'il est des débiteurs qui espèrent dans votre clémence, ce ne peuvent être que des citoyens de la ville et de la province. Les étrangers ne peuvent pas y prétendre, surtout pour une somme aussi considérable ; ce serait porter un coup meurtrier au commerce que d'accorder aux débiteurs du Vivarais et du Dauphiné l'élargissement sans payer... » La Cour suivit, au moins momentanément, les plaignants, mais j'espère pour de meilleures raisons.

III

Si le C. S. sut défendre les plaideurs, il eut à se défendre lui-même. Comme il faut toujours s'y attendre sous l'Ancien

¹ A. N., X^{1b} 9767.

² Mémoire pour sieur Paul R... (B. M., 369264).

³ A. N., X^{1b} 9765.

Régime, et particulièrement pour un nouveau Tribunal, il y eut des conflits de compétence. Chose curieuse, le C. S. eut surtout à lutter contre le Parlement de Paris, qui, appartenant à la même série de créations, n'aurait pas dû chercher chicane; or, à plusieurs reprises, des plaideurs, dans l'intérêt de leur cause, s'adressèrent à lui, et chaque fois il les accueillit. La Cour de Lyon se défendit énergiquement, et je n'ai pas de preuve que celle de Paris n'ait pas fini par céder; d'ailleurs à Lyon on feignait de croire que Paris avait été trompé de bonne foi. Ainsi, au cours d'une de ces innombrables affaires de Rouville, qui ont occupé des générations d'Administrateurs des Hospices, en février 1772¹, une requête exposa qu'un parent mécontent s'était adressé au Parlement de Paris, qui, le 31 décembre 1771, avait ordonné qu'on fasse une justification de parenté; on s'est pourvu au C. S. qui a déchargé de l'assignation; le plaideur s'est retourné vers Paris qui a maintenu sa compétence par un arrêt explicite et conçu en termes plutôt vifs; et les suppliants de conclure : « Il est évident, Nosseigneurs, que la surprise faite par M. de R... à la religion du Parlement et les arrêts incompetents qui en sont les suites sont un attentat formel à l'autorité du Roi, à votre juridiction et à votre établissement. M. de R... serait dans le cas d'être poursuivi extraordinairement pour avoir fait signifier rièrè votre territoire de tels arrêtés, mais les suppliants, ne pouvant prendre aucune conclusion à cet égard, se bornent à dénoncer l'entreprise.... au Ministère public. » Celui-ci, sans perdre de temps, requit que « sans avoir égard aux assignations..., itératives défenses (soient faites) à M. de R... de faire poursuivre... ailleurs qu'au C. S... et que l'amende de 1.000 l. prévue par le premier arrêt de la Cour lui soit infligée ». Toutes choses que la Cour ordonna le même jour. Sur ce type, on pourrait rapporter un certain nombre d'affaires : à propos d'une sentence du Juge Mage de Cluny², en décembre 1772 ;

¹ A. N., X^{1b} 9765.

² A. N., X^{1b} 9766.

d'une affaire venue du Bailliage de Roanne¹ en janvier 1773, etc. Cette lutte sourde dura jusqu'au bout : j'ai trouvé encore, le 17 mars 1774², un arrêt de défense de procéder au Parlement de Paris. S'il faut en croire le Consulat³, le Parlement de Paris se vengea en empêchant d'exécuter dans son ressort les arrêts de la Conservation, dont les appels lui avaient été enlevés pour être donnés au C. S. de Lyon. Bien plus, celui-ci alla parfois si loin qu'il entra en conflit avec le pouvoir central. Une fois, ce fut à propos d'une affaire de pareatis : l'exercice de cette formalité n'était pas toujours très clair, car j'ai trouvé trace d'une correspondance de la Chancellerie⁴ au sujet de l'exécution d'un arrêt du Parlement de Paris dans le ressort de Lyon sans pareatis ; dans une circonstance analogue, un particulier se plaignit⁵ à la Chancellerie que Pulligneu s'opposât « à l'exécution d'un arrêt du Parlement de Paris faute de pareatis du grand sceau ; » on écrivit au P. G. que sa prétention n'était pas fondée. Une autre fois, les choses se gâtèrent ; des amis des Parlementaires écrivirent un jour⁶ : « Le Parlement de Paris a rendu un arrêt, dont notre C. S. a empêché l'exécution par un arrêt de défenses qu'il a rendu. Le Chancelier instruit de l'affront fait à « son Parlement ».... a écrit une lettre foudroyante au C. S., avec ordre de lever lui-même ses défenses. Il l'a même menacé de leur (*sic*) faire sentir le poids de l'autorité du Roi. Nonobstant ces ordres et ces menaces, notre Conseil a tenu bon et persiste dans ses défenses. » Je serais porté, d'après les dates, à croire que c'est la même affaire dont parla⁷ Gin de Montagnac, Conseiller au Parlement de Paris, qui demanda un rendez-vous au Chancelier pour lui remettre un mémoire au sujet d'un conflit avec

¹ A. N., X^{1b} 9766.

² A. N., X^{1b} 9768.

³ A. M., BB. 363 f^o 44.

⁴ A. N., V¹ 626.

⁵ A. N., V¹ 623, 28 mars 1772.

⁶ Maupeouana, V. 109.

⁷ A. N., V¹ 623, 19 mars 1772.

le C. S. de Lyon ; on lui répondit d'envoyer le mémoire qui serait examiné avec attention, et il le fit le surlendemain.

Il y eut conflit avec d'autres Cours : sur la demande d'un Chanoine de Saint-Pierre de Mâcon ¹, assigné à la Cour souveraine de Nancy, le C. S. le déchargea, le 8 janvier 1774, de l'assignation « à lui donnée par distraction de ressort ». Il y eut conflit avec le Parlement de Dijon ², etc. Le Conseil intervint également dans les conflits de compétence qui intéressaient les Tribunaux inférieurs : en septembre 1771 ³, il défend d'exécuter une sentence du Bailliage de Vienne et de se pourvoir ailleurs qu'à la Sénéchaussée de Lyon. Quelquefois, l'affaire est plus compliquée : des faillis ⁴ ont un sauf-conduit de la majorité de leurs créanciers homologué par la Conservation ; une minorité les menace et, semble-t-il, les maintient en prison, au nom de sentences de Saint-Étienne et Montbrison ; le Conseil, sollicité, intervient et ordonne l'exécution de la sentence de la Conservation homologuant le sauf-conduit.

Quelquefois, il reçut du secours du dehors : à propos d'une affaire de testament ⁵, on voit, en janvier 1772, qu'un arrêt du Conseil du Roi du 14 octobre 1771 a cassé un arrêt du Parlement de Paris et renvoyé l'affaire devant le C. S. de Lyon. Il arriva même, ce qui était assez courant alors, qu'un arrêt du Conseil lui renvoya une affaire dont il n'avait jamais connu : ainsi, au début de 1772 ⁶, des Lettres Patentes sur arrêt renvoyèrent au C. S. une affaire de banqueroute qui était pendante à la Conservation, avait amené des appels au Parlement de Paris et une évocation au Conseil : affaire et prisonniers furent renvoyés à Lyon, où il n'est pas impossible qu'on

¹ A. N., X^{1b} 9768.

² A. N., V¹ 622.

³ A. N., X^{1b} 9765.

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

⁶ A. N., X^{1b} 9760.

jugea cette fois en première et dernière instance. Par la même procédure, le C. S. de Lyon dut connaître¹ de « toutes les contestations et procès d'entre le s^r Ch..., Premier Avocat du Roi au Bureau des Finances de Riom et toutes autres personnes, Ch... ayant protesté — document intéressant pour l'histoire d'un Conseil Supérieur voisin du nôtre — contre « le renvoi de son affaire devant le C. S. de Clermont, dont plusieurs membres sont ses vassaux ou emphythéotes, ou sont parents de gens avec qui il est en procès, et (attendu) que les membres lui sont notoirement hostiles parce qu'il a soutenu la Cour de Riom contre la Cour des Aides et le Présidial de Clermont dont les membres sont au C. S., et maintenant encore contre le C. S. de Clermont ».

La Cour eut encore à résoudre des questions voisines de celles de compétence, des questions, si l'on peut dire, de qualification : j'ai trouvé des cas où l'on s'était demandé, ce qui est au moins singulier, si une affaire criminelle pouvait être civilisée en appel. Dans une affaire², d'ailleurs intéressante et compliquée, relative à la disparition d'une créance, une des parties a interjeté appel d'une sentence de la Sénéchaussée criminelle de Lyon acquittant la partie poursuivie « et, en la Cour ils ont demandé la civilisation de la procédure; ce faisant qu'ils soient admis à prouver les mêmes faits, sauf à M. G. T... à faire la preuve contraire ». Cette prétention, quelque étrange qu'elle fût, n'avait pas dû être rejetée *de plano* puisque l'intéressé la discute en faisant valoir, comme premier argument d'une discussion juridique assez serrée, que « cette voie n'est guère d'usage qu'en matière réelle ». Le P. G., une autre fois³, en 1772, demanda la civilisation d'une affaire, mais qui était civile dans le principe et avait été criminalisée à tort par le Baillif de Tournus... « en conséquence la plainte est convertie en demande, l'information en enquête et les réponses des ac-

¹ A. N., X^{1b} 9760.

² Précis signifié pour M. A. P... (B. M., 355516).

³ A. N., X^{1b} 9766.

cusés en défenses », l'affaire devant être en cet état renvoyée devant le premier Juge.

Enfin, on peut joindre à la question de compétence et de qualification celle de la nature même des arrêts de la Cour : étaient-ils eux-mêmes susceptibles d'appel ou d'une procédure de cassation¹ ou d'une sorte de revision ou interprétation ? La question, tout extraordinaire qu'elle puisse paraître, ne l'est pas dans l'inextricable chaos d'alors et nous paraît avoir été posée au moins une fois. A propos d'une affaire compliquée de pension viagère garantie par des constitutions de rentes, la demanderesse exposa en 1775, je crois au Parlement de Paris, qu'une sentence de la Sénéchaussée de Lyon qui lui était favorable avait été infirmée par le C. S. La défenderesse objecta sans vigueur l'autorité de la chose jugée, disant seulement² : « Le jugement du C. S., qui a proscrit la première demande.... doit servir de préjugé pour faire proscrire cette seconde qui est appuyée sur les mêmes moyens. » A quoi l'on répondit que ce jugement n'a pas été obtenu sans difficultés, qu'il a été désapprouvé par le Barreau, que le P. G. a argué à tort d'un certain article de la Coutume de Paris, bref que le C. S., qui a suivi le Ministère public, a voulu dire le contraire — ou à peu près — de ce qu'il a dit. Je ne sais malheureusement pas ce qu'il advint de cette requête qui mettait en cause toute la portée des arrêts du C. S.

IV

Pour les raisons que j'ai dites, il est à peu près impossible de faire une étude d'ensemble sur la jurisprudence du C. S. ou même de grouper toutes les pièces relatives à une ou deux

¹ Sans parler, bien entendu, des cassations régulières par le Conseil Privé, dont je ne peux citer qu'un exemple : cassation d'un arrêt du 7 mars 1774, concernant le Collège des maîtres chirurgiens de Lyon (A. N., V^o 1245).

² Mémoire pour dame R. du Th. [1775] (B. M., 369263).

affaires qu'on pourrait prendre comme types. Je puis tout au plus donner une idée de la grande variété d'affaires civiles dont la Cour eut à connaître.

Dans l'affaire de Rouville ¹, où il faut distribuer le revenu d'une maison au membre le plus pauvre de la famille, c'est une question d'état et de filiation qui se dispute longuement et âprement avant qu'un sergent d'artillerie, à Grenoble, ne bénéficie du legs. Dans l'affaire du Premier Président de l'Élection de Lyon et de sa femme ², c'est pendant plusieurs années une affaire de liquidation après séparation de biens que la Cour, en désespoir de cause, essaya vainement d'abrégier en désignant des Avocats comme arbitres pour procéder à la liquidation par une transaction sur laquelle la Cour statuerait, ce qui n'empêcha pas le procès de continuer encore près de deux ans. Dans une affaire demoiselle G. contre J. Ch. S. ³, c'est une question de preuves assez compliquée, car il faut suppléer à la pièce essentielle qui manque. Une autre fois ⁴, la Cour eut à connaître d'une de ces affaires consécutives aux ventes d'offices, qui donnent un singulier aspect à certaines de ces transactions et qui étaient à proprement parler inextricables : ici, en effet, le Lieutenant civil et criminel de l'Élection, appelant, a acheté, en 1750, cet office pour 22.000 l., 12.000 payées, 10.000 représentées par une rente annuelle et perpétuelle de 500 l., moyennant quoi le vendeur lui a garanti l'office ⁵, les honneurs, les gages et « la rente de 20 l. due annuellement par la ville de Lyon », mais sans fournir les titres de celle-ci ; en 1771, saisie des offices de l'Élection par les Recteurs de la Charité qui ont hérité d'une créance consentie jadis par les Officiers ; le Lieutenant se retourna alors vers la veuve du ven-

¹ A. N., X^{1b} 9765.

² A. N., X^{1b} 9766 et 9767.

³ Précis pour demoiselle G... (B. M., 369272).

⁴ Mémoire à consulter et consultation pour M. J.-J. H... (B. M., 369275).

⁵ Il serait curieux de rechercher des cas où a pu s'exercer effectivement cette singulière garantie du vendeur.

deur qui, bien entendu, ignorait la rente de 20 l., et opposa un traité que son mari avait fait avec ses confrères le déchargeant des dettes communes. D'où procès du Lieutenant à la fois contre la veuve et contre les Recteurs, sentence de la Sénéchaussée prononçant la disjonction des affaires et condamnant le Lieutenant pour ce qui concerne la veuve, appel au C. S.

Dans l'affaire d'un bourgeois de Chessy ¹, c'est une question de succession à propos du testament d'un prêtre, posant le problème de la transmission ou donation universelle des obligations de toutes sortes dont a pu bénéficier le défunt. Dans une amusante affaire M... contre D... ², « qui fait de sa maison un asile de prostitution et de débauche », le propriétaire, qui n'est pas de ceux « bassement avides qui, sacrifiant la décence à l'intérêt, ne rougissent point de faire de leur maison le réceptacle de filles publiques », réclame, à grand renfort de constats et de certificats, une résiliation pour mauvais usage. Enfin, pour terminer une revue qu'on pourrait prolonger indéfiniment, je signale qu'au cours d'une instance en appel, la Cour put avoir à s'occuper d'incidents, en particulier, dans l'affaire bien obscure d'un marchand de vins de Mâcon contre des banquiers, négociants et notaires ³, d'un faux incident : c'est une affaire curieuse et édifiante qui jette un jour regrettable sur certains négociants et Officiers ministériels de notre région, où il ne s'agit que de faillis, de gens emprisonnés, de faux témoins ou de faussaires, affaire que le C. S. trancha avec, semble-t-il, assez d'équité, en condamnant l'appelant, qui a bien l'air d'être un malhonnête homme, et en n'épargnant pas complètement certains de ses adversaires, qui ne paraissent pas valoir beaucoup mieux que lui.

¹ Mémoire pour François Fr... (B. M., 114808).

² Précis pour le sieur M... (B. M., 355526).

³ Mémoire responsif pour s. P. Et. Ch... (B. M., 369278) et A. N., X^{1b} 9772, 24 février 1774.

V

La Cour, on le sait, connaissait des appels de la Conservation, comme de tous les Tribunaux du ressort et, depuis la suppression de la Table de Marbre de Paris, de ceux des Maîtrises des eaux et forêts. Nous avons rencontré les plaintes du Consulat sur l'incompétence du C. S. en matière commerciale. Ce que je puis dire, c'est qu'il jugea beaucoup en cette matière et que rien ne me permet de croire qu'il s'en soit particulièrement mal tiré ; cependant dans l'incertitude de la législation commerciale, qui était alors presque entièrement jurisprudentielle, il y avait souvent des affaires bien délicates, comme celle de cette marchande de modes ¹ qui pose la question de savoir si non seulement le commerce d'une femme séparée de biens peut être entraîné dans la faillite du mari dans la mesure de l'excédent de l'actif sur le passif, mais encore si le fonds même de ce commerce tombe dans la masse commune sans tenir compte de ses créanciers propres ².

En matière d'eaux et forêts, il semble que l'attribution de l'appel au C. S. ait été bien accueillie, car les habitants de Saint-Vincent-des-Prés, en Maconnais³, qui avaient interjeté appel à Paris d'une sentence de Mâcon, mais ne s'étaient pas mis en état à temps, profitèrent de l'attribution à Lyon pour y porter leur appel, que la Cour reçut, s'empressant même de fixer à huitaine le règlement du provisoire. Il est vrai que le P. G. lui-même dénonça à sa Cour les plaintes qui lui ont été portées contre les Officiers de la Maîtrise de Lyon⁴. C'est en cette qualité de Cour supérieure des eaux et forêts que le Conseil eut à trancher un litige où se trouvait mêlé un très

¹ Précis pour demoiselle El. B... (B. M., 369270).

² La Conservation avait adopté la solution libérale pour la femme, que le Précis défend par des arguments intéressants.

³ X^{1b} 9765, 13 août 1771.

⁴ V¹ 626.

haut personnage et montra une sollicitude éclairée pour la question du déboisement¹. François-Henri d'Harcourt, seigneur du duché de Roannais, gouverneur de Normandie, marié à une La Feuillade, avait, du chef de sa femme, la Châtellenie de Cervières en Forez, provenant d'un échange de Saint-Cyr avec Louis XIV ; le 22 mars 1774, le Roi autorisa une coupe de 1.000 pieds ; mais le Maître particulier des eaux et forêts de Montbrison, peut-être par esprit de chicane, peut-être par souci de conserver la surface boisée, opposa une défense à l'autorisation royale, « entreprise... inouïe et... contraire à toutes les règles », envenimant l'affaire en qualifiant le seigneur de « soi-disant engagiste », ce qui amena une protestation indignée de celui-ci demandant confirmation de sa propriété, autorisation générale de coupes et, pour l'instant, autorisation de la coupe permise par le Roi. Prudemment, le P. G. conclut à recevoir l'appel « et cependant faire main-levée provisionnelle des défenses portées en ladite ordonnance, à la charge par le suppliant de se conformer aux formalités prescrites par les ordonnances des eaux et forêts ». La Cour écouta plus complètement le suppliant, rendit, le 6 mai 1774, un arrêt conforme à ses conclusions, sauf pour l'autorisation générale des coupes qu'il semble que d'Harcourt ait essayé de surprendre en profitant de la bagarre et ajouta à l'autorisation de la coupe de 1 000 pieds cette précision : « pourvu qu'ils aient atteint l'âge prescrit par l'ordonnance des eaux et forêts de... 1669, à la charge de se conformer dans la coupe et exploitation aux dispositions de ladite ordonnance ».

VI

Parmi ces innombrables affaires, une catégorie peut arrêter un instant l'historien parce qu'elle n'a plus son analogue

¹ Arrêt du C. S. (Bibl. Saint-Etienne, 732/22) et A. N., X^{1b} 9768. La question du déboisement était d'ailleurs à l'ordre du jour.

aujourd'hui, celle des affaires féodales et ecclésiastiques. On sait combien le droit féodal était compliqué et combien ses applications étaient nombreuses dans toute une partie des affaires réelles ; à côté des questions de droit, les questions de fait étaient presque toujours obscures, de sorte qu'il fallait des connaissances extrêmement étendues pour les juger. Le C. S. eut à en faire preuve : par exemple, dans l'affaire très peu claire ¹ d'un marchand de Roanne contre un commissaire en droits seigneuriaux et une Prieure de Pouilly-en-Roannais. Quelquefois c'étaient de véritables recherches historiques qui étaient nécessaires : dans l'appel d'un seigneur forézien contre un habitant de Lézieux, on pose le principe courant qu'en cette matière « il faut toujours recourir aux anciens terriers relativement au placement » ; le seigneur doit désigner les fonds dont il demande la reconnaissance, fournir les pièces, demander l'aveu ou le désaveu et, dans ce dernier cas, recourir aux anciens terriers — ceux refaits au xvii^e siècle étant moins clairs et moins sûrs. Il fallait aussi souvent déjouer des ruses ourdies adroitement pour échapper aux droits féodaux : dans une affaire peu importante ², « l'acte qui lui donne lieu, dit un fermier-général de la Baronnie de Millery, est un chef-d'œuvre destructif des émoluments et profits casuels des fiefs » : un paysan a acheté une terre, en dissimulant le contrat de vente qui aurait donné ouverture à des droits de lods et aurait augmenté sa cote au point de l'exposer « à remplir les fonctions de Premier Consul, toujours très coûteuses » ; la Justice de Millery a donné tort au trop habile acquéreur, la Sénéchaussée de Lyon l'a déchargé de la condamnation, en se contentant d'une affirmation ; il n'y a plus à compter que sur « les lumières et la sagesse de la Cour ». On affecte parfois en celles-ci une confiance flatteuse, mais intéressée, pour faire appel à une sorte de pouvoir réglementaire du C. S. : dans une affaire

¹ Précis pour sieur Ch. P... (B. M., 355593).

² Précis pour sieur D. de M... (B. M., 369274).

³ Mémoire pour M^e Odet M... (B. M., 114822).

relative à une banalité ¹, cinq paroisses de Dombes font une tierce intervention en appel ; à l'objection que, d'après la déclaration du 2 octobre 1703, les Communautés ne peuvent paraître dans un procès qu'avec l'autorisation expresse et écrite du Commissaire départi, elles répondent par cette apologie inattendue des Conseils Supérieurs : « La déclaration de 1703 a eu pour objet de prévenir la ruine des Communautés qui se consumaient en frais de députations : ici cette crainte cesse ; depuis l'établissement du C. S., les députations ne sont plus dispendieuses, les frais ne ruinent personne. » Elles font alors une critique fort intéressante des banalités, discutent le fondement et l'exploitation de celle dont il s'agit, demandent d'être maintenues dans leur liberté de mouture, d'être autorisées à fournir les preuves de l'inexistence antérieure de la banalité et, dans tous les cas, de voir ordonner « qu'il est défendu aux intimés de faire aucun commerce de blés et farines et d'en tenir dans leurs moulins (et)... que le droit de mouture ne pourra plus être perçu à l'avenir en espèces ». J'ignore si la Cour entendit cet appel ; ce n'est pas impossible, car elle a une tendance évidente à réglementer : j'en trouve un exemple dans un arrêt ² rendu pareillement sur une tierce intervention des habitants de Saint-Chamond dans un procès où est partie le fermier d'un droit seigneurial, arrêt fortement motivé et très détaillé, du 30 avril 1774, « qui maintient le seigneur de Saint-Chamond dans son droit de leyde, et les habitants de ladite ville dans leur franchise et immunité dudit droit ; ordonne que ledit droit ne sera levé que sur les grains et denrées qui seront vendus par des forains à d'autres forains ; comme aussi que la perception dudit droit de leyde n'aura lieu qu'aux trois jours, etc. ; que ladite perception se fera lors de la vente des grains et denrées, et non à l'ouverture des marchés et qu'il sera fait des mesures en métal échantillonnées ». Comme la

¹ Précis signifié pour les Communautés et habitants des paroisses de Saint-Trivier, etc... (B. M., 114988, cf. *ibid.* 114989).

² Arrêt du C. S. de Lyon du 30 avril 1774... (A. N., X^{1b} 9768).

Cour donne dans l'arrêt le taux (la soixantième partie des blés, la trentième des avoines), on se demande ce qu'on aurait pu ajouter à ce règlement établi à l'occasion d'un litige : on peut discuter longuement sur le droit qu'avait la Cour d'en faire de semblables, mais on doit reconnaître qu'il aurait été désirable, pour la clarté des opérations et l'intérêt des assujettis, que tous les droits féodaux fussent pareillement réglementés par une autorité éclairée et indépendante.

Il y eut, d'autre part, des affaires qu'on peut appeler ecclésiastiques, en ce que l'objet du litige est une propriété ou une fonction ecclésiastiques. En matière de propriété, les interventions de la justice pouvaient être fréquentes, étant donné le nombre et la complexité des droits perçus par l'Eglise. Les ecclésiastiques sont d'ailleurs les premiers à réclamer l'intervention de la Cour. « Tous les droits et toutes les propriétés, disent les Prieurs et Chanoines de l'église de Saint-André-le-Bas de Vienne¹, sont également sous la protection de la Cour ; les possessions ecclésiastiques méritent encore plus d'égards ; ceux qui en jouissent peuvent invoquer les privilèges des mineurs, et, loin que leur qualité soit un titre pour autoriser les demandes injustes, c'en est un aux yeux des Magistrats pour examiner scrupuleusement les questions qui tendent à dépouiller des corps autorisés dans l'Etat. » Dans l'espèce, il s'agissait de savoir à qui incombait l'entretien de la cure de Lupé, en particulier le paiement de la portion congrue, à Mayol de Lupé, un ancien Conseiller d'honneur à la Cour des Monnaies, « comme fondateur et patron laïc... (recevant) tout le profit et tout l'honneur ou aux Chanoines décimateurs ». Quelquefois le conflit se produisait entre le curé et des paroissiens récalcitrants : dans la paroisse de Montereaux-en-Dombes², le curé recevait, les jours où on lit la Passion pour la conservation des fruits de la terre, une certaine mesure de

¹ Mémoire pour les Prieurs et Chanoines... (B. M., 369267).

² Précis pour le sieur Pierre D..., curé... (B. M., 115009).

froment, double pour les maisons où il y a un bœuf ; un paroissien la refusa, et le curé d'invoquer des textes, et aussi sa misère : il « n'a pour tout revenu de son bénéfice que le tiers de la dime dans une toute petite paroisse : si la justice adoptait la défense de son adversaire, ce malheureux curé serait ruiné par les frais ». La justice se laissa toucher et une note manuscrite nous apprend que le C. S., amendant une sentence de Trévoux, ordonna aux récalcitrants de payer le droit accoutumé et les frais du procès.

Il y eut des affaires beaucoup plus délicates, parce que la discipline ou la hiérarchie ecclésiastique elles-mêmes y étaient intéressées, ce qui risquait d'amener des conflits avec les Cours d'Officialité. Une fois¹, il dut y avoir à Mâcon une grave querelle où furent mêlés un certain nombre de Chanoines ; le Substitut Jolyclerc, avec une fougue juvénile, déposa des conclusions tendant à l'exécution provisoire d'une délibération capitulaire et diverses autres mesures qui introduisaient l'autorité judiciaire dans les affaires du Chapitre ; la Cour hésita et, sur le rapport de Graugnard, remit à statuer (on était en vacances) après la rentrée ; comme il arrive presque toujours, je n'ai pas pu retrouver l'affaire à ce moment. Une autre fois², l'intervention, aussi étrange, fut plus directe : un prêtre avait été nommé à la cure de Saint-Trivier-en-Dombes ; l'Archevêque lui refusa l'institution canonique et imposa un examen, raconté naïvement par le suppliant, qui « est étonné lui-même de n'avoir pas plus mal répondu ». L'institution lui fut à nouveau refusée : il se pourvut comme d'abus au Parlement de Dombes, qui l'autorisa à prendre possession ; l'Archevêque nomma un autre curé qui forma tierce opposition ; nouvel arrêt renvoyant le suppliant à se pourvoir pour passer un second examen et obtenir l'institution dans dix-huit mois ; l'Archevêque s'entêtant, pourvoi à Rome, d'où vint un bref de commission

¹ A. N., X^{1b} 9765, 10 octobre 1771.

² A. N., X^{1b} 9766, 9/13 février 1773.

d'appel à trois Evêques ; mais celui de Troyes causa du retard, en sorte que le malheureux curé s'adressa au C. S. pour obtenir une prorogation de six mois, terminant par ce grave argument, inspiré par les rancunes du bas clergé : « Il est du bien de l'Eglise et de l'Etat d'encourager l'émulation ; c'est pour y parvenir et pour empêcher les Evêques d'abuser de leur autorité que l'appel comme d'abus a été établi et conservé malgré leurs résistances. » Sur réquisitoire du P. G., la Cour accorda la prorogation demandée.

Dans un cas même¹, la Cour eut à connaître d'une affaire où un prêtre avait à se défendre au sujet d'un acte de son ministère ; c'est d'ailleurs une affaire extrêmement curieuse par les détails entre le curé de Matour, un notaire de campagne, une ancienne domestique et quelques comparses, le notaire accusant le curé d'avoir poussé par ses conseils, et jusqu'à la confession, la domestique à dire qu'elle était enceinte de ses œuvres, le curé accusant le notaire d'avoir ourdi un complot, suborné des témoins, etc. : il y a là un véritable intérêt dramatique, une figure peu sympathique de séducteur de village et un bon curé, un peu naïf, gardien avisé des vertus villageoises, mais âme sensible, qui a sauvé jadis une fille mère et son enfant abandonnés et qui, s'il a pêché, ne l'a fait que par excès de son zèle. Malheureusement, nous ignorons comment la Cour trancha ce litige délicat et par la nature de la cause et par la qualité d'une partie qui pouvait mettre en jeu les devoirs de sa mission religieuse.

VII

A plusieurs reprises nous avons déjà pu noter des cas où l'exercice de la justice entraîna le C. S. à édicter des mesures qui ne sont peut-être pas extraordinaires alors, mais qui nous paraîtraient aujourd'hui exorbitantes de la compétence de

¹ Mémoire pour M. François G... (B. M., 355597).

nos Juges. On lui reprocha, nous l'avons vu, son esprit d'entreprise sur lequel il faudra bien que nous revenions à propos de son œuvre non judiciaire. Mais dès maintenant nous pouvons noter quelques cas où l'on peut trouver que son autorité, dans des affaires civiles, alla un peu loin. Dans une affaire ¹ concernant un monastère de Sainte-Ursule, le P. G. ne s'avise-t-il pas de conclure à la fois à la mise de l'appellation à néant et à la réparation d'une erreur de 33 l. 9 s. 8 d. faite dans la sentence dont on appelait, sans parler d'un certain nombre de prescriptions accessoires. Le Conseil refusa de suivre son Procureur dans cette extraordinaire jurisprudence, cassa la sentence et rendit un arrêt éloigné des vues du Ministère public. Dans un autre cas ², il n'est pas sûr qu'en renvoyant devant les premiers Juges une affaire mal jugée par suite de l'admission fautive d'un mode de preuves, la Cour ne leur dicta pas en quelque sorte leur nouveau devoir. Un cas plus clair et plus grave ³, que je n'arrive pas à m'expliquer, est celui de ce marchand de Roanne qui, ayant eu recours après de mauvaises affaires au bénéfice de la cession de biens, demanda au Bailliage de Montbrison des défenses de faire exécution sur sa personne ; une ordonnance du 20 juin le renvoya à la première audience ; mais le Bailliage étant en fériés de la Saint-Jean jusqu'en août, le suppliant, pour ne pas être arrêté, aurait dû s'enfuir et cesser de travailler ; il s'adressa au C. S. pour obtenir des défenses provisoires ; le P. G. et la Cour n'hésitèrent pas une minute à les accorder, ce qui était s'arroger une sorte de pouvoir de Juge des référés dans une Cour étrangère ou plus simplement faire une véritable intrusion dans une procédure pendante en un Siège inférieur. Je n'ai pas trouvé d'autres cas analogues.

¹ A. N., X^{1b} 9768, 29 décembre 1773.

² Mémoire pour Jean J... (B. M., 355486).

³ A. N., X^{1b} 9766, 11/14 juillet 1772.

VIII

On aurait une idée incomplète de l'activité du C. S. en matière civile, si on ne faisait pas une place à la juridiction gracieuse : j'ai relevé un nombre considérable d'homologations données parfois dans des circonstances bien curieuses. L'idée qu'on emporte de leur étude, c'est qu'en partant de l'idée que la justice du Roi conférait aux actes et conventions une autorité plus grande, on présentait à l'homologation de la Cour des pièces de toutes sortes et que jamais, si peu opportune qu'elle fût, la Cour ne la refusa. J'ai trouvé¹ des homologations d'actes de curatelle et de décisions de conseils de famille, homologuées déjà parfois, comme dans l'affaire Mayeuvre de Champvieux, par la Sénéchaussée. Il y a de très nombreuses homologations d'actes ecclésiastiques et de pièces venues de Rome (la pièce authentique est presque toujours jointe) pour lesquelles on met à contribution le Conseiller-clerc Graugnard. Puis des homologations d'échanges, options et transactions, où est en général partie une Communauté d'habitants, et que le Conseil fait régulièrement précéder, même s'il y a déjà eu des Lettres Patentes, d'une enquête de commodo et incommodo ; quelquefois même, comme pour un échange entre le Seigneur de Rambuteau et les Religieux de Cluny (8-10 octobre 1771), malgré les approbations de toutes les autorités compétentes, la Cour fait commettre des experts qui prêteront serment, procéderont à un rapport estimatif des immeubles, s'expliqueront sur la convenance et la nécessité de l'échange, sans préjudice de l'enquête ordinaire ; il arrive qu'une partie, par exemple le Chapitre de la cathédrale de Mâcon (août 1771), demande lui-même l'estimation préalable ; j'ai même trouvé

¹ Sauf mention contraire, tous les actes cités ci-après viennent des A. N., Xth 9765-9769.

homologation d'une transaction déjà homologuée par le Parlement de Paris (Métrait de Rouville et dame de Mably, son épouse, mars 1772). On a en effet bientôt l'impression que les justiciables du ressort attachèrent du prix à la sanction d'une Cour puissante et proche et vinrent souvent la solliciter. C'est un ancien curé du Forez, qui a résigné moyennant une pension viagère de 100 l., résignation qui a son plein et régulier effet depuis trois ans, et qui s'adresse à la Cour parce qu'« il convient à l'intérêt du suppliant d'assurer de plus en plus l'exécution de cet acte de résignation en ce qui concerne la constitution et paiement et le cautionnement de ladite pension viagère » ; un mécanicien ingénieur demande l'homologation de son privilège et se voit réclamer les pièces et plans par le Conseil qui prend tout au sérieux ; un « opérateur » qui débite un baume, « orviétan et poudre antivermineuse » s'adresse aux « Magistrats qui composent l'auguste Tribunal, etc... » pour obtenir autorisation de vendre et interdiction des contrefaçons¹ ; mais il devra composer ses remèdes « en présence des Officiers de police de cette ville et en celle des syndics des Médecins, Chirurgiens et Apothicaires, qui feront un rapport ».

Non seulement les particuliers, mais encore les Communautés d'habitants s'adressèrent à lui sans nécessité apparente : celle de Soucieu-en-Mâconnais envoie un vote unanime défendant « de tenir, nourrir, ni élever dans la paroisse aucun mouton, ni bête à laine » et se fondant sur le défaut de pâturages et les ravages faits par ces animaux, vote accompagné de considérations fort intéressantes et même d'arguments juridiques comme celui-ci « ... tant il est vrai que dans cette matière (des règlements de pâture) ce ne sont point les lois et usages des autres provinces qui peuvent servir de règle à des villages, tant il est vrai qu'un village peut avoir ou se former ses lois et usages particuliers, à raison de son intérêt particulier et de sa situation

¹ Il est vrai qu'un autre se vit refuser l'autorisation d'afficher les L. P. lui accordant le privilège de distribuer un remède contre la fièvre et se plaignit, faisant intervenir jusqu'à la femme du Gouverneur (A. N., O¹ 565).

particulière ;... c'est aux Cours souveraines à donner la sanction, aux coutumes locales, aux règlements des Corps et Communautés ; en sorte que celui qui y contreviendrait puisse être ramené à l'observance de la règle. Et cette sanction n'est point refusée lorsque le Magistrat reconnaît, comme dans l'espèce, l'avantage qui en résultera pour le bien public ; elle est le plus bel acte de l'autorité confiée aux Cours souveraines ». Avec les tendances que nous lui connaissons, le C. S. ne pouvait pas manquer d'entendre cet appel à son pouvoir réglementaire ; il prit même la peine de résumer sous une forme juridique le résultat de la délibération. Une autre fois, ce sont les habitants de Lent-en-Dombes qui, après un conflit avec le curé et « pour réprimer un si grand désordre par un règlement général », en ont fait un pour l'administration de l'église, qu'ils adressent à la Cour. On voit ainsi, par un singulier détour, ce C. S., créé, dit-on, pour briser toute résistance à l'absolutisme centralisateur, exercer, vis-à-vis des Communautés d'habitants et concurremment avec l'Intendant, qui ne doit cependant pas abandonner une de ses prérogatives essentielles, une sorte de tutelle, si l'on peut dire, juridico-administrative. Aussi est-on moins étonné quand, dans la belle confusion des pouvoirs judiciaires et des pouvoirs réglementaires, une Communauté s'adresse à lui pour attaquer une ordonnance de police, lui prêtant le rôle d'une section provinciale du Conseil Privé ou de notre Conseil d'Etat moderne. Ce sont les habitants de Feurs en Forez qui, après avoir exposé les coutumes locales sur le rouissage du chanvre, se plaignent d'une ordonnance du Juge de police du 8 mars 1774, l'interdisant dans la rivière de Loize et les étangs voisins, la dénoncent comme « dictée par des intérêts particuliers et des personnalités », y font opposition et demandent le sursis à l'exécution de l'article incriminé « comme contraire à l'usage, aux intérêts et aux vœux de la Société ». Le P. G., sans hésiter, conclut à recevoir l'appel contre « la prétendue ordonnance de la police », permettre d'intimer, ordonner l'apport des pièces, défendre d'exécuter, et la Cour le suit.

Parmi toutes ses homologations, dont nous retrouverons certaines, d'un caractère spécial, plus tard¹, on peut distinguer celles qui touchent de près ou de loin à des questions ecclésiastiques ou charitables et qui, contrairement aux homologations de signatures de Rome, traditionnelles, paraissent parfois un peu étranges. La Cour profite souvent de l'occasion pour se mêler de ces sortes d'affaires : ainsi, quand le Provincial des Carmes de Narbonne demande l'homologation de Lettres Patentes l'autorisant à présider un Chapitre tenu à Lyon, le P. G. ajoute « à la charge qu'... il ne sera rien innové à ce qui s'y est pratiqué jusqu'à ce jour en pareil cas ». On est parfois dérouté : l'évêque de Mâcon, le fameux Moreau, ne va-t-il pas demander l'homologation d'une ordonnance purement religieuse sur l'heure et la sonnerie des offices (qui laisse d'ailleurs deviner un bel état d'anarchie) en prenant la peine de justifier un droit qui ne paraît guère contestable ? C'est d'ailleurs le même, qui passait, il est vrai, pour un ami du nouvel ordre judiciaire, qui présente une autre ordonnance relative aux vêtements des prêtres, au sujet desquels paraît sévir une singulière fantaisie. Les Recteurs de la Charité s'adressent pareillement à la Cour pour lui faire homologuer leurs Lettres Patentes de 1729, dont elle pourra avoir à connaître ; mais cette fois la Cour en profite pour tenir dans de sévères limites une administration proche parente du Consulat, son ennemi : l'arrêt maintient la compétence exclusive de la Sénéchaussée, défend aux gens de l'Hôpital de faire des actes autres que ceux qui sont limitativement énumérés, assure la perpétuité des formes et de l'autorité des Officiers de la Sénéchaussée dans l'adjudication de la ferme de la viande pendant le carême, ordonne que la levée des troncs etc... ne se fera que sur permission du juge, et continue méticuleusement «... à condition en outre que si lesdits Administrateurs ont établi ou établissent dans la suite des métiers, arts et manufactures et fabriques

¹ Cf. *infra*, ch. VIII, II, et ch. IX, II.

dans ledit Hôpital, tous les ouvrages qui y seront faits seront assujettis et conformes aux règlements de chaque Communauté, art et profession de cette ville ; ordonne au surplus que, conformément à l'édit de création du C. S., les appels qui pourraient avoir lieu à l'avenir dans les cas prévus et énoncés aux articles 4, 47 et 48... seront portés même au C. S. et non ailleurs... » Je crois que si « Messieurs les Recteurs » avaient prévu ce règlement, ils se seraient passé volontiers de l'homologation ; mais ils se gardèrent bien de protester ¹. Le C. S. eut plusieurs fois à s'occuper ainsi des Hôpitaux, celui de Roanne, de Mâcon, toujours avec le même soin de prescrire consultations ou enquêtes.

Mais, en dehors de ces précautions d'ordre général et de cette surveillance jalouse de ses droits, ces homologations nous montrent-elles une doctrine juridique du Conseil sur la matière ? Il me semble que oui, qu'elle est d'ailleurs conforme à celle des Parlementaires modérés et peut se résumer ainsi : maintien de la surveillance traditionnelle sur les actes venus de Rome, des droits de la justice laïque, des limitations de la main-morte et, pour les questions purement d'Eglise, recours à l'autorité épiscopale. Voici quelques preuves en faveur des deux dernières affirmations : le mari défunt d'une femme de Saint-Haon-le-Châtel ayant fondé des messes, sa veuve, dans une pensée de méfiance bien singulière, parce que les successeurs des prêtres actuels « pourraient peut-être les négliger ou affecter de méconnaître les dispositions desdits actes », en demanda l'homologation. A quoi le P. G. consentit « à la charge néanmoins — il faut presque tout citer — que pour l'acquittement de la rétribution des fondations de prières... il ne pourra être créé ni remis aucun bien-fonds, aucune rente foncière ni même aucune rente sur des particuliers, mais simplement des rentes sur le Roi, ou le Clergé, ou sur les pays d'Etats et que ladite homologation ne pourra être considérée comme formant ou auto-

¹ Arch. Charité, A. 2.

risant une vente foncière obituaire, mais seulement l'obligation personnelle du paiement d'une somme annuelle en deniers pour ladite rétribution jusqu'à ce que le fonds dudit acquittement ait été assuré par l'acquisition et la remise d'une rente de la qualité susmentionnée, le tout à la forme de l'article 19 de l'édit de S. M. du mois d'août 1749¹ ». La Cour ne reproduisit pas ces prescriptions détaillées qui avaient en la forme quelque chose d'un peu vexatoire, elle ajouta simplement : « A la charge de se conformer aux dispositions de l'édit du mois d'août 1749 », ce qui était à peu près dire la même chose, car il s'agit du fameux édit de Machault. Dans tous les cas le Conseil, s'arrogeant un véritable droit de tutelle, interdit le remploi de fonds sans son intervention : à Lissieu, un Curé a cédé une créance de 1.200 l. pour le luminaire sous certaines charges; à la demande d'homologation le P. G. donne son acquiescement, mais il demande d'« ordonner en outre qu'en cas de remboursement de ladite somme de 1.200 l., principal de l'obligation dont il s'agit, il ne pourra avoir lieu qu'à la charge d'en faire l'emploi avec le P. G. » Ce que le Conseil, sur le rapport de Graugnard, ratifie. Un autre jour, une femme charitable de Saint-Didier-en-Rochefort, qui a fondé une école et donné pour son entretien une petite maison, un fonds peu considérable et quelques rentes sur des particuliers, demande l'homologation à la Cour² et, prévoyant la menace de l'article 19 de l'édit de 1749 cité plus haut, s'abrite derrière une déclaration royale de 1762 exemptant de l'obligation susdite les hôpitaux et écoles de charité. Le P. G., suivi à quelques mots près par le Conseil, trouve cependant moyen d'intervenir en demandant d'une part la soumission aux conditions insérées dans l'ordonnance de l'Archevêque, d'autre part, en cas de rem-

¹ Le réquisitoire est de Jolyclerc dont j'ai noté à plusieurs reprises le zèle gallican.

² L'acte, très intéressant, est joint; la maison vaut 300 l.; les rentes, nombreuses, ont un capital de 5.064 l. rapportant 253 l. 4 s. (A. N., Xth 9765, 5 décembre 1771).

boursement des capitaux, l'obtention de son propre consentement au emploi, enfin, prétention extraordinaire, la reddition de comptes annuelle devant le P. G. (le Conseil susbtitue les Officiers des lieux) des deniers affectés à l'école et ce, par le Maître de cette école. On vient de voir le Conseil affirmer l'autorité épiscopale dans le domaine qui lui est propre; de même, lors de l'homologation de la fondation d'un Chapelain à l'Hôpital de Charlieu, le P. G. ajoute : « A la charge que le Chapelain ne pourra être nommé que de l'agrément de l'Evêque diocésain », mention que la Cour ne maintient pas dans son arrêt.

A la fin de ce chapitre qu'on jugera décousu, mais qui ne pouvait peut-être pas ne pas l'être, on peut résumer quelques observations sur l'activité du C. S. comme juridiction civile. Elle fut, du premier jour jusqu'à la fin, intense, continue et sérieuse; elle fut acceptée généralement et très appréciée; la Cour mérita cette faveur en surveillant de près les intérêts de la justice et des plaideurs, en montrant de l'attention, de l'équité, de la science et de la modération. Jalouse de défendre sa compétence et de maintenir dans ses limites celle des Tribunaux subordonnés, elle eut à aborder les multiples et complexes problèmes du droit civil proprement dit, du droit commercial, forestier, féodal et ecclésiastique et semble l'avoir fait en respectant les traditions et les exemples, mais souvent d'une façon heureuse et utile; le plus grave reproche qu'on peut lui faire — mais uniquement du point de vue moderne — c'est de ne pas s'être débarrassée de l'état d'esprit parlementaire et, en partie parce que son nouvel orgueil l'y entraînait, en partie parce qu'on l'en sollicitait, d'avoir trop volontiers voulu établir son contrôle et son droit de réglementation. En cela les Magistrats lyonnais furent pleinement des Magistrats d'Ancien Régime, encore est-il juste de dire qu'il n'y en eut point de plus attentifs, de plus zélés et de plus probes.

CHAPITRE VII

LES AFFAIRES CRIMINELLES

- I. L'activité et la procédure du Conseil Supérieur. Sérieux et précautions. — II. Questions de compétence. — III. La jurisprudence et la sévérité du Conseil Supérieur. — IV. Quelques affaires criminelles. — V. Le Conseil Supérieur et la librairie. — VI. L'esprit de réglementation et d'autorité.

I

L'étude de l'activité de la Cour au criminel doit nous amener exactement, et peut-être encore avec plus de force, aux mêmes conclusions que celles que nous venons de formuler. Pareillement ici l'activité fut intense et continue¹ : les premières procédures furent apportées le 12 mars, le premier arrêt fut rendu le 16; depuis ce moment le travail continua régulièrement jusqu'à la fin. La procédure d'appel est la même que pour le civil : supplique de l'appelant, arrêt sur requête recevant l'appel, transfert de la procédure, en général interrogatoire de longueur variable, plutôt bref, arrêt définitif. En somme, autant que je puis l'affirmer, rien de particulier à ce Tribunal. Les affaires sont, bien entendu, extrêmement variées; leur étude pourrait être précieuse, avec les réserves d'usage, pour l'étude des mœurs; nous essaierons d'en voir de plus près quelques-unes.

¹ Sauf indication contraire, les renseignements sont pris dans les liasses et registres des A. N., X^{2b} 1502.

Pour l'instant il suffit de remarquer qu'au criminel la Cour apporta le même sérieux qu'au civil, qu'elle se fit pareillement le défenseur des formes, de la légalité et, au besoin, des intérêts légitimes des justiciables. Un jour¹, le P. G. lui-même écrivit au Chancelier pour se plaindre « des vexations qu'(un) particulier a essuyées sous prétexte d'ordres du Roi ». La Cour, usant d'une prérogative qu'on lui contestait², mit chaque année hors de prison des malheureux arrêtés pour des dettes même assez fortes. Mais il y a un arrêt³ assez caractéristique pour me dispenser d'entrer dans le détail de différentes affaires : le 7 décembre 1773, sur le rapport des Commissaires nommés pour la visite des prisons, la Cour reconnut « en premier lieu que les premiers Juges ne travaillaient point à l'expédition des procès criminels avec cette célérité qui leur a été si scrupuleusement recommandée par les lois, ordonnances du royaume et arrêts de règlement et qui est due à la punition du crime et à l'absolution de l'innocence... en second lieu qu'il est des accusés qui n'ont pas même subi un premier interrogatoire, quoique leur emprisonnement soit d'une date fort ancienne » ; étant donné la « faveur due aux innocents » et l'importance du premier interrogatoire, la Cour décida de rappeler les dispositions existantes « dont l'exécution est si essentielle pour le maintien de l'ordre public et pour le bonheur de l'humanité » ; en conséquence « les Juges... seront tenus de travailler à l'expédition des procès criminels de préférence à tous autres, » l'interrogatoire devra être commencé dans les vingt-quatre heures, au besoin par le premier Officier suivant sur le Tableau celui qui aurait dû s'en charger, enfin chaque mois le P. G. rendra compte à la Cour de l'exécution du présent arrêt⁴.

¹ A. N., O¹ 563, f^o 205 et V¹ 622.

² Cf. *supra*, p. 180.

³ Arch. dép. Rhône, B. 5 et A. N., X^{1b} 9767.

⁴ Je n'ai trouvé aucun des comptes rendus ; mais les archives particulières au Parquet sont perdues.

II

Il va presque sans dire que les questions de compétence se posèrent ici comme au civil. N'ai-je pas trouvé un arrêt du Parlement de Paris¹, du 4 juillet 1771, cassant et amendant une sentence du Lieutenant Général de Police du 29 août 1770, à la suite d'une « émotion populaire », au mépris des droits du C. S. ? Celui-ci, par contre, hérita des Cours supprimées² : une femme³ ayant fait une infraction à une sentence portée contre elle par le Parlement de Dombes, le P. G. réclama la connaissance de l'affaire, la Cour de Dombes étant remplacée par celle de Lyon. Il faut bien le reconnaître : le C. S., au criminel, attaquait plus qu'il n'eut à se défendre et, emporté par son zèle pour la bonne administration de la justice, il tendit à accroître sa compétence aux dépens des Cours voisines. C'est ainsi qu'il s'en prit au Lieutenant de Police de la ville de Lyon, l'illustre Prost de Royer, au sujet d'emprisonnements multipliés, et donna un décret d'ajournement personnel contre son secrétaire ; prudemment, Prost de Royer céda⁴. Le C. S. trancha avec désinvolture les questions de compétence : dans une affaire de vol⁵, vu la gravité du délit, le P. G. « croit devoir proposer à la Cour de renvoyer devant le Lieutenant criminel de la Sénéchaussée de Lyon la suite des deux procédures susdites, commencées par les Juges seigneuriaux, afin que les preuves à acquérir puissent se réunir dans une seule procédure ». Et les Juges seigneuriaux furent dépossédés au

¹ Arrêt de la Cour de Parlement... (B. M., 113605).

² Même remarque à faire ici qu'au civil sur le peu d'action du Présidial. Le Chancelier écrit même une lettre à ce sujet, peu favorable, semble-t-il, à cette juridiction. (A. N., V¹ 626, 14 juillet 1771.)

³ A. N., X^{1b} 9767, 1^{er} juillet 1773.

⁴ Morel de Voleine, *Revue du Lyonnais*, IIe série, XIX, 1859, p. 309. Il y eut des difficultés qui amenèrent même l'intervention de la Chancellerie (A. N., V¹ 622, 5 juin et 1^{er} octobre 1771 ; V¹ 626, 20 août 1774).

⁵ A. N., X^{1b} 9767. 1^{er}/2 mars 1773.

profit de la Sénéchaussée de Lyon, l'affaire s'étant passée dans le Beaujolais « qui n'a d'autres Juges royaux, quant à présent, que ceux de la Sénéchaussée de Lyon ». Ce procédé de réunion était familier à la Cour qui unit par exemple ¹ au profit de Roanne deux instances dont l'une est à Villefranche.

Chose plus grave encore, le C. S. intervient parfois directement dans une affaire jugée ailleurs. Tantôt c'est dans l'intérêt de la loi, comme dans cette affaire ², jugée à Trévoux, où le Substitut du P. G. au Siège a relevé appel d'un acquittement, appel qui devra être porté à la Cour, la « procédure n'ayant pas été instruite par récolement et confrontation ». Tantôt c'est dans l'intérêt d'un justiciable, comme dans une affaire entre un Garde des eaux et forêts et « Louis Alzace (*sic*) tanneur juif », dont très noblement la Cour prit la défense contre le Garde, qui l'a volé et violenté à la porte d'Alaï, et la Sénéchaussée criminelle qui, obligée d'agir, a manifestement fait tout pour sauver le coupable ; en fin de compte, le 6 mai 1772, le Substitut « sans autre formalité » a conclu à la conversion du décret de prise de corps contre le Garde en décret d'assigné et le Lieutenant criminel a rendu une ordonnance conforme. Le P. G. s'éleva contre cette procédure qui « a changé en faveur du principal accusé l'état du procès par une simple ordonnance sur requête et ce, sans avoir vu les charges, ni laissé au plaignant la liberté de faire plaider, et sans que le plaignant les eût atténuées en aucune façon ». Il interjeta donc appel et contre la sentence du 6 mai et contre tout ce qui a précédé et suivi dans le procès, qui, remarquons-le, est encore pendant, et réclama l'apport de toutes les pièces en la Cour. Arrêt conforme le surlendemain. Vingt jours après, le P. G. conclut à la mise à néant de diverses ordonnances du Lieutenant criminel, au renvoi du procès criminel contre le Garde à la Sénéchaussée (il ne parle plus d'une

¹ *Ibid.*, 24/26 mars.

² A. N., X^{1b} 9766, 10 décembre 1772.

³ *Ibid.*, 4/6, 24/26 février 1773.

plainte du Garde en faux témoignage) et à la prise de corps de l'accusé. L'arrêt fut conforme. Sans doute, dans l'espèce, on ne peut que louer la généreuse intervention de la Cour ; encore est-il qu'elle est difficilement défendable en droit.

Cet interventionnisme en matière de règlement de compétence faillit même amener un conflit dont l'historien doit regretter qu'il ne se soit pas produit, car il aurait mis aux prises, chose rare, la justice d'Eglise et la justice royale. Un prêtre du diocèse de Lyon ¹ fit appel d'une sentence du Lieutenant criminel de la Sénéchaussée le renvoyant, pour une plainte en diffamation contre le curé de Neuville, devant l'Officialité et de la procédure en l'Officialité, en se fondant sur cette théorie que, s'il y a des délits communs en même temps que des privilégiés, les procédures doivent être faites conjointement par l'Officialité et le Lieutenant criminel ; quant à la procédure de l'Officialité « ce n'est, au dire du requérant, qu'un tissu d'infractions des règles et d'entreprises sur la justice de S. M. ; et, conséquemment, elle renferme les abus les plus multipliés ». Et il ajoute cette étonnante proposition : « La connaissance de ces divers abus vous appartient incidemment, Nosseigneurs, juges suprêmes du Tribunal de l'Officialité. » Conclusion : un appel comme d'abus incident de la sentence de l'Officialité. Le P. G. au moins, car je n'ai pas retrouvé la suite de l'affaire — mais presque toujours il est suivi en ces matières — ne recula pas devant cette extension de compétence et requit de donner acte de l'opposition, permettre d'intimer sur l'appel et, ce qui est le comble, ordonner l'apport des pièces du procès au Greffe de la Cour qui statuera. La Cour d'Eglise fut plus sage que la Cour royale, car il ne semble pas que le conflit ait éclaté.

Le pouvoir central, s'il dut parfois réprimer les excès de zèle du C. S., lui témoigna de la confiance, lui renvoyant² en

¹ A. N., X^{2b} 1502, 13 février 1772.

² Arch. dép. Rhône. Sénéchaussée. Ordre public (1775-1777), dans l'inventaire du Greffe du C. S.

juillet 1774 la connaissance d'un procès criminel, qui devait être grave, commencé à Grenoble, entre un ancien membre de la Chambre des Comptes du Dauphiné et un ancien Directeur de la Monnaie de Grenoble. Il semble même que, selon une habitude courante, il ait pris conseil des membres de la Cour intéressés dans certaines questions, par exemple¹ du P. G. au sujet d'une prétention singulière du P. G. du Parlement de Paris demandant que ceux des C. S. lui envoient tous les mois un état des procédures criminelles, demande qui fut d'ailleurs rejetée.

III

Une question qui se posera naturellement est celle de savoir quelle fut la jurisprudence de la Cour et, en particulier, si elle se montra plutôt sévère ou indulgente. A cette question, comme à toutes celles qui demanderaient une statistique complète des affaires jugées pendant trois ans et demi et une comparaison avec ce qui se passait dans les Cours à compétence analogue, je ne puis pas honnêtement répondre. Je crois seulement pouvoir avancer, après le relevé d'assez nombreuses affaires et l'étude attentive de quelques-unes d'entre elles, que la jurisprudence du C. S. n'a rien de particulier, que ses idées en matière de droit pénal et sa sévérité sont celles de la grande majorité des Magistrats d'alors. Le plus grand nombre des délits sont des vols, en général d'objets de faible valeur. Les peines appliquées — on peut en trouver commodément toute une série dans les Affiches de Lyon, à partir du numéro du 28 mars 1771² — sont le plus souvent le fouet, la marque,

¹ A. N., V¹ 622.

² On peut aussi pour voir des arrêts complets souvent intéressants, et sans recourir à A. N., X^{2b} 1502, consulter des imprimés de la Bibliothèque municipale de Lyon, comme 113305 *bis*, 113336, 113361, 113365, 117724... (cf. Bibliographie).

l'exposition, le bannissement, l'emprisonnement pour les femmes, les galères à temps ou à perpétuité (le vol dans une église est considéré comme circonstance aggravante), la pendaison (surtout pour le vol avec effraction ; quelquefois, même pour une femme, le vol domestique). L'assassinat est à peu près toujours puni de mort : le condamné est rompu vif, l'un d'eux, qui a tué sa femme et son enfant, doit avoir d'abord le poing coupé. C'est la jurisprudence ordinaire. De même pour des condamnations qui choquent davantage nos idées modernes : par exemple celle d'une femme qui a « célé sa grossesse », au fouet, et d'une autre qui a célé « sa grossesse et son accouchement », au fouet, à la marque et au bannissement. Telle encore celle d'un manœuvre qui doit « être attaché au carcan et (envoyé) aux galères pendant cinq ans pour avoir fait rébellion et violemment maltraité à coups de bâton un Garde des forêts sur le grand chemin de Mâcon à Cluny ».

Ce que je peux dire, c'est que les condamnations sont soigneusement graduées et que le tarif, si l'on peut dire, ne change pas. J'ai essayé de voir, ce qui aurait pu donner une idée de la sévérité de la Cour, s'il y avait une différence sensible entre les arrêts des Tribunaux inférieurs et les arrêts sur appel du C. S. : comme au civil, et peut-être plus encore ici, beaucoup d'appellations « sont mises au néant » ; pour celles qui réussissent, le résultat est douteux. J'ai aussi cherché, dans le même but, s'il y avait une notable différence entre les peines demandées par le Ministère public et celles infligées par la Cour : je n'ai rien trouvé là de décisif ; il y a bien, dans une affaire du 6 septembre 1773, une note du Substitut, faisant observer que la peine portée en une déclaration royale est un minimum qu'il convient de dépasser dans la circonstance, et un arrêt de la Cour qui, contre ces conclusions, abaisse la peine portée en première instance ; mais je vais citer un cas où la Cour est plus sévère que le Parquet, et je crois que, dans l'ensemble, il y a même plus d'unité d'esprit que dans les Cours actuelles, ce qui s'explique par l'origine commune.

Quant à quelques idées spéciales des criminalistes d'alors, dans les cas où un délit d'ordre religieux peut être relevé, elles sont pleinement partagées par la Cour, avec peut-être une nuance d'indulgence. Deux hommes avaient été condamnés par la Sénéchaussée de Lyon à être pendus pour vols et impiétés. Ils font appel : l'un d'eux nie tout ; l'autre, accusé « étant au cep d'avoir jeté du pain pour faire tomber une croix et avoir blasphémé », dit qu'il a jeté du pain sur « un cochon de mer au geôlier », qu'il a tué, et que le pain en ricochant a renversé la croix, qu'il a juré « à cause des tourments qu'il endurait ». La Cour, renchérissant sur le Ministère public, les condamne à une amende honorable compliquée et minutieusement décrite, à la marque et aux galères à perpétuité. Une autre fois, un bourgeois de Lyon s'étant suicidé à la Guillotière, après interrogatoire d'un cultivateur, « curateur nommé d'office au cadavre de L... », le Juge du lieu avait décidé que son cadavre serait traîné sur la claie dans les rues et carrefours de la Guillotière, pendu deux heures sur une place, puis jeté à la voirie, et que le Seigneur haut justicier percevrait sur ses biens une amende de 1.200 l. Sur appel, le C. S. confirme la sentence, mais, conformément aux conclusions du P. G., décide que l'exécution de la sentence aura lieu à Lyon et précise que la pendaison se fera place des Terreaux et « par les pieds ».

IV

Comme pour les affaires civiles, j'ai essayé d'isoler quelques affaires criminelles, soit parce qu'elles sont caractéristiques pour la procédure suivie, soit parce que leur objet présente un intérêt particulier, soit parce qu'elles ont frappé l'opinion publique. Nous avons déjà vu que parmi les griefs du Consulat figurait l'excessive indulgence pour un délit malheureusement trop fréquent dans le Lyon d'alors, les faillites ; il était,

en particulier, revenu à plusieurs reprises sur une affaire Peste Turenne qui, d'après lui, avait alarmé la place. Nous possédons, par bonheur, les pièces les plus importantes de cette grosse affaire commerciale dont l'étude montre que le rôle du C. S. fut correct. Peste Turenne, banquier, fit une banqueroute frauduleuse à fort passif. Dès le 12 février 1771¹, les créanciers s'opposèrent au sauf-conduit qu'il demandait au même moment ; l'affaire occupa tout de suite les esprits à Lyon : le Prévôt des Marchands écrivit à Bertin pour qu'on le fasse arrêter ; l'Intendant, pour qu'on lui refuse un sauf-conduit. Cependant, sans doute grâce à des appuis sérieux que lui ou sa famille possédait à la Cour, il l'obtint pour trois mois le 29 octobre. Mais dans la suite, on se ravisa ; s'il faut en croire le Consulat², ce fut de l'ordre même du Roi qu'on l'arrêta en mai 1772 : non point, comme il le dit, en pays étranger, mais à Charleville³. De nouveau la famille intervint, demandant, pour éviter un procès, l'enfermement dans une maison de force. La place continuait à se passionner pour l'affaire : les Fulchiron s'opposèrent à l'élargissement et, semble-t-il, aussi l'Intendant. L'accusé resta dans la prison Saint-Joseph où il avait été transféré. La procédure⁴ se poursuivit avec une lenteur inaccoutumée à la Conservation. Elle fut interrompue par un arrêt du 18 août 1773 du Parlement de Paris recevant un appel de l'accusé relatif à cette procédure et évoquant l'affaire. C'était un de ces conflits de compétence dont nous avons vu maints exemples au civil comme au criminel. Le C. S. prit la défense de la Conservation. Le 2 septembre, le Substitut du P. G. communiqua l'arrêt à la Cour, et obtint que P. T... restât en prison. Le 6, le Substitut prononça son réquisitoire. Selon l'habitude, il feignit de ne pas attaquer le

¹ A. N., O¹ 563.

² A. M., BB. 363, f^o 30 et seq.

³ A. N., O¹ 564 (on s'en occupe à plusieurs reprises).

⁴ Les renseignements qui suivent, ainsi que quelques-uns de ceux qui précèdent, viennent de A. N., X^{1b} 9767, X^{1b} 9768, X^{2b} 1502, aux dates indiquées.

Parlement, dont « la religion et la sagesse ont été trompées » ; mais il insista avec quelque lourdeur sur les erreurs juridiques de l'arrêt, en particulier sur la confusion commise entre la procédure extraordinaire qui était suivie et une procédure civile et, découvrant son sentiment, continua : « Ce qui est décisif en cet affaire, c'est que cet arrêt est attentatoire à l'édit de votre création. » En conséquence, il demanda défense de donner suite à cet arrêt et d'en poursuivre un semblable, défense de relâcher P. T..., ordre de continuer la procédure. Le lendemain fut prononcé un arrêt conforme. Aussitôt après, le 9 septembre, la Conservation condamna P. T... à l'amende honorable, l'exposition au pilori pendant trois jours et les galères à perpétuité. Le 14, le Substitut représenta : « Comme suite à l'article 6 du titre 26 de l'ordonnance criminelle de 1670, toutes procédures où il y a de telles peines prononcées doivent être envoyées avec les accusés aux greffes des Cours supérieures pour être par lesdites Cours prononcé sur icelles, qu'il y ait appel ou non. » Vu le volume de la procédure, il conclut qu'elle soit envoyée telle quelle ; la copie « pourrait retarder considérablement le jugement d'une affaire très importante pour le commerce de cette ville et la punition d'un crime qui ne peut être ordonnée trop promptement, suivant l'esprit des ordonnances pour toutes sortes de crimes ; leur observation dans l'espèce particulière est d'une très grande conséquence en cette ville où les banqueroutes frauduleuses ne sont malheureusement que trop fréquentes ». On est loin, on le voit, de la mauvaise volonté que dénonçait le Consulat. Le C. S., malgré ce que je crois être une faute de rédaction dans l'arrêt, suivit le Ministère public. La procédure fut apportée au greffe le 1^{er} octobre. Il y eut un mémoire de P. T... invoquant six nullités, auquel répondirent¹ les syndics des créanciers ; ils discutèrent longuement les moyens de la défense ; mais peut-être étaient-ils peu sûrs de la force de leurs argu-

¹ Observations pour les syndics... (B. M., 109941).

ments juridiques, car ils évoquèrent en terminant les conséquences d'un acquittement : «... non, cet exemple effrayant et destructeur ne sera pas donné par des Magistrats suprêmes, qui ne veulent user de leur autorité que pour le bien de la Patrie et le bonheur de leurs concitoyens ; en voyant de plus haut, ils ne s'arrêteront qu'aux grands objets qui doivent fixer leurs regards, ils dédaigneront des nullités absurdes et chimériques, ils ne prononceront que sur l'ensemble d'une procédure concluante et décisive ; et l'arrêt qu'ils rendront, en faisant la sûreté du commerce, sera pour eux un nouveau titre à la reconnaissance publique. » On voit que le haut commerce lyonnais, tout lié qu'il fût à l'Échevinage, savait à l'occasion être aimable pour le C. S. C'est qu'aussi il redoutait sans doute le succès auprès de lui des intrigues qui paraissent s'être poursuivies jusqu'au bout en faveur du condamné. Ces craintes d'ailleurs furent vaines, et, après un délai qui me paraît plus long que de coutume¹, un très long arrêt vint, le 18 février 1774, confirmer celui de la Conservation. Je ne sais si c'est à ce moment ou un peu plus tard que la grosse fut envoyée à la Chancellerie où elle resta de l'ordre du Chancelier. Il faut sans doute rapprocher cette sollicitude du pouvoir central du fait étrange dont se plaignit le Consulat. Le C. S., sur une lettre de l'Intendant, aurait cru « pouvoir prendre sur lui de suspendre l'exécution de l'arrêt confirmatif de la sentence de la Cour ». Je n'ai pas trouvé trace d'une mesure aussi grave en tout état de cause et aussi inexplicable, étant donné tout ce qui précède. En tout cas, il y eut délai ; la sensation fut grande ; le Consulat et la Conservation, qui se glorifièrent de leur généreuse discrétion, ne firent sans doute rien pour l'atténuer. Sur les entrefaites Peste Turenne mourut presque subitement dans sa prison le 25 février. L'émotion ne se calma pas : « La multitude, dit le Consulat, qui n'est que trop per-

¹ Je ne sais pas pourquoi le condamné paraît n'être pas à la prison Saint-Joseph en octobre et novembre.

suadée que les punitions ne sont faites que pour le peuple a poussé la crédulité jusqu'à soutenir que cet homme n'était point mort naturellement ; cette opinion s'est si singulièrement accréditée, qu'elle n'a pu être détruite par le rapport des médecins et chirurgiens qui ont déclaré que les jours de ce malheureux avaient été terminés par une attaque d'apoplexie .» Il fallut s'occuper encore une fois de lui : le 21 juin, le C. S., pour payer les 1329 l. 10 s.¹ que P. T... devait en mourant au concierge de la prison, ordonna la vente de ses effets.

La Cour eut à s'occuper longuement d'un autre genre d'affaires criminelles fréquentes et redoutées à Lyon, le piquage d'once². Je ne ferai que résumer ici³ cette affaire dont les détails sont particulièrement intéressants. Le 17 août 1771, Denis Joseph S..., accusé de piquage d'once, fut poursuivi par les Maîtres-Gardes de la Grande Fabrique, poursuite dans laquelle furent compromis deux agents de change, R... et B... Il n'y a pas lieu de croire, selon la version de S..., à un complot des Maîtres-Gardes, mais il paraît bien qu'ils agirent un peu cavalièrement : la fréquence du délit, sa gravité et la difficulté de saisir les coupables, justifiaient, selon eux, leurs procédés et leur ténacité dans la suite. L'affaire fut en effet difficile : portée devant le Consulat, elle fut, à la fin de l'année, civilisée. Les Maîtres-Gardes appelèrent de cette civilisation au C. S. que, pour la circonstance, ils comblèrent de louanges, en signalant, chose intéressante, sa jurisprudence sévère dans les affaires touchant la Fabrique ; ils ne devaient d'ailleurs pas se sentir très sûrs de leur fait, car ils ne souhaitaient qu'une condamnation de principe et prêchaient l'indulgence. La Cour prit son temps ; le 6 juin 1772, elle rendit un arrêt ordonnant que le procès au criminel serait continué devant le Lieutenant criminel de la Sénéchaussée ; les deux parties se déclarèrent également satisfaites, le seul mécontent dut être le Consulat

¹ Cf. *infra*. p. 291.

² Cf. J. Godart, *l'Ouvrier en soie*, p. 196 et 470-473.

³ D'après B. M., 109691 bis, 109708, 118037 ; A. N., X^{1b} 9769 et X^{2b} 1502.

qui fut assez durement traité et qui pourrait bien l'avoir mérité. De nouveau l'affaire recommença à traîner, soit par la faute de la Sénéchaussée, soit par celle du P. G. qui, par une de ces intrusions dans les procédures d'une Cour inférieure dont nous avons plusieurs exemples, ordonna un supplément d'information, soit enfin, comme le prétendit S..., par la faute des Maîtres-Gardes qui auraient multiplié les incidents pour éloigner une sentence qu'ils craignaient défavorable à leurs prétentions. Le 22 décembre 1773, les accusés furent tous acquittés, S... mis seulement « hors de Cour » dépens compensés, ses deux prétendus complices « renvoyés de l'accusation, les dépens aux Maîtres-Gardes ». S... eut la mauvaise inspiration de faire appel, en réclamant 50.000 l. de dommages et intérêts aux Maîtres-Gardes. de 1771. Ceux en charge relevèrent alors à leur tour appel, demandant une condamnation et prenant fait et cause pour ceux de 1771, follement intimidés. Et voici derechef le C. S. saisi de l'affaire. C'était une belle affaire, et par l'obscurité des faits, et par l'intérêt qu'y portait toute la Fabrique lyonnaise, et par le problème juridique de la responsabilité personnelle des mandataires temporaires d'une personne morale même après le mandat échu, ou de la responsabilité de la personne morale elle-même représentée par d'autres mandataires. L'acharnement des deux adversaires fut grand, comme en témoignèrent leurs mémoires respectifs, d'ailleurs fort intéressants sur les points de fait et de droit. Encore une fois le C. S. ne se pressa pas : la procédure avait été apportée au Greffe le 10 mars 1774; le 17 août seulement, le P. G. prit ses réquisitions, et ce fut — ce qui ne contribue pas à éclaircir son rôle assez singulier dans cette affaire — pour demander un supplément d'information pendant six mois, et à la Sénéchaussée ! La Cour ne le suivit pas. Le 19, sous la présidence de de Flesselles lui-même, les accusés furent interrogés en la Chambre et la fin de l'interrogatoire du principal accusé montra que le siège de la Cour était déjà fait. Aussi, le jour même, elle rendit un arrêt reconnaissant, point capital pour toutes les

Communautés, la folle intimation, condamnant S... à 500 l. d'amende, validant pour la plus grande part la saisie faite chez lui, lui défendant de récidiver, supprimant ses mémoires, le condamnant aux dépens, même ceux auxquels la Communauté est condamnée vis à vis de R... et B... dont l'acquiescement est confirmé. C'était donc le triomphe complet de la toute puissante Fabrique dans une cause qui lui tenait tant à cœur ; et elle avait trouvé, contre le Consulat, la Sénéchaussée et le P. G. même, un défenseur tenace et vigoureux dans le C. S. : nouvelle preuve du peu de fondement de certaines accusations du Consulat, en même temps que des liens intimes d'intérêts et de passions existant entre la Cour et les plus riches commerçants et fabricants de Lyon.

La Cour ne se montra pas moins rigide dans une affaire¹ toute différente qui dut faire grand bruit, en particulier dans la Dombes, vu la personnalité de l'accusé : il s'agissait en effet d'un homme de bonne famille, Michel-Guillaume de R..., Receveur des Consignations en Dombes et Châtelain de la baronnie de Saint-Trivier. Il avait dû y avoir déjà des discussions autour de ce personnage, car il parut en décembre 1771 un libelle en sa faveur que la Sénéchaussée condamna plus tard comme diffamatoire. En février 1772, il y eut contre lui une plainte, suivie d'une demande de poursuites du Parquet, le tout au C. S., bien que la Sénéchaussée de Trévoux eût été créée et installée quelques jours auparavant, sans doute, je suppose, à cause de la qualité d'Officier de justice de l'accusé. Il essaya un appel sur la procédure, mais l'enquête continua avec vigueur. Sans désespérer, le Conseiller Bourlier de Parigny, avec un louable zèle, entendit des témoins, fit des consultations au Bureau des Aides, des saisies de pièces, etc. Le 6 mars fut lancé un décret de prise de corps contre de R..., qui s'enfuit. L'enquête continua activement. Cependant la Cour s'était occupée des intérêts

¹ Les documents sont à B. M., 113362, 113702, 118364, 118393, 118394 ; A. N., E. 3701, X^{1b} 9766, 9767 et 9768. V¹ 623.

importants laissés en souffrance par la fuite de R... Le 12 mars, elle prononça le séquestre général de ses biens, nomma un « économe-séquestre », avec mandat très étendu, qui fut un Notaire de Lyon probablement parent d'un Greffier de la Cour, et exigea sous huit jours la déclaration des créanciers. Le même jour, elle commit provisoirement à l'exercice de la charge de Receveur des Consignations, en prenant des précautions très sages, un Receveur des Tailles à Trévoux. Le procès continua avec la même rapidité. Le 29 mai, de R..., convaincu d'avoir « fabriqué de faux actes... contrefait différentes signatures et... retenu frauduleusement des titres de créances acquittés afin de s'en procurer le paiement une seconde fois », fut condamné à une amende honorable compliquée, la flétrissure, les galères à perpétuité, la confiscation des biens « situés en pays de confiscation » et 6.000 francs d'amende. Romanans s'étant réfugié à Nice, le P. G. de Lyon demanda à la Chancellerie qu'on le réclame ; on s'adressa aux Affaires Etrangères. L'affaire eut d'ailleurs des suites : d'une part il fallut pourvoir définitivement au remplacement de de R..., ce qui donna naturellement lieu à des démarches et intrigues ; d'autre part, le frère du condamné fut, je ne sais pourquoi, mis en possession de ses biens, après avoir obtenu main-levée du séquestre en fournissant une caution personnelle et une caution solidaire, demanda et obtint remise de certains papiers dont il avait besoin et intervint encore au sujet de détournements commis par le Procureur du Roi de Trévoux, dont nous nous sommes jadis occupé¹ ; il demanda même à exercer la charge de son frère, ce qui lui fut refusé. Ainsi, dans une affaire intéressante par la situation de l'accusé, Officier, homme d'affaires, d'une famille noble et considérée, le C. S. montra, vu la gravité des faits, autant de rapidité que de sévérité, sans aucune action d'un autre Tribunal.

Le C. S., et tout particulièrement son P. G., étaient également dépourvus d'indulgence quand ils avaient affaire à un

¹ Cf. *supra*, p. 123.

auxiliaire de la justice profitant de sa situation pour duper ses clients : ils le firent bien voir au Procureur lyonnais B... Cette exécution, car c'en fut une, devait avoir une suite importante que nous retrouverons en son temps ¹. Mais, par la sévérité de l'arrêt et la procédure suivie, elle doit nous intéresser ici ². Je ne présenterai les faits que comme ils apparaîtraient si l'on ignorait les dires de B..., que nous rapporterons dans la suite. Ce Procureur, accusé de concussion, fut « relevé de sentinelle sur des taxes de dépens par ses confrères mêmes, qui ne les ont pas trouvées très orthodoxes », par une délibération du 7 avril 1772. En tout état de cause, B... était chicanier et, il le montra plus tard, capable de se défendre en usant de tous les moyens. Pour le moment, il s'adressa à Bertin qui le renvoya à la Chancellerie, à laquelle il écrivit deux fois, fit écrire pour lui un billet par Voltaire et publia deux longs mémoires que le P. G. jugea injurieux et dignes d'être supprimés. Le P. G., saisi de la délibération des Procureurs, porta une plainte, qui fut reçue le 15 décembre, en même temps que B... présentait une requête. Couppier fut chargé de l'enquête, on nomma des experts qui remirent leurs rapports le 12 février 1773 ; la procédure continua ; en mai, interrogatoires ; en juillet, la Communauté des Procureurs se porta partie civile ; en août, conclusions du P. G., rapport de Couppier et, le 23, arrêt de la Cour interdisant B... pour trois ans, le condamnant à la restitution d'un trop-perçu, qui n'est que de 470 l. 15 s. 6 d., à 300 l. de dommages-intérêts envers son client lésé, à la restitution d'une obligation, à la suppression des deux mémoires imprimés, et à 100 l. de dommages-intérêts envers la Communauté des Procureurs, « applicable de son consentement au pain des prisonniers ». B. ne se tint pas pour battu et, en 1774, se pourvut en cassation au Conseil d'Etat. Sans préjuger de cette

¹ Cf. *infra*, ch. x, II, et les documents cités.

² Les documents intéressants pour cette phase de l'affaire sont *Revue du Lyonnais*, II^e série t. XIX, 1859, p. 308 ; B. M., 118422 et 355459, et A. N., O¹ 564, X^{2b} 1502, V¹ 624, 625 et 626.

requête et de ses suites qui ne se développèrent qu'après la disparition du C. S., on peut observer : 1° que ce Tribunal a agi en première instance, en prenant pour base de l'accusation la délibération d'une Communauté, qu'il ne fit guère, en grande partie, qu'homologuer ; 2° qu'il frappa l'accusé d'une peine spéciale, l'interdiction temporaire, dans les mêmes formes où il aurait prononcé une peine ordinaire ; 3° que la peine est hors de proportion avec le fait retenu. La Cour se fit-elle, comme le dit plus tard B., l'instrument des vengeances privées du P. G. et de certains confrères de B... — ce que j'ai peine à croire — ou voulut-elle frapper en B... un praticien plus que suspect et intimider ses émules, c'est ce que la suite même, malgré ses documents assez importants, n'arrivera pas à éclaircir complètement.

Mais l'affaire criminelle la plus retentissante à laquelle le C. S. se trouva mêlé fut l'affaire Game¹ : comme elle eut ses premiers actes et son dénouement en dehors de la Cour, je ne dirai ici que quelques mots sur cet épisode qui fit grand bruit. Il s'agissait d'un vol, ou plutôt d'une escroquerie, commise le 17 octobre 1772 au préjudice d'un notable commerçant de Lyon ; sur une série de témoignages en apparence concordants, mais qui, passés au crible, paraissent dépourvus de valeur sérieuse, on en accusa un Savoisien établi farinier à Lyon, Marc Game. Il fut mis en prison le 27 octobre et, après une enquête, à laquelle on reprocha plus tard maintes irrégularités, condamné le 11 mars 1773 par la Sénéchaussée criminelle à trois jours d'exposition au pilori, la marque et neuf ans de galères. Appel immédiat : dès le 12, le délai si bref indiquant qu'il y a déjà quelque chose de suspect, les pièces sont transmises au greffe du C. S. Cela est d'autant plus étonnant, à moins de supposer une erreur au

¹ Les principaux documents sur cette affaire sont : B. M., 339278, 353719, 356971, 2, 3, 4 et 4 bis ; A. N., X^{1b} 9767 et 9768, X^{2b} 1051 et 1502, X^{2a} 859, 863, 872 et 876 ; A. M., AA.132, BB. 338 et 363 ; Arch. dép. Rhône, Sénéch., Ordre public (1772-1774).

registre, que la requête introductive ne fut rédigée que le 29 mars. La Cour ne parut pas, d'ailleurs, autrement pressée de s'occuper de cette affaire, qui jusque-là semblait banale, bien qu'il eût paru déjà des mémoires et consultations que je n'ai malheureusement pas retrouvés. Mais le pauvre Game contracta en prison une « fièvre putride ». Le jour même où l'on allait s'occuper de lui, il supplia qu'on le transporte à l'Hôtel-Dieu. Un Conseiller demanda aussitôt un procès-verbal de chirurgiens qui fut rédigé le jour même en diagnostiquant une fièvre putride nécessitant le transport immédiat, et en tout cas fort inquiétante. Le lendemain, le Ministère public accepta et le Conseil ordonna le transport à l'Hôtel-Dieu¹; il était déjà trop tard : le jour même Game mourut en prison. Sa veuve, sans doute bien conseillée par le Procureur Richould, qui paraît avoir joué un rôle actif dans toute l'affaire, fit, dès le lendemain, appel de la sentence prononcée contre son mari, se réservant de se pourvoir contre qui de droit pour des dommages et intérêts. Une grave question se posait immédiatement : la mort du condamné n'éteignait-elle pas toute action, empêchant la suite de la procédure d'appel? D'après nos idées modernes², seule une procédure de revision aurait été possible, qui aurait dû être portée au Conseil du Roi. Plus tard l'objection fut faite, assez mollement, semble-t-il ; pour l'instant l'Avocat Général n'hésita pas et, admettant la thèse que la suppliante ne paraît même pas avoir pris la peine de justifier, conclut à la recevoir appelante, ce qu'accepta la Cour le 18 mai. La procédure continua, sans hâte : significations aux personnes à qui l'on va demander des dommages et intérêts, les

¹ Cette procédure n'a rien de spécial à cette affaire : je l'ai retrouvée par exemple identiquement la même les 9/10 juillet 1773 à propos d'un cabaretier qui était enfermé pour une somme de 25 l. due au Directeur des aides, et ayant atteint avec les frais 88 l. 15 s. 9 d.

² Code instr. crim., art. 444, 3°. Comme texte contemporain, on peut citer celui d'un Lyonnais, Prost de Royer (*Dictionnaire de jurisprudence et des arrêts...*, I, 371, col. 1) : « Nous jugeons que, lorsque l'accusé meurt pendant l'instruction, et même sur l'appel, il en est comme s'il n'eût pas été accusé... » donc pas d'instance directe possible.

dénonciateurs et les témoins à charge, intervention du père de Game, qu'on a l'air d'avoir poussé pour corser l'intérêt sentimental du procès. Cependant un certain Pierre Barrat, qui avait déjà eu maille à partir avec la justice en 1771 et avait été relâché, fut véhémentement soupçonné d'être l'auteur des escroqueries. J'ignore s'il fut arrêté dès ce moment. Ce qu'il y a de sûr, c'est que le C. S., par arrêt du 27 novembre, se fit envoyer par le Greffier de Mâcon, qui la détenait, une malle saisie au domicile de Barrat. Le greffier envoya la malle, mais sans la clef. La veuve lui écrivit, il ne répondit pas ; elle présenta requête au Conseil, qui n'était décidément pas pressé, mais qui cependant ordonna l'ouverture, sur conclusions du P. G. et rapport du Conseiller Clérico de Janzé qui, depuis le début, s'occupait de cette affaire. Cependant elle commençait à faire grand bruit. Le fameux Servan, l'ancien Avocat Général au Parlement de Grenoble, défenseur attitré des infortunes retentissantes, avait en 1773 publié un mémoire pour la veuve Game, qui, dans l'édition de ses œuvres, tient 65 pages in-8°, sans intérêt au point de vue juridique, mais fort ingénieux dans la discussion des faits et déclamatoire à la mode du jour, car il ne contient pas moins de trois prosopopées de la veuve Game. Le mémoire dut produire un assez gros effet pour que le frère de l'accusateur, Trésorier de France, prît la peine d'y répondre fort longuement pour défendre le volé, qui était en passe de faire figure d'accusé. Servan envoya d'ailleurs une lettre fort aimable, qui ne fut pas publiée, dans laquelle il maintenait son opinion. Ce fut dans ces conditions, et après une enquête dont nous ignorons tout, que les débats commencèrent devant la Cour, probablement en février 1774. C'est, en effet, à ce moment que furent prononcées à l'audience par un Avocat, qui ne fut point interrompu, de violentes paroles contre la Sénéchaussée, qui s'en plaignit amèrement, soutenue par le Consulat¹, adversaire de Game et de la revision par le seul

¹ Cf. *supra*, p. 143 et 179.

fait qu'il en supposait le C. S. partisan. J'ignore l'accueil que celui-ci fit aux plaintes de la Sénéchaussée. Il est vraisemblable, d'après ce que lui reproche le Consulat, qu'il ait été disposé à jouer le rôle de justicier supérieur, de redresseur d'erreurs judiciaires, alors fort à la mode, d'autant plus volontiers que l'opinion publique paraît s'être déclarée assez vite pour Game, ayant été habilement travaillée. Mais la prudence l'emporta, et aussi peut-être l'esprit de corps si puissant dans la magistrature d'alors, plus puissant encore ici vu les liens personnels existant entre les deux Tribunaux, et peut-être tout simplement le souci de la méthode, encore que l'innocence de Game semblât dès maintenant fort probable ; la Cour entendit des plaidoiries fort longues de Jacquet pour la veuve Game, une des meilleures, relativement sobre, de ton volontairement modéré, sans rien contre la Sénéchaussée, d'une dialectique habile et serrée, touchant en passant des questions de droit, comme la survivance du droit d'appel et la réparation d'un dommage causé quel qu'il soit, et discutant finement les témoignages sur lesquels avait été échafaudée l'accusation ; — de Deschamps fils pour Game, le père, beaucoup plus verbeuse et déclamatoire, discutant également les témoignages, mais attaquant vivement la procédure en la Sénéchaussée, « qui n'aurait pas présenté de preuves suffisantes, même contre un coupable » ; — des défenseurs des témoins dont nous n'avons conservé qu'une plaidoirie, de Baroud, pour deux d'entre eux, modérée, aimable pour la famille Game, sans acharnement contre celui-ci, occupée uniquement à sauver ses clients, qui ne sont que deux comparses. L'accusateur ajouta à la défense de son Avocat un long « Précis » soulevant sur le fond et sur la procédure de très intéressantes questions de droit où l'on doit reconnaître qu'au moins quant à la procédure il a souvent raison, accusant Game, d'ailleurs sans acrimonie — ce qui montre combien était à ménager la faveur publique qu'on avait été solliciter « jusqu'à Cadix » —, imaginant des conséquences graves pour le courage des témoins futurs et évidem-

ment préoccupé surtout d'éviter les dommages et intérêts. Malgré toute cette éloquence, la Cour, comme nous avons dit, ne se décida pas et rendit, le 10 mars 1774, un arrêt remettant à statuer jusqu'après le procès criminel commencé contre Barrat.

Or, ce procès menaçait de durer longtemps. Le 26 février, le P. G. avait déposé une plainte. Un arrêt du 19 mars la reçut ainsi que les pièces réunies par le commencement d'enquête du Lieutenant criminel de la Sénéchaussée de Lyon et autorisa, par une de ces quasi-évocations d'instances pendantes dont nous nous sommes déjà étonné, la poursuite de l'enquête au C. S. par les soins de Desfours de Grangeblanche : était-ce suspicion légitime contre la Sénéchaussée, qui avait déjà attribué les mêmes faits délictueux à un autre coupable, ou désir de réunir cette procédure à celle de Game qui en était en quelque sorte complémentaire, on aurait pu au moins prendre la peine de le dire. Il fallut encore un arrêt comminatoire pour décider le greffier de la Sénéchaussée à remettre les pièces. L'information commença le 29 mars ; fin avril, un décret de prise de corps fut décerné contre Barrat, contumax, en même temps qu'on ajoutait à l'affaire celle de vols commis à Mâcon, au sujet desquels on envoya au Bailliage de cette ville une commission rogatoire qu'il accepta et exécuta. Fin juillet, commencement d'août, expertise d'écritures et récolement des témoins à Lyon, je ne sais pourquoi, par le Conseiller Basset ; même opération à Mâcon. Dans la seconde moitié d'août, le procès aurait dû être en état si l'on n'avait pas perdu du temps à Lyon pour le récolement de quelques témoins. On ne fit rien. Le 12 octobre seulement, la procédure fut jointe à celle de Game ; le Greffier mit en marge : « affaire à juger ». Il en était grand temps ; mais on sait que les événements ne le permirent pas. Après la disparition du C. S., les dossiers, comme ceux des affaires pendantes, furent envoyés au Parlement de Paris. Le 23 décembre, le père et la veuve Game déposèrent requête pour que le récolement soit achevé.

L'affaire fut ainsi reprise par le Parlement de Paris qui y mit, lui aussi — mais c'était dans ses habitudes — une hâte modérée : le 22 juin 1778 seulement, fut prononcée la condamnation contre Barrat et, bien qu'il eût été reconnu coupable des faits reprochés à Game, il fallut attendre presque un an, et l'exécution de Barrat pendu à Lyon, le 29 mars 1779, pour faux monnayage, après avoir innocenté Game, pour qu'un arrêt du 20 mai 1779 vint décharger la mémoire de ce malheureux, sans oser encore trancher la grave question de la responsabilité des accusateurs et témoins, la veuve ayant été renvoyée à se pourvoir pour les dommages et intérêts. On doit ainsi reconnaître que, dans cette affaire qui passionna l'opinion, le C. S., après avoir paru montrer un zèle louable, s'arrêta vite par esprit de corps, prudence ou doute peu justifié et perdit une occasion de résoudre deux beaux problèmes de droit et de réparer une déplorable injustice.

V

C'est à la juridiction criminelle du C. S. qu'il faut rattacher son action répressive sur la librairie. Elle lui était commune avec tous les Tribunaux, même du second ordre, au point que, sans que personne ait protesté, la Sénéchaussée de Lyon condamna¹ à deux reprises des libelles, le 4 juillet 1772 et le 17 janvier 1774. Nous avons déjà vu² le P. G. empêcher, de sa propre autorité, la publication d'un almanach et être qualifié, à cette occasion, du titre que je n'ai jamais retrouvé ailleurs d'« inspecteur de la librairie ». Il dépendait en cette qualité du Pouvoir central ; le 22 mars 1772³ le Chancelier lui fit écrire « qu'avant de permettre l'impression du manuscrit inti-

¹ B. M., 113362, 113370. Il y a une condamnation analogue le 25 septembre 1775 (*ibid.*, 113371). Ce fut contre Guillin de Pougelon.

² Cf., *supra*, p. 172.

³ A. N., V¹ 623.

tulé : *Lois de Minos*, tragédie, il faut qu'il l'envoie pour le faire examiner ». A plusieurs reprises, il dénonça des libelles à la Cour qui, chaque fois, se montra impitoyable. Elle fut ainsi amenée à prendre la défense de la Religion ou plus exactement de l'Archevêque, de la Municipalité lyonnaise et de simples particuliers. Le 21 janvier 1772, le P. G. dénonça¹ trois libelles qui paraissent bien se rattacher aux violentes querelles entre l'Archevêque Malvin de Montazet et une partie de son clergé. Il invoqua « l'intérêt de la Religion et de la Société », résuma en quelques mots vigoureux et méchants les trois libelles et conclut à ce qu'ils soient lacérés et brûlés, etc., et à ce qu'une information soit ouverte contre les auteurs, imprimeurs, etc., formule d'ailleurs consacrée. L'arrêt fut conforme. En mai 1773, sur réquisitoire écrit du P. G.², l'Avocat Général Palerne de Savy, le futur Maire de Lyon, dénonça un imprimé portant pour titre : *le Mal se fait et se persuade plus aisément que le bien*, qui était dirigé contre l'Administration municipale. Il est piquant d'entendre cet homme, qui fut tour à tour poussé par la faveur populaire et attaqué bientôt avec quelque injustice, dire de cet écrit : «... il a bien moins été inspiré à son auteur par un véritable patriotisme dont il prend la marque que par l'esprit de haine qui s'attache presque toujours aux personnes que le rang ou la fortune élève au-dessus de leurs concitoyens », et prévoir les conséquences de l'impunité accordée à de telles attaques pour l'indépendance des Magistrats. Conclusions et arrêt analogues aux précédents.

Mais il y avait en réalité, comme il y en eut à plusieurs reprises, toute une campagne organisée contre l'Echevinage. Le 14 septembre 1773⁴, la Cour dut en effet sévir de la même façon contre un libelle intitulé³ : *Aux Officiers municipaux de la Ville de Lyon*. Le Substitut — on était en vacances —

¹ Arrêt du C. S., etc... (B. M. 113362).

² *Id.*, (B. M., 113368, et A. N., X^{1b} 9767 à la date).

³ Arrêt etc... (B. M. 113369).

se tint dans les généralités, mais employa un ton violent : « Ce libelle en lui-même respire l'injure et la diffamation ». Or, j'ai retrouvé et lu l'opuscule condamné¹ : il s'agit d'affaires strictement municipales à propos desquelles on critique vivement la gestion financière du Consulat actuel ; il y a beaucoup de chiffres et de précisions intéressantes au début, et, à la fin, l'apparence de quelques personnalités que je n'ai pas pu reconnaître ; mais le ton n'est pas injurieux. Le C. S. se fait donc ici le défenseur par principe du Consulat, qui l'attaquait en face et le vilipendait en cachette, soit pour défendre l'autorité sous quelque forme qu'elle se présente, soit par hostilité contre tout autre contrôle que le sien propre. Il ne dut d'ailleurs pas y avoir d'exécution, peut-être simplement parce qu'on était en vacances. Mais l'affaire eut une suite. Il y eut en effet une correspondance² à ce sujet entre le Prévôt des Marchands et Bertin, des ordres, sollicités par le Consulat, pour arrêter un Avocat, de Boissieux, qui avait reçu des papiers suspects de Genève, et qui fut en effet arrêté le 15 octobre. La distribution des libelles continua ; il y eut d'autres arrestations, parmi lesquelles celle d'un imprimeur, Pressavin, qui est sans doute celui qui devait jouer un rôle important dans la Révolution à Lyon, tandis qu'un fameux querelleur, que nous retrouverons, Guillin de Pougelon, grand ennemi du Consulat dont il avait fait partie, faillit être compromis. De Boissieux, enfermé à Pierre-Scize, se défendit³. L'enquête fut menée par le Lieutenant de Police, Prost de Royer, qui montra au moins quelque négligence. Je ne sais pas ce qu'il en advint.

Enfin, j'ai vu souvent et signalé quelquefois dans des arrêts l'ordre de supprimer des mémoires considérés comme injurieux. Parfois ce fut la suppression qui passa au premier plan, comme dans l'affaire⁴ de Lazare P..., de Saint-Chamond,

¹ Londres, 1773, gd in-16, 33 p. (B. M. 353300).

² O¹ 565, 12 septembre 1773 et seq.

³ Interrogatoires, réponses et justification de M. B... (B. M., 353306).

⁴ Arrêt du C. S... (B. M. 118429).

contre le Seigneur dudit lieu, où la Cour rendit un arrêt supprimant un libelle envoyé par P... au Seigneur et une requête imprimée, avec les dépens pour dommages et intérêts. Ainsi, le C. S., s'il n'eut pas à intervenir dans des affaires importantes de librairie, ce qui s'explique par la profonde décadence de l'imprimerie lyonnaise au XVIII^e siècle, n'hésita jamais à frapper de ses foudres, comme faisaient les Parlements, les libellistes attaquant une autorité ou un individu en position de se faire rendre justice.

VI

Ici, comme pour les affaires civiles, la question se pose en terminant de savoir si la Cour n'a pas parfois, soit d'après nos idées modernes, soit eu égard à la pratique contemporaine, dépassé ses pouvoirs, comme on le lui reprocha. Nous avons déjà relevé plusieurs cas où nous n'avons pu que constater, sans les justifier ni même les expliquer autrement que par l'anarchie judiciaire d'alors, des intrusions du C. S. dans des instances en cours, de telle façon qu'il devenait, de sa propre autorité, juge en premier et en dernier ressort. Mais il y a plus, et voici des cas où il donna, à propos d'une affaire spéciale, une réglementation générale et s'ingéra, sans que personne protestât, dans l'exercice de la Haute Police.

Dans une affaire de vol commis par un ouvrier en soie, tireur de cordes, et sa femme, et sévèrement puni, le P. G. demanda un règlement curieux ordonnant à tout revendeur et marchand d'objets achetés d'occasion « de tenir un livre ou carnet en règle sur lequel ils enregistreront par ordre de date et à mesure d'achat lesdites marchandises qu'ils achèteront de hazard, la quantité et le prix d'icelles, les noms et qualités des personnes qui les achèteront... » On poussa la Cour dans

¹ A. N., X^{2b} 1502, 7/9 août 1771.

cette voie, et il est curieux de voir, comme nous en trouverons d'autres exemples¹, une Communauté faire appel à son pouvoir réglementaire, mais ici à l'occasion d'un procès criminel. Dans une affaire de recel, où l'inculpé a été acquitté par le Consulat, la Communauté des Chapeliers interjeta appel et demanda un règlement dont elle indiqua les grandes lignes. Sagement le P. G. se contenta de demander qu'on admoneste les accusés en la Chambre et qu'on valide la saisie des marchandises au profit de la Communauté, et ajouta : « ... Que défense soit faite à tous maîtres et marchands chapeliers et ouvriers de ladite profession d'acheter en détail aucune laine blanche, cardée ou non, ou autres étoffes propres à la chapellerie, sans être en état de justifier par facture ou autrement de qui ils les auront achetées, etc... » Règlement que le Conseil reproduisit en le complétant même sur un point.

J'ai vu deux fois une ingérence manifeste dans la Haute Police, qui aurait dû normalement dépendre de l'Intendant. Le 23 février 1774² le P. G. requit « qu'ayant été informé par les plus notables habitants de la ville de Regny-en-Lyonnais, qu'il était d'un usage ancien de brûler dans la principale place du lieu, néanmoins fort étroite, quelques fagots le premier dimanche de carême de chaque année, ce qui, pouvant causer un incendie considérable, avait souvent présenté un danger éminent, le P. G. crut devoir prévenir cet événement en donnant des ordres, tant au Procureur fiscal qu'à la Maréchaussée, de s'opposer à ce que le feu de joie dont il s'agit se fit, à l'avenir, dans la place de Regny, sauf à le transporter en tout lieu qui ne peut exposer à aucun accident. Ses ordres ont été exécutés par les Officiers de justice, mais tellement contrariés par les habitants de R., qu'ils ont fait leur feu en la place accoutumée et forcé la Maréchaussée à se retirer; les cavaliers, accablés

¹ Cf., *infra*, ch. ix, II.

² A. N., X^{2b} 1502, 17/20 décembre 1773.

³ A. N., X^{1b} 9768. Le Parlement de Paris était peut-être coutumier, si j'ai bien compris Maupeou (Everat, *op. cit.*, p. 226), de pareils empiétements.

par la multitude, ont même reçu quelques coups de pierre et de branches de fagot... Il serait de la plus dangereuse conséquence de laisser ainsi l'autorité compromise et de tolérer pareils excès d'insubordination, surtout dans des circonstances où il ne s'agissait que de maintenir l'ordre public. » En conséquence, il demanda acte de sa plainte contre onze personnes (surtout des femmes), enquête par un Officier de Roanne et six arrestations. Le Conseil le suivit, sauf sur le dernier point, où il remit à statuer sur plus ample information. Le P. G. ne désarma pas et, le 4 mars, requit les arrestations qu'il obtint le 5. Il dut reconnaître, dans la suite, que l'affaire n'était pas si grave, car il ne s'opposa pas le 26 avril à une demande générale de mise en liberté provisoire qui fut accordée. C'était cependant un homme d'autorité, car, lors d'une rébellion à propos d'une arrestation à Chazelles¹, qui n'a pu être opérée, il répéta la même phrase par laquelle il avait condamné l'acte d'insubordination de Regny et demanda une information à Montbrison, à la suite de laquelle la Cour statuerait. Elle le suivit dans ce nouvel empiétement.

Mais l'exemple le plus inouï de confusion que j'ai rencontré est le suivant², où le P. G. paraît avoir voulu s'arroger un véritable pouvoir législatif : il demanda un jour à la Chancellerie des renseignements « au sujet du Conseil de la ville de Berne », voulant « donner effet à Lyon à des lois qui sont en vigueur en Suisse concernant les femmes accusées d'adultère, etc... ». Et la Chancellerie, simplement, communiqua la lettre à d'Aiguillon pour pouvoir ensuite répondre à Pulligneu.

Tout autant qu'au chapitre précédent, il est impossible de donner à celui-ci une conclusion définitive. Le C. S. montra la même activité et le même souci de bien faire au criminel qu'au civil. Mais plus encore peut-être ici que précédemment, on peut dire qu'il ne sut ou ne voulut ou ne put pas se dégager, d'une

¹ A. N., X^{4b} 9768, 1^{er}/3 juin 1774.

² A. N., V⁴ 622.

part, des doctrines, idées et sentiments généralement répandus dans les Tribunaux d'alors, en particulier dans les Parlements; d'autre part, de l'imprécision extrême dans les questions de compétence et de procédure dont, sans peut-être aucune idée préconçue, il fut le premier à profiter.

CHAPITRE VIII

LES ATTRIBUTIONS FINANCIÈRES ET L'ACTIVITÉ RÉGLEMENTAIRE DU CONSEIL SUPÉRIEUR

I. Le Conseil Supérieur comme Cour des Aides. — II. Le contrôle financier des Corps politiques et administratifs. — III. Le pouvoir réglementaire du Conseil Supérieur; sa nature et ses limites. — IV. Le C. S. et les Prisons. — V. Le C. S. et les Collèges. — VI. Le C. S. et la « Grande Police ». — VII. Le C. S. et les Travaux publics. — VIII. Le C. S. et l'Etat civil.

I

On sait qu'à la suppression de la Cour des Aides de Paris, le C. S. hérita de ses attributions dans le ressort. Son activité en cette matière fut faible, soit qu'il ait eu effectivement peu d'occasions d'agir, soit que la Cour, se sentant sur un terrain peu familier, évitât ces occasions. J'ignore, comme toujours, quelle fut l'organisation intérieure du Conseil en qualité de Cour des Aides; je crois qu'elle n'eut rien de particulier; il semble même qu'il n'y eut pas d'audiences spéciales. En 1771¹, à partir d'août, l'activité commença, mais assez faible; la procédure, pour les appels des Juridictions financières, fut exactement la même que pour les Juridictions ordinaires. En 1772, l'activité fut sensiblement plus grande; on trouve des suppliques, appointements, réceptions d'officiers, arrêts permettant d'assigner, renvois de procès à être instruits par écrit,

¹ A. N., Z^{1a} 888.

déclarations de dépens, mais très peu d'arrêts définitifs. En 1773, tout continua pareillement ; quand il fallait arriver à un règlement définitif, le P. G. concluait presque toujours à la confirmation. Avec le temps, cependant, il s'enhardit. En 1774, nous le voyons, le 16 mai, dans une affaire de répartition de tailles, à Albigny, conclure que les uns paieront, les autres seront remboursés, avec le plus grand détail dans les chiffres ; le 30 juin, requérir et obtenir un arrêt interprétatif d'un arrêt antérieur avec une parfaite précision. Un des derniers arrêts fut rendu, sans l'intervention apparente des gens du Roi — ce qui est difficile à admettre — pour débouter un bourgeois de Lyon se plaignant d'une imposition de tailles.

On a ainsi l'impression que, prudemment, la Cour et le Parquet firent leur éducation avant de montrer la même activité qu'en matière civile. L'édit de suppression vint les empêcher de donner leur mesure. Ils avaient cependant eu l'occasion de régler quelques questions, dont ils avaient directement à connaître comme Magistrats suprêmes en matière d'impositions royales. A propos d'un appel d'une sentence de l'Election de Roanne¹, relative à une affaire de tailles, le Substitut Jolyclerc, s'appuyant sur une déclaration royale du 7 février 1762, un édit de 1634 et « le commentaire de M^e Henrys², Avocat du Roi au Bailliage de Montbrison, auteur profond et sage, toujours consulté pour les usages de ces provinces et contemporain à peu près de cet édit », constata avec regret que « par un abus très préjudiciable, suite du système peu réfléchi de la personnalité absolue de la taille, l'usage s'était introduit d'imposer les fermiers dans le lieu de leur domicile » et conclut à rappeler un article de la déclaration de 1768, en ordonner l'exécution et faire imprimer l'arrêt, ce qui fut ordonné. Dans ce cas, la Cour se bornait à rappeler un texte existant et à en ordonner l'application stricte. Dans le cas

¹ Arrêt du C. S., 16 janvier 1772 (B. M., 125408).

² Il s'agit de Claude Henrys (1615-1662) dont les œuvres étaient encore réimprimées en 1708, 1738, 1772.

suivant¹, elle se permit d'en interpréter et compléter un : le P. G., reprenant des Lettres Patentes d'avril 1772, concernant la régie des cuirs, dit qu' « il croit nécessaire de lever plusieurs difficultés dont elles semblent susceptibles » et les indiqua avec précision. La Cour fit alors un règlement montrant un très grand sens pratique des détails, donnant un délai pour le dépôt de la marque, précisant les formalités de ce dépôt et les mentions nécessaires pour éviter toute confusion, distinguant les accidents et les fraudes, indiquant des mesures transitoires judicieuses et libérales. Il n'en est pas moins vrai qu'au bout de deux ans un règlement royal, dûment promulgué et enregistré, était modifié et complété par une Cour de province.

Enfin, le C. S. légiféra en matière financière *proprio motu*. Le 11 janvier 1774², le jour même où l'on venait de rendre l'arrêt précédent, le P. G. exposa que, «... chargé de veiller à la sûreté publique et de vous dénoncer les abus qui s'introduisent contre l'intérêt de vos justiciables, il ne saurait vous laisser ignorer qu'il a reçu des plaintes sur ce que plusieurs Contrôleurs de greniers à sel, et notamment de ceux établis dans le Mâconnais, négligent tellement leurs fonctions que la plupart d'entre eux ne résident point dans les lieux où sont établis lesdits greniers... », ce qui favorise les abus des subalternes dont la victime est « le peuple ». Il proposa donc un règlement minutieux et très heureux sur la résidence, la présence aux opérations, la tenue des registres, des pièces à envoyer et de la comptabilité, le mesurage correct, — règlement dont l'application sera garantie par les visites et vérifications des substituts du P. G. La Cour s'honora en ordonnant l'application de ce règlement prudent et humain. Il ne parut cependant pas suffisant et, le 30 juin³, le P. G. exposa que « des changements survenus dans la régie en cette partie et

¹ Arrêt du C. S... (B. M. 117626 ; A. N., X^{1b} 9768, 8/11 janvier 1774).

² Arrêt du C. S... (B. M., 118425 ; A. N., Z^{1a} 888).

³ Arrêt du C. S... (B. M., 112276).

des motifs d'ordre public qui sont venus à la connaissance du P. G. depuis la publication de cet arrêt en exigeant une interprétation pour qu'il ne subsiste aucun prétexte de se soustraire à ce qu'il prescrit ». Un nouveau règlement reprit donc ces prescriptions en les résumant et les numérotant, et enjoignit aux substituts du P. G. « de veiller à l'exécution du nouveau règlement et de faire inspecter par des visites et vérifications fréquentes les Receveurs de Gabelles... »

II

C'est sans doute à ce rôle de juridiction financière qu'on peut rattacher un certain nombre d'enregistrements et homologations, ainsi que nous en avons rattaché d'autres à la juridiction civile. Le terrain était particulièrement glissant : heureusement, le C. S. n'eut presque jamais à connaître de questions intéressant directement le Trésor royal. Mais ici plus nettement que partout ailleurs il montra son intention de réglementer et de surveiller l'application de ses règlements : la docilité des Etats du Mâconnais s'accommoda de ses prétentions ; le Consulat regimba et eut le dernier mot. Le C. S. n'eut qu'une fois l'occasion de faire quelques réserves en face de la fiscalité royale, et il le fit avec une prudence qui équivalait presque à la plus parfaite soumission. En novembre 1771¹, le Roi donna un édit « portant prorogation des deux vingtièmes et de différents autres droits, et établissant deux nouveaux sous par livre en sus sur les droits des fermes et autres ». Le 7 décembre, le Parlement de Paris fit des remontrances² ; le Roi répondit, le 8, d'une façon très aimable, accordant une demande relative à une exemption de droits pour certains objets consommés à Paris. Le 12, itératives remontrances ;

¹ Edit du Roi... (B. M., 124038).

² Flamme³mont, *Remontrances du Parlement de Paris au XVIII^e siècle...*, III, p. 222-231.

le 13, réponse encore assez aimable et lettres de jussion ; le 14, enregistrement « du très exprès commandement de Sa Majesté » en rappelant les remontrances, les réponses et les concessions faites aux Parisiens. Tout cela sent la comédie montée entre le Gouvernement et le nouveau Parlement qu'on craignait de déconsidérer davantage par une excessive complaisance de sa part. Quelque lourdes que fussent ces charges, le C. S. enregistra dès le 20, croyant avoir assez fait en rappelant les réserves du Parlement de Paris, qui ne concernaient que les Parisiens ! Je suis porté à croire que c'est à ce fait précis que pense le pamphlétaire¹ quand il écrit du C. S. de Lyon, à la date du 8 janvier 1772, qu'il « est obligé d'enregistrer aveuglément tout ce qui émane du Parlement de Paris ».

Mais, quand il s'agit de particuliers ou de corps locaux, le C. S. se rattrapa. Un curé, absolument en règle, demanda² un jour homologation d'une ordonnance de son Evêque autorisant un emprunt de 5.700 l. pour reconstruire le clocher de son église. Le P. G. accepta, en précisant la part des dîmes hypothécable et le prélèvement annuel de 100 l. pour remboursement de dix en dix ans, « de tout quoi il sera justifié au P. G. ». Et le Conseil de le suivre, en modifiant seulement le chiffre et l'époque des remboursements. Une autre fois³, c'est un semblable contrôle qu'on institua sur la perception et l'emploi d'un octroi concédé à l'Hôpital de Mâcon.

En matière financière, la Cour avait dans son ressort un corps sur lequel elle pouvait exercer sa surveillance : ce sont ces tranquilles Etats du Mâconnais dont l'histoire financière, facile à écrire avec les documents de Mâcon et de Paris, formerait une utile contribution à l'étude de la fiscalité royale au XVIII^e siècle. Naturellement dociles, conduits par l'Evêque

¹ *Journal Historique...*, II., p. 336. On peut signaler aussi en 1774 une correspondance du P. G. avec la Chancellerie au sujet de l'édit, tout fiscal, pour la confirmation des anoblis (A. N., V¹ 626).

² A. N., X^{1b} 9768, 22/26 mars 1774.

³ A. N., X^{1b} 9765, 26 mars 1772.

Moreau, dont nous avons vu les dispositions favorables au C. S., ils acceptèrent volontiers la tutelle de cette Cour, évitant ainsi l'occasion d'un de ces conflits fréquents entre Cour Souveraine et Etats provinciaux dont l'histoire du Languedoc n'est pas avare. Le 17 mars 1772¹, les Etats du Mâconnais firent homologuer une délibération relative au mode de recouvrement des tailles. En août 1772², ils exposèrent une question compliquée : un arrangement avec le Roi, d'avril 1771, dûment enregistré et homologué³, qui aboutissait à une imposition de 80.000 l. sur tous les habitants sans exception, avait soulevé l'opposition du clergé et de la noblesse ; les Etats, « pour le bien de la Province, la paix et la tranquillité des habitants », avaient adressé des représentations au Roi qui avaient abouti à un autre arrangement, les 80.000 l. devant être fournies par un droit sur le vin et sur le sel et par la perception de 40.000 l. sur tous les habitants taillables. Le C. S. accepta cette combinaison favorable aux privilégiés, mais, suivant le Ministère public, rappela certaines obligations des percepteurs des nouveaux droits et surtout « que les contestations qui pourraient survenir sur l'exécution dudit arrêt seront portées en première instance devant les Officiers de l'Election réunie au Bailliage de Mâcon, sauf l'appel en la Cour ». A peu près au même moment⁴, les mêmes Etats, ayant obtenu un arrêt du Conseil d'Etat et des Lettres Patentes autorisant un emprunt de 300.000 l., destiné à rembourser les offices de l'Election supprimés⁵, et une imposition de 20.000 l. pour le remboursement en quinze ans, en demandèrent respectueusement l'homologation au C. S. qui, suivant son P. G., ajouta cette clause, pour le moins peu aimable : «... Comme encore à la charge que la nouvelle imposition de 20.000 l. sur

¹ A. N., X^{1b} 9765, 26 mars 1772.

² A. N., X^{1b} 9766.

³ Enregistré à la Chambre des Comptes de Dijon et homologué au Parlement de Paris, ce qui est curieux, vu la date.

⁴ A. N., X^{1b} 9760 et 9766, 22 août 1772.

⁵ Arch. dép. Saône-et-Loire, C. 493.

tous les habitants taillables du Mâconnais cessera sitôt après l'expiration des quinze années, etc... »

Mais le jour où le C. S. heurta un corps jaloux de ses droits et connaissant les moyens de se gagner la faveur gouvernementale, il dut reculer : ce fut à l'occasion de l'octroi de Lyon et de la querelle que la Cour eût avec le Consulat et que nous avons déjà racontée¹. Il suffit de voir ici, connaissant ses conséquences, l'action précise du C. S. L'affaire eut pour point de départ la résiliation du bail Brauchot, fermier des octrois². L'Assemblée des Notables décida, le 9 avril 1772, la mise en régie. Tout de suite on prévint des difficultés, car le Consulat décida de demander en même temps au Roi d' « ordonner qu'aucun bourgeois de Lyon ne soit exempté desdits droits d'octroi au détail pour la vente de leur vin que pour les mêmes cas et sous les mêmes conditions que les vrais bourgeois sont exemptés des droits d'aides, avec obligation auxdits bourgeois de s'assujettir aux mêmes déclarations et aux mêmes formalités que celles qu'ils remplissent ou qu'ils doivent remplir pour les droits d'aides ... » On visait un abus jusque-là toléré par lequel les bourgeois de Lyon, qui pouvaient vendre à leur domicile leurs vins en franchise, jouissaient de la même franchise hors de leur domicile, certains, dira le Consulat³, ayant « jusqu'à huit et dix cabarets hors domicile ». C'était d'ailleurs une vieille question, remontant au moins à un arrêt du Conseil de 1634 et qui continuera jusqu'au bout, car il y a encore un arrêt à ce sujet en 1780 et une brochure en 1790⁴. Un arrêt du Conseil d'Etat du 12 mai⁵ et des Lettres Patentes du 27 donnèrent toute satisfaction au Consulat. Sur conclusions du P. G., ils furent enregistrés par le C. S. le 19 juin (Charrier présidait et non de Flesselles), avec cette double et

¹ Cf. *supra*, p. 166 et seq.

² A. M., BB. 340, 15 avril 1772.

³ A. M., AA. 131 f° 288.

⁴ B. M., 111794, 111814, 111818.

⁵ *Ibid.*, 125422. A. N., Xth 9766.

grave addition : « ... Sauf les privilèges et exemptions, dont les bourgeois de la ville de Lyon ont joui et ont dû jouir, comme aussi à la charge que la reddition et la vérification du produit des octrois de ladite ville, ainsi que l'examen de l'emploi des deniers qui en proviendront, ensemble des deniers communs et des revenus patrimoniaux d'icelle, seront faits en la forme de l'édit du mois d'août 1764, en tout ce qui n'y a pas été dérogé par autres édits, déclarations et Lettres Patentes dûment enregistrés, ordonne en outre qu'à l'avenir il sera procédé et statué au C. S. sur tous les objets attribués par ledit édit du mois d'août 1764 soit à la Cour des Aides, soit au Parlement de Paris. » Dans cette affaire, qui est également importante pour l'histoire du C. S. et celle — à faire — des finances lyonnaises, il est extrêmement difficile de démêler la véritable pensée du Gouvernement, du Consulat et de la Cour. S'il faut en croire le Consulat¹, les Magistrats — on raya le mot après coup — étaient poussés « par un intérêt personnel » ; fort adroitement il insista sur la première addition, alors que la seconde lui tenait vraisemblablement beaucoup plus à cœur, comme il finit par le laisser entendre². Je crois en effet qu'il est, à la rigueur, possible que quelques Magistrats possesseurs de vignobles³ aient cru leur intérêt lésé, — plus volontiers, que, par un trait permanent de l'esprit lyonnais, ils aient vu d'un mauvais œil une innovation qui risquait par quelque côté d'atteindre, de par l'autorité centrale, le groupe local dont ils faisaient partie, ou, peut-être — ce qui serait bien intéressant, mais reste à démontrer — qu'ils aient cherché la faveur de la bourgeoisie. Mais je crois que ce qui leur importait le plus, c'est le contrôle qu'ils établissaient sur les finances municipales, indirectement, car je vois dans l'avant-dernière phrase une défense des droits de l'Assemblée des Notables, cauchemar

¹ A. M., AA. 132, f° 287.

² *Ibid.*, f° 288.

³ C'était par exemple le cas de Mayeuvre de Champvieux, cf. mon article dans la *Revue d'Histoire de Lyon*, janv.-févr. 1913.

du Consulat et citadelle à conquérir par la Cour comme jadis par la Sénéchaussée, et directement, par l'affirmation de la compétence pour les affaires, immanquablement nombreuses, que la régie allait provoquer. On sait quelle vigueur le Consulat mit à défendre ses droits, et qu'il l'emporta. Le Roi donna, en effet, le 17 septembre, des Lettres Patentes¹ qui exposaient les griefs du Consulat touchant le premier point et admettaient son interprétation de la réserve faite par le C. S. : «... il semblerait résulter de cette réserve que le C. S. de Lyon aurait entendu que la franchise des bourgeois pour les droits d'octrois ne se bornait pas aux cas seulement où ils doivent jouir de celle de ceux d'aides, mais qu'elle devait avoir la même étendue et le même objet comme auparavant nosdits arrêts et Lettres Patentes, ce qui serait absolument contraire à nos intentions... » Elles reconnaissaient que les bourgeois s'en autorisaient pour refuser la déclaration et l'acquiescement des droits « en sorte que, s'il n'y est pas promptement pourvu, la ville de Lyon perdra l'avantage que nous avons entendu lui procurer ». Les documents précédents étaient donc confirmés « sans avoir égard à l'arrêt de notre C. S. du 19 juin ». On peut se demander si le Gouvernement était d'une bonne foi parfaitement naïve et si, en donnant satisfaction aux réclamations lyonnaises sur ce point qui ne l'intéressait que médiocrement, il ne voulait pas feindre d'ignorer la question du contrôle qui pouvait un jour lui être utile. Peut-être au reste ne vit-il pas si avant et suivit-il les inspirations, intéressées, de quelques commis pensionnés par le Consulat. En tout cas le P. G. fut au moins aussi habile et feignit à son tour d'être de l'avis du Roi. En communiquant les Lettres Patentes du 17 septembre et les « Lettres closes pour leur enregistrement », il prononça ces paroles que je suis bien obligé, vu la rareté de semblables documents polémiques, de citer presque en entier : « La Cour aura lieu de s'étonner sans doute de ce que les Prévôt

¹ B. M., 125423 et A. N., Xth 9766, 20 novembre 1772.

des Marchands et Echevins de cette ville ont prétendu équivoquer sur l'une des modifications de l'arrêt d'enregistrement des précédentes L. P. du 27 mai dernier, relatives au même objet, et qu'à la faveur de cette équivoque supposée ils aient porté des plaintes au Roi contre l'attention des Magistrats à maintenir autant qu'il est en eux les privilèges, franchises et exemptions des bourgeois de Lyon¹. La Cour ne peut avoir été que faussement inculpée devant S. M. d'avoir entendu perpétuer un abus condamnable... La réserve faite dans son arrêt d'enregistrement... n'a porté évidemment que sur les privilèges de la bourgeoisie et non sur la continuation d'un abus qu'on ne saurait confondre avec aucun privilège existant. Il résulte de ces observations que les L. P. du 17 septembre... que le P. G. met sous les yeux de la Cour ne contiennent dans leur dispositif rien autre qu'une interprétation confirmative du susdit arrêt d'enregistrement de celles du 27 mai ; conséquemment tout concourt à faciliter l'enregistrement des nouvelles L. P..., sans néanmoins que la Cour puisse se départir de la clause tendant à la conservation des privilèges et exemptions des bourgeois de cette ville. Pourquoi requiert le P. G. qu'il plaise à la Cour, vu les L. P. du 17 septembre dernier..., ordonner qu'elles seront registrées... et que S. M. sera très humblement suppliée de conserver les bourgeois de la ville de Lyon dans l'intégrité des privilèges, franchises et exemptions qu'elle a daigné leur accorder et dont ils ont joui jusqu'à ce jour, sans que dans cette dénomination générale puisse être comprise aucune exemption abusive et exorbitante du droit commun... » Je renonce à supputer dans quelle mesure le Ministère public exposait sa pensée exacte et complète. Ce qu'il y a de sûr, — et ce qu'on reconnaîtra si l'on veut bien

¹ C'est là un aveu extrêmement précieux : il explique pour une part le succès du C. S. à Lyon, il ouvre un jour sur son esprit local et montre combien ce prétendu instrument de centralisation et de despotisme ministériel est, comme tous les Corps de l'Ancien Régime, défenseur des privilèges de sa ville ou de sa province et de sa classe.

comparer de près les deux textes, — c'est que la Cour, présidée cette fois par de Flesselles lui-même, fut loin de suivre son P. G. : elle ne joua aucune comédie, ne montra pas de satisfaction apparente, ni de déférence exagérée aux ordres du Roi; elle ne cacha pas qu'elle tenait au moins autant à la deuxième réserve, future machine de guerre, qu'à celle qu'on avait attaquée et qu'elle n'abandonnait que provisoirement. « Registrées, dit-elle, de l'exprès commandement de S. M., ouï et ce requérant le P. G. du Roi,... à la charge que l'arrêt d'enregistrement des L. P. du 27 mai, en date du 17 juin suivant, sera au surplus exécuté en ce qui n'y est pas dérogé par les présentes Lettres; et sera S. M. très humblement suppliée de rétablir dans leur entier les franchises et exemptions dont ont joui les bourgeois de Lyon, dès que les circonstances pourront le permettre. »

C'était une fière retraite dont le Consulat n'eut pas lieu de se réjouir longtemps, car une seconde affaire financière allait le mettre aux prises avec le C. S., et cette fois évidemment à son désavantage. La mise en régie des octrois n'était qu'un palliatif provisoire ou plutôt la première mesure de tout un plan de réorganisation financière; celui-ci parut dans des « Lettres Patentes en forme d'édit, concernant la ville de Lyon ¹ » de novembre 1772, capitales pour qui se chargera de l'histoire fiscale, et qui devaient donner lieu jusqu'à la Révolution à des retouches et contestations ². Cet édit émunérât un certain nombre de recettes directes ou indirectes, parmi lesquelles un emprunt de 5 millions de livres, des dépenses obligatoires et d'autres extraordinaires, et était complété par troiis états de sommes payées à différents particuliers extrêmement suggestifs. Peut-être parce qu'il consacrait l'abandon de taxes royales, ce document, contrairement aux précédents, fut soumis au Parlement de Paris qui, après mûre réflexion,

¹ B. M., 111822.

² On peut consulter B. M., 322768 à 322794.

ne l'enregistra que le 9 février 1773 « sans approbation d'aucun arrêt du Conseil, énoncé ès dites Lettres, qui ne serait revêtu de L. P. dûment enregistrées en la Cour, à la charge que les Prévôt des Marchands et Echevins de la ville de Lyon justifieront à la Cour de l'emploi des 5 millions empruntés... et qu'en outre les états de recette et de dépense de leur administration seront envoyés chaque année en la Cour, conformément à l'arrêt d'enregistrement des L. P. de 1767, dans lesquels états sera fait mention du montant des deniers existant dans la caisse d'amortissement, auxquelles dispositions lesdits P. des M. et Ech. seront tenus, en leur propre et privé nom, de se conformer ». Beaucoup plus que le Consulat, qui était si peu dérangé par un contrôle lointain que je le soupçonne, vu le zèle qu'il mit à défendre le Parlement ¹, de l'avoir lui-même provoqué, le nouveau Parlement de Paris, digne héritier de l'ancien, visait le C. S. de Lyon, tenant pour non-venu ce qui n'avait été enregistré que par cette Cour et prétendant, sans apparence de droit ni de raison, substituer son autorité à la sienne. Il est infiniment regrettable que nous n'ayons pas le discours de l'Avocat Général qui scandalisa tant le Consulat et qui devait vraisemblablement renfermer une critique dénuée de bienveillance de la gestion échevinale. Tout ce que nous savons, c'est qu'après avoir attendu longtemps les Lettres Patentes ², la Cour, les ayant reçues le 14 avril au soir (sans que je puisse m'expliquer complètement ce délai), les enregistra dès le 20, « sans approbation néanmoins des clauses de l'arrêt d'enregistrement du Parlement de Paris relatives à l'obligation imposée aux P. des M., etc., de justifier à la Cour de Parlement de l'emploi des 5 millions empruntés et d'y envoyer chaque année les états de recette et dépense de leur administration, comme étant lesdites clauses contraires à la compétence du C. S. fixée par son édit de création..., ordonne que les mémoires qui ont été remis entre les mains des Gens du Roi

¹ A. M., AA., 132, f^o 28.

² *Ib.*, f^{os} 24 et 26.

seront déposés au Greffe du C. S. pour être sur iceux pris tel parti qu'il appartiendra.» C'était un arrêt admirablement habile, car non seulement il paraît, en s'abritant derrière l'autorité royale, le coup porté par le Parlement, mais encore, en évitant de la mettre en discussion, il profitait de l'affirmation du droit d'inspection sur les finances municipales — ce que le Consulat comprit vite ¹ ; — de plus, il menaçait celui-ci d'une enquête générale et peut-être publique sur sa gestion financière. On comprend la colère des Echevins ; mais cette fois la royauté ne pouvait pas, pour leur faire plaisir, favoriser le Parlement de Paris, dont elle se méfiait après tout plus que du C. S. de Lyon, et ne se souciait pas beaucoup des démêlés de la Cour et du Consulat. Celui-ci le comprit et, après une dernière tentative découragée ², se résigna. Peut-être y eut-il négociation avec le C. S., ou médiocre envie de celui-ci de trop gêner certains personnages qui comptaient des parents parmi ses membres, ou pression gouvernementale, toujours est-il que la question des mémoires fut enterrée.

Mais, en dernière analyse, grâce à deux très habiles manœuvres, le C. S. avait affirmé son droit de contrôle sur les finances municipales. C'est là un point très important dans l'histoire du droit public ; il aurait pu l'être également — et de la façon la plus heureuse — dans celle des finances lyonnaises, si d'abord l'universelle confusion, puis la disparition prématurée du jeune Tribunal n'avaient empêché ce contrôle si nécessaire, qu'il était peut-être le seul à pouvoir tenter utilement.

III

Nous avons déjà vu souvent, nous verrons encore, cette tendance du C. S. non seulement à refaire ce qu'il avait pour mission de juger, mais encore à poser, à propos d'une affaire,

¹ A. M., AA. 132, f^o 28.

² *Ibid.*, f^o 32.

ou même sans ce prétexte, une règle générale sanctionnée parfois par des pénalités. Tranchons le mot : le C. S. avait le pouvoir réglementaire. Nous touchons ici à une des questions les plus importantes, et aussi les plus neuves, que soulève cette étude dans le domaine du droit public. Un fait la domine : le C. S., sans s'appuyer sur aucun texte, exerçait et croyait avoir le droit d'exercer le pouvoir réglementaire ; et personne, ni autorité, ni corps constitué, ni individu, ne le lui disputa jamais : on disputa seulement sur les limites.

On peut se demander quelle est la nature de ce droit. Le C. S. se considérait-il comme l'héritier ou l'égal du Parlement, dont le pouvoir réglementaire, sans qu'on en connût pareillement le fondement juridique, ne faisait de doute pour personne ? C'est vraisemblablement ainsi qu'il envisageait cette partie de son activité : il avait dans son ressort, sauf quelques réserves, les attributions juridiques d'un Parlement ; il avait comme lui le droit d'enregistrement : j'ai examiné de nombreux textes de toute espèce datés de 1771 à 1774¹, je suis hors d'état de dire pourquoi certains d'entre eux sont envoyés d'abord au Parlement de Paris, d'autres directement au C. S., pourquoi certains d'entre eux, qu'il n'aura jamais à appliquer, lui sont envoyés, et d'autres, tout semblables, ne le sont pas, d'aucuns ayant le visa de l'Intendant, d'autres n'ayant rien ; ce qu'il y a de certain, c'est que le C. S. enregistre tout, une « déclaration concernant les bénéfices à charge d'âmes de l'ordre de Saint-Augustin² » du 22 août 1770, que le Parlement a enregistrée le 9 août 1771 et qu'après réflexion on lui a envoyée en décembre 1772, comme trois conventions internationales³ relatives à l'abolition du droit d'aubaine, — à peu près toujours, conformément à son édit de création, purement et simplement, même quand le Parlement a fait des réserves, sauf les cas que

¹ Outre les fonds des A. N. cités, on peut consulter B. M., 124015 à 124250 et, pour des affaires touchant à la religion, 123767 à 124014.

² B. M., 123828.

³ A. N., Xth 9768, 12/13 juillet 1774.

j'indique et qui sont en majeure partie relatifs à des affaires lyonnaises. Le droit d'enregistrement entraînait-il dans l'esprit du C. S. le pouvoir réglementaire ? C'est possible. Un juriste moderne irait plus loin et rapprocherait ces règlements dus à l'autorité judiciaire de l'édit du prêteur : ce serait une sorte de programme indiquant par avance les solutions que le Juge donnera dans certains cas insuffisamment prévus par les lois. On pourrait trouver d'autres fondements rationnels ; historiquement ils courraient grand risque d'être faux : les membres du C. S. légiféraient parce que les modèles qu'ils imitaient volontairement ou inconsciemment légiféraient et qu'au reste toutes les autorités légiféraient autour d'eux.

Cette simple indication amène de suite une seconde question : quelles étaient les limites de ce pouvoir réglementaire ? La réponse, théoriquement, est simple : il n'y en avait pas, ce qui se conçoit, étant donné la nature en quelque sorte coutumière de ce pouvoir. En fait, il y avait celles qu'était capable d'opposer telle autorité voisine. L'Ancien Régime a connu lui aussi une « balance des pouvoirs » ou, plus exactement, des pouvoirs se contre-buttant à la façon de la voûte et de l'arc-boutant, mais d'une voûte et d'un arc dont les poussées, si l'on peut dire, variaient en chaque moment. Ici, quatre pouvoirs étaient en mesure de limiter celui du C. S. : le Pouvoir royal, le Parlement de Paris, l'Intendant, le Consulat. Le second, diminué par le coup d'État Maupeou, Parlement sans pouvoir et sans autorité, ne pouvait rien faire de sérieux, et c'est dommage, car, par ce que nous avons vu dans le domaine juridique¹ et dans l'affaire de l'emprunt de 5 millions², nous attendions ici un des plus beaux parmi les conflits que nous prodigua l'Ancien Régime. Le troisième — et ce fut une grande chance pour le C. S. de Lyon — n'était pas à craindre³, puisque dans

¹ Cf. *supra*, p. 221 et 245.

² Cf. *supra*, p. 281.

³ Un conflit aurait pu éclater dans l'affaire des tireurs d'or ; Flesselles l'évita sagement.

la personne de M. de Flesselles, les deux pouvoirs avaient partie liée : en dépit de nos idées de théoriciens modernes, on ne saurait trop admirer l'opportunisme prévoyant de ces Ministres, qui, soit pour renforcer le Pouvoir central dans les pays où le particularisme pouvait être tenace (Franche-Comté, Dombes, Roussillon, etc...), soit pour éviter les conflits lors de la création d'un organisme nouveau, réunissaient dans la même personne la plus haute autorité judiciaire et administrative. Ce qu'il fallut de tact à Flesselles, on le devine ; en l'absence de sa correspondance et de ses papiers personnels¹, on ne saura jamais à quelles précautions il fut tenu, à quelle diplomatie obligé en face de ses collègues, qui, en leur qualité de Magistrats se croyant souverains dans « la seconde ville du royaume », devaient voir avec méfiance tout ce qui venait de Paris et du Pouvoir central.

Ce fut peut-être un bonheur pour le nouveau Tribunal que le Consulat se soit dès l'abord ligué contre lui ; et ici encore, par la faute de l'égoïsme étroit de l'Échevinage, nous avons sans doute à regretter l'absence d'un beau conflit, auquel la Royauté ne paraît pas avoir pensé un instant, entre elle d'une part et, de l'autre, le Consulat et le C. S. unis, représentant toute la haute bourgeoisie de Lyon, commerce et robe alliés. Mais l'un ne pensa qu'à contrôler l'autre, celui-ci à cabaler contre le premier, et la Royauté, avec son indécision habituelle, qui était, sans le savoir, une suprême habileté, hésita de l'un à l'autre, avec une paradoxale, mais inconstante, préférence pour le Consulat. Ce fut, en effet, la Royauté seule qui vint limiter le pouvoir réglementaire que le C. S. sut défendre contre toute autre attaque. Elle le fit non pas au nom d'une doctrine, car elle ne protesta jamais contre le principe de ce pouvoir², ni toujours, ni même souvent, ni, semble-t-il, d'elle-même : les seuls

¹ Ses papiers séquestrés (A. N., T. 740) ne contiennent rien pour cette période.

² Maupeou écrivit lui-même le 9 janvier 1772, au Présidial de Riom une phrase parfaitement nette à ce sujet (cf. Everat, *op. cit.*, p. 226).

exemples nets, et d'ailleurs, ce qui est étrange, contemporains l'un de l'autre, que nous ayons de cet arrêt imposé, dans l'affaire des Octrois et des Communautés d'arts et métiers, laissent toujours voir une intervention consulaire. C'est ici un des deux points délicats de cette étude : de même que nous nous sommes demandé quels furent à l'égard du C. S. les sentiments de ses justiciables, il faudrait se demander quels furent ceux de la Royauté qui l'avait créé, question aussi insoluble que la première.

Le C. S. usa donc de son pouvoir réglementaire dans tous les sens, sans limitation précise, ni même fréquente, sans autre fondement — en fait — que l'exemple général. Tout le monde réglementait : non seulement le Roi et ses Ministres, mais les États, les Intendants, les Parlements, les Cours inférieures souvent¹, les Cours et Administrations financières toujours, les Autorités municipales de Lyon comme les plus infimes Communautés d'habitants, le Primat des Gaules, comme les Maîtres-Gardes de la Grande Fabrique. Au reste, il ne faudrait pas trop nous en scandaliser : on étonnerait beaucoup de Français en leur disant par le fait de combien d'autorités diverses, et souvent infimes, s'enrichit journellement ce qu'on a appelé la « législation secondaire ». C'est là une nécessité : les lois enserrent la vie de la nation, mais à la façon d'un cadre ; les règlements viennent tracer l'esquisse ou au moins le contour du dessin. Combien cette réglementation était encore plus inévitable avec les lois d'Ancien Régime qui formaient des cadres multiples, incomplets, imprécis et, si l'on peut dire, polymorphes ! Toute autorité ne pouvait pas ne pas légiférer et — ce sera notre conclusion — le C. S. obéit, en suivant l'exemple général, moins à un esprit d'entreprise ou à une ambitieuse imitation des Parlements qu'à la nécessité ; tout au plus pourra-t-on dire qu'il ne garda pas toujours l'exacte mesure.

¹ Cf. de bons exemples, in Everat, *la Sénéchaussée d'Auvergne*, p. 37.

IV

Cette activité réglementaire, il eut une occasion toute naturelle de l'exercer à propos des Prisons, celles-ci ne faisant pas l'objet d'une administration générale, mais étant liées à la Justice du lieu. C'est ainsi qu'avait paru en juin 1766 une « Ordonnance pour la police des Prisons royales de Lyon¹ » en seize articles, signée de Pupil de Myons, « Premier Président, etc..., et Juge de Police à l'intérieur des Prisons de cette ville ». Le C. S. ne voulut pas demeurer en reste et publia le 3 août 1771 un « Arrêt... portant règlement pour les Prisons » en vingt-sept articles. Il était sage et, pour l'époque, humain : il fixait l'horaire de l'ouverture et de la fermeture des « chambres et cachots clairs », 6 ou 7 heures du matin et du soir, de la messe et de la prière du soir obligatoires et quotidiennes ; il donnait les règles de la discipline pour les prisonniers et plus encore pour les geôliers, qui devaient mettre ensemble « les prisonniers d'honnête condition » et ne pas recevoir d'argent pour faire changer de chambre autrement qu'à l'ancienneté, séparer des hommes les femmes et filles et ne laisser entrer comme visiteuses que les parentes immédiates, ne pas « laisser vaguer hors des prisons » les constitués prisonniers et mettre au secret les gens arrêtés pour crime, étant défendu « de battre ou maltraiter les prisonniers, de leur laisser prendre du vin ou de l'eau-de-vie par excès,... et de leur vendre aucune marchandise ou denrée qu'elle ne soit des poids, mesure et qualité requis par les Ordonnances de police », tandis que les anciens prisonniers ne doivent pas rançonner les nouveaux et doivent « dénoncer ceux de leur chambre ou cachot qui auront juré le saint nom de Dieu, ou commis quelque violence ; » il posait enfin des règles pouvant

¹ Arch. dép. Rhône, C. 6.

² B. M., 125403.

servir de sauvegarde à la liberté individuelle et mettant de l'ordre dans l'administration : « ... fait très expresses... défenses à tous geôliers ou guichetiers de recevoir aucun prisonnier, même sous le titre de recommandé, sans un jugement, ordre par écrit et signé, ou procès-verbal dressé par celui qui le constituera prisonnier, lequel contiendra les motifs de l'emprisonnement ; duquel ordre ou procès-verbal copie sera laissée au geôlier, signée par celui qui constituera le prisonnier, et mention sera faite sur le registre-journal..., à peine d'être poursuivi extraordinairement » ; suivaient des prescriptions sur les registres d'écrou, l'état journalier à envoyer au Premier Président et au P. G., etc... L'observation de ces prescriptions, qui devaient donner à la Cour la haute main sur les Prisons, était assurée par les visites des Conseillers-Commissaires accompagnés par le Substitut du P. G.

Il y avait là matière à conflit avec la Sénéchaussée ; celle-ci continuait¹, en effet, à s'occuper des prisonniers dont le procès se poursuivait devant elle. Mais le départ était difficile à faire entre les deux Cours, les prisonniers étant dans les mêmes bâtiments et le C. S. prétendant affirmer sa suprématie. Aussi, tandis que nous voyons, en 1772 et 1773, par exemple, la Sénéchaussée dresser maints procès-verbaux d'évasions et de visites, le C. S. songe à arrêter ce qu'il considère comme des empiètements : il s'est élevé des doutes, exposa² fort clairement en vacations, le 28 septembre 1773, le Substitut Jolyclerc, pour savoir si « en cas de prévarications ou délits commis dans les Prisons de la Conciergerie du Palais soit par les geôliers, guichetiers, prisonniers ou autres personnes, la poursuite en devait être faite par-devant les Officiers de la Sénéchaussée à la requête du Substitut du P. G. du Roi sauf l'appel en la Cour ; ou si cette poursuite était de la compétence immédiate de la Cour ; comme encore sur le point de savoir si la police de

¹ Arch. dép. du Rhône. Sénéchaussée. Ordre Public 1772-1774.

² A. N., ⁷X^{1b} 9767.

l'intérieur desdites Prisons... appartient immédiatement à la Cour pour être exercée par les Commissaires de la Cour visiteurs des Prisons et le P. G. de S. M. ou ses Substituts ; ou si, au contraire, cette police intérieure demeure comme ci-devant au Lieutenant Général en la Sénéchaussée de Lyon ». A cette question nettement posée, la réponse est nette : considérant que l'attribution au C. S. du Palais emporte celle des Prisons, que le C. S. a commis un geôlier et reçu son serment, qu'il nomme chaque mois des Commissaires visiteurs, Jolyclerc demande un arrêt précis donnant pour la durée des présentes vacations la connaissance exclusive des délits et de la police au C. S., avec défense aux Officiers de la Sénéchaussée de s'en occuper « leur demeurant néanmoins permis de statuer ce qu'ils aviseront bon être en ce qui concernera les prisonniers qui se trouveraient détenus en vertu de leurs décrets ou jugements... sauf l'appel à la Cour s'il y échoit ». Le même jour, il y eut un arrêt conforme. Cependant, à ma connaissance, le conflit en resta là, soit que la Sénéchaussée ait été moins combattive, soit que la Cour, comme il arriva maintes fois, n'ait passuivi l'ardeur de son jeune Substitut, car je n'ai pas retrouvé confirmation de cet arrêt après la rentrée, comme cela aurait dû régulièrement se faire ¹.

Le règlement d'août 1771 avait déjà été complété en janvier 1772² d'une façon curieuse. Le P. G., fort sagement, avait demandé avis aux Substituts et Procureurs fiscaux pour la fixation des sommes destinées aux aliments des prisonniers, notamment de ceux détenus pour dettes. N'ayant pas reçu toutes les réponses — ce qui trahit des habitudes de négligence invétérées — le P. G. se décida à requérir seulement pour Lyon, « en observant qu'attendu la plus-value considérable que les denrées de consommation nécessaire ont acquise dans les trois dernières années, la somme de 9 l. 6 s. par mois

¹ Il y eut aussi, et bien entendu, des plaintes du Consulat sur l'ingérence abusive et l'indulgence des Conseillers-Commissaires (A. M., BB. 363).

² A. N., X^{1b} 9765, 24/29 janvier 1772.

est insuffisante... en proportion de l'augmentation des denrées, dont le prix s'est accru d'un tiers environ ». Aucun prisonnier pour dettes ne sera reçu qu'il ne soit consigné 12 l. pour la nourriture d'un mois, « laquelle somme les geôliers remettront par parcelles audit prisonnier de jour en jour pour être employée à ses aliments ainsi qu'il avisera ». Même somme chaque mois ; si au bout de quinze jours la somme n'est pas payée, les prisonniers pour dette inférieure à 2.000 l. seront relâchés immédiatement ; pour les sommes supérieures ils se pourvoiront par requête¹. La Cour rendit un arrêt conforme. Les prisonniers pouvaient d'ailleurs ne pas se contenter de si menues ressources ; nous savons² ce que leur coûtait une vie plus large par le relevé de ce que devait en mourant au geôlier le banqueroutier Peste Turenne. La journée lui était comptée 3 l. pour la nourriture, 1 l. pour la chambre et 5 s. pour une demi-livre de chandelle. Il était arrivé ainsi à devoir 2.481 l. 10 s., sur lesquelles il avait remboursé 1.152 l., ce qui prouve que les geôliers pouvaient faire des avances ; celui-ci, pour se couvrir des 1.329 l. 10 s. restant dues, obtint l'autorisation de faire vendre les effets du défunt.

Ces Prisons n'étaient pas très étanches ; sans parler des évasions ordinaires que, par exemple, la Sénéchaussée relève³ les 10 mai, 30 juin, 15 juillet, 26 août 1772, etc..., il y en eut une qui fit grand bruit⁴, celle de juillet 1771, qui fut précédée d'une révolte préméditée. Il semble qu'il y ait eu un peu d'effolement à Lyon : Flesselles écrivit à Bertin et à Monteynard, Secrétaire d'Etat de la guerre, mais oublia d'envoyer le signalement des évadés ; le Consulat écrivit de son côté ; les Ministres répondirent à tous ; le C. S., dont le P. G. avait effectivement

¹ On sait, par les plaintes du Consulat, qu'aux grandes fêtes le C. S. ordonnait l'élargissement des prisonniers pour dettes, en montrant une grande générosité.

² A. N., X^{1b} 9768, juin 1774.

³ *Loc. cit.*

⁴ A. N., O¹ 563, f^{os} 205, 242, 285. V¹ 622. Arch. dép. Rhône, G. 6., A.M., AA., 131, f^{os} 257 et seq.

prévu l'événement et demandé l'établissement d'un corps de garde, rejeta la faute sur le Consulat qui se défendit avec énergie. La vérité est qu'une partie de la faute doit retomber sur le Pouvoir central, la Chancellerie ayant renvoyé l'affaire à Bertin, qui la laissa traîner et conclut à la simple augmentation de la garde, alors que la révolte s'était déjà produite. Finalement ce fut le geôlier, que le Consulat avait d'autant plus violemment incriminé qu'il avait été nommé par le C. S.¹, qui paya les frais. Le 21 octobre², le P. G. remontra « qu'il n'est pas possible de confier plus longtemps la garde des Prisons de Saint-Joseph... au nommé B... qui, pendant le peu de temps qu'il en a été chargé, n'a pu ni les garantir des entreprises des prisonniers pour s'évader, ni maintenir le bon ordre qui doit y régner ». Il désigna un certain Claude Pasquier sur lequel on chargea, selon l'habitude, la Sénéchaussée de faire une enquête et qui prêta serment le 26 novembre « de bien et fidèlement observer les ordonnances et règlements pour le fait des Prisons et ne prendre plus grands droits que ceux qui lui seront taxés par le C. S...³ ».

Cette affaire de la révolte vint envenimer une ancienne querelle entre les Cours lyonnaises et le Consulat, querelle qui devait durer longtemps, au sujet des bâtiments des Prisons⁴. C'était d'ailleurs une vieille affaire remontant au moins à 1765⁵ : tout le monde reconnaissait l'insuffisance des Prisons actuelles « mal construites et caduques », Tribunal, Gouvernement et Municipalité ; mais le Tribunal, ne considérant que l'intérêt de la justice, demandait la reconstruction immédiate aux frais de n'importe qui, le Gouvernement cherchait à les rejeter sur la Ville, et la Ville à les esquiver. En 1766, la Ville

¹ Arch. dép. Rhône. Sénéch. Ordre public 1769-1771, 19 juin 1771.

² A. N., X^{1b} 9765.

³ Même procédure pour la nomination d'un geôlier à Mâcon, *ibid.*, 20/27 août 1771.

⁴ Cf. *supra*, p. 173.

⁵ B. N., coll. Joly de Fleury, ms. 1094, f^{os} 23, 26, 35, 49 ; A. M., BB. 366, 22 juin 1769.

fut vaincue en théorie. Le C. S. trouva l'affaire toujours pendante, les premiers avertissements ne servirent de rien ; après les incidents de juillet-août 1771, il fallut aviser. La querelle, dont nous avons vu l'écho dans les doléances du Consulat, n'a pas grand intérêt pour nous, car le C. S. ne servit guère qu'à passer la mauvaise humeur, peut-être légitime, que la Ville n'osa pas faire sentir au véritable coupable, qui était le Roi, et ne joua qu'un rôle secondaire. En août 1771, il prit quelques mesures provisoires pour faire déguerpir des locataires habitant les bâtiments des Prisons, qui, de concession en concession, obtinrent de rester dans le *statu quo*, ce qui leur permit de fournir des outils aux prisonniers ; d'où nouvel arrêté d'expulsion, avec encore un délai, de sorte que l'affaire n'était pas terminée en juillet 1772¹. Cependant des Lettres Patentes d'avril 1772 décidèrent les réparations et mirent les frais (18.000 l.) à la charge de la Ville qui protesta et, sachant comment les choses se passaient en pareil cas, assura qu'elle ne dépasserait pas cette somme². C'est que l'affaire se compliquait du fait des exigences de l'Intendant et de la mauvaise volonté du Consulat. En juillet 1773, le P. G. proposa un arrangement³. En août 1773⁴, on en était encore à la période des projets, car il s'agissait maintenant de reconstruire des Prisons sur l'emplacement de l'Hôtel de Fléchères, ce que le Consulat ne voulait pas, et de réparer celles de Saint-Joseph. Il y avait eu des conférences entre le Consulat, des Commissaires du C. S. et de la Sénéchaussée et Soufflot. L'affaire fut traitée d'ensemble par des Lettres Patentes⁵ du 14 juillet 1773 fort peu claires, que le C. S. enregistra en vacations le 30 septembre, bien qu'elles lui eussent été envoyées le 23 juillet. L'affaire ne fut

¹ A. N., X^{1b} 9766, 29 mai 1772 et 7 juillet 1772.

² A. M., AA. 131, f^{os} 283 et 132, f^{os} 12 et 13.

³ A. N., O¹ 565. Il s'occupa jusqu'au bout de la question. Ce fut lui aussi qui demanda l'établissement d'une « maison de force » (A. N., V¹ 623).

⁴ A. M., BB. 341, 31 août 1773.

⁵ L. P. du Roi qui ordonnent la reconstruction des Prisons de Lyon... (B. M., 117424.)

pas terminée pour autant : tout le monde y fut mêlé, même le Contrôleur Général ; fin septembre 1774¹, à la veille de la disparition du C. S., on avait tout juste un devis malgré un nouvel arrêt du mois de juillet. La Municipalité, en dépit de l'alliance du Roi et du C. S., particulièrement facile avec la double qualité de Flesselles, opposait jusqu'au bout la force d'inertie ; elle n'avait peut-être pas tous les torts, car, quand enfin il fallut céder, elle sut ce qu'il en coûta à la Ville de ces travaux qui légalement étaient à la charge du Domaine : 119.045 l. 17 s. 6 d. pour les Prisons provisoires et 364.894 l. 11 s. 9 d. pour les nouvelles² !

V

Une autre question que le C. S. trouva posée, fut celle des Collèges. La période héroïque avait suivi l'expulsion des Jésuites et s'était terminée par les Lettres Patentes du 29 avril 1763³. S'il faut en croire une réclamation bien postérieure d'un Professeur agrégé au Collège de Médecine⁴, « la victoire des Oratoriens, qu'elles consacraient, était due à l'Archevêque Malvin de Montazet, conseillé entre autres par trois Officiers de la Sénéchaussée, dont le Président Charrier, qui fit partie du premier Bureau d'administration. En 1771, l'effervescence était calmée, bien que le moindre incident, soulevant la question de la propriété des bâtiments, fût immédiatement exploité par les deux partis, le Consulat et le C. S., appuyé ici, comme en plusieurs circonstances, par l'Arche-

¹ A. M., BB., 342, 29 sept. 1774.

² Rapport de Champagneux au Conseil Général de la Commune le 31 mai 1791 ap. A. Metzger et J. Vaesen, *Lyon en 1791*, p. 111 (B. M., 376687).

³ Cf. dans la Bibliographie de Charléty les numéros 2571, 2, 3, 4 ; il y en a d'autres. Sur la portée de ces L. P. cf. Chabot et Charléty, *Hist. de l'Enseignement secondaire dans le Rhône de 1739 à 1900*, p. 3.

⁴ J.-F. David, *Réclamations contre divers abus*, in-4°, 84 p. Lyon 1790, (B. M., 109760).

vêque ; les Officiers municipaux, membres du Bureau d'administration, finirent par ne plus assister aux séances. En 1772, en effet, des Lettres Patentes¹, reconnaissant qu'appartient au C. S., dans tous les Collèges du ressort, l'autorité ci-devant exercée par le Parlement de Paris, étaient venues mettre l'administration des Collèges en harmonie avec le nouvel ordre de choses. Conformément à l'article V de l'édit de février 1763, le Bureau dut être composé désormais de l'Archevêque président, le Premier Président et le P. G. du C. S., deux premiers Officiers municipaux, deux Notables, les Principaux ; l'Archevêque, absent, devait être remplacé par un ecclésiastique prenant séance après le P. G., ce qui me fait supposer, que dans ce cas, le Premier Président du C. S. présidait le Bureau ; en son absence, ce devait être le P. G. Parmi les Notables choisis, il y eut Charrier de la Roche (le père ou le fils).

Si donc des Officiers importants du C. S. contribuèrent à l'administration des Collèges, le Tribunal en corps n'eut à s'en occuper que rarement. En 1772², il homologua une délibération du Bureau, relative à un emprunt. En 1773³, il ordonna des recherches dans le Greffe de la Sénéchaussée pour trouver des papiers laissés par les « ci-devant soi-disant Jésuites », qui étaient égarés. Enfin, en 1774⁴, il intervint dans une curieuse affaire d'administration. Il s'agissait du professeur de rhétorique du Collège Notre-Dame, excellent maître, mais mauvais caractère, qui avait déjà eu de graves difficultés au début de 1771 ; les plaintes recommencèrent en juin 1774 ; il y eut des interrogatoires et une enquête sur place, conduite avec, semble-t-il, peu de discrétion par Pulligneu ; les résultats détaillés ne se retrouvent malheureusement plus ; nous savons seulement que le coupable « a de nouveau mis le désordre

¹ L. P., concernant l'administration des Collèges (B. M., 125409).

² A. N., X^{1b} 9766, 29 avril/2 mai 1772.

³ A. N., X^{1b} 9767, 17 décembre 1773.

⁴ A. N., X^{1b} 9769, 23 août 1774 et pièce jointe.

dans le Collège en y fomentant un parti, non seulement entre les maîtres, mais même entre les écoliers, pour anéantir toute subordination envers le Principal et le Préfet; qu'il s'est même oublié jusqu'à se répandre en propos outrageants et menaçants contre ceux-ci ». En conséquence, par délibération unanime du 22 août 1774, le professeur fut destitué. En même temps on décida que Charrier de la Roche remettrait, à la rentrée de la Saint-Martin, le projet de règlement de discipline auquel il avait travaillé, pour qu'on l'examine et qu'on le présente à l'homologation du C. S. Le lendemain 23, le P. G. exposa l'affaire au C. S. et justifia la décision prise « ... Si des maîtres choisis pour former le cœur autant que l'esprit de leurs élèves s'oubliaient jusqu'à leur donner l'exemple de la révolte contre l'autorité supérieure, que deviendraient ces établissements précieux pour la Société? » Et, continuant, il découvrait la raison de sa communication : « Rien de plus essentiel que de fixer avec discernement les devoirs respectifs des différents instituteurs. » Le Parlement de Paris avait fait un règlement général et très détaillé en 1765, « mais quelque bien que promît cette uniformité, il était impossible qu'elle ne dégénérât et ne prêtât dans la suite à une infinité d'inconvénients. » Le Bureau des Collèges avait donc élaboré un règlement local dont l'auteur, indiqué ici par allusion, était Charrier. Au moment où on allait le reviser et le soumettre « à la sanction légale », était intervenu l'édit de février 1771, créant le C. S. Le Chancelier, consulté par le Bureau, avait répondu le 16 août 1771 que l'homologation devait être demandée au C. S., héritier sur ce point du Parlement de Paris, doctrine qui fut confirmée par les L. P. de janvier 1772. « A vous seuls, Messieurs, appartient depuis cette époque le droit de confirmer et de rectifier les délibérations des Bureaux des Collèges, et de fixer les règlements de Police et autres qui y sont nécessaires. Ce sera le premier objet d'ordre public dont le P. G. du Roi proposera à la Cour de s'occuper à la rentrée du Palais ; il n'en est pas de plus important. » En attendant, le P. G. demanda et obtint

l'homologation de la délibération du 22. Quant au règlement, qui aurait été si intéressant à connaître, on sait les événements qui l'empêchèrent d'être présenté en 1774 ; il ne me paraît pas qu'il ait été repris dans la suite.

VI

Héritier des Cours lyonnaises pour les Prisons, le C. S. avait donc été reconnu par le Roi, celui du Parlement de Paris pour les Collèges. Une autre partie de l'héritage fut plus contestée : ce qu'on appelait la « Grande Police », que nous avons vu déjà plusieurs fois le C. S. exercer et le Consulat lui disputer ; tous les Parlements l'exerçaient ; le C. S. fit comme eux, « à l'instar et à l'exemple du Parlement de Paris ». Il faut d'ailleurs remarquer que, si les Cours inférieures ne jouissaient pas, au moins théoriquement, d'un tel pouvoir, comme le C. S. de Clermont le rappela à la Sénéchaussée¹, d'autres autorités en abusaient ; et, par exemple, l'œuvre réglementaire du C. S. n'est rien à côté de celle qu'accomplit dans le même temps, en matière de métiers, approvisionnements, voirie, sécurité publique, hygiène, etc ..., le Lieutenant Général de Police² ; et ce, sans aucune approbation du Conseil³. Tout ce qu'on peut dire, c'est que les règlements de ce dernier ont un caractère plus général. Encore cette remarque n'est-elle pas toujours vraie.

C'était travailler dans le même domaine que le Consulat que de réglementer le port d'armes. Nous avons ici un des exemples, si nombreux alors, d'actions parallèles. Le 12 août 1772, il y eut une ordonnance du Consulat⁴ « qui renouvelle les défenses de porter des armes prohibées, etc... » Le 21 août, il

¹ Le Griel, *op. cit.*, p. 159. En fait, d'ailleurs, elles en usaient.

² Voir par exemple dans le recueil factice (B. M., 116763-176897).

³ On a vu cependant — et le Consulat en parle à plusieurs reprises — les démêlés du C. S. avec le Lieutenant de Police, Prost de Royer.

⁴ B. M., 116779.

y en eut une presque sur le même sujet¹. Mais, dans l'intervalle, le C. S. avait parlé en rendant, le 12 août, un long arrêt « qui défend le port d'armes et ordonne l'exécution des ordonnances sur le fait de la chasse² ». Le P. G. fit un long réquisitoire qui donne bien l'opinion moyenne des juristes d'alors sur cette question. Il rappela toutes les Ordonnances royales, interdisant le port d'armes de 1487 à 1728. « Le prétexte de la chasse, continua-t-il, est celui qu'on prend le plus souvent pour couvrir l'infraction des lois importantes sur cette matière, mais la chasse est un nouveau délit de la part de toute autre personne que les gentilshommes, les nobles, les privilégiés et les Seigneurs qui possèdent haute justice ou fief... Tout ce qui tient à l'observation de ces lois intéressantes pour la sûreté publique fait une partie essentielle de la Grande Police confiée aux Cours supérieures... Le P. G. du Roi, bien informé que la licence n'a plus de bornes sur l'abus du port d'armes et de la chasse, ne saurait se dispenser de requérir un règlement général... On voit fréquemment dans la ville de Lyon et dans les plus considérables du ressort de la Cour des particuliers sans titre ni privilège, même des gens de la lie du peuple, paraître en nombre avec des chiens et des fusils et l'attirail de la chasse. On les voit se répandre ensuite dans les campagnes, y chasser dans tous les temps même dans les terres ensemencées et dans les vignes chargées de leurs fruits, détruire les moissons, les vendanges, le gibier, faire violence aux paysans qui défendent leurs récoltes et commettre des excès de tout genre. La chasse n'est plus ce qu'elle doit être, un délassement honnête, réservé à la noblesse ; c'est l'occupation habituelle des artisans du plus bas étage et des paysans les plus pauvres ; c'est aujourd'hui un métier dont ils voudraient faire ressource pour leur entretien et qui, les détour-

¹ B. M., 116784.

² B. M., 116781 et A. N., X^{1b} 9766. Vers le même temps, le C. S. de Clermont rendit un arrêt dont l'intitulé semble conçu en termes à peu près identiques (Le Griel, *op. cit.*, p. 160).

nant au contraire des travaux utiles, les conduit à une misère affreuse. Des chiens, conduits par des chasseurs en troupe, causent les plus grands accidents dans les campagnes. L'affût, les lacets, les appâts, tous ces moyens sûrs et cachés pour détruire le gibier, ne sont plus les seuls que les braconniers emploient ; ils se montrent à force ouverte ; il n'est pas rare de voir des cohortes de gens armés, quelquefois masqués, entourés de leur meute, traverser les plus beaux champs et les ravager ; les choses en sont venues à un tel point d'impunité, que le cultivateur opprimé n'ose s'opposer à ces voies de fait, sans courir de risques pour sa vie, et que les gardes des chasses eux-mêmes ne sont plus en sûreté. » Ce tableau, vivement brossé, nous éloigne singulièrement de l'idée courante sur l'exercice du droit de chasse. Le Conseil rendit un arrêté sévère, défendant le port d'armes prohibées, d'armes aux gens masqués, d'armes à feu, épées, etc..., sauf aux ayants droit, défendant aux roturiers, etc..., de chasser avec armes et chiens, de prendre des œufs ou tendre des lacets et « de laisser sortir ou conduire en aucun temps hors de leur maison, dans les campagnes, aucun chien sans avoir au col un bâton transversal ou billot d'un pouce de diamètre et d'un pied et demi de longueur, attaché de manière qu'il tombe jusqu'en dessous du jarret », défendant enfin « à toute personne, de quelque qualité et condition qu'elle soit, même aux Seigneurs chassant dans l'étendue de leur seigneurie, de chasser dans les terresensemencées depuis que les blés sont en tuyaux et dans les vignes depuis le 1^{er} mai jusqu'à la récolte ». La Cour assura un mode de publication énergique, en prescrivant la lecture le premier dimanche après la publication et chaque année le premier dimanche de Carême. L'interdiction de la chasse aux non-nobles était conforme à la loi et aux mœurs ; la répression des abus était louable, de même que la protection accordée à l'agriculture. Malheureusement¹, un inci-

¹ Peut-être y avait-il eu dès avant quelque difficulté ; car la Chancellerie répondit à Pulligneu qui lui avait écrit au sujet de cet arrêté. (A. N., V¹ 623.)

dent provoqué par un excès de zèle vint peut-être déconsidérer un peu cette mesure. Les abus avaient d'abord continué et il n'est pas impossible que les bourgeois de Lyon, qui aimaient à jouer aux soldats, aient pris quelque plaisir à narguer ces défenses. Quoi qu'il en soit, il y eut¹, le 20 septembre, deux procès-verbaux d'huissiers sur les ordres donnés la veille par Jolyclerc, ce qui est plus vraisemblable que la version du Consulat prétendant que le Substitut donna l'ordre par sa fenêtre. Les délinquants étaient les deux fils d'un apothicaire allant chasser avec un permis du Seigneur de Tassin et un maître fabricant, qui dit descendre de garde; le fait fut reconnu exact, et le P. G. écrivit de sa main l'ordre de rendre le fusil; on en fit autant des autres, sans qu'il y ait eu lieu, comme le Consulat le prétendit plus tard, à la cassation de l'arrêt du 12 août, ce dont je n'ai trouvé trace nulle part. Mais bien entendu, il fit des gorges chaudes de l'aventure.

Le C. S. prit un autre arrêt intéressant l'agriculture. En juin 1774² le P. G. signala un curieux abus du droit antique de glanage: «... sous prétexte de donner retraite par charité à des mendiants, on a vu des personnes avides attirer ces sortes de gens en grand nombre, et ceux-ci désoler la campagne dans le temps des récoltes, dérober des javelles avant que les gerbes fussent liées, les porter dans les maisons où on leur donnait asile et gagner ainsi non seulement la nourriture et le logement, mais même un salaire promis pour prix de ces enlèvements. » Le C. S. défendit le glanage à d'autres qu'aux vieillards, enfants et indigents, le défendit hors de la paroisse et avant que les épis fussent liés, défendit encore de recevoir les glaneurs étrangers et leurs épis, le tout sous peine de confiscations et d'amendes prononcées au profit des pauvres par le Juge du lieu, condamnations exécutoires nonobstant opposition ou appel. C'est un but tout à fait analogue que poursui-

¹ A. N., X^{1b} 9766, 20-30 septembre 1772.

² Arrêt du C. S. concernant les glaneurs, 21 juin 1774 (B. M., 124175).

vit indirectement un autre arrêt contemporain ¹. Le Ministère public signala en août 1774 qu'il y avait autour de Lyon des maraudes dans les vignes non vendangées, dont le produit était vendu à Lyon, ajoutant que « rien n'importe davantage que la conservation des biens de la terre ». Le C. S. autorisa l'entrée en franchise jusqu'à dix livres (sauf pour quelques espèces) avec un certificat des Officiers de justice ou du Curé, etc. : défendit de faire des entrepôts dans les faubourgs pour entrer les raisins en paniers séparés et établit des peines assez élevées, 100 l. d'amende, la confiscation et, s'il n'y a pas de domicile connu, l'emprisonnement.

Cette question des barrières de l'octroi avait déjà occupé une fois la Cour. Elle avait rendu, le 10 janvier 1772², un arrêt « qui fait défense à tous gardes, employés, commis aux différentes portes de cette ville et autres d'exiger ou de recevoir des voyageurs, à titre de gratifications volontaires ou sous quelque dénomination que ce soit, aucune somme d'argent pour raison de la visite des équipages, malles, etc. ». Le P. G. avait dénoncé de regrettables abus : « des gens se disant gardes ou employés » exigeant aux barrières « différentes sommes d'argent plus ou moins fortes, suivant la qualité apparente de chaque personne ; des employés de la régie des fermes recevant de l'argent pour ne pas faire de visites ; des gens suivant les voyageurs aux hôtels et demandant une gratification pour leur avoir évité la visite », tous actes qui « ne sauraient être trop tôt réprimés... ils troublent l'ordre public dans la partie d'administration de Grande Police, sur laquelle la Cour a porté ses premiers regards et qui mérite toute sa vigilance ». On voit, par ces exemples, comment la Cour entendait ses pouvoirs et de quelle façon énergique et, dans l'ensemble — le principe mis à part — heureuse, elle en usait.

¹ Arrêt du C. S. concernant l'entrée des raisins dans la ville de Lyon, 24 août 1774 (B. M., 112277).

² B. M., 125407.

VII

C'est un droit bien voisin de celui de Grande Police qu'elle exerça dans ses interventions en matière de travaux publics. C'était une matière familière aux Parlements, en particulier à ceux de province. Le C. S. fut amené tout naturellement à en connaître par l'envoi de différents actes à enregistrer. Il s'occupa d'abord de l'affaire Morand; il s'agissait, on le sait, de construire un pont sur le Rhône à l'extrémité de la rue Puits-Gaillot, projet contrarié surtout par les Hospices, propriétaires du bac fonctionnant à cet endroit. Le Parlement n'ayant pas enregistré des Lettres Patentes sur arrêt du Conseil favorables à Morand, elles furent envoyées par « lettres de relief d'adresse » au C. S. le 24 octobre 1771¹. Malgré une aimable sollicitation de Morand, les choses n'allèrent pas toutes seules. Le P. G. déclara « qu'ayant formé opposition à l'obtention desdites Lettres Patentes², il se déportait de la connaissance de cette requête ». L'Avocat Général prescrivit une enquête et la communication des pièces au Consulat et aux Recteurs de l'Hôtel-Dieu pour avoir leur avis. Quelque louable que soit l'intention, il faut bien remarquer la singularité du procédé: voici une affaire réglée par le Conseil d'Etat et le Roi et, comme si de rien n'en était, le C. S. recommence une enquête complète, et personne ne protesta! L'enquête s'ouvrit le 3 décembre par les soins du conseiller Ranvier de Bellegarde. Elle continua les jours suivants, avec un évident souci d'entendre tous les avis: il n'y eut pas moins de quinze dépositions. Mais elles présentent plus d'intérêt pour l'histoire — à faire — des travaux publics à Lyon que pour celle du C. S.; de même la délibération embarrassée du Consulat, jadis partisan, mainte-

¹ A. N., X^{1b} 9765, il y a tout un dossier.

² C'était sans doute en qualité de propriétaire de la maison faisant actuellement l'angle de la rue Puits-Gaillot et de la place Tolozan.

nant adversaire du projet, et encore plus violent dans sa correspondance¹. L'Hôtel-Dieu n'ayant répondu que par des chicanes et des injures, le 22 décembre, le Substitut Jolyclerc donna ses conclusions; elles étaient, selon son habitude personnelle, longues, impératives et minutieuses: l'essentiel est qu'il acceptait l'enregistrement si contesté, mais il ajoutait des prescriptions au sujet du tarif de péage qui sera « infixé » etc., aux barrières et bureaux, aux précautions à prendre pour assurer la solidité du pont et la sûreté de la navigation, ayant d'ailleurs soin de rappeler les « charges et conditions arrêtées... entre... Morand d'une part et... Pulligneu... P. G... Auriol, etc. ». La Cour enregistra le 23, mais d'une façon beaucoup plus brève et spécifia seulement, ce qui est bien conforme à son désir de contrôle, « qu'après que ledit pont sera parachevé, et avant que le passage en soit ouvert, il sera fait, sur les conclusions du P. G., un règlement pour déterminer la forme dans laquelle les droits de péage seront perçus et pour veiller à la sûreté des passagers sur ledit pont ». L'affaire n'était pas terminée: le 23 janvier 1772, le Bureau de l'Hôtel-Dieu protesta avec véhémence et fit opposition. Morand, de son côté, se plaignit des entraves mises à l'exécution de l'arrêt. Le C. S. essaya de jouer l'honorable rôle de conciliateur; Morand montra de la bonne grâce et, semble-t-il, de la bonne foi, paraissant tout attendre maintenant du C. S. L'Hôtel-Dieu ne répondit pas. Le 8 février 1772, la Cour, faisant droit aux demandes de Morand, nomma un expert d'office et autorisa les mesures provisoires, arrêt qu'elle maintint le 15, malgré deux requêtes tardives de l'Hôtel-Dieu. C'est là, sauf erreur, que s'arrêta le rôle actif, et utile, du C. S. dans l'affaire du projet Morand, qui entra bientôt d'ailleurs dans la voie des réalisations.

Il eut pareillement à s'occuper, vers le même temps, du

¹ A. M., AA. 131, f^{os} 283, 4, 6, 8. Pour la délibération complète voir *ibid.* BB 339, 19 déc. 1771; l'opposition continua, BB. 340, 28 avril 1772.

projet Perrache¹. Il le fit dans le même esprit et avec le même soin, montrant ainsi, dans ces grands travaux, un plus intelligent souci des intérêts permanents de la Ville que le Consulat ou l'Administration des Hospices. L'affaire lui fut apportée en novembre 1771 par Perrache lui-même, lassé, semble-t-il, de la mauvaise volonté du Consulat² ; il sollicita l'enregistrement d'un arrêt du Conseil et de L. P. Le 20 novembre, Pulligneu demanda une enquête et la communication aux Officiers municipaux et aux Notables, aux Seigneurs des terrains concédés et aux propriétaires de fonds intéressés. Le procédé de l'enquête fut donc repris, encore amplifié. Cependant Flesselles³ avait à ce moment bon espoir que les choses s'arrangeraient promptement. Le 25 novembre, Ranvier de Bellegarde, qui est décidément bien « Conseiller en cette partie », commença l'enquête : il y eut treize déposants parmi lesquels de Harenc, le futur Conseiller du C. S., au nom du Chapitre de Saint-Just, Berthaud de Lavaur, Conseiller à la Sénéchaussée, Yon de Jonage, frère du Conseiller, approuvèrent pleinement le projet, tandis que Louis Charrier de la Roche, frère du Président, au nom du Chapitre d'Ainay, après une flatterie assez plate au C. S., fit des réserves. Il y eut encore d'autres consultations, mais il fallut une sommation impérative du C. S. au Consulat pour obtenir son avis⁴ qui, donné le 14 décembre 1771, comptait simplement quatorze clauses nouvelles, auxquelles il suppliait « le C. S. d'avoir égard ». Le P. G., dans ses conclusions du 18, en renvoya assez dédaigneusement douze au Roi ; pour la huitième et la neuvième, il les conserva avec de curieuses modifications : dans la huitième, qui a trait aux loyers des emplacements nécessaires aux chantiers et locaux provisoires, le Consulat demandait d'en fixer le prix ; le P. G. requit que « les adjudications générales ou particulières en (soient) faites

¹ A. N., X^{1b} 9765 ; il y a également tout un dossier, fort intéressant.

² Voir par exemple A. N., BB. 338, 23 et 27 janvier 1770.

³ O¹ 563, 24 novembre 1771.

⁴ A. M., BB. 339.

de l'autorité des Officiers de police de cette ville, sauf l'appel au C. S. » ; dans la neuvième, le Consulat demandait, pour les rues nouvelles, une largeur minima de 40 pieds, et, pour les cours, 90 en ville, 72 en dehors, observant fort justement que « le peu de largeur de presque toutes les rues de cette ville fait connaître l'objet important de cet article qui a trait tant à la décoration de la ville qu'à la commodité des citoyens » ; le P. G., dans un esprit de taquinerie un peu mesquin, ramena la largeur des rues à 36 pieds pour les principales, 30 pour les autres et ne parla pas des cours. Le C. S., avec un grand esprit de modération, rendit l'arrêt d'enregistrement le 20 décembre, à charge de prendre des précautions pour les moulins intéressés, de présenter — tentative curieuse de contrôle financier — la soumission des membres de la Compagnie (ce qui fut fait le 9 janvier), renvoyant, pour les mêmes articles que le P. G., les Officiers municipaux au Roi et donnant à chacun acte de ses réserves. L'affaire, qui était réservée, on le sait, à de longues tribulations et une tragique destinée, se passa désormais en dehors de la Cour. Le C. S. s'occupa encore de diverses autres questions de travaux publics, comme l'affaire obscure de la démolition d'une chapelle du Saint-Esprit¹, où il semble bien qu'il ait lié partie avec l'Archevêque et le Chapitre d'Ainay² contre le Consulat, et celle de Rigod de Terrebonne³ concernant le remaniement de la région comprise entre le pont de la Guillotière et l'actuelle place de la Charité, où il n'accomplit que les formalités ordinaires et n'eut pas davantage à intervenir, l'accord s'étant fait facilement entre le Consulat et le grand spéculateur.

La Cour s'occupait, toujours par la même occasion de l'enregistrement de Lettres Patentes, de questions d'édilité et de la

¹ A. M., BB. 363, f° 44, et AA. 132, f° 79.

² L'accord se fit, d'après ce qu'insinue le Consulat, par l'intermédiaire des deux frères Charrier de la Roche, le Président et le futur Evêque.

³ A. N., X^{1b} 9765, janvier 1772, A. M., BB. 340, 18 janvier, 27 mai 1772, etc.

plus rebutante, celle du vidage des fosses d'aisances¹. En quelques mots, voici l'affaire qui, la remarque une fois faite de cette extension de compétence du C. S., ne présente aucun intérêt doctrinal. Il y avait eu dès 1769 une convention entre le Consulat et Etienne Laboré. Celui-ci obtint des Lettres Patentes qu'il ne fit pas enregistrer au Parlement de Paris, mais qu'il présenta au C. S. le 20 mars 1772. La Cour ordonna une enquête qui fut menée par de Gérando en mai et comprit trente-deux² dépositions dont une tient trois pages et demie ; le Consulat, avec quelques réserves, donna son approbation. Le 4 juin, Pulligneu conclut à l'enregistrement avec une réserve désagréable pour le Consulat et cinq additions sur des points très précis, comme la forme des barriques et la profondeur des fosses. Il y eut, après ce réquisitoire, des difficultés provoquées par les propriétaires, les gens de Vaise, peut-être même le Consulat, contre lesquelles inlassablement Laboré se défendit en faisant des concessions et aussi des appels à « la protection et la faveur que des Magistrats éclairés et vertueux doivent à tous les établissements aussi visiblement utiles et avantageux ». Le Conseil ne rendit donc son arrêt que le 7 août, avec d'une part, la mention que L... n'aura pas un privilège exclusif³, d'autre part, des clauses différentes de celles proposées par le P. G., mais avec une précision et une science pratique des détails que pourrait envier le Conseil municipal le plus zélé. Plus tard, les difficultés recommencèrent entre L... et le Consulat qui invoqua auprès du Parlement l'arrêt de « la Commission établie à Lyon » qui, validé avec tous les autres actes du C. S. par le Parlement en 1774, « forme pour le sieur L... une loi dont il ne

¹ Les pièces sont à A. N., X^{1b} 9765 et 6. A. M., BB. 337, 338, 340. B. M., 355510; l'affaire est extrêmement intéressante, dans le détail, pour l'histoire peu connue des travaux d'édilité à Lyon avant 1789.

² Le Consulat dit plus tard qu'on avait entendu environ cent cinquante personnes.

³ Je ne crois pas qu'il faille généraliser cet exemple unique et en tirer une doctrine économique du C. S. contre les monopoles.

peut s'écarter... » Hommage posthume et involontaire de son pire ennemi à la sagesse avec laquelle le C. S., suivant les traditions des meilleurs Parlements, s'était occupé de la beauté, de la commodité et de l'hygiène de Lyon.

VIII

Enfin, et sans prétendre épuiser une énumération qui risquerait fort d'être indéfinie, il faut signaler encore une matière importante sur laquelle s'exerça l'activité réglementaire du C. S. : l'état civil, ce domaine quasi anarchique à force d'être soumis à trop d'autorités diverses : Eglise, Administration royale, Tribunaux. Ici le C. S. était l'héritier direct non seulement des Parlements, mais même de la Sénéchaussée qui, en 1765¹ — coïncidence amusante, sur le rapport de Pulligneu — avait ordonné l'exécution littérale de la déclaration royale de 1736 et l'apport aux Greffes des registres de baptêmes, mariages et enterrements. En 1773, le Conseil Supérieur de Clermont² prenait un arrêté dans le même sens. Celui de Lyon s'occupa de la question dès juin 1772³ à propos d'un Curé de Couzon, interdit depuis quatre ans, qui avait conservé les registres curiaux et continuait à délivrer des expéditions⁴. Le P. G. l'ayant dénoncé ajouta : « Malgré la vigilance des Officiers des différents Bailliages et Sénéchaussées du ressort de la Cour, pour contraindre les Curés... à apporter exactement le double de leurs registres aux Greffes, à la fin de chaque année, et à se conformer aux autres dispositions de la déclaration du

¹ Jugement de la Sénéchaussée... 1765 (B. M., 121663).

² Le Griel, *op. cit.*, p. 160.

³ Arrêt du C. S.. 16 juin 1772 (B. M., 125411. A. N., X^{1b} 9766).

⁴ Conformément à l'arrêt du C. S. le curé remit le 26 juin les registres qu'il avait en sa possession et dont le desservant sollicita et obtint la remise le 11 juillet (Arch. dép. Rhône. Sénéch. Ordre public 1772-1774). Ce qu'il y a de piquant c'est que deux de ces registres, qui avaient été apportés antérieurement au Greffe pour un procès criminel, ne furent pas retrouvés.

Roi du 9 avril 1736 relativement à ces objets, plusieurs Curés ont négligé de s'y soumettre; il importe de leur rappeler ce qui leur est prescrit par cette loi, dont l'exécution est confiée à la Cour, comme une des parties les plus essentielles de la Police générale, qui lui appartient privativement et qui doit fixer son attention. » Les substituts devaient poursuivre les contrevenants. La Cour approuva. Cela ne suffit pas, paraît-il, car il y eut de nouveau un réquisitoire du 25 mai 1773 et un arrêt du 26¹; il reconnut l'inefficacité du « règlement » de 1772 et le renouvela en précisant le mode de tenue des registres et de remise de l'un d'eux.

Mettre une conclusion à un chapitre si long et si discontinu serait pure parade. L'œuvre du C. S., en dehors de la juridiction ordinaire, se juge par elle-même; on en voit la variété, la sage préparation, la modération ordinaire, l'utilité presque constante. Lui reprocher, au nom de nos idées contemporaines, son étendue serait vain, j'ai expliqué pourquoi; et, si l'on veut se dégager de l'intérêt purement local de ce chapitre, c'est là la plus solide conclusion à laquelle je voulais arriver — conclusion double, car elle porte sur l'inexistence de limites juridiques au pouvoir réglementaire des Cours Souveraines et sur l'assimilation théorique et pratique que le Conseil Supérieur de Lyon établit entre lui et les Cours Souveraines qu'il remplaçait.

¹ Arrêt du C. S..., 26 mai 1773 (B. M., 118417. A. N., X^{1b} 9767).

CHAPITRE IX

LE CONSEIL SUPÉRIEUR ET LES COMMUNAUTÉS

I. L'essai de réglementation générale et la défense de la compétence. — II. Tutelle, contrôle et réglementation. — III. Le contentieux.

I

Dans l'exercice de la Grande Police, comme dans l'œuvre plus générale de la réglementation, une question doit être réservée : celle de l'action du C. S. sur les Communautés d'arts et métiers. Mettre à part cette question, c'est montrer son importance et la place qu'elle a tenue dans les préoccupations du C. S. ; c'est aussi s'accorder avec l'idée cent fois exprimée alors : Lyon est avant tout « une ville de commerce et de manufactures ». En cette matière, comme en tant d'autres, le C. S. voulut réglementer et établir son contrôle : il le fit d'une façon tout à fait générale, inquiétant ainsi les Communautés qui avaient bien des raisons pour désirer qu'on ne regardât pas de trop près leurs affaires, le Consulat qui tenait beaucoup à la police des arts et métiers et même le Gouvernement qui, suivant la pratique de Colbert, ne voulait pas se désintéresser des Communautés. Il est même étonnant que Flesselles n'ait pas arrêté cette démarche ; il ne put pas, en tout cas, empêcher l'échec qu'elle subit et qu'elle devait subir.

En août 1772¹, le P. G. exposa « qu'un des objets principaux

¹ Arrêt du C. S..., 22 août 1772 (B. M., 116785. A. N., Xth 9766).

de l'ordre public est la bonne administration des Corps et Communautés, notamment de celles des arts et métiers, qui font la richesse de l'Etat par le commerce qu'elles procurent. Indépendamment de la police économique à laquelle ces Corps sont astreints et qui s'exerce, sous l'autorité de la Cour, par le premier Juge, il est du devoir des Magistrats supérieurs de veiller à ce qu'aucun des Corps de la qualité susdite ne contracte des engagements prohibés par les lois du royaume ». Il s'agissait de ce fléau destructeur des Communautés, les dettes, dont la double origine était la mauvaise gestion des deniers communs et les frais de procès, et dont le Gouvernement s'inquiétait sans cesse depuis le xvii^e siècle. Mais le C. S. résolvait sans hésiter un difficile problème de droit administratif et, si l'on peut parler ainsi alors, de législation ouvrière. Quelle était la nature exacte des Communautés ? Si elles eussent été des associations libres, on aurait compris que l'autorité judiciaire surveillât l'application correcte de leurs statuts et même, à la rigueur, la bonne gestion de leurs deniers. Mais on sait de reste que les Communautés n'avaient rien d'associations libres ; c'était beaucoup plutôt des Corporations, au sens germanique du mot ; elles avaient, pour employer le langage moderne, la personnalité morale, mais une personnalité limitée par la volonté de l'Etat, leur tuteur naturel. On comprend donc que, si les litiges où la Communauté intervenait comme personne morale allaient aux Tribunaux de droit commun, les litiges proprement techniques à des Tribunaux spéciaux comme le Consulat en avait plusieurs à Lyon, les difficultés relatives à l'existence même et à la gestion des Communautés devaient ressortir à l'autorité administrative : c'était, d'ailleurs, la pratique courante depuis le xvii^e siècle, et les Intendants, en particulier, s'occupaient souvent des Communautés à ce point de vue. Qu'il y ait eu empiétements des Parlements sur tel ou tel point, c'est infiniment vraisemblable ; mais de là à substituer à la surveillance du Gouvernement celle d'une Cour de justice, s'arrogeant elle-même ce privilège, il y avait loin. Le

P. G. continuait, cependant : « Le P. G. est informé que... plusieurs Communautés, ou sociétés d'artisans qui prennent le titre de Communauté sans l'avoir obtenu, font des emprunts, qu'elles sont même parvenues à faire homologuer par les Officiers municipaux des délibérations qu'elles ont prises à cet effet; la masse des engagements s'est accrue, et l'on doit craindre de les voir bientôt portés si loin, que les membres de ces Communautés cherchent à s'y soustraire par des émigrations qu'il est très important de prévenir. » Il demandait donc, pour être renseigné, la communication, sous trois mois, de l'état de situation de chaque Communauté, des pièces justificatives des articles de recette et dépense, de l'état des dettes, etc..., et, dès maintenant, la défense d'emprunter sans Lettres Patentes enregistrées. Le C. S. accepta, en spécifiant que les pièces seraient remises à Jussieu de Montluel, Conseiller en cette partie. La Cour, si elle réussissait, avait d'un coup établi son contrôle sur toutes les Communautés, c'est-à-dire sur la partie active de Lyon : plus que le Consulat peut-être, elle devenait maîtresse de la ville. Ce qu'il y a de très curieux, et que j'ai déjà remarqué, c'est que le Consulat ne fut pas assuré de suite qu'il pût y avoir un recours pour excès de pouvoir, admettant que, si le C. S. avait les mêmes attributions que les Parlements, il n'y avait rien à faire¹, ce qui me paraît très douteux. S'il faut l'en croire², il aurait été entraîné par le mémoire des Syndics de la Grande Fabrique contre l'arrêt du C. S. Cependant, à travers un mémoire postérieur³, on aperçoit qu'à la fin de 1772 et au début de 1773 l'ensemble des Communautés n'est pas fâché de recourir à l'autorité du C. S. et de s'en servir contre le Consulat. Je pense plutôt que celui-ci avait pleinement reconnu que les dispositions de l'arrêt étaient « une entreprise contre le Consulat » et savait que l'affaire était en bonne voie à Paris. Au

¹ A. M., AA. 131, f° 301.

² A. M., AA. 131, f° 310.

³ Requête au Roi pour les Syndics de tous les Corps de commerce de la ville de Lyon (B. M., 11266).

moment, en effet, où il recommandait à son porte-parole les derniers efforts, l'arrêt de cassation¹ était envoyé. Il y a un désaccord curieux entre l'intitulé et le corps de l'arrêt : l'intitulé met au premier plan la limitation au pouvoir d'emprunt des Communautés, « Arrêt du Conseil d'Etat du Roi qui, sans avoir égard à celui du C. S. de Lyon, renouvelle les défenses faites par les règlements aux Communautés d'emprunter sans y avoir été autorisées par Lettres Patentes dûment enregistrées » ; l'arrêt lui-même est, au contraire, nettement dirigé contre les prétentions du C. S. et constitue sur la matière un arrêt de principe capital : « Le Roi étant informé que, quoique les Communautés d'arts et métiers de son royaume soient sous la protection du Conseil, que leur administration intérieure, inspectée immédiatement par les Juges de Police, soit soumise aux sieurs Intendants et Commissaires départis, qui en rendent compte à son Conseil, et au sieur Contrôleur Général des Finances², le C. S. de la ville de Lyon aurait rendu..., S. M. ne pouvant laisser subsister un arrêt qui tend à intervertir l'ordre qu'elle a jugé à propos d'établir pour l'administration des Communautés... », sur le rapport de Terray cassait l'arrêt du C. S. avec, à la fin, cette simple mention : « Et, cependant, renouvelle S. M. les défenses faites par les déclarations du 2 avril 1763 et 11 février 1764 aux Communautés d'emprunter sans y avoir été autorisées par L. P. dûment enregistrées. » Le C. S. était battu sur toute la ligne. Il n'insista pas ; l'exemplaire de l'arrêt ne porte que l'ordre d'impression signé par

¹ 30 septembre 1772 (B. M., 125412).

² C'est exactement la même doctrine que pose un « arrêt du Conseil d'Etat »... du 13 juin 1774 (B. M., 116823) qui ordonne : « 1° que les Gardes-Jurés des différents Corps et Communautés des marchands et artisans du Royaume, ou tous autres préposés pour la recette et administration des revenus desdites Communautés, seront tenus d'en compter tous les ans par-devant les Juges de Police ; 2° qu'un double desdits comptes sera remis à l'Intendant, lequel l'enverra au Conseil avec son avis ; 3° fait défense auxdits Gardes-Jurés d'établir aucune cotisation et de percevoir aucun denier en provenant, à moins qu'ils n'y soient autorisés par arrêt du Conseil ou par ordonnance du Commissaire départi en la Généralité ».

l'Intendant le 23 novembre, ce qui est, d'ailleurs, un étrange délai, surtout étant donné que l'arrêt avait été envoyé dès le 30 septembre¹; l'Intendant, sincèrement pris par sa double qualité, a-t-il hésité à publier cette humiliation faite à la Cour qu'il présidait ou, par une politesse d'ailleurs inutile, voulut-il attendre la rentrée de la Saint-Martin, c'est un des points importants dont j'ai dit que, faute des papiers de Flesselles, nous les ignorerions toujours.

Le Conseil du Roi était encore capable de condamner une erreur de doctrine, car il ne manquait pas de bons juristes; il n'était pas en état de maintenir la pratique dans une voie correcte, car il aurait fallu un esprit de suite et une autorité que le Gouvernement avait définitivement perdus, s'il les avait jamais eus. Je ne crois pas que le C. S. ait fait le raisonnement en forme, mais il est certain que, vaincu dans son essai de réglementation générale, il se rattrapa, sans être jamais gêné, dans le détail. Avant tout, il dut défendre sa compétence, principalement contre le Parlement de Paris, auquel de mauvais plaideurs pouvaient être tentés de recourir. Généralement, cependant, les Lyonnais ne furent pas fâchés d'avoir la justice à domicile; dès le début de 1772, la Grande Fabrique adressa un placet au Chancelier² pour demander que l'appel d'une sentence consulaire soit renvoyé du Parlement de Paris, où il est pendant, au C. S. Peut-être le détail de l'affaire expliquerait-il cette étonnante décision, mais la Chancellerie répondit, le 2 février, qu'il n'y avait rien à faire. Sans se lasser, les Syndics écrivirent à Bertin³, qui répondit le 8 je ne sais quoi, et encore une fois, le 18 mars, au Chancelier, qui ne répondit pas. Le Parlement, de son côté, s'entêta: j'ai trouvé⁴ un arrêt du 9 juillet 1773 par lequel il homologue, en y introduisant deux restrictions, d'ailleurs fort sages, des statuts de la

¹ A. N., O¹ 564.

² A. N., V¹ 624.

³ A. N., O¹ 564.

⁴ A. N., X^{1b} 9760.

Communauté des mouliniers et teinturiers de fil... En marge, il y a une note manuscrite du Greffier du C. S. : « Que, l'homologation de cet arrêt n'ayant pas été accordée au C. S., cet enregistrement est nul. » Je me demande ce qu'il serait advenu le jour où une demande en justice aurait été appuyée sur un article de ces statuts.

Certains plaideurs, comme nous avons dit, pouvaient être tentés de retarder l'action de la justice en soulevant un conflit de compétence. Le plus bel exemple est fourni par l'affaire si curieuse des compagnons chapeliers¹. Il y avait eu, en 1761 et 1762, des arrêts rendus contradictoirement au Parlement de Paris fixant le prix de la façon aux compagnons chapeliers ; la contestation était encore pendante en 1772 au Parlement, « dont la compétence ne souffre pas la plus légère difficulté », avoue, sans que je puisse comprendre ses motifs², le P. G. du C. S., en se bornant à dire que cette contestation n'a aucun lien avec l'affaire dont il s'agit. Cette affaire était la suite d'une grève des compagnons chapeliers qui finirent par rentrer. Mais « ils avaient formé le projet d'empêcher les compagnons chapeliers étrangers, qui venaient en cette ville pour y travailler, en les obligeant et forçant même de passer outre, par là se rendant maîtres de faire la loi à ceux chez lesquels ils travaillaient et avoir l'occasion d'insulter à tous propos la Communauté en général et ses membres en particulier. Une telle conduite étant contraire à la disposition des L. P. du 2 janvier 1749, à la subordination que doit naturellement l'inférieur à son supérieur, aux lois du royaume si sagement établies et à la liberté du commerce etc... », la Communauté des chapeliers a porté plainte, en 1770, au Consulat qui a commencé une information. Elle n'eut sans doute pas de suite, car « la Communauté, informée que les compagnons au lieu de rentrer dans

¹ A. N., X^{1b} 9766, 21 août et 3/6 octobre 1772.

² Mon étonnement est encore accru par ce fait qu'en 1774, le C. S. empêcha le Consulat de faire un tarif pour ces mêmes ouvriers et prétendit s'en occuper, cf. *supra*, p. 181.

leur devoir continuaient leurs cabales et qu'ils avaient porté les choses au point d'empêcher les compagnons de cette ville, qui n'avaient pas payé les droits de cabale qu'ils s'étaient imposés, de se placer dans les autres villes du royaume, se vit obligée de reprendre ses poursuites ». Elles aboutirent, le 2 juin, à des décrets de prise de corps, ajournement personnel, etc... contre neuf compagnons, dont la majorité se pourvut au C. S. qui mit à néant l'appel le 18 juillet. Trois des accusés se pourvurent alors au Parlement de Paris qui se hâta de les recevoir appelants par arrêt du 11 août. La Communauté s'adressa au C. S. dont le P. G. estima « qu'il y a lieu d'ordonner que, sans s'arrêter audit arrêt du Parlement... lequel sera déclaré de nul effet comme incompétemment rendu par distraction de ressort, l'arrêt de la Cour du 18 juillet sera exécuté » ; défense serait faite de poursuivre ailleurs qu'en la Cour à peine de 3.000 l. d'amende et au Greffier d'obtempérer à l'arrêt du Parlement à peine d'interdit. La Cour accepta et compléta même ces dispositions. Cette fois le Parlement insista et, sollicité sans doute par les mêmes personnages, rendit un arrêt le 24 septembre. Derechef, le 3 octobre, l'organe du Ministère public à Lyon prit la parole, exposa toute l'affaire et se contenta de dire qu'il était démontré « jusqu'à l'évidence » que le C. S. était seul compétent, qu'il n'y avait aucune connexion entre cette affaire et celle pendante au Parlement, qu'il n'y avait là qu'une diversion des compagnons pour créer un conflit de juridictions. Il requit donc de nouvelles et sévères défenses et le prononcé de l'amende. Le 6, la Cour le suivit, sauf, dans une pensée sans doute d'humanité, pour l'amende.

L'indécision sur la compétence en pareille matière multipliait évidemment les chances de conflit. Voici un cas où j'avoue ne pas comprendre pourquoi il n'en éclata pas un : alors que la Communauté des maîtres et marchands orfèvres avait demandé¹ d'elle-même au Chancelier que le C. S. prit

¹ A. N., V¹ 622.

connaissance de ses contestations pendantes lors de la suppression de la Cour des Monnaies de Lyon, celle des tireurs et affineurs d'or, dans une querelle interminable et obscure avec certains de ses membres, ne dit¹ pas un mot du C. S., s'adressa après des hésitations à la Cour des Monnaies de Paris, qui commit pour l'enquête les Juges-Gardes de la Monnaie de Lyon et alla jusqu'à affirmer qu'il n'y avait pas eu d'élections en 1772 « parce... qu'il n'y avait point à Lyon d'Officiers devant lesquels les nouveaux élus fussent dans le cas de prêter serment ». Le C. S. ne dit rien : il faut croire que cette Communauté, de son propre aveu, échappait à sa juridiction². Cependant elle n'était pas hors du droit commun, comme le montra bientôt une nouvelle affaire, suite de la précédente, qui aurait pu amener un conflit autrement grave. Un arrêt du Conseil³, vu les nombreux procès et la situation détestable de la Communauté, estimant qu'« il faut régler dans un Tribunal souverain les contestations pendantes et celles à venir jusqu'à la liquidation » des dettes, évoqua tous les procès et les renvoya « par-devant le sieur Intendant et Commissaire départi en la Généralité de Lyon, pour, avec tels Officiers ou gradués qu'il voudra choisir en nombre requis par les ordonnances, juger souverainement et en dernier ressort toutes lesdites contestations... », l'Intendant pouvant « subdéléguer un Rapporteur et commettre un Procureur du Roi et un Greffier à la Commission » et ayant un pouvoir extrêmement étendu pour tous règlements, arrangements, vérifications et contrôle ultérieur ; l'arrêt ajoutait que, s'il y avait contestation à son sujet, le Roi s'en réserverait la connaissance, « icelle interdisant à toutes ses Cours et autres Juges ». C'était, avec la

¹ B. M., 369266, 369279, 369280.

² La question était si peu claire qu'il y eut, en 1777, au sujet de la même Communauté, un conflit entre le Consulat et la Cour des Monnaies, que celle-ci et le Conseil d'Etat prétendirent trancher dans deux sens différents. (A. M., Inv. Chappe, VI, p. 45 et 46, nos 40 et 42.)

³ Arrêt du Conseil d'Etat..., 2 août 1773 (B. M., 118419).

modalité particulière de la Commission, l'application de la doctrine gouvernementale que nous avons vue exposée naguère; c'était par là même une décision contraire aux prétentions qui, bien que condamnées, n'avaient pas été abandonnées dans la pratique par le C. S. Allait-on voir entre celui-ci et l'Intendant éclater le conflit évité jusque-là? Flesselles écarta cette éventualité avec infiniment d'esprit¹: il composa la Commission des deux autres Présidents du C. S., de douze Conseillers dont l'un fut rapporteur, de Palerne de Savy comme Procureur et, comme Greffier, de Delhorme, un des Greffiers de la Cour.

II

Ayant ainsi, dans la mesure du possible, défendu sa compétence, le C. S. — sans aucune doctrine apparente, et sollicité souvent par les intéressés eux-mêmes — se trouva entraîné dans la voie de la réglementation. Tout d'abord le C. S. homologua les règlements des Communautés. Les exemples sont innombrables: dès juin 1771², les Maîtres-Gardes de la Communauté des maîtres et marchands en bas de soie présentent une délibération, etc... homologuée déjà au Consulat. Le 9, le P. G. met son visa; Ranvier de Bellegarde fait le rapport; le 11, « le C. S. a homologué et homologue... » et ordonne l'impression et publication. La même formalité se reproduisit si souvent que j'ai renoncé à compter seulement les homologations. Parfois, ce ne sont pas des règlements généraux — dont l'étude serait facile et intéressante pour la connaissance de la vie économique à Lyon — qu'on présente au C. S., mais une délibération particulière. Ainsi font, en juillet 1771³, les

¹ Voir un procédé analogue, *infra*, p. 324.

² A. N., X^{1b} 9765. Arrêts et règlements concernant la manufacture et fabrique de bas..., p. 117 (B. M., 357011).

³ A. N., X^{1b} 9765.

benniers-boisseliers qui, pour rembourser une dette, ont établi un rôle de répartition que le Consulat a approuvé ; « la Communauté ne doute pas que chaque membre ne s'empresse à exécuter le parti qui a été choisi et qu'il ne soit charmé de se libérer aussi aisément » ; mais pour plus de sûreté elle demande « l'attache du C. S. » qu'il lui accorda.

Mais bientôt, l'esprit de réglementation apparut, d'abord, comme nous avons vu maintes fois, chez les membres du Parquet. Ainsi, en août 1771¹, les maîtres et marchands boulangers demandèrent l'homologation d'une délibération et d'une sentence consulaire relatives aux apprentis et en outre la prorogation du délai accordé ; le P. G. prétendit les renvoyer devant le Consulat avec appel devant la Cour, qui serait ainsi dernier juge ; mais elle ne le suivit pas et raya la réserve sur la minute. Ce mode d'activité ne s'arrêta pas même en temps de vacations², bien qu'il semble qu'on aurait pu attendre la rentrée. Il s'appliqua aussi bien en dehors de Lyon qu'à la ville : j'ai noté par exemple l'homologation, en mars 1773³, des statuts et règlements des boulangers de Montbrison, qui avaient été homologués « provisoirement » par le Lieutenant Général de Police de cette ville en 1755, ce qui prouve en passant que les Communautés, qui n'avaient pas été pressées de solliciter l'homologation du Parlement de Paris, sollicitaient volontiers celle moins coûteuse et moins lente du C. S. de Lyon. Elles y tenaient même tellement qu'elles cherchèrent à surprendre la Cour. Dès les premiers mois de l'existence du C. S.⁴, la Communauté des maîtres tailleurs d'habits de Mâcon présenta à son homologation des statuts qui, après, semble-t-il d'après les dates, une légère hésitation, la reçurent le 12 juillet. Le 2 août, la Communauté les présenta au Bailliage de Mâcon ;

¹ A. N. X^{1b} 9765.

² *Ibid.*, 9/10 octobre 1771.

³ A. N., X^{1b} 9767, 3/4 mars 1773.

⁴ A. N., X^{1b} 9765, aux dates indiquées dans le texte, et, pour la fin, B. M., 116767.

cette interversion de l'ordre normal fut vite expliquée : le Procureur du Roi, à une requête analogue du début de l'année avait, averti par des dissidents, répondu en relevant le défaut de Lettres Patentes et en formant opposition « à ce que les maîtres tailleurs se qualifient Communauté et en exercent les droits avant d'avoir obtenu lesdites Lettres ». Le Tribunal ordonna l'envoi au C. S. des pièces qui ne lui avaient pas été présentées. Le P. G. loua fort son Substitut de Mâcon et, oubliant la légèreté avec laquelle il avait conclu à l'enregistrement de statuts non accompagnés de L. P., fit cet excellent exposé juridique : « La Cour ne saurait tolérer que des particuliers s'unissent à leur gré en corps de Communauté, sans Lettres Patentes qui les y autorisent¹, et que sous cette qualification illégale ils établissent et perçoivent des impositions, dont le produit n'est ordinairement employé qu'à des frais de repas : ces associations ont encore cet inconvénient plus considérable, elles donnent la facilité d'emprunter, dont les Maîtres-Gardes et Syndics ont presque toujours abusé. Aussi les Cours ont-elles prohibé avec attention les unions en Corps, Communautés ou Confréries toutes les fois qu'elles en ont reconnu dont l'existence n'était pas légalement établie. » Le P. G. se porta donc tiers-opposant à l'arrêt du 12 juillet, demanda que la prétendue Communauté se pourvût de L. P., etc..., et, profitant de l'occasion pour faire jouer un rôle actif à l'autorité judiciaire, demanda que les Officiers de justice de Mâcon pussent nommer provisoirement deux Maîtres pour faire les visites domiciliaires « sans néanmoins que lesdites visites pussent être faites autrement qu'ensuite d'une permission du Magistrat premier en ordre et du Substitut du P. G. audit Bailliage ». Mais, comme plus d'une fois, le Conseil, que présidait Flesselles, refusa de suivre son Procureur dans cette voie

¹ Il ressortirait logiquement de ce principe que la non-existence de Communautés serait la règle générale et leur existence, l'exception créée par une disposition expresse ; on sait comment dans la pratique — et plus par esprit fiscal que par idée théorique — la proposition s'était trouvée renversée.

dangereuse et se contenta, le 5 février 1772, d'exiger les L. P. avant un enregistrement valable et de rendre, comme on lui avait demandé, son arrêt commun à tous les artisans de Mâcon dans le même cas. Mais désormais la Cour se méfia, et j'ai relevé plusieurs cas où elle renvoya de « prétendues Communautés » à se pourvoir de L. P. avant tout enregistrement de leurs règlements.

D'autres Communautés, plus adroites, cherchèrent, s'étant mises d'accord avec la loi, à utiliser au mieux de leurs intérêts cette tendance à la réglementation. Au début de 1772¹, la « Communauté des maîtres barbiers, perruquiers, baigneurs et étuvistes », demanda, en un langage louangeur et fleuri, l'homologation de ses statuts et ajouta qu'elle espérait profiter « d'une augmentation de privilèges accordée aux maîtres perruquiers de Paris par des L. P. du 22 juillet 1771 », sollicitant avec sérénité l'homologation, à son usage, des trois premiers articles dirigés en particulier contre les filles pratiquant la coiffure des femmes. Le P. G. ne fit même pas allusion à cette prétention trop évidemment antijuridique et le C. S. la rejeta expressément le 21 février. Il fut moins sévère dans un autre cas. Il semble y avoir eu à Lyon, à ce moment, une campagne des marchands en magasin contre les colporteurs. Les marchands verriers et faïenciers firent homologuer², le 29 février 1772, une ordonnance consulaire du 19 juillet 1769, interdisant le colportage de leurs articles. Les marchands merciers, joailliers et « clincailliers » (*sic*) prirent une autre voie. Ils présentèrent³ une requête exposant que « ... des gens sans aveu et surtout les Juifs achètent et revendent à cri public et par la voie de la loterie des marchandises volées, à faux titre, faux poids et fausse mesure, tandis que les boutiques et magasins des véritables marchands sont déserts ». Les marchands ont obtenu une sentence du Prévôt des Mar-

¹ A. N., X^{1b} 9765, 21 février 1772.

² Arrêt du C. S. (B. M., 114091).

³ A. N., X^{1b} 9765, 28 février/5mars 1772.

chands, en février 1769, qui a produit quelque effet, puis est tombée en désuétude, « surtout par la tolérance d'Officiers inférieurs ». Ils ont donc cru « devoir recourir à l'autorité du C. S., chargé spécialement de tout ce qui intéresse la foi publique et la sûreté du commerce ». C'était un appel à la réglementation ; la Cour l'entendit : après une vague réserve du P. G., elle rendit un arrêt conforme à la demande, renvoyant en grande partie à l'ordonnance de 1769, mais y ajoutant ; elle termina, dans un haut esprit d'équité, en laissant un délai de quinze jours à dater de l'affichage, sans doute pour permettre aux revendeurs de bonne foi d'écouler leur marchandise. Cette fois c'était bien un arrêt de règlement.

C'est ainsi, encore une fois, que, par une transition insensible, le C. S. fut amené, et parfois comme entraîné, à jouer vis-à-vis des Communautés le rôle de tuteur. Il faut, d'ailleurs, reconnaître qu'il chercha à le faire dans leur intérêt. Les deux fléaux des Communautés étaient les procès et les dettes. Le C. S. essaya de les combattre. Les menuisiers et ébénistes ayant demandé¹ l'homologation d'une délibération déjà approuvée par le Consulat, le P. G. réclama d'abord l'apport d'un état de situation ; puis, l'ayant examiné, il accepta l'homologation, à laquelle la Cour ajouta sagement : « ... Comme encore à la charge que les Maîtres-Gardes ne pourront se faire autoriser, par délibération de leur Communauté, à soutenir aucun procès qu'au préalable ils n'aient pris une consultation de deux anciens Avocats qui décident si la Communauté a intérêt de soutenir le procès dont il s'agit. » C'est l'Avocat-Conseil obligatoire. Ailleurs la modalité change, mais l'idée est la même ; les Maîtres-Gardes des teinturiers et mouliniers de fil, toile et coton² « ne pourront intenter ni suivre aucun procès qu'ils n'y aient été autorisés par délibération de leur Communauté, assemblée au nombre des deux tiers au moins de ceux qui la composent ».

¹ A. N., X^{4b} 9767, 8 juin/5 juillet 1773.

² A. N., X^{4b} 9767, 7/23 février 1774.

Quant à la liquidation des dettes des Communautés, c'était œuvre plus difficile dont, depuis Colbert, le Gouvernement se préoccupa, sans succès. Ici encore, le C. S. observa une gradation. D'abord, les cafetiers, limonadiers, etc., ayant demandé¹ homologation provisionnelle de statuts non encore patentés, le P. G. accepta, « se réservant de requérir ce qu'il croira le plus expédient pour parvenir à la liquidation des dettes des suppliants ». Avec les perruquiers², le C. S. alla plus loin et demanda, avant d'homologuer une délibération, une réunion devant un Echevin, en présence du Substitut du P. G. au Consulat, pour délibérer sur la liquidation de dettes, et une reddition de comptes. Tout cela était encore vague ou modeste; le C. S. prit une tout autre attitude, conforme aux prétentions qu'annonçait son arrêt général, dans l'interminable affaire des poulailleurs-rôtisseurs³ qui, commencée au printemps de 1772, ne fut achevée que fin 1774. Dès mai 1772, avant d'homologuer une délibération relative à un emprunt, la Cour, sur réquisitoire du P. G., demanda l'état des revenus, dettes et charges de la Communauté, accompagné des titres actifs et passifs; en attendant la production de L. P., également réclamées, on accorda un sursis à toutes poursuites pendant trois mois. Les choses n'avancèrent pas. Fin novembre, les L. P. n'étaient pas encore produites; le P. G., évidemment indisposé, requit de « déclarer nulles et de nul effet tant ladite délibération que l'ordonnance du Consulat qui l'a homologuée; faire défense à ladite Communauté de prendre, à l'avenir, de pareilles délibérations et aux Officiers du Consulat d'en ordonner l'exécution pour des emprunts quelconques de la part des Corps et Communautés de marchands et artisans, sans y avoir été autorisés par L. P. dûment enregistrées; ordonner que les suppliants se retireront devers S. M., pour en impétrer qui leur

¹ A. N., X^{1b} 9766, 16 juin/30 juillet 1772.

² A. N., X^{1b} 9766, 19/25 février 1773.

³ Les pièces sont aux A. N., X^{1b} 16/20 mai 1772, 30 novembre/1^{er} décembre 1772; X^{1b} 9767, 1/2 mars 1773, 24 avril; A. M., AA. 132, f^{os} 92 et 111.

permettront d'emprunter la susdite somme de 6.500 liv.¹. » C'était une vengeance spirituellement juridique de l'arrêt du Conseil d'Etat, rendu deux mois auparavant, sur les instances du Consulat. Mais bientôt la Cour allait passer à l'offensive. En mars 1773, l'affaire traînant toujours, la Cour décida une réunion de la Communauté en présence d'un Conseiller et du P. G., pour délibérer sur la liquidation des dettes. L'assemblée fut tenue le 24 avril et ne satisfit pas l'unanimité, car trois Maîtres se retirèrent en refusant de signer et de donner les motifs de leur refus. C'est probablement à cette assemblée que le Consulat, furieux, fit allusion plus d'un an après, à moins que — ce qui n'est pas impossible — il y en ait eu une autre dans l'intervalle. Il avait fallu, en effet, obtenir sursis après sursis, et les dettes n'étaient toujours pas liquidées. Les Commissaires du C. S. auraient établi un rôle de répartition en trois classes qui fut homologué par un arrêt de la Cour dans l'été de 1774, arrêt qui ordonnait « que le Trésorier nommé pour recevoir le produit de cette imposition ne pourra en faire aucun remboursement ni paiement quelconque que sur des mandats délivrés par les Syndics et Adjoints de cette Communauté et visés par le Commissaire-Rapporteur et le P. G. ». Le Consulat prétendit que cet arrêt allait directement contre l'arrêt de cassation du 30 septembre 1772, et on doit reconnaître que, si le libellé qu'il en donne est exact², ce contrôle allait bien contre la doctrine gouvernementale. Le Consulat demanda la cassation de l'arrêt et du rôle, le renvoi de la Communauté devant lui pour une nouvelle délibération qui serait ensuite approuvée par le Roi, « avec nouvelle et itérative défense au C. S. de s'ingérer dans l'administration intérieure des Communautés, si ce n'est dans le cas d'appel des

¹ Un nouveau délai de trois mois fut accordé « à la charge toutefois par les suppliants d'acquitter aux échéances les intérêts des capitaux qui forment ledit engagement ». Le délai dut être encore prorogé dans la suite.

² Je n'ai pas retrouvé l'arrêt, mais cela n'a rien d'étonnant, puisqu'il y eut une procédure de cassation après la disparition du C. S.

sentences des premiers Juges ». Le C. S. disparu, le Conseil d'Etat donna raison au Consulat en cassant l'arrêt vers la fin de l'année.

Mais, ce qui achève de peindre l'incohérence du Gouvernement en cette matière, c'est que ces droits qu'il empêchait la Cour de prendre, il les lui donna un jour, et aussi complets que possible. Ce fut dans l'affaire de la Communauté des tailleurs d'habits¹. La situation de cette Communauté devait être particulièrement compliquée quand le Roi, en 1760, la renvoya devant l'Intendant, assisté d'une Commission, qui fut prise parmi les membres de la Sénéchaussée. Cette Commission ne s'était sans doute pas beaucoup hâtée, car en 1771 ce travail n'était pas achevé. La Communauté demanda alors, pour plus de commodité, que l'attribution fût renvoyée au C. S., dont la plupart des membres avaient été mis au courant, quand ils étaient à la Sénéchaussée. Un arrêt du Conseil d'Etat du 23 janvier 1772 donna pleine satisfaction aux requérants en renvoyant toutes leurs affaires privativement au C. S., « avec faculté... de faire tels règlements et arrangements et d'accorder telle surséance qu'il conviendra, d'augmenter les droits de maîtrise et de chapelle, même d'ordonner sur tous les membres de ladite Communauté, à proportion de leur travail et de leurs facultés, l'imposition qui sera jugée nécessaire pour l'extinction des dettes de ladite Communauté ». C'étaient là des pouvoirs aussi étendus que possible, semblables à ceux qui avaient été accordés autrefois à l'Intendant. Qu'on remarque bien la différence entre la situation du C. S. et celle de la Commission; celle-ci n'était qu'une émanation du pouvoir de l'Intendant qui restait le tuteur légal de la Communauté, tandis que, en absolue contradiction avec la doctrine exposée un peu plus tard, cette tutelle est entièrement confiée au C. S., plus complète que n'en eut jamais aucune Cour de Justice. J'ignore malheureusement l'usage qu'en fit d'abord le

¹ A. N., X^{1b} 9760, et B. M., 114094.

C. S. Je n'ai retrouvé qu'un arrêt du 22 décembre 1772, enregistrant un règlement qui l'avait déjà été par le Parlement en 1767. Mais le 28 janvier 1774, se fondant sur l'arrêt du 23 janvier 1772, la Cour donna à la Communauté un véritable règlement : elle évoquait toutes les affaires relatives à la liquidation des dettes, approuvait l'œuvre de la Commission, entre autres un règlement assez sévère de 1762, cassait en passant, comme rendue par incompétence, une sentence de la Sénéchaussée, exigeait le dépôt des titres des créanciers et des comptes, avec pièces de comptabilité, pour l'apurement définitif devant un Conseiller-Commissaire, en présence du P. G. ; quand on aura ainsi tous les éléments d'information, « il sera pourvu par la Cour aux moyens les plus propres pour parvenir à la liquidation des dettes » ; en cas d'insuffisance de l'actif, entre autres moyens, on demandera à chaque Maître-Garde, avant d'entrer en exercice, la somme de 1.500 l., pour acquitter les dettes urgentes et privilégiées, qui sera remboursée à la fin de leur régie (c'était le système employé à l'Hôtel-Dieu), etc... La Cour, on le voit, avait pris au sérieux le mandat qu'elle avait reçu.

III

Elle était arrivée à un résultat analogue, quoique plus modeste, par une voie plus ordinaire : le jugement des nombreux procès qu'engageaient ou soutenaient les Communautés. Une des espèces de contestations les plus fréquentes est celle relative à la perception des droits. Le Conseil jugea en cette matière l'appel d'une sentence consulaire dès le 10 mai 1771¹. Un excellent exemple de ces sortes de procès avec les interventions qu'ils entraînent nous est fourni par l'affaire, ou plutôt les affaires de la « Communauté des Maîtres traiteurs,

¹ A. N., X^{1b} 9765.

cuisiniers, aubergistes de la ville et des faubourgs de Lyon¹ ». Cette malheureuse Communauté avait 33.413 l. 18 s. 6 d. de dettes, dont la plus ancienne remontait à 1744. Elle s'était déjà adressée, en 1769 et 1770, au Parlement de Paris, qui, en dernier lieu, par une délégation singulière, attribua pour cinq ans à la Sénéchaussée la connaissance de toutes les affaires de la Communauté. Celle-ci ayant pris, en mai 1771, une délibération portant une imposition de 15 à 25 sols, la fit homologuer par le Tribunal le 15 juin ; puis, elle demanda l'homologation de cette sentence au C. S., qui la donna sans difficulté le 18. La Communauté n'avait, sans doute, pris tant de précautions que parce qu'elle se sentait menacée. Quelque temps après, en effet, « quinze débitants en vin de Lyon, faubourgs et Brotteaux », adressèrent à la Cour une requête extrêmement intéressante. « Les Magistrats gémissent depuis longtemps de voir les Communautés de cette ville débitrices de sommes considérables, abus qui provient de la mauvaise gestion de leurs Maîtres-Gardes et du despotisme qu'ils s'arrogent dans les Communautés à l'aide de quelques particuliers qui leur sont dévoués ; le moment heureux est arrivé où, grâce à l'équité et aux lumières de Nosseigneurs les Magistrats qui composent le Tribunal supérieur, cet abus doit cesser ». Ils exposaient l'affaire à ces nouveaux défenseurs des petits commerçants, faisant remarquer que, l'imposition portant sur le vin consommé au local commercial, les gros traiteurs n'y participent que peu « et font un profit considérable sur les repas qu'ils donnent et qu'ils font porter en ville ». Mais sur quel fondement juridique s'adresser directement au C. S. ? « Les suppliants pourraient s'opposer à l'homologation de cette nouvelle délibération, mais cette opposition donnerait lieu à des frais à la Sénéchaussée qu'ils ont intérêt à éviter ; outre que le C. S. a la police générale et primitive de toutes les Communautés de cette ville, ainsi que le Parlement l'avait... » Ils demandaient

¹ A. N., X^{1b} 9765, 6, 8, aux dates indiquées.

donc que le C. S. se fasse remettre les pièces, offrant « de payer la somme qui sera ordonnée par le Tribunal supérieur pour la contribution à l'acquittement des dettes..., parce qu'ils se flattent que ladite somme sera proportionnée à leur état, biens et facultés... ». De plus en plus radicaux, ils demandaient d'assigner au C. S. les Maîtres-Gardes pour faire cesser l'imposition de 15 s., invitaient la Cour à défendre l'augmentation de 10 s., à arbitrer la somme que chaque Maître paiera et à désigner un dépositaire pour les fonds, avec l'obligation de rendre des comptes. Il était difficile de faire un appel plus net à la réglementation et au contrôle du C. S. On comprend que celui-ci se soit laissé entraîner vers le même temps à l'arrêt que nous avons étudié au début de ce chapitre. Ici, dédaigneux de l'arrêt du Parlement et du sien propre, il donna acte de l'opposition et permit d'assigner. L'affaire suivit son cours, les opposants reçurent une première satisfaction, car la Communauté dut produire les pièces entre les mains du Rapporteur, le Conseiller de Nervo. La Communauté s'adressa alors au C. S., se lamentant de ce que, par l'opposition de « quatre ou cinq brouillons », la perception restât en suspens, les autres profitant d'un délai pour se mettre en règle, tandis que des créanciers voulaient poursuivre la Communauté, sans attendre la décision du C. S. ; elle demandait donc une défense de poursuites pendant six mois. Après quelques hésitations, que trahissent des ratures, le P. G. et la Cour ordonnèrent l'exécution provisoire du premier arrêt d'homologation et la défense de poursuites pendant six mois. Enfin, le 6 janvier 1773, le P. G. conclut au rejet de l'opposition, mais, très illogiquement, profita de l'occasion pour demander une assemblée de la Communauté à tenir devant lui et un Commissaire « pour délibérer sur le moyen de parvenir à la liquidation des dettes ». La Cour ayant approuvé, il y eut deux réunions au Palais de Justice, les 1^{er} et 6 février. Le 10, dans un très long réquisitoire, le P. G. demanda l'homologation de la délibération du 6 et proposa un véritable règlement, avec fixation de paie-

ments annuels par différents membres nominativement désignés, les non-payants devant être poursuivis à sa requête, et une procédure de liquidation avec le notaire Delhorme, comme séquestre; arrêt conforme le 13. Le P. G. veilla à son application en tuteur vigilant de la Communauté : le 22 juin 1774, il demanda qu'on contraignît la veuve S... à « payer le montant de la cote annuelle à elle ouverte et fixée par ledit arrêt » (celui du 13 février 1773) et que les frais de la requête n'entrent point en taxe contre la Communauté, « renouvelant, en tant que de besoin, les défenses de faire aucun acte de procédure par Procureur pour la liquidation des dettes desdits traites et aubergistes, à laquelle il a été suffisamment pourvu par le susdit arrêt du 13 février 1773 ». La Cour l'approuva le 14 juillet, rejetant explicitement les frais sur les récalcitrants. Ainsi, profitant d'une dissension intestine, le C. S., conduit par son P. G., avait établi solidement sa tutelle sur une des plus importantes et influentes Communautés de Lyon.

Le Conseil fut amené aussi à juger de la régularité de certaines Communautés. Ainsi quelques marchands confituriers se pourvurent¹, en 1772, contre de soi-disant « Maîtres-Gardes de la prétendue Communauté des confituriers de Lyon ». C'était bien une question de principe qu'on posait sous cette forme inattendue : « Question de savoir si dans la ville de Lyon les arts et métiers libres peuvent être érigés en Jurande, avec imposition de droits de réception, et si les statuts qui contiennent ces dispositions peuvent être homologués sans L. P. enregistrées. » Et, pour préciser, il était imprimé ensuite en grosses lettres : « Liberté du commerce de Lyon. » Voilà donc le C. S., protecteur attitré des Communautés, sacré également défenseur de la liberté du commerce ! Il y avait eu, d'après les suppliants, un règlement de 1750 homologué par le Consulat et non exécuté ; en 1772, deux confituriers « se disant Maîtres-Gardes » en demandèrent l'homologation au C. S., qui

¹ Mémoire à consulter et consultation pour les sieurs... (B. M., 355471).

l'accorda le 15 août, avec la réserve habituelle, « sans approbation de la qualité prise par les particuliers qui avaient présenté la requête..., jusqu'à ce qu'ils aient obtenu des L. P... » Elles n'arrivèrent pas; les Maîtres-Gardes firent cependant condamner devant le Consulat trois récalcitrants qui en appelèrent, deux autres se joignant à eux « comme ayant le même intérêt », intervention extrêmement curieuse qui soulève une question juridique souvent discutée de nos jours. Les Maîtres-Gardes dirent que l'arrêt d'homologation valait des L. P.; ce qui était faux; les contrevenants dirent que cet arrêt n'avait pas l'autorité de la chose jugée, parce qu'il n'avait pas été contradictoire, ce qui n'était guère soutenable, offrant d'ailleurs de payer leur quote-part des frais faits dans l'intérêt de la profession. Leur conseil, Jolyclerc, accumula des arguments intéressants pour la théorie juridique des Communautés, concluant à l'annulation de la sentence consulaire, à l'opposition à l'arrêt du 15 août et à la décharge des condamnations prononcées, « sauf à Messieurs les Gens du Roi à faire pour l'ordre public et la liberté du commerce de Lyon tel réquisitoire qu'ils aviseront bon être ». J'ignore ce que le C. S. décida, mais il est curieux de remarquer qu'il était amené non seulement à légiférer pour l'administration intérieure d'une Communauté, mais encore à en examiner l'existence juridique dont, fort sagement, il laissait d'ordinaire aux Lettres Patentes du Roi le soin de décider.

Enfin, et bien entendu, le C. S. eut à intervenir entre Communautés se faisant la guerre. Par exemple, il donna raison¹ aux pâtisseries formant opposition à l'enregistrement de L. P. en faveur des confiseurs. Il y eut aussi un procès entre merciers et tailleurs², intéressant par la doctrine, que les premiers soutinrent, analogue à celle que nous avons rencontrée tout à l'heure : «... un des plus essentiels privilèges de la ville de

¹ A. N., X^{4b} 9768, 25 janvier/29 avril 1774.

² A. N., X^{4b} 9767, 18/19 mars 1773.

Lyon, c'est que le commerce y est libre, nonobstant toute Jurande et Maîtrise, en sorte qu'il faut distinguer la vente et débit des marchandises de la manufacture et main-d'œuvre...» Après ce bel exposé de principes, ils se contentaient, protestant contre une saisie de robes opérée chez eux par les tailleurs, saisie infirmée par le Consulat et confirmée par le C. S., de lui demander un délai de deux ans qu'il ramena à un an.

Ainsi, arrêté dès l'abord par le Conseil d'Etat dans ses vues de contrôle général, le C. S., entraîné par les circonstances et les sollicitations au moins autant que par des principes, était arrivé à exercer en mainte occasion une véritable tutelle sur les Communautés. Une fois de plus, il faut dire qu'on ne doit pas juger cet envahissement avec nos idées modernes ; au reste, l'évolution de la législation et de la doctrine n'a-t-elle pas tendu de nos jours à substituer le contrôle judiciaire au contrôle administratif, en matière de Syndicats ? Ce que valut l'œuvre du C. S. en cette matière, je crois qu'il faut le demander beaucoup moins aux jérémiades du Consulat, accusant le C. S. d'être la cause de l'esprit d'indépendance des ouvriers, qu'aux arrêts eux-mêmes et aux intéressés ; or les arrêts, s'ils accusent, surtout au début, quelque flottement et quelque imprudence, deviennent vite solides, modérés et, étant donné la triste situation et le mauvais esprit des Communautés, utiles ; quant aux intéressés, l'empressement même qu'ils mirent à avoir recours au Conseil montre quelle confiance ils avaient en cette Cour proche d'eux et, ainsi qu'il arrivait à Lyon, intimement liée à la vie économique très particulière de la cité.

CHAPITRE X

LA FIN DU CONSEIL SUPÉRIEUR

- I. La suppression et la liquidation du Conseil Supérieur. —
II. L'opinion et les représailles. — III. L'héritage de la Cour :
a) La Sénéchaussée de Lyon; b) Mâcon et Montbrison; c) Villefranche; d) Trévoux. — IV. L'œuvre du Conseil Supérieur.

I

Le Conseil Supérieur avait fait en vain étalage de ses sentiments loyalistes à l'avènement de Louis XVI¹; ses jours étaient comptés. La question du rappel des Parlements et de la destruction de l'œuvre du Chancelier fut posée dès les débuts du règne². Je n'ai rien observé à Lyon d'analogue à ce qu'on a cru remarquer à Clermont³, des signes d'impatience contre l'autorité royale. Le C. S. s'occupa simplement de la justice et des affaires courantes. En août 1774⁴, l'activité fut normale, de même en septembre⁵, où l'on entra en vacances. J'ai noté que, jusqu'au dernier moment, au criminel, et presque jusqu'à la fin, au civil, il n'y eut rien de changé. C'est que, on le sait par l'histoire générale, les conflits d'influence s'exercèrent long-

¹ Cf. *supra*, p. 210.

² E. Lavisse, *Histoire de France*, IX, 1, p. 8 et seq., et Flammermont, *op. cit.*, derniers chapitres.

³ Le Griel, *op. cit.*, p. 116.

⁴ A. N., X^{1b} 9769.

⁵ Le bruit courut alors que Flesselles serait compris dans un mouvement d'Intendants (*Gazette de Hollande*, 27 septembre 1774).

temps autour du malheureux Louis XVI et, jusqu'à la fin d'octobre, ses décisions restèrent en suspens. Au Consulat qui, sentant la chute du C. S. possible, redoublait ses efforts, la Chancellerie répondait¹, le 17 octobre, qu'il n'y avait rien à faire. Le 21, le Roi annonçait le rappel aux Ambassadeurs, sans que rien transpirât encore du détail de l'opération. Il semble qu'on ait hésité sur le sort à réserver aux C. S., et il est certain que, si la Royauté n'avait pas été résolue à capituler devant les Parlements, elle aurait, à quelque point de vue qu'on se place, pu et dû garder le nouvel organisme, au moins dans le ressort du Parlement de Paris. « Les Conseils Supérieurs, dit² alors Maupeou, qui, mieux que personne, jugea sa création, qui par leur constitution ne peuvent jamais s'élever aux prétentions des Parlements, qui n'ont aucun lien qui les unisse ni entre eux, ni aux Parlements, seront toujours la plus forte barrière qu'on puisse leur opposer; ils garantiront les provinces des cessations de service, en même temps qu'ils y feront respecter la justice et l'autorité; j'ajouterai encore qu'ils sont nécessaires à la prospérité des provinces, qu'ils y fixeront de riches citoyens et des talents, qui viendraient s'engloutir dans la capitale. » On ne pouvait pas mieux penser et mieux dire; mais un vent de réaction absurde et la peur de conflits, que l'apparence même de cette peur devait provoquer, emportaient le Gouvernement. A la fin d'octobre, le sort du C. S. était décidé. Le 3 novembre 1774, en effet, l'ancien Conseiller à la Cour des Monnaies de Lyon, Claret de la Tourette, écrivait³ à Séguier : « On s'est, sans doute, fort occupé dans vos cantons, comme ici, des grands événements qui se préparent. Notre Intendant, comme Premier Président du C. S. de Lyon, a reçu aujourd'hui la lettre de M. le Garde des Sceaux, qui annonce que la volonté du Roi est que sa Compagnie ne fasse point de rentrée

¹ A. N., V¹ 626.

² Flammermont, *op. cit.*, p. 645.

³ *Revue du Siècle*, XIV, 1900, p. 575 (la date donnée, 1775, est évidemment fausse).

et qui paraît annoncer sa suppression comme décidée... ». La lettre en question portait ¹ « que les circonstances qui avaient déterminé à l'érection des C. S. ayant changé, S. M. était résolue de les supprimer ; qu'en conséquence, il devait en prévenir sa Compagnie, afin qu'elle ne songeât plus à s'assembler, et que, sans autre formalité dispendieuse, cette lettre devait suffire pour l'exécution de ses ordres ». A cet extrait, envoyé de Paris le 11 novembre, la *Gazette de Hollande*, d'ordinaire bien informée, ajoutait : « ... Le bruit court qu'il est question d'établir un Parlement à Lyon ², parce que cette ville se trouve assez opulente pour fournir toujours à la Magistrature des sujets d'une fortune aisée. » Ce dernier espoir allait être aussitôt cruellement détrompé.

Le 12 novembre, le Roi tint son Lit de justice ³. Le Garde des Sceaux se borna à dire, sans le prouver, que le rétablissement des Cours rendait « absolument inutiles » les C. S., ajoutant que « la justice et la bonté du Roi ne lui permettent pas d'abandonner les Officiers qui, depuis 1771, ont rendu la justice en son nom dans ces Tribunaux ; S. M., en leur conservant les privilèges attachés aux offices dont ils ont été privés par les circonstances, se propose de répandre sur eux d'autres bienfaits ». Provisoirement, et d'ailleurs aussi dans la suite, ces bienfaits furent très médiocres, témoignant, une fois de plus, de l'habituelle ingratitude de la Royauté. Dans l'édit « portant suppression d'offices dans le Parlement et les Conseils Supérieurs » en effet, après avoir supprimé les C. S. et leurs Chancelleries (art. V et VI), on se contentait de dire que les propriétaires d'offices vénaux (Chanceliers, etc.) remettraient

¹ *Gazette de Hollande*, 18 novembre 1774. Le texte exact de cette lettre, évidemment circulaire, qui est ici bien résumée, se trouve dans Everat, *op. cit.*, p. 243.

² Le même bruit courait dans le monde de la magistrature de Riom, dès avant le 8 novembre (*ibid.*, p. 241).

³ Procès-verbal de ce qui s'est passé... (B. M., 124200, cf. Flammermont, *op. cit.*, p. 576).

leurs quittances pour liquidation¹ (X); que les Magistrats pourvus d'offices obtiendraient « par grâce » exemption des droits de marc d'or et provisions s'ils étaient pourvus d'un autre office (XI); que ceux d'entre eux qui avaient eu un office antérieurement pourraient le reprendre, s'il était vacant, sans frais (XII), mais en payant à nouveau s'ils avaient été déjà remboursés (XIII); enfin, que ceux qui avaient obtenu la noblesse personnelle la garderaient pour eux et leur fils en restant vingt ans dans un office la conférant (XIV). C'était, en somme, l'abandon le plus complet et le plus plat d'excellents serviteurs, qui s'étaient compromis pour leur Souverain. A Lyon, sauf erreur — car les Almanachs ne redonnent la composition de la Sénéchaussée qu'en 1779² — un seul membre du C. S., Laurent Basset, que nous retrouverons à propos du Grand Bailliage, y entra, et d'ailleurs bien plus tard.

La liquidation du C. S. consista uniquement dans le transport des papiers du Greffe à Paris, dont le Parlement prenait la succession de la Cour défunte : on estima³ qu'il avait, « par son enregistrement de l'édit de 1774, garanti, au nom de la Nation, l'exécution de tous les actes juridiques émanés des Commissions intermédiaires et supplée à la légalité qui manquait à [leurs] jugements... ». Plus simplement, le Parlement, reprenant les affaires pendantes, avait besoin des dossiers. Cependant, il ne se pressa pas : le 7 février 1775 seulement⁴, sur un réquisitoire minutieusement préparé⁵ du P. G., la Cour ordonna l'apport à son Greffe de tous les papiers du Greffe du C. S. de Lyon, qu'on trierait alors, ce qui, je crois, ne fut jamais fait. Joly de Fleury, en envoyant l'arrêt le 16, recom-

¹ Les Procureurs, estimant que la disparition du C. S. faisait diminuer la valeur de leurs charges, demandèrent le 19 décembre 1774 au Contrôleur Général de faire une nouvelle évaluation. La Chancellerie consultée approuva le 30 janvier 1775 (A. N., V¹ 626).

² Le Charrier de la Roche qui y est porté comme Lieutenant particulier civil honoraire est le père du Président au C. S.

³ Mémoire pour le Prévôt des marchands, etc..., 1780 (B. M., 355510).

⁴ Arch. dép. du Rhône. Sénéchaussée, Ordre public, 1775-1777.

⁵ B. N., coll. Joly de Fleury, ms. 2111, f^{os} 46-48.

manda encore de l'exactitude. Le 21, la Sénéchaussée fixa le commencement de l'inventaire au 23, 7 heures du matin. Ce jour-là, le Lieutenant Général, Gesse de Poizieux, dressa un procès-verbal de description que nous avons ; il contient 52 numéros, dont la reproduction n'offrirait aucun intérêt, mais dont l'étude attentive me permet d'avancer : d'une part, que certaines pièces, en particulier les registres de la Chambre, avaient été retirées au préalable ; d'autre part, que les papiers passés du Parlement de Paris aux Archives nationales ne sont pas complets. L'inventaire fut fini à 10 heures du soir. Le lendemain, on procéda à la clôture et à l'emballage très soigné des caisses. En mars, sur la demande du Parlement de Paris, on procéda de même pour les papiers de la Chancellerie. Un arrêt de la Sénéchaussée du 29 mars exigea la remise des clefs du local, que Delhorme avait demandé qu'on lui laissât provisoirement pour enlever ce qui lui appartenait. Malgré plusieurs sommations, il ne vint pas ; le 31, on fit forcer les portes ; on fit un inventaire sans intérêt et on remit les scellés ; ils ne devaient être levés qu'en août, malgré la mauvaise volonté persistante de l'ancien Greffier. Quant aux papiers envoyés à Paris, ils furent ouverts et reconnus le 19 mai et jours suivants par-devant le Conseiller de la Grand'Chambre Lefèvre. On fut moins pressé pour payer les frais ; à partir de la mi-juin, le P. G. entretenit une correspondance pour les faire rembourser ; en septembre, ils ne l'étaient pas encore, car le Procureur du Roi à la Sénéchaussée, Barou du Soleil, s'en plaignait à Joly de Fleury, demandant qu'on le mît « en état de satisfaire à la demande de ces ouvriers qui, depuis plus de six mois, attendent leur paiement et qui, tous les jours, sont à ma porte pour l'obtenir¹ ». C'est sur cette dernière manifestation du désordre et de la lésinerie des finances royales que se clôt tristement l'histoire du Conseil Supérieur.

¹ B. N., coll. Joly de Fleury, ms. 2111, f^{os} 161 et 331.

II

Comment l'opinion lyonnaise accueillit-elle cette disparition? Nous savons déjà ce qu'en pensa le Consulat ; nous présumons que nous ne saurons guère ce qu'en pensaient les Lyonnais. La petite colerie, qui était restée très silencieusement hostile au C. S., l'attaqua, une fois disparu, avec moins de générosité encore que d'esprit. Il circula, peut-être même on afficha ¹, le 14 novembre, un avis ainsi conçu : « Vous êtes avertis qu'il y aura demain dimanche, 6 du présent mois de novembre, indulgence plénière accordée aux personnes qui, poussées d'un zèle charitable, feront des prières pour le repos du pauvre Conseil Supérieur, qui est décédé ce jourd'huy à 3 heures 15 minutes après-midi. *Requiescat in pace. Amen.* » A quoi un plaisant répondit :

Pour qui meurt âgé de trois ans,
Quand il serait en cheveux blancs,
Un service est peu nécessaire ;
Est cet avis très salulaire,
A l'usage de tous les temps :
Dans l'Eglise on ne doit point faire
De prières pour les enfants.

Cela n'était pas bien méchant ; mais il y eut pire, car on en vint à des personnalités blessantes. Nous avons deux chansons, l'une en patois, l'autre en français, qui ont été publiées, mais que je crois devoir reproduire. Celle en patois a été publiée ² par Puitspelu, d'après un texte donné par de Valous à Morel de Voleine ; la publication est correcte, mais les notes historiques montrent une certaine ignorance des faits. L'éditeur a vu

¹ B. M., fonds Coste, ms. 1072. Morel de Voleine, *Petite Chronique lyonnaise* (*Revue du Lyonnais*, 2^e série, II, 1851, p. 283) qui donne un texte un peu différent et probablement corrigé.

² *Revue du Lyonnais*, 5^e série, XII, 1891, p. 368.

justement qu'elle avait été « pensée » en français et traduite en patois ; c'est l'œuvre d'un lettré, appartenant probablement au monde échevinal ou plutôt au monde de la robe, ayant quelques rancunes à satisfaire et quelques puissances à ménager. Une bonne partie de la pièce est banale ; je ne donne que ce qui fournit un renseignement sur une opinion locale, une personne ou un fait.

Notrou Rei, plein d'humanité,
A Polignieu donne congé
Par un édit ein bouna forma
Seins avai pris data à Roma,
Et à celos du Parlement
Qu'aviant pris les droits et rang.

(L'édit chasse
les Conseils supérieurs).

A Lyon y étave encore pi :
Ils aviant l'esprit de parti,
Sotenant sovant los vices,
Praticavian mainte injustice.
Qui los nommave pas Seigneur
Etave sûr de leur fureur.

Les uns fils de taffetatis,
D'autros sont fils de charpentis.
S'ils étiant venus de la China,
On n'eût pas su leur origina ;
Mais ils sortiont tos des carti
Des Terriaux et de Sant-Nizi.

Que fera le pauvre Dervieu ?
Restera-t-il dans son Goiffieu ?
N'en crayî ren, car son bieu-père,
Craignant lo vaire à la misère,

A sos sabots et son tabli
Per ein faire un bon teinturi.

Que deviendra mon compliment ?
Dit l'Avocat¹ qu'est tot récent.
J'ai travailla à tote otrance,
Epuisa tota ma science.
Y faut donc le mettre au crochet
Puisqu'on m'a copa le sifflet.

Parlos du Premi Président,
Y a pertot de braves gens ;
Ne confondons point de Flesselles
Avouai cetta fotua sequelle,
Car chacun dans Lyon longtemps
Désire qu'il reste Intendant.

Lo transport de tos los Lyonnois
A brilla devant lo Palais
Par un très biau feu d'artifice ;
Et gens seins fard et seins malice,
En riant, criant (imparfait) haute-
[ment :
Vive, vive lo Parlement !

Los avocats, los procureurs,
Los hussis et los controlleurs
Ayant tos lieurs clerks à la tête,
Se sont soula, menant grand fête.
.

¹ Il s'agit, sans doute, du second Avocat du Roi, Mayeuvre de Champvieux.

L'autre texte, beaucoup plus méchant, est plus intéressant : c'est une revue complète du C. S. par quelqu'un qui le connaît bien, et qui ne l'aime pas. Deux notes manuscrites, sur deux copies différentes, l'attribuent l'une au Conseiller de Combles, ce qui me paraît peu vraisemblable, l'autre à Pierre-Thomas Gonin de Lurieu, qui était alors Bâtonnier de l'Ordre des Avocats. Je la donne en entier tant pour son importance que parce que ses deux éditeurs ne l'ont pas comprise et y ont introduit d'incompréhensibles erreurs¹.

L'air est sur le vaudeville de Vadé :
Qui veut savoir l'histoire entière
De Mademoiselle Manon la Vivan-
[dière?]

Je vais peindre d'après nature
 La moderne magistrature
 Qui remplissait [de] dans Lyon
 Le Parlement de la nation.

En tête est le petit Flesselles,
 Serrant le cul et baissant l'aile,
 Ci-devant Premier Président,
 Chut.. il est encore Intendant.

La troupe ensuite est présidée
 Par une mine refrognée,
 Un homme dur, peu libéral,
 C'est la Roche en original².

Puis un Président débonnaire³,
 Qui sans lui ne saurait rien faire,
 Cependant de l'ami Saint-Fonds
 Il pourrait copier le ton⁴.

Arrive Monsieur de Jonage⁵;
 Radote-t-il, il en a l'âge;
 Puis il n'a fait pendant trois ans
 Que des acquits d'appointments.

Puis l'étiq̃ue de la Vernouze
 Vous fait des filles jusqu'à douze,
 Ne se mêlant point de procès,
 Tant il est ami de la paix.

De ses confrères anthropophage,
 Voyez le mangeur de leurs gages,
 Tête de bœuf, gueule de four,
 Qui peut méconnaître Desfours?

¹ J'en connais quatre manuscrits ou publications : B. M., fonds Coste, ms. 1072, copie n° 1 avec des corrections; copie n° 2 sans note ni rature; A. Rousset, *Mélanges littéraires et historiques*, cahier supplémentaire, qui reproduit, avec des fautes, le n° 1 de 1072; la *Magistrature lyonnaise en 1776 (sic)*, Montbrison, 1898, tiré à 50 exemplaires (B. M., 356111), qui paraît venir d'une leçon différente, mais proche, de la copie n° 2, avec des erreurs, interversions et lacunes. On voit, en tout cas, que la chanson a couru. Je suis le plus souvent le ms. Coste, copie n° 1, en n'indiquant que les variantes intéressantes.

² Charrier de la Roche.

³ Sabot de Pizay.

⁴ Il s'agirait d'un Botter de Saint-Fonds(?).

B. M., 356111, donne : Digne rejeton des Sabots,
 Il ira couper des fagots.

⁵ La chanson suit désormais rigoureusement l'ordre du Tableau.

Ah! pauvre Berthelon de Brosse,
Ta pauvre haridelle de rosse,
Ne pouvant te faire cocu,
T'a fait le plus sot des intrus.

Un grand effilé va le suivre,
Menteur comme un laquais bien
[ivre,
Gourmand, joueur, impertinent,
C'est de Nervo certainement.

Entendez son voisin, il parle,
Ensuite il parle et puis reparle,
Et puis, quand il a tout dit,
Ce n'est rien, mais c'est Parigny.

Jadis un bureau d'ordonnance
Donnait à Coupplier l'existence;
Après la farine, le son :
Il peut en vendre à Claveyson.

Quoi, le fourgon de la justice
A versé dans un précipice?
Tant de patrons, Vital ni Roch¹,
N'ont pu le sauver de ce choc.

Jussieu, l'auteur d'un petit livre,
Serait moins gros, s'il fallait vivre
Du produit de l'impression
Du grand Traité des Conventions².

Ah! que le Tout-Puissant nous
[garde
Du jugement de Bellegarde;
Il a fait son droit de travers,
Sa fortune a bien des revers.

Janzé, dans la Cour Souveraine,
Tu fus reçu non pas sans peine;
Fallait-il pour si peu de temps
Venir ainsi fâcher les gens?

Mais voulez-vous entendre braire?
Robin arrive, il faut se taire.
Croyriez-vous que ce tapinois
Tranche du grand chez le bour-
[geois?

Conseiller-clerc, brave chanoine,
Tu bois, tu baisses comme un
[moine;
Ton nez rougeâtre, abbé Grau-
[gnard,
Est d'un ivrogne ou d'un paillard.

Berthaud, tu pourrais de ton père³
Avoir la corde nécessaire
Pour porter un peu de bonheur
Au grand Conseil Supérieur.

Voilà le marchand de seringue,
C'est bien la plus comique bringue,
C'est le plus rare original,
Non, Archimbaud n'a point d'égal.

Goiffieu, conseiller en teinture,
Va faire une triste figure;
Je m'aperçois à son accueil
Qu'il voit cela d'un mauvais œil.

Mais voulez-vous de l'insolence,
En abondance et concurrence?
Regardez Monsieur de Gérando
Copier Monsieur de Nervo.

¹ Je suis la copie n° 2, la seule que je comprenne : il s'agit de Roch-Marie-Vital Fourgon de Maisonforte.

² Il s'agit des *Instructions faciles sur les conventions*, Paris, 1760, in-12, dont il y a une autre édition de 1777.

³ Berthaud de Lavar, Conseiller à la Sénéchaussée.

De Combles, conseiller postiche,
Les prend, les quitte¹, et puis s'en

[fiche :

Nous le verrons quelque matin
Ou grenadier, ou capucin.

Basset une femme rencontre,
Lève la patte et pisse contre,
Et puis dit dans tout son quartier
Qu'il vient de faire un Conseiller.

De Harenc prend après matines
Force provision de cuisine
Et n'emprunte plus de l'argent
Pour descendre du dernier rang.

Admirez, écoutez Mayeuve²,
Comme il conclut, c'est un chef-

[d'œuvre,

Son mal de mer n'était pas feint :
Il sentait approcher sa fin.

Le hurleur de réquisitoire,
Qui parle douze heures sans boire,

Laissera partir pour Toulon,
Non les témoins, mais les fripons.

Partant à la place de Game,
On verra bientôt à la rame,
Et secrétaire, et Procureur³,
Que l'on appelait Monseigneur.

Au cul de Monseigneur arrive
Un Substitut d'humeur bien vive :
Vraiment notre ami Jolyclerc,
Vous avez fait un pas de clerc.

Son pesant camarade approche :
Quel air, quel ton, quelle caboche !
Le Sancho Pança du Parquet
Est Varenard⁴, un franc benêt.

Et vous, Greffiers des gobe-mou-
[ches,

Passez au greffe des Cartouches :
Autant voler sur grand chemin
Que voler sur les parchemins.

Passons sur la grossièreté et le peu d'esprit de la plupart des couplets : il reste que c'est là l'œuvre d'un homme approchant de près le Palais, compréhensible pour ceux seuls qui le connaissaient bien, donc sans valeur pour l'étude de l'opinion générale.

Quelqu'un cependant, avec bon sens et modération, prit la défense des Conseils Supérieurs défunts, et d'après un passage, cet anonyme est à peu près certainement un Lyonnais

¹ Je n'ai rien trouvé qui justifie cette assertion.

² C'est la seule fois où l'ordre est interverti : M. devrait venir après Palerne de Savy désigné dans la strophe suivante pour permettre la plaisanterie sur l'affaire Game.

³ Le P. G. Pulligneu et son secrétaire Féault.

⁴ La copie 1 est certainement fautive, je l'ai corrigée à l'aide de 2.

ou au moins un habitant du ressort ¹. Il louait fort adroitement les C. S. pour avoir rapproché la justice des justiciables et diminué le temps perdu et les frais, pour avoir été un instrument de décentralisation, « dans leur ressort respectif les représentants, les surveillants de la chose publique ² », pour avoir surveillé les Tribunaux inférieurs, ce qui explique « pourquoi presque tous les sièges subalternes ont pris tant de part à l'époque de 1770 (*sic*) ; voilà pourquoi ils ont tous crié haro ! contre les Conseils Supérieurs ». Au reste, il reconnaissait qu'il y avait eu des maladresses commises : « L'invénalité des offices n'est plus de nos mœurs ; la présidence dans les mains des Intendants pouvait être suspecte ; leurs gages étaient une surcharge d'impôts, etc... » Il s'agit donc sans doute d'un Magistrat qui souhaitait « une correspondance immédiate » avec la Cour des Pairs, l'hérédité des charges, enfin, — après avoir approuvé le rétablissement du Parlement de Paris et blâmé celui de la Cour des Aides ³, etc... — la création d'un « Parlement » à Lyon⁴, celui de Dombes y uni, avec « les dignes Magistrats qui composaient l'ancienne Cour des Monnaies de Lyon » et, pour ressort, le Lyonnais, Forez, Beaujolais, Dombes, Mâconnais, Bourbonnais et Auvergne ⁵. C'était là encore une voix isolée ; mais il semble, pour des raisons que j'ai maintes fois dites, que dans son ton très digne et attristé, elle traduisait mieux l'opinion lyonnaise que les satires précédentes.

A défaut de mouvement d'opinion hostile au C. S., — car s'il y eut la manifestation dont parle la chanson patoise, ce qui n'est pas sûr, elle fut limitée au monde toujours turbulent de

¹ Lettre de l'Hermite Jean, 29 novembre 1774, sans noms de lieu ni d'imprimeur (B. M., 352946).

² « Mais Paris, ajoutait-il tristement, au détriment de tout l'Empire, est un gouffre qui attire tout, qui veut tout engloutir. »

³ « L'ancienneté d'un Tribunal ne dépose souvent que de l'ancienneté d'un abus ».

⁴ On en proposait, sans détail, un autre à Tours.

⁵ C'est à peu près le plan de la Michodière, cf. *supra*, p. 38.

la Basoche — y eut-il des représailles contre les Magistrats, comme on sait qu'il y en eut dans toutes les occasions semblables, avant 1774 à Pau et à Rennes, à ce moment à Grenoble, etc... ? Je n'ai rien trouvé ; sans doute, aucun Officier du C. S. ne rentra immédiatement à la Sénéchaussée ; mais il y avait pour eux une question d'amour-propre, et d'ailleurs, il n'y avait pas de place ; nous verrons qu'en 1788, plusieurs jouèrent ou voulurent jouer un rôle actif, et que, pendant la Révolution, plusieurs jouirent de la faveur de leurs concitoyens. Grâce à leur retraite, le Parlement de Paris ne put rien contre eux et ne parut pas d'ailleurs disposé, quand il y fut forcé, à se montrer agressif vis-à-vis de l'un d'eux. Le Premier Président, en effet, étant protégé par sa qualité d'Intendant — et il est intéressant de remarquer que sa popularité, réelle et méritée, ne fut diminuée en rien — des plaideurs mécontents essayèrent de s'en prendre au P. G. Pulligneu. On se rappelle¹ qu'il avait traité sans ménagement le Procureur Bonichon, dénoncé d'ailleurs par ses confrères. B... était homme à se défendre : avant même la disparition du C. S., il s'adressa² au Conseil d'Etat par une requête contre la veuve A..., qu'il était censé avoir lésée. Le Conseil se borna le 2 mai à ordonner l'apport des pièces. B..., encouragé sans doute par le bruit de la disparition possible du C. S., passa de la défensive à l'offensive et attaqua le Tribunal lyonnais ou plutôt son P. G. : il releva dans la procédure huit vices graves : intervention irrégulière du P. G., non communication de pièces à l'accusé, production de pièces fausses, désignation d'experts suspects, précipitation dans le procès, mauvaise rédaction de l'arrêt, etc... Il joignit une consultation du 14 septembre d'où il ressort, ce qui est peut-être trop prouver, qu'il lui restait, frais payés, 189 l. 14 s. d'honoraires, alors qu'il a été condamné à 466 l. 15 s. de restitution, et des certificats de trente-six Procureurs, de Magistrats municipaux et Notables lyon-

¹ Cf. *supra*, p. 258.

² Requête d'ampliation au Roi, etc. (B. N., Fm 3443, 4°).

nais, et même du Doyen et Syndic des Comtes de Lyon ! Sur l'exemplaire de la Bibliothèque Nationale, une note manuscrite nous apprend qu'un arrêt du 17 octobre — donc antérieur à la disparition du C. S. — ordonna la revision du procès et renvoya le fond au Parlement de Paris. La note, qui doit être de B... lui-même, ajoute de graves imputations : « La haine du sieur Pulligneu vient de ce qu'il prétend que le suppliant a déclamé publiquement contre le C. S. et autres motifs expliqués dans la requête au Parlement ; ce Procureur du Roi était encore extrêmement fâché de ce que le suppliant avait occupé contre le s^r B..., son beau-frère, qui venait de faire une faillite de 2.500.000 l. ; le suppliant avait été d'avis de donner plainte. » La note finit en disant qu'il y a eu des dossiers soustraits, des faux, des ordres écrits du P. G., qu'on demande de « prendre à partie en onze chefs différents ». L'affaire, on le voit, s'aggravait. Il y eut des Lettres Patentes de revision¹ du 14 décembre, et le 24, de B..., qui ne craignait plus rien, une demande de prise à partie contre Pulligneu « pour raison des contraventions multipliées aux lois et ordonnances du royaume, etc... ». B... reprenait ses griefs de loin, car l'inimitié entre P... et lui remontait, disait-il, au temps où ils étaient tous deux clerks à Lyon ; et chaque année presque, depuis 1762, P... aurait proféré des menaces contre B... qui les rapporte avec une étonnante mémoire. A la création du C. S., P... aurait multiplié ses menaces et même agi assez directement, mais il aurait, ce qui est bien commode pour B..., supprimé toute trace des affaires que ces menées avaient provoquées ; il aurait été jusqu'à menacer le Procureur d'une lettre de cachet pour avoir déclamé contre le C. S. Puis B... reprenait toutes ses protestations contre l'affaire qui l'avait fait suspendre en rejetant la responsabilité de tout sur P..., représenté comme « criant avec fureur », machinant tout, menaçant B...

¹ Ce qui suit est d'après le long « Arrêt de la Cour de Parlement rendu en faveur de M^e Bonichon... » (B. M., 113715). Il y a une contradiction entre l'intitulé et la formule finale ; je suis convaincu que c'est l'intitulé qui est exact.

de le faire emprisonner. Il terminait en demandant une information contre le P. G., le Rapporteur, les Juges, les Procureurs, les plaignants, etc... C'était tout le procès du C. S. qu'il prétendait soumettre à la Cour. Le 1^{er} avril 1775, le Parlement rendit son arrêt qui, après avoir reproduit, ce qui était proprement injurieux, toute la requête de B..., annula la procédure faite au C. S., rendit à B... sa qualité de Procureur, fit rayer la délibération du registre des Procureurs et rendre à B... la somme qu'il avait dû restituer; mais pour la demande de prise à partie contre P..., la Cour, soit par générosité, soit par esprit de corps, soit par prudence, renvoya B... à se pourvoir devant le Roi. J'ai vainement cherché la fin de cette affaire qu'il aurait été si intéressant de connaître : je n'ai rien trouvé dans les papiers du Parlement, où l'affaire aurait pu revenir, du Conseil des dépêches ni du Conseil privé. Je crois, pour des raisons de bon sens, que l'affaire ne fut pas jugée et que tout fut étouffé. B..., d'ailleurs, ne désarma pas : l'affaire continua au Parlement criminel¹, un des comparses ayant fait tierce-opposition et B... cherchant à assouvir sa vengeance sur des personnages assez obscurs; mais, B... réhabilité, P... soustrait à la juridiction ordinaire, l'affaire ne nous intéresse plus; j'en ai d'ailleurs perdu la trace à la fin de 1775; elle continua certainement.

Il y eut, vers le même temps, une autre tentative² contre Pulligneu que nous connaissons encore moins bien, car nous n'avons sur elle qu'un factum de la Bibliothèque municipale de Lyon, qui est incomplet. Il s'agit d'une Andriette-Bernard Guillon, maîtresse brodeuse, arrêtée brusquement en août 1774 et enfermée à Pierre Scize comme au moins complice d'un assassinat commis en 1766; elle avait été mise au cachot, puis conduite « à la maison des prostituées..., rasée..., vêtue

¹ A. N., X^{2A} 860, 1^{er} juin 1775 et 862, 12 octobre 1775.

² Précis de la Requête présentée à S. M. dans l'instance introduite au Conseil des dépêches... (B. M., 355513). Il semble, cependant, que l'affaire aurait dû être portée au Conseil Privé.

de l'habit d'ignominie, etc... », puis transférée aux Prisons royales, enfin mise en liberté ; il y a, d'après elle, à la base une délation et une machination de P..., difficile à comprendre. Andriette Guillon déposa une plainte au Parlement, demandant qu'il lui fût permis de faire informer. « Cette Cour a suivi la même marche, a observé la même modération, que sur la demande en prise à partie du s^r Bonichon, qui s'instruit actuellement au Conseil de S. M., et, soit par délicatesse contre un membre d'un C. S., soit que la justice due pour de tels excès soit digne d'illustrer le commencement d'un règne qui sera celui de la justice, soit qu'il n'appartienne qu'à S. M. de punir les abus de ses ordres contre les particuliers qui les surprennent, elle a renvoyé la plaignante à se pourvoir par devers le Roi, par arrêt du 8 avril 1775. » Cette fois P... prit les devants et obtint un arrêt le 6 août, signifié le 16, donnant huit jours à la plaignante pour présenter requête ; elle ne fut présentée que le 27 en termes emphatiques et vagues ; elle continuait par un exposé des moyens, qui malheureusement s'interrompt après une apologie étonnante et ingénieuse des lettres de cachet, — hors le cas, bien entendu, de la plaignante. Je ne sais pas davantage ce qu'il advint de cette affaire et pense, pour les mêmes raisons — ou sans plus de raisons — que tout à l'heure, qu'elle eut le même sort que la précédente. Quant à P..., il fut « présenté à S. M. le 24 septembre, en qualité de Premier Président de la Cour des Aides de Montauban¹ » et reçut en 1780 une pension de 4.000 l. qu'il touchait encore à la Révolution². Jusqu'à une trouvaille heureuse, on ignorera donc s'il y eut des représailles effectives contre un membre du C. S.

¹ *Gazette de France*, 29 septembre 1775.

² *Etat nominatif des pensions...*, 1789, I, p. 337.

III

Il reste à voir, très sommairement, comment les Cours inférieures accueillirent la suppression du C. S. et ce qui en résulta pour elles. A Lyon, la Sénéchaussée reprit ses séances à la rentrée, le 26 novembre¹, où l'Avocat du Roi, Millanois, requit l'enregistrement de règlements pour la tenue des séances et, après une allusion au conflit récent², le serment des Procureurs. Je ne comprends donc pas bien comment un Avocat, Gaïet de Lancin, put prononcer un discours³ « à l'ouverture des audiences de la Sénéchaussée de Lyon, le 7 décembre 1774 ». Le ton même est singulier : c'est une critique très vague du C. S... : « Je me plais à penser et à croire que si ma Patrie, par sa prompte obéissance aux volontés momentanées du feu Roi, a donné un nouveau témoignage de sa fidélité dans une circonstance difficile, elle n'en a pas moins vivement désiré le rétablissement de l'ordre et le retour naturel aux lois sages qui formeront toujours la constitution de l'Etat, etc. » Puis vient un éloge de la Sénéchaussée, à commencer par le Lieutenant Général : « ... exposé aux effets d'un pouvoir qui ne connaissait pas ses bornes, il a su éviter les coups qu'on tentait de lui porter ; et sa fermeté à maintenir les droits de sa place et les vôtres, Messieurs, a écarté les atteintes qu'on a voulu donner à l'autorité de cette Cour... » Je ne sais quel accueil la Cour fit à cette harangue, si tant est qu'elle ait été prononcée, car enfin elle aurait été au moins déplacée. Il y a cependant un fait curieux qui pourrait faire croire qu'il y eut à la Sénéchaussée un sentiment hostile au C. S. qui se manifesta ouvertement. Si l'on compare le

¹ Arch. dép. Rhône. Présidial. Séances.

² Cf. *supra*, p. 207.

³ Discours prononcé par... (B. M., 351271). Joseph-Aaron-Benoît Gaïet de Lancin est bien inscrit au Tableau ; il habitait place Saint-Jean.

personnel de la Sénéchaussée en 1778 à celui de 1774¹, on voit que, sur les quatre membres qui ont disparu, il y a A.-L. Sabot de Pizay, fils du Président au C. S., Cl.-J.-M. Dervieu de Varey, cousin de Dervieu de Goiffieu, Conseiller au C. S. et Berthaud du Coin, frère de Berthaud de Taluyers, également conseiller au C. S., le quatrième étant de Vaux de Foltier. Il y a eu vraisemblablement ou bouderie des trois Conseillers, ou brimades contre eux. Ils furent simplement remplacés, car bien que la compétence des Présidiaux eût été accrue par l'édit de novembre, le nombre des Conseillers ne fut pas augmenté.

La Sénéchaussée chercha d'ailleurs, peu de temps après la disparition du C. S., à profiter plus directement et plus complètement de cette disparition. Elle envoya² au Parlement à une date que je ne peux pas préciser, mais qui est postérieure à 1775, un mémoire qu'elle désirait présenter au Garde des Sceaux « sous le bon plaisir de Messieurs du Parlement ». Elle y demandait, avec des détails juridiques fort intéressants, l'extension de la compétence du Présidial et un accroissement de prérogatives fondé sur cet argument précieux pour l'étude de la société lyonnaise d'alors : en dehors de la considération personnelle au Magistrat, « il en est une autre qui est extérieure et qui est attachée au Corps auquel on est uni. Les Corps ont entre eux des distinctions politiques qui tiennent à des préjugés reçus et respectés... L'éloignement du lieu où ressortissent les appels doit aussi entrer en comparaison pour faire assurer au Juge territorial un état qui le mette à portée d'exercer ses fonctions de la manière la plus capable d'inspirer tout le respect possible pour le pouvoir dont il est revêtu et qui seconde plus sûrement l'autorité supérieure qui ne peut, de cent lieues et plus, être aussi active et aussi avantageusement prompte qu'elle le serait de plus près. Tout

¹ Pour 1774, cf. *Calendrier à l'usage du Palais* (B. M., 362661) et, pour 1778, (les Almanachs précédents ne donnent rien) l'*Almanach de la ville de Lyon*, etc., pour l'année 1779.

² B. N., coll. Joly de Fleury, ms. 2173, f° 7.

est à faire à Lyon sur ce point. Cette ville est une sorte de République dans laquelle l'indépendance naturelle à tout le monde, et principalement au négociant, tend à exclure de son opinion toute concurrence, et ses richesses le confirment dans ses idées de supériorité ». C'est ce qui éloigne de la Sénéchaussée les sujets riches au profit du Bureau des Finances et des Parlements voisins. On demandait donc la noblesse au premier degré, le rétablissement de la qualité de Président et divers rattachements, dont celui de la Sénéchaussée de Dombes, c'est-à-dire, en définitive, une partie de l'héritage direct du C. S. Bien loin d'obtenir satisfaction, le Tribunal lyonnais vit ses pouvoirs limités avec ceux de tous les Présidiaux par l'édit d'août 1777. Il adressa, ce qui était illégal, des remontrances au Garde des Sceaux¹ : après avoir rappelé l'édit de 1774, et exprimé quelques plaintes d'ordre général, il en venait aux arguments locaux : l'éloignement du Parlement de Paris, les prérogatives du Tribunal avant 1771, etc... « Faut-il donc renoncer, disait-il, à l'excellent principe de rapprocher la justice des justiciables par l'abus qu'on en a fait dans ces temps malheureux ? » Et il terminait en demandant même une extension de compétence. En fait, la Sénéchaussée, sauf la satisfaction d'amour-propre de se voir débarrassée d'une Cour supérieure à elle et probablement gênante, ne recueillit aucun avantage sensible de la disparition du C. S., la Royauté n'ayant pas su mettre à profit cette heureuse expérience.

Il n'y eut rien à signaler à Bourg-Argental, Montbrison ni Mâcon ; à Montbrison, le Bailliage se vit confirmer, en 1775, sa compétence dans les Sénéchaussées de Roanne et Saint-Etienne² ; à Mâcon, où l'Election fut rétablie en 1776, il semble que le Bailliage Présidial ait été dans les années suivantes à peu près complètement renouvelé³, ce qui s'explique si on se rappelle les événements de 1771.

¹ Très humbles et très respectueuses représentations... (B. M., 366469).

² Sonner du Lac, *op. cit.*, p. 30. A. Bernard, *Histoire du Forez*, II, 314.

³ *Almanach... des pays et comté de Mâconnais... pour 1786...* (Bibl. mun. , Mâcon, 130956).

A Villefranche, on le sait, le Baillage de Beaujolais avait disparu. Il semblait que la résistance des Officiers à la Révolution Maupeou, autant que les égards dus au Duc d'Orléans, allaient amener le prompt rétablissement du Tribunal. C'est ce qu'on attendait à Villefranche. Le 17 décembre 1774¹, la Municipalité, se réjouissant « de l'espérance du prochain rétablissement du Bailliage », qu'elle devra au Duc « son Seigneur suzerain », organisa la cérémonie avec cortège de milice, boîtes, arquebusades, messe, distribution d'aumônes. Mais on ne vit rien venir. Il n'y avait, je crois, aucune prévention spéciale contre le Baillage de Beaujolais : le Gouvernement paraît avoir différé longtemps sur le parti à prendre vis-à-vis des Tribunaux inférieurs supprimés, soit qu'il hésitât à infliger un démenti aussi brutal à la politique du feu Roi, soit qu'il cherchât à tourner les difficultés juridiques qui se présentaient, comme ici, du fait des démissions. Quoi qu'il en soit, le 5 août 1775, Vaivolet, Roland de la Platière et Clerjon s'assemblèrent tristement². Guérin de la Colonge, alors à Paris, leur avait écrit qu'il avait fait des démarches multipliées, qu'une promesse de rétablissement obtenue par un agent du Duc d'Orléans était restée vaine, qu'il faudrait envoyer une députation. Sur les prières des Avocats et Procureurs, « l'intérêt public nous faisant mettre la matière en délibération et nous rendant en quelque sorte nos titres et notre qualité », — singulière doctrine juridique ! — ils décidèrent le départ de Vaivolet et Clerjon, aux frais du premier, qui avancerait encore la somme nécessaire, dont le remboursement serait opéré en même temps que celui de 26 louis qu'on lui devait encore. Par un singulier hasard, ils ne rencontrèrent ni le Duc, ni personne de sa maison : tout le monde était absent ou malade. Ils allèrent trouver Miromesnil, qui les reçut bien, mais leur dit que le Tribunal ne serait rétabli que dans trois

¹ Arch. mun. Villefranche BB. 11.

² P. de St-V., *op. cit.*

mois. Etant « parvenus à démêler la raison politique qui engageait Sa Grandeur à différer à plus de trois mois le rétablissement de tous les Tribunaux inférieurs supprimés », raison que malheureusement ils ne disent pas, ils allèrent « se jeter dans les bras » de Malesherbes, puis sollicitèrent l'appui de Lamoignon de Bâville, devenu leur ami sans doute depuis l'exil de Thizy. Ce fut cependant surtout Malesherbes, dont les « efforts puissants » parvinrent à « arracher » l'édit de rétablissement. « Je ne suis point étonné de [ses] bons offices, écrivit un des principaux agents du duc d'Orléans, parce que je connais son penchant pour ce qui peut être agréable à Mgr. le Duc d'Orléans à qui j'en rendrai fidèlement compte. » L'édit obtenu, et enregistré provisionnellement par la Chambre des Vacations, les trois membres du Bailliage partirent, après avoir écrit pour les remercier à deux agents du Duc d'Orléans, Breteuil, auquel ils parlèrent du Beaujolais comme de « notre Patrie », et Bellisle, dont ils réclamèrent la protection « parce que nous n'avons point perdu de vue combien un Présidial auquel serait unie la Dombes deviendrait important au bien de notre Province et à la Dombes même ». Les envoyés et l'édit arrivèrent ensemble à Villefranche, le 23 septembre ; on tint séance l'après-midi et on décida que l'audience de rentrée aurait lieu dès le 25 ; à la sortie, on ferait un repas de corps, auquel on inviterait les Gens du Roi, Jacquet de la Colonge, ancien Lieutenant Général, et le doyen des Avocats, une fois de plus aux frais de Vaivolet, qui devait être le seul fortuné. Le 25¹, Vermorel ayant officiellement averti les membres du Tribunal qu'il avait reçu l'édit de rétablissement, l'audience fut tenue ; il en requit l'enregistrement, la Cour l'ordonna, fit lire l'édit devant les Avocats et Procureurs et ajouta que copie collationnée en serait déposée dans la « Chambre du Trésor pour y avoir recours si besoin est ». Le 27², le Greffier

¹ Arch. dép. Rhône. Bailliage de Beaujolais. Sentences de la Chambre, 1770-1771 (et 1775).

² Arch. dép. Rhône. Sénéch. Ordre public, 1769-1771.

alla retirer du dépôt de Lyon les papiers de Villefranche, dont la livraison ne fut peut-être pas absolument régulière. Le 29, la Compagnie écrit à Miromesnil, Malesherbes, le « héros de la France », et au Duc d'Orléans qui répondit le mois suivant : «... J'ai applaudi au courage et à la fermeté avec laquelle vous vous êtes comportés. » Le Bailliage répondit à son tour que sa lettre « consacre à jamais notre fidélité inviolable à notre Roi et notre attachement inébranlable aux lois sacrées de l'Etat ».

Cependant, le Bailliage ne reprit pas son activité, car il fallait attendre l'enregistrement définitif. On écrivit au secrétaire du P. G. qui répondit que la Cour ne rentrerait que le 27 novembre et qu'il s'en occuperait aussitôt. Le 20 novembre, on fixa au 4 décembre la rentrée qui se ferait avec une grand'messe et un *exaudiat* chantés par le Chapitre¹, des discours, des serments, des aumônes et trois repas : un de quarante couverts pour les Officiers, Avocats, Procureurs ; un pour les Huissiers, etc. ; un pour le Concierge des prisons et les prisonniers. Le 2 décembre, la Municipalité décida que, les Officiers ayant « paru répugner » à être accompagnés etc., on tirerait seulement quelques boîtes, on distribuerait des aumônes et on ferait une illumination le jour de la rentrée, « à laquelle seront invités tous les citoyens et principalement ceux habitant la Grand'Rue de cette ville, plaçant sur chacune de leurs croisées un flambeau allumé sur les 7 heures du soir pour y demeurer jusqu'à son extinction ». Les audiences reprirent quelque temps après ; Vermorel, trop compromis, céda la place à un Châtelain d'Essertines². Reprirent aussi, le premier enthousiasme tombé, les querelles habituelles entre Officiers

¹ Le Chapitre communiqua, plus tard, par l'intermédiaire de Roland, une délibération par laquelle il décidait qu'« il célébrerait désormais, sans aucune rétribution, les trois grandes messes que ces Messieurs étaient en usage de faire célébrer dans leur église ».

² Arch. mun. Villefranche BB. 11, procès-verbal d'une Assemblée générale du 18 février 1777. Trois Châtelains d'Essertines signent : l'Avocat du Roi, le Procureur du Roi et un Conseiller à l'Election.

de justice et Officiers municipaux : à la suite d'une Assemblée générale du 5 novembre 1777, il y eut, à propos d'une question financière, une longue et véhémence protestation autographe du Procureur du Roi, à laquelle la Ville répondit le 7 février suivant ; l'affaire dut être réglée par le Conseil d'Etat et l'Intendant : la crise de 1771 et 1775 n'avait rien changé.

Reste la Sénéchaussée de Dombes, dont on a vu que la Sénéchaussée de Lyon et celle de Villefranche avaient demandé le rattachement ; elle allait au contraire perdre tout contact avec le monde lyonnais et être rattachée à Bourg et Dijon. Il y avait deux questions à régler : celle du personnel et celle du rattachement. On se souvient, en effet, que la Sénéchaussée était en fait incomplète et que son Procureur du Roi était contraint à la démission. Les frères Farbot qui avaient quitté la Sénéchaussée demandèrent¹ à y rentrer ; Cachet de Garnerans se montra favorable à l'aîné, hostile au cadet. Un an après, on n'était pas plus avancé ; à une nouvelle demande d'avis, l'Intendant répondit qu'on fasse payer la finance au Conseiller : le Siège, qui comprend un Lieutenant Général et deux Conseillers, en aura un troisième qui, « soit par la capacité, soit par la résidence sur les lieux mêmes, contribuera avantageusement au service² ». Quant au remplacement de Jaquet, qui n'avait toujours pas démissionné, ce fut une bien autre affaire. Le 15 novembre 1774, Cachet de Garnerans, sans se lasser, exposa une fois de plus, et avec beaucoup de clarté, l'affaire, s'étonnant que rien n'ait été décidé et regardant J. comme impossible à garder et au reste incorrigible. Le 9 décembre, le Subdélégué Janet, qui avait si âprement poursuivi le Procureur, écrivit à l'Intendant, pour solliciter la charge, une lettre très amusante : il représentait que Cachet de Garnerans devant être placé « sur un théâtre plus étendu..., à l'âge où je suis et n'ayant pas tous les talents nécessaires pour vous

¹ Arch. dép. Ain, C. 542, ainsi que pour tout ce qui suit sans renvoi spécial.

² D'après des pièces ultérieures, je crois que F. ne s'exécuta pas. En 1783, il y avait cependant un Lieutenant Général et trois Conseillers.

seconder dans une place qui exigerait de plus grands détails, je resterais isolé, avec une fortune fort mince, dans un pays où, après y avoir joué un rôle, je serais indubitablement exposé aux propos et aux vexations d'un peuple malin, dont vous avez des preuves non équivoques, qui se fait un plaisir de ridiculiser les personnes qu'il craignait et respectait malgré lui et desquelles il n'a souvent pas lieu de se plaindre ». Puis il continuait en montrant que la charge était trop mince pour attirer un étranger de valeur et en faisant son propre éloge qui nous apprend entre autres choses qu'il était Subdélégué « depuis vingt-trois ans au moins ». Cachet de Garnerans lui répondit aimablement et remit le mémoire au Garde des Sceaux. Mais quand celui-ci le consulta, le 29 décembre, sur la candidature de Valentin, avocat à Trévoux, l'excellent administrateur, sans dire un mot de son Subdélégué, fit, le 5 janvier, un éloge très précis de Valentin au point de vue de sa réputation, de son origine et de ses capacités professionnelles. A la mi-avril 1775, tout était encore en suspens ! Un certain Cochois s'étant adressé à l'Avocat du Roi à Trévoux, celui-ci écrivit à l'Intendant qui répondit que c'était lui qui avait renvoyé Cochois à Trévoux, qu'il ne le connaissait pas autrement. Cette fois la diplomatie de Cachet de Garnerans se trouva en faute. Le 7 mai, « Cochois de Bonnemarre, écuyer, inspecteur des bâtiments du Roi et du Grand Maître », lui écrivit une lettre furieuse et impolie. Son frère a traité avec Jaquet et attend en vain une pièce de Trévoux ; lui-même s'est occupé de cette affaire auprès du Garde des Sceaux. C'est ainsi qu'il a dû voir la lettre de C. de G. que les Officiers de Trévoux ont envoyée et qu'il cite inexactement. En termes plus que cavaliers, il demandait des explications à l'Intendant et, pour tout renseignement, l'informait que son « frère est fait pour posséder toutes les charges de judicature si la fortune le lui permettait ». A cette lettre, dont la fin était presque menaçante, l'Intendant, que la légende nous représente comme emporté, ne fit pas la réponse qu'elle méritait ; mais, après avoir pris ses informa-

tions à Trévoux où il rentrait à ce moment, il écrivit le 13 une lettre polie où il ne parlait que de sa « surprise » et à laquelle il joignait copie certifiée de la lettre de l'Avocat du Roi et de sa réponse. Le bouillant Cochois n'emporta cependant pas la place : en 1783, l'Avocat du Roi était Gabet de Beauséjour, remplaçant Robin devenu Conseiller, et le Procureur un certain Dulac.

La question du rattachement, autrement importante, se posa aussi, peu de temps après la restauration de l'ancien ordre judiciaire. Logiquement on aurait dû rétablir le Parlement. Le Gouvernement n'y songea pas un instant. On y songea dans le pays, et, le 31 décembre 1774¹, Bertin transmit à Garnerans une lettre de M. de Montbrian « dans laquelle il est question d'un mémoire présenté à M. le Garde des Sceaux par la noblesse de la Principauté de Dombes pour le rétablissement du Parlement de cette province. » L'Intendant avait déjà été informé² par le Lieutenant Général de Trévoux « que M. de Messimy fils³ a dressé un placet au nom des habitants de cette ville pour demander à Mgr le Garde des Sceaux le rétablissement du Parlement; quelques-uns ont signé et d'autres en ont ri ». Il répondit cette fois que, le Garde des Sceaux ne pensant pas à un rétablissement, il suffirait d'une réponse par laquelle, « en témoignant les bonnes intentions pour la noblesse de la province et pour tous les habitants... », on dirait qu'il n'y a rien à faire. Il ajoutait que, s'il y avait eu réellement assemblée de la noblesse, on devrait faire remarquer que le Sénéchal doit avoir l'autorisation du Roi, mais qu'il n'a dû y avoir que des conférences et des signatures particulières. L'affaire en resta là. Mais il fallait savoir de qui — Présidial et Parlement — dépendrait la Sénéchaussée de Trévoux. On a vu que le Présidial de Lyon et la Sénéchaussée de Villefranche rêvèrent un instant de se rattacher la Sénéchaus-

¹ Arch. dép. Ain, C. 909.

² Arch. dép. Ain, C. 516, lettre du 6 décembre 1774.

³ Sans doute le fils de l'ancien P. G.

sée de Trévoux. Celle-ci, ou plutôt son Lieutenant Général, Gémeau, voulut aussi profiter¹ de la disparition du C. S. Il envoya à l'Intendant, qui dans sa réponse l'approuva, une lettre et un mémoire demandant la transformation de la Sénéchaussée en Présidial, faisant valoir l'intérêt du pays et « les précieux avantages que le roi François I^{er} (lui) avait accordés en 1523 ». Mais déjà courait le bruit de la réunion au Parlement de Dijon. Il s'accrut ; le 23 janvier 1775, Gémeau écrivit au Garde des Sceaux pour montrer les avantages d'une réunion au Parlement de Paris, dont on suit la jurisprudence en Dombes, et à l'Intendant pour lui confier les inconvénients de la réunion au Parlement de Dijon, « les désagréments qu'il est dans l'usage de faire essuyer à ses inférieurs » et la modicité des droits attribués aux Officiers de son ressort. A quoi l'Intendant répondit : « ... c'est considération faite de l'avantage de ceux qui reçoivent bien plus que de ceux qui rendent la justice que l'on établit les Tribunaux, qu'on en fixe les attributions et le ressort », promettant d'ailleurs ses bons offices auprès du Garde des Sceaux. Le Gouverneur, de Ruffey, intervint à son tour, et, le 8 février², écrivit au Garde des Sceaux, poussé par les Officiers de la Sénéchaussée, pour connaître ses intentions, demander un Présidial à Trévoux, « ce qui rendrait à cette ville, qui n'a aucun commerce, les moyens de subsister », et subsidiairement le rattachement à Lyon et Paris, non à Bourg et Dijon. Le 10, Gémeau, qui n'avait reçu aucune réponse, s'adressa au P. G. du Parlement de Paris, Joly de Fleury, ne parlant plus de Présidial, mais seulement du rattachement au Parlement de Paris, appuyé uniquement sur des arguments juridiques, et sollicitant son appui. Il renouvela cette prière le 22 en annonçant qu'à la demande du G. des Sc. il venait d'envoyer un mémoire. Il

¹ Arch. dép. Ain, C. 516.

² B. N., coll. Joly de Fleury, ms. 2111, f° 296, ainsi que les lettres suivantes, 297 et 299.

en envoya¹ le 24 une copie à l'Intendant : il faisait valoir les communications, la similitude d'usages et de style avec le Lyonnais, les raisons qui avaient provoqué la mesure de 1771. Cachet de Garnerans eut alors à répondre à Gêmeau, au Garde des Sceaux qui l'avait sans doute consulté et à Bertin qui lui avait fait tenir une copie à lui envoyée par Gêmeau. Nous avons par bonheur les trois minutes dont l'ensemble constitue un chef-d'œuvre de diplomatie administrative². Au premier, il écrivit : « Je vous prie de ne pas douter du vif intérêt que je prends pour le bien et avantage d'un pays qui est le mien, etc. », Au second, il dit qu'il était hostile à la création d'un Présidial ; que, s'il y a rattachement à Paris, il faudra rattacher au Présidial de Lyon ou plutôt Mâcon ; que, si c'est à Dijon, il faudra spécifier qu'on suivra les lois et usages municipaux de la Dombes, et, dans les deux cas, prendre des précautions juridiques. A Bertin, enfin, il découvrit toute sa pensée : partisan du rattachement à Dijon, il indiqua les raisons très intéressées des membres de la Sénéchaussée : maintenir leur exemption de taille pour les domaines qu'ils possèdent dans le ressort de Paris, chercher à être « pour parler proverbialement, éloignés du soleil », éviter la sévérité et les tarifs réduits du Parlement de Dijon ; en tout cas il est hostile à un Présidial, héritier du Parlement de Dombes qui était très inoccupé. Le dénouement se produisit en juillet 1775 : un édit du Roi³ réunit la Principauté de Dombes au ressort du Parlement de Bourgogne. Le préambule rappelait brièvement les faits de 1771 et fondait le rattachement à Bourg — le Présidial étant présenté comme une nouveauté pour la Dombes — et Dijon sur la seule proximité. Les neuf articles assuraient le rattachement, le transfert des papiers et des affaires pendantes, donnaient à la Sénéchaussée de Trévoux la connaissance des affaires domaniales de Dombes, maintenaient « les usages, coutumes, lois et règlements de

¹ Arch. dép. Ain, C. 516, ainsi que ce qui suit.

² Cf. mon article (*Revue d'Histoire de Lyon*, novembre-décembre, 1912).

³ Edit du Roi... (Arch. dép. Ain, C. 541).

notre Principauté de Dombes et dépendances », la compétence du « Commissaire départi » et du Prévôt de la Maréchaussée en la ramenant à celle qu'il avait ailleurs et finissaient : « Voulons et nous plaît que ladite Principauté continue comme ci-devant de n'être assujettie ou soumise à aucune ordonnance, édit, déclaration et Lettres Patentes communes au reste du Royaume et au ressort de notre Parlement et Cour des Aides de Dijon, nous réservant d'adresser à notredite Cour des déclarations particulières pour les choses qui pourront concerner ladite Principauté et ce jusqu'à ce que nous en ayons autrement ordonné. » Le Parlement de Dijon n'enregistra que le 29 novembre, en protestant contre l'exécution dans son ressort de l'édit d'ampliation des Présidiaux et contre l'absence de limites fixées à la juridiction de l'Intendant. Les Officiers de Trévoux, frustrés dans leurs espérances, eurent encore d'autres malheurs. En mai 1778¹, ils demandèrent qu'on leur payât des gages ; ils n'en avaient encore pas touché ; Cachet de Garnerans, consulté, proposa 28 l. par Conseiller ! Quelques mois après, ils durent combattre pour défendre leur exemption de tailles dans les provinces voisines, leur seul avantage réel. En 1783, ils protestèrent contre deux dérogations à l'attribution à leur Tribunal des affaires domaniales. Aussi on comprend qu'en 1788 la Dombes ait demandé à être séparée de Dijon². Sauf celle de Villefranche, qui retrouva la vie, les Cours du ressort n'eurent pas, on le voit, à se louer de la disparition du C. S., qu'elles avaient parfois combattu.

IV

Une conclusion complète sur le C. S. devrait l'envisager à quatre points de vue : de son activité et son œuvre propres

¹ Arch. dép. Ain, C. 542, 27 mai, 11 août, 6 août 1778, 1783.

² Notes de l'abbé Duret (B. M., ms. 806, p. 103).

— de l'histoire du Chancelier Maupeou — de l'histoire de Lyon — de l'histoire de la France au XVIII^e siècle. Cette dernière question, pour les raisons que j'ai dites dans la préface, sera traitée dans la conclusion générale, quand on aura vu le Grand Bailliage. La première a été traitée à la fin de chaque chapitre ; comme ces conclusions se répètent, il est facile de les résumer : le C. S. de Lyon eut une activité soutenue, relativement méthodique et très sérieuse ; son œuvre, très variée de par ses fonctions et par ses tendances, a été dans l'ensemble bonne : la science juridique, le désintéressement personnel, l'impartialité, la connaissance des lieux et des choses, l'attention prêtée aux différentes questions qui se posent dans le ressort, une certaine indépendance vis-à-vis du Pouvoir central, contenue dans de justes limites, sont des qualités évidentes de la Cour.

Comme rouage de la réforme Maupeou, dont nous avons dit que l'histoire détaillée était à reprendre avec plus de documents proprement juridiques et d'impartialité que n'en eut Flammermont, il semble que le C. S. de Lyon ait été un de ceux qui ont le plus vite et le plus régulièrement fonctionné. S'il n'a pas épargné au Chancelier et au Ministère quelques embarras, il ne s'est jamais entêté, il a rempli la besogne pour laquelle il avait été fait ; il a montré que, prise en elle-même, et envisagée surtout en province, la réforme était viable et, avec quelques retouches qui n'auraient pas manqué de se produire, heureuse. Qu'il y ait là une abstraction dédaigneuse de la réalité, c'est ce que j'ai dit en débutant et répéterai en terminant ; mais, parlant en pur historien du droit, on peut dire que l'expérience lyonnaise, même avec ses heurts, ses indécisions et ses erreurs, fut pleinement concluante.

Quant à Lyon — dont les historiens ont été si particulièrement ingrats pour le C. S. — il n'eut guère qu'à se louer de la Cour. Je ne parle pas même de l'honneur qui en rejailissait sur la cité — considération qu'elle a toujours, dans son

sens un peu trop réaliste, fait passer au second plan, — ni des profits matériels, fort appréciés alors, qu'on retirait de la présence des plaideurs. Mais l'administration de la Justice dans la ville et le ressort gagna en rapidité, en correction et en bon marché : non seulement la juridiction d'appel fut, si l'on peut dire, à la portée de la main, mais les juridictions secondaires se sentirent, la plupart du temps, surveillées. On voit ainsi qu'en dehors d'une réforme générale de la Justice, indissolublement liée à une réforme générale de l'Etat, l'amélioration des étages inférieurs, les pires, pouvait être assurée et ne pouvait être assurée que par des Cours moins détournées que les Parlements de leurs attributions normales et ayant un moindre ressort. D'autre part, le C. S. fut utile par son inspection générale sur les rouages politiques et économiques de la cité ; nous autres, gens d'aujourd'hui, le trouvons envahissant ; les gens d'alors, sauf ceux qui étaient directement menacés, comme le Consulat, n'étaient pas frappés par cet inconvénient. Il faut bien plutôt regretter que la Royauté n'ait pas compris où étaient les véritables intérêts de ses sujets et ait en dernière analyse soutenu le Consulat, qui les pillait, contre le C. S., qui voulait brider et surveiller le Consulat. Quels que fussent les défauts de la Magistrature d'alors — et je crains que ses ennemis, ceux d'autrefois et ceux d'aujourd'hui, ne les aient exagérés, — elle avait certainement plus d'indépendance, d'honnêteté et de science que les aristocraties municipales telles que l'odieuse fiscalité du Roi les avait créées dans son seul intérêt. Ce qui a fait condamner et ce qui a perdu les Parlements, c'est moins encore leur rôle politique, sur lequel on peut discuter, que l'étroitesse et l'égoïsme de leurs vues politiques. Mais j'ai emporté de l'étude des archives parlementaires vers la fin de l'Ancien Régime dans des villes à Municipalités puissantes, comme Toulouse et Bordeaux, l'impression très vive que, même au point de vue politique et administratif, les villes qui étaient le siège d'un Parlement se trouvaient bien de sa présence — ce qui explique qu'il y a

quelque chose de profond dans la joie qui accueillait son retour après une suppression ou un exil. Il en fut de même à Lyon, et surtout il aurait pu en être de même sans le Roi, car le Conseil Supérieur, sauf le prétendu rôle politique, y eut les attributions, l'esprit et les visées d'un Parlement.

CHAPITRE XI

LA FORMATION DU GRAND BAILLIAGE

- I. La Sénéchaussée de 1774 à 1787. — II. La Sénéchaussée et l'agitation de 1787. — III. Les événements de mai-juin 1788. — IV. Le personnel du Grand Bailliage.

I

Nous avons vu dans le chapitre précédent, que la Sénéchaussée de Lyon avait été frustrée des espoirs que la disparition du C. S. avait fait naître, et qu'elle avait vu même diminuer les avantages que lui avait procurés l'édit d'ampliation des Présidiaux. Elle était ainsi revenue à peu près à l'état d'avant 1771, avec cette grave déchéance que la mort de la Cour des Monnaies, que personne ne pensa à ressusciter, lui avait retiré l'éclat d'une Cour quasi souveraine. Ses querelles revinrent elles aussi toutes pareilles : querelles entre les membres, avec les Juridictions voisines, avec le Consulat.

Les querelles intestines prirent la même forme qu'au temps de Pupil de Myons, dont Gesse de Poizieux tint la place. Elles devaient couvrir depuis quelque temps quand elles éclatèrent à propos du conflit entre le Lieutenant Général et le Consulat dont je parlerai tout à l'heure : le 1^{er} mai 1777¹ une délibération signée de onze membres de la Sénéchaussée, sur treize présents, fit opposition à un arrêt du Parlement rendu en

¹ Observations et pièces importantes à la défense du Lieutenant Général... (pièce communiquée par M. Lévy-Schneider).

faveur du Lieutenant Général et du Procureur du Roi, réclama des droits usurpés par le L. G. et décida d'envoyer à Paris de Leullion de Thorigny, délibération que déplora en excellents termes et critiqua par écrit l'Avocat du Roi Cozon. Les rapports entre certains membres et le L. G. n'en devinrent que plus tendus : les choses passèrent toutes limites dans un procès¹ gagné contre Gesse de Poizieux au Parlement de Grenoble et porté devant le Conseil Privé en 1781. On y voit la preuve de querelles extrêmement vives entre le Lieutenant Particulier, un Conseiller et un Avocat du Roi, d'une part, d'autre part, le Lieutenant Général qui « ne s'est occupé qu'à usurper sur sa Compagnie des prérogatives et des droits lucratifs qui ne lui appartiennent pas ». De part et d'autre, les accusations sont graves : il ne s'agit de rien moins que de diffamations, d'intrigues, de vengeances, etc.

Avec les Juridictions voisines, les querelles recommencèrent aussi. Il y en avait une pendante avec le Bureau des Finances dès 1777. En 1786² en éclata une beaucoup plus grave avec la Juridiction de la Monnaie, à propos d'une affaire de faux monnayeurs ; la Sénéchaussée ouvrit une information « en crime de trouble, violence et oppression » sur la personne du concierge de la Prison. Les Juges de la Monnaie cédèrent, Joly de Fleury paraît être arrivé à calmer ceux de la Sénéchaussée.

Enfin, au lendemain même de la chute du C. S., l'éternelle querelle avec le Consulat reprit³. Le Lieutenant Général paraît avoir joué un rôle capital dans la tentative de 1775 pour contrôler la gestion du Prévôt des Marchands Bellescize :

¹ Sur ce procès, aussi intéressant que compliqué, voir « Mémoire pour les sieurs de Leullion de Thorigny, etc... » (B. M., 355564), et « Mémoire pour le sieur Millanois, l'aîné... » (B. M., 355565).

² B. N., coll. Joly de Fleury, ms. 2173, nombreuses et longues pièces, f^{os} 20, 22, 35, 36.

³ En dehors des registres municipaux qui demanderaient à être étudiés de près, on trouve déjà des renseignements intéressants dans les deux mémoires cités plus haut.

un arrêt du Conseil supprima le travail de la Commission, mais le trouble des esprits n'en subsista pas moins : les membres du C. S. purent lire avec une certaine satisfaction, sous la plume d'un de leurs successeurs, ce jugement excellent sur la politique municipale à Lyon : « Jamais Administration municipale n'a été en proie à plus de factions et de troubles que celle de la Ville de Lyon. Tel est peut-être l'inconvénient inévitable dans une ville de commerce où, les citoyens ne voyant rien au-delà des honneurs de l'Echevinage, l'émulation dégénère en rivalité et les préférences forment autant de haines particulières. » Là-dessus vint se greffer l'affaire de la Présidence de l'Assemblée des Notables : arrêt du Parlement le 27 février 1777, favorable à Gesse de Poizieux, opposition du Consulat avec un mémoire de Loiseau qui essaie de brouiller le L. G. et le Procureur du Roi, scission au sein même de l'Echevinage, chose nouvelle et curieuse qui demanderait à être prouvée, intervention d'une partie de la Sénéchaussée contre les prétentions du L. G., qui veut assister seul avec le Procureur du Roi aux Assemblées des Notables, etc... Pour avoir une idée sinon complète, au moins suffisante de « l'atmosphère » lyonnaise, il faudrait ajouter le mécontentement grandissant contre l'Administration consulaire, la crise économique si violente et si générale à la fin de l'Ancien Régime — ici particulièrement aiguë, — l'émeute sanglante de 1786, le petit mouvement d'opinion excité par la création de l'Assemblée provinciale, les répercussions de la détresse financière, des expédients et des embarras politiques de la Royauté.

II

C'est dans ce milieu troublé que vinrent se répercuter les événements de 1787¹. On sait comment les Parlements, et

¹ E. Lavisse, *Histoire de France*, IX, I, p. 332 et seq.; Marion, *le Garde des*

surtout celui de Paris, plus mécontents encore des tentatives de réformes faites en dehors d'eux — Assemblée des Notables, Assemblées provinciales, Subvention territoriale, suppression de la corvée, liberté du commerce des grains, etc... — que des expédients financiers, s'emparèrent habilement de ceux-ci et, en juillet-août, firent une opposition quasi révolutionnaire qui aboutit à l'exil à Troyes. A Paris, la Cour des Aides, la Chambre des Comptes, etc..., se déclarèrent pour le Parlement, appuyées sur le peuple, qui ne respecta pas même le Comte d'Artois; en province, du haut en bas, ce fut un véritable déchaînement de la Magistrature et de la Basoche en faveur des exilés. La Sénéchaussée de Lyon suivit le mouvement¹. Les trois documents où elle exprima alors ses sentiments, les 1^{er}, 7 et 13 septembre, sont extrêmement importants pour cette étude, parce que, derrière les formules habituelles, on y trouve les vrais sentiments de la Sénéchaussée en 1787, qui expliquent sa conduite en 1788. Le 1^{er} septembre, l'Avocat du Roi, Millanois, présenta les L. P. transférant à Troyes le Parlement de Paris; il prononça des paroles tristes, mais parfaitement soumises. L'enregistrement fut prononcé sans autre protestation : on en était encore à la phase purement sentimentale; surtout, la Sénéchaussée, fort prudente et, semble-t-il, peu passionnée dans cette affaire, attendait la tournure des événements.

On sait comment ils s'aggravèrent. Le 27 août, le Parlement prit un arrêté dans lequel il déclarait qu'il ne cesserait de soutenir « les maximes nécessaires au maintien de la monarchie » et de réclamer les Etats Généraux. Le 7 septembre, le Procureur du Roi, Barou du Soleil, résuma cet arrêté et y ajouta quelques paroles, encore bien générales : après avoir

Sceaux Lamoignon...; Flammermont, *Remontrances du Parlement de Paris...*, t. III.

¹ Les différentes pièces citées se trouvent (elles ne se doublent pas complètement) aux Arch. dép. Rhône. Sénéchaussée, Registre d'enregistrement des provisions des Conseillers, etc...; A. M., FF. XX, 23-25; B. M., 367901; B. N., Lb 39/448.

reconnu que « le Tribunal de la Sénéchaussée était privé par les bornes de son autorité du droit précieux de manifester ses vœux, son zèle et la pureté de ses principes », il demandait de consigner : d'une part, « la douleur profonde » causée par l'exil de la Cour, qui a défendu « les droits imprescriptibles de la constitution monarchique et... l'intérêt national » ; de l'autre, l'adhésion du Tribunal « aux sentiments de patriotisme, d'amour, de respect et de fidélité pour la personne du Roi », exprimés par le Parlement. Le Procureur se félicitait de ne pas voir son assujettissement « à une obéissance passive » aux prises avec sa conscience et réclamait acte du dépôt des pièces, avec cette remarque que la lettre de Joly de Fleury, envoyée le 27 août, ne lui était parvenue que le 6 septembre. Sur rapport du Conseiller-Doyen, on adopta ses propositions, en unissant fort adroitement dans des sentiments de « vénération..., reconnaissance et... dévouement absolu... (le) monarque et (le) premier Sénat de la Nation ». 2 Lieutenants sur 3 (il n'y avait pas de Lieutenant Général) et 11 Conseillers sur 15 alors en charge signèrent. Tout cela n'avait encore rien de bien exalté, surtout en comparaison de ce qui s'écrivait alors ; il semble que la Sénéchaussée accomplisse presque un acte de convenance, en s'assurant contre toutes les éventualités.

Le 13, je ne sais sous quelle impulsion — peut-être simplement entraînée par le mouvement général — elle fit des représentations peu légales au Garde des Sceaux. La forme en était encore extrêmement mesurée. La Sénéchaussée n'a pas voulu jusqu'ici « s'attribuer un droit réservé aux Cours souveraines, celui de réclamer contre les impôts que la sagesse des Cours a regardés comme désastreux » ; mais elle a donné « son adhésion ferme et constante aux grands principes du droit public » que ces Cours ont soutenus. Suivait un éloge du Parlement, dont on voyait bientôt que c'était une digression pour amener cette affirmation, à la vérité peu originale, que, « religieux observateurs du serment, etc... », les membres du Tribunal savaient que toute loi a besoin d'un « enregistrement libre » et

que, faute de cette formalité au sujet d'un impôt, « la sanction qui y serait donnée dans un Tribunal du second ordre ne suffirait pas pour en autoriser la perception ». Mais, suivant un procédé très caractéristique, il fallait encore sauter par-dessus un éloge du Châtelet de Paris et l'expression de sentiments banaux, pour arriver à ce qui tenait vraiment à cœur aux Magistrats lyonnais : l'impôt du timbre. C'est qu'« il offre des résultats effrayants pour le commerce¹... son exécution serait l'époque d'une calamité générale dans cette ville. Déjà nos manufactures languissent, la source qui les alimentait s'est presque tarie par la rigueur de la saison, et l'ouvrier inoccupé n'a plus devant les yeux que la perspective effrayante de la misère » ; or, ce nouveau « raffinement du génie fiscal » porterait le dernier coup à l'industrie, car « il est reconnu qu'une pièce d'étoffe de soie, en sortant des mains du fabricant, aurait donné douze fois ouverture à la perception du droit de timbre. Et dans quel temps surtout, lorsqu'un goût frivole et ruineux a presque détruit une manufacture qui était l'objet de l'admiration et même de la jalousie de nos voisins, qui était une source immense de richesses pour l'Etat et qu'un luxe mal entendu a détournée au préjudice de la nation ». Les Magistrats avaient bonne grâce, en terminant, de dire « qu'il ne leur est pas libre de faire connaître à leurs concitoyens qu'ils s'occupent de ce qui les intéresse » ; ils avaient eu bien soin de faire le contraire. Après cela, ils pouvaient, le même jour, écrire une lettre fort respectueuse au Garde des Sceaux et une autre au Châtelet, où, insoucieux des contradictions, ils le remerciaient d'avoir appris « aux Magistrats du second ordre... qu'ils peuvent aussi, dans les moments de calamités, manifester leurs sentiments » ; nous savons maintenant quels étaient ces sentiments, avant tout lyonnais ; et une dernière preuve est fournie par leur troisième lettre au Premier Président du

¹ Il y eut, le 5 septembre 1787, des « Observations de la Chambre de commerce de Lyon sur la déclaration du Roi concernant le timbre » (B. M., 351355).

Parlement où, après des paroles déférentes et banales pour s'excuser de leur manifestation tardive, ils ajoutaient ce curieux appel à un interventionnisme dont le Premier Empire donnera des exemples : « A tous les bienfaits que cette seconde ville du Royaume doit à la Cour de Parlement, nous osons la supplier par vous, Mgr., d'ajouter celui d'éclairer le Roi sur la nécessité de bannir enfin de la Cour la frivolité des modes qui portent à l'étranger nos richesses, pour ne favoriser qu'un luxe raisonné qui enrichirait l'Etat, parce que la France eut toujours l'avantage de déterminer celui des autres nations... » Ainsi, dans ce grand conflit qui agite en France les principes les plus essentiels du droit public, ce que le Tribunal lyonnais voit surtout, et presque uniquement, ce sont les besoins de la Fabrique ; on comprend que le jour où des avantages sérieux seront garantis à la ville, il oubliera vite ses protestations de fidélité au Parlement et deviendra, sans barguigner, Grand Bailliage dans l'intérêt de Lyon et de ses Magistrats.

III

Cependant, la crise se développait à Paris et dans une bonne partie de la France. Le Parlement, rentré de Troyes, reprenait son opposition que le Garde des Sceaux Lamoignon, autoritaire et énergique, cherchait à faire briser par le Roi, dans la séance du 19 novembre 1787. Le Parlement, qui prit, dès lors, une attitude révolutionnaire, résista encore, ce qui amena l'arrestation de deux de ses membres, l'exil du Duc d'Orléans et, bien entendu, la recrudescence de l'agitation générale, les Parlements provinciaux dépassant parfois en violence celui de Paris. Mais ce fut celui-ci qui, le 4 mai 1788, réunit en un corps de doctrine les théories politiques des Parlementaires, fortement influencées par celles du « parti patriote », véritable arrêt réognitif des prétendues « lois fondamentales » de la monarchie, manifeste d'une révolution de droit historique.

Les 5-6 mai, séance de trente heures et arrestation de deux Conseillers, dont l'un, Goislard de Montsabert, fut envoyé à Pierre-Scize¹, ce qui montre Lyon peu suspect au Gouvernement. Cette fois la Royauté ne pouvait plus reculer. Lamoignon l'emporta et fit publier, le 8 mai, six édits : sur l'administration de la justice², la suppression des Tribunaux spéciaux, la réforme de la procédure criminelle, la réduction des offices au Parlement de Paris, le rétablissement de la Cour plénière³, la mise en vacances des Parlements.

Le premier édit⁴, celui qui nous intéresse surtout ici, créait quarante-sept tribunaux d'appel appelés Grands Bailliages, dont seize dans le ressort du Parlement de Paris. Ils jugeaient en dernier ressort au civil quand le litige ne dépassait pas 20.000 l., au criminel quand les criminels n'étaient ni clercs, ni gentilshommes. Ce que valait cette réforme, et combien, avec son caractère évidemment hâtif et à la fois général et incomplet, elle était inférieure à la réforme de Maupeou, limitée, mais profonde et, prise en elle-même, susceptible de vivre et de s'étendre peu à peu à toute la France, c'est ce que je n'ai pas à dire ici⁵. Au reste, et cette double remarque forme par avance la conclusion de cette étude, l'intérêt juridique de cette réforme est très mince, car elle est pour une part une reprise de celle de Maupeou, pour le reste un pur expédient de la Royauté prise entre la capitulation devant la révolte parlementaire, la banqueroute et la convocation des Etats Généraux, son intérêt historique est très spécial, car nous ne savons pas, et à Lyon moins qu'ailleurs, si elle fut

¹ Marion, *op. cit.*, p. 62.

² A plusieurs reprises des bruits l'avaient annoncé, *ibid.*, p. 51 et 57; l'écho en vint jusqu'à Lyon, cf. *infra*, p. 369.

³ On sait que cette assemblée, fort singulière, aussi peu fondée au point de vue historique que les prétentions parlementaires, devait seule procéder à la vérification et enregistrement des mesures communes à tout le Royaume.

⁴ Un commentaire, très détaillé, en est donné dans la première partie de la thèse de Ch.-E. Seeger, *Essai sur les Grands Bailliages établis en Normandie en 1788*.

⁵ M. Marion est d'un avis opposé au mien, *op. cit.*, p. 7, etc.

complètement mise en pratique, le temps ayant d'ailleurs manqué pour un essai utile, et nous constatons surtout que, passant par dessus cette mesure partielle, l'opinion, aussi bien parlementaire que nationale, continua à se passionner pour des questions plus générales, sentant nettement que c'étaient celles-là qui se posaient vraiment et qui allaient se résoudre dans un avenir prochain et impossible à éviter.

Pour l'instant ce fut la révolte : émeutes à Paris, à Toulouse, à Dijon ; plus graves, parce que des idées provincialistes et des alliances aristocratiques ou populaires vinrent les renforcer, à Pau, Rennes et Grenoble. Dans le ressort du Parlement de Paris, six Tribunaux, le Châtelet en tête, refusèrent le titre de Grand Bailliage, les autres hésitèrent ; dans les Tribunaux inférieurs la proportion des protestations ou des refus obstinés fut encore plus grande¹. Qu'allait-on faire à la Sénéchaussée Présidial de Lyon, indiquée, selon le procédé Maupeou, pour former le nouveau Tribunal ? S'il faut en croire un contemporain², à la vérité peu intelligent, et, semble-t-il, aussi brouillon dans son esprit que dans son Journal — qu'il oublie simplement de dater —, des bruits d'une réforme prochaine coururent à Lyon avant Paris. L'Archevêque, M. de Marbeuf, successeur de Montazet, dit, à Paris, à des membres de la Sénéchaussée, que le pouvoir de ce Tribunal serait bientôt augmenté ; on parla de la création, à Lyon, d'une « division du Parlement de Paris » ou d'une « Chambre Souveraine » ou même d'un « Conseil Supérieur ». On connut jusqu'à la date de la crise, car on sut que « les Gouverneurs (ce qui est une erreur et peut-être une confusion, comme dans tant d'ouvrages modernes, avec les Commandants militaires) et les Intendants ont ordre d'être pour le 3 mai dans leur département ».

La séance et les édits du 8 mai furent vite connus à Lyon où l'on parla du Grand Bailliage. Quelle fut l'opinion lyon-

¹ Voir la statistique de Joly de Fleury, dans Marion, *op. cit.*, p. 127.

² Abbé Duret, Notes... (B. M., ms. 806, t. III, p. 4, 5, 7, 12, 21, 24, 25, 29, 30).

naise sur cet ensemble de mesures? Nous l'ignorons plus complètement encore que pour le Conseil Supérieur. Les corps constitués et peut-être les individus attendirent que le fait fût accompli; le seul journal, le *Journal de Lyon*, était une feuille, si l'on peut employer ce mot pour une aussi piètre production, presque uniquement littéraire. La Sénéchaussée, très prudemment, et quels que fussent ses sentiments intimes que l'événement fit éclater, ne bougea pas: ni elle, ni le Bureau des Finances n'enregistra les édits; mais bientôt le bruit courut que l'Intendant allait avoir des ordres à leur égard. Il avait en effet reçu cette lettre circulaire de Lamoignon aux Intendants, datée du 20 mai¹: « L'intention du Roi est que, si les lois données par S. M. et enregistrées au Lit de Justice le 8 de ce mois ne sont pas volontairement publiées dans les Bailliages et Sénéchaussées de votre Généralité à la réception de cette lettre, vous alliez dans la semaine actuelle les faire publier et enregistrer en vertu de votre commission d'abord aux Tribunaux érigés en Grands Bailliages. » L'Intendant était alors Antoine-Jean Terray de Rozières², descendant d'une petite famille de robe du Forez, fils d'un Intendant, lui-même Intendant à vingt-trois ans par la grâce de l'abbé Terray, son oncle, ayant administré les Généralités de Montauban, Moulins et, depuis 1784, Lyon, où il avait succédé à de Flesselles. Il tenait encore à la robe par sa femme, M^{lle} Perrenet de Grosbois, fille d'un Premier Président au Parlement de Besançon, et à la Généralité par les terres qu'il y possédait³. Il joua dans l'histoire lyonnaise un rôle bien plus effacé que Flesselles: lors de l'ouverture de l'Assemblée Provinciale, il avait, selon la mode, parlé avec sensibilité de « la bienfaisance du Roi,... le vœu de la Nation,... l'amour du bien public »; dans les circonstances présentes il tint le rôle d'un bon ser-

¹ Citée par Seeger, *op. cit.*, p. 142.

² Brette, *Recueil de documents...*, I, 451; de Jouvencel, *op. cit.*, 915; Ardascheff, *op. cit.*, 35, 65, 205.

³ Brette, *op. cit.*, III, 699.

viteur, sans défaillance, mais sans excès de zèle ¹. Il va sans dire que le Gouverneur ², Gabriel-Louis de Neufville de Villeroy, était et resta absent. Le Commandant militaire ne joua pas le rôle qu'il tint ailleurs ; on est particulièrement mal renseigné sur lui pour Lyon, car Bezenval, dont Lyon aurait dû dépendre, n'y avait aucune autorité ; un certain « Comte de Scepeaux, Commandant en chef », ne nous est connu que de nom. Le Prévôt des Marchands continuait d'ailleurs à avoir le titre et en partie les fonctions de « Commandant en chef » ; c'était pour lors Tolozan de Montfort. En résumé, toute la besogne, alors et dans la suite, incombait au seul Intendant.

On put se demander un instant si les choses n'allaient pas se gâter à Lyon : les Procureurs ³, jouant ici le même rôle que dans beaucoup de villes, auraient refusé de travailler. Qu'on songe aussi que Lyon était entouré de trois foyers de résistance : Dijon, Riom et Grenoble, où en particulier l'émeute tournait à la révolution. De toutes façons il fallait en finir. S'il faut en croire les pamphlets contemporains — et on est porté à le faire quand on se rappelle l'exemple de 1771 — l'Intendant dut prendre la précaution de s'entendre d'avance avec quelques-uns des intéressés : ici, comme nous le verrons, l'intermédiaire essentiel fut le Lieutenant Général Basset. Quoi qu'il en soit, les membres de la Sénéchaussée étaient certainement prévenus de ce qui allait se passer quand ils se réunirent le 23 mai, à 9 heures du matin, et prirent l'arrêté suivant ⁴ : « Considérant qu'aucune loi ne peut être légalement promulguée en ce Siège, qu'elle n'ait été enregistrée par la

¹ Le Gouvernement avait confiance en lui, puisqu'il l'envoya à Grenoble assister Caze de la Bove dans l'enregistrement forcé des édits (Marion, *op. cit.*, p. 197).

² Pour tout ce qui suit, voir Brette, *op. cit.*, I, 387, 425, 440.

³ Abbé Duret, ms. cité, p. 33.

⁴ Ce texte et les suivants se trouvent à plusieurs endroits, p. ex. B. N., Lb 39/564. On les trouve rassemblés et accompagnés de quelques autres dans « Protestations de MM. Rougnard, Rey... » (B. M., 362701, que je citerai de préférence).

Cour de Parlement ; qu'il ne peut y avoir d'enregistrement sans une vérification préalable et qu'il n'y a point de vérification sans liberté des suffrages ; considérant, enfin, qu'aucune de ces formes n'a été observée lors de l'enregistrement des édits, ordonnances et déclarations dont il s'agit ; que la lettre même de M. le P. G. annonce qu'il n'est point dans cette circonstance l'organe de la Cour de Parlement, a arrêté unanimement qu'elle ne peut ni ne doit faire procéder à la lecture publique et à l'enregistrement desdits édits, ordonnances et déclarations ». Tout le monde signa, Lieutenant Général en tête et à la fin les Gens du Roi. C'était là l'affirmation pure et simple d'une vérité généralement reconnue et maintes fois répétée. Sans doute cette opposition à la volonté royale nous étonne ; l'expression, comparée à ce qu'on trouve au même moment ailleurs, en est singulièrement faible. Et cependant, dans la même journée, à 7 heures du soir, les Magistrats lyonnais, avertis plus précisément de ce qui allait se passer, commencèrent, sous couleur de renouveler leurs déclarations, à battre en retraite : ils protestèrent par avance — ce qui en était admettre la possibilité — « contre toute transcription qui pourrait être faite sur leur registre... comme illégale et insolite », affirmant que leur présence ne pourrait « en aucune manière être considérée comme un assentiment de tout ce qui sera fait par le Commissaire du Roi... ».

Le 24 mai¹, l'Intendant entra ; on feignit de vouloir se retirer ; Terray dit : « Messieurs, le Roi vous ordonne de rester », ce qu'on fit, et, le public sorti, présenta les pièces qu'il avait apportées, ajoutant aux Gens du Roi : « Le Roi vous ordonne de requérir la lecture et publication des (édits) enregistrés en son Lit de justice. » L'Avocat du Roi, Rambaud, le fit « du très exprès commandement du Roi » et Terray prononça l'enregistrement. Tout s'était passé avec rapidité ; Terray, dit

¹ Les pièces suivantes sont à B. N., col. Joly de Fleury, ms. 1100, f^{os} 46, 50, 54.

l'abbé Duret, avait parlé « fort honnêtement ». Il garda avec lui le Lieutenant Général, le Procureur du Roi et le Greffier. « Nous avons fait connaître, écrit-il lui-même, à M. le L. G. et à M. le P. du R. que S. M. nous a fait adresser par suite de la commission que nous venons de remplir des instructions particulières pour l'exécution desquelles il nous est expressément ordonné d'entendre MM. les Officiers des Grands Bailliages, des Présidiaux et autres Juridictions Royales, et, pour nous conformer à cet égard aux instructions de S. M., nous avons remis à M. le L. G. une copie de ladite instruction, certifiée par nous, en l'invitant à se concerter avec nous pour la plus prompte et la plus entière exécution des instructions de S. M. Sur quoi, lecture faite de ladite instruction, M. le L. G. nous a observé que les détails qu'elle contient exigent de sa part et de celle de MM. les Officiers du Siège un examen particulier, et qu'il se conformera à cet égard le plus promptement possible aux ordres de S. M. » Terray, Basset et Barou du Soleil signèrent, ces deux derniers « de l'exprès commandement du Roi ». A côté du compte rendu officiel, plus complet et plus vivant que lui, n'en différant que sur des points de détail, j'ai eu la chance de retrouver et d'identifier le récit d'un assistant. Nous l'avons dans un manuscrit de la bibliothèque de Saint-Etienne¹ renfermant la copie d'une « Lettre de M. Baillot, Procureur, du 24 mai 1788 ». Il s'agit d'un Ant. Baillot, Procureur à Lyon, place du Gouvernement, successeur de Morel le Jeune², lettre écrite à un personnage de Montbrison, qui touchait certainement à l'ordre judiciaire. « M. l'Intendant ayant fait dire au Tribunal qu'il se rendrait aujourd'hui au Palais, le Tribunal, qui s'en était douté, s'était déjà rassemblé plusieurs fois et le fut hier tout l'après-midi et une partie de la nuit³. Aujourd'hui, M. l'Intendant est arrivé au Palais, où il y avait beaucoup de monde, à 10 heures

¹ Ms. (recueil factice) 108 (963 du catalogue de Galley), pièce n° 12.

² *Almanach de Lyon pour 1788*.

³ Il y a là quelque exagération : le second arrêt est de 7 h. du soir.

et quart, audience tenante ; le Tribunal et le Barreau se sont levés, M. l'Intendant a présenté à M. le Lieutenant Général ses lettres de créance ; l'Huissier de service, en regardant le Barreau et le public, a dit de se retirer un instant ¹ : personne n'a quitté sa place ; un moment après, l'Huissier a notifié le même ordre : on est resté tranquille, et comme les Avocats et les Procureurs étaient debout, un instant après la seconde invitation les Avocats et Procureurs se sont assis, même ceux qui avaient été forcés de se rendre dans le Parquet faute de place, au moyen de quoi l'enregistrement a été bien public. M. le L. G. qui avait les lettres de créance les a jetées de dessus son siège au Greffier, qui en a fait lecture. Cette lecture faite, M. l'Int. a présenté les édits et a dit aux Gens du Roi d'en requérir la lecture et publication. Le Parquet qui était complet s'est levé. Le Procureur du Roi et le Premier Avocat se sont parlé une demi-minute, ensuite l'Avocat du Roi, après un petit discours sur le respect dû à l'autorité supérieure, qui ne permettait pas dans ce moment le libre exercice de leur ministère, a requis du très exprès commandement du Roi la lecture et publication des édits présentés par le Commissaire départi chargé des ordres du Souverain, sans se départir, a-t-il ajouté, de notre adhésion à l'arrêté pris par la Compagnie et aux protestations par eux faites. Les Greffiers ont lu les édits et M. l'Intendant en a ordonné l'enregistrement en prononçant : le Roi a ordonné. Tous messieurs se sont à l'instant levés et retirés à la Chambre où M. l'Intendant et M. le L. G., qui étaient restés un instant sur les rangs, se sont rendus pour rédiger le procès-verbal. Il y a eu beaucoup de politesse, mais je crois que personne n'était content, du moins messieurs ne l'annonçaient pas par la pâleur de l'ennui qui paraissait sur leurs visages »... Telle fut cette scène capitale dans l'histoire du Grand Bailliage lyonnais, car, après cette attitude toute passive des Magistrats comme de l'auditoire, il était évident que

¹ C'était la procédure régulière, on faisait ensuite rentrer le public.

l'opération de 1771 pourrait se recommencer. Cependant, comme les esprits étaient plus frondeurs, le Gouvernement moins décidé et le mouvement général plus violent¹, les Magistrats se donnèrent le plaisir d'un semblant d'obstination et protestèrent dans un arrêté — qui, dit Duret, demeura secret et dont, en effet, Baillot ne parle pas — contre chaque épisode de la séance et contre un enregistrement qui ne les liait pas, disaient-ils ; après quoi ils ajoutaient : «... Voulant néanmoins concilier, autant qu'il est en eux, la soumission qu'ils doivent aux ordres du Roi avec les sentiments de respect et d'attachement dont ils sont pénétrés pour la Cour des Pairs qui a reçu leur serment et avec l'obligation qu'ils ont contractée envers l'Etat et leurs concitoyens d'administrer la justice, ils ont unanimement décidé de continuer leurs fonctions. »

C'était, pour le moment, tout ce que demandait le Gouvernement et, pour un avenir prochain, l'annonce d'une capitulation. Pendant, en effet, que Barou du Soleil envoyait le 26 à Joly de Fleury le procès-verbal du 24 et le certificat d'enregistrement, ajoutant que sa Compagnie « espère que vous voudrez bien ne pas laisser ignorer à la Cour quelle a été sa conduite et quels sont ses vrais sentiments », Basset, d'après un anonyme très bien informé², agissait, soit qu'il eût été gagné d'avance, comme on le raconta, par le Garde des Sceaux, soit qu'il eût simplement suivi les directions de l'Intendant. S'étant assuré la majorité de ses collègues, il les rassembla le 4 juin, et leur fit part « de la détermination de M. le Garde des Sceaux, à lui notifiée la veille par l'Intendant, que, si la Sénéchaussée refusait le Grand Bailliage, il serait érigé à Mâcon ». Un Officier répondit, mais quand il demanda que la délibération fût écrite sur le registre, la majorité refusa. Bien mieux, elle reconnut la légalité des nouvelles lois : dix assis-

¹ M. Marion dit excellemment (p. 77) « Bien des choses, possibles en 1771, ne l'étaient plus en 1788. »

² B. N., Lb³⁹/964 ; cf. B. M., 362701.

tants, « entraînés par l'espoir d'un avantage pour notre ville », décidèrent « une obéissance active » et entraînèrent six membres déterminés d'abord à la continuation du service comme Sénéchaussée. Celle-ci prit le 6 juin, « jour de la première audience donnée par le G. B. », l'arrêté suivant : « ... Les Officiers du Tribunal..., sans se départir des arrêtés et protestations consignés dans leur registre les 23 et 24 mai dernier, fidèles aux sentiments de respect et d'attachement qu'ils ont toujours manifestés pour la Cour de Parlement, et formant des vœux pour qu'elle soit réintégrée dans tous ses droits ; mais forcés de se conformer aux ordres exprès du Roi et ne pouvant, sans trahir les intérêts de leurs justiciables, sans manquer à leur serment, suspendre, en aucun cas et sous quelque prétexte que ce puisse être, l'administration de la justice, ont arrêté, pour remplir les fonctions qui leur sont confiées, de procéder, en exécution de l'article 8 de l'ordonnance sur l'administration de la justice..., à la formation des trois colonnes et de régler, etc. »... Tous signèrent, sauf cinq absents, les Conseillers Rougnard, Rey, Loyer, Gardelle et le Procureur du Roi, Barou du Soleil. Après une protestation purement platonique, c'était l'adhésion pure et simple aux volontés du Ministre : une fois de plus l'obéissance au Roi et le souci des intérêts de la Ville, ces deux sentiments si forts dans le Lyon du XVIII^e siècle, l'avaient emporté.

IV

Le G. B. se trouva ainsi immédiatement composé avec les membres de la Sénéchaussée, passés en assez grand nombre pour assurer le service¹. Sans parler des honoraires on eut donc, sauf erreur², les 4 Lieutenants : Laurent Basset, qui devint

¹ Sur l'organisation du G. B., voir Marion, *op. cit.*, p. 66.

² Je n'ai, en effet, trouvé aucune liste des membres du Grand Bailliage. Je l'ai reconstituée à l'aide du tableau de la Sénéchaussée pour 1788 et 1789 (*Almanachs*) et des signatures.

Lieutenant Général du G. B., Faure de Montaland, Chirat, de Leullion de Thorigny; 12¹ Conseillers : Perret, Ponthus, Camyer, Varenard, Jacob, Berger, Micollier, Orset de la Tour, Ballet, Grassot, Lacour de Montlusin, Gardelle, qui venait d'obtenir ses provisions et siégea bientôt; et au Parquet : Millanois, Rambaud, Courbon de Montviol et le Substitut J.-B. Simon. Le nombre des Lieutenants était conforme à l'édit; il manquait 8 Conseillers; le Parquet était au complet, un des Avocats ayant dû faire fonction de Procureur du Roi.

On n'a donc pas à se poser les mêmes questions que pour le Conseil Supérieur : on prit de la Sénéchaussée tous ceux qui voulurent venir; on ne remplaça pas les manquants, soit qu'on n'en eût pas besoin, soit qu'on voulût éviter toute difficulté; il est bon de rappeler que les charges restaient vénales. Il n'est pas sûr cependant qu'on n'ait pas pensé à cette opération, et, chose bien remarquable, ce furent des candidats qui y pensèrent, d'anciens membres du C. S. C'est, je crois, en juin que l'abbé Duret note² : « MM. de Savy et Mayeuvre à la tête de ceux des anciens Conseillers du C. S. qui voudraient supplanter Messieurs de la Sénéchaussée. Ce sont eux qui font des assemblées nocturnes chez les Jacobins dont M. de Savy est père temporel. » De Savy ne cachait pas, paraît-il, son désir et en parlait à tout venant; plus tard on raconta qu'il avait eu l'agrément pour l'office de Procureur du Roi. D'un autre côté le bruit courut, à la fin de juillet et en août, que l'Intendant voulait faire entrer au G. B. et devenir Lieutenant de Police, à la place de Rey, son Subdélégué Delorme³; et ce qui rend ce bruit plus vraisemblable, c'est que ce fut plus tard ce Delorme, appelé alors de Lorme, qui, le 2 mai 1789, remplaça, comme Procureur du Roi, Barou du Soleil.

¹ Il en manquait trois : Rougnard, Rey et Ponthus-Loyer, protestataires.

² B. M., ms. 806, p. 37, 46, 54, 86, 115.

³ On trouve dans l'almanach Del'horme; j'ignore s'il y a une parenté avec l'ancien Greffier du C. S.; un notaire portait aussi ce nom, qui paraît répandu dans la région.

L'étude des membres du G. B.¹ pris un à un est beaucoup moins importante que pour le C. S., l'œuvre étant infiniment moindre et encore plus parfaitement anonyme, — et aussi moins facile, car on a affaire ici à des gens de familles plus modestes, ce qui supprime une partie des sources d'information; cette différence sociale s'explique d'ailleurs facilement par la différence d'éclat entre la Cour des Monnaies de 1770 et la simple Sénéchaussée de 1787, rendue plus humble encore peut-être par le souvenir du C. S. Le personnage le plus remarquable, on pourrait presque dire le seul remarquable, fut Laurent Basset. Nous l'avons vu jadis au C. S.²; après la disparition du Tribunal, il était devenu « Juge primitif et Conservateur des privilèges du Franc-Lyonnais », Lieutenant Général de police de la Ville de Lyon, et avait épousé en 1778 M.-C.-V. Boulard de Gatelier, fille d'un Echevin et d'Anne Clérico de Janzé, sœur, je pense, de son collègue au C. S., dont il eut en 1780 et 1781 deux fils. Il était d'autre part, nous l'avons vu, apparenté à de grandes familles de robe lyonnaises, mais non aux Basset de la Marelle; il l'était, je crois, à ce Basset, Président au Parlement Maupeou, dont il est si mal parlé dans un pamphlet hostile au Chancelier³. Personnage certainement intrigant et ambitieux, il rentra à la Sénéchaussée en décembre 1787, comme Lieutenant Général, à la place de Catalan de la Sarra, décédé. En cette qualité, il fut l'agent actif de la révolution judiciaire à Lyon; on l'appelait « le pistolet de poche du Garde des Sceaux ». En fait, il montra de l'activité, de la décision et de l'adresse qui lui valurent des haines violentes. Il semble qu'il fit lui-même l'apologie de sa conduite dans ces circonstances quand il dit, en 1789, à l'Assemblée du Tiers⁴ : « Lorsque la tradition blesse la

¹ Sauf indications spéciales, je me suis servi des mêmes sources que pour le C. S.

² Cf. *supra*, p. 55.

³ B. N., Lb 38/1281, II, 133.

⁴ Wahl, *op. cit.*, p. 70.

justice et la raison, elle cesse d'être une règle pour un monarque qui ne veut régner que par la raison et la justice ». Il prétendit, il est vrai, alors, qu'il n'avait fait qu'obéir aux ordres du Roi, déclarant à Necker¹ que « si, toujours fidèle aux ordres du meilleur de nos Rois, il avait, dans des circonstances malheureuses, éprouvé des peines en les exécutant, etc. » En tout cas, on ne lui tint pas longtemps rigueur de sa conduite : ayant présidé avec beaucoup d'autorité et d'habileté, en sa qualité de Lieutenant Général, l'Assemblée des Trois Ordres et celle du Tiers en 1789², il fut élu député du Tiers, refusa, je n'ai pas pu savoir pour quelles raisons, et fut remplacé par Bergasse. Il devait mourir guillotiné le 15 frimaire an II (5 décembre 1793).

Il est à peu près impossible de dégager le rôle ou même la personnalité de ses collègues. On peut retrouver les origines de Faure de Montaland, lui aussi guillotiné, après avoir été en 1789 un des agents de liaison entre le Tiers, où il siégea, et la Noblesse ; Jean-Pierre-Antoine Chirat du Vernay, fils d'un ancien Echevin, qui fut député du Tiers à l'Assemblée provinciale de 1789 (ce qui n'empêcha pas son fils, Jean-Antoine, de faire partie de la Commission chargée de la rédaction du Cahier de la Noblesse en 1789³), Procureur Général Syndic du département de Rhône-et-Loire en juin 1790, élu à la Législative en 1791, où il ne joua aucun rôle, et mourut à quatre-vingt-un ans, après avoir occupé le poste médiocre pour un ancien Lieutenant Particulier de Juge de Paix à Saint-Laurent-du-Chamousset ; de Leullion de Thorigny, d'une vieille famille de robe, dont nous avons vu les vifs démêlés avec Gesse de Poizieux qu'il suppléa un instant, marié avec la fille d'un Avocat et, depuis 1787, beau-père de son collègue Perret, Doyen de la Sénéchaussée ; Ponthus, qui en était le Syndic,

¹ Wahl, *op. cit.*, p. 70.

² On trouve un récit complet de ces événements dans une brochure de la B. M., 362710.

³ Wahl, *op. cit.*, p. 83, 169, 424.

également d'une vieille famille de robe, qui comparut comme noble en 1789; Orset de la Tour, noble aussi, fils d'un Magistrat du Parlement de Dombes, marié à la fille d'un Echevin, qui ne dut son salut sous la Terreur qu'à la complaisance de son geôlier; Jacob, marié à la fille d'un homme d'affaires probablement enrichi, qui avait marié sa sœur à un Conseiller à la Sénéchaussée, et que nous verrons plaider pour tirer les conséquences de la noblesse personnelle à laquelle il prétendit; Grassot, fils d'un chirurgien de l'Hôtel-Dieu, professeur royal de chirurgie, annobli en 1778, lui-même mort sur l'échafaud; Lacour de Montlusin qui eut la même fin, fils d'un Echevin, frère d'un Trésorier de France; Gardelle, tué pendant le siège, fils d'un Contrôleur à la Cour des Monnaies; enfin, au Parquet, les deux Magistrats qui devaient le plus se faire connaître dans la suite, Millanois et Rambaud. Jean-Jacques Millanois descendait d'une famille bourgeoise, comptant quelques Officiers et ayant d'assez belles alliances, en particulier avec la famille des Bellescize, Jean-Jacques étant le beau-frère de l'ancien Prévôt des Marchands, ce qui contribua à faire naître sa grande querelle avec Gesse de Poizieux¹. C'était alors un esprit libéral et philanthrope, franc-maçon dans la loge de la Bienfaisance et même dignitaire, « Vice-Chancelier du Ressort provincial et Chancelier de la Régence Ecossaise² », un esprit curieux des nouveautés scientifiques, assistant aux côtés du prince Henri de Prusse le 9 août 1784 à une expérience faite à l'Ecole Vétérinaire sur un cheval, avec l'aide d'un sujet somnambule³. Il fit partie comme membre du Tiers de l'Assemblée provinciale et de sa Commis-

¹ Cf. *supra*, p. 363.

² Steel Maret, *Archives secrètes de la Franc-Maçonnerie*, p. 16, et Papus, *Louis-Claude de Saint-Martin* (Fac-simile du Tableau des frères de cette loge); en faisaient aussi partie un frère de Laurent Basset, un Rambaud de la Verrouze, ancien Lieutenant à la Sénéchaussée et cousin de l'Avocat du Roi, et un de Leullion, qui doit être le Lieutenant; Catalan de la Sarra en avait fait aussi partie.

³ Péricaud, *Tablettes chronologiques*.

sion intermédiaire. Il joua un rôle actif dès le début de la Révolution¹, avant même les élections qui l'envoyèrent, premier élu du Tiers de la ville de Lyon, siéger à la Constituante. Après une velléité de démission, il y resta jusqu'à la fin, votant en général les réformes avec la majorité et écrivant à Lyon avec ses collègues une lettre modérée et conciliatrice. Mais, comme beaucoup de réformateurs de la première heure, il s'effraya de son œuvre, signa, après le 20 juin 1792, l'adresse royaliste de l'aristocratie bourgeoise de Lyon, servit comme lieutenant-colonel d'artillerie pendant le siège et fut exécuté le 7 brumaire an II. C'était, dit Reichardt, qui le vit en 1792, « un causeur fin et judicieux ». C'est en tout cas un excellent type de ces précurseurs libéraux et généreux de la Révolution, qui, surpris, reculèrent trop tard et furent victimes d'un mouvement qu'ils avaient souhaité et commencé. La destinée de Pierre-Thomas Rambaud fut moins tragique, mais non moins caractéristique : ce fut celle de ces habiles gens qui surent servir, et utiliser, les Gouvernements qui se succédèrent alors : appartenant à une excellente famille de noblesse échevinale, proche parent d'Echevins, de Recteurs des Hospices, de membres du Conseil Supérieur ou de la Sénéchaussée, il fut Premier Avocat du Roi à la Sénéchaussée, joua peut-être un rôle assez actif dans le G. B., fit sans doute l'intérim du Procureur du Roi, comparut en 1789 dans les rangs de la Noblesse, sut se faire oublier, puis fut député aux Cinq-Cents, Procureur Général à la Cour impériale de Lyon, Baron d'Empire avec majorat, confirmé par les Bourbons, Maire de Lyon de 1818 à 1826 et ne mourut qu'en 1845, dernier survivant de la Magistrature lyonnaise d'Ancien Régime, à quatre-vingt-onze ans.

On voit, en résumé, par les quelques renseignements que j'ai pu réunir sur les membres du G. B., que, sans avoir la presque unanimité d'Officiers nobles et riches du C. S., le

¹ Wahl, *op. cit.*, p. 43, 73, 75, n. 2, 109, 123, 476, 537.

Tribunal se trouva composé de Magistrats en fonctions souvent depuis déjà assez longtemps, quelques-uns nobles, la plupart appartenant ou touchant à l'Echevinage ou à la Robe, d'opinions modérées, comme en témoigne le sort tragique de beaucoup, en somme des représentants de la bonne, sinon de la meilleure bourgeoisie lyonnaise, au milieu desquels se détachent quelques personnalités remarquables, Basset, Millanois et Rambaud.

CHAPITRE XII

LE GRAND BAILLIAGE, LES OPPOSITIONS ET L'OPINION

- I. L'opposition dans la Sénéchaussée de Lyon. — II. L'opposition dans les autres Cours. — III. Le Grand Bailliage et le Consulat. — IV. Le Grand Bailliage et l'opinion.

I

Le G. B., comme jadis le C. S., rencontra devant lui des oppositions. Cette fois, ces oppositions furent moins le fait de corps, comme le Bailliage de Beaujolais ou le Consulat lyonnais, que d'individus. Encore doit-on dire que nous sommes très mal renseignés sur l'attitude des Juridictions inférieures et que, si le Consulat n'eut pas le loisir de développer son opposition, comme au temps du C. S., il montra, à la première occasion, et pour les mêmes raisons, la même hostilité vis-à-vis du G. B. Tout cela ne fut aucunement dangereux : l'opinion publique, préoccupée ailleurs, hésitant peut-être entre la méfiance pour les expédients ministériels et la joie de voir Lyon redevenu centre judiciaire, ne s'émut guère ; on est étonné de la rigueur inutile que déploya le Gouvernement, évidemment moins bien inspiré qu'au temps de Flesselles. Il n'y eut, nous l'avons vu, que quatre opposants à la Sénéchaussée : Rougnard, Rey et Loyer, et, plus en vue, le Procureur du Roi Barou du Soleil. Ces deux oppositions, quoique connexes, peuvent être distinguées. Des trois Conseillers, Rougnard, qui, d'ailleurs, joua un rôle effacé, m'est inconnu ; Laurent Ponthus-

Loyer se fit remarquer lors du siège de Lyon, mais le plus intéressant fut, de beaucoup, Claude-Antoine Rey, personnage actif, énergique et pratique, caractère indépendant, qui émigra, dès le début de la Révolution, avec les Princes et mourut en Sicile en 1810. Malgré ses fonctions, il avait été populaire comme Lieutenant de Police ; Boily avait gravé son portrait avec cette devise plus flatteuse que spirituelle : *Nunquam quiescit, ut quies sit*¹. Au moment de la création du G. B., Rey soutenait pour le compte de la Municipalité une querelle au sujet d'un violent conflit de juridictions. Il s'agissait d'un conflit peut-être ancien, mais venant de prendre une acuité scandaleuse, entre le Lieutenant Général de Police de la ville de Lyon, Rey, et le Juge des Comtes de Lyon, qui avaient juridiction sur un quartier de la ville, Guillin de Pougelon. C'était ce personnage qui avait envenimé l'affaire ; il était en tout temps combattif et de commerce difficile, mais il avait une raison particulière d'en vouloir à Rey, car il avait posé sa candidature au poste de Lieutenant de Police, candidature contre laquelle Breteuil avait pris la peine d'écrire au Consulat². Or les occasions de conflit ne manquaient pas³. Il éclata aux yeux de tous quand, le 10 mai, Rey donna une ordonnance « qui, nonobstant celles rendues par le Juge du Comté de Lyon, etc... », à laquelle, le 17, Guillin de Pougelon répondit par une ordonnance⁴ « qui, nonobstant celle rendue par le Lieutenant de Police du Consulat, etc... ». Cela amena une scène violente⁵ : 1 Huissier et 3 Commissaires ayant reçu du Lieutenant de Police l'ordre d'empêcher les Officiers du Comté de « verser des tonneaux remplis de matières fécales » dans la Saône à un endroit fréquenté, Guillin de Pougelon les fit décréter de prise

¹ *Journal de Lyon*, 1^{er} octobre 1788, p. 344.

² A. M., BB. 348, f^o 115.

³ Pour étudier cette question délicate on pourrait consulter B. M., 111991, 112043, 112046, 112047, 112048, 112058, 112061.

⁴ B. M., 112050 et 112015.

⁵ L'exposé est fait d'après A. M., AA. 59, f^o 198 ; AA. 158, f^{os} 65, 67, 68, 84 ; BB. 348, f^o 151.

de corps ; l'Huissier fut arrêté et « enfermé dans un cachot humide et sans paille » ; les Commissaires durent se dérober aux recherches. Voilà ce qui, aux environs du 24 mai, occupait les Lyonnais beaucoup plus que le coup d'éclat de Lamoignon. Le Consulat, après s'être plusieurs fois plaint, se décida à envoyer en députation à Paris Rey, mais, avouant l'irrégularité du procédé, car il aurait fallu l'autorisation de l'Assemblée des Notables, décida de couvrir lui-même les frais du voyage. En même temps, il écrivait lettre sur lettre au nouvel Archevêque, qui se déroba, surtout à Breteuil qui, selon la coutume, s'adressa à l'Intendant pour qu'il essaye d'arranger l'affaire, ou qu'il lui envoie « un résumé des moyens respectifs. »

C'est à ce moment que se produisirent les protestations, très discrètes, de Rey, Rougnard et Loyer¹. Rey, informé sans doute à Paris de ce qui allait se passer, écrivit le 2 juin à Loyer — ce qui tendrait à faire supposer un concert préalable — une lettre, où il persistait dans ses protestations des 23-24 mai ; bien qu'il priât son collègue de la notifier à la Compagnie, celui-ci la déposa prudemment chez un Notaire. Le 8, de Paris il adressa une nouvelle et plus longue protestation, destinée encore à être présentée à la Compagnie pour être mise au registre ou, en cas de refus, déposée chez un Notaire. Il y reprenait les arguments des 23-24 mai, insistait sur l'absence d'une vérification libre au Parlement, nécessaire pour que les Cours inférieures reconnaissent une loi comme valable, protestait contre l'argument et la procédure de Basset à la séance du 4, dont il avait été informé avec une singulière rapidité, et terminait d'une façon violente et presque injurieuse. Toujours aussi prudent, Loyer, après mûre réflexion, déposa, par l'intermédiaire d'un mandataire, cette diatribe chez un Notaire. Quant à Rougnard et Loyer, restés à Lyon, séparés de

¹ Pour cette partie, tous les textes sont, d'ailleurs, présentés d'une façon assez peu claire, dans B. M., 362701.

Rey et de Barou du Soleil, ils eurent une attitude amusante : jugeant inutile de protester, sous prétexte qu'ils avaient signé les arrêts des 23-24 mai, ils se contentèrent d'écrire une lettre à Joly de Fleury où ils lui exposaient les faits, terminant ainsi : «... Si jamais la Cour juge que le bien de ces provinces, qui ont le bonheur d'être dans l'étendue de son ressort, exige une attribution plus étendue au Tribunal dont nous sommes membres, comme ce ne peut être qu'en vertu d'une loi qu'elle ait librement reconnue et vérifiée, nous reprendrons avec d'autant plus de confiance nos fonctions, quelles qu'elles soient, que nous avons donné à la Cour un témoignage de nos principes, etc... » Ayant ainsi concilié leurs scrupules présents et leurs intérêts futurs, voulant constater leurs sentiments « autant que les circonstances et la prudence peuvent... le permettre », ils déposèrent, le 7 juin, le document qui en renfermait l'expression chez un Notaire, car, dirent-ils naïvement plus tard, « c'eût été sans utilité et sans nécessité qu'ils auraient excité contre eux l'autorité ». Puis, ils attendirent : rien ne vint. Quand on invita Barou du Soleil à reprendre ses fonctions, on leur fit l'injurieuse plaisanterie de les oublier; ils attribuèrent cette attitude à la sensation produite par l'arrestation de Barou, contre laquelle ils n'avaient rien dit. Ce qui achève de peindre ces silencieux protestataires, c'est qu'ils s'efforcèrent plus tard de se faire prendre pour des héros; il ne semble pas qu'ils y soient arrivés.

Rey fut moins prudent, et moins heureux¹. Aussi bien le Consulat fut maladroit et déclina contre son Lieutenant de Police l'orage que son refus de siéger et ses protestations, sans doute connues à Paris étant donné son caractère, rendaient menaçant. Le Consulat répondit en effet, le 14 juin, à la lettre conciliante de Breteuil, en considérant un arrangement comme impraticable et ajoutant : «... Comme il serait

¹ La suite de l'affaire est exposée d'après A. M., AA. 63; AA. 80; AA. 158, f^{os} 75, 81, 82, 83, 97, 101; BB. 362, et abbé Duret, *loc. cit.*, p. 46, 50, 57, 58, 88, 90, 104.

possible que M. l'Intendant fût d'avis de renvoyer l'affaire au nouveau Tribunal qui vient de s'établir dans cette ville, permettez-nous à cet égard, Mgr., de vous représenter que, d'après les principes que nous vous avons développés et les droits de notre Juridiction de n'avoir que le Parlement pour juge d'appel (il ne s'agit pas ici d'un appel, mais d'un conflit), ce serait la compromettre que de consentir à soumettre au jugement de ce nouveau Tribunal l'affaire la plus importante et la plus intéressante de cette ville. » Après avoir donné cette marque de défiance à la création du Garde des Sceaux, le Consulat, décidément bien inférieur à celui de 1771-1774, eut l'audace ou la naïveté d'écrire à ce Ministre, exposant des faits nouveaux, montrant la plus grande intransigeance et déplorant les conséquences de l'incident, la « licence et insubordination ». Cette fois, il trouva à qui parler : Lamoignon répondit sèchement le 24 qu'il n'avait pas aperçu Rey et n'avait rien reçu de lui; qu'au reste, Rey était venu à Paris sans qu'on eût demandé la permission du Roi «... Lorsque vous aurez rempli ce devoir indispensable, je verrai et j'écouterai avec plaisir la personne que vous me députerez. » Ce fut à ce moment, sans doute, que le bruit courut à Lyon que Breteuil¹ avait voulu protéger Rey et que Lamoignon l'avait arrêté en produisant sa protestation. Bien plus, le vindicatif Garde des Sceaux, sans attendre de réponse de Lyon, fit ordonner à Rey de quitter Paris sous quarante-huit heures et de rentrer à Lyon; il s'exécuta. Le Consulat écrivit à Lamoignon pour s'excuser, poussant l'inconscience jusqu'à demander l'autorisation de renvoyer à Paris Rey, disant : « Nous n'en sommes pas moins pénétrés de douleur d'avoir encouru des reproches de votre part et M. Rey partage vivement les sentiments dont nous sommes affectés dans ce moment. » Fut-ce par l'effet de la vengeance ministérielle ou ensuite d'une saisie de correspon-

¹ Il y a un fait certain que les sources lyonnaises confirment : Breteuil fut pour Lamoignon un ennemi dans la place. Cf. Marion, *op. cit.*, p. 231, n. 1.

dance, Rey fut destitué et exilé à 15 lieues de Lyon ; il se retira à Montbrison. Le malheureux était accablé de toutes parts, car, avec une rare indécatesse, les Recteurs des Hôpitaux, alliés cependant au Consulat, avaient choisi ce moment pour l'attaquer sur le fait d'amendes qu'il ne leur aurait pas versées, attaques dont Rey triompha aisément dans la suite. Cependant, tandis qu'on parlait de son remplacement par Perret, le Conseiller-Doyen du G. B., le Consulat, extrêmement ennuyé, essaya de gagner du temps. Le 30 juillet, il écrivit longuement sa peine à Breteuil, fit l'éloge de Rey et soutint l'étonnante théorie juridique suivante : le Lieutenant Général de Police est nommé par le Consulat pour trois ans, la nomination équivalant à des provisions du Roi ; aucun cas de révocation n'est prévu ; si la place est vacante par décès, démission ou forfaiture, le Procureur du Roi l'occupe provisoirement ; donc le Consulat ne peut pas remplacer Rey, qui pourrait attaquer la révocation comme illégale ; que Breteuil supplie pour lui ou au moins fasse « retirer en ce qui nous concerne l'ordre dont l'exécution n'est pas en notre pouvoir ». Le Consulat, qui avouait à Villeroy ses « grands ennuis », continua à opposer la force d'inertie, cherchant égoïstement à sauver sa responsabilité personnelle. Mais, le 13 août, un arrêt du Conseil¹ intervint, particulièrement dur : le Roi reprochait à Rey sa conduite « trop contraire au bien de son service... », ordonnait la révocation de sa commission, la cessation de ses fonctions dès la signification de l'arrêt et, sous huitaine, la désignation par la Ville d'un Officier du G. B. comme remplaçant, « faute de quoi et après ce terme expiré, il y sera pourvu par S. M... ». Le 21 août, le Consulat décida de signifier à Rey cet arrêté, « sauf à faire à S. M. de très humbles représentations relativement à son remplacement ». En fait, il se contenta d'écrire à Villedeuil qu'il avait fait signifier l'arrêt et qu'il se proposait de faire exercer la charge par le Procureur du Roi,

¹ A. M., BB. 138, f° 167.

de la Rochette, que le public attendait. Il n'est pas sûr qu'il ne chercha pas, en sous-main, à agiter ce public parmi lequel il courut une pétition en faveur de Rey. Le Ministre Villedeuil écrivit, sans beaucoup de formes, le 29 août, au Prévôt des Marchands, qu'il avait entendu parler d'une fermentation, espérait qu'on avait pris les mesures nécessaires et comptait qu'on l'informerait sur-le-champ en indiquant les auteurs de toute démarche « suspecte et contraire aux vues du Gouvernement ». Tolozan de Montfort répondit le 4 septembre une lettre embarrassée, disant qu'il n'y avait eu qu'« une certaine impression dans une portion du public », dégageant avec un empressement regrettable le Consulat de la responsabilité d'une pétition signée de nombreux et considérables citoyens, qu'il a transmise la veille « quoiqu'elle paraisse rédigée dans des termes exagérés et peut-être pas assez réfléchis », et assurant de la tranquillité présente en même temps que de sa vigilance. Peu de temps après, comme nous le verrons à propos de la fin du G. B., Rey, pour lequel on avait certainement intrigué à Paris, rentra en grâce. Il est certain que cette affaire, dont le public ne vit pas le lien, étroit cependant, avec l'opposition au G. B., détourna grandement les esprits du nouveau Tribunal, qui avait eu l'habileté ou la chance de se tenir à l'écart¹.

Ce qui est plus étonnant, c'est que dans l'affaire Barou du Soleil, dont le rapport avec la création du G. B. était éclatant, l'opinion publique ne considéra pas un instant le fond de la question, c'est-à-dire la légalité des édits Lamoignon et la soumission au nouveau Tribunal, ne s'intéressant qu'à la personnalité sympathique de Barou. C'était, en effet, une des plus connues alors à Lyon dans le monde des Lettres et du

¹ Disons tout de suite que la querelle originelle du Lieutenant de Police et du Juge des Comtes se termina plus tard à l'avantage du premier; les Comtes durent payer 10.000 l. de frais, 5.000 à chaque Commissaire et sans doute quelque chose à l'Huissier. Le Consulat, dans la personne d'Imbert-Colomès, ne pardonna pas à Guillin de Pougelon (cf. mon article in *Revue d'Histoire de Lyon*, novembre-décembre 1912).

Palais¹. Né à Lyon en 1742 d'une famille originaire d'Annonay où il avait encore un frère, il était devenu Avocat Général à la Cour des Monnaies en 1766, et Procureur Général en 1770. Il avait, pour acheter une telle charge à cet âge — ses offices lui avaient coûté, dit-il, 213.447 l. — une fortune assez considérable, et elle dut rester telle, puisqu'en 1788 on dit à Lyon qu'il avait 450.000 l. d'engagées dans une maison M... qui fit banqueroute, ce qui ne l'empêcha pas d'acheter à ce moment plusieurs immeubles. Cependant, quand il fut resté à la Sénéchaussée après la disparition de la Cour des Monnaies (je pense que le principal obstacle à son passage au Conseil Supérieur, fut son jeune âge, à moins qu'il n'ait refusé), nous avons vu² qu'en 1780, il sollicita avec un peu trop d'insistance par visites et par lettre le P. G. du Parlement de Paris pour obtenir une pension qu'il n'eut pas d'ailleurs. C'était un homme mondain, lettré et très connu : érudit lyonnais, il avait contribué à faire réimprimer les œuvres de Louise Labbé ; membre de l'Académie de Lyon dès 1770, il y avait présenté plusieurs traductions de l'anglais et prononcé un certain nombre de harangues parmi lesquelles je remarque des « Réflexions sur les qualités et les vertus sociales », une « Dissertation sur la sensibilité dans les arts, la littérature et les divers emplois de la Société » et, le 15 janvier 1788, un « Discours sur l'Esprit public ». Il n'y a d'imprimé qu'un *Eloge de Prost de Royer* prononcé à la rentrée de la Sénéchaussée, le 30 novembre 1784³, relativement simple et précis, très habile, où il ne cache pas sa crainte de la vie publique. On le voit, c'était un riche amateur, obéissant aux modes du temps, un peu trop exclusivement occupé peut-être de pensées spéculatives et de commerce littéraire : il allait fréquemment à Paris, « avait

¹ Aux sources ordinaires, ajouter une reproduction d'une notice de Boissy d'Anglas (*Archives historiques et statistiques du département du Rhône*, t. XII, 1830, p. 26 et seq.). Son titre venait d'un fief dans le village de Beynost, près de Montluel.

² Cf. *supra*, p. 133.

³ B. M., 370543.

pour amis presque tous les hommes célèbres qui honoraient alors la France¹ », recevait beaucoup, montrant, avoue un ami « quelque recherche et affectation dans les manières ». Il s'intéressa utilement aux questions d'assistance soit aux Hôpitaux, soit à l'Assemblée provinciale. Il abandonna sans regret sa charge en 1788 et semble, après la reconstitution de la Sénéchaussée, ne plus l'avoir occupée activement ; il s'en défit au début de 1789, alla à Paris au moment de la convocation des Etats Généraux, ne joua aucun rôle au début de la Révolution ; la tourmente augmentant, il se retira à Annonay, se trouva par hasard à Lyon au moment de la révolte, signa, en qualité de Président de sa section, des ordres, fut jugé en même temps que Basset et exécuté le 13 décembre 1793. Il avait épousé une demoiselle Durand de Châtillon, sans doute la fille d'un Trésorier de France à Lyon, qui ne mourut qu'en 1832. C'était donc un homme aimable et distingué, estimé pour ses goûts littéraires et ses sentiments charitables, universellement respecté, plus passionné pour les lettres que pour la magistrature, rendu indépendant par sa fortune et ses goûts plus que par un tempérament combattif et une forte doctrine, en somme un ennemi peu dangereux, qui resta, paraît-il, « l'ami sincère » du Lieutenant Général Basset.

Au moment de la constitution du G. B., Barou était à Paris², député par les Hospices pour suivre des affaires importantes³. Il dut espérer qu'en y restant — sa femme vint même l'y rejoindre — il se ferait oublier. Par une provocation maladroite, Lamoignon lui donna l'ordre de rentrer à Lyon, et cela dans des termes qui aggravaient encore cette vexation inutile⁴. « Monsieur, lui écrivit-il le 13 juillet, le Roi est informé que vous avez quitté la ville de Lyon et que vous vous êtes rendu

¹ Il y a là certainement une exagération. Meister, si bien informé, ne le connaissait pas.

² Abbé Duret, *op. cit.* (B. M., 866, p. 46, 51, 52, 84).

³ Je ne sais où M. Marion (*op. cit.*, p. 126), a pris qu'il était venu « à Paris, pour y travailler activement contre le Garde des Sceaux ».

⁴ Bibl. mun., Saint-Etienne, ms. 108.

à Paris en qualité de député du Bureau de l'Hôtel-Dieu de votre ville, et sous prétexte de suivre une affaire de ce Bureau. S. M. me charge de vous mander très expressément son mécontentement de votre absence, surtout dans les circonstances présentes où votre ministère devient plus nécessaire, et que son intention est que dans les vingt-quatre heures qui suivront la réception de cette lettre, vous repreniez la route de Lyon et vous vous rendiez au lieu et à l'exercice de vos fonctions. Vous voudrez bien me tenir instruit de l'exécution de cet ordre. Je suis, etc... » Peut-être qu'alors Barou manifesta l'intention de se démettre et de se retirer. On dut insister pour garder au nouveau Tribunal un Magistrat aussi en vue¹ ; Barou, après avoir encore hésité, « passa en Dauphiné » et déposa chez un Notaire de Villeurbanne une protestation du 28 juillet² : il y avouait qu'il aurait voulu n'avoir pas à manifester à nouveau son adhésion aux arrêts du 23-24 mai : « ... Son silence sur la conduite ultérieure de son Tribunal était une preuve de la prudence, de la circonspection et des égards dont il s'est toujours imposé la loi dans l'exercice de son ministère ; et, persuadé qu'il suffisait à sa délicatesse et à sa conscience de s'abstenir de tout ce qui pût être regardé comme une dérogation auxdits arrêts, cette protestation de fait était la seule qui convînt à son caractère professionnel... » ; ce n'est donc que forcé qu'il refuse de reconnaître les modifications apportées illégalement à sa Compagnie, affirme sa fidélité aux lois du Royaume, proteste contre l'établissement du G. B., repousse la qualification de Procureur du Roi au G. B., fait des réserves sur la propriété de son office, car il ne démissionne pas et reprendra son titre de Procureur du Roi à la Sénéchaussée après la crise, et « mettant... sa personne, son office et ses biens sous la sauvegarde des lois... (dépose ce) témoignage public et irrévocable des sentiments qu'il a pro-

¹ Le bruit courut plus tard qu'on lui avait offert une charge.

² B. M., 351272.

fessés depuis vingt-trois ans dans l'exercice d'une magistrature importante, et à laquelle il sacrifia déjà en 1771 son état et une partie considérable de sa fortune ». Il fit signifier cette protestation au G. B. et au Bureau des Collèges, et l'envoya au Garde des Sceaux. Cette fois c'était, alors qu'on aurait pu l'éviter, un éclat que le Gouvernement ne pouvait pas ignorer.

La réponse ne se fit pas attendre : dans la première semaine d'août, une lettre de cachet exila Barou dans la citadelle de Brescou-en-Mer, à une lieue d'Agde, bâtie sur un rocher entouré par la mer, où était déjà le maire de Romans¹. C'était une rigueur inutile, disproportionnée à la faute et surtout aux circonstances de la faute. Barou partit sans retard le 8 août, escorté par « M. Ménard, du guet »². L'émotion fut peut-être grande, mais elle ne se manifesta pas : les notes de l'abbé Duret, assez précises ici, sont dépourvues de tout commentaire. La seule manifestation fut celle de la Commission intermédiaire de l'Assemblée provinciale³ en faveur de Barou, « Procureur Syndic provincial pour le Tiers Etat ». Le 8 août, la Commission se borna à déplorer « l'ordre rigoureux qui frappe l'un de ses membres, qui lui est également cher et par ses lumières et par ses vertus », à déléguer deux de ses membres à M^{me} Barou et à écrire à Brienne, à Laurent de Villedeuil, au Contrôleur Général, à l'Archevêque. On évitait ainsi soigneusement d'apprécier la conduite de Barou, et cela se comprend, étant donné la composition et l'esprit de la Commission, étant donné aussi qu'y figuraient des personnages comme Ranvier de Bellegarde, l'ancien Conseiller au Conseil Supérieur et Millanois, Avocat du Roi au G. B., qui considéra si peu cette délibération comme hostile à sa Compagnie, qu'il la consigna lui-même au procès-verbal, à cause de la parenté du Secrétaire avec Barou, et se chargea avec l'Abbé de la

¹ Marion, *op. cit.*, p. 201, n. 2.

² Morel de Voleine, *Revue du Lyonnais*, 5^e série, t. VIII, 1889, p. 154.

³ *Procès-verbaux des séances de l'Assemblée provinciale...* publiés par G. Guigue, p. 84 et seq.

Chapelle de rédiger les lettres, qui ne purent être que des suppliques. Comme le remarque justement L. Lévêque¹, « c'est au nom des services que Barou a rendus à la province et de ceux qu'il peut rendre encore qu'on implore sa grâce. » C'est le même sentiment qui inspira la délibération du 16 août de la « Commission intermédiaire du département de Montbrison² » décidant d'écrire à la Commission intermédiaire provinciale « pour la prier de représenter à S. M. le préjudice qu'éprouvera cette province en l'absence du Procureur Syndic que les lumières et le plus grand zèle pour l'intérêt de l'administration ont fait distinguer dans le court espace de temps qu'il a rempli sa place... » La lettre était extrêmement élogieuse pour Barou dont on louait le talent comme administrateur et le zèle comme protecteur des pauvres ; dans cette lettre, que signa pour le Tiers un Conseiller au Bailliage de Forez, il n'y avait même pas une allusion à la cause de l'exil de Barou, on avait soin de faire remarquer qu'on ne pouvait s'adresser au Roi que par l'intermédiaire de la Commission provinciale. Tout cela était infiniment modéré. Le 26, la Commission provinciale lut la lettre de Montbrison et y répondit, en même temps qu'elle écrivait à nouveau à plusieurs Ministres. Quant à Barou, sa captivité n'était pas cruelle³ : on le visitait d'Agde, on s'empressait autour de lui ; il se louait fort du Gouverneur et écrivait à sa femme de lui envoyer de l'argenterie, sans doute pour donner des dîners dans sa prison. Au reste, il n'y demeura pas longtemps.

On voit donc que si, contrairement à ce qui se passa en 1771, il y eut une opposition ouverte dans le Tribunal d'où sortait le G. B., elle fut passive ou tout de suite réprimée,

¹ L. Lévêque, l'Assemblée provinciale de la Généralité de Lyon (*Revue d'histoire de Lyon*, VIII, 1909, p. 325).

² Arch. dép. Loire, C. 39 Le Bureau intermédiaire de Saint-Etienne ne paraît pas avoir bougé (Tézenas du Montcel, *l'Assemblée du département de Saint-Etienne...*, p. 270).

³ Abbé Duret, *op. cit.*, p. 90.

en tout cas très peu dangereuse et en elle-même et par la faible sensation qu'elle provoqua.

II

Une autre Cour protesta à Lyon, mais elle n'y eut pas grand mérite, car elle se savait condamnée à mort. Ce fut le Bureau des Finances de la Généralité de Lyon, corps considéré et comptant de grands noms¹; un des édits de Lamignon en annonçait la suppression, comme de tous les Tribunaux d'exception. Le 13 mai, le Bureau se réunit², déplora « les coups imprévus qui frappent toute la magistrature..., le projet formé de changer la constitution de la Monarchie », défendit l'utilité des Bureaux des Finances, leur ancienneté, leurs services passés, leur attitude silencieuse, les rangeant parmi les « Cours supérieures », prédit que « la nécessité indispensable de ne point interrompre l'administration de la justice distributive laisse entrevoir le projet de substituer aux Corps de magistrature légalement existants des Commissions particulières (qui), sous quelque dénomination qu'elles soient créées..., ne pourront jamais obtenir la confiance publique », et déclara « qu'il n'a jamais eu d'autres principes que ceux énoncés dans les divers arrêts des Cours du Royaume et qu'en conséquence, il ne peut reconnaître pour légalement existantes que celles qui ont toujours été avouées par la Nation et qu'autant qu'elles continueront d'être composées des mêmes Magistrats et qu'elles seront revêtues des mêmes droits. » Les Trésoriers ajoutèrent, pour fermer la porte à toute défection, qu'ils n'accepteraient aucune place dans les nouveaux Tribunaux et aucune fonction. Puis ils attendirent ;

¹ Pour la liste des Trésoriers de France, voir L. Michon, *Armorial général des Présidents, Chevaliers d'honneur...*, Lyon, 1903, in-8.

² Arrêté du Bureau des Finances... (B. M., 112448).

dès le 26 mai¹ ils croyaient voir arriver l'Intendant. Celui-ci, ce qui était habile, ne vint qu'après avoir réglé l'affaire du Grand Bailliage, le 11 juin². Il n'y avait de présents que le Président, Servant de Poleymieux, neuf Trésoriers, parmi les plus jeunes, le Procureur du Roi, Morand de Jouffrey, et le Greffier³. Terray fut aimable : « Accoutumé à exercer avec vous, Messieurs, des fonctions qui nous étaient communes, je vois avec peine cesser nos rapports mutuels... » ; il promit de les recommander au Gouvernement, mais présenta sa commission, l'édit de suppression des Tribunaux d'exception et des lettres closes en ordonnant l'enregistrement. Le Procureur du Roi prit la parole, fit l'éloge du Tribunal, l'apologie des Bureaux des Finances, puis, très pratique, demanda la réforme de l'article X de l'édit, qui ne laissait l'exemption de la taille qu'aux officiers ayant vingt ans d'exercice, faisant valoir que l'interruption de leur service était du fait du prince et que (ce qui n'était pas tout à fait exact) « jamais suppression n'a eu lieu sans la conservation entière des privilèges à tous les titulaires », et sollicita l'appui de Terray pour qu'une prompte liquidation leur permette de faire face aux dettes communes ; il termina par une protestation de fidélité au Roi, des remerciements à l'Intendant pour ses procédés et sa « sensibilité » et des paroles émues pour les membres du Tribunal. Alors Terray fit enregistrer, rédiger le procès-verbal et lire les ordres du Roi ordonnant aux Magistrats de s'abstenir « à l'avenir de toute assemblée, de tout jugement et de toute délibération qui pourrait avoir pour objet leurs anciennes fonctions ».

Aussitôt, tous ceux qui avaient assisté à la séance, sauf un, je crois, se réunirent chez l'un d'entre eux et rédigèrent, séance

¹ Abbé Duret, *op. cit.*, p. 33.

² Procès-verbal de la séance... (B. M., 112450).

³ Le Bureau comptait : 5 Présidents, 1 Chevalier d'honneur, 21 Trésoriers, 3 Gens du Roi, etc... (cf. *Almanach pour 1788*). Un certain nombre était hors de Lyon ou se désintéressa de l'affaire.

tenante, une vigoureuse protestation¹ contre l'enregistrement précédent et l'apposition des scellés sur leurs archives ; ils soutinrent la théorie que la notification des ordres du Roi ne suppléait pas en droit au libre enregistrement et que « des constitutions solennellement établies, avouées et maintenues ne sauraient être annulées par un édit rédigé à la hâte, enregistré à main armée dans toutes les Cours, et dont le préambule et le dispositif sont également contraires à la vérité, à la justice du Souverain, à ses intérêts et à ceux de ses peuples » ; puis ils critiquèrent l'édit phrase par phrase, s'élevant fièrement contre celle qui accusait les Officiers d'avoir cherché le moindre travail et le plus grand profit, attaquant « les Tribunaux informés » d'avance notés d'infamie, défendant les Elections, exprimant leurs craintes au sujet du remboursement, reprenant l'article X, protestant qu'ils ne prendront pas place « parmi des Juges que les Français voient avec effroi devenir les arbitres de leur vie et de leur honneur et qui ne peuvent qu'être intérieurement désapprouvés par les auteurs mêmes du bouleversement actuel et de ceux qui, par état, sont chargés de l'exécution des ordres donnés au nom du Roi et obligés de concourir à la formation des nouveaux Tribunaux » — habile allusion à certains Ministres et Intendants — etc., ils reprirent encore leurs protestations, affirmant qu'ils ne regarderaient leur suppression comme légale « que lorsqu'elle aura été approuvée par l'Assemblée des Etats Généraux et librement enregistrée dans les Cours » et après complet remboursement, et redemandèrent encore en terminant « la convocation des Etats Généraux qui, seule, peut prévenir des maux irréparables et remédier à ceux qui nous accablent, faire succéder la tranquillité et la joie au désordre et à la consternation publique, rendre au monarque le pouvoir délicieux de faire des heureux et aux sujets les occasions de laisser éclater les sentiments d'amour que leur inspire sa personne sacrée ». Deux minutes furent mises en

¹ Protestation du Bureau des Finances (B. M., 112449).

lieu sûr, signées de tous les assistants auxquels, le 2 juillet, se joignirent des absents, trois Présidents, un Chevalier d'honneur et six Trésoriers. Il ne faudrait d'ailleurs pas se faire d'illusion sur la portée de ces protestations : on les garda soigneusement secrètes. La preuve en est que, le 22 juin, les Officiers reçurent une lettre de Terray avec copie d'une décision royale du 10 offrant des avantages aux membres des Tribunaux supprimés qui entreraient dans les nouveaux ; on répondit par un refus ferme, mais poli.

L'Election disparut sans bruit ; l'Intendant mit les scellés sur son Greffe et celui du Bureau des Finances. Pas une voix ne s'éleva en faveur de celui-ci ; il est même regrettable d'avoir à dire que le Consulat chercha à profiter de sa disparition. Dès le début de 1788¹, le Consulat intriguait et envoyait des mémoires pour retirer au Bureau des Finances l'exercice de la voirie à Lyon. Le 14 juin², il écrivit à Lamoignon, Brienne, Breteuil et Villedeuil que des prétentions allant s'élever au sujet de la voirie, il la réclame « dans le cas où S. M. persisterait dans ses intentions relativement à la suppression du Bureau des Finances ». Il fit valoir qu'il l'avait exercée « de temps immémorial » et qu'on n'en avait fait passer une partie au Bureau en 1763 que pour « donner à ce dernier Tribunal une occupation quelconque et... une espèce d'utilité à ses fonctions ». Alors, selon son habitude, le Consulat accumula les lettres et les mémoires à Villeroy, Terray, Lamoignon, Blondel, etc... Un arrêt du Conseil vint donner la juridiction de la voirie aux Intendants ; mais en le communiquant au Consulat, le 14 juillet, Terray ajouta³ : « J'en ai suspendu l'exécution dans la Généralité de Lyon et j'en ai rendu compte au Conseil en lui proposant de vous accorder l'objet de votre demande ». Le 10 septembre rien n'était encore réglé.

¹ A. M., AA. 59, lettre de Blondel, 22 janvier 88. Cf. sur la question, *ibid.*, lettre de Boileau, 23 juillet 1776 et projet de réponse.

² A. M., AA. 158, f^{os} 76, 77, 86, 87, 89, 90, 91, 112.

³ A. M., AA. 63.

En dehors de Lyon, le G. B., qui avait le ressort du Présidial de Lyon et de celui de Mâcon, souvenir évident de 1771, rencontra, la Dombes exceptée qui resta dépendante du G. B. de Bourg, les mêmes Tribunaux inférieurs que le Conseil Supérieur. Les Tribunaux eurent d'abord une belle occasion de ne rien faire : ce fut d'attendre la décision de celui de Lyon ; ils n'y manquèrent pas, si bien que dès la fin mai ¹ le bruit courut à Lyon que l'Intendant allait se rendre auprès d'eux. Le Siège le plus à craindre était Villefranche, soit à cause du précédent de 1771 et de l'état d'esprit de 1775, soit à cause des rapports avec le Duc d'Orléans, dont le rôle dans le mouvement parlementaire était bien connu. Le Lieutenant Général et le Procureur du Roi étaient des survivants de la crise Maupeou, F.-B. Guérin de la Colonge et J. A. Chatelain d'Essertines ². Il courut alors à Paris et à Lyon une « Lettre des Officiers de Villefranche... à Mgr le Garde des Sceaux ³ ». A l'occasion de la présentation au Bailliage des édits de mai, on y comparait la situation à celle de 1771 et on y disait, avec quelques phrases ironiques, que le Lieutenant Général avait lu une lettre écrite au Bailliage par Lamoignon lui-même lors de son exil à Thizy, le 1^{er} mars 1771. « Je n'ai aucune conduite à vous prescrire dans les circonstances actuelles. Votre conscience seule doit vous servir de guide, elle ne peut vous tromper. Cependant, si j'avais quelques conseils à vous donner, je vous dirais d'embrasser la cause du Parlement, parce que la cause du Parlement me paraît juste... » Après cela il était facile d'appliquer les conseils donnés par Lamoignon, Président, à la situation créée par Lamoignon, Garde des Sceaux. Si facile qu'il ne serait pas impossible qu'il y eût là une supercherie. Duret dit ⁴ que le Garde des Sceaux désavoua la lettre ; en fait, je n'en

¹ Abbé Duret, *op. cit.*, p. 34. Baillot, à la fin de la lettre citée p. 373, dit le 24 mai que l'Int. va partir à Villefranche et sans doute à Montbrison.

² Brette, *op. cit.*, t. III, p. 707.

³ Les deux exemplaires de la B. M., 114837 et 114838 appartiennent à deux tirages différents, preuve d'un certain succès.

⁴ P. 50.

ai trouvé aucune trace en 1771, où elle aurait été inutile, puisque deux Conseillers allèrent saluer Lamoignon qui ne fait dans sa lettre aucune allusion à cette visite. Le partisan du Parlement de Montbrison, dont le recueil nous a déjà servi, donne de la lettre une copie manuscrite¹ ; Madame Roland par contre n'en parle pas, elle reprochera au contraire leur adhésion trop facile aux membres du Bailliage et se plaint le 22 mai² du manque de nouvelles : « ... Nous n'avons que des bulletins falsifiés ; on met des cartons aux journaux ; c'est une pitié. » Ce qu'il y a de sûr, c'est que Terray vint à Villefranche comme on s'y attendait. « Dites à notre frère³, écrit Madame Roland à une date postérieure de très peu au 6 juin⁴, que l'Intendant est venu faire ici l'enregistrement... » Le Procureur Général du Parlement de Paris reçut⁵ en effet de Villefranche à la date, je crois, du 30 mai, une lettre où on lui annonçait, conformément à sa lettre du 8, l'envoi de « l'expédition du procès-verbal d'enregistrement fait par M. le Commissaire du Roi ». Mais il faut lire la suite de la lettre de Madame Roland autrement piquante : « ... Notre Bailliage, fort aise de cette petite violence, a pourtant voulu ne pas paraître se presser d'agir en conséquence. Est arrivée une lettre de M. l'Intendant à son Subdélégué, pour savoir si le Siège était entré en fonctions, annonçant que, s'il y avait des difficultés, il faudrait en instruire la Cour, etc... La cloche du Palais sonne, et nos Magistrats s'assemblent probablement comme Présidial. » Avec l'expérience de 1771, la passivité des Conseillers et le silence du Duc d'Orléans, cette considération avait peut-être influencé les Magistrats. Mais ce bruit, qui avait en effet couru, fut nettement démenti par une lettre de Lamoignon à Terray⁶.

¹ Bibl. mun. Saint-Etienne, ms. 108, pièce 37.

² Lettres, éd. Perroud, II, p. 12.

³ C'est Dominique Roland, le chanoine, conseiller rebelle en 1771.

⁴ Lettres, éd. Perroud, II, p. 16.

⁵ B. N., coll. Joly de Fleury, ms. 1100, f° 262.

⁶ Bibl. mun. Saint-Etienne, ms. 108, pièce 15 : la lettre, très précise, est du 4 juin ; il n'y aura aucun changement. Il y avait eu certainement obscurité ;

Au Bailliage de Forez¹, séant à Montbrison, le Grand Bailli d'épée était toujours de Rostaing ; le Lieutenant Général était Durand Antoine Demeaux, seigneur du Périer, etc..., le Procureur du Roi de la Chaize, les Avocats du Roi de la Plagne et Imbert ; les Officiers étaient assez nombreux, appartenant pour la plupart à de bonnes familles. L'opposition se dessina tout de suite et paraît avoir été, au moins en fait, tenace ; on le sut à Lyon, où des bruits singuliers coururent², mais parfois d'une façon inexacte. Voici ce qui se passa³ : dès le 10 mai, averti par une « infinité de lettres venues de Paris⁴ » et par l'arrêt du Parlement du 3, le Bailliage protesta contre toute loi dépourvue de vérification légale, contre toute transcription faite « par des voies inusitées » et — ce qui montre les bruits qui couraient et la crainte de voir reprise la réforme de 1771 — contre tout « établissement nouveau illégalement formé pour remplacer aucune des Cours de justice actuellement existantes », les Officiers s'engageant à n'en point faire partie. Le 28, le L. G. lut une lettre de Terray annonçant sa venue pour le samedi 31 ; la Cour protesta derechef, mais décida d'assister à la séance par le seul « effet de son profond respect pour les ordres de S. M. ». Le 31, en effet, Terray arriva à neuf heures et quart, prit séance au-dessus du L. G. qu'il invita à lire sa commission. « Monsieur, répondit le L. G., vous tenez la séance, ordonnez tout ce qu'il vous plaira. » La commission lue par le Greffier, le L. G. en quelques mots rappela qu'ils n'étaient là que par soumission aux ordres du Roi. Terray ordonna aux Gens du Roi de requérir la lecture et publication des édits ; l'Avocat du

les auteurs modernes estiment que tous les Bailliages devaient devenir Présidiaux.

¹ Brette, *op. cit.*, III, p. 716. De Jouvencel, l'Assemblée de la noblesse du B. de Forez en 1789, p. 2 et *passim*. *Almanachs de Lyon* (supplément). Rien de changé au Bailliage de Bourg-Argental [Brette, p. 726], qui ne fit pas parler de lui.

² Abbé Duret. *op. cit.*, p. 41, 55, 84, et lettre citée de Baillot.

³ D'après une brochure de 8 pages *Arrêtés du Bailliage ...* (Bibl. de Saint-Etienne, ms. 108, pièce 6.)

⁴ Les nouvelles arrivèrent jusqu'au bout régulièrement, *ibid.*, pièces 25 et 26.

Roi, Imbert, fit l'éloge de l'ordre judiciaire attaqué, des Magistrats, parla encore de soumission et requit l'enregistrement des édits « sans y adhérer ni par le fait ni de consentement¹ ». Terray prononça l'enregistrement, garda avec lui le L. G. et le Procureur du Roi qui signèrent le procès-verbal « par exprès commandement du Roi ». La Compagnie, l'Intendant retiré, vérifia le procès-verbal et réitéra ses protestations. Il semble cependant que les choses n'allèrent pas régulièrement, au point que Duret enregistra un jour le bruit, d'ailleurs faux, de l'arrestation de Demeaux. Il y eut, de l'aveu de l'Avocat du Roi, une manœuvre des Avocats et Procureurs avec nécessairement la complicité tacite des Magistrats : « On les a vu agir de concert pour ralentir la marche de l'administration de la justice, afin de ne point la compromettre dans des Tribunaux dont l'existence était fragile, etc... » Entendez : on s'arrangea pour qu'on n'ait pas le temps d'aller en appel au Grand Bailliage. L'esprit d'opposition fut d'ailleurs soutenu par l'arrivée en juillet et en août de 2 Magistrats exilés, le Président de Daix, de Dijon et de Siguret, de la Sénéchaussée de Rodez. Le premier surtout, qui semble être de Montbrison ou au moins du Forez, fut accueilli par une joie générale et le « concert indélébile de tous les citoyens ». Il conquiert tout le monde par sa bonne grâce et fit, quand il fut rentré à Dijon, l'éloge de ses hôtes, auxquels le Parlement écrivit le 26 octobre une lettre très flatteuse célébrant leurs « témoignages d'intérêt... (et leur) attachement aux lois et à la constitution. » Il y eut, semble-t-il aussi, des difficultés à propos de la suppression de l'Election que les gens du Bailliage se refusèrent, au moins en fait, à remplacer. Aussi on peut croire qu'une ville jalouse de Montbrison voulut profiter de la mauvaise humeur du Gouvernement : le 16 août³, les habitants de Roanne écrivirent

¹ Il circula, probablement avant l'impression, des copies de cette harangue, *Arrêtés du Bailliage...*, pièce 35.

² *Ibid.* pièce 24 (notes manuscrites), 31 (discours prononcé par M. de Laplagne, imprimé), 32 (lettre du Parlement de Bourgogne, imprimée).

³ A. N., O¹ 578.

au Ministre de la Maison du Roi pour demander un Présidial.

Pour Mâcon, l'abbé Duret est bien informé quand il dit ¹ que le Présidial réclame le droit de ressortir au Parlement de Paris et n'a pas reçu la visite de l'Intendant. Le 2 juin, on écrivit de Mâcon à Joly de Fleury en disant qu'on n'a encore rien enregistré et qu'on pense que les motifs consignés dans un arrêté joint en dispensent. Cet arrêté avait été pris le 30 mai, après que le Lieutenant Général eût fait part des invitations pressantes de l'Intendant, transmises par son Subdélégué les 25 et 29 mai. La Cour, les Gens du Roi compris, protesta contre tout enregistrement forcé, se fondant sur des théories générales — dont celle-ci, toute parlementaire : « ... les lois nouvelles portent la plus dangereuse atteinte aux droits, libertés et sûreté de la Nation en restreignant le nombre de ses représentants destinés à porter journellement au pied du trône, avec ses doléances, la vérité si nécessaire au meilleur des Rois », et sur cette considération que les édits de mai « tendent à dépouiller le Comté de Mâcon en particulier du privilège important, que daigna lui assurer Saint Louis en le réunissant à la Couronne, de ne voir jamais ses appels relevés ailleurs qu'au Parlement de Paris ». Il est curieux de noter cet appel au droit historique qu'on n'avait pas rencontré ici en 1771. On peut donc croire les contemporains disant que la menace de Basset ³ était sans fondement. Vers le 10 juin ⁴, Mâcon refusait encore de ressortir à Lyon. Quant à l'issue du conflit, je l'ignore ; comme Mâcon n'est noté nulle part parmi les opposants tenaces, je suppose, ou qu'il se soumit à l'Intendant, ou que celui-ci — celui de Dijon — se soucia médiocrement d'assurer la compétence d'une Cour lyonnaise.

¹ *Loc. cit.*, p. 65-66. Le Lieutenant Général de Mâcon lui dit lui-même qu'il n'y avait rien de fondé dans les prétendues propositions à eux faites au sujet du G. B.

² B. N., coll. Joly de Fleury, ms. 1110, f^{os} 56 et 7, et ms. Saint-Etienne, 108, pièce 13.

³ Cf. *supra*, p. 375.

⁴ *Lettres de Madame Roland*, éd. Perroud, II, p. 16.

III

Il y eut, il fallait s'y attendre, une opposition du Consulat. Il avait peut-être l'esprit moins libre que de 1771 à 1774 : la situation financière et économique était pire ; puis le Consulat songeait déjà aux Etats Généraux, au point qu'en avril 1788 un écrit anonyme¹ posa cette question : « Serait-il vrai que le corps de la Municipalité de cette ville cherche à gagner des voix pour être élu aux Etats Généraux ? » Néanmoins il manifesta, directement ou indirectement, sa mauvaise humeur pour les mêmes raisons et par les mêmes moyens qu'au temps du Conseil Supérieur. Le Prévôt des Marchands était alors Tolozan de Montfort, les Echevins Fayolle, Ravier, Steinman et, le plus bruyant et le plus en vue, Jacques Imbert-Colomès, d'une famille de riches commerçants, qui jouera un rôle important lors des débuts de la Révolution, quittera Lyon en février 1790, puis la France, pour aller, sauf un intermède au début du Directoire, intriguer à l'étranger où il mourut en 1809. Il avait déjà publié un mémoire contre l'impôt du timbre, il en « publia », dit Wahl², un contre le Grand Bailliage, qui insistait surtout sur les inconvénients relativement au commerce et qui fut envoyé vers la mi-juin au Ministre de la Maison du Roi³, qui le communiqua au Garde des Sceaux. Je me demande s'il ne s'agit pas là du mémoire consulaire que nous allons retrouver ou plutôt de celui dont il est parlé dans une lettre du Consulat à l'Intendant, le 9 août, et dont on avoue qu'il est en partie la reproduction du mémoire précité.

Le Consulat marqua tout de suite, assez maladroitement, son mécontentement en refusant de répondre à une lettre fort

¹ Cité par Wahl, *op. cit.*, p. 35.

² *Ibid.* p. 92.

³ A. N., O¹ 578 à la date du 20 juin.

polie du 11 juin 1788¹, où Terray demandait, pour un rapport au Conseil, des renseignements détaillés sur les Juridictions exercées par le Consulat et la Conservation, les observations et avis du Consulat, etc. C'est qu'à ce moment, il était déjà parti en guerre pour défendre une de ses Juridictions, celle des arts et métiers, menacée, pensait-il, par le G. B. Le 9 juin, en effet, le Procureur du Roi avait communiqué une ordonnance de Faure de Montaland, Lieutenant Criminel, recevant le 7 juin l'appel de quatre compagnons plâtriers contre une sentence de la Juridiction consulaire des arts et métiers rendue le 5 à la requête de deux Maîtres Gardes et ordonnant au Greffier du Consulat d'apporter dans trois jours au G. B. la procédure en question, ordonnance signifiée le même jour. Le Procureur du Roi au Consulat releva ce que cet acte avait de contraire « aux usages, édits et déclarations constitutifs de l'autorité et juridiction du Consulat » ; celui-ci, « considérant que l'appel des sentences du Consulat a été de tous les temps porté directement et exclusivement au Parlement de Paris et que l'appel à tout autre Tribunal serait nuisible au commerce, ruineux pour nos manufactures et contraire aux privilèges des citoyens », défendit au Greffier d'obtempérer. La lutte sur la compétence recommençait. Selon son habitude, le Consulat généralisa la question. Le 11 juin, il rédigea un véritable mémoire, dont nous avons la minute², destiné surtout au Garde des Sceaux, mais que, « dans la crainte de manquer à M. le Garde des Sceaux, » on envoya d'abord à Breteuil pour qu'il juge de l'opportunité de la communication : « ... Placés à la tête du commerce et des manufactures de cette ville, il est de notre devoir et de notre honneur de veiller avec soin au maintien de ses droits et de ses privilèges. Ils ont déjà été attaqués, Mgr., par un Tribunal dont les premiers pas nous annoncent combien il faut se hâter de se garantir de ses pré-

¹ A. M., AA. 63, et la note au dos de la lettre de Terray.

² A. M., BB. 348.

³ A. M., AA. 158, f^{os} 72 et 73.

tentions et de ses entreprises. Si elles pouvaient être secondées, elles entraîneraient bientôt la ruine du commerce et porteraient en même temps la confusion, le désordre et l'insubordination parmi les ouvriers de nos différentes fabriques et manufactures. » On le voit, les questions de contrôle, de préséance, de haute police, etc., soulevées de 1771 à 1774, restent dans l'ombre : la question économique et la question sociale passent au premier plan, ce qui est parfaitement caractéristique du Lyon d'alors. Puis vient l'exposé de l'affaire des plâtriers et la critique de l'ordonnance incriminée, fondée en particulier sur le silence des édits de mai relativement à la juridiction du Prévôt des Marchands et des Echevins de Lyon. Celle-ci ne peut « être comptée, en effet, parmi les justices consulaires, ces dernières n'ayant jamais connu et ne pouvant connaître ni de l'exécution de leurs propres jugements, ni juger des affaires au criminel ; elles ne sont point, ainsi que nous, juges de la Police des arts et métiers ; elles le sont encore bien moins des affaires commerciales de la nature de celles qui sont portées au Siège de la Conservation, où le G. B. annonce déjà vouloir porter ses prétentions ». La mention de la Conservation ramène le souvenir des événements de 1771 et des polémiques d'alors, auxquelles on emprunte l'argument de droit international connu¹, et un passage textuellement cité. On revient encore sur la supériorité pour les ouvriers, notamment ceux de la Fabrique « ... assez excédés par les malheurs du temps », de la juridiction consulaire, rapide et bon marché, sur la justice ordinaire où les Procureurs, pour récupérer le prix élevé de leurs charges (50 à 60.000 l.), augmenteraient les frais. On demande donc « un arrêt en commandement par lequel S. M. ferait défense tant au Lieutenant Criminel qu'au G. B. de connaître d'aucune affaire de la compétence du Consulat ou de celle de la Conservation... » Le Ministre de la Maison du Roi², ayant reçu le mémoire, le transmet le 20 juin

¹ Cf. *supra*, p. 178.

² A. N., O¹ 578.

au Garde des Sceaux. Celui-ci, le Consulat ayant sans doute changé d'avis, l'avait déjà reçu et avait répondu aimablement le 15 au Consulat¹. Breteuil le savait-il ou voulut-il rassurer le Consulat et gagner du temps en empêchant un éclat, à la vérité peu à craindre, mais le même jour il écrivit au Prévôt des Marchands², que « la réponse de M. le Garde des Sceaux, que cet objet concerne principalement, annonce qu'il est disposé à s'en occuper ; il faut attendre pour voir ce que les circonstances permettront de faire dans la vue de concilier le bien de la justice avec les intérêts du commerce et de votre juridiction ». En fait, Lamoignon s'en occupa, pour répondre à Breteuil qu'il n'y avait rien à faire et obtenir un arrêt du Conseil qui annula, le 16 août, la délibération du Consulat et renvoya la procédure au G. B. Lamoignon n'avait pas les ménagements de Maupeou, ou plutôt la certitude d'une prochaine réforme où disparaîtraient les demi-autonomies fiscales comme celles de la ville de Lyon rendait moins nécessaire à la Royauté de ménager le Consulat. C'est ainsi³ que le Garde des Sceaux, averti sans doute de lenteurs voulues, demanda, le 26 juillet, un état des prisonniers détenus de l'autorité du Consulat, « la date de leur emprisonnement, l'état de leur procès et la date de la dernière procédure ». Le 9 août, le Consulat répondit qu'il n'y avait aucun prisonnier détenu de son autorité ; la Chancellerie ne dut pas se contenter de cette affirmation, car le Consulat lui écrivit à nouveau le 23, envoyant un état des prisonniers détenus en vertu d'un jugement de la Conservation, du Consulat ou de la Police (il y en avait donc) et ajoutant qu'il n'y en avait pas en vertu d'une procédure criminelle. L'Intendant, qui ne paraît pas avoir eu le tact et la popularité de Flesselles, agit pareillement : il se plaignit⁴, lui aussi, des lenteurs du Consulat évitant de juger les affaires

¹ A. M., AA. 158, f° 102.

² A. M., AA. 59, f° 20.

³ A. M., AA. 158, f°s 102 et 108.

⁴ Abbé Duret, *op. cit.*, p. 46.

dont l'appel aurait ressorti au G. B. ; le Consulat répondit, dit-on, « qu'ils jugeaient les affaires qui se présentaient et que leurs séances étaient remplies ». L'Intendant lui fit aussi des reproches sur la publication ¹ d'une partie du mémoire rédigé le 11 juin ; le Consulat fournit ² des explications et prétendit ne connaître ni le lieu d'impression, ni l'imprimeur du libelle. En définitive, s'il n'y eut pas, après l'affaire du début, guerre ouverte entre le Consulat et le G. B., il y eut mésintelligence et chicane, le Gouvernement soutenant la Cour : en juin ³, il fallut que Basset s'adressât au Ministre de la Maison du Roi, qui donna des ordres en conséquence, pour obtenir « que le guet puisse être aux ordres du Tribunal pour la poursuite des prisonniers et qu'il ait dans les cérémonies un détachement à cheval ». En août, au sujet d'une affaire survenue au spectacle, où est mêlé « le sieur d'Herbois » (qui n'est autre que le fameux Collot d'Herbois, alors directeur du théâtre), le Consulat réclama le jugement, que le Garde des Sceaux fit laisser au G. B.

On voit donc qu'avec les nuances que j'ai indiquées les rapports entre le Consulat et la Cour ne furent pas meilleurs qu'au temps du C. S. La Municipalité n'eut pas le loisir, ou l'occasion, ou peut-être l'audace de développer son opposition ; la Cour, beaucoup moins importante que le C. S., l'inquiéta moins ; puis l'une comme l'autre sentirent sans doute que leur guerre n'était qu'un épisode d'une lutte autrement grave qui ne faisait que commencer : entre le souci de ses intérêts immédiats et l'inquiétude sur la situation générale et sur l'avenir, le Consulat négligea un peu le G. B., qui, moins encore que le C. S., fut gêné par son opposition.

¹ C'est sans doute ce dont l'abbé Duret parle en juillet, *loc. cit.*, p. 48.

² A. M., AA. 158, f^o 103.

³ A. N., O¹ 578.

IV

A côté de l'opinion, très intéressée, des Tribunaux et du Consulat, quelle fut à Lyon l'opinion publique à l'égard du nouveau Tribunal. Pour les mêmes raisons que jadis, il est extrêmement difficile de le dire. Ce qu'il y a de certain, c'est que la sensation produite fut minime. « Il n'y eut d'émotion violente, dit excellemment M. Marion¹, que dans les Parlements, que dans le monde des Parlements, que dans les villes de Parlements, tous directement atteints dans leurs intérêts ». Je crois, pour avoir vu de près quelques-unes de ces affaires, que les mouvements pseudo-provincialistes de Pau, Rennes ou Grenoble sont eux-mêmes par leur esprit et, si l'on peut dire, par leur zone d'extension, strictement parlementaires. A Lyon, il n'y a aucun doute, l'ensemble de la population resta froid. Je crois, pour les mêmes raisons qu'en 1771, qu'il fut plutôt sympathique. Les opposants reconnurent plus tard² que le G. B. avait compté et conservait des partisans à Lyon. L'abbé Ranchon³, curé de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or, que nous avons cité jadis, s'intéressa à la lutte, étant nettement du côté du Roi et des Grands Bailliages : à plusieurs reprises, il signale les révoltes populaires et parlementaires, l'arrêt, presque complet en juillet, de la justice, souhaitant que « le Roi mette fin à ces divisions », car il « doit se montrer et faire voir aux Parlements qu'il les a créés et qu'il peut les détruire » ; à la date du 27 juillet, il affirme que « tout le peuple (est) charmé de voir l'établissement des Grands Bailliages ».

D'autres, plus perspicaces ou plus mécontents que le bon

¹ *Op cit.*, p. 4.

² B. M., 362701.

³ Notes (*Revue du Lyonnais*, 5^e série, t. XII, 1891, p. 224 et seq.). La publication, sans qu'on le dise, paraît bien ici être faite d'après une double source, le journal personnel du curé et un registre paroissial.

curé, critiquèrent certains détails de la réforme judiciaire et surtout firent des réserves, ne la considérant, ce qui était peut-être exact, que comme un expédient pour briser les obstacles mis par les Parlements aux abus de la fiscalité royale. C'est le cas de M^{me} Roland qui, dans la première moitié de juin¹, après avoir affirmé, ce qui n'est pas prouvé, qu'« au total tous les petits Tribunaux sont contents de la Révolution », continue ainsi : « Il n'y a que nous autres plébéiens, à qui l'on mettra la main dans la poche sans qu'il y ait personne pour crier gare, qui ne trouvions pas bonne cette histoire d'enregistrement et cette formation d'une Cour plénière vendue au Roi. Puis les attributions des Sièges inférieurs nous semblent trop fortes. Dans les petits endroits où le commérage et les préventions ont tant d'influence, la fortune de presque tous les particuliers se trouve à la discrétion de Juges très faciles à abuser et à tromper. »

A Lyon même, il y eut certainement, sans doute dans les mêmes milieux, Robe et Echevinage, qu'en 1771, un assez vif mécontentement que traduit naïvement l'abbé Duret². Je ne crois pas qu'il y ait eu, en dehors de celles étudiées plus haut, d'oppositions ouvertes : le bruit, qui courut le 27 mai, « qu'on avait mis à Pierre-Encise onze ou douze personnes, sans qu'on sache quelles elles sont », paraît un raconter, d'autant mieux qu'au moment de la restauration des Parlements on ne parla que d'un prisonnier sorti de la forteresse³. Mais il y eut une petite guerre faite de bruits malveillants, de plaisanteries, peut-être de pamphlets et de brimades mondaines. Elle faillit atteindre jusqu'à la paisible Académie où l'on disputa, le 5 août, sur les affaires du temps. « M. Vitet représente que les assemblées ne sont pas faites pour cet objet, mais uniquement pour les arts, les sciences et la littérature et que, si on continue à s'en occuper, il se croira obligé de se retirer ». Le principal

¹ *Loc. cit.*, p. 16.

² *Loc. cit.*, 35, 36, 48, 50, 51, 56, 61, 85.

³ Qui est sans doute Goisard de Montsabert.

personnage visé fut le Lieutenant Général Basset, malgré que son parent, M. de la Tourette, se soit efforcé d'empêcher l'introduction des libelles parisiens où il pouvait être malmené; on l'appela alors « le pistolet de poche du Garde des Sceaux », tandis que, par un jeu de mots, qui n'avait pas même le mérite de l'originalité, on appela ses confrères des « baliveaux ». C'est même sans doute dès lors qu'on eut la première idée et un premier état de la comédie du Grand Bailliage où on devait le vilipender. Duret nota qu'il était « molesté dans les sociétés » et même, ce qui, en l'absence de toute confirmation, me paraît très douteux, qu'il partit pour Paris se plaignant « de ses confrères qui se sont cachés de lui ». Ce ne fut en somme qu'une opposition de salon que décèle encore le *Journal de Lyon et des provinces de la Généralité*¹, insipide feuille littéraire qui ne pouvait être rédigée et lue que dans quelques milieux mondains. Dans le numéro du 28 mai, il rendit encore compte des événements du 8, puis il n'inséra plus un mot sur les affaires judiciaires jusqu'au numéro du 1^{er} octobre où, sous la rubrique « Législation », il écrivit : « Des circonstances qu'il est inutile de rappeler nous avaient engagés, depuis quelques mois, à supprimer de ce journal les articles Législation et Tribunaux: ce motif ne subsiste plus et nous donnerons à l'avenir une importance particulière à ces deux articles. »

Il y eut cependant une manifestation plus tangible de cette opposition : ce fut un libelle anonyme², émané certainement du monde de la Robe. L'auteur commençait par rappeler un mémoire, celui dont nous avons déjà plusieurs fois parlé, qui avait « démontré, sans réplique, l'incompatibilité (du G. B.) avec le Tribunal de commerce » et, « le danger d'un Tribunal supérieur dans cette ville, parce qu'il prive le citoyen de la ressource de l'appel contre l'intrigue, la cabale et la mauvaise foi ». Il continuait ainsi : « Mais ce que ce mémoire n'a pas

¹ T. V, 1788, p. 136 et seq. et 324.

² Réflexions sur l'établissement du Grand Bailliage à Lyon, etc..., in-8, 6 p. (l'indication de Genève doit être fausse) (B. M. 363o6o).

dit, c'est que l'établissement du G. B. à Lyon n'est dû qu'à l'intrigue et à la cupidité d'un de ses membres, à la condescendance criminelle et intéressée de quelques autres et à la faiblesse du petit nombre de ceux à qui l'on avait reconnu ou cru reconnaître des principes dignes d'un Magistrat ». Il critiquait alors phrase par phrase, avec une argumentation faible et un ton violent, l'arrêté du 6 juin et adjurait les Magistrats de suivre les opposants, en laissant « à votre chef seul la honte dont il s'est couvert », en le laissant « vanter seul les avantages qui vont résulter de l'établissement du G. B. à Lyon, avantages dont il bénéficie seul », car, comme les frais ont, d'après l'auteur, augmenté, « on laisse... à penser si le chef du Tribunal de Lyon a accepté par obéissance ou par intérêt »...

Comme en 1774, les oppositions furent, nous le verrons, beaucoup plus courageuses après la disparition du G. B. Celui-ci n'avait été en somme que retardé et un peu gêné par des oppositions émanant uniquement de quelques Magistrats de la Sénéchaussée, de Tribunaux inférieurs ou d'exception et du Consulat lyonnais, qui paraissent avoir eu l'effet de restreindre son activité comme Cour d'appel. Ces oppositions, peut-être plus violentes en apparence qu'en 1771, parce qu'elles sont au ton du jour, eurent à la fois moins d'ampleur et de profondeur, soit parce que la Royauté capitula plus vite, soit, ce qui est certainement vrai pour une part, parce que l'intérêt était déjà ailleurs.

CHAPITRE XIII

L'ORGANISATION ET L'ACTIVITÉ DU GRAND BAILLIAGE

I. L'organisation. — II. L'activité.

I

Ce chapitre, qui pourrait être un des plus intéressants de mon étude à cause de sa nouveauté, en est un des plus pauvres, pour des raisons de hasard et de fond. Il souffre en effet de l'état inimaginable des archives judiciaires de Lyon, dont M. Brouchoud¹ a écrit la triste histoire, avant qu'elles ne soient entrées, trop tardivement, dans l'asile sûr du dépôt départemental, avec cette circonstance aggravante que les dossiers de 1788 se trouvant en haut des piles ont été les plus exposés. Mais, en tout état de cause, sa pauvreté tient en grande partie à ce que l'activité spécifique du G. B. (son activité comme Sénéchaussée n'a rien de particulièrement intéressant) fut sans aucun doute faible pour une triple raison : le peu de durée de l'institution, qui fonctionna à Lyon du 6 juin à la mi-septembre, temps insuffisant vu les délais d'appel et les formalités préalables au jugement au fond — la mauvaise volonté des Magistrats et praticiens dans certaines Juridictions inférieures, enfin l'idée même que les Magistrats lyonnais se faisaient de leur nouveau rôle, car jusque dans le fait qu'ils ne

¹ Notice historique sur les Archives Judiciaires de Lyon (*Mémoires de la Société Littéraire...*, 1867, p. 87-127).

changèrent rien, pas même leurs registres, je crois sentir que, si le C. S. se considéra comme presque un Parlement, le G. B. ne se regarda pas comme beaucoup plus qu'un Présidial. Justiciables, Procureurs, Magistrats de première instance et d'appel, la majorité ne crut ni à la persévérance royale¹, ni à la durée, ou même au sérieux de la réforme.

Y eut-il une organisation intérieure du G. B., et quelle fut-elle, je l'ignore comme pour le C. S. et pour les mêmes raisons. Je puis seulement, après avoir vu attentivement les registres et liasses, relativement assez nombreux, des Archives départementales (ce sont les dossiers et les feuilles volantes qui manquent, et, pour le C. S., c'est là qu'était l'essentiel), avancer les points suivants. Il y eut, conformément à l'édit de mai, une division en « trois colonnes » et deux Chambres, intitulées première et deuxième Chambre². — Je ne suis pas arrivé à voir une répartition nette des Conseillers entre les deux Chambres; je suis presque certain qu'il n'y en eut pas; certains Conseillers sont évidemment dans les deux, et avant tout Basset. Je suis également à peu près certain que la spécialisation des Chambres, d'ailleurs fort singulière, prévue par l'édit et fort bien définie par Seeger³, ne se fit pas complètement et peut-être même pas du tout à Lyon; j'ai trouvé, à la suite l'une de l'autre, sur le même registre, des affaires analogues jugées par la première ou la seconde Chambre. — L'ordre du Tableau resta celui de la Sénéchaussée; les titres et appellations ne changèrent pas; le Lieutenant Général présida le plus souvent; quand ce n'est pas lui, c'est un Lieutenant, de Leullion de Thorigny, il me semble, plus souvent que les autres, qui s'intitule quelque part « Président en la seconde Chambre du G. B. de Lyon ». Le nombre des Juges est très variable. — En l'absence des minutes, il est absolument impossible de préciser l'organisation et le fonctionnement du Parquet; je suis porté

¹ Cf. Marion, *op. cit.*, p. 5.

² Cf. un exposé bref et très net dans Marion, *op. cit.*, p. 66 et notes.

³ *Op. cit.*, p. 47.

à croire qu'il eut un rôle très inférieur à celui d'un Pulligneu au C. S. — Je n'ai remarqué aucune différence dans la procédure, les formules, sauf, bien entendu, l'intitulé, et les droits entre la Sénéchaussée et le G. B. Je suis hors d'état de dire s'il organisa et exerça la Juridiction d'appel, n'ayant trouvé aucune affaire qui péremptoirement n'aurait pas été jugée par la Sénéchaussée-Présidial, mais ignorant s'il n'y eut pas un registre spécial ; en tout cas, je n'en ai pas trouvé pour l'apport des procédures et les appointements qui étaient nécessaires, et je ne puis pas citer un cas où l'autorité du G. B. et de son Procureur s'exerce sur les Cours inférieures, comme on l'a vu de 1771 à 1774. Je suis pareillement hors d'état de dire si on appliqua au criminel le nouvel édit sur la procédure. Je sais que le G. B. remplaça les Juridictions d'exception ; mais je crois que ce fut rarement et j'ignore s'il s'organisa dans cette vue.

De toutes ces constatations se dégage l'impression qu'il n'y eut pas grand chose de changé après le 6 juin. C'est ce que je pense et que j'essaierai encore de montrer en exposant d'un peu plus près l'activité du G. B. J'en trouve une nouvelle preuve dans ce fait que le G. B. ne chercha pas, comme jadis Maupeou et le C. S., à réorganiser les auxiliaires de la justice, ce qui se serait compris d'autant mieux que ceux-ci, et particulièrement les Procureurs, n'avaient pas, à Lyon comme ailleurs, dissimulé leur peu de sympathie pour le nouvel ordre judiciaire¹. Tout ce que j'ai pu relever, c'est l'expédition, à la date du 19 juin, par le Ministre de la Maison du Roi² d'une « déclaration portant désunion de deux offices d'Huissiers audienciers en la Sénéchaussée et Siège Présidial etc... » qui amena sans doute une « querelle entre Procureurs et Huissiers », causée par un « arrêt obtenu par la protection du Vice-Chancelier »³.

¹ Duret, *op. cit.*, p. 33, cf. lettre de Baillot citée p. 373.

² A. N., O¹ 578.

³ Duret, p. 45.

II

Quelle fut l'activité du G. B.? Je crois qu'il faut renoncer à en discuter la valeur, les éléments d'appréciation manquent. Je doute qu'on puisse en déterminer dans tous les cas la nature. Je pense qu'elle ne fut pas inférieure à celle de la Sénéchaussée et du Siège Présidial, mais qu'il semble, sauf perte possible de séries entières, qu'elle ne lui fut pas de beaucoup supérieure, ce qui confirme deux hypothèses précédentes : il n'y eut pas dans l'ancien ressort de grève de justiciables ni de praticiens, il n'y eut pas dans le nouveau ressort de hâte à jouir des bienfaits de la nouvelle Juridiction ; j'irai même jusqu'à ajouter : il y eut peut-être chez les Magistrats du G. B. une certaine hésitation à user de leur juridiction d'appel vis-à-vis d'eux-mêmes, suivant la détestable combinaison du Garde des Sceaux.

Dès le 6 juin, l'Avocat du Roi Rambaud proposa¹, et la Cour accepta (ce qui montre qu'il n'y eut pas de surprise ce jour-là) un règlement dont la sécheresse et l'imprécision contrastent singulièrement avec la minutieuse ordonnance de ceux du C. S. ; il est même moins détaillé que le règlement qu'on fit² à la rentrée comme Siège ordinaire. La première Chambre avait son audience criminelle le lundi de 10 à 12, ses audiences civiles les jeudi et vendredi de 8 à 10 et 10 à 12 et le samedi de 10 à 12. La deuxième Chambre, son audience criminelle le lundi de 8 à 10, ses audiences civiles les mardi, mercredi et samedi de 8 à 10 et de 10 à 12, les secondes audiences étant ici, si j'ai bien compris, consacrées aux causes réelles. On voit que, les deux dernières heures du samedi mises à part, il n'y a qu'une audience en même temps, ce qui permet aux Magis-

¹ Arch. dép. Rhône. Présidial, 1787-1790.

² *Ibid.*, 27 novembre 1788.

trats de figurer aux deux Chambres ; on arrive ainsi à un emploi du temps sensiblement analogue à celui de la Sénéchaussée en novembre, où cependant les audiences de 8 à 10 n'existent en général pas. Il dut y avoir en fait une réglementation plus minutieuse ; je n'en ai pas trouvé trace.

Les audiences se tinrent régulièrement, avec les jours fériés ordinaires ; l'assiduité des Juges fut normale : il y en a en moyenne de sept à dix, souvent plus, quelquefois moins. Que firent ces Juges dans ces audiences ? A la place des audiences du Présidial se tinrent ¹ les audiences de la première Chambre, régulières et souvent très chargées, avec, en général, l'intitulé : « il est dit par jugement en dernier ressort... », la dernière audience étant du 13 septembre. Ce sont des affaires civiles qui ne paraissent pas présenter un intérêt particulier. En tant que Présidial, le Tribunal lyonnais jugeait dans une audience spéciale les « appels du Forez ² ». On continua, sans avoir l'air de se douter qu'il y avait quelque chose de changé dans la compétence en appel : les séances se tenaient auparavant en général tous les huit jours ; elles changèrent d'intitulé : « première Chambre du G. B. », mais furent un peu moins régulières, n'y en ayant eu que les 13 et 20 juin, 1^{er}, 8 et 22 août, 5 et 12 septembre. Ce que nous avons noté sur la mauvaise volonté de Montbrison se trouve ainsi confirmé, d'autant mieux que les deux premières séances du Présidial — 28 novembre et 5 décembre — furent exceptionnellement longues.

A la suite du plunitif de la Sénéchaussée ³, on enregistra du 7 juin au 13 septembre des audiences à peu près régulières, sans intitulé spécial, mais qui sont certainement, d'après les jours, celles de la seconde Chambre du G. B. Ce sont les mêmes affaires et les mêmes formes qu'au temps de la Sénéchaussée ; le nombre des Conseillers a diminué : ils ne sont en général que

¹ Arch. dép. Rhône, Présidial, 1787-1790.

² Arch. dép. Rhône. Plunitif de l'audience du Présidial. Appels du Forez, 1787-1789.

³ *Ibid.*, Plunitif de la Sénéchaussée, 1788.

quatre, présidés par Chirat ou plus souvent de Leullion de Thorigny. Les audiences sont très chargées, les jugements au moins aussi longs qu'avant ; il me semble seulement qu'il y a un peu plus de « défauts faute de plaider ». L'audience du 29 novembre fut extrêmement longue et d'ailleurs rapide sur chaque affaire.

Mais voici où les choses se compliquent. Les « Sentences par défaut de la Chambre ¹ » de la Sénéchaussée continuèrent du 7 juin au 13 septembre, nombreuses, avec la plupart du temps — mais non pas toujours — la mention de la première Chambre ; il y a deux signatures dont en général celle de Basset. Il y a là des questions de procédure qui m'échappent ; mais on voit qu'il n'y eut pas de changement et que, loin d'être une simplification, la réforme, avec ses deux Chambres, vint peut-être encore compliquer les choses. La discrimination entre les deux Chambres n'est pas davantage faite dans les minutes qui suivent les « Sentences définitives de la Chambre ² » de la Sénéchaussée. Ici les affaires sont beaucoup moins nombreuses : il y en a, sans compter trois jugements pour redistribution, une en juin, quatre en août, deux en septembre ; mais elles sont très intéressantes parce que le chiffre et la répartition des épices y sont notés. Je prends comme exemple le relevé le plus complet : il s'agit d'une affaire obscure où étaient parties les héritiers d'un Notaire de Viviers et les Cordeliers de Montbrison ; le jugement du G. B. est du 5 septembre ; voici le relevé des frais à payer :

Epices. . . .	64 l.	
Conclusions . .	42 l.	10 s. (vont à Rambaud)
Greffe. . . .	42 l.	10 s.
Grosse. . . .	4 l.	5 s.
?		15 s.

¹ Arch. dép. Rhône, 1 liasse.

² *Ibid.*

Reçu	154 l.	sur lesquelles on paye
	35 l.	à Ponthus, rapporteur ;
Reste d'épices	29 l.	divisées en parts qui vont :
à Basset 3 parts .	6 l. 8 s.	9 d.
Chirat 2 parts .	4 l. 5 s.	10 d.
De Thorigny 1 p. 1/2.	3 l. 4 s.	5 d.
Aux 7 autres, chacun.	2 l. 2 s.	11 d.

(Le reçu n'est que du 20 décembre.)

Or, on trouve un compte semblable et des proportions identiques par exemple dans une grosse affaire du 16 avril 1788. Une remarque, généralisée, pourrait confirmer certaines accusations : Basset se taillait la part du lion ; non seulement il est rapporteur dans une bonne partie des affaires dont le jugement est prononcé, mais dans les trois qui sont redistribuées, il s'attribue le rapport. Mais il faut ajouter que c'était la coutume, et peut-être même la règle, dans les Présidiaux¹, et que les choses ne changèrent pas beaucoup après la restauration judiciaire.

Il n'y eut pareillement aucun changement dans la Juridiction d'Ainay², qui se trouva simplement unie au G. B. au lieu de l'être à la Sénéchaussée. L'activité fut régulière du 7 juin au 20 septembre. Comme avant, une des principales occupations fut les inventaires après faillite, par exemple chez Mermier, beau-frère de Basset, parti en laissant un déficit de 900.000 l., ou après décès, les Officiers, selon l'habitude, renonçant à leurs taxes, cependant élevées, quand il s'agit de quelqu'un appartenant ou touchant à la Robe. De même, dans une liasse de la « Juridiction du Comté³ », j'ai trouvé un arrêt de la seconde Chambre : cet arrêt, du 6 septembre, était rendu sur la demande du Conseiller Jacob qui, se fondant sur l'article 54 de l'ordonnance de mai conférant la noblesse personnelle aux

¹ Laurain, *loc. cit.*, 1896, p. 99.

² Arch. dép. Rhône. Sénéchaussée d'Ainay. Civil, 1788.

³ Arch. dép. Rhône, 1788.

membres du G. B., réclamait, avec des précisions curieuses, d'être rayé du rôle des tailles au prochain partage pour un domaine qu'il faisait valoir à Oullins par valets à gages, ce qui lui fut accordé — de sorte que je me demande si l'on ne trouve pas ici un exemple unique de l'activité du G. B. aux lieu et place de l'Election.

Il n'y eut encore rien de changé ni dans le « Plumitif de l'Hôtel » ni dans le « Plumitif des ordonnances rendues par MM. les Conseillers commissaires rapporteurs », l'un et l'autre témoignant d'une médiocre activité. Par contre, la Sénéchaussée de l'Edit¹, qui jugeait en dernier ressort de petites affaires, parfois tous les huit jours, s'interrompt du 5 mai, où elle en avait jugé 12, au 1^{er} décembre, où elle en jugea 26, pour atteindre le chiffre de 38 le 15.

A part cette exception, le G. B. fit au civil autant que la Sénéchaussée et Siège Présidial, mais, en l'état actuel de nos connaissances, on ne peut pas dire qu'il fit plus. Les plaideurs ne le fuirent pas ; je connais même un cas où ils le recherchèrent : le 7 août², le Ministre de la Maison du Roi transmit au Garde des Sceaux une requête de M. de Pure demandant au nom des « Pauvres incurables de la ville de Lyon » que la discussion de leurs dettes soit attribuée au G. B.

Au criminel, où la réforme judiciaire était particulièrement importante et discutée, je suis encore plus mal renseigné. La Sénéchaussée criminelle devint³ simplement la seconde Chambre du G. B., qui fonctionna, sans modification apparente, du 16 juin au 15 septembre, présidée le plus souvent par de Leullion de Thorigny. Mais, contrairement à la pratique anté-

¹ Arch. dép. Rhône. Sénéchaussée de l'Edit (ou Audiences de la Sénéch., en dernier ressort) 1785-1790. D'après la nature des affaires, je pense qu'il s'agit de l'Edit de 1769, créant dans les Sièges du ressort de Paris « un siège de quarante livres » pour les causes personnelles, jugeant avec trois Conseillers. (Laurain, *loc. cit.*, 1895, p. 740-742.) Il est curieux de voir le G. B. abandonner à la première occasion ce mode de juridiction expéditif.

² A. N., O¹ 578.

³ Arch. dép. Rhône. Plumitif de l'audience de la Sénéchaussée criminelle, 1786-1790.

rieure de la Sénéchaussée et au règlement du 6 juin, les audiences ne se tinrent pas régulièrement tous les huit jours — huit en quatre mois — et furent cependant très peu chargées, souvent une seule affaire par audience. Comme il n'y a aucune raison pour que la criminalité ait diminué¹, il faut conclure que la première Chambre, dont nous n'avons aucun registre, fonctionna parallèlement pour des affaires de même nature. Elle fonctionna aussi comme Cour d'appel, puisque nous avons un « Jugement en dernier ressort rendu par le G. B. de Lyon confirmatif de la sentence rendue par M. le Juge Général du Comté de Lyon le 9 août 1788 etc...² » pour une affaire d'ailleurs sans intérêt dont l'appel fut fait le 19 et vidé le 29 à la première Chambre sur le rapport de Leullion de Thorigny et les « conclusions du Procureur du Roi ». L'absence de tout autre imprimé analogue, dont j'ai retrouvé un certain nombre pour le C. S., est inquiétante pour l'activité du G. B. comme Cour d'appel. J'ignore aussi complètement pour le criminel que pour le civil si le G. B. de Lyon eut l'occasion d'user de l'extension de compétence donnée par les édits de mai. J'ai eu l'occasion de signaler déjà l'ordonnance rendue par Faure de Montaland dès le 7 juin (le terme d'ordonnance dans ce cas m'étonne un peu) dans l'affaire des compagnons plâtriers dont il reçut avec empressement³ l'appel contre une sentence consulaire, sans qu'on soit en droit d'en conclure à une attitude favorable aux ouvriers : il s'agissait simplement d'affirmer le droit, pour le G. B., de recevoir, dans sa première Chambre, l'appel des sentences consulaires. D'où la hâte du Lieutenant criminel et la vigoureuse défense du Consulat, qui, on le sait, fut battu, sans que je sache ce qui advint en définitive de l'affaire elle-même.

Je n'ai pas trouvé d'homologation faite par le G. B., d'où il

¹ Un autre argument peut être tiré de l'absence de Faure de Montaland « Lieutenant criminel » qui dut présider la première Chambre.

² B. M., 113472.

³ Il rendit l'ordonnance le samedi, sans attendre le lundi, jour de l'audience criminelle.

ne faut pas conclure qu'il n'y en eut pas, les minutes ayant disparu. Le fait même qu'on n'en trouve pas trace ailleurs indique en tout cas une très médiocre activité. Par contre, le G. B. continua purement et simplement, avec une seule différence dans l'intitulé, la Sénéchaussée pour l'enregistrement des provisions. C'est ainsi qu'il enregistra, de mai à septembre, des provisions d'huissiers, greffiers, capitaines, châtelains, etc., dont une, pour un office dans une gruerie¹, « adressée à M. le Lieutenant Général du G. B. de Lyon, la Juridiction des eaux et forêts y unie », des provisions de notaires royaux, parmi lesquelles s'est glissée une, à la date du 23 juillet, de sergent royal « en la Sénéchaussée et Siège Présidial de Lyon », ce qui montre à quel point la langue était peu fixée, des provisions de procureurs, etc..., données par des chapitres ou des seigneurs, sans qu'il n'y ait rien d'autre à signaler qu'un certain désordre dans la tenue des registres, car je n'aperçois pas toujours pour-quoi telle pièce est plutôt dans l'un que dans l'autre.

On s'attend à ce que ces notes ne me permettent pas de donner une autre conclusion que celle que j'ai proposée au cours de ce chapitre. Rien ne prouve que le G. B. de Lyon ait eu l'intention, ou l'occasion, d'user régulièrement de ses nouveaux pouvoirs, encore qu'on ne puisse avancer le contraire que par induction; tout tend à prouver que son activité ne fut sensiblement ni inférieure ni supérieure à celle de la Sénéchaussée-Présidial qu'il remplaçait. Il y avait donc, au moins pour Lyon, un peu de charlatanisme dans le préambule des « Lettres Patentes du Roi concernant (entendez supprimant) les vacances du G. B. de Lyon, Présidiaux et autres Tribunaux de son ressort² », données le 11 août, enregistrées le 23, qui ne sont en réalité, comme le montre l'original conservé aux Archives départementales du

¹ Arch. dép. Rhône, 3 reg. Requêtes et ordonnances aux fins d'enregistrement de provisions d'offices. Enregistrement des provisions accordées par des Seigneurs justiciers (cet intitulé est erroné, il s'agit de Notaires royaux); Registre des provisions des Procureurs, etc...

² A. M., FF. XX., 23-25 (inventaire Chappe).

Rhône¹, qu'une circulaire adressée à toutes les Cours « ... l'établissement du nouvel ordre que nous avons fait dans l'administration de la Justice en ayant nécessairement retardé la distribution, il est nécessaire de donner plus de continuité aux fonctions des Tribunaux de second ordre, pour que l'expédition des affaires réponde aux besoins de la justice, etc... ». En réalité, le G. B. de Lyon, qui ne valait ni mieux ni plus mal que la Sénéchaussée, car il semble qu'il n'y avait pas beaucoup plus de changements dans l'activité que dans les membres, aurait pu, sans inconvénient, prendre, et laisser prendre autour de lui, les vacances accoutumées.

¹ Cf. Seeger, *op. cit.*, p. 223.

CHAPITRE VI

LA FIN DU GRAND BAILLIAGE

I. La fin du Grand Bailliage. — II. La liquidation. — III. L'opinion publique. — IV. Le souvenir des réformes à la convocation des Etats Généraux. — V. Conclusion.

I

Le G. B. devait avoir une carrière beaucoup plus courte que le C. S. : la première séance avait été tenue le 6 juin ; je n'ai trouvé qu'une affaire postérieure au 13 septembre ; le G. B. ne fonctionna guère plus de trois mois. Une fois de plus la Royauté capitula¹. Le 25 août, Brienne fut renvoyé et remplacé, le 26, par Necker. Ce ministre adulé montra l'étroitesse de vue et la faiblesse dont il devait faire preuve jusqu'au bout : il sacrifia tout à un impossible équilibre financier, Lamoignon qui démissionna le 14 septembre, la réforme judiciaire qui disparut devant les Parlements restaurés et triomphants le 23. Ces événements eurent à Lyon une rapide répercussion. S'il faut en croire l'abbé Duret², dès le 27 août, on aurait su à Lyon, pendant que Rey l'apprenait par une lettre personnelle à Montbrison, la rentrée de Necker au Conseil, ce qui est peu vraisemblable, à moins que l'affaire n'ait été préparée à la Cour et que, selon l'habitude, des indiscretions aient été commises. Ce qu'il y a de sûr, c'est que, quand on

¹ Marion, *op. cit.*, p. 235 et seq.

² *Loc. cit.*, p. 88 et 89, et pour la rentrée de Barou 93-96.

connut, à Lyon, la rentrée du Ministre patriote et économe, la joie fut grande : « On s'embrassait aux Terreaux, au Change, dans les cafés ; c'était une réjouissance publique ».

Je ne suis pas aussi sûr que M. Marion que la réforme judiciaire aurait pu être conservée après cette révolution de palais. Encore aurait-on dû et pu mettre des formes dans cette retraite, s'efforcer de sauver la face et conserver quelque chose de l'œuvre entreprise. On n'en fit rien. On vit de suite la capitulation se dessiner à propos de Barou du Soleil qu'on aurait mieux fait de ne pas provoquer naguère, mais qu'on devait tenir à l'écart après l'éclat auquel on l'avait déterminé. Or, si la Commission intermédiaire de l'Assemblée provinciale écrivit¹ le 4 septembre à Necker pour qu'il appuie sa demande de voir cesser la disgrâce de Barou, elle arriva trop tard : le 31 août², le Ministère de la Maison du Roi expédiait un ordre du Souverain disant de faire sortir Barou de Brescou ; le lendemain, on en expédia un autre pour le reléguer dans sa terre du Soleil, en même temps qu'une ordonnance pour le paiement de sa pension à Brescou. Mais cela ne suffit pas. Le Gouvernement devançait les vœux officiels, car la Commission arriva encore une fois en retard quand elle écrivit, le 11 septembre, à de Villedeuil, « Ministre de la Province », pour le remercier et lui demander que Barou lui soit rendu ; le même jour, le Ministère avait expédié des ordres de liberté. Barou reçut l'ordre sur le chemin de sa terre ; il gagna aussitôt Lyon, où, le 17, Tolozan de Montfort le fit entrer dans sa voiture, et vint le 18 à la Commission qu'il remercia chaleureusement, sans faire entendre aucune récrimination. En même temps on élargissait un prisonnier de Pierre-Scize, sans doute Goislard de Montsabert et, s'il faut en croire l'abbé Duret, on l'invitait le 19 à dîner à l'Intendance. Necker tint à ce qu'on sût, à Lyon, que la liberté de Barou lui était due : il

¹ *Op. cit.*, p. 91, 92, 94.

² A. N., O¹ 578.

l'écrivit à la Commission avec amabilité et peut-être à d'autres personnes. Le 25, la Commission le remercia par une lettre analogue aux circonstances dont on eut soin de garder la copie. Quant à Barou lui-même, il eut une attitude très digne. Vasselier, dans des vers ¹ d'une platitude si inouïe qu'il serait cruel de les citer, le comparait à Cicéron revenant d'exil et lui conseillait une retraite à la campagne. Il figura encore à la Commission et, comme nous le verrons, à la Sénéchaussée; mais il s'en détacha bientôt; au reste, l'enthousiasme pour sa cause avait été et resta confiné dans un petit milieu bourgeois et s'il eut, comme dit Duret ² et comme il est assez vraisemblable, envie d'être député aux Etats Généraux, il y renonça vite et quitta la vie publique.

La grâce de Barou fit prévoir la chute du G. B. Tout de suite les rancunes se donnèrent libre cours : le bruit courut ³ que Basset pourrait bien être inquiété au sujet de sa gestion comme Lieutenant de Police et, presque aussitôt, qu'il avait été rassuré par ses amis ou alliés de Paris. En même temps, comme à Paris, des manifestations populaires, ici infiniment moins violentes, célébraient le départ de Brienne en brûlant son effigie, un mannequin « d'étoffe pour les trois cinquièmes et de papier pour les deux autres »; il est vrai que des excitations venaient d'où on les aurait peu attendues : l'abbé de la Roche, le frère de l'ancien Président au C. S., le futur député aux Etats Généraux, Evêque constitutionnel et Chapelain de Napoléon, avait, dit-on, « promis de donner 600 l. aux pauvres de sa paroisse si l'archevêque de Sens était renvoyé ».

Pendant ce temps, Lamoignon se débattait vainement contre les intrigues de Cour et les exigences parlementaires : dans des discussions que je crois mal connues dans le détail, il

¹ *Journal de Lyon*, 29 octobre 1788.

² *Loc. cit.*, p. 103.

³ *Ibid.*, 90, 91, 92, 93.

aurait été¹ jusqu'à accepter et, durant quelques jours, obtenir une restauration du Parlement de Paris avec le maintien de trois ou quatre Grands Bailliages — je pense dans ce ressort, ce qui aurait été rappeler mal à propos les Conseils Supérieurs — dont un à Lyon. Quoi qu'il en soit, le Roi, dans la séance du 23 septembre², abandonna complètement les G. B., en ajournant la réforme judiciaire et d'abord la partie qui intéressait surtout les Lyonnais : « ...Rien ne pourra nous détourner de la ferme intention où nous sommes de... remédier aux inconvénients inséparables de l'éloignement où sont plusieurs provinces des Tribunaux supérieurs : mais nous remplissons plus sûrement nos intentions, en remettant nos dernières résolutions jusqu'après la tenue des Etats Généraux. C'est par ce motif que nous nous déterminons à rétablir tous les Tribunaux dans leur ancien état... » Le 24, malgré l'interdiction royale, l'Avocat Général Séguier fit un réquisitoire violent contre les édits de mai, dénonçant en particulier l'indignité des G. B. C'était un encouragement aux manifestations injurieuses qui se déchaînèrent librement sur plus d'un point.

A Lyon, il ne tint pas au Consulat et aux amis du Parlement que les choses ne se passassent de la même façon. On n'était pas fixé sur la date exacte de la séance de rentrée et — car la version du pamphlétaire est confirmée par Basset lui-même — celui-ci chercha à la reculer et ne céda que devant les instances de Barou. Quelque agitation se manifestait. Le 4 octobre au matin³, un certain Fouët de Conflans⁴ fit passer au Prévôt des Marchands le billet suivant : « Monsieur, je viens d'être prévenu par M. de Châteaubourg⁵ que la Sénéchaussée rentrerait aujourd'hui dans ses premières fonctions. M. son frère, Lieutenant Général, craint que cela n'occasionne quelques fermentations

¹ Marion, *op. cit.*, p. 238.

² *Ibid.*, p. 240-242.

³ A. M., inv. Chappe, FF. XX. 23.

⁴ Je ne l'ai pas trouvé nommé dans l'almanach de 1788.

⁵ Il s'agit de Basset de Châteaubourg, officier de marine, frère de Laurent.

dans le Palais ; il désirerait sans affectation que je pus me rendre au Palais, qu'il y eût un ou deux Sergents à se promener devant le Palais pour aller chercher dans les postes quelques patrouilles, si je m'aperçois que cela fût nécessaire ; oserais-je vous prier, M., de me faire part de vos intentions afin que je puisse m'y conformer ? J'espérais avoir l'honneur de vous voir hier à la Comédie pour prendre vos ordres à cet égard, m'étant aperçu que la nouvelle de cette rentrée occasionnait beaucoup de propos sur ce qui pourrait se passer. Je vous prie de me faire passer un mot de réponse par le porteur... » A quoi Tolozan de Montfort répondit avec une bonne foi au moins douteuse : « J'ignore, M., que la Sénéchaussée rentre aujourd'hui et j'ai ouï dire au contraire qu'elle devait rentrer mardi prochain. Comme je n'ai reçu à cet égard aucune espèce de réquisition de la part des Officiers de ce Tribunal, je ne puis avoir aucun ordre à vous donner, ni prescrire par conséquent des précautions extraordinaires. »

En somme, même à travers le récit d'un ennemi du Grand Bailliage¹, on voit que la séance de rentrée de la Sénéchaussée, qui se tint bien ce jour-là, fut calme. Il y avait grande foule sur la place de Roanne. Basset et les membres du G. B. arrivèrent de bonne heure et se réunirent, dit-on, à la buvette. Les quatre protestataires arrivèrent à 9 heures trois quarts. Le succès fut pour eux. Le pamphlétaire a peint l'attitude des « baliveaux² » avec plus de violence que d'esprit et probablement que de vérité. « L'un s'agitait sur son siège comme un démoniaque, l'autre rugissait comme un lion, celui-ci était pâle comme un patient au pied de l'échelle, celui-là, nouvel Agamemnon, se couvrait le visage de son bonnet ; on en vit qui écumaient et qui grinçaient des dents, le grand Basset s'écriait par intervalles : Mais quelle farce joue-t-on donc ? » Le réquisitoire de

¹ Récit de ce qui s'est passé au Grand Bailliage de Lyon... (B. M., 350504).

² Il n'y avait de présents (cf. *infra*) que Basset, Chirat, Ponthus, Jacob, Berger, Ballet, Grassot, Lacour et les quatre protestataires.

Barou¹ fut d'ailleurs relativement modéré : il parla surtout des Etats Généraux, faisant appel au « cœur de l'homme » plutôt qu'« aux autorités des siècles obscurs et barbares », ce qui n'était pas une doctrine parlementaire très orthodoxe. « N'oublions jamais, dit-il, que c'est à la noble résistance et aux réclamations des Cours que nous devons le rétablissement du premier et du plus beau de nos droits constitutionnels. » De là il passa à l'éloge du Parlement, du Châtelet de Paris et, après une critique injurieuse et vague des Ministres disgraciés, à celui du Roi, de Necker, du Dauphiné, etc... Enfin, il requit l'enregistrement de deux déclarations royales sur le rétablissement des Cours, les Etats Généraux et les vacations, et d'un arrêt du Parlement condamnant une brochure de Linguet. Aussitôt le Tribunal² lui donna acte de la lecture et ordonna l'enregistrement des trois pièces; Basset signa. S'il faut en croire le pamphlétaire, les quatre protestataires furent acclamés à la sortie; Basset, « sa bassesse », fut attendu au pont de bateaux, fut salué d'un charivari et « ne se déroba entièrement que grâce à la canaille qui se mit à sa suite et qui l'accompagna jusqu'à son Hôtel... ». En faisant la part de l'exagération, due à l'esprit de parti, on a l'impression que le G. B. disparut au milieu de la seule indifférence.

II

Le G. B. disparu, les choses reprirent d'elles-mêmes leur place antérieure. Le G. B. redevint Sénéchaussée et Siège Présidial et, ainsi que nous l'avons vu, n'eut pas grand chose à faire pour cela. Personne n'y songea à garder quelque chose de la passagère extension de compétence, pas même l'agent actif de la réforme à Lyon, le Lieutenant Général

¹ On le trouve encore dans B. M., 351273, et *Arch. histor. et statist. du Rhône*, t. XII, 1830, p. 429.

² *Arch. dép. Rhône*. Plumitif de la Sénéchaussée.

Basset, dont il est regrettable d'avoir à citer la lettre suivante ¹, écrite le 6 octobre au P. G. du Parlement de Paris. « Mgr. En acceptant par obéissance les fonctions que S.M. avait accordées au G. B, je les ai vu cesser sans regrets. Mon Tribunal avait consigné dans son dernier arrêté les vœux qu'il formait pour que la Cour de Parlement fût réintégrée dans tous ses droits, et ses vœux sont remplis; il a enregistré le 4 de ce mois la déclaration du 23 septembre. Je crois devoir vous dire, Mgr., que si mes confrères n'étaient pas tous réunis pour cet enregistrement c'est que, la déclaration n'étant arrivée que le 2, j'avais cru dans un moment de fêrie ne devoir convoquer ma Compagnie que pour le 7; mais votre Substitut en notre Siège ayant insisté pour que l'enregistrement fût le 4, en m'annonçant que vous désiriez qu'il fût fait sans délai, je cédaï, en envoyant des exprès à ceux de mes confrères qui étaient les moins éloignés. Nous allons reprendre nos anciennes fonctions et nous les remplirons avec le même zèle qui nous a toujours animés, et, malgré les circonstances malheureuses où nous nous sommes trouvés, rien ne nous empêchera de compter sur votre protection, Mgr., et sur l'équité inaltérable du Parlement. » On voit à quel abaissement de caractère la peur des représailles parlementaires pouvait conduire un homme qui paraissait énergique. En fait ces représailles n'eurent pas lieu, en grande partie parce que le Parlement se discrédita presque aussitôt, en partie aussi parce que les esprits furent vite détournés vers des affaires plus importantes. Ce ne fut pas la faute cependant des trois Conseillers protestataires — Barou ayant une attitude plus généreuse — qui mirent autant de zèle à publier maintenant leur résistance qu'ils en avaient mis jadis à la cacher ². Feignant de croire que leurs confrères cherchaient à rendre suspecte leur conduite, ils ne se contentèrent pas de publier les arrêts de septembre, mai et juin avec leurs protestations,

¹ B. N., coll. Joly de Fleury, ms. 1100, f^o 55.

² Protestations de MM. Rougnard, etc... (B. M., 362701).

mais ils les firent injurieusement signifier par Huissier, le 3 octobre, aux membres du G. B. et déposer au Greffe. Malgré cela, la Sénéchaussée Présidial eut une vie régulière, s'étant donné un nouveau règlement le 27 novembre, jusqu'au jour où elle disparut en se félicitant, par la bouche de son Procureur, de donner au Roi une dernière preuve de soumission par l'exécution d'émeutiers¹.

Le Consulat avait, bien entendu, triomphé de la disparition de son nouveau rival. Il dut adresser ses félicitations au Premier Président du Parlement de Paris, qui lui répondit aimablement le 28 octobre². Il obtint satisfaction dans l'affaire Rey³. Dès le 15 septembre, le Roi, sur ses représentations, révoqua l'arrêt du 13 août et maintint Rey comme Lieutenant de Police. Si la date de cet arrêt est exacte, il est étonnant que Laurent de Villedeuil ne l'adressa, avec un mot aimable, que le 30 septembre au Consulat, qui ne le reçut que le 5 octobre. Le 7, il enregistra sa victoire, fit prévenir Rey et copier les pièces dans son registre ; les jours suivants, il remercia ses protecteurs, entre autres Villeroy. Je ne sais pas exactement, je l'ai dit, comment se termina le différent avec Guillin de Pougelon, mais ce qu'il y a de certain c'est que l'un au moins des Echevins, Imbert-Colomès, lui en garda rancune et le lui fit bien sentir peu après⁴. Quant à Rey, sa popularité s'en trouva accrue ; je pense qu'il s'absenta pendant l'hiver, ou plutôt s'absorba dans ses occupations de Lieutenant de Police⁵ ; en janvier 1789, il était encore fêté par les cercles des Terreaux et de Bellecour⁶.

Les Tribunaux d'exception furent rétablis : le 16 octobre,

¹ Wahl, *op. cit.*, p. 200 et 4.

² A. M., AA. 81.

³ A. M., BB. 328, 30 septembre ; BB. 138, 7 octobre ; AA. 158, 11 octobre.

⁴ Cf. mon article, *Revue d'Hist. de Lyon*, nov.-déc. 1912.

⁵ Il y a dans le Registre de la Sénéchaussée : Sentences définitives de la Chambre (Arch. dép. Rhône), toute une série de jugements de redistribution en décembre par suite de l'absence de Rey.

⁶ Duret, *loc. cit.*, p. 115.

la Commission intermédiaire¹ de l'Assemblée provinciale reçut une lettre du Directeur des Finances en date du 9, transmettant un arrêt du Conseil, « ... qui rétablit, à l'égard des Bureaux des Finances et des Elections, les choses au même état où elles étaient avant l'Edit de mai dernier..., » et en envoya des copies aux Bureaux intermédiaires. Les Tribunaux inférieurs revinrent à leur situation antérieure. Dans un endroit au moins les choses se firent solennellement : à Montbrison² la milice bourgeoise en armes rendit les honneurs aux Officiers que harangua fort longuement le premier Avocat du Roi, de la Plagne. Son discours est intéressant comme témoignage de l'état d'esprit d'un Magistrat ami des réformes en même temps qu'attaché à la tradition, ce qui ne paraissait pas encore contradictoire : après l'éloge du « citoyen militaire » et du Parlement, il faisait assez audacieusement la leçon au Roi avec des phrases directement inspirées du Contrat Social³, traçait le programme des Etats Généraux, qui devaient entre autres choses obtenir l'impôt consenti, réformer la justice, mettre plus d'égalité dans les conditions et les fortunes et « affermir notre Sainte Religion » ; puis il revenait à Montbrison, félicitait longuement le Tribunal, les Avocats et les Procureurs de leur attitude pendant la crise et terminait à la fois par un appel en faveur des laboureurs et des artisans et l'affirmation « que le bien s'est opéré et s'opérera par l'attachement, la fidélité aux lois et aux anciennes coutumes ».

¹ *Op. cit.*, p. 100.

² Discours prononcé par M. de la Plagne..., in-4° 16 p. (Bibl. Saint-Etienne, ms. 108, pièce 31).

³ (Le plus grand potentat) « ...n'est devenu puissant que parce qu'il dirige et fait agir une masse de forces que les peuples ont consenti de déposer dans ses mains... En vain le dissimulerait-on, la nature fit l'homme libre. L'homme, s'unissant à ses semblables, a-t-il perdu sa liberté originaire? Non, sans doute, il a consenti simplement à ne pas en abuser, et il a conservé le droit imprescriptible de faire tout ce que la loi ne défend point. »

IV

L'opinion publique fut presque aussi réservée après la disparition du G. B. que pendant sa vie. Un curé de la région lyonnaise ¹, il est vrai du Parlement de Grenoble, enregistra sans un mot de commentaire la réforme, qu'il connaît mal, les troubles, la capitulation royale et les feux de joie dans toutes les villes et villages « de sorte que le Roi a donné là une furieuse atteinte à son autorité ». Les Lyonnais eurent l'occasion de manifester leur opinion — et leur bon sens — lors du passage des Parlementaires exilés ². Goislard de Montsabert visita en grande pompe l'Hôpital avec Barou, Rey, Millanois, etc... et attendit d'Eprenesnil. Celui-ci, parti de l'île Sainte-Marguerite, fêté à Toulon et Marseille, arriva enfin et fut reçu avec enthousiasme. Il alla au spectacle et fut acclamé ; un poète lyonnais lut des vers à sa gloire ; « ils ont paru malheureusement fades et mauvais, » et l'on peut bien dire qu'ils étaient tels ; on cria cependant à l'auteur d'aller porter la couronne, qu'il tenait, sur la tête de d'Eprenesnil ; celui-ci la mit sur celle de Barou du Soleil qui était à ses côtés et qui, à son tour, la passa à Madame d'Eprenesnil. L'enthousiasme du public fut refroidi et « aux applaudissements se sont mêlés des éclats de rire très indécents ». Ce fut bien pis quand le bruit se répandit que tout cela avait été combiné la veille avec Duval et ses amis. « Pour comble de mauvais effet, ces Messieurs, invités et régalez au cercle ou club des Terreaux, s'y sont montrés avec hauteur et parlant du Tiers Etat avec dédain. L'assemblée qui les régalaient, toute composée du Tiers Etat, a

¹ Journal d'un curé de campagne (de la Balme, près Crémieu), publié par M. Riollot (*Revue d'Histoire de Lyon*, t. X, 1911, juillet-août, p. 305).

² D'après Duret, *loc. cit.*, p. 96. *Lettres de Madame Roland* (éd. Perroud II, 32). *Corresp. littéraire de Grimm...* (éd. Tourneux, t. XV, 349, et notes de Meister). Carré, le Conseiller du Val d'Eprenesnil (*la Révolution française*, oct.-nov. 1897, p. 424 et seq.)

été indignée ; on a fini par les détester et ils devaient être sifflés s'ils fussent retournés au spectacle. » Lyon, en même temps que Paris, ouvrait les yeux sur la morgue et l'esprit réactionnaire des Parlementaires ; il se vengea de ceux-ci, en se moquant de l'abus des couronnes au théâtre de Lyon (on en avait donné à Lekain, Larive, etc...), de sorte que « tant de couronnes ne couronnaient plus », et par cette épigramme spirituelle que la Correspondance donne comme « faite à Lyon » :

Larive obtint ici jadis une couronne ;
A Duval aujourd'hui tout le public la donne ;
Ce public est changeant, mais il s'y connaît bien :
Il rend toujours hommage au plus grand comédien.

Infiniment moins spirituelle fut la comédie de Billemaz, « Le Grand Bailliage de Lyon, comédie en un acte et en prose, représentée par MM. les Officiers audit Siège, le samedi 27 septembre 1788¹. » Billemaz était un Greffier d'Ainay, au tempérament volontiers combattif et plaisant², qui joua un rôle assez important à Lyon sous la Révolution³, où il fut un des meneurs du parti avancé, ce qui le fit appeler par un royaliste « le plus coquin du métier » et ne l'empêcha pas d'être exécuté par les Républicains le même jour que Basset. Cette comédie est une suite de scènes très maladroitement rattachées les unes aux autres, où l'on assiste tantôt à des disputes entre membres du Bailliage, tantôt à leurs appréhensions que cherche à calmer Basset, jusqu'au moment où l'annonce de la restauration judiciaire les met en fuite. On ne peut pas dire qu'il y ait un seul mot vraiment spirituel, il y en a beaucoup de grossiers ; les traits sont tellement outrés qu'on peut à peine retrouver une esquisse des personnages réels ; passent successivement

¹ B. M., 363000.

² Cf. Mémoire pour M^e François Billemaz... (B. M., 357743).

³ Wahl, *op. cit.*, p. 230, 289, 304, 365, 558.

Basset, le plus courageux, mais avide et cynique, Grassot, qui est dit ancien marchand et qui réclame d'autant plus âprement sa part qu'il a été insulté, Varenard, qui est un sot, Orset de la Tour, pauvre, avare, triste et inquiet, Faure de Montaland (qu'on appelle de Nontalent), lui aussi inquiet, Gardelle, nouveau venu, maladroit, envoyé par son père, Berger, dévôt, lâche et « pauvre d'esprit », de Leullion de Thorigny, assez actif et sans scrupules, Rambaud, « improvisateur » en vers ainsi qu'en prose, dans les boudoirs et à l'audience, Courbon de Montviol « plat courtisan des beautés de coulisse », tous deux injurieux l'un pour l'autre, etc... La pièce finit sur la correction de Basset par son beau-père, Boulard de Gatelier, qui lui en promet autant le soir, de la part de sa fille.

V

Personne alors n'éleva la voix pour défendre le G. B., mais, peu après, l'idée qu'il avait essayé de réaliser devait être reprise au moment de la convocation des Etats Généraux, et ses membres vengés par la faveur populaire. La vieille idée d'une Cour Souveraine à Lyon fut une de celles qu'on agita les premières. Une brochure¹ résuma assez bien les arguments pour et contre, arguments d'ailleurs déjà connus : elle demandait la création d'une Cour Souveraine avec deux Chambres, une Civile et une Criminelle, séant à Lyon, ou, si Lyon n'en veut pas, dans une ville de la Généralité ; mais elle s'élevait contre la simple extension des pouvoirs du Présidial avec cet argument curieux : « Jamais, j'ose le dire, les justiciables ne consentiraient à confier à plusieurs des Magistrats actuels leurs plus chers intérêts : la révolution du 8 mai 1788 est une réminiscence amère pour eux, leur obéissance aveugle et illégale aux ordres tyranniques des Ministres est une faute qui paraîtrait moins grave peut-être

¹ Lettre écrite par un curé à son confrère sur l'établissement d'une Cour souveraine à Lyon, datée du 3 février 1789 (B. M., 35o5o3).

si ce Tribunal avait consulté les Corps et Communautés de la ville et de la province; le Tribunal se serait mis à couvert de tout reproche, et la Chambre tournante, et l'évaluation à prix d'argent de la vie de l'homme¹ auraient passé par le creuset de la délibération : alors on n'aurait pas dit, et la malignité publique ne croirait pas encore, que l'acceptation, quoique supposée forcée, n'a eu d'autre motif que l'intérêt particulier des membres de cette Compagnie et que ces derniers ont été les premiers instruments de la vengeance de l'auteur de la révolution... » C'était donc moins une restauration du G. B. qu'on souhaitait qu'une édition revue du C. S., au point qu'on peut se demander si ce n'est pas un de ses membres qui fut l'auteur de la brochure. Faut-il voir une méfiance du même ordre dans cette assemblée de pétitionnaires² de janvier qui demanda d'écarter de assemblées du Tiers les « Officiers de Justice (et les) Officiers municipaux jouissant de la noblesse transmissible » et protesta contre l'influence possible de « titulaires d'offices, etc... », visant nettement le Lieutenant Général? Mais comme on trouve parmi les signataires, à côté de Boscary, Procureur influent, et du remuant Guillin de Pougelon, Millanois, on est bien obligé de croire, à moins d'admettre que celui-ci n'ait joué double jeu, ce qui n'est pas tout à fait impossible, qu'on ne vise pas en particulier les membres du G. B. Cela n'empêcha pas en tout cas quelques-uns d'entre eux, et d'abord Basset, d'avoir le plus grand rôle au moment de l'Assemblée pour l'élection des députés³. Basset, qui s'était renseigné sur divers points par une correspondance suivie et intéressante avec Necker,

¹ Allusion à deux dispositions très critiquées de l'édit : l'établissement de la première Chambre comme Tribunal tantôt de première instance, tantôt d'appel, et la fixation de sa compétence en dernier ressort au civil à 2.000 l., ce qui avait l'air d'évaluer à ce prix la vie d'un homme, puisqu'elle pouvait, dans les mêmes conditions, prononcer une condamnation capitale.

² Wahl. *op. cit.*, p. 40, 43, 45.

³ On peut voir, sur cette question qui déborde mon cadre, Brette, *loc. cit.* ; H. de Jouvencel, *l'Assemblée de la noblesse de la Sénéchaussée de Lyon*, p. 16, 18, 27, 28 et seq. ; Wahl, *op. cit.*, et la très détaillée brochure contemporaine de la B. M., 362710.

présida avec tact et, semble-t-il, à la satisfaction générale, une Assemblée qui eut un moment difficile et où, à divers titres, parlèrent ou agirent Rey, Millanois, Faure de Montaland, Chirrat et Rambaud. Le premier élu du Tiers fut Millanois; Basset fut élu aussi, mais, sans que j'aie pu en deviner la cause à travers ses obscures allusions, démissionna et, malgré les instances et les regrets de l'Assemblée, maintint sa décision, qui permit à Bergasse d'être élu.

Quant aux vœux de la Nation, consignés dans les cahiers, ils sont moins nets que ceux cités par M. Marion¹, mais le désir d'une réforme judiciaire est unanime et les traits qu'on en esquisse rappellent singulièrement l'œuvre de Lamoignon et, il me semble, davantage celle de Maupeou². Une Cour souveraine est demandée soit dans chaque Généralité, soit plus précisément à Lyon par le clergé, la noblesse, le tiers de la Sénéchaussée de Lyon, la noblesse du Forez, la plupart des paroisses rurales du Beaujolais, aucun cahier n'étant plus net dans ses critiques que celui de Belleville : « C'est à cent lieues de nos foyers, c'est devant des juges élevés dans des principes étrangers au droit écrit qui nous régit, des juges qui, sans respect pour les lois écrites, y suppléent habituellement leurs volontés,... des juges gentilshommes et tous possesseurs de fiefs et de seigneuries, des juges surchargés des affaires contentieuses d'un tiers du Royaume, de l'examen et de la discussion de toutes les nouvelles lois, des juges enfin entourés, dans la capitale, de tous les moyens de séduction, c'est devant de tels juges que le tiers état du Beaujolais est forcé d'aller solliciter cette justice, etc... » Le clergé de Lyon précise et, se souvenant du

¹ Marion, *op. cit.*, p. 255 et seq. Je n'ai pas retrouvé le rappel exprès de la réforme par la noblesse de Lyon dont il est parlé.

² En dehors de la publication classique des *Archives Parlementaires*, de Wahl et de Brette, on peut consulter commodément : B. M., 362710; de Jouvencel, *op. cit.*, p. 100 et seq.; *Revue du Lyonnais*, 4^e série, t. VI, 1878, p. 19 et seq.; *Rev. d'Hist. de Lyon*, III, 1904, p. 478 et seq.; *Conseil Général du Rhône*, 2^e session ordinaire de 1896, p. 548 et seq.; de Jouvencel, *l'Assemblée de la noblesse de Forez*, p. 58 et seq.

G. B., demande que les Tribunaux « de la première et ceux de la seconde instance (soient) entièrement distincts ». Il demande aussi la suppression de la vénalité des offices, ainsi que le tiers de Lyon, la plupart des cahiers du Beaujolais, la noblesse du Forez. Il y a une quasi unanimité sur la suppression des Tribunaux d'exception, le tiers de Lyon demandant seulement qu'on garde les Juridictions consulaires et les Conservateurs des privilèges des foires; la plupart demandent aussi la réforme de la procédure et des lois tant civiles que criminelles, beaucoup parlant même de codification, aucun n'atteignant à la remarquable précision du tiers de la Sénéchaussée de Lyon, qui prévoit plusieurs créations de la Constituante, y compris les Juges de paix et l'élection des Magistrats. Plusieurs demandent l'extension de la compétence des Présidiaux et au moins la réforme des Justices seigneuriales, à commencer par la noblesse du Lyonnais, qui compte d'ailleurs bon nombre d'Officiers. Ces vœux, empruntés à quelques cahiers différents les uns des autres, montrent combien les idées de Maupeou et Lamoignon s'étaient répandues dans le public ou, si l'on veut, combien ces deux réformateurs s'étaient inspirés des idées courantes dans la seconde moitié du XVIII^e siècle.

Les hommes qui avaient prêté leur concours à ces réformes jouèrent souvent un rôle important pendant la Révolution. Sans reprendre les différentes indications que j'ai données à ce sujet, je cite seulement un fait caractéristique : en décembre 1790, on élit le Tribunal de district à Lyon, 6 Juges, 4 Suppléants, 1 Commissaire du Roi; sauf deux, tous les élus sont d'anciens Magistrats lyonnais et parmi eux Palerne de Savy, du Conseil Supérieur, Faure de Montaland, Grassot, Berger et Rambaud du Grand Bailliage, qui se trouvent à côté du dissident Ponthus-Loyer. Ainsi, sans tirer des faits plus qu'ils ne signifient, on peut dire que ni les idées, ni les personnes des réformateurs n'étaient antipathiques aux Lyonnais.

¹ Wahl, *op. cit.*, p. 289.

V

Et pourtant, encore une fois, le Roi avait cédé : à la veille de l'ouverture des Etats Généraux, où chacun attendait que la Royauté fasse connaître son bilan, son dernier geste était un geste d'impuissance : pas plus qu'une constitution municipale régénérée, que des finances épurées, qu'une activité économique renaissante, qu'une solution équitable, ou seulement acceptable, aux conflits sociaux, elle n'avait pu donner à Lyon les institutions judiciaires que la ville avait eues un instant, qu'elle réclamait et qui lui étaient nécessaires. Aux yeux des Lyonnais, comme aux yeux de tous les Français que n'aveuglait pas l'esprit de parti parlementaire, la Royauté était incapable de réaliser dans ce domaine une réforme durable.

On voit mieux maintenant, il nous semble, la nature des deux tentatives de Maupeou et de Lamoignon, leur place dans l'histoire générale, leur signification « au déclin de la monarchie¹ ». Toutes deux ont été provoquées moins par un désir désintéressé de réformes que par la nécessité de la lutte contre l'anarchie parlementaire ; mais lors de la première il s'agissait surtout de défendre l'autorité royale, dans l'autre de couvrir une fiscalité aux abois. La première, plus complète, plus réfléchie, plus pratique, plus « organique », était l'œuvre d'un homme d'Etat ; l'autre, précipitée, maladroite en bien des points, inachevée, était l'œuvre d'un homme peut-être bien intentionné, mais trop peu dégagé de son passé parlementaire. L'une, au moins à Lyon, fonctionna, s'imposa à tous, sut tenir la juste place entre la révolte et le servilisme, et joua, peut-être même un peu trop, le rôle d'un Parlement. L'autre fut

¹ J'ai à peine besoin d'indiquer la différence profonde de mes vues et de celles de M. Marion, comme de M. Seligman, très dur pour Maupeou (*la Justice en France pendant la Révolution*, p. 86 et seq.).

comme gênée, on dirait presque honteuse, et, par la faute des circonstances, des hommes ou du manque de temps, paraît n'avoir fonctionné que très incomplètement.

Mais l'une comme l'autre — la seconde avec de plus sérieuses relouches — étaient viables, prises en elles-mêmes; elles ne l'étaient pas dans le milieu où elles se produisirent. La Royauté, celle de 1788 plus encore que celle de 1771, ne les considéra que comme des expédients propres à assurer son autorité contestée. Les eût-elles considérées comme des réformes nécessaires, qu'elle n'eût pas été en état de les maintenir : il aurait fallu pour cela disperser la Cour, diminuer les inégalités politiques et sociales, briser les résistances de tous les Corps constitués et de toutes les autonomies locales, enfin et surtout avoir de l'argent, c'est-à-dire bouleverser de fond en comble l'Ancien Régime.

On peut se demander enfin, même en se plaçant au seul point de vue lyonnais, si ces tentatives de réforme n'ont pas contribué à précipiter la chute de ce Régime, et l'on songe à l'admirable mot de Tocqueville¹ : « Le régime qu'une révolution détruit vaut presque toujours mieux que celui qui l'avait immédiatement précédé, et l'expérience apprend que le moment le plus dangereux pour un mauvais gouvernement est d'ordinaire celui où il commence à se réformer. » Ici cependant les Lyonnais n'ont pas tant profité de la réforme pour en rêver de plus étendues, qu'ils n'ont été découragés par son abandon; aussi, devant ces échecs, tristes et inévitables, des meilleures réformes tentées dans la justice en 1771 comme en 1788, on se demande s'il ne vaudrait pas mieux dire : c'est au moment où apparaît au plus grand nombre le désaccord entre l'opinion générale et celle du Gouvernement, ou, pour parler d'une façon plus réaliste, entre les besoins conscients de la majorité et les possibilités de réalisation par voie gouvernementale, qu'une révolution court grand

¹ *L'Ancien Régime et la Révolution*, éd. in-8°, p. 250.

chance d'éclater. Ce n'est pas à dire que les reculades de 1774 et de 1788 contribuèrent précisément à Lyon, et dans toute la France, à provoquer le mouvement de 1789, mais le sentiment de déconvenue et l'impression vive de la faiblesse royale furent certainement un de ces impondérables qui déterminèrent un peu plus vite et avec une très juste logique le peuple à demander et ses mandataires à imposer une réforme radicale d'un régime insupportable et impuissant.

Vu et approuvé :

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,

I. LAMEIRE.

Vu et approuvé :

LE DOYEN DE LA FACULTÉ,

FLURER.

Permis d'imprimer :

Lyon, le 28 janvier 1913.

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ,

P. JOUBIN.

INDEX¹

- Agents de change (de Lyon), 165.
 Agniel de la Vernouze, 47, 92, 219, 338.
 Ainay (Chapitre d'), 49, 304, 305.
 Ainay (Juridiction d'), 26, 139, 419.
 Archimbaud, 48, 54, 339.
 Arts et Métiers (Police et Juridiction des), 25, 32, 177, 405-6.
 Assemblée des Notables (Lyon), 30, 32, 159, 164, 169, 207, 277-8, 363, 385.
 Assemblée provinciale (de la Gén. de Lyon), 363, 370, 379, 391, 393, 426-7, 433.
 Avocats (de Lyon), 26, 68-9, 195-7, 199, 208, 226, 374.
 Ballet, 377, 429.
 Barou du Soleil, 101, 132-3, 137, 140, 335, 362-5, 373-6, 386, 389-94, 426-31, 434.
 Basset, 48, 55, 132, 136, 263, 340, 371-80, 391, 403, 408, 411-4, 418-9, 422, 427-31, 435-8.
 Beaujolais (Bailliage de), voir Villefranche.
 Bellescize, 160, 362, 380.
 Berger, 377, 429 n. 1, 436, 439.
 Berthaud de Lavour, 136, 304, 339 n. 3.
 Berthaud de Taluyers, 48, 55, 136, 217, 339, 347.
 Berthaud du Coin, 136-7, 347.
 Berthelon de Brosse, 48, 54, 129, 339.
 Billmaz, 435.
 Bonichon, 203, 258-9, 342-5.
 Bourg-Argental (Bailliage de), 61, 146, 348, 401 n. 1.
 Bourlier de Parigny, 48, 54, 256, 339.
 Bureau des Finances (de Lyon), 25, 348, 362, 370, 395-8, 433.
 Cachet de Garnerans, 69, 107-114, 352-7.
 Camyer, 377.
 Cervières (Châtelain de), 147, 229.
 Chaize (de la), 401-2.
 Chapellerie (Lyon), 181, 268, 314-5.
 Charlieu, 42, 102-3.
 Charrier de la Roche (J.-B.), 47, 53, 129-30, 132, 161, 174, 217, 277, 294-6, 305 n. 2, 338.
 Charrier de la Roche (L.), 49, 53, 304-5 n. 2, 427.
 Châtelain d'Essertines, 65, 79, 83, 93, 100, 351, 399.
 Chirat, 377, 379, 418-9, 429 n. 1, 438.
 Claret de la Tourette (les), 56, 96, 332.
 Clérico de Janzé, 48, 54, 261, 339, 378.
 Clerjon du Carri, 65, 79-80, 84, 93, 95, 349.
 Collèges (de Lyon), 171, 294-7, 393.
 Combles d'Anton (de), 48, 55, 338, 340.
 Communautés d'arts et métiers (Lyon), 169-71, 177-8, 256, 268, 309-30.
 Comtes de Lyon (Juridiction des), 36, 173, 210, 384, 389 n. 1, 419, 421.
 Conservation (Tribunal de la), 25-6, 161,

¹ Le détail de ce travail ne devant guère, dans ma pensée, être utilisé que par les historiens de la région lyonnaise, j'ai dirigé d'après cette considération le choix des noms de personnes, de lieux et d'institutions insérées dans l'index.

- 165, 175, 177-8, 180, 185-7, 190, 220, 223, 228, 251-3, 405-7.
- Consulat, 25 et n. 2, 30-4, 37, 46, 140-2, 157-87, 190, 203-4, 210, 220, 222, 251-4, 256, 261-2, 265-6, 268, 274, 277-83, 286-7, 290 n. 1, 291-4, 297, 300, 302-6, 309-11, 314, 318, 321-4, 329-30, 332, 336, 359, 361-3, 383, 385-9, 398, 404-8, 421, 428, 432.
- Couppier, 48, 258, 339.
- Courbon de Montviol, 377, 436.
- Cour des Monnaies, 25, 27, 35-6, 44, 68-9, 83, 128-34, 161, 173-5, 316, 361.
- Cozón, 362.
- Cusin de Jasseron, 65, 79, 91, 93, 100.
- Delhorme, 193-4, 335.
- Demeaux, 62, 401-2.
- Dervieu de Goiffieu, 48, 55, 137, 337-9, 347.
- Dervieu de Varey, 136-7, 347.
- Desfours de Grangeblanche, 47, 53, 137, 217, 263, 338.
- Dombes (Parlement de), 38, 69, 106-14, 123, 132-3, 233, 245, 354.
- Douane (de Lyon), 25.
- Dugas (E.), 132, 136.
- Dusurgey, 140.
- Eaux et Forêts, 25, 190, 228-9, 246, 422.
- Ecclésiastiques (Affaires — et religieuses), 232-4, 236, 239-42, 250.
- Echevins. Voir Consulat.
- Election (de Lyon), 25, 190, 398, 420, 433.
- Etat civil. 307-8.
- Fabrique (la Grande), 170, 179, 254-6, 311, 313, 406.
- Farbot (frères), 119 n. 1 et 4, 120-2, 352.
- Faure de Montaland, 377-9, 405, 421 et n. 1, 436, 438-9.
- Féodaux (Droits), 230-2.
- Flesselles, 43-7, 50-1, 55, 108-10, 115, 122, 125-7, 129-30, 138, 144, 158, 164-5, 168-9, 172-4, 187, 193, 197, 201-5, 208-11, 251, 253, 255, 277, 281, 285-6, 291, 304, 309, 313, 316-7, 319, 333, 337-8, 342, 352, 370.
- Forez (Bailliage du). Voir Montbrison.
- Forez (Châtellenies du), 146 et n. (pour Bailliage, voir Montbrison).
- Fourgon de Maisonforte, 48, 54, 339.
- Gabelles (Juridiction et Administration des), 25, 273-4.
- Game (Affaire), 142-4, 179, 259-64, 340 et n. 2.
- Gardelle, 376-7, 380, 436.
- Gémeau, 115, 117, 119 n. 1, 120-1, 123-5, 352, 354-6.
- Gérando (de), 48, 55, 217, 306, 339.
- Gesse de Poizieux, 101, 136-7, 143-4, 159, 171, 335, 346, 361-3, 379.
- Grassot, 377, 380, 429 n. 1, 436, 439.
- Graugnard, 48, 54, 204-5, 233, 236, 241, 339.
- Guérin de la Colonge, 64, 79, 93, 95, 100, 349, 399.
- Guillin de Pougelon, 31-2, 34, 164 n. 1, 264 n. 1, 266, 384-5, 389 n. 1, 432, 437.
- Guillotière (Juridiction de la), 142, 250.
- Harenc (de), 48, 55, 192, 304, 339.
- Herbigny (d'), 24 n. 1, 27.
- Homologations, 236-42, 275, 317-23, 421.
- Hôpitaux (de Lyon), 33, 35, 159, 209, 226, 239-40, 302-4, 388, 391-2.
- Huissiers (de Lyon), 29, 67, 189, 195-8, 200-1, 203, 384-5, 415.
- Imbert, 401-2.
- Imbert-Colomès, 64, 389 n. 1, 404, 432.
- Jacob, 377, 380, 419, 429 n. 1.
- Jacquet de la Colonge, 64, 80, 349-50.
- Janet, 123, 125, 352.
- Jaquet, 117, 119 n. 1, 120-7, 352-3.
- Jolyclerc, 47-8, 56, 152, 233, 249, 251-2, 265, 272, 289-90, 300, 303, 329, 339.
- Jolyclerc (ses frères), 49, 56-7.
- Jussieu de Montluel (de), 48, 54, 129-30, 311, 339.
- Laboré, 306.
- Lacour de Montlusin, 377, 380, 429 n. 1.
- La Michodière, 24 n. 1, 27-8, 38.

- Leullion de Thorigny (de), 362, 377, 379,
 380 n. 2, 414, 418-21, 436.
 Leviste de Montbriand, 115, 354.
 Librairie (Affaires de), 172, 264-7.
 Loyer (Ponthus-), 376, 377 n. 1, 383-6,
 429, 430-1, 439.
 Lyon (Sénéchaussée de). Voir Sénéchaus-
 sée-Présidial.

 Mâcon (Bailliage-Présidial de), 62, 75-7,
 148-54, 263, 276, 318-9, 348, 403.
 Mâcon (Municipalité de), 150-3.
 Mâconnais (Etats du), 133, 149-50, 190,
 274-7.
 Malvin de Montazet, 49, 171, 208, 233,
 265, 294, 305.
 Marbeuf (de), 53, 369, 385, 393.
 Masso de la Ferrière, 29, 144.
 Matour, 102.
 Mayeuvre de Champvieux, 48, 54-5, 132,
 192, 278 n. 1, 337, 339, 377.
 Messimy (de — et son fils), 110, 112,
 117, 354.
 Micollier, 377.
 Millanois, 140, 142, 207, 346, 362, 364,
 377, 380-1, 393, 434, 437-8.
 Monnaies (Cour des). Voir Cour.
 Monnaie (Prévôté, Officiers, Chancelle-
 rie, Juridiction de la), 29, 131, 316,
 362.
 Montbrison (Bailliage de), 61-2, 70-5,
 145, 148, 223, 235, 348, 401-2, 433.
 Morand, 166, 302-8.
 Moreau, 149-50, 239, 276.

 Nervo (de), 48, 54, 72-3, 115-6, 327,
 338.
 Nicoleau de Montriblond, 167, 171, 180.
 Notaires, 67, 118, 199, 385-6, 392.
 Noyel de Belleroche, 64, 99.

 Octroi (de Lyon), 166, 277-81, 301.
 Officialité, 247.
 Orset de la Tour, 377, 380, 436.

 Palerne de Savy, 48, 56, 129, 132, 167-8,
 182, 209-10, 219, 260, 265, 282,
 302, 317, 339, 377, 439.
 Perrache, 304-5.
 Perret, 96, 136, 377, 379, 388.
 Perrin, 29.

 Peste Turenne, 177 n. 1, 178, 251-4, 291.
 Piquage d'once, 254.
 Ponthus, 377, 379, 419, 429 n. 1.
 Pressavin, 266.
 Prévôt des Marchands, 32, 169, 203, 251,
 266, 320 (Voir aussi Consulat, Bel-
 lescize, Tolozan de Montfort).
 Prévôté, 36, 60.
 Prisons (de Lyon), 139, 166, 173, 207,
 244, 254, 288-94.
 Procureurs (de Lyon), 29, 97, 176, 179,
 189, 195-6, 198, 201-8, 217-8, 258,
 334 n. 1, 371, 374, 415.
 Prost de Royer, 161, 164 n. 1, 178 n. 2,
 245, 266, 297, 390.
 Pulligneu, 45, 48, 51-3, 56, 58, 70-2,
 75-6, 86, 88-9, 91-2, 100 n. 6,
 102-3, 115, 121-2, 124-7, 129, 142,
 144, 147-8, 152-4, 165-8, 171-2,
 194-5, 199, 200, 204-6, 210-1, 218-9,
 222, 224-5, 228-9, 234-5, 238-9,
 241-2, 244-8, 250, 255, 257-8, 261,
 263-5, 267-9, 272-3, 275-7, 279-81,
 290-3, 295-6, 298, 300-7, 309, 311,
 314-5, 317-23, 325, 327-8, 337, 339,
 342-5.
 Pulligneu (son père), 52.
 Pupil de Myons, 29, 31-6, 44-5, 129,
 132-3, 137, 139, 288.
 Pupil de Sablon, 61.

 Rambaud, 372, 374, 377, 380 n. 2, 381,
 416, 418, 436, 438-9.
 Ranvier de Bellegarde, 48, 54, 302, 304,
 317, 339, 393.
 Rey, 376-7 et n. 1, 383-9, 425, 429,
 430-2, 434, 438.
 Rigod de Terrebasse, 65, 305.
 Roanne (Bailliage ducal de), 145, 218,
 222.
 Robin d'Orliénas, 48, 54, 136, 339.
 Roland (Madame), 55-6, 400, 410.
 Roland de la Platière (Dom), 65, 79, 93,
 100, 349, 351 n. 1, 400.
 Romanans (de), 121, 123, 256-7.
 Rostaing (de), 145, 401.
 Rougnard, 376-7 n. 1, 383-6, 429-31.
 Roux de la Plagne, 62, 74, 401-2, 433.
 Ruffey (Comte de), 109-10, 115, 122,
 124-6, 358.

- Sabot de Pizay, 47, 53, 338, 347.
 Sabot de Saint-Ennemond, 137, 347.
 Saint-Galmier (Châtellenie de), 146-8.
 Sénéchaussée-Présidial de Lyon, 25, 27,
 30-6, 42, 67, 95-6, 101, 118, 125,
 134-44, 150, 161, 174-5 n. 1, 179,
 186, 190, 207, 220, 223-4, 230, 239,
 245-7, 250, 254-6, 259, 261-3, 279,
 289-91, 293-4, 324, 326, 335, 346-8,
 352, 354, 361-5, 369-76, 378, 414-23,
 427-30, 432.
 Servan, 261.
 Simon, 377.
 Sonyer du Lac, 61 n. 1, 62, 73.
 Soufflot, 293.

 Terray (Intendant), 370-5, 377, 385,
 387, 396, 398-403, 405, 407, 408,
 426.
 Tolozan de Montfort, 371, 389, 404, 407,
 426, 428-9.
- Tournus (Justice de), 102, 224.
 Tracol, 193-4.
 Trévoux (Sénéchaussée de), 114-27, 233,
 246, 256, 348, 352-7.

 Vaiolet, 64, 79, 84, 87, 93, 96, 100,
 349-50.
 Varenard, 48, 57, 115, 339, 377, 436.
 Vermorel, 65, 79, 81, 83-4, 86, 100,
 350-1.
 Villefranche (Bailliage de), 63-6, 77-101,
 349-52, 354, 399-400.
 Villefranche (Calcabeaux de), 101.
 Villefranche (Municipalité de), 79-80,
 96-9, 101, 349, 351-2.
 Villeroy (les), 37, 160, 163-4, 371, 388,
 432.

 Yon de Jonage, 47, 49, 53, 132, 211, 304,
 338.
-

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	1
BIBLIOGRAPHIE	9
CHAPITRE I. — L'installation du Conseil Supérieur et le personnel .	23
CHAPITRE II. — Le C. S. et les Juridictions inférieures. — Les oppositions.	59
CHAPITRE III. — Le C. S. et les Juridictions inférieures (<i>suite</i>). — La réorganisation et le contrôle	105
CHAPITRE IV. — Le C. S., l'opinion lyonnaise et le Consulat . . .	157
CHAPITRE V. — L'organisation, la vie et l'activité générale du C. S.	189
CHAPITRE VI. — Les affaires civiles	215
CHAPITRE VII. — Les affaires criminelles	243
CHAPITRE VIII. — Les affaires financières et l'activité réglementaire du C. S.	271
CHAPITRE IX. — Le C. S. et les Communautés	309
CHAPITRE X. — La fin du C. S.	331
CHAPITRE XI. — La formation du Grand Bailliage	361
CHAPITRE XII. — Le G. B., les oppositions et l'opinion	383
CHAPITRE XIII. — L'organisation et l'activité du G. B.	413
CHAPITRE XIV. — La fin du G. B.	425
INDEX	443

